DELIBERATIONS

(Délibérations du BUREAU)

BUREAU du 28/06/2024

Le présent document regroupe l'ensemble des délibérations accompagnées de leur(s) annexe(s), classés par élus rapporteur et par compétences.

SOMMAIRE

Elu rapporteur : GERARD Bernard

Voiries

24-B-0187 - LAMBERSART - LOMME (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) - Travaux de requalification de la rue Eugène Descamps - Marché à procédure adaptée - Autorisation de signature 8

24-B-0188 - LILLE - Travaux de requalification du boulevard Carnot (phase 2) - Marché à procédure adaptée - Autorisation de signature 14

24-B-0189 - TOURCOING - Travaux de requalification de la rue des Orions - Marché à procédure adaptée - Autorisation de signature 20

24-B-0190 - Travaux d'effacement des réseaux aériens - Lot n°1 (territoires UTML - UTLS) - Groupement Eiffage Énergie Systèmes - Infra Nord et Électricité Vendeville SEV - Avenant n°1 - Augmentation du montant maximum - Autorisation de signature 26

24-B-0191 - Étude relative à l'élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle - SPL Euralille - Mise à disposition de données issues du modèle routier - Convention - Autorisation de signature 30

Elu rapporteur : CAUDRON Gérard

Fonds de concours

24-B-0192 - LOOS - Extension de l'école Charles Perrault - Convention de fonds de concours - Avenant n° 1 34

Elu rapporteur : LEPRETRE Sébastien

Transports publics

24-B-0193 - ROUBAIX - TOURCOING - SDIT - Missions de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) pour le tramway du pôle métropolitain Roubaix-Tourcoing et son site de maintenance et de remisage - Lot n° 2 - Procédure avec négociations - Autorisation de signature 38

24-B-0194 - SDIT - Concepteur des projets de nouvelles lignes de transport de la MEL - Procédure avec négociations - Autorisation de signature 44

24-B-0195 - Travaux de désamiantage sur le patrimoine des Transports - Accord cadre à bons de commande - Appel d'offres ouvert - Décision - Financement 48

Mobilités

24-B-0196 - Participation au Challenge de la Mobilité 2024 organisé par la CCI Grand Lille - Subvention 52

Elu rapporteur : BRUN Charlotte

Transition écologique

24-B-0197 - Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) - Programme d'actions 2024 - Subvention 58

Energie

24-B-0198 - Adhésion à l'association POLENERGIE - Période 2022-2026 - Modification du montant de la cotisation annuelle 85

Elu rapporteur : BAERT Dominique

Politique de la ville (géographie prioritaire ANRU)

24-B-0199 - LILLE - NPNRU - Lille Sud - Faubourg d'Arras / Jean Baptiste Clément - Convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la ville 89

Elu rapporteur : VERCAMER Francis

Aménagement du territoire

24-B-0200 - ROUBAIX - Projet partenarial d'aménagement du territoire de Roubaix - Groupement de commandes - Avenant n° 1 113

Elu rapporteur : HAESEBROECK Bernard

Economie

24-B-0201 - Soutien à l'incubateur Spark Innovation - Association PASSERELLES ENTREPRENEUR - Subvention au titre de l'année 2024 121

24-B-0202 - Soutien à la coopérative d'Activités TILT spécialisée dans le domaine de la transition écologique - Subvention au titre de l'année 2024 127

24-B-0203 - Dispositif d'aide au bâtiment durable - Modification du Règlement intérieur - Ouverture aux PME .. 133

24-B-0204 - Renouvellement d'adhésion à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial - Période 2024-2026 143

Animations commerciales

24-B-0205 - LILLE - ARMENTIERES - Objectif Centralité - Soutien aux actions des unions commerciales - Subvention 147

Elu rapporteur : VOITURIEZ Anne

Logement et Habitat

24-B-0206 - Plan national pour le Logement d'abord (2023-2027) - Mise en #uvre accélérée sur le territoire de la MEL - Actions 2024 151

24-B-0207 - HAUBOURDIN - Rangée du Bois - Requalification des courées - Convention de transfert de maitrise d'ouvrage 164

24-B-0208 - HOUPLINES - Cour Roussel - Requalification des courées - Convention de transfert de maitrise d'ouvrage 168

24-B-0209 - WATTIGNIES - Cité Gambetta - Requalification des courées - Convention de transfert de maitrise d'ouvrage 172

Elu rapporteur : CAUCHE Régis

Prévention, collecte, traitement, tri et valorisation des déchets

24-B-0210 - Filière REP PMCB (produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment) - Convention avec les éco-organismes ECOMINERO, ECOMAISON, VALDELIA et VALOBAT - Autorisation de signature 176

24-B-0211 - Filière REP ABJ - Catégorie 2 ABJ-TH (articles de bricolage et de jardin thermiques) - Convention avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour la période 2023-2027 - Avenant n° 1 - Déploiement de la filière à l'ensemble des déchèteries fixes - Autorisation de signature 182

24-B-0212 - Filière REP ASL (Articles de sport et de loisirs) - Convention avec l'éco-organisme ECOLOGIC - Déploiement de la filière à l'ensemble des déchèteries - Ajout de points de collecte évènementiels - Avenants - Autorisation de signature 186

24-B-0213 - Filière REP EMPAP (emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique) - Société REVIPAC - Contrat de reprise du gisement 5.03 - Période 2024-2029 - Autorisation de signature 190

24-B-0214 - ANNOEULLIN - Travaux de rénovation de la déchèterie - 7 lots - Marchés à procédure adaptée - Autorisation de signature 194

Elu rapporteur : BEZIRARD Alain

Politique de l'Eau

24-B-0215 - LA BASSEE - Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) - Convention de mise à disposition d'un hydrant - Commune de Violaines - Autorisation de signature 200

Assainissement

24-B-0216 - ERQUINGHEM-LYS - Déconnexion de la Rivière des Laies et de la Becque du Crachet - Travaux de renaturation et reprofilage du courant de l'Anguille - 2 lots - Appel d'offres ouvert - Autorisation de signature 208

24-B-0217 - MOUVAUX - Rues de Verdun et de Tourcoing - Travaux de reconstruction des collecteurs - Marché à procédure adaptée - Autorisation de signature 212

24-B-0218 - TOURCOING - Quartier de la "Ceinture Verte" - Réhabilitation de collecteurs d'assainissement - Reconstruction des regards de visite - Marché à procédure adaptée - Autorisation de signature 216

24-B-0219 - Missions de maîtrise d'#uvre portant sur les ouvrages d'eau et d'assainissement - Accords-cadres à bons de commandes et à marchés subséquents (3 lots) - Appel d'offres ouvert - Décision - Financement 220

Elu rapporteur : LEGRAND Jean-François

Agriculture

24-B-0220 - Signature d'une convention multipartenariale avec les membres du consortium porté par l'AFAC Hauts-de-France - Appel à Projet (AAP) "Pacte en faveur de la haie et de la planification écologique" 226

Espaces naturels

24-B-0221 - Partenariat avec le département du Nord pour l'entretien de chemins inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) - Année 2024 232

24-B-0222 - Musée de Plein Air - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Monique Teneur 244

Elu rapporteur : BECUE Doriane

Emploi

24-B-0223 - LILLE - Expérimentation Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD) - Soutien à la SAS Moodita - Subvention 270

24-B-0224 - LOOS - TOURCOING - Territoire Zéro Chômeur de longue durée (TZCLD) - Développement d'activités économiques de la Fabrique de l'Emploi - Soutien au titre de l'année 2024 276

24-B-0225 - Volet économie et emploi du contrat de ville et de Solidarité - Soutien aux programmes d'actions de NQT et ANTHEA - Subvention 282

Lutte contre la pauvreté

24-B-0226 - Contrat local des solidarités 2024-2027 - Actions 2024 288

Elu rapporteur : SKYRONKA Eric

Sports

24-B-0227 - Grands événements - Soutien à un événement métropolitain - Ch'ti bike tour 2024 - Subvention ... 342

24-B-0228 - Politique de soutien et de promotion d'événements sportifs métropolitains - Affectation 2024 - 4ème tranche 348

24-B-0229 - Politique de soutien et promotion d'événements sportifs métropolitains - Saison sportive 2024/2025 et complément de partenariats saison sportive 2023/2024 353

Fonds de concours Sports

24-B-0230 - Fonds de concours des équipements sportifs - Attribution - Conventions - Autorisation de signature 360

Elu rapporteur : DELEPAUL Michel

Culture

24-B-0231 - Soutien aux grandes expositions 2024 - Cycle d'expositions d'automne au Musée La Piscine autour d'Eugène Dodeigne et exposition "Expérience Raphaël" au Palais des Beaux-Arts 367

24-B-0232 - Réseau des Fabriques Culturelles - Convention de partenariat saison 2024 377

24-B-0233 - Partenariat avec la Fédération Française de Randonnée Nord pour un TopoGuide « Lille Métropole à Pied » 385

24-B-0234 - Adhésion au club des utilisateurs d'Orphée (CUTO) pour le logiciel métier métropolitain de gestion des bibliothèques dans le cadre de la BNM 2024-2026 408

24-B-0235 - Musée de la Bataille de Fromelles - Convention de prêt d'un objet - Office de tourisme Lens-Liévin-Hénin-Carvin - 'Coup d'envoi - La Grande Guerre et les sports collectifs' 415

Fonds de concours Culture

24-B-0236 - LILLE - ROUBAIX - TOURCOING - Attribution de fonds de concours - Conservatoire à rayonnement régional de Lille - Conservatoires à rayonnement départemental de Roubaix et de Tourcoing - Année 2024 424

Fonds de concours Préservation du patrimoine architectural et historique

24-B-0237 - HAUBOURDIN - Fonds de concours préservation du patrimoine architectural et historique - Attribution - Convention - Autorisation de signature 428

24-B-0238 - WATTRELOS - Restauration de l'église Saint Maclou - Convention de fonds de concours - Avenant N°1 434

Elu rapporteur : GEENENS Patrick

Action foncière de la Métropole

24-B-0239 - LA BASSEE - Parc d'activités Nouveau Monde - SEM Ville Renouvelée - Acquisition des biens de reprise en vue de la fin du traité de concession 438

24-B-0240 - LILLE - ZAC Saint Sauveur - Lille Métropole Habitat - Acquisition 444

24-B-0241 - MARQUETTE-LEZ-LILLE - Site Boone Comenor Metalimpex - EPF Hauts-de-France - Convention opérationnelle de portage foncier 450

24-B-0242 - MOUVAUX - Site Jean Bart - EPF Hauts-de-France - Convention opérationnelle de portage foncier - Renouvellement 454

24-B-0243 - LILLE - HELLEMMES (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) - Site H2D Quebecor - Convention opérationnelle tripartite de portage foncier avec l'EPF et la commune - Avenant n° 1 458

24-B-0244 - LILLE - HELLEMMES (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) - LEZENNES - Secteur Porte métropolitaine - Intervention foncière 2020-2024 entre l'EPF Hauts-de-France et la Métropole européenne de Lille - Convention opérationnelle de portage foncier - Avenant n° 3 462

24-B-0245 - LILLE - 12 rue de la Marbrerie - Incorporation d'un bien sans maitre dans le patrimoine métropolitain 466

24-B-0246 - PROVIN - 2b et 4 rue Edgar Sion - Incorporation de biens sans maitre dans le patrimoine métropolitain 472

Elu rapporteur : MATHON Christian

Gestion des ressources humaines

24-B-0247 - Ajustements aux modalités d'organisation du temps de travail pour les agents en cycle spécifique - Direction Nature Agriculture et Environnement - Modification de la délibération n°21-C-0529 478

Administration

24-B-0248 - Adhésion de la MEL à l'Agence régionale du livre et de la lecture Hauts de France (AR2L) pour la période 2024-2026 490

Elu rapporteur : COLIN Michel

Assurances

24-B-0249 - LOMME (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) - Périmètre d'éligibilité - Dispositif transactionnel métropolitain dit "commerces de proximité et travaux publics" - Avenue de Dunkerque (Bourg) 494

24-B-0250 - SECLIN - Périmètre d'éligibilité - Dispositif transactionnel métropolitain dit "commerces de proximité et travaux publics" - Giratoires Sud et Nord 498

24-B-0251 - TOURCOING - Périmètre d'éligibilité - Dispositif transactionnel métropolitain dit "Commerce de proximité et travaux publics" - Ceinture Verte tronçon 3 502

Déport de délibérations

24-B-0252 - LaM, Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut - Convention de mise à disposition des locaux - Avenant 506

24-B-0253 - Partenariats Culturels 2024 - Affectation 2ème Tranche 510

Elu rapporteur : CORBILLON Matthieu

24-B-0254 - CPER 2021-2027 - Volet Recherche - Programmation 2024 - Projet RESIST-OMICS - Subvention à l'Université de Lille 529

Elu rapporteur : TONNERRE Marie

Jeunesse

24-B-0255 - Stratégie #JeunesenMétropole2.0 - Fonds d'Innovation JeM : projets soutenus et subventions allouées 535

Elu rapporteur : DUCRET Stéphanie

Sécurité et prévention de la délinquance

24-B-0256 - Schéma Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance - Soutien au dispositif d'Intervenant Social en Gendarmerie (ISG) au sein de l'Association Solidarité Femmes Accueil (SOLFA) 544

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110455-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0187

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LAMBERSART - LOMME (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) -

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RUE EUGENE DESCAMPS - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la rue Eugène-Descamps située à cheval sur les territoires de Lomme et Lambersart, à compter de 2024 ;

Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de Lomme et de Lambersart en date du 8 juin 2021 ;

I. Exposé des motifs

La rue Eugène-Descamps est située à cheval sur les communes de Lomme et de Lambersart. D'une longueur de près de 800 mètres, elle supporte un trafic routier très important de plus de 10 000 véhicules par jour avec une accidentologie avérée. Les vitesses de circulation y sont excessives et ne favorisent pas une mobilité douce.

L'objectif du projet de requalification de la rue Eugène-Descamps est de réduire les vitesses de circulation, de favoriser les mobilités douces et de végétaliser l'espace public.

Le projet de requalification proposé prévoit :
- Une mise en zone 30 avec aménagements de chicanes et d'éléments modérateurs de vitesse de type plateau surélevé côté Rocade ;
- Une réduction de la largeur de la chaussée à 5,50 mètres sur la partie de la voie non empruntée par les bus ;
- La création d'une piste cyclable bidirectionnelle du rond-point de la Rocade jusqu'à la rue de Madrid (sur la partie de la voie située sur la commune de Lambersart) ; le reste de la voie offrant une circulation mixte véhicules / vélos en zone 30 ;
- La reprise de la structure de chaussée ;

- Une déconnexion des eaux de ruissellement par l'aménagement d'une chaussée réservoir infiltrant une pluie trentenale ;
- La plantation de 33 arbres supplémentaires et la végétalisation des façades.

1) Qualité du projet au regard de la charte de l'espace public

Le futur aménagement sera exemplaire, selon la charte de l'espace public, en matière de déconnexion des eaux de chaussée.

Le projet sera également performant pour la mobilité cyclable, l'apaisement de la ville et la présence et la qualité du végétal.

Enfin, le projet a fait l'objet d'une démarche de co-construction avec les citoyens.

2) Procédure de commande publique

Afin de réaliser les travaux d'aménagement de la rue Eugène-Descamps à Lomme estimés à 2 200 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 8 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 17 mai 2024.

3 offres ont été reçues et analysées.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à la société EIFFAGE ROUTE pour un montant de 1 695 000 € HT.

3) Caractérisation au titre du budget climatique

La dépense peut être considérée comme 60 % favorable et 40 % neutre au titre de "l'atténuation et de la qualité de l'air". En effet, le projet de requalification augmente la part de l'espace public non dédiée à la circulation et passe de 48 % à 60 % de l'espace public total.

La dépense est considérée comme 100 % très favorable au titre de "l'adaptation au changement climatique". En effet, le projet permet une déconnexion des eaux de ruissellement pour une pluie trentenale et augmente la part d'espace vert qui passe de 9 % à 21 % de l'espace public.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec la société EIFFAGE ROUTE pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Eugène-Descamps à Lomme et Lambersart ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0187

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LAMBERSART - LOMME (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) -

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RUE EUGENE DESCAMPS - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la rue Eugène-Descamps située à cheval sur les territoires de Lomme et Lambersart, à compter de 2024 ;

Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de Lomme et de Lambersart en date du 8 juin 2021 ;

I. Exposé des motifs

La rue Eugène-Descamps est située à cheval sur les communes de Lomme et de Lambersart. D'une longueur de près de 800 mètres, elle supporte un trafic routier très important de plus de 10 000 véhicules par jour avec une accidentologie avérée. Les vitesses de circulation y sont excessives et ne favorisent pas une mobilité douce.

L'objectif du projet de requalification de la rue Eugène-Descamps est de réduire les vitesses de circulation, de favoriser les mobilités douces et de végétaliser l'espace public.

Le projet de requalification proposé prévoit :
- Une mise en zone 30 avec aménagements de chicanes et d'éléments modérateurs de vitesse de type plateau surélevé côté Rocade ;
- Une réduction de la largeur de la chaussée à 5,50 mètres sur la partie de la voie non empruntée par les bus ;
- La création d'une piste cyclable bidirectionnelle du rond-point de la Rocade jusqu'à la rue de Madrid (sur la partie de la voie située sur la commune de Lambersart) ; le reste de la voie offrant une circulation mixte véhicules / vélos en zone 30 ;
- La reprise de la structure de chaussée ;

- Une déconnexion des eaux de ruissellement par l'aménagement d'une chaussée réservoir infiltrant une pluie trentenale ;
- La plantation de 33 arbres supplémentaires et la végétalisation des façades.

1) Qualité du projet au regard de la charte de l'espace public

Le futur aménagement sera exemplaire, selon la charte de l'espace public, en matière de déconnexion des eaux de chaussée.

Le projet sera également performant pour la mobilité cyclable, l'apaisement de la ville et la présence et la qualité du végétal.

Enfin, le projet a fait l'objet d'une démarche de co-construction avec les citoyens.

2) Procédure de commande publique

Afin de réaliser les travaux d'aménagement de la rue Eugène-Descamps à Lomme estimés à 2 200 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 8 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 17 mai 2024.

3 offres ont été reçues et analysées.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à la société EIFFAGE ROUTE pour un montant de 1 695 000 € HT.

3) Caractérisation au titre du budget climatique

La dépense peut être considérée comme 60 % favorable et 40 % neutre au titre de "l'atténuation et de la qualité de l'air". En effet, le projet de requalification augmente la part de l'espace public non dédiée à la circulation et passe de 48 % à 60 % de l'espace public total.

La dépense est considérée comme 100 % très favorable au titre de "l'adaptation au changement climatique". En effet, le projet permet une déconnexion des eaux de ruissellement pour une pluie trentenale et augmente la part d'espace vert qui passe de 9 % à 21 % de l'espace public.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec la société EIFFAGE ROUTE pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Eugène-Descamps à Lomme et Lambersart ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110454-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0188

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU BOULEVARD CARNOT (PHASE 2) - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la seconde partie du boulevard Carnot à Lille, entre la rue des Canonniers et le carrefour Pasteur / Coubertin, à compter de 2024 ;

Vu l'avis favorable de Madame le Maire de Lille en date du 13 février 2024 ;

I. Exposé des motifs

La requalification du Boulevard Carnot fait partie intégrante du réaménagement du secteur des Urbanistes, comprenant notamment la place du Lion d'Or et la place Louise de Bettignies dont les travaux se sont achevés en 2022. Elle participe également à la mise en œuvre du schéma cyclable métropolitain, le boulevard Carnot s'inscrivant dans un itinéraire "vélo +" permettant d'accéder au cœur de Lille depuis le Grand Boulevard.
Des travaux de requalification et d'aménagement cyclable ont été menés en 2023 sur une première partie du boulevard Carnot, entre la rue des Bons Enfants et la rue des Canonniers. Il convient désormais de requalifier la seconde partie du boulevard, sur le tronçon compris entre la rue des Canonniers et le carrefour Pasteur / Coubertin, incluant la rue des Urbanistes.

Les objectifs du projet de la seconde phase du Boulevard Carnot s'inscrivent dans la continuité des aménagements réalisés dans le cadre de la première phase : un nouveau partage des espaces publics, apaisés et accessibles, la continuité des aménagements cyclables, et la végétalisation avec l'ajout de fosses de plantation et la plantation d'arbres.

Le projet de requalification proposé prévoit :
- La création de pistes cyclables bidirectionnelles de 3 mètres de large ;

- La plantation d'arbres dans la continuité de la première phase ;
- La création d'un parvis devant le lycée Pasteur ;
- La réduction des files de circulation à 2x1 voie ;
- La création d'un couloir bus sur une partie du projet ;
- La mise en œuvre de modérateurs de vitesse de type plateau surélevé.

1) Qualité du projet au regard de la charte de l'espace public

Le futur aménagement sera très qualitatif voire exemplaire sur la quasi-totalité des axes de la charte de l'espace public : mobilité piétonne, mobilité cyclable, TC, espaces verts, espace public à vivre et à partager…

2) Procédure de commande publique

Afin de réaliser les travaux d'aménagement de la deuxième phase du boulevard Carnot à Lille estimés à 2 700 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 17 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 23 mai 2024.

1 offre a été reçue et analysée.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué au groupement des sociétés EJM (mandataire) / VRL pour un montant de 2 696 521,50 € HT.

3) Caractérisation au titre du budget climatique

La dépense peut être considérée comme 68 % « favorable » et 32 % « neutre » au titre de "l'atténuation et de la qualité de l'air". En effet, le projet de requalification augmente la part de l'espace public non dédiée à la circulation pour atteindre 68 % de l'espace total.

De même, la dépense est considérée comme 100 % favorable au titre de "l'adaptation au changement climatique". En effet, le projet augmente néanmoins la part d'espace vert qui passe de 14 à 25 % de l'espace public si l'on tient compte de l'effet majorant des arbres.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec le groupement des sociétés EJM (mandataire) / VRL pour la réalisation des travaux de réaménagement du boulevard Carnot (phase 2) à Lille ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0188

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU BOULEVARD CARNOT (PHASE 2) - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la seconde partie du boulevard Carnot à Lille, entre la rue des Canonniers et le carrefour Pasteur / Coubertin, à compter de 2024 ;

Vu l'avis favorable de Madame le Maire de Lille en date du 13 février 2024 ;

I. Exposé des motifs

La requalification du Boulevard Carnot fait partie intégrante du réaménagement du secteur des Urbanistes, comprenant notamment la place du Lion d'Or et la place Louise de Bettignies dont les travaux se sont achevés en 2022. Elle participe également à la mise en œuvre du schéma cyclable métropolitain, le boulevard Carnot s'inscrivant dans un itinéraire "vélo +" permettant d'accéder au cœur de Lille depuis le Grand Boulevard.
Des travaux de requalification et d'aménagement cyclable ont été menés en 2023 sur une première partie du boulevard Carnot, entre la rue des Bons Enfants et la rue des Canonniers. Il convient désormais de requalifier la seconde partie du boulevard, sur le tronçon compris entre la rue des Canonniers et le carrefour Pasteur / Coubertin, incluant la rue des Urbanistes.

Les objectifs du projet de la seconde phase du Boulevard Carnot s'inscrivent dans la continuité des aménagements réalisés dans le cadre de la première phase : un nouveau partage des espaces publics, apaisés et accessibles, la continuité des aménagements cyclables, et la végétalisation avec l'ajout de fosses de plantation et la plantation d'arbres.

Le projet de requalification proposé prévoit :
- La création de pistes cyclables bidirectionnelles de 3 mètres de large ;

- La plantation d'arbres dans la continuité de la première phase ;
- La création d'un parvis devant le lycée Pasteur ;
- La réduction des files de circulation à 2x1 voie ;
- La création d'un couloir bus sur une partie du projet ;
- La mise en œuvre de modérateurs de vitesse de type plateau surélevé.

1) Qualité du projet au regard de la charte de l'espace public

Le futur aménagement sera très qualitatif voire exemplaire sur la quasi-totalité des axes de la charte de l'espace public : mobilité piétonne, mobilité cyclable, TC, espaces verts, espace public à vivre et à partager…

2) Procédure de commande publique

Afin de réaliser les travaux d'aménagement de la deuxième phase du boulevard Carnot à Lille estimés à 2 700 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 17 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 23 mai 2024.

1 offre a été reçue et analysée.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué au groupement des sociétés EJM (mandataire) / VRL pour un montant de 2 696 521,50 € HT.

3) Caractérisation au titre du budget climatique

La dépense peut être considérée comme 68 % « favorable » et 32 % « neutre » au titre de "l'atténuation et de la qualité de l'air". En effet, le projet de requalification augmente la part de l'espace public non dédiée à la circulation pour atteindre 68 % de l'espace total.

De même, la dépense est considérée comme 100 % favorable au titre de "l'adaptation au changement climatique". En effet, le projet augmente néanmoins la part d'espace vert qui passe de 14 à 25 % de l'espace public si l'on tient compte de l'effet majorant des arbres.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec le groupement des sociétés EJM (mandataire) / VRL pour la réalisation des travaux de réaménagement du boulevard Carnot (phase 2) à Lille ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110463-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0189

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TOURCOING -

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RUE DES ORIONS - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la rue des Orions située à Tourcoing, à compter de 2024 ;

Vu l'avis favorable de Madame le Maire de Tourcoing ;

I. Exposé des motifs

La rue des Orions, dans sa partie comprise entre le boulevard d'Halluin et la rue de Roncq, est située au nord de la commune, à la limite d'un centre commercial. Tout en reliant les quartiers Clinquet et Pont Rompu, elle permet d'irriguer le tissu résidentiel du quartier Orions.
D'une longueur de 500 mètres, elle supporte essentiellement un trafic routier de desserte riveraine inférieur à 4000 véhicules par jour, sans accidentologie avérée. À son extrémité côté rue de Roncq, elle dessert l'accès aux livraisons poids lourds de l'hypermarché voisin. Les vitesses mesurées ne sont pas en adéquation avec la limitation de 30 km/h qui convient à cette typologie de voie.

L'objectif du projet de requalification de la rue de Orions est de réduire les vitesses de circulation pour permettre la cohabitation avec les mobilités douces, d'assurer les continuités piétonnes, de conforter la végétalisation de l'espace public et renforcer ainsi le caractère de desserte confidentielle du quartier.

Le projet de requalification proposé prévoit :
- la mise en zone 30 avec aménagements de chicanes et plateaux surélevés ;
- la réduction de la largeur de la chaussée à 5,50 mètres ;
- la reprise de la structure de chaussée ;
- la déconnexion des eaux de ruissellement par l'aménagement en chaussée réservoir infiltrant une pluie mensuelle ;

- la plantation de 12 arbres supplémentaires ;
- l'aménagement en zone de rencontre de l'allée Savorgnan de Brazza.

1) Qualité du projet au regard de la charte de l'espace public

Le futur aménagement sera d'un niveau avancé, selon la charte de l'espace public, sur les champs suivants :
- l'accessibilité et la continuité des cheminements piétons : ceux-ci seront isolés du stationnement qui est réorganisé en site propre ;
- la gestion de l'eau pluviale puisque le projet permettra la gestion intégrée des eaux pluviales sur la quasi-totalité du projet, soit une surface de près de 8 000 m².

2) Procédure de commande publique

Afin de réaliser les travaux d'aménagement de la rue des Orions à Tourcoing estimés à 1 260 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 12 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 21 mai 2024.

2 offres ont été reçues dans les délais et analysées. Les variantes étaient autorisées. L'entreprise AMBIANCE TP a remis une offre de base. L'entreprise GDTP a remis une offre de base et une variante.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à la société AMBIANCE TP pour un montant de 1 085 606,83 € HT.

3) Caractérisation au titre du budget climatique

La dépense peut être considérée comme 54 % favorable et 46 % neutre au titre de "l'atténuation et de la qualité de l'air. La part de l'espace public non dédiée à la circulation reste stable à 54 % de l'espace public total.

De même, la dépense est considérée comme 50 % favorable et 50 % neutre au titre de "l'adaptation au changement climatique". Le projet permet une déconnexion des eaux de ruissellement pour une pluie mensuelle et augmente la part d'espace vert qui passe de 12 % à 17 % de l'espace public.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec la société AMBIANCE TP pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue des Orions à Tourcoing ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Pauline SEGARD s'étant abstenue.

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0189

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TOURCOING -

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RUE DES ORIONS - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la rue des Orions située à Tourcoing, à compter de 2024 ;

Vu l'avis favorable de Madame le Maire de Tourcoing ;

I. Exposé des motifs

La rue des Orions, dans sa partie comprise entre le boulevard d'Halluin et la rue de Roncq, est située au nord de la commune, à la limite d'un centre commercial. Tout en reliant les quartiers Clinquet et Pont Rompu, elle permet d'irriguer le tissu résidentiel du quartier Orions.
D'une longueur de 500 mètres, elle supporte essentiellement un trafic routier de desserte riveraine inférieur à 4000 véhicules par jour, sans accidentologie avérée. À son extrémité côté rue de Roncq, elle dessert l'accès aux livraisons poids lourds de l'hypermarché voisin. Les vitesses mesurées ne sont pas en adéquation avec la limitation de 30 km/h qui convient à cette typologie de voie.

L'objectif du projet de requalification de la rue de Orions est de réduire les vitesses de circulation pour permettre la cohabitation avec les mobilités douces, d'assurer les continuités piétonnes, de conforter la végétalisation de l'espace public et renforcer ainsi le caractère de desserte confidentielle du quartier.

Le projet de requalification proposé prévoit :
- la mise en zone 30 avec aménagements de chicanes et plateaux surélevés ;
- la réduction de la largeur de la chaussée à 5,50 mètres ;
- la reprise de la structure de chaussée ;
- la déconnexion des eaux de ruissellement par l'aménagement en chaussée réservoir infiltrant une pluie mensuelle ;

- la plantation de 12 arbres supplémentaires ;
- l'aménagement en zone de rencontre de l'allée Savorgnan de Brazza.

1) Qualité du projet au regard de la charte de l'espace public

Le futur aménagement sera d'un niveau avancé, selon la charte de l'espace public, sur les champs suivants :
- l'accessibilité et la continuité des cheminements piétons : ceux-ci seront isolés du stationnement qui est réorganisé en site propre ;
- la gestion de l'eau pluviale puisque le projet permettra la gestion intégrée des eaux pluviales sur la quasi-totalité du projet, soit une surface de près de 8 000 m².

2) Procédure de commande publique

Afin de réaliser les travaux d'aménagement de la rue des Orions à Tourcoing estimés à 1 260 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 12 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 21 mai 2024.

2 offres ont été reçues dans les délais et analysées. Les variantes étaient autorisées. L'entreprise AMBIANCE TP a remis une offre de base. L'entreprise GDTP a remis une offre de base et une variante.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à la société AMBIANCE TP pour un montant de 1 085 606,83 € HT.

3) Caractérisation au titre du budget climatique

La dépense peut être considérée comme 54 % favorable et 46 % neutre au titre de "l'atténuation et de la qualité de l'air. La part de l'espace public non dédiée à la circulation reste stable à 54 % de l'espace public total.

De même, la dépense est considérée comme 50 % favorable et 50 % neutre au titre de "l'adaptation au changement climatique". Le projet permet une déconnexion des eaux de ruissellement pour une pluie mensuelle et augmente la part d'espace vert qui passe de 12 % à 17 % de l'espace public.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec la société AMBIANCE TP pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue des Orions à Tourcoing ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Pauline SEGARD s'étant abstenue.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110464-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0190

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TRAVAUX D'EFFACEMENT DES RESEAUX AERIENS - LOT N°1 (TERRITOIRES UTML - UTLS) - GROUPEMENT EIFFAGE ÉNERGIE SYSTEMES - INFRA NORD ET ÉLECTRICITE VENDEVILLE SEV - AVENANT N°1 - AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article R 2194-8 du Code de la commande publique relatif aux modifications de faible montant et permettant la conclusion d'avenant d'un montant inférieur à 15% du marché initial pour les marchés de travaux ;

Vu la délibération n° 22-B-0476 du 25 novembre 2022 autorisant le lancement d'un appel d'offres ouvert pour des travaux d'effacement de réseaux aériens, pour des travaux inférieurs à 300 000 € HT, et décomposés en 2 lots géographiques : lot n°1 relatif aux travaux d'effacement de réseaux aériens sur le territoire des Unités Territoriales de Marcq-en-Barœul - La Bassée (UTML) et de Lille - Seclin (UTLS) et lot n°2 relatif aux travaux d'effacement de réseaux aériens sur le territoire des Unités Territoriales de Roubaix - Villeneuve-d'Ascq (UTRV) et de Tourcoing - Armentières (UTTA) ;

Vu la notification des accords-cadres à bons de commande correspondants en date du 8 juin 2023 pour un montant minimum de 500 000 € HT et un montant maximum de 2 650 000 € HT sur 4 ans pour chaque lot ;

I. Exposé des motifs

Le montant maximum du lot n°1, notifié au groupement EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - INFRA NORD et ELECTRICITÉ VENDEVILLE S.E.V., est aujourd'hui quasiment atteint suite à une activité des travaux d'effacement des réseaux aériens sur les territoires de l'UTML et de l'UTLS au-delà des projections (situation non constatée sur le lot n°2).

Afin de permettre la continuité des commandes sur ces territoires et dans l'attente du renouvellement du marché, il convient d'augmenter le montant maximum du lot n°1 par voie d'avenant.

L’avenant n°1 représente une augmentation de 395 000 € HT du montant maximum du marché, soit 14,90%, portant celui-ci à 3 045 000 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l’avenant n°1 avec le groupement EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - INFRA NORD et ELECTRICITÉ VENDEVILLE S.E.V. ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0190

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TRAVAUX D'EFFACEMENT DES RESEAUX AERIENS - LOT N°1 (TERRITOIRES UTML - UTLS) - GROUPEMENT EIFFAGE ÉNERGIE SYSTEMES - INFRA NORD ET ÉLECTRICITE VENDEVILLE SEV - AVENANT N°1 - AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article R 2194-8 du Code de la commande publique relatif aux modifications de faible montant et permettant la conclusion d'avenant d'un montant inférieur à 15% du marché initial pour les marchés de travaux ;

Vu la délibération n° 22-B-0476 du 25 novembre 2022 autorisant le lancement d'un appel d'offres ouvert pour des travaux d'effacement de réseaux aériens, pour des travaux inférieurs à 300 000 € HT, et décomposés en 2 lots géographiques : lot n°1 relatif aux travaux d'effacement de réseaux aériens sur le territoire des Unités Territoriales de Marcq-en-Barœul - La Bassée (UTML) et de Lille - Seclin (UTLS) et lot n°2 relatif aux travaux d'effacement de réseaux aériens sur le territoire des Unités Territoriales de Roubaix - Villeneuve-d'Ascq (UTRV) et de Tourcoing - Armentières (UTTA) ;

Vu la notification des accords-cadres à bons de commande correspondants en date du 8 juin 2023 pour un montant minimum de 500 000 € HT et un montant maximum de 2 650 000 € HT sur 4 ans pour chaque lot ;

I. Exposé des motifs

Le montant maximum du lot n°1, notifié au groupement EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - INFRA NORD et ELECTRICITÉ VENDEVILLE S.E.V., est aujourd'hui quasiment atteint suite à une activité des travaux d'effacement des réseaux aériens sur les territoires de l'UTML et de l'UTLS au-delà des projections (situation non constatée sur le lot n°2).

Afin de permettre la continuité des commandes sur ces territoires et dans l'attente du renouvellement du marché, il convient d'augmenter le montant maximum du lot n°1 par voie d'avenant.

L’avenant n°1 représente une augmentation de 395 000 € HT du montant maximum du marché, soit 14,90%, portant celui-ci à 3 045 000 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer l’avenant n°1 avec le groupement EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - INFRA NORD et ELECTRICITÉ VENDEVILLE S.E.V. ;

2) D’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110494-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0191

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ÉTUDE RELATIVE A L'ELABORATION DU PLAN GUIDE D'EURALILLE A LA DEULE - SPL EURALILLE - MISE A DISPOSITION DE DONNEES ISSUES DU MODELE ROUTIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le modèle de trafic routier de 1987, construit au niveau de l'agglomération lilloise et étendu progressivement aux départements du Nord et du Pas-de-Calais ;

I. Exposé des motifs

Le modèle routier de la MEL se base sur des données d'enquêtes cordons et d'enquêtes ménages déplacements ou mobilité permettant de caractériser les déplacements en Véhicules Légers (VL) et en Poids Lourds (PL) dans la région. Il constitue un outil d'aide à la décision dans le cadre des projets d'aménagements programmés, impactant le réseau routier structurant.

La MEL met à disposition de partenaires extérieurs exerçant des missions de service public certaines données issues du modèle routier afin de faciliter la conduite des études réalisées dans le cadre de ces projets.

La SPL Euralille réalise une étude relative à l'élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle portant sur la requalification du périphérique nord lillois en boulevard urbain, en lien avec la mise en place d'une ligne de tramway entre Lille et Wambrechies et le développement de nouvelles fonctionnalités urbaines. À cet effet, la SPL Euralille souhaite disposer de données issues du modèle routier pour répondre aux besoins de cette étude.

Il est donc nécessaire d'établir une convention, conclue à titre gratuit et définissant les modalités d'utilisation des fichiers de données extraits du modèle routier régional, entre la MEL et la SPL Euralille dans le cadre de l'étude « Élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle ». La présente convention est conclue à titre gratuit pour la durée de l'étude à compter de sa signature.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de mise à disposition de données issues du modèle routier avec la SPL Euralille en vue de la réalisation de l'étude « Élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle ».

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0191

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ÉTUDE RELATIVE A L'ELABORATION DU PLAN GUIDE D'EURALILLE A LA DEULE - SPL EURALILLE - MISE A DISPOSITION DE DONNEES ISSUES DU MODELE ROUTIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le modèle de trafic routier de 1987, construit au niveau de l'agglomération lilloise et étendu progressivement aux départements du Nord et du Pas-de-Calais ;

I. Exposé des motifs

Le modèle routier de la MEL se base sur des données d'enquêtes cordons et d'enquêtes ménages déplacements ou mobilité permettant de caractériser les déplacements en Véhicules Légers (VL) et en Poids Lourds (PL) dans la région. Il constitue un outil d'aide à la décision dans le cadre des projets d'aménagements programmés, impactant le réseau routier structurant.

La MEL met à disposition de partenaires extérieurs exerçant des missions de service public certaines données issues du modèle routier afin de faciliter la conduite des études réalisées dans le cadre de ces projets.

La SPL Euralille réalise une étude relative à l'élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle portant sur la requalification du périphérique nord lillois en boulevard urbain, en lien avec la mise en place d'une ligne de tramway entre Lille et Wambrechies et le développement de nouvelles fonctionnalités urbaines. À cet effet, la SPL Euralille souhaite disposer de données issues du modèle routier pour répondre aux besoins de cette étude.

Il est donc nécessaire d'établir une convention, conclue à titre gratuit et définissant les modalités d'utilisation des fichiers de données extraits du modèle routier régional, entre la MEL et la SPL Euralille dans le cadre de l'étude « Élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle ». La présente convention est conclue à titre gratuit pour la durée de l'étude à compter de sa signature.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de mise à disposition de données issues du modèle routier avec la SPL Euralille en vue de la réalisation de l'étude « Élaboration du Plan Guide d'Euralille à la Deûle ».

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110457-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0192

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LOOS -

EXTENSION DE L'ECOLE CHARLES PERRAULT - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS - AVENANT N° 1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 18 C 0026 du Conseil en date du 23 février 2018 décidant de mettre en place un plan de soutien aux communes pour leurs investissements dans la création ou la rénovation de locaux scolaires répondant à de nouveaux besoins ou s'inscrivant dans un projet de rénovation urbaine ;

Vu la délibération n° 20 C 0310 du Conseil en date du 18 décembre 2020 sur les ajustements à appliquer aux fonds de concours équipements culturels, sportifs et piscines, scolaires, projets agricoles et préservation du patrimoine architectural et historique des communes ;

Vu la délibération n° 24-C-0032 du Conseil en date du 9 février 2024 relative à des ajustements des modalités administratives et financières et à une harmonisation de la structure des règlements métropolitains ;

Vu la délibération n° 22-B-0198 du Bureau en date du 29 avril 2022 attribuant à la commune de Loos un fonds de concours d'un montant maximal de 420 021 € pour l'extension de l'école Charles Perrault.

I. Objectifs et modalités d'attribution

Suite à des aléas rencontrés dans la réalisation des travaux, la commune a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) en date du 18 mai 2024 afin de prolonger le délai de caducité du fonds de concours mentionné dans la convention.

En effet, conformément à l'article 5 de la convention initiale, après attribution du fonds de concours par délibération du Bureau de la MEL, la commune bénéficiaire dispose de 2 ans à compter de la notification de la convention pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours.

La convention a été notifiée à la commune le 7 juillet 2022, ce qui porte le délai de caducité au 7 juillet 2024.

Pour mémoire, le montant de l'opération est de 1 127 543,06 € HT et le montant total des dépenses éligibles s'établit à 1 127 543,06 € HT.

Le montant du fonds de concours, fixé à hauteur de 50 % du montant des dépenses éligibles, est plafonné à 420 021 €.

Pour rappel :

Calcul du fonds de concours	Montants
Montant total du projet	1 127 543,06 €
Montant éligible au fonds de concours	1 127 543,06 €
Montant des cofinanceurs prévisionnel	287 500 €
Reste à charge de la commune	420 022,06 €
Montant maximal et prévisionnel fonds de concours MEL	420 021 €

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. De prolonger la convention signée en application de la délibération n° 22-B-0198 du Bureau en date du 29 avril 2022 en accordant un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024 à la commune de Loos pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours ;

2. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 de la convention qui en découle.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0192

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LOOS -

EXTENSION DE L'ECOLE CHARLES PERRAULT - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS - AVENANT N° 1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 18 C 0026 du Conseil en date du 23 février 2018 décidant de mettre en place un plan de soutien aux communes pour leurs investissements dans la création ou la rénovation de locaux scolaires répondant à de nouveaux besoins ou s'inscrivant dans un projet de rénovation urbaine ;

Vu la délibération n° 20 C 0310 du Conseil en date du 18 décembre 2020 sur les ajustements à appliquer aux fonds de concours équipements culturels, sportifs et piscines, scolaires, projets agricoles et préservation du patrimoine architectural et historique des communes ;

Vu la délibération n° 24-C-0032 du Conseil en date du 9 février 2024 relative à des ajustements des modalités administratives et financières et à une harmonisation de la structure des règlements métropolitains ;

Vu la délibération n° 22-B-0198 du Bureau en date du 29 avril 2022 attribuant à la commune de Loos un fonds de concours d'un montant maximal de 420 021 € pour l'extension de l'école Charles Perrault.

I. Objectifs et modalités d'attribution

Suite à des aléas rencontrés dans la réalisation des travaux, la commune a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) en date du 18 mai 2024 afin de prolonger le délai de caducité du fonds de concours mentionné dans la convention.

En effet, conformément à l'article 5 de la convention initiale, après attribution du fonds de concours par délibération du Bureau de la MEL, la commune bénéficiaire dispose de 2 ans à compter de la notification de la convention pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours.

La convention a été notifiée à la commune le 7 juillet 2022, ce qui porte le délai de caducité au 7 juillet 2024.

Pour mémoire, le montant de l'opération est de 1 127 543,06 € HT et le montant total des dépenses éligibles s'établit à 1 127 543,06 € HT.

Le montant du fonds de concours, fixé à hauteur de 50 % du montant des dépenses éligibles, est plafonné à 420 021 €.

Pour rappel :

Calcul du fonds de concours	Montants
Montant total du projet	1 127 543,06 €
Montant éligible au fonds de concours	1 127 543,06 €
Montant des cofinanceurs prévisionnel	287 500 €
Reste à charge de la commune	420 022,06 €
Montant maximal et prévisionnel fonds de concours MEL	420 021 €

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. De prolonger la convention signée en application de la délibération n° 22-B-0198 du Bureau en date du 29 avril 2022 en accordant un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024 à la commune de Loos pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours ;

2. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 de la convention qui en découle.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110422-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0193

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ROUBAIX - TOURCOING -

SDIT - MISSIONS DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) POUR LE TRAMWAY DU POLE METROPOLITAIN ROUBAIX-TOURCOING ET SON SITE DE MAINTENANCE ET DE REMISAGE - LOT N° 2 - PROCEDURE AVEC NEGOCIATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22-C-0167 du 24 juin 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable menée sur le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

Vu la délibération n° 22-C-0399 du 16 décembre 2022 confirmant la poursuite du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing du SDIT et prenant en compte dans la poursuite des études une localisation du site de maintenance et de remisage du projet de tramway au sein du site des ateliers SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer) sur les communes de Tourcoing et Wattrelos ;

Vu la délibération n° 24-C-0065 du 19 avril 2024 autorisant la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de Tramway du Pôle Métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

I. Exposé des motifs

La réalisation du tramway du pôle métropolitain Roubaix Tourcoing et son site de maintenance et de remisage nécessite une mission complète de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) de niveau 1 pour les besoins de la conception et de la réalisation (y compris le parfait achèvement). En complément, la mission porte sur la coordination des coordonnateurs SPS de chaque concessionnaire dans le cadre des déviations des réseaux et sur la coordination des coordonnateurs SPS des projets connexes assurés par d'autres maîtrises d'ouvrages.

Une procédure avec négociations relative au marché de missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) des projets du SDIT - lot n°2 - a ainsi été lancée le 20 octobre 2023 avec une date de remise des candidatures fixées au 27 novembre 2023.

5 candidatures ont été remises :

- QUALICONSULT SECURITE Agence de Lille
- PRESENTS
- SAS SOCOTEC CONSTRUCTION
- CONTRÔLE G
- APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

Après analyse des candidatures en date du 5 janvier 2024, le représentant de l'entité adjudicatrice a retenu les candidatures suivantes :

- QUALICONSULT SECURITE Agence de Lille
- PRESENTS
- SAS SOCOTEC CONSTRUCTION
- APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

La candidature de CONTRÔLE G a été déclarée irrecevable.

Une lettre d'invitation à déposer leur offre initiale a été envoyée le 19 janvier 2024 pour une remise des offres initiales fixées au 23 février 2024.

Les 3 candidats suivants ont remis une offre initiale dans le délai requis :
- PRESENTS
- SAS SOCOTEC CONSTRUCTION
- APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

À l'issue de la phase de négociations qui s'est déroulée le 15 avril 2024, l'invitation à déposer les offres finales après négociations a été envoyée le 16 avril 2024 aux 3 soumissionnaires, pour une remise des offres finales fixée au 16 mai 2024.

Les 3 soumissionnaires ont remis leurs offres finales le 16 mai 2024 après négociations dans le délai requis.

Suite à l'analyse des offres, le rapport d'analyse des offres final a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024.

Le marché a été attribué à la société PRESENTS pour un montant de 667 556,00 € HT (toutes tranches confondues) pour une durée prévisionnelle de 10 ans.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec la société PRESENTS ;

2) d’imputer les dépenses correspondantes aux crédits à inscrire au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0193

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ROUBAIX - TOURCOING -

SDIT - MISSIONS DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) POUR LE TRAMWAY DU POLE METROPOLITAIN ROUBAIX-TOURCOING ET SON SITE DE MAINTENANCE ET DE REMISAGE - LOT N° 2 - PROCEDURE AVEC NEGOCIATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22-C-0167 du 24 juin 2022 approuvant le bilan de la concertation préalable menée sur le projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

Vu la délibération n° 22-C-0399 du 16 décembre 2022 confirmant la poursuite du projet de tramway du pôle métropolitain de Roubaix-Tourcoing du SDIT et prenant en compte dans la poursuite des études une localisation du site de maintenance et de remisage du projet de tramway au sein du site des ateliers SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer) sur les communes de Tourcoing et Wattrelos ;

Vu la délibération n° 24-C-0065 du 19 avril 2024 autorisant la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour le projet de Tramway du Pôle Métropolitain de Roubaix-Tourcoing ;

I. Exposé des motifs

La réalisation du tramway du pôle métropolitain Roubaix Tourcoing et son site de maintenance et de remisage nécessite une mission complète de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) de niveau 1 pour les besoins de la conception et de la réalisation (y compris le parfait achèvement). En complément, la mission porte sur la coordination des coordonnateurs SPS de chaque concessionnaire dans le cadre des déviations des réseaux et sur la coordination des coordonnateurs SPS des projets connexes assurés par d'autres maîtrises d'ouvrages.

Une procédure avec négociations relative au marché de missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) des projets du SDIT - lot n°2 - a ainsi été lancée le 20 octobre 2023 avec une date de remise des candidatures fixées au 27 novembre 2023.

5 candidatures ont été remises :

- QUALICONSULT SECURITE Agence de Lille
- PRESENTS
- SAS SOCOTEC CONSTRUCTION
- CONTRÔLE G
- APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

Après analyse des candidatures en date du 5 janvier 2024, le représentant de l'entité adjudicatrice a retenu les candidatures suivantes :

- QUALICONSULT SECURITE Agence de Lille
- PRESENTS
- SAS SOCOTEC CONSTRUCTION
- APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

La candidature de CONTRÔLE G a été déclarée irrecevable.

Une lettre d'invitation à déposer leur offre initiale a été envoyée le 19 janvier 2024 pour une remise des offres initiales fixées au 23 février 2024.

Les 3 candidats suivants ont remis une offre initiale dans le délai requis :
- PRESENTS
- SAS SOCOTEC CONSTRUCTION
- APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

À l'issue de la phase de négociations qui s'est déroulée le 15 avril 2024, l'invitation à déposer les offres finales après négociations a été envoyée le 16 avril 2024 aux 3 soumissionnaires, pour une remise des offres finales fixée au 16 mai 2024.

Les 3 soumissionnaires ont remis leurs offres finales le 16 mai 2024 après négociations dans le délai requis.

Suite à l'analyse des offres, le rapport d'analyse des offres final a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024.

Le marché a été attribué à la société PRESENTS pour un montant de 667 556,00 € HT (toutes tranches confondues) pour une durée prévisionnelle de 10 ans.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec la société PRESENTS ;

2) d’imputer les dépenses correspondantes aux crédits à inscrire au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110421-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0194

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SDIT - CONCEPTEUR DES PROJETS DE NOUVELLES LIGNES DE TRANSPORT DE LA MEL - PROCEDURE AVEC NEGOCIATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) métropolitain ;

I. Exposé des motifs

La MEL a porté début 2023 une réflexion sur les orientations de conception communes aux nouvelles lignes de son réseau de transport en commun qui a abouti à la rédaction d'un programme intitulé "Livre Blanc" transverse aux projets de nouvelles lignes de tramway et de BHNS.

La poursuite de cette démarche nécessite la passation du présent marché afin de décliner les orientations du "Livre Blanc" en prescriptions opérationnelles pour les maîtres d'œuvre des lignes de transport.

Ce marché a pour objet la définition de stratégies en matière de design (lignes, mobiliers, matériel roulant…) et la conception d'objets pour les nouvelles lignes de transport du SDIT.

Une procédure avec négociation a ainsi été lancée le 17 novembre 2023 avec une date de remise des candidatures fixée au 18 décembre 2023.

3 candidatures ont été reçues :

- Groupement AREP SAS (mandataire), RCP Design Global SARL, OLM paysagistes & urbanistes EURL et GRAHAL Conseil SAS ;
- Groupement YELLOW WINDOW CONSULTANTS (mandataire), ANMA-ARCHITECTES URBANISTES, ATIPY et EGIS CONSEIL ;
- GUILLAUME VERLYNDE.

Après analyse des candidatures en date du 11 janvier 2024, le représentant de l'entité adjudicatrice a retenu le candidat Groupement AREP SAS (mandataire), RCP Design

Global SARL, OLM paysagistes & urbanistes EURL et GRAHAL Conseil SAS. Les 2 autres candidatures ont été déclarées irrecevables.

Une lettre d'invitation à déposer son offre initiale a été envoyée le 22 janvier 2024 pour une remise fixée au 08 mars 2024.

Le candidat retenu a remis son offre initiale dans le délai requis.

À l'issue de la phase de négociations qui s'est déroulée le 4 avril 2024, l'invitation à déposer son offre après négociations a été envoyée le 17 avril 2024 au soumissionnaire pour une remise des offres finales fixée au 13 mai 2024.

Le soumissionnaire a remis son offre finale le 13 mai 2024 après négociations dans le délai requis.

Suite à l'analyse de l'offre, le rapport d'analyse final a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024.

Le marché a été attribué au groupement dont le mandataire est la société AREP et les co-traitants sont les sociétés RCP DESIGN GLOBAL / OLM PAYSAGISTES ET URBANISTES / GRAHAL CONSEIL pour un montant composé d'une partie traitée à prix global et forfaitaire de 999 970.00 € HT (toutes tranches confondues) d'une durée prévisionnelle de 10 ans à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme et d'une partie traitée à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 400 000 € HT sur une durée de 8 ans.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec le groupement d'entreprise composé des sociétés AREP (mandataire), RCP DESIGN, OLM PAYSAGISTES ET URBANISTES et GRAHAL CONSEIL ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0194

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SDIT - CONCEPTEUR DES PROJETS DE NOUVELLES LIGNES DE TRANSPORT DE LA MEL - PROCEDURE AVEC NEGOCIATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 19 C 0312 du 28 juin 2019 adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Transport (SDIT) métropolitain ;

I. Exposé des motifs

La MEL a porté début 2023 une réflexion sur les orientations de conception communes aux nouvelles lignes de son réseau de transport en commun qui a abouti à la rédaction d'un programme intitulé "Livre Blanc" transverse aux projets de nouvelles lignes de tramway et de BHNS.

La poursuite de cette démarche nécessite la passation du présent marché afin de décliner les orientations du "Livre Blanc" en prescriptions opérationnelles pour les maîtres d'œuvre des lignes de transport.

Ce marché a pour objet la définition de stratégies en matière de design (lignes, mobiliers, matériel roulant…) et la conception d'objets pour les nouvelles lignes de transport du SDIT.

Une procédure avec négociation a ainsi été lancée le 17 novembre 2023 avec une date de remise des candidatures fixée au 18 décembre 2023.

3 candidatures ont été reçues :

- Groupement AREP SAS (mandataire), RCP Design Global SARL, OLM paysagistes & urbanistes EURL et GRAHAL Conseil SAS ;
- Groupement YELLOW WINDOW CONSULTANTS (mandataire), ANMA-ARCHITECTES URBANISTES, ATIPY et EGIS CONSEIL ;
- GUILLAUME VERLYNDE.

Après analyse des candidatures en date du 11 janvier 2024, le représentant de l'entité adjudicatrice a retenu le candidat Groupement AREP SAS (mandataire), RCP Design

Global SARL, OLM paysagistes & urbanistes EURL et GRAHAL Conseil SAS. Les 2 autres candidatures ont été déclarées irrecevables.

Une lettre d'invitation à déposer son offre initiale a été envoyée le 22 janvier 2024 pour une remise fixée au 08 mars 2024.

Le candidat retenu a remis son offre initiale dans le délai requis.

À l'issue de la phase de négociations qui s'est déroulée le 4 avril 2024, l'invitation à déposer son offre après négociations a été envoyée le 17 avril 2024 au soumissionnaire pour une remise des offres finales fixée au 13 mai 2024.

Le soumissionnaire a remis son offre finale le 13 mai 2024 après négociations dans le délai requis.

Suite à l'analyse de l'offre, le rapport d'analyse final a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024.

Le marché a été attribué au groupement dont le mandataire est la société AREP et les co-traitants sont les sociétés RCP DESIGN GLOBAL / OLM PAYSAGISTES ET URBANISTES / GRAHAL CONSEIL pour un montant composé d'une partie traitée à prix global et forfaitaire de 999 970.00 € HT (toutes tranches confondues) d'une durée prévisionnelle de 10 ans à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme et d'une partie traitée à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 400 000 € HT sur une durée de 8 ans.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché avec le groupement d'entreprise composé des sociétés AREP (mandataire), RCP DESIGN, OLM PAYSAGISTES ET URBANISTES et GRAHAL CONSEIL ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110439-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0195

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TRAVAUX DE DESAMIANTAGE SUR LE PATRIMOINE DES TRANSPORTS - ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE - APPEL D'OFFRES OUVERT - DECISION - FINANCEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

Depuis la mise en service des lignes 1 et 2 du Métro et du Tramway, des travaux en tous corps d'état sont assurés afin de garantir la pérennité des ouvrages du patrimoine des transports.

Des repérages effectués en 2013 ont mis en évidence la présence d'amiante sur des ouvrages et des équipements. Depuis, des travaux de désamiantage sur les ouvrages et équipements en vue de la réalisation des investissements programmés sont régulièrement entrepris.

Le marché actuel, d'un montant minimum de 800 000 € HT et d'un montant maximum de 3 200 000 € HT sur 4 ans, arrivant à échéance en novembre 2024, il convient de procéder à son renouvellement.

À titre d'information, le montant des commandes annuelles s'élève à environ 800 000 € HT.

Dans le cadre du futur contrat de concession, il est prévu un renforcement d'opérations d'investissement et de maintenance sur le patrimoine des Transports, et cela nécessitera au préalable la réalisation d'opérations de désamiantage. Dès lors, il est nécessaire d'augmenter le montant du marché.

Le marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, pour une durée de 4 ans pour un montant minimum quadriennal de 1 500 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 5 000 000 € HT.

Il sera exécuté par l'émission de bons de commandes, dont le montant est estimé à 3 600 000 € HT sur la durée de l'accord-cadre.

Un appel d'offres ouvert sera donc lancé.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de réaliser les travaux de désamiantage sur le patrimoine des transports ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à lancer un appel d'offres ouvert ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché ;

4) d'autoriser, au cas où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, le lancement soit d'un nouvel d'appel d'offres, soit d'une procédure avec négociation, soit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables prévu à l'article prévu à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0195

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TRAVAUX DE DESAMIANTAGE SUR LE PATRIMOINE DES TRANSPORTS - ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE - APPEL D'OFFRES OUVERT - DECISION - FINANCEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

Depuis la mise en service des lignes 1 et 2 du Métro et du Tramway, des travaux en tous corps d'état sont assurés afin de garantir la pérennité des ouvrages du patrimoine des transports.

Des repérages effectués en 2013 ont mis en évidence la présence d'amiante sur des ouvrages et des équipements. Depuis, des travaux de désamiantage sur les ouvrages et équipements en vue de la réalisation des investissements programmés sont régulièrement entrepris.

Le marché actuel, d'un montant minimum de 800 000 € HT et d'un montant maximum de 3 200 000 € HT sur 4 ans, arrivant à échéance en novembre 2024, il convient de procéder à son renouvellement.

À titre d'information, le montant des commandes annuelles s'élève à environ 800 000 € HT.

Dans le cadre du futur contrat de concession, il est prévu un renforcement d'opérations d'investissement et de maintenance sur le patrimoine des Transports, et cela nécessitera au préalable la réalisation d'opérations de désamiantage. Dès lors, il est nécessaire d'augmenter le montant du marché.

Le marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, pour une durée de 4 ans pour un montant minimum quadriennal de 1 500 000 € HT et un montant maximum quadriennal de 5 000 000 € HT.

Il sera exécuté par l'émission de bons de commandes, dont le montant est estimé à 3 600 000 € HT sur la durée de l'accord-cadre.

Un appel d'offres ouvert sera donc lancé.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de réaliser les travaux de désamiantage sur le patrimoine des transports ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à lancer un appel d'offres ouvert ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché ;

4) d'autoriser, au cas où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, le lancement soit d'un nouvel d'appel d'offres, soit d'une procédure avec négociation, soit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables prévu à l'article prévu à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110420-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0196

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTICIPATION AU CHALLENGE DE LA MOBILITE 2024 ORGANISE PAR LA CCI GRAND LILLE - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) en Nord-Pas-de-Calais approuvé le 27 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

Vu le Plan de Mobilité métropolitain approuvé par délibération n° 23-C-0272 du Conseil métropolitain du 20 octobre 2023.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Un Challenge de la Mobilité en Région Hauts-de-France à destination des employeurs sera organisé en septembre 2024 pour la dixième année consécutive à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité. La mise en place de ce challenge résulte d'un partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Grand Lille, à l'initiative de la première édition, de l'ADEME (Agence de la transition écologique) Hauts-de-France, de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), du Conseil Régional Hauts-de-France, du Réseau Alliances via la mission Déclic Mobilités et de la métropole européenne de Lille (MEL).

Cette initiative s'inscrit pleinement dans les politiques métropolitaines en matière de mobilité durable et de lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'action 2 "Accompagner la mobilité des actifs" du Plan de Mobilité métropolitain. Elle permet en outre aux employeurs de proposer une réponse aux obligations dressées par le PPA et par la LOM en matière de plans de mobilité employeur ou de déplacements domicile-travail. La MEL s'est impliquée dès la création du challenge en 2015.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110420-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

b. Modalités du partenariat

Le Challenge de la Mobilité vise à mobiliser tous les employeurs, qu'ils soient publics (administrations/universités, établissements scolaires et hospitaliers, …) ou privés, pour les inciter durant une semaine à proposer à leurs employés d'utiliser un mode de déplacement alternatif à la voiture utilisée « seul » (métro, bus, vélo, marche à pieds, trottinettes, covoiturage, …). Il vise également à impulser une dynamique de changement de comportement en matière de déplacements domicile-travail et à devenir une action récurrente dans l'animation des plans de déplacements des employeurs du territoire.

Le Challenge de la Mobilité 2023 a rassemblé 380 sites (administrations et entreprises) représentant 228 établissements différents sur l'ensemble de la Région, dont une centaine d'établissements est située sur le territoire de la MEL, signe de l'intérêt pour l'événement par les établissements métropolitains. Par ailleurs, le Challenge de la Mobilité est dans une dynamique de croissance : l'édition 2023 a réuni 36 établissements de plus qu'en 2022.

Un site internet spécifique permet de centraliser les inscriptions et de mettre à disposition des référents et des kits de communication. Des trophées et des récompenses sont attribués aux établissements les plus performants. L'organisation de ce Challenge se veut partenariale et associe tous les partenaires impliqués dans un comité de pilotage technique.

Pour cette édition 2024, la CCI Grand Lille et le Réseau Alliances via Déclic Mobilités sont identifiés comme coordinateurs du projet. Leur action portera donc sur l'organisation de l'événement Challenge Mobilité auprès des employeurs de la Région et donc de la Métropole lors de la semaine européenne de la mobilité, du 16 au 21 septembre 2024.

Le budget prévisionnel du Challenge Mobilité est estimé à 35 000 € TTC et tient notamment compte des frais liés à l'animation, à la communication ainsi qu'à l'acquisition de lots pour les lauréats.

Dans ce cadre et à l'instar des éditions précédentes, la MEL a été sollicitée par la CCI Grand Lille pour un appui financier. Elle s'impliquera dans l'organisation de l'événement et dans son comité de pilotage technique.

Il est proposé de renouveler le soutien financier de la MEL, d'un montant de 7 000 € en 2023, avec une participation à hauteur de 20 % maximum de l'opération, dans une limite de 7 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de soutenir le projet relatif au Challenge de la Mobilité, édition 2024 ;

2) d'accorder une subvention à hauteur de 20 % du montant de l'opération dans la limite de 7 000 € pour la CCI Grand Lille ;

3) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec la CCI Grand Lille ;

4) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0196

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTICIPATION AU CHALLENGE DE LA MOBILITE 2024 ORGANISE PAR LA CCI GRAND LILLE - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) en Nord-Pas-de-Calais approuvé le 27 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

Vu le Plan de Mobilité métropolitain approuvé par délibération n° 23-C-0272 du Conseil métropolitain du 20 octobre 2023.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Un Challenge de la Mobilité en Région Hauts-de-France à destination des employeurs sera organisé en septembre 2024 pour la dixième année consécutive à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité. La mise en place de ce challenge résulte d'un partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Grand Lille, à l'initiative de la première édition, de l'ADEME (Agence de la transition écologique) Hauts-de-France, de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), du Conseil Régional Hauts-de-France, du Réseau Alliances via la mission Déclic Mobilités et de la métropole européenne de Lille (MEL).

Cette initiative s'inscrit pleinement dans les politiques métropolitaines en matière de mobilité durable et de lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'action 2 "Accompagner la mobilité des actifs" du Plan de Mobilité métropolitain. Elle permet en outre aux employeurs de proposer une réponse aux obligations dressées par le PPA et par la LOM en matière de plans de mobilité employeur ou de déplacements domicile-travail. La MEL s'est impliquée dès la création du challenge en 2015.

b. Modalités du partenariat

Le Challenge de la Mobilité vise à mobiliser tous les employeurs, qu'ils soient publics (administrations/universités, établissements scolaires et hospitaliers, …) ou privés, pour les inciter durant une semaine à proposer à leurs employés d'utiliser un mode de déplacement alternatif à la voiture utilisée « seul » (métro, bus, vélo, marche à pieds, trottinettes, covoiturage, …). Il vise également à impulser une dynamique de changement de comportement en matière de déplacements domicile-travail et à devenir une action récurrente dans l'animation des plans de déplacements des employeurs du territoire.

Le Challenge de la Mobilité 2023 a rassemblé 380 sites (administrations et entreprises) représentant 228 établissements différents sur l'ensemble de la Région, dont une centaine d'établissements est située sur le territoire de la MEL, signe de l'intérêt pour l'événement par les établissements métropolitains. Par ailleurs, le Challenge de la Mobilité est dans une dynamique de croissance : l'édition 2023 a réuni 36 établissements de plus qu'en 2022.

Un site internet spécifique permet de centraliser les inscriptions et de mettre à disposition des référents et des kits de communication. Des trophées et des récompenses sont attribués aux établissements les plus performants. L'organisation de ce Challenge se veut partenariale et associe tous les partenaires impliqués dans un comité de pilotage technique.

Pour cette édition 2024, la CCI Grand Lille et le Réseau Alliances via Déclic Mobilités sont identifiés comme coordinateurs du projet. Leur action portera donc sur l'organisation de l'événement Challenge Mobilité auprès des employeurs de la Région et donc de la Métropole lors de la semaine européenne de la mobilité, du 16 au 21 septembre 2024.

Le budget prévisionnel du Challenge Mobilité est estimé à 35 000 € TTC et tient notamment compte des frais liés à l'animation, à la communication ainsi qu'à l'acquisition de lots pour les lauréats.

Dans ce cadre et à l'instar des éditions précédentes, la MEL a été sollicitée par la CCI Grand Lille pour un appui financier. Elle s'impliquera dans l'organisation de l'événement et dans son comité de pilotage technique.

Il est proposé de renouveler le soutien financier de la MEL, d'un montant de 7 000 € en 2023, avec une participation à hauteur de 20 % maximum de l'opération, dans une limite de 7 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de soutenir le projet relatif au Challenge de la Mobilité, édition 2024 ;

2) d'accorder une subvention à hauteur de 20 % du montant de l'opération dans la limite de 7 000 € pour la CCI Grand Lille ;

3) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec la CCI Grand Lille ;

4) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Transports en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110449-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0197

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MAISON REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SOLIDARITES (MRES) - PROGRAMME D'ACTIONS 2024 - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 adoptant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) métropolitain, en adéquation avec le programme d'actions de la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) ;

Vu la délibération n° 23-C-0184 du 30 juin 2023 adoptant le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2023 - 2029 ;

Vu la délibération n° 23-B-0213 du 30 juin 2023 autorisant la signature de la convention avec la MRES au titre de l'année 2023 ;

I. Exposé des motifs

La Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES), association loi 1901 créée en 1978, représente un réseau de 121 associations (47 000 adhérents, plus de 5 000 bénévoles et près de 500 salariés).

Elle agit notamment pour la connaissance et la protection de la nature, la défense de l'environnement, l'éducation au développement durable, la défense et la conquête des droits, la promotion de la solidarité, la mise en œuvre de solutions alternatives et l'épanouissement culturel.

La MRES intervient au quotidien pour favoriser les liens entre les associations et le grand public, pour offrir des espaces de débats et de transmission et pour rendre les enjeux du changement climatique à la fois visibles et assortis de solutions, notamment pour les citoyens, les acteurs relais de l'éducation populaire et les communes.

La métropole européenne de Lille (MEL) subventionne la MRES depuis 2004.

Au titre de son programme d'actions, la MRES :

- anime le comité de financeurs avec l'objectif de restituer l'état d'avancement de la réalisation des actions, de travailler sur les complémentarités et subsidiarités entre financeurs et d'alimenter les réflexions sur les indicateurs d'impacts ;
- alimente la MEL en partageant les informations, les idées recueillies auprès d'autres partenaires et d'autres territoires ;
- anime un à deux comités de pilotage avec la MEL chaque année, pour le suivi des actions financées dans le cadre de la convention ;
- systématise dans ses activités, animations, etc. des présentations qui informent des spécificités des enjeux climat-air-énergie du territoire métropolitain et valorise ces prises en compte dans ses bilans ;
- relaie les grands axes PCAET à ses adhérents et aux acteurs qui la sollicitent.

En 2023, la MEL a ainsi apporté son soutien au projet associatif de la MRES et à son programme d'actions à hauteur de 130.000 € soit 13 % de son budget prévisionnel. Le bilan 2023 de la convention avec la MRES est joint à la présente délibération.

L'association MRES sollicite un financement de la MEL, pour l'année 2024, à hauteur de 160 000 €, représentant 23 % de son budget prévisionnel.

Toutes les actions présentées par la MRES font l'objet d'un cofinancement, réparti comme suit au regard du budget prévisionnel total :

- Ville de Lille : 15,8 % ;
- Conseil Régional Hauts-de-France : 5 % ;
- Conseil Régional Hauts-de-France au titre du FRATRI (Fonds Régional d'Amplification de la Troisième Révolution Industrielle) : 6 % ;
- ADEME au titre du FRATRI : 5 % ;
- État : 7 % ;
- Autres communes et EPCI : 1 %.

La participation 2024 de la MEL permettra de soutenir :

- le projet socle associatif de la MRES "Une maison ouverte", "Un réseau multiple et engagé" et "Des ressources pour informer, orienter, accompagner", à hauteur de 65 000 € ;

- les 6 actions suivantes qui se dérouleront sur le territoire métropolitain à hauteur de 95 000 € :
  - Action 1 : ANIMATIONS et TEMPS DE QUALIFICATION CLIMAT : huit interventions d'une demi-journée en direction du grand public et des publics relais sur les thèmes du climat et de l'énergie ;

  - Action 2 : DÉFI CLIMAT : défis de 3 à 6 mois composés de challenges de 1 à 2 semaines qui intègrent des ateliers, temps de qualification, rencontres sur les

thèmes de l'alimentation, des déchets, de la mobilité, de l'énergie, de l'eau afin de réduire l'empreinte carbone des métropolitains ;

- Action 3 : SESSIONS DE CONNAISSANCE ET DE PRATIQUE de NATURE EN VILLE : programmation de rdv sur le thème « accueillir la biodiversité chez soi » en lien avec « la Stratégie Nature et Eau en Métropole » ;

- Action 4 : REGARDS D'EXPERTS : cycle de conférences sur l'eau et les inondations, la nature en ville, le mix énergétique et la production d'énergie renouvelables locales, … ;

- Action 5 : FORUM METROPOLITAIN DES INITIATIVES ET DEMARCHES DE TRANSITION : journée dédiée aux outils qui accompagnent la mise en action des transitions en direction des publics relais : communes, professionnels de l'éducation, de l'animation, salariés et bénévoles des associations … ;

- Action 6 : DEVELOPPER ET ACCOMPAGNER LE RESEAU METROPOLITAIN DES REPAIR CAFES : accompagnement, animation, fédération du réseau des repair cafés existants du territoire et soutien à la création et la pérennisation de nouveaux projets.

Les actions 1 à 5, soutenues à hauteur de 65 000 €, s'inscrivent dans la continuité des actions déjà soutenues par la MEL en 2023. L'action 6, soutenue à hauteur de 30 000 € au titre de la mise en œuvre du PLPDMA, n'était en revanche pas soutenue par la MEL en 2023, ce qui explique l'augmentation de la subvention demandée pour 2024.

Au vu du bilan 2023 et de la demande de financement pour l'année 2024, il est proposé de renouveler le soutien métropolitain à la MRES pour l'année 2024 pour un montant total de 160 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de soutenir la MRES au titre de l'année 2024 ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec l'association MRES en vue de l'octroi d'une subvention de 160 000 € ;

3) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0197

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MAISON REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SOLIDARITES (MRES) - PROGRAMME D'ACTIONS 2024 - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 adoptant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) métropolitain, en adéquation avec le programme d'actions de la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) ;

Vu la délibération n° 23-C-0184 du 30 juin 2023 adoptant le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2023 - 2029 ;

Vu la délibération n° 23-B-0213 du 30 juin 2023 autorisant la signature de la convention avec la MRES au titre de l'année 2023 ;

I. Exposé des motifs

La Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES), association loi 1901 créée en 1978, représente un réseau de 121 associations (47 000 adhérents, plus de 5 000 bénévoles et près de 500 salariés).

Elle agit notamment pour la connaissance et la protection de la nature, la défense de l'environnement, l'éducation au développement durable, la défense et la conquête des droits, la promotion de la solidarité, la mise en œuvre de solutions alternatives et l'épanouissement culturel.

La MRES intervient au quotidien pour favoriser les liens entre les associations et le grand public, pour offrir des espaces de débats et de transmission et pour rendre les enjeux du changement climatique à la fois visibles et assortis de solutions, notamment pour les citoyens, les acteurs relais de l'éducation populaire et les communes.

La métropole européenne de Lille (MEL) subventionne la MRES depuis 2004.

Au titre de son programme d'actions, la MRES :

- anime le comité de financeurs avec l'objectif de restituer l'état d'avancement de la réalisation des actions, de travailler sur les complémentarités et subsidiarités entre financeurs et d'alimenter les réflexions sur les indicateurs d'impacts ;
- alimente la MEL en partageant les informations, les idées recueillies auprès d'autres partenaires et d'autres territoires ;
- anime un à deux comités de pilotage avec la MEL chaque année, pour le suivi des actions financées dans le cadre de la convention ;
- systématise dans ses activités, animations, etc. des présentations qui informent des spécificités des enjeux climat-air-énergie du territoire métropolitain et valorise ces prises en compte dans ses bilans ;
- relaie les grands axes PCAET à ses adhérents et aux acteurs qui la sollicitent.

En 2023, la MEL a ainsi apporté son soutien au projet associatif de la MRES et à son programme d'actions à hauteur de 130.000 € soit 13 % de son budget prévisionnel. Le bilan 2023 de la convention avec la MRES est joint à la présente délibération.

L'association MRES sollicite un financement de la MEL, pour l'année 2024, à hauteur de 160 000 €, représentant 23 % de son budget prévisionnel.

Toutes les actions présentées par la MRES font l'objet d'un cofinancement, réparti comme suit au regard du budget prévisionnel total :

- Ville de Lille : 15,8 % ;
- Conseil Régional Hauts-de-France : 5 % ;
- Conseil Régional Hauts-de-France au titre du FRATRI (Fonds Régional d'Amplification de la Troisième Révolution Industrielle) : 6 % ;
- ADEME au titre du FRATRI : 5 % ;
- État : 7 % ;
- Autres communes et EPCI : 1 %.

La participation 2024 de la MEL permettra de soutenir :

- le projet socle associatif de la MRES "Une maison ouverte", "Un réseau multiple et engagé" et "Des ressources pour informer, orienter, accompagner", à hauteur de 65 000 € ;

- les 6 actions suivantes qui se dérouleront sur le territoire métropolitain à hauteur de 95 000 € :
  - Action 1 : ANIMATIONS et TEMPS DE QUALIFICATION CLIMAT : huit interventions d'une demi-journée en direction du grand public et des publics relais sur les thèmes du climat et de l'énergie ;

  - Action 2 : DÉFI CLIMAT : défis de 3 à 6 mois composés de challenges de 1 à 2 semaines qui intègrent des ateliers, temps de qualification, rencontres sur les

thèmes de l'alimentation, des déchets, de la mobilité, de l'énergie, de l'eau afin de réduire l'empreinte carbone des métropolitains ;

- Action 3 : SESSIONS DE CONNAISSANCE ET DE PRATIQUE de NATURE EN VILLE : programmation de rdv sur le thème « accueillir la biodiversité chez soi » en lien avec « la Stratégie Nature et Eau en Métropole » ;

- Action 4 : REGARDS D'EXPERTS : cycle de conférences sur l'eau et les inondations, la nature en ville, le mix énergétique et la production d'énergie renouvelables locales, … ;

- Action 5 : FORUM METROPOLITAIN DES INITIATIVES ET DEMARCHES DE TRANSITION : journée dédiée aux outils qui accompagnent la mise en action des transitions en direction des publics relais : communes, professionnels de l'éducation, de l'animation, salariés et bénévoles des associations … ;

- Action 6 : DEVELOPPER ET ACCOMPAGNER LE RESEAU METROPOLITAIN DES REPAIR CAFES : accompagnement, animation, fédération du réseau des repair cafés existants du territoire et soutien à la création et la pérennisation de nouveaux projets.

Les actions 1 à 5, soutenues à hauteur de 65 000 €, s'inscrivent dans la continuité des actions déjà soutenues par la MEL en 2023. L'action 6, soutenue à hauteur de 30 000 € au titre de la mise en œuvre du PLPDMA, n'était en revanche pas soutenue par la MEL en 2023, ce qui explique l'augmentation de la subvention demandée pour 2024.

Au vu du bilan 2023 et de la demande de financement pour l'année 2024, il est proposé de renouveler le soutien métropolitain à la MRES pour l'année 2024 pour un montant total de 160 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de soutenir la MRES au titre de l'année 2024 ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec l'association MRES en vue de l'octroi d'une subvention de 160 000 € ;

3) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

SOCLE MAISON
/RESEAU/RESSOURCES
Avancement 2023

Un tiers-lieu ouvert, qui accueille la vie associative et citoyenne

v231130

Depuis janvier 2020, la MRES est installée au **5 rue Jules de Vicq**, dans un bâtiment propriété de la Ville de Lille.
Le bâtiment (5600 m²) est partagé entre plusieurs occupants : Ville de Lille - VCAP, Canopé, Ile de la Solidarité, Melting Spot et la MRES.
La MRES bénéficie d'une mise à disposition gracieuse des espaces par la Ville de Lille.
La **MRES et 15 associations** occupent les **1168 m²** de locaux , qui se répartissent en :

- 388 m² pour les locaux associatifs (*),
- 720 m² de salles et espaces communs,
- 150 m² pour l'équipe MRES, 100m² pour le centre de doc.

Il s'y ajoute :

- 124 m² de cave pour 14 associations (**) ;
- 40m² dédiés à 27 armoires de stockage pour 15 associations (***)
- une salle polyvalente de 189 m² partagée entre les occupants du bâtiment

16 associations logées au **5** *dont la MRES*

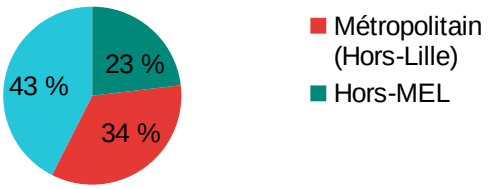
1168m² occupés

Occupation des salles de réunion

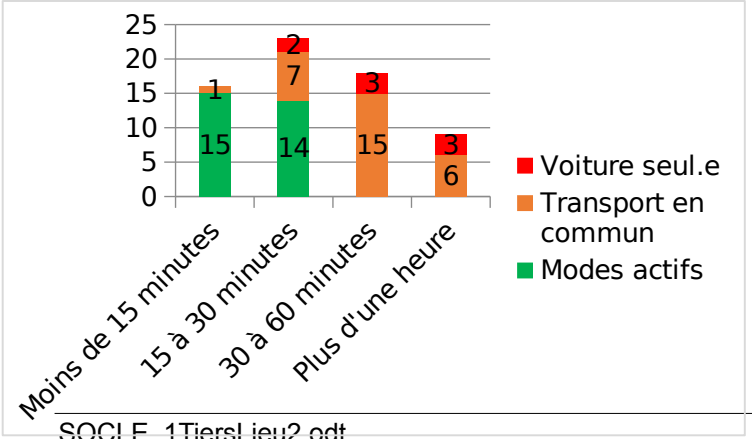
59 associations membres

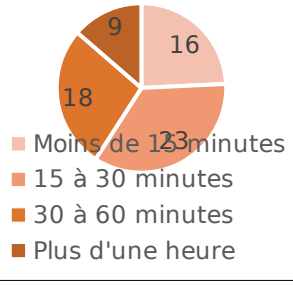
1980 créneaux pour **5900** heures
de mise à disposition de salles de réunion

Origine géographique utilisateurs salles de réunions 2022



Enquête mobilité MRES *(66 répondants)*





Fonction 1 : **Un tiers-lieu ouvert, qui accueille la vie citoyenne**

La MRES mutualise des moyens et ressources, pour faciliter le développement des associations adhérentes ou d'initiatives citoyennes. Elle gère des espaces du bâtiment, sis 5 rue Jules de Vicq à Lille, mis à disposition par la Ville de Lille.
La MRES porte l'ambition d'une maison comme lieu d'accueil et de services pour les associations, mais aussi comme lieu de vie, qui s'adresse à tout porteur de projet de développement durable, à un public professionnel ou étudiants, et à tous les citoyens.

1 - Gestion des espaces mutualisés, accueil et information du public

Depuis janvier 2020, la MRES est installée au 5 rue Jules de Vicq, dans un bâtiment propriété de la Ville de Lille.
Le bâtiment (5600 m²) est partagé entre plusieurs occupants : Ville de Lille - CPAV, Canopé, Ile de la Solidarité, Melting Spot et la MRES.
La MRES bénéficie d'une mise à disposition gracieuse des espaces par la Ville de Lille.
La **MRES et 15 associations** occupent les **1168 m²** de locaux , qui se répartissent en :

- 388 m² pour les locaux associatifs (*),
- 720 m² de salles et espaces communs,
- 150 m² pour l'équipe MRES, 100m² pour le centre de doc.

Il s'y ajoute :

- 124 m² de cave pour 14 associations (**) ;
- 40m² dédiés à 27 armoires de stockage pour 15 associations (***)
- une salle polyvalente de 189 m² partagée entre les occupants du bâtiment

- Accueil et information du public du lundi au samedi

  Standard et accueil du public Lundi au Vendredi : 9h-12h / 14h-18h
- Horaires de fonctionnement pour les associations : 75h/semaine

  Lundi au Vendredi : 9h – 22h30

  Samedi : 9h-18h

(*)Assos hébergées : ADAV / Les Planteurs Volontaires / CLCV / Tambours battants / Interphaz / Virage Energie / Cercle National du Recyclage / Nord Nature Chico Mendès / Nord Nature Environnement / Des jardins et des Hommes / FRCPM / Graine Pays du Nord / Lianes Coopération / GON / Les Blongios

(**)..Caves : ADAV / Les Planteurs Volontaires / CLCV / Tambours battants / Interphaz / Cercle National du Recyclage / Nord Nature Chico Mendès / Nord Nature Environnement / Des jardins et des Hommes / GON / Les Blongios / Amis de la Terre Nord / URFA / MRES

(***) ...stockage : AGIR abcd / Amis de la nature/ amitié Lille Naplouse / Amnesty international secteur N-PDC / Animavia / CLCV U.D / EDA / GON / GREENPEACE / Interphaz / Ligue des Droits de l'Homme / Lianes coopération / Philolille / T'OP / Zéro Waste Lille / Banta'

FOCUS : Evolution des charges du bâtiment

(comité de site du 6 décembre 2023) : DSFI / SMC / Denergie / VCAP + Canopé/IdS/MRES

NATURE DES CHARGES	COUTS REELS 2021	COUTS REELS 2022	COUTS PROJETES 2023	COUTS PROJETES 2024
	TTC	TTC	TTC	TTC
Sous-Total	8073	29994,45		
MULTITECHNIQUE (entretien)	- €	- €	- €	- €
Chaufferie	52 337,00 €	53 383,74 €	54 451,41 €	55 540,44 €
Sous-Total	52 337,00 €	53 383,74 €	54 451,41 €	55 540,44 €
CONSOMMATIONS[1]		hypothèse P2 en 2022: prix 2021 + 2%	hypothèse P2 en 2023: prix 2022 + 2%	hypothèse P2 en 2024: prix 2023 + 2%
Eau	1 537,00 €	3 190,00 €	1 190,00 €	1 192,86 €
Electricité	22 052,00 €	40 481,00 €	48 205,29 €	55 025,75 €
Gaz	0,00 €	24 261,20 €	67 931,36 €	52 739,33 €
Sous-Total	23 589,00 €	67 932,20 €	117 326,65 €	108 957,93 €
TOTAL 1	83 999,00 €	151 310,39 €	171 778,07 €	164 498,38 €

Surface MRES (% Quote part)	34,78	33	33	33
CHARGES ANNUELLES	29215	49932	56687	54284
		70,91 % (par rapport à 2021)	94,03 % (par rapport à 2021)	85,81 % (par rapport à 2021)

Le plan Climat MRES

Avec les équipes des associations employeuses, 50 à 60 travailleurs sont quotidiennement présents dans les locaux MRES.

Enquête Mobilité Domicile - travail (mars 2023)

Lombricompostage (bio déchets des repas pris sur place)

Un membre de l'équipe MRES : Correspondant énergie Ville de Lille

Contributions aux diagnostics du bâtiment

La mobilisation MRES

Chargée d'accueil : Pauline Krawczyk
Coordinateur technique : Loïc Dupont
Responsable Administrative et Financière : Nadia Savatier
Directeur : Xavier Galand

SOCLE
MAISON/**RESEAU**/
RESSOURCES
Avancement 2023

Un réseau multiple et engagé

v231130

1/ Valorisation , connexion, communication des actions du réseau

Site **www.mres-asso.org** : 142 703 visites – 258 articles publiés – 788 événements publiés

dont actus MEL& VdL:

Plan mobilité MEL : appel à contribution | « Changer ça rapporte » plan anti embouteillages | Plan Lillois pour le climat | Déf alimentation | PLPDMA : adoption AAP VdL Nature en ville | Cadastre solaire | PLUi consultation | défi Energie | OE chef de projet Interreg | Budget participatif MEL | A vous la parole MEL | ...

2/ Concertations et contributions aux espaces de débat

Haut Conseil Métropolitain pour le Climat / Schéma Directeur des Déchets – PLPDMA / CCSPL (Eau, Dechets, RCU,) / Acteurs Lutte contre la précarité Alimentaire

3/ Guid'Asso accompagnement *(ex Point d'Information sur a Vie Associative / PIVA)*

42
Assos & porteurs de projets accompagnés
> 75 % MEL

13
Temps de Qualif'

104
participant·e·s
> 75 % MEL
(dont agents VdL)

TEDDA
Transition Ecologique et Développement Durable des Associations

+ Transition Écologique et Développement Durable des Associations
> Frise des transition
> Jeu de l'empreinte Carbone

4/ Service Civique Volontaire & Formation Civique et Citoyenne

6 + 4
associations bénéficient de l'agrément collectif
dont la MRES

10
volontaires accueilli·e·s
(Peuples Solidaire, Planteurs Volontaires, GON, Pecvèle ZD, Maison dJ, MRES,DEEP, Lilotopia, Tambours B, NNChico Mendès)

4
sessions effectuées

56
participant·e·s
100 % MEL

Fonction 2 : **Un Réseau multiple et engagé**

La MRES est un réseau singulier, au sens où les associations qui la rejoignent ont des objectifs divers et multiples. Elles travaillent et militent pour la connaissance et la protection de la nature, la défense de l'environnement, l'éducation au développement durable, aussi bien que pour la défense et la conquête des droits, la promotion de la solidarité et la mise en œuvre de solutions alternatives ou l'épanouissement culturel. Elles sont toutefois unies par la reconnaissance de la charte qui énonce les raisons d'être du mouvement : la promotion d'un projet humaniste du développement durable : il s'agit de transmettre à nos enfants une planète en bon état de fonctionnement et génératrice d'épanouissement humain par la protection de la nature, le développement économique et le progrès social.

En tant que tête de réseau, la MRES...
> veille aux connections entre ses membres et joue un rôle de caisse de résonance des initiatives associatives. Elle porte des contributions et expressions en s'appuyant sur l'expertise et le savoir-faire des associations.
> accompagne les associations membres par la mutualisation, le conseil, le soutien logistique, la qualification et le relais d'informations pertinentes. La MRES valorise leurs actions, fait émerger et coordonne des projets inter-associatifs.
> anime des activités inter-associatives impliquant des membres du réseau et des partenaires implantés en métropole lilloise.

1/ Valorisation , connexion, communication des actions du réseau

La MRES assure un relais de communication des actualités des associations de son réseau, des actions inter associatives et des sujets d'intérêts sur ses supports de communication numériques.

Au travers de ces différents canaux, la MRES bénéficie d'une visibilité importante :

Site **www.mres-asso.org** : 142703 visites – 258 articles publiés – 788 événements publiés

Page facebook MRES @mres.hdf : 10 026 abonnés

Twitter MRES @mres_asso : *1448* Nombre d'abonnés

Instagram @mres_asso : *483* abonnés

Linkedin @mres_asso: *427*

Page facebook MRES @crid_mres : *571* abonnés

Twitter MRES @centre_doc_mres : *253* abonnés

Scoop it Centre de Doc de la MRES : *635* articles relayés, *48 900* vues

Relais des actualités des politiques métropolitaines sur les supports numériques MRES

Janv : Eco-responsabilité et sobriété énergétique des associations / Plan Lillois pour le climat

mars : Journée mondiale du nettoyage numérique / Journée Internationale Droits de toutes les Femmes / AAP VdL Nature en ville

Avril : Plan Mobilité MEL, appel à contribution / 48h Agriculture urbaine

Mai : Fête du Vélo Lille / Challenge mai à Vélo

Juil : PLPDMA MAL adopté / Animations Ferme urbaine St Sauveur /

Sept : Braderie – Village associatif / Wolrd CleanUp day / 10 ans MHD

Oct : mieux comprendre le PLUi / La Nuit des Bibliothèque / MEL Compostage collectif

Nov : MEL recrute Chef de projet adaptation ZAE /

2/ Concertations et contributions aux espaces de débat

La MRES participe aux instances de démocratie participative et démarche consultatives mise en place sur le territoire métropolitain :

> Haut Conseil Métropolitain sur le Climat : participation au groupe EuraClimat ; evaluation mi parcours

> Les groupes de travail d'élaboration des politiques communautaires :

- Schéma Directeur Déchets Ménagers et Assimilés et PLDMA
- le Projet Alimentaire de Territoire ; les événements de mis en visibilité et coordination avec les acteurs : préparation du Declics Alimentation

> Les Commissions Consultatives des Services Publics Locaux (CCSPL)

La MRES est partie prenante de dynamiques inter-réseaux :

- Observatoire Régional de la Vie Associative (avec MDA de Lille, Roubaix, Tourcoing)
- Collectif des tiers-lieux lillois LM5 (Fives – Hellemmes) et la C^{ie} des Tiers lieux
- Réseau des acteurs de l'ESS avec l'APES

3/ Guid'Asso accompagnement *(ex Point d'Information sur a Vie Associative / PIVA)*

La MRES assure la fonction Guid'Asso :

- conseil et appui aux projets
- veille documentaire et sur l'actualité associative
- qualification des acteurs associatifs (emploi, financements…)

- **Accueil, conseils** et réponses aux diverses sollicitations du public métropolitains :
  - Les demandes émanent d'habitants, d'étudiants, animateurs, journalistes, de structures culturelles, associations, centres sociaux, élus et techniciens de collectivités...
  - Réponses aux demandes spécifiques de publics diversifiés qui ont besoin d'information, d'aide ou d'accompagnement pour monter un projet, alimenter une réflexion, élaborer une programmation, faire évoluer ses pratiques
  - Orientation le cas échéant vers les associations compétentes

Le Guid'Asso a reçu et orienté 42 associations / porteurs de projet

- **Veille documentaire sur l'actualité associative**

Le portail de veille du centre de documentation cumule **51 900 vues.**

- **Qualification des acteurs associatifs**

13 sessions ont été conduites auprès de 104 participants.

Le plan de formation proposé s'articule autour de 2 axes :

- axe 1 : associations employeuses et ressources humaines
- axe 2 : évolutions techniques et organisationnelles de la vie associative

Moyens mis en œuvre pour faire connaître l'existence des formations auprès des bénévoles

et faciliter l'accès aux formations :

- Programmation trimestrielle diffusées aux associations du réseau et plus largement
- Site LMA/ Formation de bénévoles – Le portail régionale et site de la MRES
- Création d'évènements Facebook
- Organisation de certains temps sur le midi, le soir et le samedi
- Organisation de formations à distance

Qualification des intervenants

Formateurs internes : chargés de missions MRES (Vie Associative et Numérique)

Formateurs externes : Maillage (association spécialisé dans l'accompagnement de projets ESS) ; Martin Boutry, Christophe Barron, Béatrice Boutin (facilitateurs formateurs) ; ...





4/ Service Civique Volontaire (SCV)

- **Portage agrément collectif pour des associations MRES**

Sur la période entre novembre 2023 et Septembre 2023 : 12 volontaires accueillis dans 6 associations : Peuple solidaire, La maison du jardin, Pévèle Zéro déchet, le GON, Lilotopia et la MRES.

Le tutorat joue un rôle primordial dans la réussite du service civique.

L'intermédiation au delà de la simplification administrative pour la structure d'accueil permet en fait de mettre en place un double tutorat.

Un **tutorat de mission** assuré par le tuteur identifié de la structure d'accueil. au plus près des réalités quotidiennes du volontaire. Il assure la mise en œuvre concrète de l'engagement du jeune. Le tuteur est amené à partager son expérience de travail.

Un **tutorat plus large** qui assure davantage l'accompagnement au projet d'avenir et s'articule sur 2 attentions :

- Préparer et accompagner les tuteurs dans les structures d'accueil,
- Accompagner les jeunes

- **Point d'appui Service Civique Volontaire (arrondissement de Lille)**

Dans le département du Nord, le SDJES a souhaité maillé le territoire de lieux ressource, d'information et d'accompagnement au SCV, par arrondissement. La MRES partage avec la MDA de Tourcoing cette mission sur l'arrondissement de Lille. Cela occasionne la tenue des partenariats et mise en place de session d'information et d'événement (Service civique dating, ...)

- **Coordination d'actions de formations civiques et citoyennes**

La MRES est agréée par la DRJSCS depuis Août 2016 pour proposer des modules FCC aux volontaires en Service Civique sur la région Hauts de France.

4sessions modules ont été proposés en 2023, auprès de 56 Jeunes

2 modules

* Comment j'impacte le climat

* Alimentation durable (avec Cuisine Commune & Lilotopia)

La mobilisation MRES

Service Civique, vie associative, PIVA : Alice Duchêne / Zoé Lepilleur

Chargée d'accueil : Pauline Krawczyk

Événementiel, communication : Laurence Barras

Consommation responsable : Anne-Laure Blaise , Céline Bollaert -Alice Louis

Documentaliste : Adeline Menu

Responsable Administrative et Financière (à partir de sept 2021): Nadia Savatier

Directeur : Xavier Galand

SOCLE
MAISON/RESEAU
RESSOURCES
Avancement 2023

Des ressources pour informer, orienter, accompagner

V231130

785 emprunts

478 contacts
212 emprunteurs
> 75 % MEL

24 rendez-vous
conseil personnalisé en écopédagogie

608
abonné·e·s
cridmres

253
abonné·e·s

359
articles relayés



- Nb de sessions : 2439
- Nb de pages vues : 20875
- Temps moyen passé sur le site : 11 min

1 Rencontre d'auteur

24
participants
> 90 % MEL

Les + : **visibilité Média**

9 mai 2023

TF1 JT 13h

Voix du Nord





Fonction 3 :

La MRES reçoit quotidiennement des demandes émanant de publics variés : associations, travailleurs sociaux, journalistes, étudiants, citoyens concernés, structures culturelles, d'enseignement supérieur, entreprises... Et pour cause, la MRES a constitué avec plus de 40 ans d'existence un socle de ressources riche et diversifié : le centre de documentation dédié au développement durable et à la vie associative. Près de ***16000 références*** *(*), un catalogue et des services en ligne. Une équipe de documentalistes guide les demandeurs dans leur recherche et leurs projets, notamment en matière d'éco-pédagogie.*

La MRES s'attache à valoriser les productions et compétences des associations membres : revues, études, outils pédagogiques, expertise et savoir-faire, offre éducative et de formation.

1/ ACCOMPAGNEMENT DOCUMENTAIRE

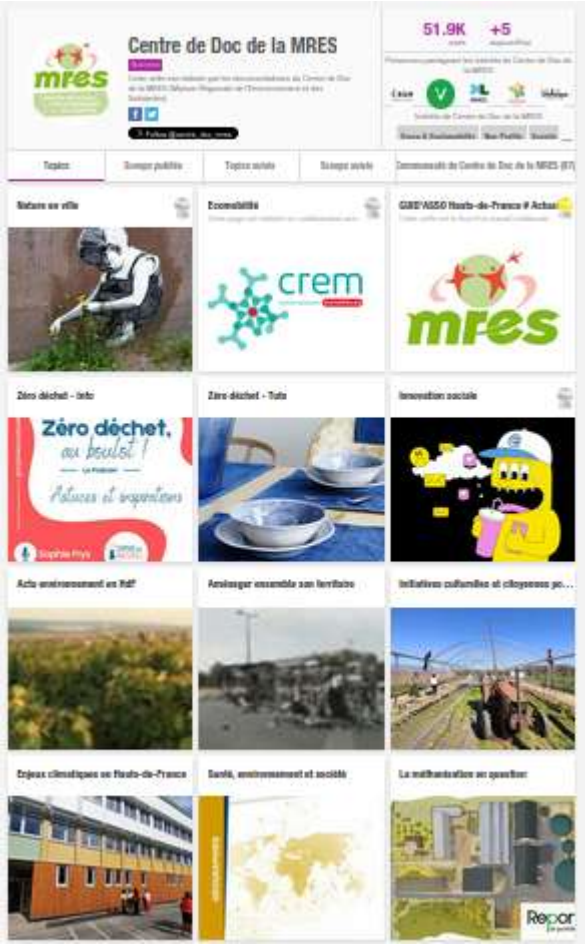
1,1Ressource documentaire

- Accueil assuré toute l'année dans les horaires habituels (20h/semaine) avec une adaptation aux contraintes sanitaires
- **24 rdv personnalisés** assurés :
  - échanges autour des besoins
  - aide éventuelle dans la définition du projet
  - sélection documentaire en lien avec les attentes
  - mise en relation ou renvoi vers des acteurs pertinents

Profils : *Éducateurs, personnel éducatif écoles lilloises, animateur-rices ALSH, enseignant.e.s, parents, …*

- Acquisitions : 200 nouveaux documents ont intégré le fonds documentaire

Nombre de visiteurs du Centre de documentation : ***976 personnes***
Nombre total d'emprunts (hors consultations sur place) : ***997 emprunts***
Nombre de lecteurs actifs : ***202 lecteurs actifs***



1,2 Veille

Le portail de veille du centre de documentation a été vu ***plus de 5000 fois*** en 2023.
522 articles ont été relayés, notamment sur les thèmes suivants :

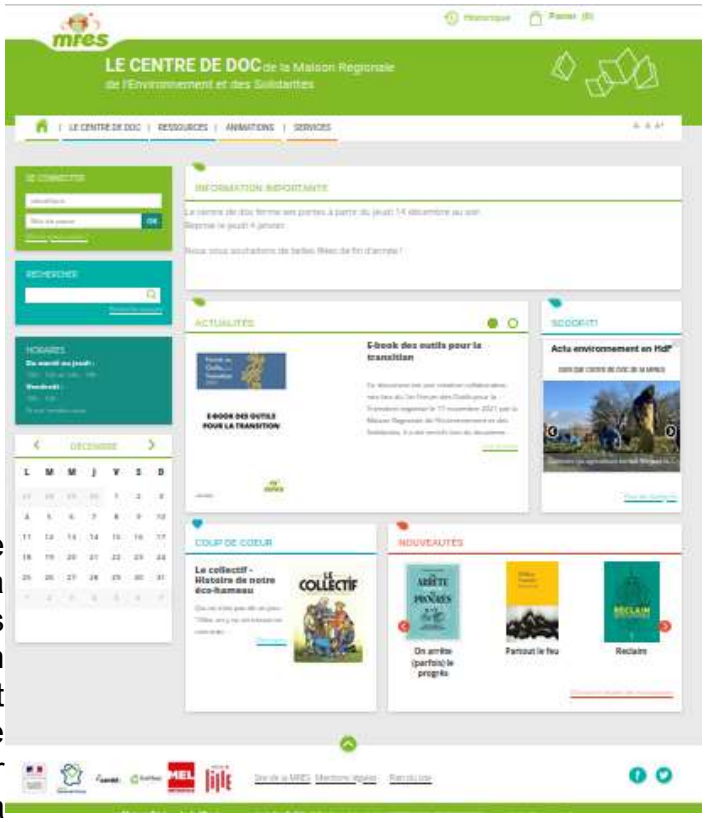
- Écomobilité (en partenariat avec le Centre Ressources Eco-Mobilité)
- Initiatives culturelles et citoyennes pour le climat
- Zéro Déchet
- Initiatives Biodiversité
- Économie circulaire
- Santé, environnement et société
- Enjeux climatiques en Hauts-de-France
- Actu environnement en Hauts-de-France
- Vie associative

Près de la moitié des articles a concerné les thèmes « Enjeux climatiques en Hauts-de-France » et « Environnement en Hauts de France ».

Le thème « Actualités et outils sur la vie associative » est le fruit d'un travail collaboratif avec le réseau des Guid'Asso Hauts-de-France. Un documentaliste professionnel de la MRES effectue un travail de veille sur les revues papier incontournables (Association Mode d'Emploi, La Tribune Fonda et Juris association), sur la presse régionale, et, également sur les sites internet de référence : ministères, réseaux nationaux et régionaux…

1,3 Evolution du logiciel documentaire

- Portail documentaire rénové (2022)
- xx articles ont été publiés
- XX évènements ont été relayés
- Nombre de sessions : XXXX personnes
- Nombre de pages vues : XXXXX
- Temps moyen passé sur le site : 11 min



1,4 Ressource hors les murs

La ressource du centre de doc est accessible hors de ses locaux, notamment grâce à la participation de la MRES à des évènements grand public, pour lesquels une sélection documentaire est effectuée. Elle est consultable par les visiteurs et permet de donner à voir l'existence d'un lieu ressource sur la transition sur Lille. La ressource a notamment été valorisée cette année durant :

- Ferme urbaine St Sauveur : Samedi 3 juin ; Dimanche 1er octobre
- Festival Et Demain, Lille, le 27-28 mai
- Rencontres de la transition écologique des Hauts-de-France,CNFPT, Maison Folie Beaulieu - Lomme les 13 et 14 novembre
- Semaine de l'Education Popualire, Maison Stéphane Hessel – Lille 16 décembre

Des sélections bibliographiques sont régulièrement constituées (une dizaine pour l'année 2023) par les documentalistes pour être présentées lors d'ateliers ou formations organisées par les associations du réseau MRES, notamment sur la thématique du jardin ou de la faune régionale.

Une trentaine de documents du centre de documentation et le mobilier de présentation ont été mis à disposition des jardiniers de la Ferme Urbaine pendant toute la saison d'ouverture de la ferme urbaine, à Saint Sauveur.

2/ ANIMATION DU LA RESSOURCE

2,1/ Rencontres d'auteurs

- Élaboration du questionnaire et animation du temps
- Élaboration et diffusion de la communication
- Gestion des inscriptions
- 3 rencontres :
  - Timothée Parrique, pour « la décroissance », en partenariat Fédération Nord nature

    Vendredi 9 juin | 17 participants
  - Romuald Botte & Bruno Villalba « La figure du paysan » en partenariat avec l'Amap des Weppes

    Jeudi 28 septembre | 23 participants
  - Bernard Deman « Voyage en terres cultivées », en partenariat avec le GON

    Jeudi 7 décembre | 26 participants



2,2/ Nuit des bibliothèques

- Élaboration de la programmation en lien avec la thématique
- Programmation d'une sortie sur le terrain avec les membres de LM5
- Élaboration de la communication + diffusion numérique et des supports papier
- Lien avec la MEL pour la communication ; Gestion des inscriptions
- - - participants



à suivre
LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES & MÉDIATHÈQUES DE LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

2,3/ Grainothèque :

- la « saison » de la grainothèque s'ouvre toujours par un troc de graines durant la SPAP et se termine par la Nuit des Bibliothèques. La grainothèque a été ré-ouverte le 25 mars *(retombées presse TF1 & VdN)*
- réapprovisionnement de la grainothèque (semences commandées à une semencier de semences paysannes) et reconditionnement dans les sachets recyclés de la grainothèque, avec les indications de culture
- la grainothèque est toujours accessible dans le centre de doc, après une explication de la démarche par un documentaliste. La grainothèque est également proposée au public hors les murs
- gestion de la base de contacts : après l'ajout des nouveaux contributeurs de la grainothèque et la suppression des destinataires qui souhaitaient se désabonner, la liste des contacts de la grainothèque rassemble 455 participants
- élaboration et envoi de newsletters.
- l'activité grainothèque se fait en lien avec la ressource documentaire, régulièrement

enrichie et mise à jour par des acquisitions

- accompagnement de projets de créations de grainothèque : conseils de mise en route, lien avec des acteurs pertinents et communication des temps de connaissance proposés sur le jardinage au naturel

2,4/ Accueil de groupes

Le nouveau lieu est également propice à de nouveaux usages de la part du public, notamment l'accueil de groupes ou de réunions. Ces derniers peuvent ainsi découvrir toute la richesse de la ressource, qu'elle soit documentaire, à travers le fonds spécialisé, ou humaine grâce au réseau associatif et aux porteurs de projets de transition. Le centre de documentation a notamment accueilli

- deux groupes de jeunes en service civique,
- un groupe de 6 chargés de mission du CNFPT mobilisé sur un événement transition
- des modules de formation des bénévoles des Repair Café lillois,
- des activités connexes avec des collectifs habitants du quartier (SuperQuiquin, brood, ...)



La mobilisation MRES

Documentaliste : Jean-François Gonet
Documentaliste : Adeline Menu
Assistante documentaliste (novembre-décembre 2022) : Aude Barbelanne
Événementiel, communication : Laurence Barras
Responsable Administrative et Financière : Nadia Savatier
Direction : Xavier Galand

Programme d'actions
Bilan 2023

ANIMATION et
TEMPS DE QUALIFICATION CLIMAT

v240419

Titre de l'action : **« Engageons notre quartier – notre commune dans la transition »**

Ref. PCAET 2021-26

Ambition 3	Priorité 9	Action 37:Impliquer et accompagner les communes dans la mise en œuvre d'action climat air énergie
Ambition 3	Priorité 9	Action 38 : favoriser le passage à l'acte et les comportement favorables au climat et compatibles avec la neutralité carbone

Ref. Pgm MRES 2021 [Pôle Energie Climat Economie Circulaire]

2.4 Accompagnement des transitions

ACTIONS	Objectifs
Accompagner des publics à comprendre les enjeux climatiques, et construire les trajectoires	***Animations interactives*** : interventions d'une demi-journée en direction du grand public et des publics relais = Approche sensible du changement climatique, frise de la transition énergétique, jeu de l'empreinte carbone, eau et changement climatique, Pour une poignée de degrés.
Animer des ateliers et rencontres pour promouvoir la sobriété, l'implication citoyenne dans la production d'énergies renouvelables	Organiser des ***temps de qualification*** - ***ateliers écogestes*** et des ***programmations spéciales***

Armentières, Mons en Baroeul, Villeneuve d'Ascq Leers, Tourcoing, Lille (*Fives, Centre, Vauban, Moulins*)

7
Animations interactives'
12
Temps de Qualif'
11
Programmations spéciales

544
participant·e·s

Usagers, directeurs de Centres Sociaux
Conseillers PIVA,
Bénévoles et responsables associatifs
Jeunes volontaires
Habitants, participants aux événements (Village ZD, forum, …)
Habitants investisseurs dans la centrale photovoltaïque
Professionnels et étudiants

Programme d'actions
Bilan 2023

DÉCLICS ÉNERGIE EAU

DÉCLICS

v240419

Ref. PCAET 2021-26

Ambition 3	Priorité 9	Action 37:Impliquer et accompagner les communes dans la mise en œuvre d'action climat air énergie
Ambition 3	Priorité 9	Action 38 : favoriser le passage à l'acte et les comportement favorables au climat et compatibles avec la neutralité carbone



Programme d'actions
Bilan 2023

CYCLE DE CONNAISSANCE ET DE PRATIQUE de NATURE EN VILLE

v2404019

Réf. PCAET 2021-26

Ambition 2	Priorité 8	Action 34: Développer la végétalisation et la nature en métropole et préserver la biodiversité
Ambition 2	Priorité 8	Action 35 : garantir et mieux gérer la ressource en eau *Économiser l'eau*
Ambition 3	Priorité 9	Action 37:Impliquer et accompagner les communes dans la mise en œuvre d'action climat air énergie *Accompagner les communes sur les enjeux de nature et biodiversité*
Ambition 3	Priorité 9	Action 38 : favoriser le passage à l'acte et les comportement favorables au climat et compatibles avec la neutralité carbone



Fâches Thumesnil

Préparation d'une programmation au 1er semestre : discontinuité dans le montage de l'opération ; report au 2nd semestre.

2nd semestre : discontinuité dans le montage de l'opération

La programmation n'a pas eu lieu

Edition Faches Thumesnil réportée à 2023

v240419

Titre de l'action : **REGARDS D EXPERTS**

Ref. PCAET 2021-26

Ambition 2	Priorité 8	Action 34: Développer la végétalisation et la nature en métropole et préserver la biodiversité
Ambition 2	Priorité 8	Action 35 : garantir et mieux gérer la ressource en eau
Ambition 3	Priorité 9	Action 38 : favoriser le passage à l'acte et les comportement favorables au climat et compatibles avec la neutralité carbone

4 conférences

Chaque temps de conférence est travaillé en lien avec un partenaire associatif et donne lieu à l'élaboration d'un carnet de conférence comportant une bibliographie, distribué à chaque auditeur.

- **Hold up sur la terre,** | par Avec Lucile Leclair, auteure de « Hold-up sur la terre » | Antoine Jean, de la Confédération Paysanne Nord-Pas-de-Calais | Philippe Duchamp, de Terre de Liens Hauts-de-France| Jeudi 2 février à Lille / MRES - 48 participants
- **Comment les low tech servent la sobriété ?** Barbara Nicoloso, directrice de Virage Énergie | Philippe Quirion, économiste et président du Réseau Action Climat | Philippe Boursier, co-fondateur du mouvement Écologie sociale | Damien Grava architecte et membre des Saprophytes | Grégoire Feuilly de Ouishare | Vendredi 26 mai à Lille / Gare St Sauveur| 64 participants
- **Nucléaire, stop ou encore ?** | Yves Marignac, chef de pôle Energies nucléaire e fossiles de l'institut Négawatt | Lundi 26 juin à Lille / MRES | en partenariat avec Virage Energie | 21 participants
- **Derrière les smart grids et le cloud, les câbles ?** | Fanny Lopez | en partenariat avec Virage Energie | 26 participants



La mobilisation MRES

Documentaliste : Jean-François Gonet
Documentaliste : Adeline Menu
Événementiel, communication : Laurence Barras
Directeur : Xavier Galand



Un forum d’outils pour « transitionner »

La MRES a organisé le Forum des Outils pour la Transition avec des partenaires acteurs de la transition.

Ce forum s’adressait à celles et ceux qui souhaitent engager des actions en faveur de la transition écologique, pour découvrir des ressources concrètes, les expérimenter et échanger avec les personnes qui les ont conçues ou les animent.

Deux dates pour cette deuxième édition :

- Lille le 22 novembre
- Amiens le 13 décembre

Le comité d'organisation

CANOPE AMIENS ET LILLE (Nelly Guilleron, Ewa Wyremblewski) | **CRAJEP** (Simon Dunbar) | **CERDD** (Joséphine Raynauld, Alexis Montaigne) | **LE CONSEIL REGIONAL/REV 3** (Frédéric Marquet) | **FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DES PAYS PICARDS** (Mathilde Dhénin, Christophe Gillet) | **LIANES COOPERATION** (Claire Ligny, Camille Plumeri, Adeline Rigolage) | **MEL** (Emmanuelle Picus) | **MRES** (Xavier Galand, Adeline Menu) | **OMBELLISCIENCE** (Raphaël Degenne, Marie Lemay) | **GRAINE Haut de France** (Elofie Chambre)

FOT #Lille | Mercredi 22 novembre 9h00 – 17h15
dans les locaux partagés MRES/Canopé Lille

- ✔ 21 ateliers
- ✔ 19 structures intervenantes
- ✔ 128 participants (hors intervenants et MRES)

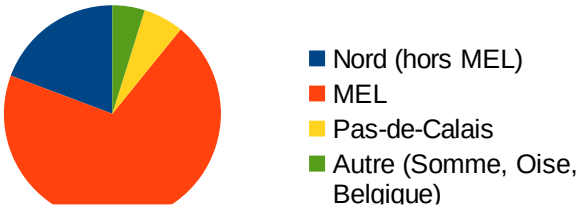


Caractérisation des publics

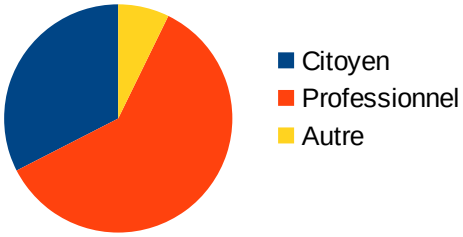
Le public est majoritairement nordiste et pour une bonne partie métropolitain.

Il est déjà pleinement engagé dans des démarches de transition au moment du forum, auquel il participe en premier lieu à titre professionnel (**chargé.s de mission climat / DD, éducateurs, porteurs de projets, Responsable du pôle solidarités locales et DD, chargé mission ECSI, économe de flux en Ets Publics, …..**).

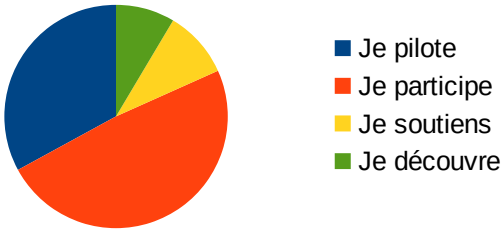
Provenance géographique des participants de Lille (hors partenaires)



A quel titre principal les participants viennent-ils au forum ?



Quel est le degré d'engagement sur les actions de transition au moment de l'inscription ?

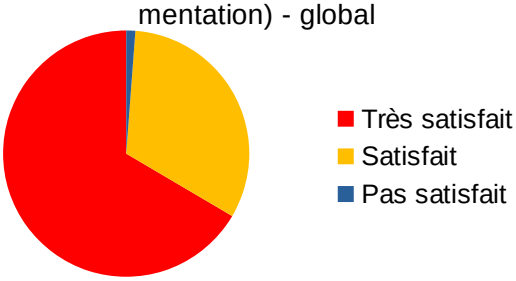


Niveaux de satisfaction du public

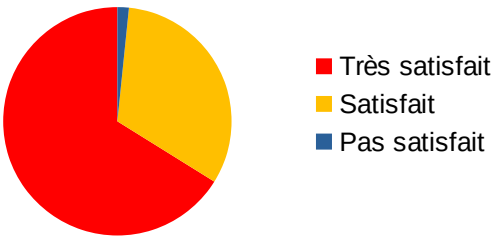
Le forum a donné pleinement satisfaction. Les aspects organisationnels montrent un haut score de satisfaction : la journée a été **plaisante**.

Les contenus ont également été bien évalués, la diversité des propositions ainsi que la richesse des animations ont été appréciées, participants à la réussite des objectifs de l'évènement.

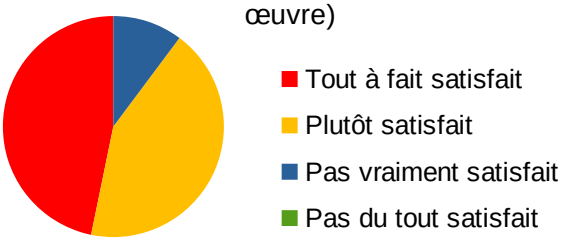
Satisfaction organisation (ateliers, logistique, animation de la journée et documentation) - global



Satisfaction contenu (diversité et animation des ateliers, temps de pause) - global



Satisfaction objectifs du forum (connaissance des démarches, mise en contact, aide à la mise en œuvre)



Forum des Outils pour la Transition : la MRES à la coordination

Dans un souci de partenariat opérationnel, la MRES a rassemblé des partenaires au sein d'un comité d'organisation, qui suit l'avancée de l'élaboration de la journée, prend des décisions collégiales sur la forme et le contenu de la journée. L'aspect multi-partenarial a été apprécié et salué par l'ensemble des membres du Comité d'organisation.
Pour cette action, la MRES a un rôle de coordinateur, qui la place au cœur de l'organisation. Elle orchestre ainsi, tous les aspects du projet, en lien avec le comité d'organisation, impliqué à des degrés divers sur les différentes missions.

Comité d'organisation

- Constitution du comité d'organisation
- Mobilisation de nouveaux partenaires (Canopé Amiens, CRAJEP, la Fédération des Centres Sociaux des Pays Picards et Ombelliscience) pour organiser l'édition amiénoise
- Proposition et animation les temps de réunions permettant de partager les éléments d'organisation et de faire les arbitrages
- Constitution et animation de groupes de travail spécifiques dédiés à la sélection et à l'évaluation

Contenu éditorial

- Organisation de la sélection
  - élaboration d'un appel à participation
  - animation et participation au groupe de travail sélection.
  - mobilisation de structures/outils jugés manquants
- Construction d'une programmation équilibrée et cohérente avec les outils sélectionnés
- Sollicitation du Réseau de Transition Hauts-de-France pour l'animation de la journée. Définition des besoins
- Élaboration d'un livret participant remis le jour J (reprise du programme, présentation des partenaires et coordonnées des intervenants)
- Proposition d'un e-book : préfiguration espace en ligne de recueil, apport de compléments

Communication

- Création du visuel dédié
- Élaboration d'un support « Save the Date » permettant de proposer un outil ou signifier son intérêt pour l'évènement en tant que participant
- Paramétrage de l'espace d'inscription sur la plateforme Billetweb
- Élaboration d'un mail de communication reprenant le programme de la journée et le lien vers l'inscription
- Lien avec les inscrits
- Lien avec les intervenants
- Diffusion des différents supports de communication via les listes de diffusion, réseaux sociaux, newsletter,…

Logistique

- Attribution des locaux et mise en place des espaces d'ateliers selon les spécifications des intervenants
- Mise en place de la signalétique
- Accueil des participants
- Gestion du catering (choix du prestataire et aide au service)

Suivi administratif et comptable

- Suivi des attestations de présence et des défraiements
- Facturation
- Suivi de la plateforme d'inscription (règlement des inscriptions)

Évaluation

- Formalisation et diffusion du questionnaire
- Traitement des données statistique et élaboration du bilan

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110432-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0198

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ADHESION A L'ASSOCIATION POLENERGIE - PERIODE 2022-2026 - MODIFICATION DU MONTANT DE LA COTISATION ANNUELLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 adoptant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22-B-0169 du 8 avril 2022 autorisant le renouvellement de l'adhésion à l'association PÔLENERGIE pour la période 2022-2026 et pour une cotisation annuelle d'un montant de 600 € ;

I. Exposé des motifs

L'association PÔLENERGIE, association Loi 1901 créée en 2011, rassemble une centaine de membres comprenant l'ensemble de la chaîne de valeurs de l'énergie (production, transport, distribution, opérateurs, électro-intensifs, équipementiers), les territoires, les associations et le monde académique.

PÔLENERGIE contribue à la croissance des entreprises du secteur énergétique des Hauts-de-France en :

- favorisant l'attractivité du secteur Énergie en Hauts-de-France ;
- soutenant l'articulation entre l'offre et la demande entre les acteurs de l'énergie ;
- catalysant l'innovation et l'éclosion de nouvelles compétences.

En renouvelant son adhésion à PÔLENERGIE pour la période 2022-2026, la métropole européenne de Lille (MEL) bénéficie d'un accès facilité au réseau régional des acteurs de l'énergie et à des informations privilégiées : veille juridique et technique, accès à des webinaires et des formations spécifiques sur les sujets innovants en matière de transition énergétique, en lien avec les objectifs du PCAET.

Par ailleurs, PÔLENERGIE intervient régulièrement auprès des entreprises et acteurs des filières d'excellence du territoire métropolitain afin de fournir des conseils et de l'accompagnement sur les enjeux énergétiques. À titre d'exemple, en résonance avec une méthodologie de travail labellisée dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt

« EuraClimat : innover pour l'excellence climatique », PÔLENERGIE est engagée avec l'Association Promotex et la MEL dans la rédaction d'un livre blanc relatif à la décarbonation de la filière textile. PÔLENERGIE accompagne également le site d'excellence Plaine Images dans la réalisation de son bilan carbone.

Il s'avère que le montant fixé pour l'adhésion de la MEL en 2022 était erroné, car trop faible au regard de la grille tarifaire de l'association pour les EPCI et communes de plus de 75 000 habitants. Afin de se conformer à cette grille, il est proposé de confirmer l'adhésion pour le reste de la période 2024-2026 pour un montant annuel maximum de 3 000 €, le montant de la cotisation pour l'année 2024 s'élevant à 2 500 € HT.

Il est proposé en outre de poursuivre les échanges avec PÔLENERGIE dans l'optique de renforcer les actions portant sur la mise en avant des dispositifs de la MEL dans les outils de communication de PÔLENERGIE d'une part, et dans l'accompagnement des filières économiques d'autre part.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de confirmer l'adhésion à l'association PÔLENERGIE pour le reste de la période 2024-2026 pour un montant maximum annuel de 3 000 € HT ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0198

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ADHESION A L'ASSOCIATION POLENERGIE - PERIODE 2022-2026 - MODIFICATION DU MONTANT DE LA COTISATION ANNUELLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 21 C 0044 du 19 février 2021 adoptant le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) métropolitain ;

Vu la délibération n° 22-B-0169 du 8 avril 2022 autorisant le renouvellement de l'adhésion à l'association PÔLENERGIE pour la période 2022-2026 et pour une cotisation annuelle d'un montant de 600 € ;

I. Exposé des motifs

L'association PÔLENERGIE, association Loi 1901 créée en 2011, rassemble une centaine de membres comprenant l'ensemble de la chaîne de valeurs de l'énergie (production, transport, distribution, opérateurs, électro-intensifs, équipementiers), les territoires, les associations et le monde académique.

PÔLENERGIE contribue à la croissance des entreprises du secteur énergétique des Hauts-de-France en :

- favorisant l'attractivité du secteur Énergie en Hauts-de-France ;
- soutenant l'articulation entre l'offre et la demande entre les acteurs de l'énergie ;
- catalysant l'innovation et l'éclosion de nouvelles compétences.

En renouvelant son adhésion à PÔLENERGIE pour la période 2022-2026, la métropole européenne de Lille (MEL) bénéficie d'un accès facilité au réseau régional des acteurs de l'énergie et à des informations privilégiées : veille juridique et technique, accès à des webinaires et des formations spécifiques sur les sujets innovants en matière de transition énergétique, en lien avec les objectifs du PCAET.

Par ailleurs, PÔLENERGIE intervient régulièrement auprès des entreprises et acteurs des filières d'excellence du territoire métropolitain afin de fournir des conseils et de l'accompagnement sur les enjeux énergétiques. À titre d'exemple, en résonance avec une méthodologie de travail labellisée dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt

« EuraClimat : innover pour l'excellence climatique », PÔLENERGIE est engagée avec l'Association Promotex et la MEL dans la rédaction d'un livre blanc relatif à la décarbonation de la filière textile. PÔLENERGIE accompagne également le site d'excellence Plaine Images dans la réalisation de son bilan carbone.

Il s'avère que le montant fixé pour l'adhésion de la MEL en 2022 était erroné, car trop faible au regard de la grille tarifaire de l'association pour les EPCI et communes de plus de 75 000 habitants. Afin de se conformer à cette grille, il est proposé de confirmer l'adhésion pour le reste de la période 2024-2026 pour un montant annuel maximum de 3 000 €, le montant de la cotisation pour l'année 2024 s'élevant à 2 500 € HT.

Il est proposé en outre de poursuivre les échanges avec PÔLENERGIE dans l'optique de renforcer les actions portant sur la mise en avant des dispositifs de la MEL dans les outils de communication de PÔLENERGIE d'une part, et dans l'accompagnement des filières économiques d'autre part.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de confirmer l'adhésion à l'association PÔLENERGIE pour le reste de la période 2024-2026 pour un montant maximum annuel de 3 000 € HT ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110419-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0199

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

NPNRU - LILLE SUD - FAUBOURG D'ARRAS / JEAN BAPTISTE CLEMENT - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA VILLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article L. 2422-12 du code de la commande publique ;

Vu les délibérations n° 15 C 0167 du 13 février 2015 et n° 15 C 0634 du 19 juin 2015 relative au contrat de ville métropolitain et considérant la signature dudit contrat du 15 juillet 2015 fixant les orientations et le cadre de référence pour le Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU) de la Métropole ;

Vu la délibération n° 16 C 0729 du Conseil en date du 2 novembre 2016 précisant la signature du protocole de préfiguration ;

Vu la délibération n° 17 C 0191 du Conseil en date du 10 février 2017 instaurant un périmètre de veille foncière ;

Vu la délibération n° 17 C 0192 du Conseil en date du 10 février 2017 précisant le lancement d'une étude de faisabilité urbaine et financière pour la résidentialisation du secteur Faubourg d'Arras ;

Vu la délibération n° 20 C 197 du Conseil en date du 16 octobre 2020 prévoyant les modalités de concertations relatives aux quartiers Faubourg d'Arras et Jean-Baptiste Clément ;

Vu la délibération n° 20 C 0380 du Conseil en date du 18 décembre 2020 adoptant la convention NPNRU et prévoyant les études urbaines en vue de définir un projet d'aménagement à l'échelle des deux sites ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2015 identifiant le secteur de Lille sud en tant que quartier d'intérêt national du nouveau programme national de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 21-C-0616 du Conseil en date du 17 décembre 2021 tirant le bilan de la phase de concertation préalable.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110419-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

I. Exposé des motifs

Le projet de requalification de Lille Sud comprend des travaux de requalification d'espaces publics (de compétences MEL et ville de Lille) ainsi que des travaux de résidentialisation (de compétence bailleur) sur un même périmètre de projet.

Afin de simplifier la réalisation des travaux et de limiter les nuisances auprès des riverains, il est proposé que la Métropole européenne de Lille (MEL) assure la maitrise d'ouvrage pour l'ensemble des partenaires dans le cadre de l'exécution globale des chantiers d'espaces publics relatifs au NPNRU de Lille Sud, y compris les travaux relevant de la compétence ville, conformément au code de la commande publique autorisant le transfert de maitrise d'ouvrage par convention lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maitres d'ouvrage.

Aussi, cette mesure permettra de préserver la nécessaire cohérence du travail actuellement mené entre la ville de Lille et la MEL et de garantir la meilleure économie générale du projet et minimiser la gêne occasionnée aux habitants.

L'aménagement des espaces publics en termes de voiries et réseaux relevant des compétences métropolitaines doit s'accompagner d'un éclairage public, d'espaces verts, de plantations et de mobiliers urbains, et ces derniers éléments relèvent de la compétence communale et ne peuvent être financés par la MEL. La ville de Lille apportera son concours financier pour la part des études de maitrise d'œuvre (hors études menées en régie directe par la MEL) et des travaux relevant de ses compétences.

Par ailleurs, la MEL étant identifiée dans la convention NPRU comme étant le maitre d'ouvrage des travaux d'aménagement d'ensemble, elle procèdera au paiement de l'ensemble des travaux d'espaces publics et percevra les subventions de l'ANRU.

Le montant des travaux et études de maitrise d'œuvre des espaces publics du NPNRU, sur la base des montants prévisionnels établis au stade AVP, sont estimés comme suit :

	Cout TTC	Travaux et études compétence MEL TTC	Travaux et études compétence ville TTC
Faubourg d'Arras	4 426 383 €	3 586 649 €	839 734 €
J.-B. Clément	3 0324 805 €	2 598 719 €	426 086 €
TOTAL	7 451 188 €	6 185 368 €	1 265 820 €

Les couts des travaux seront stabilisés préalablement aux délibérations de lancement de consultation des marchés de travaux et confirmés par résultats d'appel d'offres.

La convention de transfert de maitrise d'ouvrage annexée à la présente délibération prévoit et définit les modalités de transfert ainsi que les modalités de remboursement par la ville à la MEL des travaux réalisés et relevant de ses compétences.

La signature de cette convention de transfert de maitrise d'ouvrage est soumise à la condition suspensive de l'adoption d'une délibération concordante par le conseil municipal de Lille.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage relative au NPNRU de Lille Sud - Faubourg d'Arras / Jean-Baptiste Clément avec la ville de Lille.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0199

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

NPNRU - LILLE SUD - FAUBOURG D'ARRAS / JEAN BAPTISTE CLEMENT - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA VILLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article L. 2422-12 du code de la commande publique ;

Vu les délibérations n° 15 C 0167 du 13 février 2015 et n° 15 C 0634 du 19 juin 2015 relative au contrat de ville métropolitain et considérant la signature dudit contrat du 15 juillet 2015 fixant les orientations et le cadre de référence pour le Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU) de la Métropole ;

Vu la délibération n° 16 C 0729 du Conseil en date du 2 novembre 2016 précisant la signature du protocole de préfiguration ;

Vu la délibération n° 17 C 0191 du Conseil en date du 10 février 2017 instaurant un périmètre de veille foncière ;

Vu la délibération n° 17 C 0192 du Conseil en date du 10 février 2017 précisant le lancement d'une étude de faisabilité urbaine et financière pour la résidentialisation du secteur Faubourg d'Arras ;

Vu la délibération n° 20 C 197 du Conseil en date du 16 octobre 2020 prévoyant les modalités de concertations relatives aux quartiers Faubourg d'Arras et Jean-Baptiste Clément ;

Vu la délibération n° 20 C 0380 du Conseil en date du 18 décembre 2020 adoptant la convention NPNRU et prévoyant les études urbaines en vue de définir un projet d'aménagement à l'échelle des deux sites ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2015 identifiant le secteur de Lille sud en tant que quartier d'intérêt national du nouveau programme national de renouvellement urbain ;

Vu la délibération n° 21-C-0616 du Conseil en date du 17 décembre 2021 tirant le bilan de la phase de concertation préalable.

I. Exposé des motifs

Le projet de requalification de Lille Sud comprend des travaux de requalification d'espaces publics (de compétences MEL et ville de Lille) ainsi que des travaux de résidentialisation (de compétence bailleur) sur un même périmètre de projet.

Afin de simplifier la réalisation des travaux et de limiter les nuisances auprès des riverains, il est proposé que la Métropole européenne de Lille (MEL) assure la maitrise d'ouvrage pour l'ensemble des partenaires dans le cadre de l'exécution globale des chantiers d'espaces publics relatifs au NPNRU de Lille Sud, y compris les travaux relevant de la compétence ville, conformément au code de la commande publique autorisant le transfert de maitrise d'ouvrage par convention lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maitres d'ouvrage.

Aussi, cette mesure permettra de préserver la nécessaire cohérence du travail actuellement mené entre la ville de Lille et la MEL et de garantir la meilleure économie générale du projet et minimiser la gêne occasionnée aux habitants.

L'aménagement des espaces publics en termes de voiries et réseaux relevant des compétences métropolitaines doit s'accompagner d'un éclairage public, d'espaces verts, de plantations et de mobiliers urbains, et ces derniers éléments relèvent de la compétence communale et ne peuvent être financés par la MEL. La ville de Lille apportera son concours financier pour la part des études de maitrise d'œuvre (hors études menées en régie directe par la MEL) et des travaux relevant de ses compétences.

Par ailleurs, la MEL étant identifiée dans la convention NPRU comme étant le maitre d'ouvrage des travaux d'aménagement d'ensemble, elle procèdera au paiement de l'ensemble des travaux d'espaces publics et percevra les subventions de l'ANRU.

Le montant des travaux et études de maitrise d'œuvre des espaces publics du NPNRU, sur la base des montants prévisionnels établis au stade AVP, sont estimés comme suit :

	Cout TTC	Travaux et études compétence MEL TTC	Travaux et études compétence ville TTC
Faubourg d'Arras	4 426 383 €	3 586 649 €	839 734 €
J.-B. Clément	3 0324 805 €	2 598 719 €	426 086 €
TOTAL	7 451 188 €	6 185 368 €	1 265 820 €

Les couts des travaux seront stabilisés préalablement aux délibérations de lancement de consultation des marchés de travaux et confirmés par résultats d'appel d'offres.

La convention de transfert de maitrise d'ouvrage annexée à la présente délibération prévoit et définit les modalités de transfert ainsi que les modalités de remboursement par la ville à la MEL des travaux réalisés et relevant de ses compétences.

La signature de cette convention de transfert de maitrise d'ouvrage est soumise à la condition suspensive de l'adoption d'une délibération concordante par le conseil municipal de Lille.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage relative au NPNRU de Lille Sud - Faubourg d'Arras / Jean-Baptiste Clément avec la ville de Lille.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Métropole Européenne de Lille / Ville de Lille

NPRU de Lille Sud / Faubourg d'Arras – Jean Baptiste Clément
Aménagement des espaces publics

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre

La VILLE DE LILLE, représentée par son Maire, Madame Martine AUBRY, ou par l'élu délégué Monsieur Stanislas DENDIEVEL, Adjoint au Maire, délégué à l'Urbanisme, au Paysage, à la Nature, à l'Eau et l'Action Foncière et Immobilière, agissant en vertu de la délibération n° 20/249 du 03 juillet 2020 portant délégation de pouvoir du Conseil Municipal au Maire et de l'arrêté n° 6524 du 11 juillet 2022 portant délégation de fonctions et de signature, dûment habilité par la délibération n.24/XXX du Conseil municipal du 20 juin 2024 ;

Désignée ci-après la commune, d'une part,

Et

La Métropole Européenne de Lille, représentée par son Président et désignée ci-après la Métropole en application de la délibération n° 22-C 0068 du 29 avril 2022 et n°23-C-0114 du 30 juin 2023 et suivant la délibération communautaire n° XXXXX du 29 juin 2024

Désignée ci-après la MEL, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préliminaire :

Par délibération n° 19 C 0789 du 12 décembre 2019, le Conseil métropolitain a autorisé la signature de la convention du Nouveau Programme de Renouvellement urbain.

Le règlement général de l'ANRU a structuré le NPRU avec des lignes aménagement d'ensemble qui impliquent une présentation en bilan d'aménagement faisant apparaitre un éventuel déficit d'opération, à partir duquel l'ANRU a calculé sa participation en fonction du taux de scoring de chaque ville, tout en fixant un plafond des dépenses prises en compte qui est inférieur au cout réel de l'opération aménagement d'ensemble du NPRU Lille Sud Faubourg d'Arras – Jean Baptiste Clément.

Le bilan d'aménagement englobe l'ensemble des travaux d'aménagement, nécessaires à la réalisation d'une opération NPRU et ce sans tenir compte de la répartition par compétences en vigueur sur le territoire de la MEL. Cette ligne aménagement d'ensemble de la maquette de la convention ANRU, doit afficher un maitre d'ouvrage unique, en l'occurrence la MEL au regard de sa compétence aménagement.

A ce titre c'est la MEL qui pourra percevoir les différentes subventions. Les conditions de perception des subventions de l'ANRU, par la Métropole Européenne de Lille, nécessitent une justification globale des dépenses au titre de l'aménagement des espaces publics par un seul maître d'ouvrage, en l'occurrence la MEL.

De ce fait il est proposé que la Métropole européenne de Lille assure la maîtrise d'ouvrage de l'exécution globale des chantiers d'espaces publics, relatifs au NPRU du Faubourg d'Arras – Jean Baptiste Clément ; y compris pour les travaux relevant des compétences de la ville.

Cela permettra également de préserver la nécessaire cohérence du travail actuellement mené entre les services de la ville et de la Métropole Européenne de Lille, garantir la meilleure économie générale du projet et minimiser la gêne occasionnée aux habitants.

La ville de Lille remboursera à la MEL la part des études de maîtrise d'œuvre (hors études menées en régie directe par la MEL) et des travaux relevant de ses compétences, conformément à l'article 2 de la présente convention.

Rappel des éléments de contexte du projet de renouvellement urbain de Lille Sud

Le quartier Lille Sud est le plus peuplé (20.000 habitants) et le plus étendu de la ville (300 ha). Il a bénéficié d'un investissement massif dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine sur de nombreux secteurs : au Nord les sites Arras Europe, Margueritois, Fauvet Girel et Simons (en quartiers anciens), au Sud du quartier sur le secteur Cannes-Arbrisseau. Les investissements réalisés ont permis d'engager une véritable diversification du quartier et un retournement d'image. Au Sud du quartier, ces grands projets doivent être parachevés en poursuivant l'effort de diversification et la remise à niveau de résidences sociales dégradées dont le traitement n'a pas été intégré à la première génération de convention.

Les secteurs Jean-Baptiste Clément et Faubourg d'Arras sont ainsi inscrits au programme du NPNRU compte tenu de :

- Leur situation stratégique en interface entre le cœur du Sud de Lille requalifié et la rue du faubourg d'Arras, axe métropolitain d'entrée dans la Ville ;
- Des problématiques croissantes d'insécurité et de délinquance ;
- De leur potentiel paysager important et des opportunités foncières, notamment dans le cadre de la résorption de friches, qui permettent de réinscrire les deux sites dans les dynamiques résidentielles et urbaines du quartier.

Le site Faubourg d'Arras est composé de la résidence éponyme constituée de 7 bâtiments homogènes, abritant 300 logements sociaux appartenant à LMH, des voiries destinées à desservir et organiser le stationnement, ainsi que la friche d'une ancienne station-service acquise par la MEL.
Afin d'améliorer la qualité et le confort des logements, classés en étiquette énergétique E, le bailleur LMH a réhabilité son patrimoine en 2020-2021 pour atteindre les objectifs de performances énergétiques BBC rénovation et réaliser les travaux d'embellissements et d'amélioration des parties communes et privatives.

Le site Jean-Baptiste Clément est composé de la résidence Vilogia éponyme et celle de l'Arbrisseau, de la friche d'une ancienne briqueterie propriété de la Ville de Lille et de la MEL.
La résidence JB Clément a fait l'objet d'une démolition partielle de 3 de ses 5 plots historiques et de la restructuration des deux bâtiments maintenus, livrée début 2023.
Le site bénéficie d'espaces paysagers et d'un important patrimoine arboré, qui ne sont aujourd'hui pas mis en valeur et pas utilisés par les habitants.

Les enjeux urbains :

Poursuivre la stratégie de désenclavement par les espaces publics, les équipements publics, l'attractivité résidentielle engagée à Lille Sud, ainsi que la mutation urbaine de la rue du Faubourg d'Arras, axe métropolitain d'entrée vers le cœur de ville. Cela passe par l'approfondissement :

- Des grandes continuités urbaines et paysagères créées d'Est en Ouest (rue et mail Gide Vallès, rue P.Parisot) et du Nord au sud (rue de l'Asie prolongée et rue de l'Arbrisseau) dans le PNRU au Sud de Lille Sud, support de liaisons douces, pour désenclaver le quartier ;
- de la mutation de la « façade » du quartier sur l'axe métropolitain de la rue du Faubourg d'Arras, en renforçant sa vocation d'accueil d'activités économiques et de commerces. ;
- de la diversification de l'offre de logements et du peuplement engagée au sud de Lille Sud et la confortation du statut résidentiel du sud de la métropole ;
- de la valorisation des fonciers en friche ;
- de l'adaptation de la ville aux enjeux de transition environnementale et bas carbone.

Les orientations :

Coté Faubourg d'Arras le projet prévoit d'accompagner la réhabilitation complète des logements réalisée par le bailleur LMH, par une amélioration significative du fonctionnement de la résidence. Il s'agit de rénover qualitativement les espaces publics alentours, de recréer des liaisons entre la résidence et le reste du quartier, et de donner une meilleure visibilité des limites entre les espaces publics et les espaces privés résidentiels.
Coté Jean Baptiste Clément, l'objectif est de proposer une nouvelle offre de logements de qualité, diversifiés et accessibles à tous, afin d'accueillir de nouveaux habitants sur le site et le rendre plus attractif. Le projet prévoit de nouvelles liaisons viaires pour ouvrir le site sur le reste de la ville, en portant une attention particulière sur la qualité des espaces publics et privés.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de transférer la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement des ouvrages publics, relevant des compétences de la Ville, à la Métropole Européenne de Lille, pour les opérations du NPRU de Lille Sud, à savoir les secteurs JB Clément et Faubourg d'Arras, conformément à l'article L2422.12 du code de la commande publique, qui autorise le transfert de maîtrise d'ouvrage par convention lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage.

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES OPÉRATIONS ET ORGANISATION

Les missions de la Métropole Européenne de Lille portent sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera réalisé
- Élaboration des études
- Établissement des avant-projets et projets qui devront être partagés avec la commune. Les éléments relevant de sa compétence devront être validés par cette dernière
- Consultation des entreprises et mise au point des marchés de travaux et fournitures
- Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures, versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs
- Notification à la commune du coût prévisionnel des travaux, relevant de sa compétence, notamment de l'éclairage public, du mobilier urbain, des espaces verts et plantations tels qu'il ressort du marché attribué et autres avenants
- Direction, contrôle et réception des travaux
- Gestion financière et comptable de l'opération
- Gestion administrative
- Actions en justice
- et d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

La Métropole Européenne assurera pour le compte de la Ville de Lille l'ensemble des missions au sens de la loi MOP (AVP /PRO/ ACT/ VISA/ DET/ AOR)

Dans ce cadre, la ville sera associée à l'ensemble des réunions techniques depuis les phases de conception aux phases de réalisation et de réception des travaux ainsi qu'à toutes les réunions de chantier. Seront également soumis à validation de la Ville, les pièces techniques d'appel d'offres pour les lots relevant de sa compétence dont elle assurera la gestion à terme.
Les ouvrages réalisés au titre de la présente convention deviennent la propriété de chaque collectivité en fonction de ses compétences, de plein droit et sans autre formalité, à compter de leur réception. Elles en assurent la gestion, chacune pour son compte, à dater de cette réception.

La MEL, en tant que maître d'ouvrage, assumera le rôle d'interface entre la ville et les titulaires du contrat. Il ne pourra pas y avoir de sollicitation directe de la ville auprès des prestataires en dehors des différentes réunions organisées par la MEL.

Le secteur concerné par le NPRU est le quartier de Lille Sud, composé des secteurs Faubourg d'Arras/Jean Baptiste Clément. Les interventions sur les secteurs sont :

- La création de chemins de traverse, parvis et aire de jeux
- La requalification complète des rues Paul Bourget et Jean François Coppé, et l'implantation de Bornes d'Apports Volontaires
- La requalification complète de la rue JB Clément en maintenant son caractère paysager et la création d'une nouvelle voirie pour relier le projet au Nord.
- La création d'un espace dédié au développement de l'agriculture urbaine au Nord du site, et le déploiement de jardins partagés.

L'ensemble des sites fera l'objet d'aménagements ouvrages publics en termes de voiries, réseaux assainissement, éclairage public, d'espaces verts, de plantations et mobilier urbain, vidéosurveillance …

Pour chacune des voies et espaces verts, les travaux relevant de la compétence MEL pourront être réalisés :

- Réseaux d'assainissement
- Travaux d'éclairage public : Fourniture et mise en œuvre des systèmes d'éclairage public, comprenant : les tranchées, la fourniture et pose des fourreaux, passage des cuivres.
- Autres tranchées pour passage des réseaux concessionnaires y compris les fourreaux que les opérateurs utilisent pour passer leurs fibres
- Voies de circulations et trottoirs
- Cheminement piétons en dehors de ceux des équipements relevant de la compétence de la ville
- Pistes ou bandes cyclables
- Places de stationnement,
- Travaux sur espaces verts : Réalisation des fosses d'arbre, Création de noues
- Containeurs enterrés pour apport volontaire des déchets…

Concernant, les travaux* relevant de la compétence de la commune, à savoir notamment, les volets éclairage public, mobilier urbain et espaces verts des opérations, une fois validés par la Commune de Lille, pourront être réalisés :

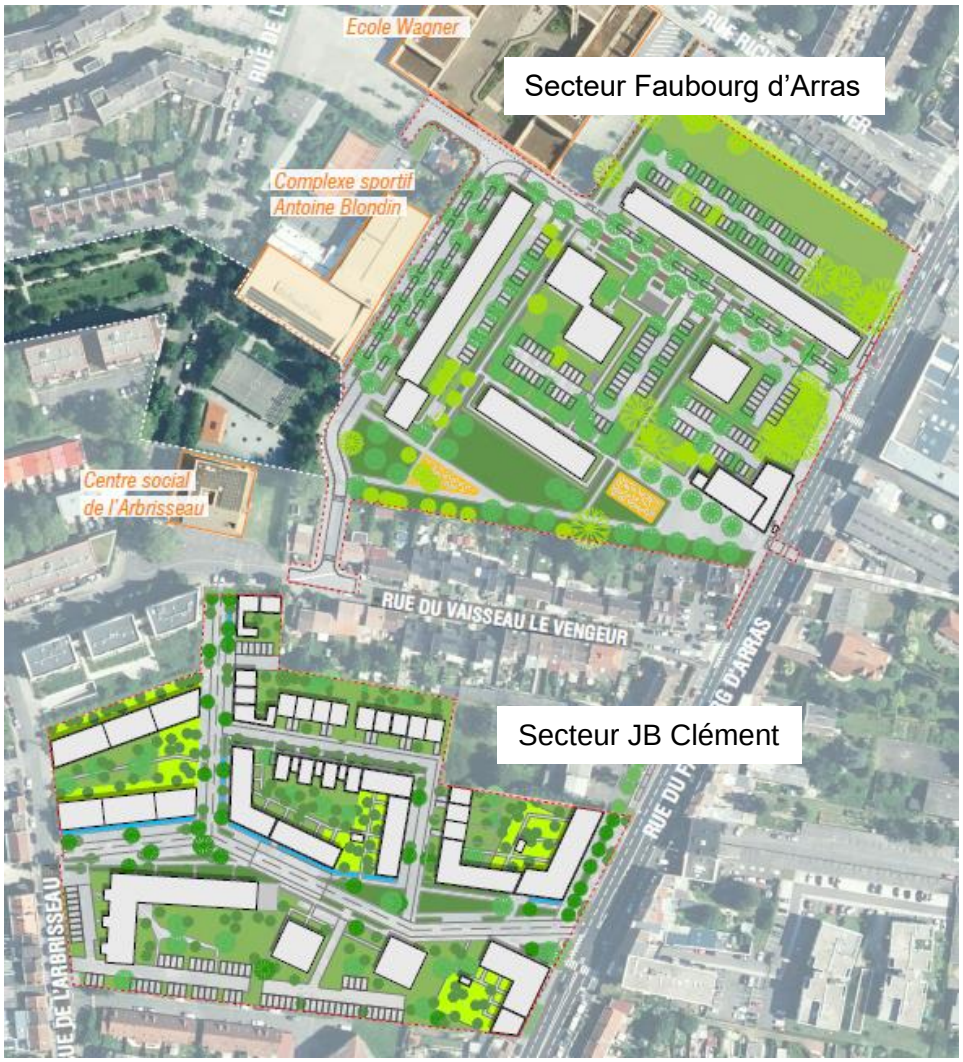
- La réalisation d'espaces publics de type parc et leurs liaisons piétonnes
- Travaux sur espaces verts, comprenant :
  - Plantations, abattages, transplantations ;
  - Fourniture et pose du mobilier urbain relevant de sa compétence (y compris potelets anti-stationnement)
  - Installation des systèmes d'arrosage, fontaines à eaux et brumisateurs (y compris création de la fosse compteur et des raccordements nécessaires)
  - Fourniture et pose de jeux, y compris réalisation des massifs et des sols de réception conformément aux prescriptions fournisseur
  - Apport ou création de terres végétales ;

  - Réalisation mélange terre-pierre ;
  - Fourniture et pose de clôtures (aires de jeux)
  - Panneaux signalétiques et pédagogiques
- Travaux d'éclairage public : Fourniture et mise en œuvre des systèmes d'éclairage public, comprenant :
  - Dépose des mâts d'éclairage existants si nécessaire ;
  - Fourniture et pose des câbles ;
  - Fourniture et repose de mâts (y compris massifs d'ancrage) ;
  - Eclairage provisoire si nécessaire.
  - Vidéosurveillance
- La fourniture et la mise en place des gaines et câblettes,
- L'achat et la pose des mobiliers urbains de la commune
- Vidéosurveillance, y compris le câblage général de l'installation
- Aires de jeux…

Enfin, pour plus de clarté à l'égard des locataires des résidences faisant l'objet de travaux sur le secteur du Faubourg d'Arras, LMH gèrera les réclamations qui pourrait émaner de ses locataires dans le cadre de sa gestion de proximité.

ARTICLE 3: DESCRIPTION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS DU NPRU

Le transfert de MOA relevant de la présente convention porte sur les opérations reprises au sein du périmètre ci-après, concernant les opérations NPRU, Faubourg d'Arras et Jean-Baptiste Clément :



Le transfert de maîtrise d'ouvrage concerne les opérations suivantes :

- La requalification complète des rues Paul Bourget et François Coppée, ainsi que le dévoiement des réseaux nécessaires à l'implantation de borne d'apport volontaire des déchets.
- La requalification complète de la rue JB Clément accompagnée de larges espaces paysagers et cheminements piétons
- La création d'une nouvelle voie de liaison Nord Sud entre la rue JB Clément et la rue Vaisseau Le Vengeur
- L'aménagement de l'espace vert sur le site Faubourg d'Arras reliant la rue du Faubourg d'Arras à la rue François Coppée, avec la création de chemins de traverses piétons, d'un parvis et d'aires de jeux sur le site Faubourg d'Arras.

- Reprise de stationnement public.

La Métropole Européenne de Lille a engagé des études de maîtrise d'œuvre pour réaliser les espaces publics de ces espaces dans le cadre de l'accord-cadre de MOE urbaine en groupement de commande Ville de Lille MEL, LMH, Vilogia.

4 – ESTIMATION PRÉVISIONNELLE

Les coûts des ouvrages publics repris ci-dessous sont issus de l'estimation en phase AVP.

Il s'agit de coûts estimatifs. Ils seront précisés au fur et à mesure de l'avancement des études. Les coûts réels pris en compte seront ceux stabilisés à l'issue des travaux et de la réception des ouvrages.

Le coût repris ci-dessous reprend la totalité des espaces publics du NPRU de Lille Sud et fait apparaitre la part globale estimative Ville et MEL en fonction des compétences.

Le montant estimatif des travaux d'espaces publics s'établit comme suit :

	Cout TTC	travaux et études - compétence MEL - TTC	travaux et études - compétence Ville - TTC
Faubourg d'Arras	4 426 383 €	3 586 649 €	839 734 €
JB Clément	3 0324 805 €	2 598 719 €	426 086 €
TOTAL	**7 451 188 €**	**6 185 368 €**	**1 265 820 €**

Le montant estimatif des travaux d'espaces publics, maitrise d'œuvre comprise pour le NPRU de Lille sud, tous secteurs confondus, est de 7 451 188 euros TTC.

L'estimation de la part relevant des compétences MEL s'élève à 6 185 368 euros TTC et la part relevant des compétences Ville de Lille s'élève à 1 265 820 euros TTC.

La répartition par secteur pourra évoluer dès lors que l'enveloppe prévisionnelle globale est respectée.

Les montants de travaux de chaque secteur ainsi que leur répartition par compétence Ville et MEL seront précisés au fur et à mesure de l'avancée des études de maitrise d'œuvre et sur la base des dépenses effectives qui seront facturées à la MEL. Le montant prévisionnel sera validé par la Ville et la MEL à chaque étape de conception (AVP, PRO) puis confirmés à l'attribution des marchés.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT ET COUT DES OUVRAGES

La Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville) assure intégralement le financement et le paiement des travaux qui relèvent de sa compétence (voiries et réseaux).

La Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville) assure intégralement le paiement des travaux qui relèvent de la compétence ville (espaces verts, éclairage public, mobilier urbain…).

La MEL refacturera à la ville l'ensemble des coûts directs des ouvrages. Ce sont les dépenses des marchés de maitrise d'œuvre externes et de travaux liés à la réalisation des ouvrages (ou partie d'ouvrage), relevant de sa compétence.
Tous les coûts indirects, sont intégrés au bilan global de l'opération et ne sont pas repris dans les coûts imputés aux travaux ville.
Ces coûts indirects sont les coûts d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage, les frais annexes liés à ces acquisitions, les coûts de mise en état des sols (démolition, dépollution…) ainsi que les autres charges indirectes : honoraires des tiers (études, expertises diverses, OPC, SPS,), etc.

Les coûts seront toujours exprimés en TTC.

Les montants des demandes de remboursement effectuées auprès de la ville se feront sur la base des factures effectives contractualisées avec les entreprises, puis des Décomptes Généraux Définitifs. Les coûts inhérents aux actualisations de prix et avenants seront comptabilisés dans les montants de remboursement.

La signature par la MEL d'un avenant sur les marchés engageant des travaux relevant de la compétence Ville devront faire l'objet d'une validation express de la Ville.

Pour faciliter le suivi et la lisibilité des factures, et l'établissement des demandes de remboursement, le coût de chaque ouvrage devra être détaillé par compétence pour chacun des postes. Cette décomposition sera effectuée dès les premières phases d'études, et reprise dans les marchés de travaux et de fourniture, dans chaque situation de travaux ou état d'acompte, et à l'établissement des décomptes généraux définitifs de chaque marché.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT PAR LA VILLE À LA MEL

La MEL (service politique de la ville) assurera le paiement des factures auprès des entreprises selon les conditions prévues aux marchés, et au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

La ville sera redevable envers la MEL du cout de maitrise d'œuvre et des travaux relevant de sa compétence.

La MEL (service politique de la ville), présentera à la Ville, pour paiement, l'ensemble des charges (incluant la TVA) relevant des domaines de compétence de la commune et du bailleur.

Un état des recettes sollicitées et obtenues par la MEL pourra être envoyé à la Ville à la demande de celle-ci.

La MEL refacturera (en incluant la TVA) à la Ville tous les éléments facturés dans le cadre des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux au titre des compétences éclairage public, espaces verts et mobilier urbain, vidéosurveillance, aires de jeux notamment et conformément aux textes réglementaires en vigueur.

La MEL pourra transmettre à la ville, à sa demande les factures relevant de sa compétence.

La Ville remboursera la MEL selon le principe suivant :
La MEL émettra, à chaque début d'année, un titre de recette (en incluant la TVA) à l'encontre de la ville de Lille.
Ce titre de recette sera accompagné d'un état détaillé des paiements dans le cadre des marchés de maitrise d'œuvre et des travaux, au titre des compétences communales et conformément aux textes règlementaires en vigueur.
Cet état détaillé des paiements indiquera, le détail de la facturation de l'année N-1, incluant les révisions et actualisations des prix, les retenues de garantie, les pénalités… conformément aux dispositions règlementaires des marchés.

Un point financier conjoint préalable sera organisé afin de valider les différents montants et contrôler le « service fait ».

La Ville de Lille se libèrera des sommes dues par elle à la Métropole Européenne de Lille en ordonnançant les mandats au profit du compte de la Métropole Européenne de Lille, selon les conditions qui figureront sur l'avis de sommes à payer.

Les règlements par la Ville devront intervenir dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer.

Les coordonnées de la MEL sont les suivantes :

- Le compte assignataire de la présente convention est Monsieur le Trésorier Principal de la Métropole Européenne de Lille.
- Titulaire : Monsieur le Trésorier Principal de la Métropole Européenne de Lille
- RIB : 30001 00468 C5970000000 13
- IBAN : FR48 3000 1004 68C5 9700 0000 013
- BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 7 : MAÎTRISE D'OUVRAGE : RÈGLES DE PASSATION DES CONTRATS ET RÉALISATION DES ACTIONS D'AMÉNAGEMENT

En application de l'article L.5211-56 du CGCT et pour les besoins de l'opération, la Métropole Européenne de Lille propose à la Commune qui l'accepte, d'utiliser les marchés qu'elle a passés avec toutes les conséquences de droit.

La Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) se fera le relais et portera les attentes spécifiques de la ville auprès des titulaires des contrats.

La maîtrise d'ouvrage est transférée par la commune dans son intégralité à la Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville) qui procédera, dans ce cadre, aux règlements des factures et marchés se rapportant à cette opération.

La Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) assurera la conduite de l'ensemble des procédures nécessaires et procédera à la réalisation des travaux.

La MEL (service politique de la ville) s'engage à tenir la ville informée d'éventuels retards dans l'obtention des autorisations administratives nécessaires de nature à compromettre le respect de ce planning et d'une façon générale de tout retard dans le planning.

Les ouvrages concernés par la présente convention, feront l'objet d'un ou de plusieurs avant-projets sommaires établis en accord avec les services concernés. Chacun de ces avant-projets doit être présenté selon un échéancier établi en accord avec la Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville) et la Ville de Lille.

Dans le respect de cet échéancier, la Maitrise d'ouvrage MEL (service politique de la ville) organise des réunions de présentation des avant-projets aux destinataires des ouvrages, en établit et fait valider le compte rendu reprenant l'ensemble des remarques exprimées.

Elle adresse un dossier d'avant-projet aux futurs gestionnaires, et recueille leur accord formel dans les 2 mois. Les avant-projets soumis à validation sont accompagnés d'une évaluation de leur coût, présentée au regard de l'évaluation globale du coût des ouvrages à financer dans le cadre de l'opération afin que les collectivités puissent s'assurer que les choix opérés ne remettent pas en cause le montant total des ouvrages pour lequel elles sont, éventuellement, appelées à participer.
Le projet, dans ses phases ultérieures de définition (*à minima* en phase PRO) est également transmis aux personnes destinataires des ouvrages.

Il est accompagné d'une notice indiquant de manière exhaustive la façon dont la MEL a pris en compte chaque remarque émise sur l'AVP, ainsi que les évolutions entre l'AVP et le projet, en particulier, les précisions, les ajouts, les retraits ou les modifications de tout dispositif, notamment concernant le mobilier, l'éclairage, les essences de plantation, les caractéristiques techniques des matériaux, le choix des bordurations, le dispositif de protection …

Les projets d'exécution doivent être conformes aux avant-projets et aux modifications tels que validés par la MEL (service politique de la ville) et la Ville.

La MEL s'engage à consulter et à recueillir l'accord express de la ville pour toute modification intervenue postérieurement à ces validations.

Les phases suivantes allant du PRO au dossier d'exécution seront communiquées aux services de la ville dès finalisation et transmission aux entreprises.

ARTICLE 8 : OPÉRATION DE RÉCEPTION DES TRAVAUX ET REMISE DES OUVRAGES

Les ouvrages publics, relevant de sa compétence, seront transférés à la Ville de Lille conformément aux dispositions de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et tels que reprises ci-après.

8 – 1 Temporalité du transfert d'ouvrage

Le transfert d'ouvrage s'opère par tranches fonctionnelles cohérentes.

La cohérence de ces tranches fonctionnelles sera jugée au regard de critères sur lesquels la ville et la MEL (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) se seront mis d'accord, lors de l'élaboration du PRO, selon les principes repris ci-dessous à savoir :

- Concernant l'accompagnement de voiries en matière d'éclairage public et d'espaces verts pour lesquels la propriété foncière reste celle de la MEL
    - complètes et non de tronçons provisoirement en impasse, ni de rues isolées
    - reliées aux deux extrémités de voiries existantes (sauf en cas de voie définitivement configurée en impasse)
    - constituées d'ouvrages complets (revêtements définitifs) de façade à façade
    - conformes au programme fonctionnel de l'opération, à l'AVP tel que validé, à la destination (y compris cycles) et réalisés selon les règles de l'art
    - constituées d'ouvrages pour lesquels les travaux concessionnaires sont achevés (en souterrain et en surface)
    - ne servant pas comme desserte principale des chantiers de l'opération

- Concernant les parcs et squares dont l'emprise foncière est à céder à la ville :
    - Achèvement des aménagements de cet espace, y compris semis et plantations

Un accord formel sur le phasage et la temporalité des transferts d'ouvrages, au regard de la logique fonctionnelle et de l'avancement des chantiers doit intervenir avant le PRO.

La MEL (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) fournira un tableau exhaustif détaillant le rôle de tous les intervenants dans la gestion future de chaque ouvrage ou partie d'ouvrage établi en phase Avant-Projet pour transmission à la ville avant de passer à la phase PRO.

8 - 2 Remise des ouvrages

- <u>8.2.1 Visite préparatoire</u>

En amont des opérations préalables de réception prévues entre les entreprises et le maitre d'œuvre, la MEL (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) organise une visite préparatoire des ouvrages à réceptionner à laquelle participera la ville. Les remarques émises à l'occasion ou à la suite de cette visite visent à aider la MEL à préparer le bon déroulement des opérations de réception, puis de transfert.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprendra les observations présentées par la Ville et qu'elle entend voir régler avant la réception.

- 8.2.2 Visite de réception et remise des ouvrages

La Métropole Européenne de Lille (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) procédera aux opérations préalables à la réception (OPR) auxquelles la Ville sera invitée et établira ensuite le procès verbal de réception qu'elle notifiera à l'entreprise, avec ou sans réserve.

En cas de réserves, la MEL notifiera à l'entreprise le délai nécessaire pour lever ces réserves et organisera, par la suite, la levée des réserves. Elle établira une nouvelle décision de réception, après constat des levées de réserve qu'elle notifiera à l'entreprise.

Une copie des notifications seront envoyées à la commune. Cette notification fait office de remise des ouvrages.

8 – 3 Gestion et entretien des ouvrages

La remise des ouvrages à la ville met un terme aux dépenses de la MEL sur l'ouvrage concerné, met fin à la mise à disposition, et entraine le transfert de l'entretien et de la gestion des ouvrages ainsi que toutes les responsabilités en découlant, à l'exception des actions de garantie de parfait achèvement et de reprise qui demeureront du ressort de la MEL.

À compter de la remise des ouvrages la commune assurera la gestion et l'exploitation des aménagements relevant d'une compétence communale. Les aménagements relevant d'une compétence métropolitaine seront gérés par la Métropole Européenne de Lille.

8 – 4 Documents à remettre pour le transfert d'ouvrage

Pendant les opérations de remises d'ouvrages, un plan foncier parcellaire prévisionnel des ouvrages à transférer dans le patrimoine est remis à la ville. Suite au transfert d'ouvrage ce plan sera finalisé et permettra la rédaction de l'acte notarié de cession des emprises concernées.

A la remise des ouvrages, la MEL fournira à la ville les plans des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés (DOE) ainsi qu'un dossier de contrôle de la bonne exécution des travaux.

- Mobilier urbain

- Plan de localisation des éléments de mobilier urbain et aires de jeux

- Espaces verts et plantations

- Plan de plantations

- Liste détaillée des végétaux et de leur provenance (pépinières, notamment pour les arbres) et dates de plantation
- Plan de gestion
- Plan de recollement de l'arrosage automatique
- Plan d'implantation des ouvrages
- Fiches techniques des jeux avec certificats de conformité
- Plan des réseaux
- Limites de prestations des travaux de confortement (prévoir un délai de garantie de 2 ans à compter du transfert des ouvrages) ainsi que les modalités de suivi et de contrôle par les services techniques de la ville

➢ Éclairage

Les prestataires devront impérativement se conformer au contenu des DOE prescrit par les services techniques de la ville de Wattignies qui devra être annexé par la MEL au CCTP des marchés de travaux et notamment fournir les éléments suivants :

- Relevé après travaux de la position cotée de l'ensemble des fourreaux, chambres de tirage, massifs et points lumineux avec un plan au format SHAPE, DWG ou DXF géoréférencé dans le système de projection RGF93 ainsi qu'un second plan géoréférencé, sans descriptif des installations, conforme à la charte topographique et réseaux de la MEL
- Schéma de câblage précisant la nature et la section des câbles, ainsi que la phase utilisée pour chaque luminaire
- Fiches techniques des fournitures ainsi que les fiches fabricants des appareils d'éclairage, précisant la maintenance préconisée sur leur matériel
- Éléments permettant la traçabilité exigée par la norme EN 40
- Copie des notes de calcul avec le visa de la maîtrise d'œuvre
- Rapport de contrôle électrique par un organisme accrédité COFRAC
- Rapport de contrôle mécanique, suivant les recommandations du SETRA
- Fiche technique fabricants des scellements en façade visée par l'entreprise et son engagement sur le respect des préconisations de mise en œuvre
- Un reportage photographique au format numérique
- Semis et relevés photométriques avec espacement minimum et maximum

➢ Vidéosurveillance (si nécessaire)

ARTICLE 9 : DOMANIALITE

À la réception des travaux, et conformément au plan des domanialités validées par les parties prenantes en phase Avant-Projet, les ouvrages réalisés seront intégrés au patrimoine de chacune des parties à la présente convention ou feront l'objet d'une convention de gestion :

- Pour la commune en ce qui concerne les systèmes d'éclairage, les espaces verts, le mobilier urbain et les plantations.

- Pour la Métropole Européenne de Lille en ce qui concerne les voiries, l'assainissement, autres réseaux relevant de la compétence métropolitaine.

La Métropole Européenne de Lille exercera les obligations du maître d'œuvre et du maitre d'ouvrage jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement ou du reversement de la retenue de garantie. Cette période de garantie est d'une durée d'un an à partir de la date d'effet de la réception des travaux (sauf prolongation). Par ailleurs la Métropole Européenne de Lille exercera les obligations de reprise jusqu'à la fin de la période de reprise. Au-delà de ce terme, toutes les actions, notamment la garantie décennale, incomberont à la Ville pour les aménagements relevant de sa compétence.

Un procès-verbal de fin de parfait achèvement sera dressé contradictoirement entre les signataires de la présente convention à l'expiration de la période de garantie. La MEL procédera alors à la libération des suretés éventuellement constituées dans le cadre des marchés au titre ou en remplacement des retenues de garanties.

Dans le périmètre du projet NPRU, le transfert de propriété des aménagements et ouvrages et de leur sol d'assiette sera matérialisé par un acte de vente notarié entre la ville et la MEL au prix d'un euro symbolique, dispensé de paiement, avec détail des parcelles cadastrales concernées.

Le cas échéant, les ouvrages et leur sol d'assiette pourront être transférés à la Commune dans le cadre d'un transfert sans déclassement préalable en application des dispositions de l'article L. 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Les emprises des Ouvrages devront être définies par des parcelles cadastrales distinctes du reste du foncier non démembré, et dûment matérialisées sur le terrain.

La MEL (service politique de la ville et le représentant de sa maîtrise d'œuvre) veillera au respect, par le géomètre chargé des opérations de délimitation et d'arpentage, des dispositions de la présente convention.

Le projet de procès-verbal de bornage sera soumis à la MEL (Unité Territoriale de Lille / UTLS) pour visa et validation préalable à son dépôt au service du cadastre territorialement compétent.

Tous les frais liés au transfert de propriété et à la reprise en gestion des ouvrages relevant de la compétence de la ville, notamment les frais de géomètre et de publicité foncière, seront repris dans le bilan d'opération globale.

La MEL s'assure que le transfert de propriété soit effectif au plus tard 12 mois après le transfert d'ouvrage.

ARTICLE10– ASSURANCE-RESPONSABILITES ET DOMMAGES

La Métropole de Lille s'engage à souscrire les polices d'assurance nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées par la présente.

Le suivi des actions en garantie concernant les ouvrages (garantie de parfait achèvement) sera assurée par la MEL. Cette période de garantie est d'une durée d'un an à partir de la date d'effet de la réception des travaux (sauf prolongation). Cf article 8.3.

Après remise effective, ce suivi sera assuré par la Ville de Lille.

Les éventuelles actions contentieuses engagées par la Métropole de Lille et en cours au moment de la remise des ouvrages et aménagements revenant à la Ville resteront du ressort de la MEL jusqu'à leur résolution

Une fois la remise effective, la Ville de Lille et la Métropole Européenne de Lille deviennent responsables, chacune en ce qui la concerne, des dommages causés par les ouvrages ou causés aux ouvrages pour lesquels ils sont compétents.

La Métropole de Lille et la Ville de Lille s'engagent à collaborer dans le suivi des actions pré-contentieuses ou contentieuses dans l'hypothèse où des désordres affecteraient les ouvrages relevant des deux collectivités.

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civilité qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels, immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

ARTICLE11 – FONDS DE COMPENSATION SUR LA TAXE DE LA VALEUR AJOUTÉE (FCTVA)

Les compétences visées par cette convention étant situées en dehors du champ d'application de la TVA, la MEL n'a pas la possibilité de récupérer la TVA par la voie fiscale sur les dépenses engagées pour le compte de la Ville.

Par conséquent les coûts refacturés à la Ville sont des coûts TTC.

Par ailleurs, les dépenses acquittées par la MEL pour le compte de la Ville ne sont pas éligibles au Fonds de compensation pour la TVA.

Si l'ensemble des autres critères d'éligibilité est rempli, la Ville pourra prétendre à percevoir le FCTVA pour les dépenses qu'elle aura remboursées à la MEL au titre des travaux relevant de sa compétence.

La MEL s'engage à faire figurer toutes les mentions obligatoires (sur les factures et tous documents fournis à l'appui de celles-ci) qui permettront à la ville de récupérer la TVA via le FCTVA. Ces éléments devront être conformes avec les législations actuelles et à venir.

ARTICLE 12– RÉGIME BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Lorsqu'une commune confie, par convention, à la Métropole Européenne de Lille la création d'ouvrages publics, les ouvrages ainsi réalisés sont, après réception des travaux, la propriété de la Commune.

En conséquence, conformément aux dispositions prévues au tome II, titre 3, chapitres 3 et 4 de l'instruction M 57, la Métropole Européenne de Lille retracera dans ses comptes cette opération pour le compte de tiers au compte 458 qui fera l'objet d'une subdivision appropriée tant en dépenses, 458.1 qu'en recettes, 458.2.

ARTICLE 13 – SANCTIONS

En cas de réalisation partielle des équipements publics, le remboursement sera opéré au prorata du degré de réalisation des équipements.

Le maitre d'ouvrage ne pourra être tenu responsable des retards dans la réalisation des actions d'aménagement relevant soit d'une cause de force majeure, notamment en cas de modification des règles d'urbanisme rendant impossible, compromettant ou rendant plus onéreuse leur réalisation, soit du retard dans l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

Il en va de même en cas de retrait des autorisations administratives, de suspension de ces autorisations ou d'annulation.

En cas de recours gracieux ou contentieux exercé contre les autorisations, les parties à la présente convention s'engagent à définir par avenant les modalités de réalisation de la présente convention.

Dans l'hypothèse où la réalisation des équipements publics est subordonnée à l'octroi de participations d'autres collectivités et/ou personnes publiques ou privées, la MEL ne pourra pas être tenu responsable du retard dans la réalisation des actions d'aménagement résultant du retard dans le versement de ces participations.

ARTICLE 14 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa notification à la commune.
La convention prendra fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement du dernier ouvrage réalisé dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 15: MODIFICATION, RÉSILIATION

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

La convention pourra être résiliée par consentement mutuel.
En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, et après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restée infructueuse à l'expiration d'un délai d'un mois, celles-ci pourra être résiliée par courrier recommandé avec accusé de réception à la date du récépissé de l'accusé de réception ou à la date arrêtée d'un commun accord entre les parties

ARTICLE 16: LITIGES

La Métropole Européenne de Lille ne pourra être tenue pour responsable des dommages qui résulteraient d'une mauvaise utilisation ou d'un défaut d'entretien de l'ouvrage remis pendant la période de garantie prévue au CCAG travaux.

Les litiges susceptibles de naitre à l'occasion de la présente convention font l'objet d'une procédure amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse il est fait appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif de Lille dans le cadre des dispositions de l'article L 123-5 du code de la justice administrative.

En cas d'échec de cette procédure, le traitement du litige sera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en deux exemplaires

Fait à Lille,
le

Le Maire de Lille ou l'élu délégué
Autorisé par la délibération du Conseil
Municipal du 20 juin 2024

Stanislas DENDIEVEL

Fait à LILLE,
le

Pour le Président de la Métropole
Européenne de Lille
Le(a) Vice-Président(e) délégué(e)
A la Politique de la Ville

Dominique BAERT

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110442-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0200

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ROUBAIX -

PROJET PARTENARIAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE ROUBAIX - GROUPEMENT DE COMMANDES - AVENANT N° 1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 22-C-0025 du Conseil en date du 25 février 2022 portant validation d'une convention de PPA validant un programme d'études et ses modalités de cofinancements ;

Vu la délibération n° 22-B-0278 du Bureau en date du 27 juin 2022 portant création d'un groupement de commandes entre la MEL et la ville de Roubaix afin d'assurer une cohérence dans leurs interventions et dans le respect de leurs compétences respectives ;

I. Exposé des motifs

Depuis septembre 2019, la commune de Roubaix, l'État et la Métropole européenne de Lille (MEL) travaillent ensemble sur un projet partenarial d'aménagement (PPA) du territoire de Roubaix.

L'objectif du PPA du territoire de Roubaix est "un retour d'attractivité de Roubaix au sens d'une centralité économique et résidentielle forte, garante d'un bien vivre sur le territoire, au bénéfice de ses habitants et usagers mais aussi de la métropole dans laquelle elle s'intègre".

Les quatre leviers d'intervention, appelés quatre "briques" structurantes, ont été identifiés pour servir cet objectif :

- la résorption de l'habitat privé dégradé et insalubre ;
- l'amélioration de l'accessibilité et de la desserte ;
- la gestion stratégique des friches ;
- le développement économique, articulé autour du développement de l'économie circulaire et du textile, mais aussi la poursuite du soutien aux filières images, numériques existantes.

Le programme d'études du PPA doit permettre de donner une stratégie globale à l'échelle du PPA, puis une stratégie opérationnelle à l'échelle de chacun des trois secteurs prioritaires, de définir concrètement le projet d'aménagement et les interventions nécessaires.

Ce programme est estimé à 2 400 000 € TTC et prévoit :

- une étude urbaine ;
- une étude foncière ;
- des études techniques ;
- des études thématiques pré-opérationnelles ;
- une convention de recherche action ;
- des études en appui à la conduite du projet.

Dans le cadre de la rédaction du marché relatif à l'étude urbaine, le montage juridique a été revu afin de rendre celui-ci plus efficient.

Au regard des différents échanges entre la MEL, la commune de Roubaix et l'État, il a finalement été jugé préférable de lancer le marché sous la forme d'un marché composite, avec une partie à prix forfaitaires et une partie à bons de commande, plutôt que d'un accord cadre à marchés subséquent. En effet, cela permet de gagner en réactivité dans la passation des différentes missions tout en permettant d'ajuster les bons de commande en fonction des besoins.

Il convient donc de conclure un avenant n° 1 à la convention de groupement afin de corriger ce point.

Les autres dispositions de la convention restant inchangées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 de la convention de groupement de commandes relative au projet partenarial d'aménagement (PPA) du territoire de Roubaix ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 2 400 000 € TTC aux crédits partiellement inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0200

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ROUBAIX -

PROJET PARTENARIAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE ROUBAIX - GROUPEMENT DE COMMANDES - AVENANT N° 1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 22-C-0025 du Conseil en date du 25 février 2022 portant validation d'une convention de PPA validant un programme d'études et ses modalités de cofinancements ;

Vu la délibération n° 22-B-0278 du Bureau en date du 27 juin 2022 portant création d'un groupement de commandes entre la MEL et la ville de Roubaix afin d'assurer une cohérence dans leurs interventions et dans le respect de leurs compétences respectives ;

I. Exposé des motifs

Depuis septembre 2019, la commune de Roubaix, l'État et la Métropole européenne de Lille (MEL) travaillent ensemble sur un projet partenarial d'aménagement (PPA) du territoire de Roubaix.

L'objectif du PPA du territoire de Roubaix est "un retour d'attractivité de Roubaix au sens d'une centralité économique et résidentielle forte, garante d'un bien vivre sur le territoire, au bénéfice de ses habitants et usagers mais aussi de la métropole dans laquelle elle s'intègre".

Les quatre leviers d'intervention, appelés quatre "briques" structurantes, ont été identifiés pour servir cet objectif :

- la résorption de l'habitat privé dégradé et insalubre ;
- l'amélioration de l'accessibilité et de la desserte ;
- la gestion stratégique des friches ;
- le développement économique, articulé autour du développement de l'économie circulaire et du textile, mais aussi la poursuite du soutien aux filières images, numériques existantes.

Le programme d'études du PPA doit permettre de donner une stratégie globale à l'échelle du PPA, puis une stratégie opérationnelle à l'échelle de chacun des trois secteurs prioritaires, de définir concrètement le projet d'aménagement et les interventions nécessaires.

Ce programme est estimé à 2 400 000 € TTC et prévoit :

- une étude urbaine ;
- une étude foncière ;
- des études techniques ;
- des études thématiques pré-opérationnelles ;
- une convention de recherche action ;
- des études en appui à la conduite du projet.

Dans le cadre de la rédaction du marché relatif à l'étude urbaine, le montage juridique a été revu afin de rendre celui-ci plus efficient.

Au regard des différents échanges entre la MEL, la commune de Roubaix et l'État, il a finalement été jugé préférable de lancer le marché sous la forme d'un marché composite, avec une partie à prix forfaitaires et une partie à bons de commande, plutôt que d'un accord cadre à marchés subséquent. En effet, cela permet de gagner en réactivité dans la passation des différentes missions tout en permettant d'ajuster les bons de commande en fonction des besoins.

Il convient donc de conclure un avenant n° 1 à la convention de groupement afin de corriger ce point.

Les autres dispositions de la convention restant inchangées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 de la convention de groupement de commandes relative au projet partenarial d'aménagement (PPA) du territoire de Roubaix ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 2 400 000 € TTC aux crédits partiellement inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

/ PLANIFICATION, AMÉNAGEMENT & HABITAT
/ Urbanisme, aménagement & ville

Convention de groupement de commandes portant sur la passation et l'exécution des marchés liés à la mise en place du projet partenarial d'aménagement (PPA) du territoire de Roubaix

Avenant n°1

Article 1 – Parties contractantes 3
Article 2 – Objet de l'avenant 3
Article 3 – Disposition générale 4
Article 4 – Réclamation 4

Article 1 – Parties contractantes

Entre :

La **Métropole Européenne de Lille**, Direction Urbanisme, aménagement & ville, ayant son siège 2 boulevard des Cités Unies – CS 70043 – 59 040 Lille cedex, représentée par Monsieur le Président, représenté par Monsieur le Président, dûment habilité par la délibération n° 22-B-0278 du 27/06/2022, ci-après dénommée la MEL

La Ville de Roubaix, sis en sa mairie, 17 Grand Place, 59100 Roubaix — représenté par Monsieur le Maire – dûment habilité par la délibération n°2022 D 67 du 31/03/2022.

Article 2 – Objet de l'avenant

Par délibération n° 22-B-0278 du 27/06/2022, le Bureau métropolitain a acté de la création d'un groupement de commandes entre la MEL et la ville de Roubaix afin d'assurer une cohérence dans leurs interventions et dans le respect de leurs compétences respectives dans le cadre de la mise en place du projet partenarial d'aménagement (PPA) du territoire de Roubaix et des marchés en découlant comme notamment :

-une étude urbaine ;

- une étude foncière ;

- des études techniques ;

- des études thématiques pré-opérationnelles ;

- une convention de recherche action ;

-des études en appui à la conduite du projet.

Dans le cadre de la rédaction du marché relatif à l'étude urbaine, le montage juridique a été revu afin de rendre celui-ci plus efficient.
Ainsi, un montage contractuel liant une partie forfaitaire et une partie à bons de commande est venu se substituer en lieu et place d'un accord cadre à marchés subséquents.

Le présent avenant a donc pour objet de modifier la forme du marché relatif à l'étude urbaine, initialement prévue dans la convention de groupement.

Les autres dispositions de la convention restant inchangées.

Article 3 – Disposition générale

Toutes les clauses de la convention initiale, éventuellement modifiées par avenant(s), demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Article 4 – Réclamation

Les parties renoncent à tout recours, à tout chef de réclamation concernant les clauses de cet avenant.

Fait en 2 exemplaires,
Pour la Métropole Européenne de Lille, Pour la Ville de Roubaix,

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110445-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0201

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SOUTIEN A L'INCUBATEUR SPARK INNOVATION - ASSOCIATION PASSERELLES ENTREPRENEUR - SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET).

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

L'association Passerelles Entrepreneur a été créée en mars 2024, et a pour objet le développement de l'incubateur SPARK INNOVATION dans le but de :
- développer l'activité économique et les connaissances techniques, scientifiques dans le champ de l'industrie de la connaissance, de l'écologie, des business model innovants et de toutes les économies numériques ;
- consolider le tissu économique et développer l'emploi,
- rassembler les acteurs du monde économique, de l'enseignement et de la recherche.

SPARK INNOVATION intervient aux différentes étapes du parcours entrepreneurial. Cet incubateur met en œuvre des accompagnements personnalisés permettant au porteur de projet de préciser son idée, d'évaluer la pertinence de son projet, de mobiliser et de développer leurs ressources propres.

Son action cible deux axes :
- Le soutien et l'accompagnement des porteurs de projets innovants dans plusieurs domaines : l'innovation digitale au service de la qualité de vie au travail, l'ESS, l'économie circulaire, la RSE, le zéro déchet, la greentech ;
- Incubateur de la seconde chance : permettre aux porteurs de projets ne trouvant pas de solutions dans les autres incubateurs de la Région Hauts-de-France de venir en préincubation de 6 mois afin d'acquérir les compétences et outils qui augmenteront leurs chances d'entrée en incubation dans leurs incubateurs thématiques.

Au-delà, SPARK INNOVATION propose 3 parcours :

- Préincubation (6 mois) : de l'idéation jusqu'au Produit Minimum Viable (MVP) ou phase d'accompagnement de la seconde chance,
- Incubation (12 mois) : de la création d'entreprise à la stabilisation de son modèle économique,
- Accélération (18 mois) : accélération de la croissance de l'entreprise, par des levées de fonds, l'expansion ou l'ouverture à l'international.

L'incubateur SPARK INNOVATION développe en outre une politique d'accompagnement spécifique à l'ESS ayant pour ambition d'accompagner les porteurs de projets à accroître leur impact socio-économique sur le territoire.

SPARK INNOVATION applique enfin, un système de reporting permettant de mesurer le nombre d'emplois créés ou maintenus, l'impact environnemental et sur le bien-être social (inclusion sociale, développement local, etc.). Sur cette base, la MEL sera ainsi en capacité d'apprécier les résultats de ce projet expérimental, notamment, s'agissant de l'incubateur second chance.

Au vu du programme d'actions proposé, et à l'aune des orientations de la stratégie métropolitaine de l'entrepreneuriat en matière de transition, la MEL propose, à titre expérimental, de soutenir en 2024, l'association Passerelles Entrepreneur à hauteur de 20 000 €.

b. Modalités du partenariat

Au titre de ce soutien, SPARK INNOVATION propose les objectifs suivants :
1. Accompagner 50 porteurs de projet pendant 12 mois (35 heures par porteur) et 20 à 30 entreprises pendant 3 à 6 mois (3 heures par mois),
2. Des ateliers collectifs de 16 jours par an, pour chaque cible (porteurs de projet et entreprises),
3. Organiser des rencontres partenaires : 5 jours par an pour chaque cible,
4. Contribuer à la création de 53 emplois à travers l'accompagnement des porteurs de projet.

La subvention de la MEL d'un montant de 20 000 € représente 18% du budget prévisionnel de l'action de la structure qui s'élève à 109 250 € en 2024. Les autres principaux financeurs sont la Région Hauts-de-France (27 750 €), les communes de Villeneuve-d'Ascq et Roubaix (5 000 € chacune).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail de l'association Passerelles entrepreneur pour l'action de l'incubateur SPARK INNOVATION pour l'année 2024 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 20 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'association Passerelles Entrepreneur ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 20 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0201

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SOUTIEN A L'INCUBATEUR SPARK INNOVATION - ASSOCIATION PASSERELLES ENTREPRENEUR - SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET).

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

L'association Passerelles Entrepreneur a été créée en mars 2024, et a pour objet le développement de l'incubateur SPARK INNOVATION dans le but de :
- développer l'activité économique et les connaissances techniques, scientifiques dans le champ de l'industrie de la connaissance, de l'écologie, des business model innovants et de toutes les économies numériques ;
- consolider le tissu économique et développer l'emploi,
- rassembler les acteurs du monde économique, de l'enseignement et de la recherche.

SPARK INNOVATION intervient aux différentes étapes du parcours entrepreneurial. Cet incubateur met en œuvre des accompagnements personnalisés permettant au porteur de projet de préciser son idée, d'évaluer la pertinence de son projet, de mobiliser et de développer leurs ressources propres.

Son action cible deux axes :
- Le soutien et l'accompagnement des porteurs de projets innovants dans plusieurs domaines : l'innovation digitale au service de la qualité de vie au travail, l'ESS, l'économie circulaire, la RSE, le zéro déchet, la greentech ;
- Incubateur de la seconde chance : permettre aux porteurs de projets ne trouvant pas de solutions dans les autres incubateurs de la Région Hauts-de-France de venir en préincubation de 6 mois afin d'acquérir les compétences et outils qui augmenteront leurs chances d'entrée en incubation dans leurs incubateurs thématiques.

Au-delà, SPARK INNOVATION propose 3 parcours :

- Préincubation (6 mois) : de l'idéation jusqu'au Produit Minimum Viable (MVP) ou phase d'accompagnement de la seconde chance,
- Incubation (12 mois) : de la création d'entreprise à la stabilisation de son modèle économique,
- Accélération (18 mois) : accélération de la croissance de l'entreprise, par des levées de fonds, l'expansion ou l'ouverture à l'international.

L'incubateur SPARK INNOVATION développe en outre une politique d'accompagnement spécifique à l'ESS ayant pour ambition d'accompagner les porteurs de projets à accroître leur impact socio-économique sur le territoire.

SPARK INNOVATION applique enfin, un système de reporting permettant de mesurer le nombre d'emplois créés ou maintenus, l'impact environnemental et sur le bien-être social (inclusion sociale, développement local, etc.). Sur cette base, la MEL sera ainsi en capacité d'apprécier les résultats de ce projet expérimental, notamment, s'agissant de l'incubateur second chance.

Au vu du programme d'actions proposé, et à l'aune des orientations de la stratégie métropolitaine de l'entrepreneuriat en matière de transition, la MEL propose, à titre expérimental, de soutenir en 2024, l'association Passerelles Entrepreneur à hauteur de 20 000 €.

b. Modalités du partenariat

Au titre de ce soutien, SPARK INNOVATION propose les objectifs suivants :
1. Accompagner 50 porteurs de projet pendant 12 mois (35 heures par porteur) et 20 à 30 entreprises pendant 3 à 6 mois (3 heures par mois),
2. Des ateliers collectifs de 16 jours par an, pour chaque cible (porteurs de projet et entreprises),
3. Organiser des rencontres partenaires : 5 jours par an pour chaque cible,
4. Contribuer à la création de 53 emplois à travers l'accompagnement des porteurs de projet.

La subvention de la MEL d'un montant de 20 000 € représente 18% du budget prévisionnel de l'action de la structure qui s'élève à 109 250 € en 2024. Les autres principaux financeurs sont la Région Hauts-de-France (27 750 €), les communes de Villeneuve-d'Ascq et Roubaix (5 000 € chacune).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail de l'association Passerelles entrepreneur pour l'action de l'incubateur SPARK INNOVATION pour l'année 2024 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 20 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'association Passerelles Entrepreneur ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 20 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110446-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0202

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SOUTIEN A LA COOPERATIVE D'ACTIVITES TILT SPECIALISEE DANS LE DOMAINE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le règlement UE n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis dispositif prolongé par le Règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ;

Vu la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2021 relative à l'application de l'article 106, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (SIEG).

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La SCIC TILT est l'une des Coopératives d'Activités et d'Emplois (CAE) présentes sur le territoire métropolitain. Celles-ci offrent la possibilité de démarrer rapidement une activité en tant qu'entrepreneur salarié en CDI, sans être soumis à l'obligation juridique de création d'entreprise. Ainsi, lorsque l'activité est jugée suffisamment pérenne, le porteur de projet peut intégrer durablement la coopérative en tant qu'associé sous le statut Entrepreneur Salarié Associé (ESA), ou créer sa propre entreprise. Un autre statut, par le Contrat CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise) permet de valider et d'accompagner le projet du porteur de projet jusqu'à la phase de consolidation, pendant une durée de 6 à 24 mois.

Créée en 2019 à Grande-Synthe, la SCIC TILT est une CAE spécialisée dans les services et les métiers de la transition écologique ; c'est la seule à réaliser ce type d'accompagnement sur le territoire métropolitain.

Implantée à Lille, à la Maison Stéphane Hessel, depuis 2022, la CAE a le souhait de renforcer son ancrage sur le territoire de la MEL en développant des liens étroits avec les acteurs locaux de l'entrepreneuriat et de l'emploi.

D'un point de vue plus opérationnel, l'action de TILT vise à accompagner les porteurs de projets :

- Pour tester leurs activités entrepreneuriales dans un cadre sécurisé (ESA ou CAPE), en particulier dans les domaines de la transition écologique ;

- Pour mettre en œuvre la phase de consolidation de leur activité en leur proposant un statut d'entrepreneur-salarié.

Au-delà, TILT a pour ambition de faciliter l'accès à « l'entrepreneuriat écologique pour tous » et, ce faisant, elle cible les personnes éloignées de l'emploi, notamment auprès d'habitants des quartiers de la Politique de la ville.

À noter que TILT a déjà été soutenue financièrement par la MEL, au titre d'une aide au démarrage, via l'appel à projets Entreprendre Autrement en 2022 , à hauteur de 20.000 €.

b. Modalités du partenariat

Le programme d'actions proposé à la MEL par TILT poursuit les objectifs suivants :
- Accueillir et accompagner 25 porteurs de projet dans le cadre des expérimentations de trois « KPA-Cité », dont un est à Roubaix, autour de l'entrepreneuriat collectif comme levier d'insertion 6 contrats CAPE « actifs ».

- Accueil de nouveaux porteurs de projet : inscrit dans une démarche servicielle qualitative, TILT a pour objectif d'accueillir et d'accompagner 10 nouveaux entrepreneurs en test d'activité par an sur le territoire de la MEL.

- Développement de l'ancrage de la Coopérative sur la Métropole Européenne de Lille par des partenariats avec des acteurs de l'entrepreneuriat (Initiative Lille Métropole Sud, Toerana Habitat, espaces ressources de la Fabrique à Entreprendre) et de l'ESS (Acteurs Pour une Economie Solidaire en Hauts-de-France (APES), Maillage)

La subvention de la MEL, d'un montant de 20 000 €, représente 11,4 % du budget prévisionnel de la structure qui s'élève à 175 000 € en 2024. Les autres principaux financeurs sont la Région Hauts-de-France (60 000 €) et la Ville de Lille (10 000 €).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail de la SCIC TILT pour l'année 2024 ;

2) D’accorder une subvention d’un montant de 20 000 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec SCIC TILT ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 20 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0202

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SOUTIEN A LA COOPERATIVE D'ACTIVITES TILT SPECIALISEE DANS LE DOMAINE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le règlement UE n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis dispositif prolongé par le Règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ;

Vu la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2021 relative à l’application de l’article 106, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d’État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (SIEG).

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La SCIC TILT est l'une des Coopératives d'Activités et d'Emplois (CAE) présentes sur le territoire métropolitain. Celles-ci offrent la possibilité de démarrer rapidement une activité en tant qu'entrepreneur salarié en CDI, sans être soumis à l'obligation juridique de création d'entreprise. Ainsi, lorsque l'activité est jugée suffisamment pérenne, le porteur de projet peut intégrer durablement la coopérative en tant qu'associé sous le statut Entrepreneur Salarié Associé (ESA), ou créer sa propre entreprise. Un autre statut, par le Contrat CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise) permet de valider et d'accompagner le projet du porteur de projet jusqu’à la phase de consolidation, pendant une durée de 6 à 24 mois.

Créée en 2019 à Grande-Synthe, la SCIC TILT est une CAE spécialisée dans les services et les métiers de la transition écologique ; c'est la seule à réaliser ce type d'accompagnement sur le territoire métropolitain.

Implantée à Lille, à la Maison Stéphane Hessel, depuis 2022, la CAE a le souhait de renforcer son ancrage sur le territoire de la MEL en développant des liens étroits avec les acteurs locaux de l'entrepreneuriat et de l'emploi.

D'un point de vue plus opérationnel, l'action de TILT vise à accompagner les porteurs de projets :

- Pour tester leurs activités entrepreneuriales dans un cadre sécurisé (ESA ou CAPE), en particulier dans les domaines de la transition écologique ;

- Pour mettre en œuvre la phase de consolidation de leur activité en leur proposant un statut d'entrepreneur-salarié.

Au-delà, TILT a pour ambition de faciliter l'accès à « l'entrepreneuriat écologique pour tous » et, ce faisant, elle cible les personnes éloignées de l'emploi, notamment auprès d'habitants des quartiers de la Politique de la ville.

À noter que TILT a déjà été soutenue financièrement par la MEL, au titre d'une aide au démarrage, via l'appel à projets Entreprendre Autrement en 2022 , à hauteur de 20.000 €.

b. Modalités du partenariat

Le programme d'actions proposé à la MEL par TILT poursuit les objectifs suivants :
- Accueillir et accompagner 25 porteurs de projet dans le cadre des expérimentations de trois « KPA-Cité », dont un est à Roubaix, autour de l'entrepreneuriat collectif comme levier d'insertion 6 contrats CAPE « actifs ».

- Accueil de nouveaux porteurs de projet : inscrit dans une démarche servicielle qualitative, TILT a pour objectif d'accueillir et d'accompagner 10 nouveaux entrepreneurs en test d'activité par an sur le territoire de la MEL.

- Développement de l'ancrage de la Coopérative sur la Métropole Européenne de Lille par des partenariats avec des acteurs de l'entrepreneuriat (Initiative Lille Métropole Sud, Toerana Habitat, espaces ressources de la Fabrique à Entreprendre) et de l'ESS (Acteurs Pour une Economie Solidaire en Hauts-de-France (APES), Maillage)

La subvention de la MEL, d'un montant de 20 000 €, représente 11,4 % du budget prévisionnel de la structure qui s'élève à 175 000 € en 2024. Les autres principaux financeurs sont la Région Hauts-de-France (60 000 €) et la Ville de Lille (10 000 €).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail de la SCIC TILT pour l'année 2024 ;

2) D’accorder une subvention d’un montant de 20 000 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec SCIC TILT ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 20 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110430-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0203

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

DISPOSITIF D'AIDE AU BATIMENT DURABLE - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR - OUVERTURE AUX PME

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu les délibérations 21 C 0056 et 21 C 0044 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 adoptant respectivement le Projet Stratégique de Transformation Economique du Territoire (PSTET) et le plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

Vu la délibération 23-C-0085 du Conseil métropolitain du 14 avril 2023 approuvant le déploiement du Contrat de transformation et le règlement intérieur du nouveau dispositif d'Aide au Bâtiment durable ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL), dans le cadre de son Plan Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) entend accompagner la transition de l'ensemble du tissu économique vers des standards sociétaux et environnementaux conformes aux objectifs posés par le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

Consciente que l'immobilier d'entreprise constitue le principal levier pour lutter contre les passoires thermiques, la MEL a initié un nouveau dispositif financier intitulé "Bâtiment durable".

Ce dispositif de soutien vise à inciter et favoriser la sobriété énergétique du bâti industriel via la réalisation d'investissements liés à l'amélioration de l'enveloppe thermique des bâtiments existants. Ces investissements devront avoir pour objectif la transition écologique et le soutien à la biodiversité. Plus précisément, ce dispositif encourage la rénovation, la transformation et l'extension de bâtiments des TPE productives et industrielles du territoire, ayant un effectif compris entre 5 à 50 CDI ETP.

Cette mesure financière est référencée au sein du tissu industriel et permet de contribuer très concrètement à la revitalisation immobilière de ce secteur. Qui plus est, elle s'intègre dans le plan d'actions opérationnelles en faveur de la réindustrialisation du territoire. En effet, la MEL, en qualité de "Territoire d'Industrie", labélisation obtenue

en novembre 2023, porte un axe prioritaire centré sur l'accompagnement à la transition énergétique et environnementale de l'industrie.

Forte de son ambition industrielle corrélée à celle d'une transition durable du monde économique, deux actions mutuellement compatibles, la MEL réceptionne des sollicitations d'entreprises ayant une volonté de transformation environnementale et présentant des projets ambitieux, mais dont le périmètre dépasse le seuil de salariés requis par le règlement intérieur (moins de 50 salariés).

Dans un contexte de crise et alors que la production industrielle est mise à mal par la hausse des coûts de l'énergie, il convient de renforcer la dynamique engagée et de calibrer, pour plus d'efficience, la mesure financière "Bâtiment durable" adoptée.

Ainsi, une modification du règlement intérieur (en annexe) intégrant un élargissement aux PME de 50 à 249 salariés permettra d'accompagner et de favoriser la transition de ces entreprises et d'impacter positivement le territoire avec une plus grande intensité.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'approuver les modifications du règlement intérieur de l'aide Bâtiment durable annexé à la présente délibération.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0203

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

DISPOSITIF D'AIDE AU BATIMENT DURABLE - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR - OUVERTURE AUX PME

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu les délibérations 21 C 0056 et 21 C 0044 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 adoptant respectivement le Projet Stratégique de Transformation Economique du Territoire (PSTET) et le plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

Vu la délibération 23-C-0085 du Conseil métropolitain du 14 avril 2023 approuvant le déploiement du Contrat de transformation et le règlement intérieur du nouveau dispositif d'Aide au Bâtiment durable ;

I. Exposé des motifs

La Métropole européenne de Lille (MEL), dans le cadre de son Plan Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) entend accompagner la transition de l'ensemble du tissu économique vers des standards sociétaux et environnementaux conformes aux objectifs posés par le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

Consciente que l'immobilier d'entreprise constitue le principal levier pour lutter contre les passoires thermiques, la MEL a initié un nouveau dispositif financier intitulé "Bâtiment durable".

Ce dispositif de soutien vise à inciter et favoriser la sobriété énergétique du bâti industriel via la réalisation d'investissements liés à l'amélioration de l'enveloppe thermique des bâtiments existants. Ces investissements devront avoir pour objectif la transition écologique et le soutien à la biodiversité. Plus précisément, ce dispositif encourage la rénovation, la transformation et l'extension de bâtiments des TPE productives et industrielles du territoire, ayant un effectif compris entre 5 à 50 CDI ETP.

Cette mesure financière est référencée au sein du tissu industriel et permet de contribuer très concrètement à la revitalisation immobilière de ce secteur. Qui plus est, elle s'intègre dans le plan d'actions opérationnelles en faveur de la réindustrialisation du territoire. En effet, la MEL, en qualité de "Territoire d'Industrie", labélisation obtenue

en novembre 2023, porte un axe prioritaire centré sur l'accompagnement à la transition énergétique et environnementale de l'industrie.

Forte de son ambition industrielle corrélée à celle d'une transition durable du monde économique, deux actions mutuellement compatibles, la MEL réceptionne des sollicitations d'entreprises ayant une volonté de transformation environnementale et présentant des projets ambitieux, mais dont le périmètre dépasse le seuil de salariés requis par le règlement intérieur (moins de 50 salariés).

Dans un contexte de crise et alors que la production industrielle est mise à mal par la hausse des coûts de l'énergie, il convient de renforcer la dynamique engagée et de calibrer, pour plus d'efficience, la mesure financière "Bâtiment durable" adoptée.

Ainsi, une modification du règlement intérieur (en annexe) intégrant un élargissement aux PME de 50 à 249 salariés permettra d'accompagner et de favoriser la transition de ces entreprises et d'impacter positivement le territoire avec une plus grande intensité.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'approuver les modifications du règlement intérieur de l'aide Bâtiment durable annexé à la présente délibération.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Règlement intérieur

Aide au Bâtiment durable

Préambule :
Adopté en février 2021 par le Conseil de la Métropole, le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) s'articule autour du triptyque « Soutenir, relancer, transformer », posant ainsi une ambition nouvelle de mise en mouvement de l'ensemble du tissu économique vers des standards sociétaux et environnementaux conformes aux objectifs posés par le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

À ce titre, plusieurs projets ont été engagés auprès de cibles ou thématiques spécifiques. Le pôle d'excellence de lutte contre le dérèglement climatique EuraClimat place ainsi l'innovation au cœur de la décarbonation de l'économie. Adoptée en juin 2021, la stratégie économie circulaire a pour sa part défini 5 filières de flux prioritaires (matériaux de construction, alimentation/biomasse, textiles, déchets ménagers et distribution logistique).

Le dispositif du Contrat de transformation souhaite porter cette dynamique auprès du tissu économique dans son ensemble. Il propose pour cela un parcours composé des étapes de « sensibilisation », « d'accompagnements individuels et collectifs », avec pour fil conducteur les sobriétés (énergétique, matière, consommation…) concourant à la décarbonation de l'économie. Les dispositifs s'intéressant aux enjeux climatiques du monde économique, parmi lesquels les dispositifs précités, s'intégreront dans cette dynamique d'ensemble. Ce faisant, la Métropole Européenne de Lille proposera une offre de service structurée pour la transformation des entreprises de son territoire.

Cadre réglementaire :

Considérant qu'en application de la loi NOTRe, les communes et la MEL disposent de la compétence exclusive en matière d'aide à l'immobilier des entreprises.

- Vu les Articles L.1511-3 et suivants et R.1511-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales ;

- Vu l'Article L.5217-2 du CGCT, notamment en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie ;

- Considérant que les aides accordées sur le fondement du présent règlement intérieur ont pour objet la création ou l'extension d'activités économiques ;

- Considérant que le dispositif d'aide à l'immobilier métropolitain s'inscrit dans la politique économique régionale Hauts-de-France en poursuivant les objectifs du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), notamment en accompagnant de façon globale les entreprises dans les phases majeures de leur vie et en accélérerant leur transition écologique et énergétique ;

- Vu le Règlement Général d'Exemption par catégorie (UE) 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Objectifs :

- Accompagner les projets d'investissements en faveur de la transformation environnementale des petites entreprises.
- Accompagner la rénovation et l'extension de bâtiments s'inscrivant dans un objectif de transition écologique et de performance environnementale, énergétique et thermique des bâtiments.
- Favoriser par ces investissements la création ou le développement des entreprises, et ainsi le maintien et/ou la création d'emplois.

Article 1 – Bénéficiaires éligibles :

- Toute entreprise :

- Dont l'effectif est compris entre 5 CDI ETP et inférieur à 250 CDI ETP à la date du dépôt de la demande,

- Répondant à la définition d'une PME au sens européen du terme
- Dont le siège social ou l'établissement objet de la demande est situé sur le territoire de la MEL.

Si l'entreprise est détenue à plus de 25% par une autre entreprise, le critère de l'effectif sera apprécié au regard de la réglementation européenne relative aux entreprises partenaires et liées.

- Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM),
- Exerçant à titre principal, sur le territoire de la MEL, une activité :
    - De production, de transformation ou d'assemblage et avoir pris à bail ou exploiter un local artisanal ou industriel dédié à cette production/activité sur le territoire de la MEL,

Ou

- De prestation de services dédiés aux industries et/ou aux activités productives (sous-traitance, maintenance, entretien des machines, bureaux d'études…)

- Une entreprise, autre que l'entreprise d'exploitation, portant le projet immobilier est éligible sous certaines conditions :

    - La société holding de la société d'exploitation est éligible à condition que la somme des effectifs CDI ETP des entités du groupe satisfasse le critère d'emplois précisé ci-dessus,
    - Une société civile immobilière (SCI) ou société immobilière est éligible si elle est détenue majoritairement par la société d'exploitation et/ou par les actionnaires majoritaires de la société d'exploitation,
    - En cas d'extension : la société de crédit-bail immobilier ou la société de portage du projet immobilier en VEFA (vente en l'état future d'achèvement) est éligible, à charge au crédit-bailleur ou au promoteur de reverser l'intégralité de l'aide à l'entreprise bénéficiaire du bâtiment. La répartition de ce montant sera calculée sur une durée de 3 ans maximum et devra figurer dans le contrat de bail ou de VEFA.

- L'entreprise doit être à jour de ses cotisations sociales et fiscales et ne pas être considérée comme une entreprise en difficulté au sens de la réglementation européenne.

- L'entreprise devra joindre, à sa demande d'aide, un diagnostic[1] de moins d'un an réalisé parun expert précisant la performance environnementale et/ou énergétique de ses bâtiments. Ce diagnostic devra comprendre un volet de préconisations avec une hiérarchisation des investissements à réaliser en vue de l'amélioration de la notation environnementale ou énergétique. Il sera complété des devis de travaux ou d'investissements nécessaires à la réalisation des recommandations à effectuer.

  Plus précisément, ce diagnostic devra comprendre les éléments suivants :

    - Analyse de l'existant,
    - Mise en œuvre d'une campagne de mesures,
    - Examen de la campagne de mesures avec identification des usages énergétiques significatifs, des facteurs internes et externes influençant les consommations et la définition des indicateurs de performance énergétique et thermique,
    - Élaboration d'un plan d'actions intégrant des objectifs de performances énergétiques et thermiques et pouvant être élargi à d'autres thématiques (consommations d'eau, émissions de GES…),
    - Dans la perspective de la réalisation des investissements préconisés, modélisation d'une année théorique de consommation avec un équivalent en économie KW, Gaz, volume d'eau, GES…,
    - Chiffrage des investissements immobiliers à mettre en place pour atteindre ces objectifs, analyse économique (coût global) et proposition d'un plan de financement.

[1] Diagnostic Eco-Flux proposé par BPI France, diag Perf'immo par BPI, diagnostic REV3, diagnostic booster TPE, industrie du future de HDFID ou tout autre diagnostic réalisé par un bureau d'études ou cabinet d'expertises (liste non exhaustive…)

Exclusion :

- Les activités relevant des secteurs encadrés au sens communautaire : les activités d'intermédiation (services financiers, banques, assurance,) les activités liées à la production primaire agricole, le transport, pêche et aquaculture, sidérurgie, charbon, construction navale, les activités de production primaire et distribution d'énergie.
- Les activités qui ne sont pas en conformité avec les réglementations existantes ;
- Les entreprises bénéficiant d'une aide à l'immobilier sur la base du présent règlement ne pourront pas déposer de nouvelle demande d'aide sur ce même dispositif avant d'avoir soldé leur précédent dossier ;
- Les entreprises en difficulté au sens de la réglementation européenne.

Article 2 – Dépenses éligibles :

Les dépenses éligibles doivent cibler les investissements soutenant la transition énergique et environnementale des entreprises conformément aux objectifs du contrat de transformation métropolitain.

Aussi, les travaux ou investissements liés à immobilier doivent être dédiés aux bâtiments accueillant les activités éligibles précitées (Article 1).

L'entreprise ne devra pas avoir engagé les travaux pour lesquels elle sollicite l'aide de la MEL (devis et bon de commande non signés).

Plus précisément, sont concernés :

Les travaux visant la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et le développement de la production d'énergies renouvelables.

1. Les travaux de rénovation et/ou d'aménagement doivent cibler les investissements immobiliers relatifs à :
    - L'amélioration thermique de l'enveloppe de bâtiments (ex : isolation des murs, bardage, toitures et planchers, charpentes couvertures, menuiseries extérieures, portes sectionnelles, dallage, terrassement…),
    - L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (chauffage, ventilation, éclairage, électricité, travaux d'économies d'énergie, solarisation, chaleur renouvelable...),
    - L'amélioration de la gestion des eaux (investissements immobiliers liés à la gestion intégrée des eaux usées, eaux de pluie…),
    - L'amélioration de la gestion des déchets (les investissements immobiliers liés à une gestion intégrée des déchets).

2. S'agissant des extensions, les dépenses liées à la construction devront intégrer des mesures spécifiques d'économie d'énergie et/ou de réduction des émissions de CO2 et/ou de production d'énergie renouvelable qui vont au-delà des normes en vigueur. Dans le cadre de cette demande d'aide, il sera demandé un diagnostic de moins d'un an réalisé par un expert certifié précisant la performance environnementale et/ou énergétique du futur bâtiment. Ce diagnostic devra démontrer dans quelle mesure ce projet de construction dépasse les normes environnementales en vigueur.

L'ensemble de ces travaux et investissements devront tendre à satisfaire les recommandations et critères du dispositif des Certificats d'économie d'énergie (CEE) et garantir, ainsi, un niveau de performance environnementale et des objectifs quantifiables.

Si l'effectivité environnementale des investissements n'était pas démontrée, la MEL se réserve le droit de refuser l'instruction de la demande d'aide.

3. Toute opération de végétalisation,

4. Les honoraires liés à la conduite du projet (maîtrise d'œuvre, géomètres, frais d'acte...),

5. Les études préalables, les études (études archéologiques, études de sols, études thermiques),

6. Les diagnostics de performance environnementale et énergétique exigés pour l'instruction si ces derniers n'ont pas déjà été préalablement subventionnés par un dispositif d'aide publique ou privée.

Exclusion :

- Les opérations de construction (en dehors des extensions) et d'acquisition de bâtiments ou de terrain et les frais et honoraires liés à ces opération (maître d'œuvre, études, géomètre, notaire…),
- Les frais de raccordement aux VRD.

Article 3 – Type et montant de l'aide :

L'aide financière de la MEL prendra la forme d'une subvention.

Le seuil maximal d'intervention exprimé en pourcentage des dépenses éligibles Hors Taxes (HT) est plafonné à 40 %. Ce taux d'intervention pourra être modulé à la baisse au regard de la réglementation nationale et européenne et reste assujetti à l'appréciation des services instructeurs de la MEL.

L'attribution de l'aide financière n'est pas automatique, elle résulte d'un acte décisionnel, fruit d'un examen de la MEL avec une prise en compte de la plus-value environnementale et sociétale des investissements réalisés, de la situation financière de l'entreprise, ou encore des autres aides perçues.

Le montant de l'aide pourra osciller entre une dotation minimum de 10 000 euros jusqu'à 200 000 euros maximum.

Ce montant est cumulable avec d'autres aides publiques mais demeure subordonné au respect de la réglementation nationale et européenne.

Les subventions sont accordées dans la limite des crédits annuels affectés de la MEL. En cas d'impossibilité financière pour celle-ci de verser les subventions demandées et accordées, leur versement pourra être reporté à l'année budgétaire suivante.

Article 4 – Procédure d'instruction et modalités de versement:

Le porteur de projet devra renseigner et finaliser un dossier de demande de subvention qui lui sera adressé. Une lettre de saisine devra être adressé à M. Le Président de la MEL avant tout commencement d'exécution du projet.

Si l'aide est délibérée et conventionnée, elle sera versée soit directement à l'entreprise bénéficiaire, soit au maître d'ouvrage, qui en fera alors intégralement bénéficier l'entreprise bénéficiaire, suite à la conclusion d'une convention.

Cette aide immobilière donnera lieu à l'établissement d'une convention au sein de laquelle les engagements du bénéficiaire et les modalités de versement de l'aide seront précisés. Le versement de la subvention se fera en une ou plusieurs fois, en fonction du montant de l'aide octroyée.

L'exécution des conditions prévues pour l'octroi de l'aide dans la convention donnera lieu à des contrôles qui peuvent s'exercer du démarrage du programme jusqu'à un an après la fin de la période d'obligation de maintien des effectifs et des investissements, afin de vérifier que le bénéficiaire a réalisé les objectifs d'investissements.

Le Bénéficiaire s'engage à faciliter tout contrôle que la MEL souhaiterait exercer dans ce cadre.

Le solde global de la subvention pourra être ajusté à la baisse en fonction des investissements effectivement réalisés et sur présentation des justificatifs.

Article 5 – Caducité d'une aide allouée et conditions de remboursement

Aussi, la MEL se réserve le droit de solliciter le remboursement de tout ou partie des subventions d'investissement versées dans les cas suivants :

- Déménagement de l'entreprise ou de son établissement hors du territoire métropolitain dans un délai de 3 ans à compter de l'achèvement de l'opération (date de déclaration d'achèvement des travaux),
- La fermeture de l'entreprise ou de son établissement dans un délai de 3 ans à compter de l'achèvement de l'opération (date de déclaration d'achèvement des travaux),
- Si les objectifs ne sont pas atteints.

Article 6 – Modification du règlement :

Le présent règlement pourra être modifié à l'initiative de la Métropole Européenne de Lille.

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110458-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0204

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

RENOUVELLEMENT D'ADHESION A LA CHAIRE ATTRACTIVITE ET NOUVEAU MARKETING TERRITORIAL - PERIODE 2024-2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la décision directe 21DD0238 du 12 avril 2021 portant sur l'adhésion de la Métropole Européenne de Lille à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial pour la période 2020-2023.

I. Exposé des motifs

Les politiques d'attractivité territoriale connaissent de profondes évolutions dans leurs objectifs, manifestations et outils. La Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (ANMT), a été fondée en 2012, au service de l'inspiration des acteurs de l'attractivité et du marketing territorial. Lieu collaboratif de partage, de réflexion et de transmission, elle propose son expertise dans le domaine du marketing territorial et des pratiques innovantes des territoires.

La Métropole européenne de Lille (MEL) est un des 37 partenaires de cette chaire, parmi lesquels figurent les métropoles de Lyon, d'Aix-Marseille, etc. Il est proposé de renouveler l'adhésion de la MEL à cette chaire pour la période 2024-2026.

Avec cette adhésion, la MEL bénéficie des avantages suivants :
- La participation aux comités d'orientation ;
- L'accès à la veille technique des experts de la Chaire (études, fiches veille, sélection des meilleures pratiques étudiées en France et à l'International) ;
- La possibilité de pouvoir mobiliser les experts de la chaire aux réflexions stratégiques et travaux menés par la métropole sur ces sujets.
- L'accès au colloque annuel sur les tendances et nouvelles pratiques du marketing territorial permettant les retours d'expériences, partages et échanges avec d'autres territoires performants ;
- La possibilité de recruter des étudiants formés à l'attractivité et au marketing territorial;

Le montant annuel de la cotisation s'élève à 10 000 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'approuver le renouvellement d'adhésion de la MEL à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial pour la période 2024-2026 ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout document relatif à cette adhésion ;

3) D'autoriser le paiement de la cotisation annuelle pour cette même période pour un montant de 10 000 € HT ;

4) D'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Pauline SEGARD s'étant abstenue.

24-B-0204

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

RENOUVELLEMENT D'ADHESION A LA CHAIRE ATTRACTIVITE ET NOUVEAU MARKETING TERRITORIAL - PERIODE 2024-2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la décision directe 21DD0238 du 12 avril 2021 portant sur l'adhésion de la Métropole Européenne de Lille à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial pour la période 2020-2023.

I. Exposé des motifs

Les politiques d'attractivité territoriale connaissent de profondes évolutions dans leurs objectifs, manifestations et outils. La Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (ANMT), a été fondée en 2012, au service de l'inspiration des acteurs de l'attractivité et du marketing territorial. Lieu collaboratif de partage, de réflexion et de transmission, elle propose son expertise dans le domaine du marketing territorial et des pratiques innovantes des territoires.

La Métropole européenne de Lille (MEL) est un des 37 partenaires de cette chaire, parmi lesquels figurent les métropoles de Lyon, d'Aix-Marseille, etc. Il est proposé de renouveler l'adhésion de la MEL à cette chaire pour la période 2024-2026.

Avec cette adhésion, la MEL bénéficie des avantages suivants :
- La participation aux comités d'orientation ;
- L'accès à la veille technique des experts de la Chaire (études, fiches veille, sélection des meilleures pratiques étudiées en France et à l'International) ;
- La possibilité de pouvoir mobiliser les experts de la chaire aux réflexions stratégiques et travaux menés par la métropole sur ces sujets.
- L'accès au colloque annuel sur les tendances et nouvelles pratiques du marketing territorial permettant les retours d'expériences, partages et échanges avec d'autres territoires performants ;
- La possibilité de recruter des étudiants formés à l'attractivité et au marketing territorial;

Le montant annuel de la cotisation s'élève à 10 000 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'approuver le renouvellement d'adhésion de la MEL à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial pour la période 2024-2026 ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout document relatif à cette adhésion ;

3) D'autoriser le paiement de la cotisation annuelle pour cette même période pour un montant de 10 000 € HT ;

4) D'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Pauline SEGARD s'étant abstenue.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110490-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0205

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - ARMENTIERES -

OBJECTIF CENTRALITE - SOUTIEN AUX ACTIONS DES UNIONS COMMERCIALES - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 adoptant le Projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET) ;
Vu la délibération 21 C 0307 du Conseil métropolitain du 28 juin 2021 adoptant le cadre partenarial "Objectif Centralité" pour soutenir l'économie de proximité ;
Vu la délibération 22 C 0432 du Conseil métropolitain du 16 décembre 2022 fixant les modalités du soutien de la MEL aux actions des unions commerciales dans le cadre Objectif Centralité.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

En appui de l'action des communes, la MEL contribue à la dynamique commerciale des centres-villes et centres-bourgs à travers le cadre partenarial Objectif centralité.
Les actions d'animation et de communication concourent aux centralités commerciales en attirant les chalands et les touristes. Les associations commerciales représentent ainsi des acteurs incontournables des plans d'actions mis en œuvre dans le cadre d'Objectif centralité. Le soutien de la MEL à ces actions contribue également à la qualité du dialogue entre les partenaires en facilitant le cas échéant la redynamisation d'une association de commerçants, voire la création d'une nouvelle association lorsqu'elle n'existait pas préalablement.

b. Modalités du partenariat

Le comité technique Objectif Centralité a validé les projets suivants.

"Les Médias Fivois" proposé par l'Union Commerciale et Artisanale de Fives (UCAF), souhaite déployer un plan de communication auprès d'un large public. À partir de l'été 2024, l'UCAF réalisera plusieurs supports de communication papier et digitaux (guide des commerçants, gazette du quartier, réseaux sociaux, insertion presse…) afin de valoriser les savoir-faire et la diversité commerciale du quartier.

Le budget total de l'opération est évalué à 7 948 €, soit le montant éligible dans le cadre de l'appel à projets MEL. La subvention MEL est évaluée à 50%, soit 3 974 €.

"La Foire Armentières shopping", proposée par l'association Les AS Armentières shopping, vise à valoriser les artisans et commerçants du centre-ville d'Armentières à l'occasion de la fête des mères. Le budget total de l'opération est évalué à 4 373,89 €, soit le montant éligible des dépenses éligibles dans le cadre de l'appel à projets MEL. La subvention MEL est évaluée à 50%, soit 2 187 €.

"Les Échos de Gambetta", proposé par l'association Village Gambetta, vise à promouvoir l'attractivité du secteur Gambetta et de ses commerces grâce à l'édition d'un journal mensuel et l'animation de réseaux sociaux dédiés. Cette action prévue à partir de la rentrée 2024 mettra en lumière l'actualité commerciale de la rue Gambetta et les animations organisées dans le quartier.
Le budget total de l'opération est évalué à 6 656 €, soit le montant des dépenses éligibles dans le cadre de l'appel à projets MEL. La subvention MEL est évaluée à 50%, soit 3 328 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets "Les Médias Fivois" proposé par l'UCAF, "La Foire Armentières shopping" proposé par Les AS Armentières shopping et "Les Échos de Gambetta" proposé par l'Association Village Gambetta ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de :
- 3.974 € pour soutenir le projet "Les Médias Fivois" proposé par l'UCAF ;
- 2 187 € pour soutenir le projet "La Foire Armentières shopping" proposé par Les AS Armentières shopping ;
- 3.328 € pour soutenir le projet "Les Échos de Gambetta" proposé par l'Association Village Gambetta ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'UCAF, Les AS Armentières shopping et l'Association Village Gambetta ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 9 489 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0205

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - ARMENTIERES -

OBJECTIF CENTRALITE - SOUTIEN AUX ACTIONS DES UNIONS COMMERCIALES - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021 adoptant le Projet stratégique de transformation économique du territoire (PSTET) ;
Vu la délibération 21 C 0307 du Conseil métropolitain du 28 juin 2021 adoptant le cadre partenarial "Objectif Centralité" pour soutenir l'économie de proximité ;
Vu la délibération 22 C 0432 du Conseil métropolitain du 16 décembre 2022 fixant les modalités du soutien de la MEL aux actions des unions commerciales dans le cadre Objectif Centralité.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

En appui de l'action des communes, la MEL contribue à la dynamique commerciale des centres-villes et centres-bourgs à travers le cadre partenarial Objectif centralité.
Les actions d'animation et de communication concourent aux centralités commerciales en attirant les chalands et les touristes. Les associations commerciales représentent ainsi des acteurs incontournables des plans d'actions mis en œuvre dans le cadre d'Objectif centralité. Le soutien de la MEL à ces actions contribue également à la qualité du dialogue entre les partenaires en facilitant le cas échéant la redynamisation d'une association de commerçants, voire la création d'une nouvelle association lorsqu'elle n'existait pas préalablement.

b. Modalités du partenariat

Le comité technique Objectif Centralité a validé les projets suivants.

"Les Médias Fivois" proposé par l'Union Commerciale et Artisanale de Fives (UCAF), souhaite déployer un plan de communication auprès d'un large public. À partir de l'été 2024, l'UCAF réalisera plusieurs supports de communication papier et digitaux (guide des commerçants, gazette du quartier, réseaux sociaux, insertion presse…) afin de valoriser les savoir-faire et la diversité commerciale du quartier.

Le budget total de l'opération est évalué à 7 948 €, soit le montant éligible dans le cadre de l'appel à projets MEL. La subvention MEL est évaluée à 50%, soit 3 974 €.

"La Foire Armentières shopping", proposée par l'association Les AS Armentières shopping, vise à valoriser les artisans et commerçants du centre-ville d'Armentières à l'occasion de la fête des mères. Le budget total de l'opération est évalué à 4 373,89 €, soit le montant éligible des dépenses éligibles dans le cadre de l'appel à projets MEL. La subvention MEL est évaluée à 50%, soit 2 187 €.

"Les Échos de Gambetta", proposé par l'association Village Gambetta, vise à promouvoir l'attractivité du secteur Gambetta et de ses commerces grâce à l'édition d'un journal mensuel et l'animation de réseaux sociaux dédiés. Cette action prévue à partir de la rentrée 2024 mettra en lumière l'actualité commerciale de la rue Gambetta et les animations organisées dans le quartier.
Le budget total de l'opération est évalué à 6 656 €, soit le montant des dépenses éligibles dans le cadre de l'appel à projets MEL. La subvention MEL est évaluée à 50%, soit 3 328 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets "Les Médias Fivois" proposé par l'UCAF, "La Foire Armentières shopping" proposé par Les AS Armentières shopping et "Les Échos de Gambetta" proposé par l'Association Village Gambetta ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de :
- 3.974 € pour soutenir le projet "Les Médias Fivois" proposé par l'UCAF ;
- 2 187 € pour soutenir le projet "La Foire Armentières shopping" proposé par Les AS Armentières shopping ;
- 3.328 € pour soutenir le projet "Les Échos de Gambetta" proposé par l'Association Village Gambetta ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'UCAF, Les AS Armentières shopping et l'Association Village Gambetta ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 9 489 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110440-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0206

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PLAN NATIONAL POUR LE LOGEMENT D'ABORD (2023-2027) - MISE EN ŒUVRE ACCELEREE SUR LE TERRITOIRE DE LA MEL - ACTIONS 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le deuxième plan national pour le Logement d'abord 2023-2027 prenant la suite du premier plan national pour le Logement d'abord 2018-2022 ;

Vu le courrier ministériel du 3 janvier 2023 confirmant la poursuite du soutien financier de l'État aux "Territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord", dont la Métropole européenne de Lille ;

Vu la délibération du Conseil en date du 28 juin 2024 relative au plan national pour le logement d'abord (2023-2027) et la mise en œuvre accélérée sur le territoire de la MEL.

I. Exposé des motifs

Le plan Logement d'abord, c'est d'abord la conviction que tout le monde a le droit et est capable d'habiter un logement. C'est la volonté de créer des solutions de logements abordables et adaptées aux besoins des personnes sans domicile ou menacées de l'être. C'est enfin rappeler le caractère indispensable de l'accompagnement social et pluridisciplinaire et des professionnels qui le font vivre au quotidien.

1. L'actualisation de la feuille de route métropolitaine Logement d'abord (2024-2027)

En juin 2023, le ministre délégué à la Ville et au Logement a présenté le bilan du premier plan pour le Logement d'abord, les enjeux et les axes d'intervention du deuxième plan pour le Logement d'abord 2024-2027 : agir, prévenir, construire, pour lutter contre le sans-abrisme.

À cette occasion, l'État a renouvelé son engagement au niveau local en lien avec les collectivités territoriales afin d'assurer l'articulation des différentes compétences dédiées au logement, à l'hébergement et à l'accompagnement social. Cela se traduit

par la contractualisation entre l'État et 44 territoires de mise en œuvre accélérée, dont la Métropole européenne de Lille (MEL).

Localement, l'année 2023 a été une année de transition, qui a permis d'actualiser la feuille de route métropolitaine sur la base d'un bilan des principaux indicateurs de l'observation sociale, de l'évaluation de la gouvernance, de la feuille de route et des actions cofinancées par l'État et la MEL entre 2018 et 2022. Ces éléments font l'objet d'une délibération au conseil en date du 28 juin 2024.

Partagée au sein du comité de pilotage LDA du 26 janvier 2024, la feuille de route métropolitaine LDA 2024-2027 se décline selon les 3 principaux axes suivants :

- Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé ;
- Assurer un accompagnement global et personnalisé des ménages ;
- Favoriser l'accès aux droits liés au logement et prévenir les ruptures.

Elle tend à mobiliser les partenaires dans un contexte national et local qui s'est dégradé depuis 2028, en particulier les capacités à produire ou à mobiliser une offre de logement abordable. Ainsi, le consensus partagé autour des principes du LDA pourrait en pâtir, freinant ainsi les ambitions et les réalisations futures.

2. Les actions cofinancées par l'État et la MEL au titre de 2024

Dans le cadre de la convention pour la mise en œuvre accélérée du LDA 2024, l'État et la MEL soutiennent 8 actions (hors pilotage métropolitain), et ceci pour un engagement global de 497 976 €, dont État 247 000 € (49 %) et MEL 250 976 € (51 %).

La présente délibération a donc pour objet de valider les actions 2024 cofinancées et conventionnées par l'État et la MEL ceci dans la continuité des engagements pris depuis 2018 et en cohérence avec les initiatives prises au titre du contrat de ville et des solidarités, en particulier sur le volet logement.

- **Pilotage métropolitain de la mise en œuvre accélérée du LDA**

Ce rôle est assuré par la MEL (direction *Habitat*), à travers le poste de chef(fe) de projet dédié à la coordination générale de l'AMI LDA à l'interne de la MEL et en lien avec les partenaires ; le suivi des actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA ou en lien avec le déploiement du LDA ; le suivi ou la coanimation des chantiers relatifs à la feuille de route LDA ; les articulations nécessaires entre les initiatives relevant des contractualisations AMI LDA et pacte local des solidarités (contrat de ville et des solidarités de la MEL).

- **Coordination d'accompagnement Logement d'abord (CALDA)**

CALDA - Animée par le SIAO, conformément à l'instruction du Gouvernement du 31 mars 2022 relative aux missions des SIAO pour la mise en œuvre du service public de la rue au logement (action proposée par la CMAO).
Objectifs 2024 :

- Elle vise à consolider le parcours logement des ménages en situation de sans-abrisme, hébergés ou logés et à favoriser l'accès et le maintien de ces ménages tout en veillant à leur inclusion sociale ;
- Elle cible donc tout ménage ayant un besoin d'accompagnement pluriel pour l'accès et le maintien durable dans le logement et vient pour cela en appui des professionnels amenés à repérer et/ou accompagner les personnes en difficulté face au logement ;
- Elle intervient selon 3 modalités ponctuelle, simplifiée ou renforcée selon le degrés d'implication nécessaire. Ainsi, la coordination vise une file active de 120 personnes, dont 90 en coordination simplifiée et 30 en coordination renforcée. Et ceci en complémentarité avec la coordination Logement d'abord santé (CLAS) dès lors qu'une problématique santé (toute pathologie confondue) est identifiée ;
- Elle favorise une meilleure appréhension, connaissance et mobilisation des principes du LDA.

- **Développement des actions innovantes**

PEX - Prévenir l'expulsion locative dans le parc privé par la médiation tripartite (action proposée par le GRAAL). Depuis 2021, l'action a été confortée par l'intervention complémentaire d'une équipe mobile, tout locataire du parc privé en difficulté peut ainsi se saisir d'un accompagnement s'il le souhaite.
Objectifs 2024, intégrant l'équipe mobile :

- Accompagner 180 ménages et assurer deux visites par orientation "Équipe mobile" ;
- Adapter la méthodologie d'accompagnement au contexte : durée de relogement plus long, donc durée d'accompagnement plus important, risque d'expulsion plus important, procédure d'expulsion plus courte ;
- Développer les collaborations avec la CAF, Action Logement ;
- Poursuivre les permanences au tribunal (deux fois par semaine).

La Clé de l'avenir - L'accès et l'installation durable de jeunes dans un logement (action proposée par l'abej SOLIDARITÉ).
Objectifs 2024 :

- Accompagner 30 ménages, dont 5 dans le cadre du CEJ-R (contrat engagement jeune - en rupture) et 8 jeunes sortants de l'ASE (aide sociale à l'enfance) ;
- Assurer 8 à 10 relogements dans le parc public et éventuellement dans le parc privé ;

- Maintenir le nombre des bénévoles tout en continuant à les former, "recruter" un nouveau jeune pair aidant ;
- Projet en réflexion avec des propriétaires pour la mise à disposition d'un immeuble de plusieurs logements et création d'un espace convivial au sein de cette nouvelle "Résidence" (accueil potentiel de 17 ménages).

BSE - Banque solidaire de l'équipement - Permettre aux ménages en situation de précarité accédant à un premier logement pérenne d'acheter des équipements neufs et de première nécessité, et de les choisir comme dans n'importe quel magasin, avec les conseils BSE (action proposée par Emmaüs défi).
Objectifs 2024 :

- Accueillir 800 ménages en 2024 (725 accueils en 2023) ;
- Conforter les initiatives pour mobiliser les partenaires orienteurs, en particulier acteurs du logement des jeunes, créer un livret pédagogique à destination des conseillers vendeurs pour améliorer l'accompagnement lors des rendez-vous, animer l'intervention des bénévoles.

CLAS - Coordination Logement d'abord et santé (action proposée par 6 associations (abej SOLIDARITÉ, La Sauvegarde du Nord, SOLIHA, GRAAL, VISA, Éole), en lien avec le Réseau Santé Solidarité Lille Métropole (RSSLM) et le SIAO.
Il s'agit de rendre accessibles des réponses d'accompagnement global aux situations où la santé met en péril le projet logement du ménage (soit un potentiel de 400 accompagnements/an), faciliter les passerelles et les pistes de mutualisation de compétences entre associations et contribuer au décloisonnement entre les secteurs social et sanitaire (liens CLSM, CMP, EPSM).
Objectifs 2024 :

- Reconduire l'appui au dispositif Logipsy (maintien dans le logement de personnes en situation de handicap psychique) proposé par La Sauvegarde du Nord ;
- Soutenir la structuration des équipes pluridisciplinaires au sein des associations **SOLIHA - santé mentale** (psychologue et ½ ETP infirmier.ère) et de **EOLE - Islog** (¼ ETP psychologue).

OSEE - Osons les Savoirs d'Expérience de l'Exclusion (action proposée par ATD Quart Monde).
Dans la même optique que le déploiement du "Travail pair", le projet OSEE vise à reconnaitre "l'expérience vécue" des personnes ayant connue l'exclusion ou la pauvreté et à les accompagner dans leur projet global d'insertion sociale et professionnelle.
Objectifs 2024 :

- Essaimer l'expérimentation nationale positive sur deux métropoles, dont la MEL ;
- Accompagner 15 personnes dans cette démarche de reconnaissance des compétences acquises par leur vécu, en assurant conjointement un accès aux droits en particulier au logement, à l'emploi (formations qualifiantes aux métiers

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110440-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

du travail social, de la médiation, de l'animation et de la petite enfance et aux soins la santé) et aux soins conformément aux principes du LDA.

- **Observation sociale et SYNCHRO**

Observatoire social pour le Logement d'abord et SYNCHRO (action proposée par l'ADULM et Action Tank).
Depuis 2019, l'ADULM réalise chaque année une analyse quantitative et qualitative des personnes sans-domicile et vulnérables vis-à-vis du logement et, en 2023, elle est allée plus loin en observant l'évolution des besoins et de l'offre de 2018 à 2022 (cf. annexe). En parallèle, l'agence collabore avec l'association Action Tank Entreprise et Pauvreté et le SIAO depuis fin 2021 pour mettre en place l'outil de pilotage SYNCHRO, à savoir un tableau de bord de suivi mensuel de la file active des personnes en attente d'un hébergement ou d'un logement, sur la base de la compilation de données nominatives afin d'en sortir des données agrégées de suivi et de pilotage de la politique Logement d'abord. Plusieurs autres territoires se sont également engagés dans cette démarche, ce qui permet le partage d'expériences utiles dans le cadre de ce type d'action recherche.
Objectifs 2024 :

- Poursuivre le suivi global des enjeux en termes de besoins repérés et d'offres mobilisées dans le cadre du Logement d'abord ;
- Préparer et animer le comité de suivi restreint SYNCHRO et les comités partenariaux pour commencer à partager l'information produite et à utiliser concrètement l'outil de pilotage ;
- Fiabiliser l'information produite via l'intégration des bases de données identifiées qui restent à mobiliser ;
- Poursuivre la "prise en main" de l'outil et des informations produites par l'ADULM et le SIAO ;
- Valider l'avenant à la convention pour la mise à disposition de données dans le cadre de SYNCHRO entre la MEL et l'ADULM, précisant les modalités de transmission des données relatives à la demande et aux attributions de logements sociaux.

- **Information et sensibilisation LDA**

Le LDA vu par tous ses acteurs (action proposée par l'ESS LIL - École des sciences de la société - Lille, ICL - Institut catholique de Lille). Depuis son lancement, 300 professionnels de la métropole ont pu suivre les sessions d'information et d'échanges de pratiques entre acteurs engagés pour le logement d'abord (travailleurs sociaux associatifs, bailleurs, agents de CCAS, UTPAS, EPCI, etc.).
Objectifs 2024 :

- Formation, coconstruction et mise en réseau, grâce à : 2 journées de sensibilisation pour des "primo" (60 personnes) ; 5 journées thématiques (100 personnes) ; une demi-journée de restitution des travaux auprès de l'ensemble des participants ;

- Habitat, territoires et dynamiques inclusives : étude qualitative menée auprès des élus de différentes communes de la MEL ; identification des initiatives, analyse des enjeux, valorisation des savoirs d'expériences ; constitution d'un groupe de travail, approche qualitative articulant observations et entretiens individuels et/ou collectifs et organisation d'une journée de restitution des travaux.

Le tableau financier (cf. annexe 2) détaille l'ensemble des actions cofinancées par l'État et le MEL au titre de 2024 et la répartition de ces cofinancements.

La MEL assure le versement des financements de l'État aux structures pilotes des actions et, pour certaines d'entre elles, les financements de la MEL sont validés par décisions directes au titre du FSL.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'attribuer une subvention aux associations et instituts concernés pour un montant total de 389 976 €, suivant la répartition par association détaillée en annexe ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions au titre de 2024 avec les association et instituts concernés ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 389 976 € TTC, dans la limite des crédits inscrits aux documents budgétaires, au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Hélène MOENECLAEY et Marie TONNERRE-DESMET ainsi que MM. Alain BERNARD, Régis CAUCHE, Matthieu CORBILLON, Michel DELEPAUL, Didier DUFOUR, Rudy ELEGEEST, Yvan HUTCHINSON, Sébastien LEPRETRE et Francis VERCAMER n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-B-0206

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PLAN NATIONAL POUR LE LOGEMENT D'ABORD (2023-2027) - MISE EN ŒUVRE ACCELEREE SUR LE TERRITOIRE DE LA MEL - ACTIONS 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le deuxième plan national pour le Logement d'abord 2023-2027 prenant la suite du premier plan national pour le Logement d'abord 2018-2022 ;

Vu le courrier ministériel du 3 janvier 2023 confirmant la poursuite du soutien financier de l'État aux "Territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord", dont la Métropole européenne de Lille ;

Vu la délibération du Conseil en date du 28 juin 2024 relative au plan national pour le logement d'abord (2023-2027) et la mise en œuvre accélérée sur le territoire de la MEL.

I. Exposé des motifs

Le plan Logement d'abord, c'est d'abord la conviction que tout le monde a le droit et est capable d'habiter un logement. C'est la volonté de créer des solutions de logements abordables et adaptées aux besoins des personnes sans domicile ou menacées de l'être. C'est enfin rappeler le caractère indispensable de l'accompagnement social et pluridisciplinaire et des professionnels qui le font vivre au quotidien.

1. L'actualisation de la feuille de route métropolitaine Logement d'abord (2024-2027)

En juin 2023, le ministre délégué à la Ville et au Logement a présenté le bilan du premier plan pour le Logement d'abord, les enjeux et les axes d'intervention du deuxième plan pour le Logement d'abord 2024-2027 : agir, prévenir, construire, pour lutter contre le sans-abrisme.

À cette occasion, l'État a renouvelé son engagement au niveau local en lien avec les collectivités territoriales afin d'assurer l'articulation des différentes compétences dédiées au logement, à l'hébergement et à l'accompagnement social. Cela se traduit

par la contractualisation entre l'État et 44 territoires de mise en œuvre accélérée, dont la Métropole européenne de Lille (MEL).

Localement, l'année 2023 a été une année de transition, qui a permis d'actualiser la feuille de route métropolitaine sur la base d'un bilan des principaux indicateurs de l'observation sociale, de l'évaluation de la gouvernance, de la feuille de route et des actions cofinancées par l'État et la MEL entre 2018 et 2022. Ces éléments font l'objet d'une délibération au conseil en date du 28 juin 2024.

Partagée au sein du comité de pilotage LDA du 26 janvier 2024, la feuille de route métropolitaine LDA 2024-2027 se décline selon les 3 principaux axes suivants :

- Mobiliser une offre de logements abordables dans les parcs social et privé ;
- Assurer un accompagnement global et personnalisé des ménages ;
- Favoriser l'accès aux droits liés au logement et prévenir les ruptures.

Elle tend à mobiliser les partenaires dans un contexte national et local qui s'est dégradé depuis 2028, en particulier les capacités à produire ou à mobiliser une offre de logement abordable. Ainsi, le consensus partagé autour des principes du LDA pourrait en pâtir, freinant ainsi les ambitions et les réalisations futures.

2. Les actions cofinancées par l'État et la MEL au titre de 2024

Dans le cadre de la convention pour la mise en œuvre accélérée du LDA 2024, l'État et la MEL soutiennent 8 actions (hors pilotage métropolitain), et ceci pour un engagement global de 497 976 €, dont État 247 000 € (49 %) et MEL 250 976 € (51 %).

La présente délibération a donc pour objet de valider les actions 2024 cofinancées et conventionnées par l'État et la MEL ceci dans la continuité des engagements pris depuis 2018 et en cohérence avec les initiatives prises au titre du contrat de ville et des solidarités, en particulier sur le volet logement.

- **Pilotage métropolitain de la mise en œuvre accélérée du LDA**

Ce rôle est assuré par la MEL (direction *Habitat*), à travers le poste de chef(fe) de projet dédié à la coordination générale de l'AMI LDA à l'interne de la MEL et en lien avec les partenaires ; le suivi des actions soutenues dans le cadre de l'AMI LDA ou en lien avec le déploiement du LDA ; le suivi ou la coanimation des chantiers relatifs à la feuille de route LDA ; les articulations nécessaires entre les initiatives relevant des contractualisations AMI LDA et pacte local des solidarités (contrat de ville et des solidarités de la MEL).

- **Coordination d'accompagnement Logement d'abord (CALDA)**

CALDA - Animée par le SIAO, conformément à l'instruction du Gouvernement du 31 mars 2022 relative aux missions des SIAO pour la mise en œuvre du service public de la rue au logement (action proposée par la CMAO).
Objectifs 2024 :

- Elle vise à consolider le parcours logement des ménages en situation de sans-abrisme, hébergés ou logés et à favoriser l'accès et le maintien de ces ménages tout en veillant à leur inclusion sociale ;
- Elle cible donc tout ménage ayant un besoin d'accompagnement pluriel pour l'accès et le maintien durable dans le logement et vient pour cela en appui des professionnels amenés à repérer et/ou accompagner les personnes en difficulté face au logement ;
- Elle intervient selon 3 modalités ponctuelle, simplifiée ou renforcée selon le degrés d'implication nécessaire. Ainsi, la coordination vise une file active de 120 personnes, dont 90 en coordination simplifiée et 30 en coordination renforcée. Et ceci en complémentarité avec la coordination Logement d'abord santé (CLAS) dès lors qu'une problématique santé (toute pathologie confondue) est identifiée ;
- Elle favorise une meilleure appréhension, connaissance et mobilisation des principes du LDA.

- **Développement des actions innovantes**

PEX - Prévenir l'expulsion locative dans le parc privé par la médiation tripartite (action proposée par le GRAAL). Depuis 2021, l'action a été confortée par l'intervention complémentaire d'une équipe mobile, tout locataire du parc privé en difficulté peut ainsi se saisir d'un accompagnement s'il le souhaite.
Objectifs 2024, intégrant l'équipe mobile :

- Accompagner 180 ménages et assurer deux visites par orientation "Équipe mobile" ;
- Adapter la méthodologie d'accompagnement au contexte : durée de relogement plus long, donc durée d'accompagnement plus important, risque d'expulsion plus important, procédure d'expulsion plus courte ;
- Développer les collaborations avec la CAF, Action Logement ;
- Poursuivre les permanences au tribunal (deux fois par semaine).

La Clé de l'avenir - L'accès et l'installation durable de jeunes dans un logement (action proposée par l'abej SOLIDARITÉ).
Objectifs 2024 :

- Accompagner 30 ménages, dont 5 dans le cadre du CEJ-R (contrat engagement jeune - en rupture) et 8 jeunes sortants de l'ASE (aide sociale à l'enfance) ;
- Assurer 8 à 10 relogements dans le parc public et éventuellement dans le parc privé ;

- Maintenir le nombre des bénévoles tout en continuant à les former, "recruter" un nouveau jeune pair aidant ;
- Projet en réflexion avec des propriétaires pour la mise à disposition d'un immeuble de plusieurs logements et création d'un espace convivial au sein de cette nouvelle "Résidence" (accueil potentiel de 17 ménages).

BSE - Banque solidaire de l'équipement - Permettre aux ménages en situation de précarité accédant à un premier logement pérenne d'acheter des équipements neufs et de première nécessité, et de les choisir comme dans n'importe quel magasin, avec les conseils BSE (action proposée par Emmaüs défi).
Objectifs 2024 :

- Accueillir 800 ménages en 2024 (725 accueils en 2023) ;
- Conforter les initiatives pour mobiliser les partenaires orienteurs, en particulier acteurs du logement des jeunes, créer un livret pédagogique à destination des conseillers vendeurs pour améliorer l'accompagnement lors des rendez-vous, animer l'intervention des bénévoles.

CLAS - Coordination Logement d'abord et santé (action proposée par 6 associations (abej SOLIDARITÉ, La Sauvegarde du Nord, SOLIHA, GRAAL, VISA, Éole), en lien avec le Réseau Santé Solidarité Lille Métropole (RSSLM) et le SIAO.
Il s'agit de rendre accessibles des réponses d'accompagnement global aux situations où la santé met en péril le projet logement du ménage (soit un potentiel de 400 accompagnements/an), faciliter les passerelles et les pistes de mutualisation de compétences entre associations et contribuer au décloisonnement entre les secteurs social et sanitaire (liens CLSM, CMP, EPSM).
Objectifs 2024 :

- Reconduire l'appui au dispositif Logipsy (maintien dans le logement de personnes en situation de handicap psychique) proposé par La Sauvegarde du Nord ;
- Soutenir la structuration des équipes pluridisciplinaires au sein des associations **SOLIHA - santé mentale** (psychologue et ½ ETP infirmier.ère) et de **EOLE - Islog** (¼ ETP psychologue).

OSEE - Osons les Savoirs d'Expérience de l'Exclusion (action proposée par ATD Quart Monde).
Dans la même optique que le déploiement du "Travail pair", le projet OSEE vise à reconnaitre "l'expérience vécue" des personnes ayant connue l'exclusion ou la pauvreté et à les accompagner dans leur projet global d'insertion sociale et professionnelle.
Objectifs 2024 :

- Essaimer l'expérimentation nationale positive sur deux métropoles, dont la MEL ;
- Accompagner 15 personnes dans cette démarche de reconnaissance des compétences acquises par leur vécu, en assurant conjointement un accès aux droits en particulier au logement, à l'emploi (formations qualifiantes aux métiers

du travail social, de la médiation, de l'animation et de la petite enfance et aux soins la santé) et aux soins conformément aux principes du LDA.

- **Observation sociale et SYNCHRO**

Observatoire social pour le Logement d'abord et SYNCHRO (action proposée par l'ADULM et Action Tank).
Depuis 2019, l'ADULM réalise chaque année une analyse quantitative et qualitative des personnes sans-domicile et vulnérables vis-à-vis du logement et, en 2023, elle est allée plus loin en observant l'évolution des besoins et de l'offre de 2018 à 2022 (cf. annexe). En parallèle, l'agence collabore avec l'association Action Tank Entreprise et Pauvreté et le SIAO depuis fin 2021 pour mettre en place l'outil de pilotage SYNCHRO, à savoir un tableau de bord de suivi mensuel de la file active des personnes en attente d'un hébergement ou d'un logement, sur la base de la compilation de données nominatives afin d'en sortir des données agrégées de suivi et de pilotage de la politique Logement d'abord. Plusieurs autres territoires se sont également engagés dans cette démarche, ce qui permet le partage d'expériences utiles dans le cadre de ce type d'action recherche.
Objectifs 2024 :

- Poursuivre le suivi global des enjeux en termes de besoins repérés et d'offres mobilisées dans le cadre du Logement d'abord ;
- Préparer et animer le comité de suivi restreint SYNCHRO et les comités partenariaux pour commencer à partager l'information produite et à utiliser concrètement l'outil de pilotage ;
- Fiabiliser l'information produite via l'intégration des bases de données identifiées qui restent à mobiliser ;
- Poursuivre la "prise en main" de l'outil et des informations produites par l'ADULM et le SIAO ;
- Valider l'avenant à la convention pour la mise à disposition de données dans le cadre de SYNCHRO entre la MEL et l'ADULM, précisant les modalités de transmission des données relatives à la demande et aux attributions de logements sociaux.

- **Information et sensibilisation LDA**

Le LDA vu par tous ses acteurs (action proposée par l'ESS LIL - École des sciences de la société - Lille, ICL - Institut catholique de Lille). Depuis son lancement, 300 professionnels de la métropole ont pu suivre les sessions d'information et d'échanges de pratiques entre acteurs engagés pour le logement d'abord (travailleurs sociaux associatifs, bailleurs, agents de CCAS, UTPAS, EPCI, etc.).
Objectifs 2024 :

- Formation, coconstruction et mise en réseau, grâce à : 2 journées de sensibilisation pour des "primo" (60 personnes) ; 5 journées thématiques (100 personnes) ; une demi-journée de restitution des travaux auprès de l'ensemble des participants ;

- Habitat, territoires et dynamiques inclusives : étude qualitative menée auprès des élus de différentes communes de la MEL ; identification des initiatives, analyse des enjeux, valorisation des savoirs d'expériences ; constitution d'un groupe de travail, approche qualitative articulant observations et entretiens individuels et/ou collectifs et organisation d'une journée de restitution des travaux.

Le tableau financier (cf. annexe 2) détaille l'ensemble des actions cofinancées par l'État et le MEL au titre de 2024 et la répartition de ces cofinancements.

La MEL assure le versement des financements de l'État aux structures pilotes des actions et, pour certaines d'entre elles, les financements de la MEL sont validés par décisions directes au titre du FSL.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'attribuer une subvention aux associations et instituts concernés pour un montant total de 389 976 €, suivant la répartition par association détaillée en annexe ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions au titre de 2024 avec les association et instituts concernés ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 389 976 € TTC, dans la limite des crédits inscrits aux documents budgétaires, au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Hélène MOENECLAEY et Marie TONNERRE-DESMET ainsi que MM. Alain BERNARD, Régis CAUCHE, Matthieu CORBILLON, Michel DELEPAUL, Didier DUFOUR, Rudy ELEGEEST, Yvan HUTCHINSON, Sébastien LEPRETRE et Francis VERCAMER n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Annexe : AMI LOGEMENT D'ABORD - Actions cofinancées par l'État et le MEL 2024

Action AMI LDA 2024	Pilote	ETAT	MEL LDA	MEL FSL	Total €
Coordination Accompagnement LDA (CALDA)	CMAO	49 476	35 000	0	84 476
Prévention des expulsions (PEX)	GRAAL	45 000	0	32 000	77 000
La Clé de l'avenir	abej SOLIDARITE	17 500	17 500	0	35 000
BSE (Banque Solidaire de l'Équipement)	Emmaüs Défi	10 000	10 000	0	20 000
CLAS - Logipsy	La Sauvegarde du Nord	15 000	0	15 000	30 000
CLAS - Santé mentale SOLIHA	SOLIHA	50 000	20 000	50 000	120 000
CLAS - ISLOG (Inclusion Santé dans le LOGement)	EOLE	10 000	0	11 000	21 000
OSEE (Osons les Savoirs d'Expérience de l'Exclusion)	ATD Quart Monde	4 024	10 476	0	14 500
Observation Sociale	ADULM	25 000	25 000	0	50 000
SYNCHRO	Action Tank	10 000	10 000	0	20 000
Sensibilisation "Le LDA vu par tous ses acteurs"	ESS LIL (École des sciences de la société - Lille) - ICL (Institut catholique de Lille)	11 000	15 000	0	26 000
		247 000	142 976	108 000	497 976
			250 976		
		389 976			

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110499-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0207

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

HAUBOURDIN -

RANGEE DU BOIS - REQUALIFICATION DES COUREES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, notamment son article 2-II ;

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 ;

Vu la délibération n° 14 C 0542 du Conseil en date du 10 octobre 2014 portant délibération-cadre sur le dispositif renouvelé du traitement des courées dans le cadre du programme local de l'habitat **;**

I. Exposé des motifs

Depuis 2014, les travaux de requalification des courées (travaux d'assainissement et de requalification des sols) sont réalisés sous maitrise d'ouvrage de la MEL par conventionnement avec les communes concernées.

C'est dans le cadre de ce dispositif que la commune d'Haubourdin a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) pour réaliser les travaux de requalification de la Rangée du Bois à Haubourdin, comportant :

- la réalisation des équipements nécessaires en matière d'assainissement, pris en charge à 100 % par la MEL ;
- les travaux relatifs au traitement des espaces collectifs de la cour ou à son environnement proche, permettant ainsi de traiter des opérations dans une démarche de qualité urbaine durable, pris en charge à 80 % par la MEL.

Compte tenu de l'imbrication des champs de compétences, il est nécessaire de désigner un maitre d'ouvrage unique pour la réalisation des travaux. Il est ainsi proposé de transférer la maitrise d'ouvrage de la commune d'Haubourdin à la MEL, qui prend en charge la part la plus importante des travaux.

Les travaux relevant de la compétence de la commune sont ceux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts, les travaux relevant des compétences de la MEL sont l'assainissement et la requalification des sols.

Le montant des travaux est estimé à 180 000 € TTC (150 000 € HT), réparti de la façon suivante :

- 117 000 € TTC (97 500 € HT) en assainissement ;
- 63 000 € TTC (52 500 € HT) en requalification.

Les travaux d'assainissement seront financés sur le budget assainissement de la MEL, les travaux de requalification sont pris en charge à 80 % par la MEL (soit 50 400 € TTC) dans la limite des crédits votés et à hauteur de 20 % par la commune (soit 12 600 € TTC).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la commune d'Haubourdin ;

2) D'imputer les dépenses prévisionnelles relatives aux travaux de requalification d'un montant de 63 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section investissement ;

3) D'imputer les dépenses prévisionnelles relatives aux travaux d'assainissement d'un montant de 117 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget annexe Assainissement en section investissement ;

4) D'imputer les recettes prévisionnelles relatives aux travaux de requalification d'un montant de 12 600 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0207

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

HAUBOURDIN -

RANGEE DU BOIS - REQUALIFICATION DES COUREES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, notamment son article 2-II ;

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 ;

Vu la délibération n° 14 C 0542 du Conseil en date du 10 octobre 2014 portant délibération-cadre sur le dispositif renouvelé du traitement des courées dans le cadre du programme local de l'habitat **;**

I. Exposé des motifs

Depuis 2014, les travaux de requalification des courées (travaux d'assainissement et de requalification des sols) sont réalisés sous maitrise d'ouvrage de la MEL par conventionnement avec les communes concernées.

C'est dans le cadre de ce dispositif que la commune d'Haubourdin a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) pour réaliser les travaux de requalification de la Rangée du Bois à Haubourdin, comportant :

- la réalisation des équipements nécessaires en matière d'assainissement, pris en charge à 100 % par la MEL ;
- les travaux relatifs au traitement des espaces collectifs de la cour ou à son environnement proche, permettant ainsi de traiter des opérations dans une démarche de qualité urbaine durable, pris en charge à 80 % par la MEL.

Compte tenu de l'imbrication des champs de compétences, il est nécessaire de désigner un maitre d'ouvrage unique pour la réalisation des travaux. Il est ainsi proposé de transférer la maitrise d'ouvrage de la commune d'Haubourdin à la MEL, qui prend en charge la part la plus importante des travaux.

Les travaux relevant de la compétence de la commune sont ceux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts, les travaux relevant des compétences de la MEL sont l'assainissement et la requalification des sols.

Le montant des travaux est estimé à 180 000 € TTC (150 000 € HT), réparti de la façon suivante :

- 117 000 € TTC (97 500 € HT) en assainissement ;
- 63 000 € TTC (52 500 € HT) en requalification.

Les travaux d'assainissement seront financés sur le budget assainissement de la MEL, les travaux de requalification sont pris en charge à 80 % par la MEL (soit 50 400 € TTC) dans la limite des crédits votés et à hauteur de 20 % par la commune (soit 12 600 € TTC).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la commune d'Haubourdin ;

2) D'imputer les dépenses prévisionnelles relatives aux travaux de requalification d'un montant de 63 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section investissement ;

3) D'imputer les dépenses prévisionnelles relatives aux travaux d'assainissement d'un montant de 117 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget annexe Assainissement en section investissement ;

4) D'imputer les recettes prévisionnelles relatives aux travaux de requalification d'un montant de 12 600 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110498-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0208

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

HOUPLINES -

COUR ROUSSEL - REQUALIFICATION DES COUREES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, notamment son article 2-II ;

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 ;

Vu la délibération n° 14 C 0542 du Conseil en date du 10 octobre 2014 portant délibération-cadre sur le dispositif renouvelé du traitement des courées dans le cadre du programme local de l'habitat ;

I. Exposé des motifs

Depuis 2014, les travaux de requalification des courées (travaux d'assainissement et de requalification des sols) sont réalisés sous mairise d'ouvrage de la MEL par conventionnement avec les communes concernées.

C'est dans le cadre de ce dispositif que la commune d'Houplines a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) pour réaliser les travaux de requalification de la cour Roussel à Houplines, comportant :

- la réalisation des équipements nécessaires en matière d'assainissement, pris en charge à 100 % par la MEL ;
- les travaux relatifs au traitement des espaces collectifs de la cour ou à son environnement proche, permettant ainsi de traiter des opérations dans une démarche de qualité urbaine durable, pris en charge à 80 % par la MEL.

Compte tenu de l'imbrication des champs de compétences, il est nécessaire de désigner un seul maitre d'ouvrage unique pour la réalisation des travaux. Il est ainsi proposé de transférer la maitrise d'ouvrage de la commune d'Houplines à la MEL, qui prend en charge la part la plus importante des travaux.

Les travaux relevant de la compétence de la commune sont ceux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts, les travaux relevant des compétences de la MEL sont l'assainissement et la requalification des sols.

Le montant des travaux est estimé à 180 000 € TTC (150 000 € HT), réparti de la façon suivante :

- 108 000 € TTC (90 000 € HT) en assainissement ;
- 72 000 € TTC (60 000 € HT) en requalification.

Les travaux d'assainissement seront financés sur le budget assainissement de la MEL, les travaux de requalification sont pris en charge à 80 % sur le budget général de la MEL (soit 57 600 € TTC) dans la limite des crédits votés et à hauteur de 20 % par la commune (soit 14 400 € TTC).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la commune d'Houplines ;

2) D'imputer les dépenses relatives aux travaux de requalification d'un montant de 72 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

3) D'imputer les dépenses relatives aux travaux d'assainissement d'un montant de 108 000 € TTC aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section investissement ;

4) D'imputer les recettes relatives aux travaux de requalification d'un montant de 14 400 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0208

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

HOUPLINES -

COUR ROUSSEL - REQUALIFICATION DES COUREES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, notamment son article 2-II ;

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 ;

Vu la délibération n° 14 C 0542 du Conseil en date du 10 octobre 2014 portant délibération-cadre sur le dispositif renouvelé du traitement des courées dans le cadre du programme local de l'habitat ;

I. Exposé des motifs

Depuis 2014, les travaux de requalification des courées (travaux d'assainissement et de requalification des sols) sont réalisés sous mairise d'ouvrage de la MEL par conventionnement avec les communes concernées.

C'est dans le cadre de ce dispositif que la commune d'Houplines a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) pour réaliser les travaux de requalification de la cour Roussel à Houplines, comportant :

- la réalisation des équipements nécessaires en matière d'assainissement, pris en charge à 100 % par la MEL ;
- les travaux relatifs au traitement des espaces collectifs de la cour ou à son environnement proche, permettant ainsi de traiter des opérations dans une démarche de qualité urbaine durable, pris en charge à 80 % par la MEL.

Compte tenu de l'imbrication des champs de compétences, il est nécessaire de désigner un seul maitre d'ouvrage unique pour la réalisation des travaux. Il est ainsi proposé de transférer la maitrise d'ouvrage de la commune d'Houplines à la MEL, qui prend en charge la part la plus importante des travaux.

Les travaux relevant de la compétence de la commune sont ceux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts, les travaux relevant des compétences de la MEL sont l'assainissement et la requalification des sols.

Le montant des travaux est estimé à 180 000 € TTC (150 000 € HT), réparti de la façon suivante :

- 108 000 € TTC (90 000 € HT) en assainissement ;
- 72 000 € TTC (60 000 € HT) en requalification.

Les travaux d'assainissement seront financés sur le budget assainissement de la MEL, les travaux de requalification sont pris en charge à 80 % sur le budget général de la MEL (soit 57 600 € TTC) dans la limite des crédits votés et à hauteur de 20 % par la commune (soit 14 400 € TTC).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la commune d'Houplines ;

2) D'imputer les dépenses relatives aux travaux de requalification d'un montant de 72 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

3) D'imputer les dépenses relatives aux travaux d'assainissement d'un montant de 108 000 € TTC aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section investissement ;

4) D'imputer les recettes relatives aux travaux de requalification d'un montant de 14 400 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110500-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0209

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

WATTIGNIES -

CITE GAMBETTA - REQUALIFICATION DES COUREES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, notamment son article 2-II ;

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 ;

Vu la délibération n° 14 C 0542 du Conseil en date du 10 octobre 2014 portant délibération-cadre sur le dispositif renouvelé du traitement des courées dans le cadre du programme local de l'habitat ;

I. Exposé des motifs

Depuis 2014, les travaux de requalification des courées (travaux d'assainissement et de requalification des sols) sont réalisés sous maitrise d'ouvrage de la MEL par conventionnement avec les communes concernées.

C'est dans le cadre de ce dispositif que la commune de Wattignies a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) pour réaliser les travaux de requalification de la cité Gambetta à Wattignies, comportant :

- la réalisation des équipements nécessaires en matière d'assainissement, pris en charge à 100 % par la MEL ;
- les travaux relatifs au traitement des espaces collectifs de la cour ou à son environnement proche, permettant ainsi de traiter des opérations dans une démarche de qualité urbaine durable, pris en charge à 80 % par la MEL.

Compte tenu de l'imbrication des champs de compétences, il est nécessaire de désigner un maitre d'ouvrage unique pour la réalisation des travaux. Il est ainsi proposé de transférer la maitrise d'ouvrage de la commune de Wattignies à la MEL, qui prend en charge la part la plus importante des travaux.

Les travaux relevant de la compétence de la commune sont ceux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts, les travaux relevant des compétences de la MEL sont l'assainissement et la requalification des sols.

Le montant des travaux est estimé à 120 000 € TTC (100 000 € HT), réparti de la façon suivante :

- 72 000 € TTC (60 000 € HT) en assainissement ;
- 48 000 € TTC (40 000 € HT) en requalification.

Les travaux d'assainissement seront financés sur le budget assainissement de la MEL, les travaux de requalification sont pris en charge à 80 % par la MEL (soit 38 400 € TTC) dans la limite des crédits votés et à hauteur de 20 % par la commune (soit 9 600 € TTC).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la commune de Wattignies ;

2) D'imputer les dépenses relatives aux travaux de requalification d'un montant de 48 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

3) D'imputer les dépenses relatives aux travaux d'assainissement d'un montant de 72 000 € TTC aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section investissement ;

4) D'imputer les recettes relatives aux travaux de requalification d'un montant de 9 600 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0209

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

WATTIGNIES -

CITE GAMBETTA - REQUALIFICATION DES COUREES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, notamment son article 2-II ;

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 ;

Vu la délibération n° 14 C 0542 du Conseil en date du 10 octobre 2014 portant délibération-cadre sur le dispositif renouvelé du traitement des courées dans le cadre du programme local de l'habitat ;

I. Exposé des motifs

Depuis 2014, les travaux de requalification des courées (travaux d'assainissement et de requalification des sols) sont réalisés sous maitrise d'ouvrage de la MEL par conventionnement avec les communes concernées.

C'est dans le cadre de ce dispositif que la commune de Wattignies a sollicité la Métropole européenne de Lille (MEL) pour réaliser les travaux de requalification de la cité Gambetta à Wattignies, comportant :

- la réalisation des équipements nécessaires en matière d'assainissement, pris en charge à 100 % par la MEL ;
- les travaux relatifs au traitement des espaces collectifs de la cour ou à son environnement proche, permettant ainsi de traiter des opérations dans une démarche de qualité urbaine durable, pris en charge à 80 % par la MEL.

Compte tenu de l'imbrication des champs de compétences, il est nécessaire de désigner un maitre d'ouvrage unique pour la réalisation des travaux. Il est ainsi proposé de transférer la maitrise d'ouvrage de la commune de Wattignies à la MEL, qui prend en charge la part la plus importante des travaux.

Les travaux relevant de la compétence de la commune sont ceux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts, les travaux relevant des compétences de la MEL sont l'assainissement et la requalification des sols.

Le montant des travaux est estimé à 120 000 € TTC (100 000 € HT), réparti de la façon suivante :

- 72 000 € TTC (60 000 € HT) en assainissement ;
- 48 000 € TTC (40 000 € HT) en requalification.

Les travaux d'assainissement seront financés sur le budget assainissement de la MEL, les travaux de requalification sont pris en charge à 80 % par la MEL (soit 38 400 € TTC) dans la limite des crédits votés et à hauteur de 20 % par la commune (soit 9 600 € TTC).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage avec la commune de Wattignies ;

2) D'imputer les dépenses relatives aux travaux de requalification d'un montant de 48 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

3) D'imputer les dépenses relatives aux travaux d'assainissement d'un montant de 72 000 € TTC aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section investissement ;

4) D'imputer les recettes relatives aux travaux de requalification d'un montant de 9 600 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110435-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0210

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP PMCB (PRODUITS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION DU SECTEUR DU BATIMENT) - CONVENTION AVEC LES ECO-ORGANISMES ECOMINERO, ECOMAISON, VALDELIA ET VALOBAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi AGEC n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, qui a créé 11 nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) parmi lesquelles la filière REP PMCB (produits et matériaux de la construction et du bâtiment) depuis le 1er mai 2023 ;

Vu la délibération n° 23-C-0200 du 23 avril 2021 adoptant le nouveau Schéma directeur des déchets ménagers et assimilés (SDDMA) pour la période 2021-2030 ;

Vu la délibération n° 23-C-0184 du 30 juin 2023 adoptant le Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) pour la période 2023-2029 ;

I. Exposé des motifs

Le SDDMA 2021-2030 comprend quatre axes majeurs dont :

- l'axe « trier mieux et plus » visant à améliorer l'accès aux déchèteries en dotant le territoire de plus de déchèteries et en repensant leur fonctionnement notamment pour accueillir de nouveaux flux de déchets via les filières Responsabilité élargie du producteur (REP) ;
- l'axe « jeter moins » dont l'objectif est une réduction de 15 % de déchets ménagers et assimilés produits à l'horizon 2030. Cet axe a été décliné dans le PLPDMA 2023-2029.

Dans ce cadre, le dispositif des filières REP impose aux metteurs sur le marché d'une catégorie de produit (producteurs, distributeurs, importateurs, etc.) de financer, organiser et mettre en place les solutions appropriées en vue de leur collecte, réutilisation ou traitement. Ce "principe du pollueur-payeur" implique qu'ils doivent

assumer l'intégralité du cycle de vie de leurs produits notamment en participant aux coûts du service public de gestion de ces déchets.

Parmi ces filières, la filière REP PMCB (produits et matériaux de la construction et du bâtiment) a été créée par la loi AGEC (anti-gaspillage pour une économie circulaire) du 10 février 2020 et est entrée en vigueur au 1er mai 2023. Elle représente environ 42 millions de tonnes de déchets par an au niveau national, soit l'équivalent de la quantité totale de déchets produits annuellement par les ménages en France.

Au regard des enjeux rappelés ci-avant, il est nécessaire de conclure une convention avec les éco-organismes jusqu'au 31 décembre 2027, date de fin de leurs agréments délivrés par l'État.

La filière couvre les déchets produits lors des opérations de construction, de rénovation, d'entretien ou de démolition d'un bâtiment et des aménagements liés à son usage selon deux catégories :

- Catégorie 1 : les produits et matériaux de construction constitués majoritairement en masse de minéraux ne contenant ni verre, ni laines minérales ou plâtre ;
- Catégorie 2 : les autres produits et matériaux de construction.

Les quatre éco-organismes agréés sont les suivants :

- ECOMINERO (catégorie 1) ;
- ECOMAISON (catégorie 2) ;
- VALDELIA (catégorie 2) ;
- VALOBAT (catégories 1 et 2).

L'OCA BATIMENT a également été agréé afin de coordonner les actions menées par ces éco-organismes et d'assurer une interface administrative unique pour les collectivités.

La convention concerne des flux PMCB collectés dans les 13 déchèteries fixes de la métropole européenne de Lille (MEL) (soit environ 100 000 tonnes/an) et propose deux modalités d'intervention combinées :

- le versement de soutiens financiers : l'éco-organisme contribue aux coûts des actions de collecte, de transport et de traitement engagés par la MEL ;
- auquel peut s'ajouter, pour certains flux, la prise en charge opérationnelle : l'éco-organisme met en œuvre, avec ses prestataires, les opérations de transport et de traitement des déchets dont il a la responsabilité.
  Il se substitue alors à la collectivité.

Outre les dépenses évitées pour la MEL grâce au report de certains coûts sur les éco-organismes (estimées à 1 550 000 € environ), les recettes annuelles, issues du versement des soutiens financiers par la filière, sont estimées à 2 350 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec les éco-organismes agréés pour la filière des produits et matériaux du secteur du bâtiment (PMCB) ;

2) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0210

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP PMCB (PRODUITS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION DU SECTEUR DU BATIMENT) - CONVENTION AVEC LES ECO-ORGANISMES ECOMINERO, ECOMAISON, VALDELIA ET VALOBAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi AGEC n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, qui a créé 11 nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) parmi lesquelles la filière REP PMCB (produits et matériaux de la construction et du bâtiment) depuis le 1er mai 2023 ;

Vu la délibération n° 23-C-0200 du 23 avril 2021 adoptant le nouveau Schéma directeur des déchets ménagers et assimilés (SDDMA) pour la période 2021-2030 ;

Vu la délibération n° 23-C-0184 du 30 juin 2023 adoptant le Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) pour la période 2023-2029 ;

I. Exposé des motifs

Le SDDMA 2021-2030 comprend quatre axes majeurs dont :

- l'axe « trier mieux et plus » visant à améliorer l'accès aux déchèteries en dotant le territoire de plus de déchèteries et en repensant leur fonctionnement notamment pour accueillir de nouveaux flux de déchets via les filières Responsabilité élargie du producteur (REP) ;
- l'axe « jeter moins » dont l'objectif est une réduction de 15 % de déchets ménagers et assimilés produits à l'horizon 2030. Cet axe a été décliné dans le PLPDMA 2023-2029.

Dans ce cadre, le dispositif des filières REP impose aux metteurs sur le marché d'une catégorie de produit (producteurs, distributeurs, importateurs, etc.) de financer, organiser et mettre en place les solutions appropriées en vue de leur collecte, réutilisation ou traitement. Ce "principe du pollueur-payeur" implique qu'ils doivent

assumer l'intégralité du cycle de vie de leurs produits notamment en participant aux coûts du service public de gestion de ces déchets.

Parmi ces filières, la filière REP PMCB (produits et matériaux de la construction et du bâtiment) a été créée par la loi AGEC (anti-gaspillage pour une économie circulaire) du 10 février 2020 et est entrée en vigueur au 1er mai 2023. Elle représente environ 42 millions de tonnes de déchets par an au niveau national, soit l'équivalent de la quantité totale de déchets produits annuellement par les ménages en France.

Au regard des enjeux rappelés ci-avant, il est nécessaire de conclure une convention avec les éco-organismes jusqu'au 31 décembre 2027, date de fin de leurs agréments délivrés par l'État.

La filière couvre les déchets produits lors des opérations de construction, de rénovation, d'entretien ou de démolition d'un bâtiment et des aménagements liés à son usage selon deux catégories :

- Catégorie 1 : les produits et matériaux de construction constitués majoritairement en masse de minéraux ne contenant ni verre, ni laines minérales ou plâtre ;
- Catégorie 2 : les autres produits et matériaux de construction.

Les quatre éco-organismes agréés sont les suivants :

- ECOMINERO (catégorie 1) ;
- ECOMAISON (catégorie 2) ;
- VALDELIA (catégorie 2) ;
- VALOBAT (catégories 1 et 2).

L'OCA BATIMENT a également été agréé afin de coordonner les actions menées par ces éco-organismes et d'assurer une interface administrative unique pour les collectivités.

La convention concerne des flux PMCB collectés dans les 13 déchèteries fixes de la métropole européenne de Lille (MEL) (soit environ 100 000 tonnes/an) et propose deux modalités d'intervention combinées :

- le versement de soutiens financiers : l'éco-organisme contribue aux coûts des actions de collecte, de transport et de traitement engagés par la MEL ;
- auquel peut s'ajouter, pour certains flux, la prise en charge opérationnelle : l'éco-organisme met en œuvre, avec ses prestataires, les opérations de transport et de traitement des déchets dont il a la responsabilité.
  Il se substitue alors à la collectivité.

Outre les dépenses évitées pour la MEL grâce au report de certains coûts sur les éco-organismes (estimées à 1 550 000 € environ), les recettes annuelles, issues du versement des soutiens financiers par la filière, sont estimées à 2 350 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec les éco-organismes agréés pour la filière des produits et matériaux du secteur du bâtiment (PMCB) ;

2) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110460-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0211

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP ABJ - CATEGORIE 2 ABJ-TH (ARTICLES DE BRICOLAGE ET DE JARDIN THERMIQUES) - CONVENTION AVEC L'ECO-ORGANISME ECOLOGIC POUR LA PERIODE 2023-2027 - AVENANT N° 1 - DEPLOIEMENT DE LA FILIERE A L'ENSEMBLE DES DECHETERIES FIXES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi AGEC n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, qui a créé 11 nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) parmi lesquelles la filière articles de bricolage et de jardin (ABJ) depuis le 1er janvier 2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0301 du 20 octobre 2023 autorisant la signature de la convention avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour la catégorie 2 des articles de bricolage et de jardin (machines et appareils motorisés thermiques) – ABJ-TH) et pour la durée de son agrément, soit jusqu'au 31 décembre 2027 ;

Vu la convention signée le 18 novembre 2023 entre la métropole européenne de Lille (MEL) et l'éco-organisme agréé ECOLOGIC ;

I. Exposé des motifs

La convention, permettant la mise en place d'un dispositif de collecte séparée des ABJ-TH pour contribuer à leur meilleure valorisation, régit les relations juridiques, techniques et financières entre les parties avec notamment les obligations suivantes pour l'éco-organisme ECOLOGIC :

- une compensation financière des coûts de collecte séparée des ABJ-TH par la MEL ;
- l'enlèvement et le traitement de ces ABJ-TH ;
- une contribution financière aux actions de communication en lien avec la filière.

Cette collecte est actuellement mise en place sur trois des treize déchèteries fixes métropolitaines : Lille-Alsace, Halluin et Seclin.

Afin de répondre aux objectifs de la MEL en termes de collecte, de réemploi et de valorisation des déchets, il convient aujourd'hui de déployer cette collecte séparée des ABJ-TH aux dix autres déchèteries fixes métropolitaines.

Un avenant n° 1 à la convention doit donc être signé.

À l'issue du déploiement de la filière, qui sera progressif, à l'ensemble des 13 déchèteries, les soutiens financiers que pourrait percevoir la MEL s'élèveraient à 7 800 € sur la période de l'agrément.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer avec l'éco-organisme ECOLOGIC l'avenant n° 1 permettant le déploiement de la filière des articles de bricolage et de jardin thermiques à l'ensemble des déchèteries fixes métropolitaines ;

2) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0211

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP ABJ - CATEGORIE 2 ABJ-TH (ARTICLES DE BRICOLAGE ET DE JARDIN THERMIQUES) - CONVENTION AVEC L'ECO-ORGANISME ECOLOGIC POUR LA PERIODE 2023-2027 - AVENANT N° 1 - DEPLOIEMENT DE LA FILIERE A L'ENSEMBLE DES DECHETERIES FIXES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi AGEC n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, qui a créé 11 nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) parmi lesquelles la filière articles de bricolage et de jardin (ABJ) depuis le 1er janvier 2022 ;

Vu la délibération n° 23-C-0301 du 20 octobre 2023 autorisant la signature de la convention avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour la catégorie 2 des articles de bricolage et de jardin (machines et appareils motorisés thermiques) – ABJ-TH) et pour la durée de son agrément, soit jusqu'au 31 décembre 2027 ;

Vu la convention signée le 18 novembre 2023 entre la métropole européenne de Lille (MEL) et l'éco-organisme agréé ECOLOGIC ;

I. Exposé des motifs

La convention, permettant la mise en place d'un dispositif de collecte séparée des ABJ-TH pour contribuer à leur meilleure valorisation, régit les relations juridiques, techniques et financières entre les parties avec notamment les obligations suivantes pour l'éco-organisme ECOLOGIC :

- une compensation financière des coûts de collecte séparée des ABJ-TH par la MEL ;
- l'enlèvement et le traitement de ces ABJ-TH ;
- une contribution financière aux actions de communication en lien avec la filière.

Cette collecte est actuellement mise en place sur trois des treize déchèteries fixes métropolitaines : Lille-Alsace, Halluin et Seclin.

Afin de répondre aux objectifs de la MEL en termes de collecte, de réemploi et de valorisation des déchets, il convient aujourd'hui de déployer cette collecte séparée des ABJ-TH aux dix autres déchèteries fixes métropolitaines.

Un avenant n° 1 à la convention doit donc être signé.

À l'issue du déploiement de la filière, qui sera progressif, à l'ensemble des 13 déchèteries, les soutiens financiers que pourrait percevoir la MEL s'élèveraient à 7 800 € sur la période de l'agrément.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer avec l'éco-organisme ECOLOGIC l'avenant n° 1 permettant le déploiement de la filière des articles de bricolage et de jardin thermiques à l'ensemble des déchèteries fixes métropolitaines ;

2) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110493-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0212

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP ASL (ARTICLES DE SPORT ET DE LOISIRS) - CONVENTION AVEC L'ECO-ORGANISME ECOLOGIC - DEPLOIEMENT DE LA FILIERE A L'ENSEMBLE DES DECHETERIES - AJOUT DE POINTS DE COLLECTE EVENEMENTIELS - AVENANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi AGEC n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, qui a créé 11 nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) parmi lesquelles la filière articles de sport et de loisirs (ASL) depuis le 1er janvier 2022 ;

Vu la décision directe n° 23-DD-0520 du 11 juillet 2023 autorisant la candidature de la métropole européenne de Lille (MEL) à l'appel à manifestation d'intérêt de l'éco-organisme ECOLOGIC et la signature de l'accord sur les conditions de mise à disposition de conteneurs en cas de candidature retenue et de la convention avec l'éco-organisme ECOLOGIC, pour la durée de son agrément, soit jusqu'au 31 décembre 2027 ;

I. Exposé des motifs

La MEL a signé le 18 juillet 2023 une convention avec l'éco-organisme agréé ECOLOGIC afin de mettre en place un dispositif de collecte séparée des ASL et ainsi contribuer à leur meilleure valorisation.

La convention régit les relations juridiques, techniques et financières entre les parties avec notamment les obligations suivantes pour l'éco-organisme ECOLOGIC :

- une compensation financière des coûts de collecte séparée des ASL par la MEL ;
- l'enlèvement et le traitement de ces ASL ;
- une contribution technique et financière aux actions de communication en lien avec la filière.

Cette collecte est actuellement mise en place sur trois des treize déchèteries de la MEL : Lille-Alsace, Halluin et Seclin.

Afin de répondre aux objectifs de la MEL en termes de collecte, de réemploi et de valorisation des déchets, il convient aujourd'hui de déployer cette collecte aux dix autres déchèteries fixes. Un avenant n° 1 à la convention doit donc être signé.

À l'issue du déploiement de la filière, qui sera progressif, à l'ensemble des 13 déchèteries, les soutiens financiers que pourrait percevoir la MEL s'élèveraient à 14 000 € par an.

Par ailleurs, la convention permet la création de points de collecte occasionnels dans le cadre d'évènements organisés par la MEL ou par l'éco-organisme ECOLOGIC sur tout type de lieu métropolitain (exemple : équipements sportifs).

L'ajout de ces points de collecte occasionnels devra alors faire l'objet d'avenants ponctuels à la convention pour bénéficier des soutiens de l'éco-organisme ECOLOGIC.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer avec l'éco-organisme ECOLOGIC l'avenant n° 1 permettant le déploiement de la filière des articles de sport et de loisirs à l'ensemble des déchèteries fixes métropolitaines ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer avec l'éco-organisme ECOLOGIC les avenants ponctuels pour l'ajout des points de collecte occasionnels ;

3) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0212

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP ASL (ARTICLES DE SPORT ET DE LOISIRS) - CONVENTION AVEC L'ECO-ORGANISME ECOLOGIC - DEPLOIEMENT DE LA FILIERE A L'ENSEMBLE DES DECHETERIES - AJOUT DE POINTS DE COLLECTE EVENEMENTIELS - AVENANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi AGEC n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire, qui a créé 11 nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) parmi lesquelles la filière articles de sport et de loisirs (ASL) depuis le 1er janvier 2022 ;

Vu la décision directe n° 23-DD-0520 du 11 juillet 2023 autorisant la candidature de la métropole européenne de Lille (MEL) à l'appel à manifestation d'intérêt de l'éco-organisme ECOLOGIC et la signature de l'accord sur les conditions de mise à disposition de conteneurs en cas de candidature retenue et de la convention avec l'éco-organisme ECOLOGIC, pour la durée de son agrément, soit jusqu'au 31 décembre 2027 ;

I. Exposé des motifs

La MEL a signé le 18 juillet 2023 une convention avec l'éco-organisme agréé ECOLOGIC afin de mettre en place un dispositif de collecte séparée des ASL et ainsi contribuer à leur meilleure valorisation.

La convention régit les relations juridiques, techniques et financières entre les parties avec notamment les obligations suivantes pour l'éco-organisme ECOLOGIC :

- une compensation financière des coûts de collecte séparée des ASL par la MEL ;
- l'enlèvement et le traitement de ces ASL ;
- une contribution technique et financière aux actions de communication en lien avec la filière.

Cette collecte est actuellement mise en place sur trois des treize déchèteries de la MEL : Lille-Alsace, Halluin et Seclin.

Afin de répondre aux objectifs de la MEL en termes de collecte, de réemploi et de valorisation des déchets, il convient aujourd'hui de déployer cette collecte aux dix autres déchèteries fixes. Un avenant n° 1 à la convention doit donc être signé.

À l'issue du déploiement de la filière, qui sera progressif, à l'ensemble des 13 déchèteries, les soutiens financiers que pourrait percevoir la MEL s'élèveraient à 14 000 € par an.

Par ailleurs, la convention permet la création de points de collecte occasionnels dans le cadre d'évènements organisés par la MEL ou par l'éco-organisme ECOLOGIC sur tout type de lieu métropolitain (exemple : équipements sportifs).

L'ajout de ces points de collecte occasionnels devra alors faire l'objet d'avenants ponctuels à la convention pour bénéficier des soutiens de l'éco-organisme ECOLOGIC.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer avec l'éco-organisme ECOLOGIC l'avenant n° 1 permettant le déploiement de la filière des articles de sport et de loisirs à l'ensemble des déchèteries fixes métropolitaines ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer avec l'éco-organisme ECOLOGIC les avenants ponctuels pour l'ajout des points de collecte occasionnels ;

3) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110459-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0213

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP EMPAP (EMBALLAGES MENAGERS, IMPRIMES PAPIERS ET PAPIERS A USAGE GRAPHIQUE) - SOCIETE REVIPAC - CONTRAT DE REPRISE DU GISEMENT 5.03 - PERIODE 2024-2029 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu les conventions et leurs avenants conclus entre la métropole européenne de Lille (MEL) et l'éco-organisme agréé CITEO en charge de la filière REP (Responsabilité élargie du producteur) EMPAP (emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique) jusqu'au 31 décembre 2024, dans l'attente du nouvel agrément délivré par l'État pour la nouvelle période 2025-2029 ;

I. Exposé des motifs

Réalisé dans les deux centres de tri d'Halluin et de Lille-Loos, le tri des déchets ménagers et assimilés permet d'isoler les différents gisements de matériaux selon leurs caractéristiques avant leur reprise par des sociétés en vue de leur valorisation.

Le gisement 5.03 concernant les emballages ménagers papier-carton (dit Tetrapack) est repris par la société REVIPAC, repreneur agréé par l'éco-organisme CITEO, dans le cadre de la reprise filière qu'il organise.

Cette reprise permet à la MEL d'augmenter sa performance de tri et de bénéficier d'une reprise a minima sans coût.

Le contrat conclu avec la société REVIPAC ayant pris fin au 31 décembre 2023, il est nécessaire de le renouveler.

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la signature du contrat de reprise de la filière EMPAP avec la société REVIPAC pour le flux de déchets 5.03 sur la période 2024-2029 et pour un prix de reprise en sortie de centre fixé à 13 € la tonne, soit une estimation de recettes annuelles de 5 850 € pour 450 tonnes de déchets repris.

En cas de changement d'éco-organisme pour la filière REP EMPAP lors du renouvellement de l'agrément par l'État, un nouveau contrat devra être signé avec le repreneur pour la reprise du gisement 5.03.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le contrat de reprise avec la société REVIPAC pour la période 2024-2029 ;

2) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0213

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FILIERE REP EMPAP (EMBALLAGES MENAGERS, IMPRIMES PAPIERS ET PAPIERS A USAGE GRAPHIQUE) - SOCIETE REVIPAC - CONTRAT DE REPRISE DU GISEMENT 5.03 - PERIODE 2024-2029 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu les conventions et leurs avenants conclus entre la métropole européenne de Lille (MEL) et l'éco-organisme agréé CITEO en charge de la filière REP (Responsabilité élargie du producteur) EMPAP (emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique) jusqu'au 31 décembre 2024, dans l'attente du nouvel agrément délivré par l'État pour la nouvelle période 2025-2029 ;

I. Exposé des motifs

Réalisé dans les deux centres de tri d'Halluin et de Lille-Loos, le tri des déchets ménagers et assimilés permet d'isoler les différents gisements de matériaux selon leurs caractéristiques avant leur reprise par des sociétés en vue de leur valorisation.

Le gisement 5.03 concernant les emballages ménagers papier-carton (dit Tetrapack) est repris par la société REVIPAC, repreneur agréé par l'éco-organisme CITEO, dans le cadre de la reprise filière qu'il organise.

Cette reprise permet à la MEL d'augmenter sa performance de tri et de bénéficier d'une reprise a minima sans coût.

Le contrat conclu avec la société REVIPAC ayant pris fin au 31 décembre 2023, il est nécessaire de le renouveler.

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la signature du contrat de reprise de la filière EMPAP avec la société REVIPAC pour le flux de déchets 5.03 sur la période 2024-2029 et pour un prix de reprise en sortie de centre fixé à 13 € la tonne, soit une estimation de recettes annuelles de 5 850 € pour 450 tonnes de déchets repris.

En cas de changement d'éco-organisme pour la filière REP EMPAP lors du renouvellement de l'agrément par l'État, un nouveau contrat devra être signé avec le repreneur pour la reprise du gisement 5.03.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le contrat de reprise avec la société REVIPAC pour la période 2024-2029 ;

2) d'imputer les recettes correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110437-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0214

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ANNOEULLIN -

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA DECHETERIE - 7 LOTS - MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

La métropole européenne de Lille (MEL) dispose actuellement d'un réseau de 13 déchèteries fixes réparties sur le territoire.

La déchèterie d'Annœullin, qui en 2023 a comptabilisé 69 405 entrées pour 7 500 tonnes collectées environ, nécessite une mise aux normes en particulier pour la gestion des déchets dangereux et l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR) du local personnel.

Des travaux de rénovation sont prévus avec un démarrage prévisionnel de la période de préparation en septembre 2024.

La déchèterie sera fermée pour une période de 6 mois et les usagers seront invités à utiliser les déchèteries à proximité telles que celles de Seclin et de Marquillies.

Une procédure adaptée a ainsi été lancée le 26 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 3 juin 2024, en vue de la passation de marchés pour la réalisation de travaux de rénovation de la déchèterie d'Annœullin.

La consultation, globalement estimée à 1 666 000 € HT, a été décomposée en 9 lots :

- lot n° 1 - Voirie Réseaux Divers estimé à 470 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 2 - Gros Œuvre estimé à 535 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 3 - Couverture/Métallerie estimé à 358 000 € HT (dont la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) toiture végétalisée estimée à 30 000€ HT) pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 4 - Cloisons/Peinture/Menuiseries intérieures estimé à 50 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 5 - Électricité/sécurité incendie estimé à 95 000 € HT (dont la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) panneaux photovoltaïques estimée à 50 000€ HT) pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 6 - Plomberie/ventilation estimé à 37 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 7 - Carrelage estimé à 33 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 8 - Menuiseries extérieures estimé à 70 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 9 - Espaces verts estimé à 18 000 € HT pour une durée de 36 mois.

Les lots n°4 (Cloisons/Peinture/Menuiseries) et n° 7 (Carrelage) ont été déclarés infructueux, aucune offre n'ayant été reçue. Une nouvelle consultation sera donc lancée et l'attribution des marchés correspondants relèvera de la compétence du Président conformément aux délégations en vigueur.

Suite à l'analyse des offres reçues pour les autres lots et après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 26 juin 2024, les marchés ont été attribués :

- pour le lot n° 1 - à la société AMBIANCES TP pour un montant de 421 668,59 € HT ;

- pour le lot n° 2 - à la société PROVALIBAT pour un montant de 561 000,00 € HT ;

- pour le lot n° 3 - à la société SOPREMA ETS pour un montant de 338 772,05 € HT ;

- pour le lot n° 5 - à la société STTN pour un montant de 113 287,70 € HT (y compris prestation supplémentaire éventuelle portant sur la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques) ;

- pour le lot n° 6 - à la société THERMECLIM pour un montant de 30 635,32 € HT ;

- pour le lot n° 8 - à la société ALNOR pour un montant de 61 318,00 € HT ;

- pour le lot n° 9 - à la société CITEVERT pour un montant de 10 000,00 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les marchés correspondants relatifs à la rénovation de la déchèterie d'Annoeullin (7 lots) ;

2) d’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0214

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ANNOEULLIN -

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA DECHETERIE - 7 LOTS - MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

La métropole européenne de Lille (MEL) dispose actuellement d'un réseau de 13 déchèteries fixes réparties sur le territoire.

La déchèterie d'Annœullin, qui en 2023 a comptabilisé 69 405 entrées pour 7 500 tonnes collectées environ, nécessite une mise aux normes en particulier pour la gestion des déchets dangereux et l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR) du local personnel.

Des travaux de rénovation sont prévus avec un démarrage prévisionnel de la période de préparation en septembre 2024.

La déchèterie sera fermée pour une période de 6 mois et les usagers seront invités à utiliser les déchèteries à proximité telles que celles de Seclin et de Marquillies.

Une procédure adaptée a ainsi été lancée le 26 avril 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 3 juin 2024, en vue de la passation de marchés pour la réalisation de travaux de rénovation de la déchèterie d'Annœullin.

La consultation, globalement estimée à 1 666 000 € HT, a été décomposée en 9 lots :

- lot n° 1 - Voirie Réseaux Divers estimé à 470 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 2 - Gros Œuvre estimé à 535 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 3 - Couverture/Métallerie estimé à 358 000 € HT (dont la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) toiture végétalisée estimée à 30 000€ HT) pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 4 - Cloisons/Peinture/Menuiseries intérieures estimé à 50 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 5 - Électricité/sécurité incendie estimé à 95 000 € HT (dont la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) panneaux photovoltaïques estimée à 50 000€ HT) pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 6 - Plomberie/ventilation estimé à 37 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 7 - Carrelage estimé à 33 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 8 - Menuiseries extérieures estimé à 70 000 € HT pour une durée de 12 mois ;

- lot n° 9 - Espaces verts estimé à 18 000 € HT pour une durée de 36 mois.

Les lots n°4 (Cloisons/Peinture/Menuiseries) et n° 7 (Carrelage) ont été déclarés infructueux, aucune offre n'ayant été reçue. Une nouvelle consultation sera donc lancée et l'attribution des marchés correspondants relèvera de la compétence du Président conformément aux délégations en vigueur.

Suite à l'analyse des offres reçues pour les autres lots et après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 26 juin 2024, les marchés ont été attribués :

- pour le lot n° 1 - à la société AMBIANCES TP pour un montant de 421 668,59 € HT ;

- pour le lot n° 2 - à la société PROVALIBAT pour un montant de 561 000,00 € HT ;

- pour le lot n° 3 - à la société SOPREMA ETS pour un montant de 338 772,05 € HT ;

- pour le lot n° 5 - à la société STTN pour un montant de 113 287,70 € HT (y compris prestation supplémentaire éventuelle portant sur la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques) ;

- pour le lot n° 6 - à la société THERMECLIM pour un montant de 30 635,32 € HT ;

- pour le lot n° 8 - à la société ALNOR pour un montant de 61 318,00 € HT ;

- pour le lot n° 9 - à la société CITEVERT pour un montant de 10 000,00 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les marchés correspondants relatifs à la rénovation de la déchèterie d'Annoeullin (7 lots) ;

2) d’imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110426-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0215

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LA BASSEE -

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI) - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN HYDRANT - COMMUNE DE VIOLAINES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, confiant à la métropole européenne de Lille (MEL), en sa qualité de métropole, l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) sur l'ensemble du territoire de ses 95 communes membres ;

Vu l'article R2225-7 III du Code Général des Collectivités Territoriales ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de l'exercice de la compétence DECI, la MEL doit garantir au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) la disponibilité des points d'eau incendie publics (citernes, poteaux et bouches incendie).

Afin d'assurer la défense incendie d'un secteur situé sur la commune de la Bassée, l'utilisation mutualisée entre la MEL et la commune de Violaines (hors territoire MEL) d'un hydrant public propriété de cette dernière est proposée. En effet, l'implantation de cet ouvrage et son débit répondent aux obligations réglementaires liées à la DECI des secteurs à protéger dans les deux communes.

Cette mutualisation doit faire l'objet d'une convention entre la MEL et la commune de Violaines spécifiant les obligations de chacune des parties.

Cette convention sera conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa notification et sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour cette même durée.

L'utilisation de l'ouvrage pour assurer la DECI de la MEL se fera à titre gracieux.

Cependant en cas de nécessité de remplacement de l'hydrant, la MEL participera aux frais de mise en œuvre du nouvel ouvrage, à hauteur de 50% maximum des frais engagés par la commune.

Il est donc proposé d'autoriser la signature de convention portant sur la mise à disposition de l'hydrant, conclue à titre gracieux et ne donnant pas lieu à une indemnité de versement au profit de la commune de Violaines, à l'exception des coûts d'investissements à hauteur maximale de 50 % des frais réels.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de mise à disposition de l'hydrant public n° 62863 entre la MEL et la commune de Violaines au titre de la DECI de la Bassée ;

2) D'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0215

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LA BASSEE -

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI) - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN HYDRANT - COMMUNE DE VIOLAINES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, confiant à la métropole européenne de Lille (MEL), en sa qualité de métropole, l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) sur l'ensemble du territoire de ses 95 communes membres ;

Vu l'article R2225-7 III du Code Général des Collectivités Territoriales ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de l'exercice de la compétence DECI, la MEL doit garantir au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) la disponibilité des points d'eau incendie publics (citernes, poteaux et bouches incendie).

Afin d'assurer la défense incendie d'un secteur situé sur la commune de la Bassée, l'utilisation mutualisée entre la MEL et la commune de Violaines (hors territoire MEL) d'un hydrant public propriété de cette dernière est proposée. En effet, l'implantation de cet ouvrage et son débit répondent aux obligations réglementaires liées à la DECI des secteurs à protéger dans les deux communes.

Cette mutualisation doit faire l'objet d'une convention entre la MEL et la commune de Violaines spécifiant les obligations de chacune des parties.

Cette convention sera conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa notification et sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour cette même durée.

L'utilisation de l'ouvrage pour assurer la DECI de la MEL se fera à titre gracieux.

Cependant en cas de nécessité de remplacement de l'hydrant, la MEL participera aux frais de mise en œuvre du nouvel ouvrage, à hauteur de 50% maximum des frais engagés par la commune.

Il est donc proposé d'autoriser la signature de convention portant sur la mise à disposition de l'hydrant, conclue à titre gracieux et ne donnant pas lieu à une indemnité de versement au profit de la commune de Violaines, à l'exception des coûts d'investissements à hauteur maximale de 50 % des frais réels.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de mise à disposition de l'hydrant public n° 62863 entre la MEL et la commune de Violaines au titre de la DECI de la Bassée ;

2) D'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget général en section de fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Défense Extérieure Contre l'Incendie

Convention de mise à disposition d'un hydrant public de Violaines comme point d'eau incendie pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie La Bassée

PROJET

Entre les soussigné(e)s :

- ✓ **Le service public DECI, la commune de Violaines, collectivité territoriale, 28 place du Général de Gaulle 62138 VIOLAINES, représentée par Jean-François CASTELL Maire, propriétaire de l'hydrant public n°62863 situé route d'Estaires et utilisable pour la défense extérieure contre l'incendie.**

Ci-après dénommé "**Le propriétaire**", d'une part

- ✓ **Le service public DECI, la Métropole Européenne de Lille, établissement public de coopération intercommunale, 2, boulevard des Cités Unies – CS 70043 – 59040 LILLE Cedex, représentée par Damien CASTELAIN, agissant en application de la délibération n°…….. .**

Ci-après dénommée "**le bénéficiaire ou la MEL ou le service public de DECI**", d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit

Article 1 – Objet de la convention

Le Propriétaire s'engage à mettre à disposition du service public de DECI de la MEL, dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de La Bassée, comme point d'eau incendie l'hydrant désigné comme suit :

- poteau d'incendie
- de diamètre (100 ou 150) : 100
- marque : PAM (fabricant GHM)
- année de pose : inconnue
- n° de poteau (ref SDIS) : 62863-0002
- adresse : route d'Estaires à proximité du garage automobile
- caractéristiques hydrauliques (mesurées juin 2022)
  débit à gueule-bée, débit sous un bar de pression, pression statique

Article 2 – Durée et renouvellement

Article 2-1 : Entrée en vigueur

Le bénéficiaire notifiera par courrier recommandé avec accusé de réception au Propriétaire, la présente convention dûment signée par les parties. Elle prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Une copie de la présente convention sera adressée dès son entrée en vigueur par le bénéficiaire au Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Article 2-2 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au propriétaire.

Article 2-3 : Renouvellement

Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction, pour une durée identique à celle de la présente à défaut d'opposition de l'une ou l'autre des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 6 mois précédant la date d'échéance contractuelle.

Article 3 : Obligations des parties

Article 3-1 : Obligations du propriétaire

Le propriétaire ne doit pas faire obstacle à l'utilisation de l'équipement susmentionné à l'article 1 et, à ce titre, il doit notamment :

- Donner son accord au bénéficiaire, d'utiliser l'hydrant décrit à l'article 1 pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) de la commune de La Bassée. L'autorisation accordée par la présente convention est au seul profit du service public de DECI de la MEL et des services de lutte contre l'incendie;

PROJET

- S'engager pendant la durée de la mise à disposition consentie, à ne faire aucun acte de nature à gêner l'utilisation de l'ouvrage;
- S'engager à signaler immédiatement au bénéficiaire de la convention toutes dégradations ou tous dommages faits à l'ouvrage entrainant une indisponibilité de ce dernier ;
- S'engager à prévenir le bénéficiaire de la convention si les capacités hydrauliques de l'hydrant viennent à être modifiées et présentent un débit inférieur à 60 m^3/h sous un bar ;
- Fournir au bénéficiaire, les derniers contrôles techniques de l'ouvrage.

Par ailleurs, il conserve la gestion et la pleine propriété de l'équipement mis à disposition.

Article 3-2 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire n'interviendra pas sur l'ouvrage, seul le SDIS du nord sera l'utilisateur en cas d'incendie sur la commune de La Bassée.

En cas de nécessité de remplacement de l'hydrant mentionné dans la présente convention, le bénéficiaire participera aux frais d'investissements liés à la mise en œuvre d'un nouvel hydrant à hauteur maximale de 50 % des frais réels engagés par le propriétaire.

Article 4 – Conditions financières

La présente convention portant mise à disposition de l'hydrant susmentionné à l'article 1 est conclue à titre gracieux et ne donne lieu au versement d'aucune indemnité au profit du propriétaire de l'hydrant public mis à disposition à l'exception des éventuels coûts d'investissements tel que prévu à l'article 3-2 à hauteur maximale de 50% des frais réels.

Le bénéficiaire apportera sa participation financière au propriétaire sur présentation d'un titre de recettes accompagné des pièces suivantes :

- une copie des factures relatives à la fourniture et la pose de l'hydrant,
- le rapport de reconnaissance opérationnelle initiale de l'équipement par le SDIS sans réserve du SDIS.

Article 5 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution ou de manquement des parties à l'une quelconque de leurs obligations prévues à la présente convention.

La partie à l'initiative de la résiliation devra adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception précisant le motif de la résiliation envisagée.

Si la mise en demeure est restée sans effet à l'issue d'un délai d'un mois, la partie à l'initiative de la résiliation devra alors adresser sa décision de résiliation en réitérant le motif de la résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation prendra effet à la date de la réception du courrier de notification.

PROJET

Article 6 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. Ce n'est qu'en cas d'échec de toute voie amiable que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention pourra être porté devant la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires.

Le propriétaire, Service public de DECI de la commune de Violaines Jean-François CASTELL	Le bénéficiaire, Service public de DECI de la Métropole Européenne de Lille Pour le Président de la Métropole Européenne de Lille Le Vice-Président Politique de l'Eau et de l'Assainissement Alain BEZIRARD
Fait à	Fait à .....
Le	Le .....

PROJET

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110466-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0216

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ERQUINGHEM-LYS -

DECONNEXION DE LA RIVIERE DES LAIES ET DE LA BECQUE DU CRACHET - TRAVAUX DE RENATURATION ET REPROFILAGE DU COURANT DE L'ANGUILLE - 2 LOTS - APPEL D'OFFRES OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 18 C 0412 du 15 juin 2018 approuvant la réalisation du programme de travaux de déconnexion et de réhabilitation de la Rivière des laies, de déconnexion de la Becque du Crachet et de réaménagement du Courant de l'Anguille ;

I. Exposé des motifs

Le système de collecte de l'agglomération d'assainissement d'Armentières est jugé non conforme aux prescriptions locales et nationales de performance depuis 2015.

Cette situation est la conséquence d'une saturation des réseaux unitaires de collecte par des eaux claires parasites :

- localisées : par l'intrusion totale de la rivière des Laies et de la Becque du Crachet dans le réseau d'assainissement au niveau de la commune d'Armentières (apports estimés à 6,2 millions de m3 par an) ;
- diffuses : provoquée par la porosité de certains réseaux, d'intrusion de fossés et de nappes sur des linéaires de réseaux importants.

Ainsi, une part importante de la pollution domestique du réseau d'assainissement est rejetée dans la Lys sans traitement.

Par ailleurs, la station d'épuration subit une charge hydraulique dépassant les capacités des installations.

Un programme d'actions, encadré par un arrêté préfectoral en date du 8 février 2021, a donc été élaboré pour améliorer les performances de fonctionnement de l'agglomération d'assainissement d'Armentières.

Les travaux reposent sur une succession d'étapes :

- Tout d'abord, le reprofilage hydraulique et la renaturation du courant de l'Anguille sur la commune d'Erquinghem-Lys, retravaillé pour accueillir les eaux en provenance des becques du Crachet et de la rivière des Laies déconnectées du réseau d'assainissement d'Armentières, objet de la présente délibération ;
- Ensuite, la réalisation de deux prises d'eau dans la rivière des Laies et de la Becque du Crachet, limitant leur pénétration dans le réseau d'assainissement, et les dirigeant majoritairement vers le courant de l'Anguille par une conduite enterrée ;
- Et enfin, la réhabilitation du réseau d'assainissement interne à la commune d'Armentières afin de permettre une séparation des eaux usées, des eaux pluviales ruisselées et des eaux résiduelles de la rivière des Laies.

Les travaux de la première phase consisteront en :

- Lot 1 : Terrassement, reprofilage du courant de l'Anguille et création des cheminements ;
- Lot 2 : Aménagement paysager et plantations.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée le 28 mars 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 21 mai 2024.

6 offres ont été reçues sur le lot 1 et 3 offres ont été reçues sur le lot 2.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à :

- Lot 1 : Société LEBLEU pour un montant de 1 131 462,03 € HT ;
- Lot 2 : Société PAYSAGES DES FLANDRES pour un montant de 65 915,87 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les marchés correspondants ;

2. D'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0216

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ERQUINGHEM-LYS -

DECONNEXION DE LA RIVIERE DES LAIES ET DE LA BECQUE DU CRACHET - TRAVAUX DE RENATURATION ET REPROFILAGE DU COURANT DE L'ANGUILLE - 2 LOTS - APPEL D'OFFRES OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 18 C 0412 du 15 juin 2018 approuvant la réalisation du programme de travaux de déconnexion et de réhabilitation de la Rivière des laies, de déconnexion de la Becque du Crachet et de réaménagement du Courant de l'Anguille ;

I. Exposé des motifs

Le système de collecte de l'agglomération d'assainissement d'Armentières est jugé non conforme aux prescriptions locales et nationales de performance depuis 2015.

Cette situation est la conséquence d'une saturation des réseaux unitaires de collecte par des eaux claires parasites :

- localisées : par l'intrusion totale de la rivière des Laies et de la Becque du Crachet dans le réseau d'assainissement au niveau de la commune d'Armentières (apports estimés à 6,2 millions de m3 par an) ;
- diffuses : provoquée par la porosité de certains réseaux, d'intrusion de fossés et de nappes sur des linéaires de réseaux importants.

Ainsi, une part importante de la pollution domestique du réseau d'assainissement est rejetée dans la Lys sans traitement.

Par ailleurs, la station d'épuration subit une charge hydraulique dépassant les capacités des installations.

Un programme d'actions, encadré par un arrêté préfectoral en date du 8 février 2021, a donc été élaboré pour améliorer les performances de fonctionnement de l'agglomération d'assainissement d'Armentières.

Les travaux reposent sur une succession d'étapes :

- Tout d'abord, le reprofilage hydraulique et la renaturation du courant de l'Anguille sur la commune d'Erquinghem-Lys, retravaillé pour accueillir les eaux en provenance des becques du Crachet et de la rivière des Laies déconnectées du réseau d'assainissement d'Armentières, objet de la présente délibération ;
- Ensuite, la réalisation de deux prises d'eau dans la rivière des Laies et de la Becque du Crachet, limitant leur pénétration dans le réseau d'assainissement, et les dirigeant majoritairement vers le courant de l'Anguille par une conduite enterrée ;
- Et enfin, la réhabilitation du réseau d'assainissement interne à la commune d'Armentières afin de permettre une séparation des eaux usées, des eaux pluviales ruisselées et des eaux résiduelles de la rivière des Laies.

Les travaux de la première phase consisteront en :

- Lot 1 : Terrassement, reprofilage du courant de l'Anguille et création des cheminements ;
- Lot 2 : Aménagement paysager et plantations.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée le 28 mars 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 21 mai 2024.

6 offres ont été reçues sur le lot 1 et 3 offres ont été reçues sur le lot 2.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à :

- Lot 1 : Société LEBLEU pour un montant de 1 131 462,03 € HT ;
- Lot 2 : Société PAYSAGES DES FLANDRES pour un montant de 65 915,87 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les marchés correspondants ;

2. D'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110489-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0217

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MOUVAUX -

RUES DE VERDUN ET DE TOURCOING - TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DES COLLECTEURS - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la rue de Verdun et, dans son prolongement, le sentier des Prieux à Mouvaux en 2026 et de réaliser les études de requalification rue de Tourcoing à Mouvaux ;

I. Exposé des motifs

Le 7 juin 2016, de fortes précipitations ont entrainé des débordements de voirie et de réseaux ainsi que des inondations, touchant en particulier les habitations de la rue de Tourcoing à Mouvaux.

Suite à ces inondations, une étude hydraulique a montré la nécessité de redimensionner le réseau d'assainissement rue de Tourcoing mais également rue de Verdun, adjacente, et sentier des Prieux, afin de lutter efficacement contre les inondations sur ce secteur de Mouvaux.

Les travaux consisteront à reconstruire le réseau unitaire sur 700 mètres linéaires environ, en augmentant les diamètres de celui-ci. Cela permettra d'augmenter son volume et donc, sa capacité à stocker les évènements pluviaux importants.

Pour cela, il sera aussi nécessaire de reconstruire 7 chambres spécifiques permettant la création de regards de visite.

L'ensemble des branchements des habitations sera aussi reconstruit afin d'assurer la performance et la pérennité du réseau.

En vue de la réalisation de ces travaux estimés à 2 380 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 29 janvier 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 25 mars 2024.

3 offres ont été reçues et analysées.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à la société BALESTRA pour un montant de 2 288 899,40 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché de travaux de reconstruction des collecteurs, rues de Verdun et de Tourcoing à Mouvaux, avec la société BALESTRA ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0217

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MOUVAUX -

RUES DE VERDUN ET DE TOURCOING - TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DES COLLECTEURS - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté de requalifier la rue de Verdun et, dans son prolongement, le sentier des Prieux à Mouvaux en 2026 et de réaliser les études de requalification rue de Tourcoing à Mouvaux ;

I. Exposé des motifs

Le 7 juin 2016, de fortes précipitations ont entrainé des débordements de voirie et de réseaux ainsi que des inondations, touchant en particulier les habitations de la rue de Tourcoing à Mouvaux.

Suite à ces inondations, une étude hydraulique a montré la nécessité de redimensionner le réseau d'assainissement rue de Tourcoing mais également rue de Verdun, adjacente, et sentier des Prieux, afin de lutter efficacement contre les inondations sur ce secteur de Mouvaux.

Les travaux consisteront à reconstruire le réseau unitaire sur 700 mètres linéaires environ, en augmentant les diamètres de celui-ci. Cela permettra d'augmenter son volume et donc, sa capacité à stocker les évènements pluviaux importants.

Pour cela, il sera aussi nécessaire de reconstruire 7 chambres spécifiques permettant la création de regards de visite.

L'ensemble des branchements des habitations sera aussi reconstruit afin d'assurer la performance et la pérennité du réseau.

En vue de la réalisation de ces travaux estimés à 2 380 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 29 janvier 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 25 mars 2024.

3 offres ont été reçues et analysées.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 juin 2024, le marché a été attribué à la société BALESTRA pour un montant de 2 288 899,40 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché de travaux de reconstruction des collecteurs, rues de Verdun et de Tourcoing à Mouvaux, avec la société BALESTRA ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110429-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0218

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TOURCOING -

QUARTIER DE LA "CEINTURE VERTE" - REHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT - RECONSTRUCTION DES REGARDS DE VISITE - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté d'aménager le quartier de la "Ceinture Verte" à Tourcoing en 2025 ;

I. Exposé des motifs

En préparation des travaux de voirie dans le quartier de la "Ceinture Verte" à Tourcoing, des inspections télévisées ont été réalisées et ont mis en évidence la vétusté de collecteurs d'assainissement nécessitant de prévoir leur renouvellement.

Le réseau d'assainissement existant, de type unitaire, sera réhabilité avec une gaine polymérisée sur place. Cette technique permettra de renforcer la structure du collecteur en minimisant l'impact sur les usagers.

Les travaux consisteront en :
- la reconstruction des regards de visite ;
- la réhabilitation des collecteurs ;
- la réfection des radiers dégradés.

En vue de la réalisation de ces travaux estimés à 2 500 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 19 mars 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 18 avril 2024.

2 offres ont été reçues.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 05 juin 2024, le marché a été

attribué au groupement d'entreprises M3R (Mandataire) / TERIDEAL / BALESTRA TP / CLAISSE ENVIRONNEMENT pour un montant de 2 572 360,40 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché de travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement pour la ceinture verte, avenue de la fin de Guerre et Pont Rompu à Tourcoing avec le groupement d'entreprises M3R (Mandataire) / TERIDEAL / BALESTRA TP / CLAISSE ENVIRONNEMENT pour un montant de 2 572 360,40 € HT ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0218

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TOURCOING -

QUARTIER DE LA "CEINTURE VERTE" - REHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT - RECONSTRUCTION DES REGARDS DE VISITE - MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 23-C-0370 du 15 décembre 2023 approuvant la revoyure du Programme Pluriannuel d'Investissement en matière de voirie, d'espaces publics et d'aménagements cyclables, qui confirme la volonté d'aménager le quartier de la "Ceinture Verte" à Tourcoing en 2025 ;

I. Exposé des motifs

En préparation des travaux de voirie dans le quartier de la "Ceinture Verte" à Tourcoing, des inspections télévisées ont été réalisées et ont mis en évidence la vétusté de collecteurs d'assainissement nécessitant de prévoir leur renouvellement.

Le réseau d'assainissement existant, de type unitaire, sera réhabilité avec une gaine polymérisée sur place. Cette technique permettra de renforcer la structure du collecteur en minimisant l'impact sur les usagers.

Les travaux consisteront en :
- la reconstruction des regards de visite ;
- la réhabilitation des collecteurs ;
- la réfection des radiers dégradés.

En vue de la réalisation de ces travaux estimés à 2 500 000 € HT, une procédure adaptée ouverte a été lancée le 19 mars 2024 avec une date limite de remise des offres fixée au 18 avril 2024.

2 offres ont été reçues.

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 05 juin 2024, le marché a été

attribué au groupement d'entreprises M3R (Mandataire) / TERIDEAL / BALESTRA TP / CLAISSE ENVIRONNEMENT pour un montant de 2 572 360,40 € HT.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer le marché de travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement pour la ceinture verte, avenue de la fin de Guerre et Pont Rompu à Tourcoing avec le groupement d'entreprises M3R (Mandataire) / TERIDEAL / BALESTRA TP / CLAISSE ENVIRONNEMENT pour un montant de 2 572 360,40 € HT ;

2) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits au budget annexe Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110456-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0219

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE PORTANT SUR LES OUVRAGES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDES ET A MARCHES SUBSEQUENTS (3 LOTS) - APPEL D'OFFRES OUVERT - DECISION - FINANCEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, la métropole européenne de Lille (MEL) dispose actuellement d'un accord-cadre à marchés subséquents, d'une durée de 4 ans et d'un montant maximum quadriennal de 2 000 000 € HT, pour la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre portant sur ses ouvrages d'assainissement et concernant notamment des opérations de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement (déversoir d'orage, bassin de stockage, station de pompage…).

Le marché actuel arrivant à échéance en octobre 2024, il convient de procéder à son renouvellement en y intégrant :

- des opérations de réhabilitation de châteaux d'eau et de réservoirs d'eau potable (génie civil, maçonnerie, étanchéité intérieure et extérieure, équipements de génie civil, voirie réseaux divers…) ;
- des opérations de réhabilitation et de modernisation de station de traitement des eaux usées (réhabilitation ou extension de bâtiments et d'ouvrages, remplacement d'équipements : génie civil, bâtiment, charpente, étanchéité, process, électricité, énergie renouvelable, automatisme, contrôle d'accès, détection incendie, métrologie, équipements de sécurité, voirie réseaux divers…).

Aussi, il est nécessaire d'organiser une procédure de mise en concurrence.

Suite à la redéfinition des besoins et afin de gagner en réactivité et d'optimiser les prestations, les missions seront réalisées par le biais d'accords-cadres à bons de

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110456-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

commandes ou à marchés subséquents d'une durée de 4 ans et seront décomposées en 3 lots :

- lot n° 1 : missions de maîtrise d'œuvre portant sur des opérations courantes de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement sur le territoire des Unités Territoriales de Tourcoing-Armentières et Marcq-en-Barœul-La Bassée, pour un montant minimum quadriennal de 200 000 € HT et pour un montant maximum quadriennal de 800 000 € HT ;

- lot n° 2 : missions de maîtrise d'œuvre portant sur des opérations courantes de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement sur le territoire des Unités Territoriales de Lille-Seclin et Roubaix-Villeneuve d'Ascq, pour un montant minimum quadriennal de 200 000 € HT et pour un montant maximum quadriennal de 800 000 € HT ;

- lot n° 3 : missions de maîtrise d'œuvre portant :
  - sur des opérations complexes ou d'un coût prévisionnel de travaux égal ou supérieur à 2 000 000 € HT de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement sur l'ensemble du territoire de la MEL ;
  - sur des opérations de réhabilitation de châteaux d'eau et réservoirs d'eau potable ;
  - sur des opérations de réhabilitation et de modernisation de stations de traitement des eaux usées ;

  pour un montant minimum quadriennal de 750 000 € HT et pour un montant maximum quadriennal de 3 000 000 € HT.

L'ensemble des lots représente un montant global minimum quadriennal de 1 150 000 € HT et un montant global maximum quadriennal de 4 600 000 € HT.

Les lots n° 1 et 2 seront exécutés par l'émission de bons de commandes et le lot n° 3 par la conclusion de marchés subséquents dont les montants sur 4 ans sont estimés à :

- 380 000 € HT pour le lot n° 1 ;
- 460 000 € HT pour le lot n° 2 ;
- 1 620 000 € HT pour le lot n° 3 ;

soit un montant global quadriennal estimé de 2 460 000 € HT.

Un appel d'offres ouvert sera donc lancé.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de réaliser les missions de maîtrise d'œuvre portant sur les ouvrages d'eau et d'assainissement (3 lots) ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à lancer un appel d'offres ouvert ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les marchés ;

4) d'autoriser, au cas où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, le lancement soit d'un nouvel d'appel d'offres, soit d'une procédure avec négociation, soit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables prévu à l'article prévu à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits aux budgets annexes Eau et Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0219

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE PORTANT SUR LES OUVRAGES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDES ET A MARCHES SUBSEQUENTS (3 LOTS) - APPEL D'OFFRES OUVERT - DECISION - FINANCEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, la métropole européenne de Lille (MEL) dispose actuellement d'un accord-cadre à marchés subséquents, d'une durée de 4 ans et d'un montant maximum quadriennal de 2 000 000 € HT, pour la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre portant sur ses ouvrages d'assainissement et concernant notamment des opérations de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement (déversoir d'orage, bassin de stockage, station de pompage…).

Le marché actuel arrivant à échéance en octobre 2024, il convient de procéder à son renouvellement en y intégrant :

- des opérations de réhabilitation de châteaux d'eau et de réservoirs d'eau potable (génie civil, maçonnerie, étanchéité intérieure et extérieure, équipements de génie civil, voirie réseaux divers…) ;
- des opérations de réhabilitation et de modernisation de station de traitement des eaux usées (réhabilitation ou extension de bâtiments et d'ouvrages, remplacement d'équipements : génie civil, bâtiment, charpente, étanchéité, process, électricité, énergie renouvelable, automatisme, contrôle d'accès, détection incendie, métrologie, équipements de sécurité, voirie réseaux divers…).

Aussi, il est nécessaire d'organiser une procédure de mise en concurrence.

Suite à la redéfinition des besoins et afin de gagner en réactivité et d'optimiser les prestations, les missions seront réalisées par le biais d'accords-cadres à bons de

commandes ou à marchés subséquents d'une durée de 4 ans et seront décomposées en 3 lots :

- lot n° 1 : missions de maîtrise d'œuvre portant sur des opérations courantes de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement sur le territoire des Unités Territoriales de Tourcoing-Armentières et Marcq-en-Barœul-La Bassée, pour un montant minimum quadriennal de 200 000 € HT et pour un montant maximum quadriennal de 800 000 € HT ;

- lot n° 2 : missions de maîtrise d'œuvre portant sur des opérations courantes de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement sur le territoire des Unités Territoriales de Lille-Seclin et Roubaix-Villeneuve d'Ascq, pour un montant minimum quadriennal de 200 000 € HT et pour un montant maximum quadriennal de 800 000 € HT ;

- lot n° 3 : missions de maîtrise d'œuvre portant :
  - sur des opérations complexes ou d'un coût prévisionnel de travaux égal ou supérieur à 2 000 000 € HT de renouvellement, de réhabilitation, d'extension, de restructuration de collecteurs d'assainissement et d'ouvrages particuliers d'assainissement sur l'ensemble du territoire de la MEL ;
  - sur des opérations de réhabilitation de châteaux d'eau et réservoirs d'eau potable ;
  - sur des opérations de réhabilitation et de modernisation de stations de traitement des eaux usées ;

  pour un montant minimum quadriennal de 750 000 € HT et pour un montant maximum quadriennal de 3 000 000 € HT.

L'ensemble des lots représente un montant global minimum quadriennal de 1 150 000 € HT et un montant global maximum quadriennal de 4 600 000 € HT.

Les lots n° 1 et 2 seront exécutés par l'émission de bons de commandes et le lot n° 3 par la conclusion de marchés subséquents dont les montants sur 4 ans sont estimés à :

- 380 000 € HT pour le lot n° 1 ;
- 460 000 € HT pour le lot n° 2 ;
- 1 620 000 € HT pour le lot n° 3 ;

soit un montant global quadriennal estimé de 2 460 000 € HT.

Un appel d'offres ouvert sera donc lancé.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de réaliser les missions de maîtrise d'œuvre portant sur les ouvrages d'eau et d'assainissement (3 lots) ;

2) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à lancer un appel d'offres ouvert ;

3) d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer les marchés ;

4) d'autoriser, au cas où l'appel d'offres serait déclaré infructueux, le lancement soit d'un nouvel d'appel d'offres, soit d'une procédure avec négociation, soit d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables prévu à l'article prévu à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique ;

5) d'imputer les dépenses correspondantes aux crédits inscrits aux budgets annexes Eau et Assainissement en section d'investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110441-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0220

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SIGNATURE D'UNE CONVENTION MULTIPARTENARIALE AVEC LES MEMBRES DU CONSORTIUM PORTE PAR L'AFAC HAUTS-DE-FRANCE - APPEL A PROJET (AAP) "PACTE EN FAVEUR DE LA HAIE ET DE LA PLANIFICATION ECOLOGIQUE"

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 16 C 0352 du Conseil en date du 24 juin 2016 actant la Stratégie Agricole et Alimentaire métropolitaine ;

Vu la délibération 21 C 0513 du Conseil en date du 15 octobre 2021 actant la Stratégie de Renforcement des trames écologiques du territoire métropolitain ;

Vu la délibération 24 C 0068 du Conseil en date du 19 avril 2024 actant la Stratégie Nature et Eau en Métropole ;

I. Exposé des motifs

Le "Pacte en faveur de la haie et de la planification écologique" ambitionne un gain net de 50 000 km de haies à l'échelle du territoire national d'ici 2030, affichant un engagement fort de l'ensemble des signataires en faveur de la conservation et de la restauration des haies. Il propose une approche globale et intégrée, portant sur toutes les haies, qu'elles soient agricoles ou non, et concernant l'ensemble des maillons de la chaine de gestion et de valorisation des haies.

La MEL a candidaté en mai 2024 au sein du consortium "Vers une remise sur pied des haies en Hauts-de-France", au volet animation de l'appel à projets du Pacte, qui vise :

- la sensibilisation et l'accompagnement à la gestion durable des haies à des fins d'accroissement du stockage carbone, d'atteinte du bon état écologique, et de valorisation de la biomasse produite ;
- l'accompagnement des agriculteurs pour faire émerger et concrétiser ces projets de plantation.

Par cette candidature, la MEL renforce les conditions du développement des projets de plantations sur son territoire et concourt à l'objectif de 568 km linéaire de haies en 2024 en région Hauts-de-France (déclinaison régional de l'objectif national pour 2024).

En candidatant via un consortium régional composé de structures complémentaires, la MEL a recherché à s'inscrire dans une approche territoriale afin de favoriser la coordination des acteurs du territoire.
Le consortium est constitué d'un chef de file, l'Association Française pour l'agroforesterie et les arbres Champêtres (AFAC) Hauts-de- France et de diverses structures régionales telles que des associations, des territoires régionaux, des parcs naturels régionaux, des bureaux d'études …

Dans ce cadre, la MEL mobilisera des ressources humaines et partagera son expertise technique afin de participer à trois des cinq volets de l'appel à projet :

- actions de sensibilisation générale et de communication sur l'intérêt et le potentiel des haies dans les paysages agricoles : il s'agira notamment d'organiser des journées thématiques sur les rôles de la haie, la réglementation ou la labellisation « Haies bas carbone » ;

- actions de formation à destination des conseillers de la structure d'animation : le chargé de mission référent de la MEL pourra bénéficier de formations spécifiques sur la haie et sa gestion durable, afin de la promouvoir dans l'exercice de ses fonctions ;

- actions de coordination des structures d'animation du consortium : il s'agira pour la MEL d'être présente lors des COPIL et COTECH organisés par le consortium

Un financement d'un montant de 20 000€ maximum est également attendu.

Cette candidature sous forme de consortium nécessite un conventionnement avec l'ensemble des membres afin de formaliser les actions portées au sein du programme par chacun, et plus particulièrement avec l'AFAC Hauts-de France chargée de la redistribution au sein du consortium des financements perçus.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions multipartenariales avec les membres du consortium dans le cadre de l'appel à projet ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer avec le chef de file du consortium, l'AFAC Hauts de France, toute convention nécessaire à la bonne exécution financière du projet.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0220

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SIGNATURE D'UNE CONVENTION MULTIPARTENARIALE AVEC LES MEMBRES DU CONSORTIUM PORTE PAR L'AFAC HAUTS-DE-FRANCE - APPEL A PROJET (AAP) "PACTE EN FAVEUR DE LA HAIE ET DE LA PLANIFICATION ECOLOGIQUE"

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 16 C 0352 du Conseil en date du 24 juin 2016 actant la Stratégie Agricole et Alimentaire métropolitaine ;

Vu la délibération 21 C 0513 du Conseil en date du 15 octobre 2021 actant la Stratégie de Renforcement des trames écologiques du territoire métropolitain ;

Vu la délibération 24 C 0068 du Conseil en date du 19 avril 2024 actant la Stratégie Nature et Eau en Métropole ;

I. Exposé des motifs

Le "Pacte en faveur de la haie et de la planification écologique" ambitionne un gain net de 50 000 km de haies à l'échelle du territoire national d'ici 2030, affichant un engagement fort de l'ensemble des signataires en faveur de la conservation et de la restauration des haies. Il propose une approche globale et intégrée, portant sur toutes les haies, qu'elles soient agricoles ou non, et concernant l'ensemble des maillons de la chaine de gestion et de valorisation des haies.

La MEL a candidaté en mai 2024 au sein du consortium "Vers une remise sur pied des haies en Hauts-de-France", au volet animation de l'appel à projets du Pacte, qui vise :

- la sensibilisation et l'accompagnement à la gestion durable des haies à des fins d'accroissement du stockage carbone, d'atteinte du bon état écologique, et de valorisation de la biomasse produite ;
- l'accompagnement des agriculteurs pour faire émerger et concrétiser ces projets de plantation.

Par cette candidature, la MEL renforce les conditions du développement des projets de plantations sur son territoire et concourt à l'objectif de 568 km linéaire de haies en 2024 en région Hauts-de-France (déclinaison régional de l'objectif national pour 2024).

En candidatant via un consortium régional composé de structures complémentaires, la MEL a recherché à s'inscrire dans une approche territoriale afin de favoriser la coordination des acteurs du territoire.
Le consortium est constitué d'un chef de file, l'Association Française pour l'agroforesterie et les arbres Champêtres (AFAC) Hauts-de- France et de diverses structures régionales telles que des associations, des territoires régionaux, des parcs naturels régionaux, des bureaux d'études …

Dans ce cadre, la MEL mobilisera des ressources humaines et partagera son expertise technique afin de participer à trois des cinq volets de l'appel à projet :

- actions de sensibilisation générale et de communication sur l'intérêt et le potentiel des haies dans les paysages agricoles : il s'agira notamment d'organiser des journées thématiques sur les rôles de la haie, la réglementation ou la labellisation « Haies bas carbone » ;

- actions de formation à destination des conseillers de la structure d'animation : le chargé de mission référent de la MEL pourra bénéficier de formations spécifiques sur la haie et sa gestion durable, afin de la promouvoir dans l'exercice de ses fonctions ;

- actions de coordination des structures d'animation du consortium : il s'agira pour la MEL d'être présente lors des COPIL et COTECH organisés par le consortium

Un financement d'un montant de 20 000€ maximum est également attendu.

Cette candidature sous forme de consortium nécessite un conventionnement avec l'ensemble des membres afin de formaliser les actions portées au sein du programme par chacun, et plus particulièrement avec l'AFAC Hauts-de France chargée de la redistribution au sein du consortium des financements perçus.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions multipartenariales avec les membres du consortium dans le cadre de l'appel à projet ;

2) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer avec le chef de file du consortium, l'AFAC Hauts de France, toute convention nécessaire à la bonne exécution financière du projet.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110433-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0221

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT DU NORD POUR L'ENTRETIEN DE CHEMINS INSCRITS AU PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE (PDIPR) - ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, articles 56 et suivants, complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du Nord n° S.G.A.4/D.A.E.E/E.11 du 29 mai 1989 ;

Vu la délibération n°22-C-0127 du Conseil en date du 24 juin 2022 portant sur le contrat de partenariat entre le département du Nord et la métropole européenne de Lille ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Nord n° DRE/2024/62 du 27 mars 2024 ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de sa politique relative aux espaces naturels, la MEL accompagne le Conseil Départemental du Nord pour promouvoir l'activité de la randonnée pédestre au titre du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

À cet effet, le Conseil Départemental du Nord apporte une participation financière en dédommagement des couts générés pour l'entretien et le balisage de ces circuits de promenade.

La Métropole Européenne de Lille s'associe ainsi au Conseil Départemental du Nord pour la mise en œuvre de la gestion et de l'entretien d'itinéraires de randonnées emblématiques de la Métropole inscrits au PDIPR.

Ce partenariat se matérialise sous la forme d'une convention partenariale annuelle. Par cette convention, le Conseil Départemental du Nord soutient financièrement la MEL en valorisant l'action de gestion et d'entretien garantissant la praticabilité de ces circuits tout au long de l'année.

L'entretien pris en charge par la MEL porte sur les actions suivantes :

D'une part l'entretien du balisage et la signalétique des circuits :
Balisage au pochoir du marquage peinture ;
Surveillance, entretien et remplacement du mobilier de signalétique directionnelle ;
Surveillance de praticabilité des circuits tout au long de l'année ;
Réactualiser des traces GPS en cas de modification des itinéraires.

D'autre part la gestion des accotements et l'entretien du gros mobilier :
Fauchage (annuel) et débroussaillage (2 fois/an) ;
Taille de gabarit : Petit élagage des arbustes et arbres ;
Vérification, réparation et nettoyage des aménagements liés à la randonnée (pontons, chicanes, tables, bancs…).

L'ensemble de ces opérations sera repris dans un rapport d'intervention annuel remis au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

Les circuits concernés sont les suivants :

Le chemin des templiers	VERLINGHEM
Le bois de rive	SANTES
Autour des champs captants	EMMERIN
Boucle des Riez	BAUVIN
Canal et patrimoine de Seclin	SECLIN
Circuit des Marlettes	ALLENNES-LES-MARAIS
Santes - Chaîne de Vie	HOUPLIN-ANCOISNE
Sentier de la Pouillerie	HOUPLIN-ANCOISNE
Sentier du Marais de Péronne	PERONNE-EN-MELANTOIS
Autour de Sainghin-en-Mélantois	SAINGHIN-EN-MELANTOIS
Les Voyettes du Val de Marque	GRUSON
Boucle des Bonniers	WILLEMS
Circuit de Robigeux	SAILLY-LEZ-LANNOY
Flers : 1000 ans d'Histoire, le tour des lacs	VILLENEUVE D'ASCQ
Circuit du Genièvre	WAMBRECHIES
La plaine des Périseaux	TEMPLEMARS
Circuit de la petite Marque	HEM

Pour l’ensemble de ces prestations, le Département du Nord verse une somme forfaitaire annuelle maximale de 4 335,70 €.

La signature d'une convention de partenariat « MEL-Département du Nord » dédiée est nécessaire pour acter les obligations respectives des parties.

Il est précisé que le montant de la dotation était de 5 809, 40 € pour 182 km pris en charge, en 2023. La baisse du soutien en 2024 est liée à la décision du Département du Nord de retirer du partenariat certains linéaires (circuit Marque à l'arbre ; 300 m du circuit du genièvre ; 200 m de la Boucle du Riez), ramenant le linéaire entretenu par la MEL à 150, 5 km. Cette diminution s'explique également par la décision du Département du Nord de limiter sur l'ensemble du territoire départemental, sa participation financière, en supprimant l'entretien des circuits VTT et en diminuant de 10% le forfait kilométrique pour l'entretien des chemins de randonnée (32 €/km à 28,8 €/Km).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'acter le partenariat entre la Métropole Européenne de Lille et le Département du Nord relatif aux PDIPR pour l’année 2024 ;

2) D’imputer les recettes d’un montant de 4335,70 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Doriane BECUE et Marie TONNERRE-DESMET ainsi que MM. Régis CAUCHE et Sébastien LEPRETRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-B-0221

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT DU NORD POUR L'ENTRETIEN DE CHEMINS INSCRITS AU PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE (PDIPR) - ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, articles 56 et suivants, complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du Nord n° S.G.A.4/D.A.E.E/E.11 du 29 mai 1989 ;

Vu la délibération n°22-C-0127 du Conseil en date du 24 juin 2022 portant sur le contrat de partenariat entre le département du Nord et la métropole européenne de Lille ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Nord n° DRE/2024/62 du 27 mars 2024 ;

I. Exposé des motifs

Dans le cadre de sa politique relative aux espaces naturels, la MEL accompagne le Conseil Départemental du Nord pour promouvoir l'activité de la randonnée pédestre au titre du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

À cet effet, le Conseil Départemental du Nord apporte une participation financière en dédommagement des couts générés pour l'entretien et le balisage de ces circuits de promenade.

La Métropole Européenne de Lille s'associe ainsi au Conseil Départemental du Nord pour la mise en œuvre de la gestion et de l'entretien d'itinéraires de randonnées emblématiques de la Métropole inscrits au PDIPR.

Ce partenariat se matérialise sous la forme d'une convention partenariale annuelle. Par cette convention, le Conseil Départemental du Nord soutient financièrement la MEL en valorisant l'action de gestion et d'entretien garantissant la praticabilité de ces circuits tout au long de l'année.

L'entretien pris en charge par la MEL porte sur les actions suivantes :

D'une part l'entretien du balisage et la signalétique des circuits :
Balisage au pochoir du marquage peinture ;
Surveillance, entretien et remplacement du mobilier de signalétique directionnelle ;
Surveillance de praticabilité des circuits tout au long de l'année ;
Réactualiser des traces GPS en cas de modification des itinéraires.

D'autre part la gestion des accotements et l'entretien du gros mobilier :
Fauchage (annuel) et débroussaillage (2 fois/an) ;
Taille de gabarit : Petit élagage des arbustes et arbres ;
Vérification, réparation et nettoyage des aménagements liés à la randonnée (pontons, chicanes, tables, bancs…).

L'ensemble de ces opérations sera repris dans un rapport d'intervention annuel remis au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

Les circuits concernés sont les suivants :

Le chemin des templiers	VERLINGHEM
Le bois de rive	SANTES
Autour des champs captants	EMMERIN
Boucle des Riez	BAUVIN
Canal et patrimoine de Seclin	SECLIN
Circuit des Marlettes	ALLENNES-LES-MARAIS
Santes - Chaîne de Vie	HOUPLIN-ANCOISNE
Sentier de la Pouillerie	HOUPLIN-ANCOISNE
Sentier du Marais de Péronne	PERONNE-EN-MELANTOIS
Autour de Sainghin-en-Mélantois	SAINGHIN-EN-MELANTOIS
Les Voyettes du Val de Marque	GRUSON
Boucle des Bonniers	WILLEMS
Circuit de Robigeux	SAILLY-LEZ-LANNOY
Flers : 1000 ans d'Histoire, le tour des lacs	VILLENEUVE D'ASCQ
Circuit du Genièvre	WAMBRECHIES
La plaine des Périseaux	TEMPLEMARS
Circuit de la petite Marque	HEM

Pour l’ensemble de ces prestations, le Département du Nord verse une somme forfaitaire annuelle maximale de 4 335,70 €.

La signature d'une convention de partenariat « MEL-Département du Nord » dédiée est nécessaire pour acter les obligations respectives des parties.

Il est précisé que le montant de la dotation était de 5 809, 40 € pour 182 km pris en charge, en 2023. La baisse du soutien en 2024 est liée à la décision du Département du Nord de retirer du partenariat certains linéaires (circuit Marque à l'arbre ; 300 m du circuit du genièvre ; 200 m de la Boucle du Riez), ramenant le linéaire entretenu par la MEL à 150, 5 km. Cette diminution s'explique également par la décision du Département du Nord de limiter sur l'ensemble du territoire départemental, sa participation financière, en supprimant l'entretien des circuits VTT et en diminuant de 10% le forfait kilométrique pour l'entretien des chemins de randonnée (32 €/km à 28,8 €/Km).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'acter le partenariat entre la Métropole Européenne de Lille et le Département du Nord relatif aux PDIPR pour l’année 2024 ;

2) D’imputer les recettes d’un montant de 4335,70 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Doriane BECUE et Marie TONNERRE-DESMET ainsi que MM. Régis CAUCHE et Sébastien LEPRETRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Nord le Département est là

Pôle développement territorial et social
Direction Nature, agriculture, environnement
Service espaces naturel
Affaire suivie par Samuel NEF

Direction Générale Adjointe en charge de la Solidarité Territoriale

Direction Ruralité et Environnement
Pôle Gestion des Espaces Naturels du Nord et des Itinéraires

Réf : DGAST/DRE/CTD/VM
Affaire suivie par : N.Leduc
Rapport DRE/2024/62

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DU NORD ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE (MEL) POUR L'ANNEE 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, articles 56 et suivants, complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983,

Vu la délibération du Conseil Départemental du Nord n° S.G.A.4/D.A.E.E/E.11 du 29 mai 1989,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Nord n° DRE/2024/62 du 27 mars 2024,

Vu la délibération du bureau de la Métropole Européenne de Lille du 28 juin 2024,

ENTRE :

D'une part :

Le Département du Nord,
Hôtel du Département
51, rue Gustave Delory
59047 LILLE CEDEX
Représenté par M. le Président du Département du Nord,

Ci-après désigné « le Département »

ET :

D'autre part :
La Métropole Européenne de Lille (MEL),
Représentée par Monsieur Damien CASTELAIN, son Président
2 boulevard des Cités Unies
59040 Lille Cedex

Ci-après désigné «l'organisme»

(N°SIRET : 200 093 201 00016)

Préambule

Le Département du Nord a pour mission légale l'inscription des chemins ruraux au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Dans le cadre de ses politiques Nord durable et Environnement et ruralité, le Département du Nord va au-delà de ce que

la loi lui impose et s'est engagé dans une politique de valorisation des chemins inscrits au PDIPR et des itinéraires et réseaux cyclotouristiques intégrés au Schéma Cyclable Départemental (SCD) pour améliorer les continuités écologiques et favoriser la découverte du patrimoine naturel des territoires.

L'organisme réalise le balisage et l'entretien des chemins et itinéraires de randonnée situés sur son territoire et destinés aux différents publics : randonneurs chevronnés, clubs de randonnée, promeneurs, touristes, publics familiaux, publics en situation de fragilité, publics scolaires, etc.

A ce titre, le Département du Nord soutient son action de gestion des circuits et itinéraires.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :
. les modalités de collaboration entre le Département et l'organisme,
. les engagements réciproques de chaque partie,
. les modes de contrôles du respect des engagements par chaque partie.

Article 2. Engagements de l'organisme

Dans le cadre des objectifs partagés, l'organisme s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mener les actions suivantes sur les sentiers dont la liste est jointe en annexe et selon les modalités qui y sont décrites :
. entretien annuel du balisage sur les circuits définis,
. mission de surveillance de la signalétique directionnelle des sentiers,
. fauchage/débroussaillage, petit élagage des arbustes et arbres sur le circuit,
. vérification des aménagements liés à la randonnée (pontons, chicanes, tables, bancs…),
. surveillance générale du circuit.

L'organisme s'engage à informer au moins une fois par an le Département du Nord de l'état d'avancement du programme d'actions et des éventuelles difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

L'organisme également à communiquer au Département au plus tard le 31 octobre de l'année en cours un rapport des différentes interventions réalisées sur les itinéraires.
Ce bilan permettra l'ajustement du montant de la participation départementale en fonction des actions réalisées.
L'organisme s'engage à respecter les délais de transmission du rapport qui conditionne le versement de la participation.

Le soutien du Département du Nord à l'organisme sera mis en valeur par celui-ci, notamment dans les documents destinés au public et aux bénéficiaires de l'action, le cas échéant, en apposant le logo du Département du Nord, reproduit conformément à la charte graphique (téléchargeable sur le site lenord.fr).

L'organisme s'engage à participer aux différentes instances souhaitées par le Département en vue d'apporter son conseil technique et opérationnel.

L'organisme s'engage à se soumettre au contrôle du Département et à fournir les éléments décrits à l'article relatif aux modalités des contrôles effectués par le Département.

Article 3. Engagements du Département

Le Département du Nord s'engage à participer financièrement aux actions de l'organisme décrits à l'article 2 par une subvention d'un montant maximum de **4 335,70 €.**

Le montant sera ajusté en fonction des actions réalisées par l'organisme et détaillées dans le rapport global d'activité transmis au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

Article 4. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est valable pour l'année 2024.

Article 5. Modalités de versement de la subvention départementale

La subvention sera réglée en une fois après la réception et le contrôle par le Département du rapport d'activité.

Article 6. Modalités des contrôles effectués par le Département

Pendant et après le terme de la présente convention, le Département se réserve le droit de contrôler, à tout moment sur pièce et sur place et sans préavis, le déroulement ou l'effectivité des activités de l'organisme en lien avec la réalisation du projet, ainsi que tous documents budgétaires et comptables.

L'organisme s'engage à faciliter l'accès à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7. Reversement de la participation départementale

S'il apparaît, y compris après expiration ou dénonciation de la présente convention, qu'une partie du financement départemental n'a pas ou ne sera pas utilisé conformément aux obligations contractuelles ou réglementaires, le trop-perçu sera reversé au Département.

Article 8. Dénonciation de la convention

La présente convention peut être dénoncée d'un commun accord entre les parties.

Article 9. Avenant à la convention

Cette convention pourra être modifiée par avenant signé des parties.

Article 10. Litiges

Si un différend survenait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le tribunal administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à LILLE, le

Pour la Métropole Européene de Lille
Le Président,

Le Département du Nord

Damien CASTELAIN

Christian POIRET

Annexe

Balisage et entretien de la signalétique des circuits ou itinéraires inscrits au PDIPR

L'organisme s'engage à effectuer le balisage et l'entretien des circuits ou itinéraires de randonnée inscrits au PDIPR dont la liste figure ci-dessous comme suit :

Le chemin des templiers	VERLINGHEM
Le bois de rive	SANTES
Autour des champs captants	EMMERIN
Boucle des Riez	BAUVIN
Canal et patrimoine de Seclin	SECLIN
Circuit des Marlettes	ALLENNES-LES-MARAIS
Santes - Chaîne de Vie	HOUPLIN-ANCOISNE
Sentier de la Pouillerie	HOUPLIN-ANCOISNE
Sentier du Marais de Péronne	PERONNE-EN-MELANTOIS
Autour de Sainghin-en-Mélantois	SAINGHIN-EN-MELANTOIS
Les Voyettes du Val de Marque	GRUSON
Boucle des Bonniers	WILLEMS
Circuit de Robigeux	SAILLY-LEZ-LANNOY
Flers : 1000 ans d'Histoire, le tour des lacs	VILLENEUVE D'ASCQ
Circuit du Genièvre	WAMBRECHIES
La plaine des Périseaux	TEMPLEMARS
Circuit de la petite Marque	HEM

Pour le balisage des sentiers inscrits au PDIPR et dont la liste est donnée ci-dessus.

Il s'engage à :

. effectuer une mission de surveillance de la signalétique directionnelle des sentiers,
. décrire la nature du cheminement (en terre, enherbé, en enrobé, en pavés…),
. relever les obstacles naturels ou anthropiques (ornières, barrières, fossés, cultures…),
. alerter de la superposition avec d'autres disciplines et/ou PR-GR existants,
. informer de l'intérêt patrimonial, naturel et/ou culturel,
. fournir la trace GPS de l'itinéraire et un relevé photographique.

En cas de proposition de modification d'un itinéraire existant, celle-ci doit être de qualité égale ou supérieure au tracé initial. Le maintien du circuit peut être remis en question si la modification est de qualité inférieure. Les décisions doivent être argumentées en fonction des critères de labellisation.

Pour les sentiers existants, l'organisme s'engage à effectuer l'entretien annuel du balisage sur les circuits définis ou à le supprimer pour les circuits modifiés et/ou abandonnés.

Il réalisera l'entretien du balisage, de la signalétique et la surveillance générale des itinéraires de randonnée inscrits au PDIPR comme suit :

- le balisage est à rénover deux fois par an au pochoir, avec l'utilisation de peintures durables non polluantes. Dans tous les cas, les dates du passage devront être fournies dès le balisage effectué. Les côtes de balisage établies par la Fédération Française de Randonnée doivent être respectées et pour cela le Département tient à disposition de l'organisme et des baliseurs la charte en vigueur.

L’organisme peut procéder à la pose de balisage adhésif en milieu urbain et sur support métallique uniquement. La fourniture des balises adhésives conformes à la charte étant à la charge de l’organisme. Il assure la surveillance de la signalétique directionnelle (panneaux d’information, poteaux fléchés, bornes de jalonnement). L’organisme vérifie l’état de la signalétique directionnelle, et le cas échéant procède au nettoyage et à la vérification de la visibilité, ainsi qu’à la remise en place des mobiliers descellés, seulement sur les endroits initialement prévus,

- il assure également la surveillance générale des sentiers : praticabilité du circuit tout au long de l’année (balisage et signalétique – état de l’itinéraire – présence de détritus, …).

Pour l'entretien des sentiers de randonnée inscrits au PDIPR et dont la liste est donnée ci-dessus.

L'organisme s'engage à mener les actions telles que décrites ci-dessous :

. Fauchage/débroussaillage

- fauchage au moins 2 fois par an sur l'assise principale du chemin soit 1 m de large environ. L'organisme s'engage à maintenir les cheminements ouverts tout au long de l'année et ce quelles que soient les conditions météorologiques.
- fauchage annuel de part et d'autre de l'assise principale avec exportation des débris végétaux et des produits de fauche si possible (y compris les passages en propriété(s) privée(s), après accord préalable des propriétaires). Les coordonnées des propriétaires concernés ainsi que les emprises foncières afférentes seront communiquées au gestionnaire. Le fauchage annuel est préconisé au plus tôt le 30 août afin de permettre la reproduction des plantes à fleurs et des insectes.

. La mise en compostage, dans des lieux prévus à cet effet des produits issus de la fauche et du débroussaillage, est à privilégier.

. Petit élagage des arbustes et arbres obstruant le passage des randonneurs (pédestres, et équestres) ainsi que la lisibilité du balisage ou de la signalétique (si nécessaire).

. La technique de " taille douce " ou " élagage doux " est préconisée et les interventions sur les arbres auront lieu durant l'hiver (d'octobre à février) hors période de nidification des oiseaux.

. Vérification deux fois par an et nettoyage des aménagements et équipements liés à la randonnée (pontons, chicanes…).

D'une manière générale, l'organisme s'assurera de la praticabilité du circuit tout au long de l'année (état de l'itinéraire, présence de détritus…). Il procédera à l'enlèvement des déchets sur les circuits ou préviendra les services municipaux concernés pour qu'ils effectuent le nettoyage.

Dans le cadre de ces actions, le Département du Nord (tel 03.59.73.58.14/e-mail : pdipr@lenord.fr) ainsi que la commune concernée seront informés dans les meilleurs délais de tout événement perturbant la pratique et la continuité du circuit.
Le Département du Nord tient à disposition de l'organisme un fond de carte sur lequel figurent le nom et le tracé de l'itinéraire ou une trace GPS ; les points noirs relevés ainsi que la date du contrôle pourront être répertoriés.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110488-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0222

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MUSEE DE PLEIN AIR - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION MONIQUE TENEUR

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPAM » ;

Vu la délibération n° 05 C 0347 du Conseil en date du 1er juillet 2005, autorisant la signature de la convention de partenariat entre Lille Métropole et l'association de sauvegarde du patrimoine rural et des métiers traditionnels ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

En 1996, Lille Métropole et l'Association de Sauvegarde du Patrimoine Rural et des Métiers Traditionnels (aujourd'hui Association Monique Teneur) ont signé un bail emphytéotique pour des terrains, appartenant à la collectivité, situés à Villeneuve d'Ascq, en vue de la création d'un Musée de Plein-Air, afin de montrer et valoriser le patrimoine culturel, paysager et naturel de la région des 17ème et 18ème et 19ème siècles. Le bail emphytéotique a été résilié en 2005. Lille Métropole est alors devenue propriétaire des bâtiments et a établi en 2006, une convention de partenariat avec l'association Monique Teneur.
Aujourd'hui la MEL gère le Musée de Plein Air qui a ouvert ses portes au public en 2007.

L'association quant à elle, a maintenu son projet, conformément à l'article 2 de ses statuts.
Ce projet a pour but :

- D'aider par ses conseils techniques à sauvegarder « in situ » le patrimoine rural en favorisant l'entretien et la restauration selon les spécificités propres à notre région ;
- De promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites ;

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-Imc100000110488-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

- De sauvegarder des bâtiments ruraux voués à la démolition, en les rassemblant dans un conservatoire sur « la vie rurale, l'Habitat d'Hier et de Demain ».

Pour mener ces missions, l'association bénéficie du soutien financier de la MEL depuis 2016. Plusieurs conventions pluriannuelles ont été établies. Aujourd'hui, l'association en sollicite le renouvellement.

b. Modalités du partenariat

L'association sollicite le soutien financier de la MEL via une subvention de fonctionnement d'un montant de 35 000 € pour l'année 2024 puis 40 000 € par an à partir de 2025 et ce, jusque 2027 afin de :

- Contribuer à la valorisation du patrimoine rural régional;
- Mettre en réseau des acteurs du patrimoine, organisation de forums d'acteurs du patrimoine;
- Conseiller et transmettre des techniques de sauvegarde du patrimoine rural régional afin de favoriser l'entretien et la restauration du patrimoine, selon les spécificités propres de notre région;
- Rechercher, accueillir et restaurer des objets de collection de la vie rurale d'autrefois;
- Entretenir, nettoyer, inventorier et mettre en valeur ses collections ;
- Participer à la valorisation de la collection du Musée de Plein Air par la communication de documents, d'archives et d'éléments historiques permettant une reconstitution fidèle de l'intérieur des bâtiments et de leurs usages, et qui à terme, participeront à la rédaction d'un plan scientifique et culturel pour le Musée de Plein Air.

Pour information, la précédente subvention était d'un montant de 105 000 € sur la période 2021 – 2023, soit 35 000 €/an pendant 3 ans. Il est proposé de maintenir le montant de la subvention en 2024 puis de l'augmenter de 5 000 € par an à compter de 2025 en raison de la participation de l'association à la valorisation de la collection du Musée, action qui contribuera à la rédaction du futur plan scientifique et culturel du musée.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de valorisation du patrimoine rural régional de l'association Monique Teneur pour une durée de 4 ans (2024-2027) ;

2) D’accorder une subvention d’un montant total de 155 000 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'association Monique Teneur ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 155 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Michel COLIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-B-0222

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MUSEE DE PLEIN AIR - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION MONIQUE TENEUR

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPAM » ;

Vu la délibération n° 05 C 0347 du Conseil en date du 1er juillet 2005, autorisant la signature de la convention de partenariat entre Lille Métropole et l'association de sauvegarde du patrimoine rural et des métiers traditionnels ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

En 1996, Lille Métropole et l'Association de Sauvegarde du Patrimoine Rural et des Métiers Traditionnels (aujourd'hui Association Monique Teneur) ont signé un bail emphytéotique pour des terrains, appartenant à la collectivité, situés à Villeneuve d'Ascq, en vue de la création d'un Musée de Plein-Air, afin de montrer et valoriser le patrimoine culturel, paysager et naturel de la région des 17ème et 18ème et 19ème siècles. Le bail emphytéotique a été résilié en 2005. Lille Métropole est alors devenue propriétaire des bâtiments et a établi en 2006, une convention de partenariat avec l'association Monique Teneur.
Aujourd'hui la MEL gère le Musée de Plein Air qui a ouvert ses portes au public en 2007.

L'association quant à elle, a maintenu son projet, conformément à l'article 2 de ses statuts.
Ce projet a pour but :

- D'aider par ses conseils techniques à sauvegarder « in situ » le patrimoine rural en favorisant l'entretien et la restauration selon les spécificités propres à notre région ;
- De promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites ;

- De sauvegarder des bâtiments ruraux voués à la démolition, en les rassemblant dans un conservatoire sur « la vie rurale, l'Habitat d'Hier et de Demain ».

Pour mener ces missions, l'association bénéficie du soutien financier de la MEL depuis 2016. Plusieurs conventions pluriannuelles ont été établies. Aujourd'hui, l'association en sollicite le renouvellement.

b. Modalités du partenariat

L'association sollicite le soutien financier de la MEL via une subvention de fonctionnement d'un montant de 35 000 € pour l'année 2024 puis 40 000 € par an à partir de 2025 et ce, jusque 2027 afin de :

- Contribuer à la valorisation du patrimoine rural régional;
- Mettre en réseau des acteurs du patrimoine, organisation de forums d'acteurs du patrimoine;
- Conseiller et transmettre des techniques de sauvegarde du patrimoine rural régional afin de favoriser l'entretien et la restauration du patrimoine, selon les spécificités propres de notre région;
- Rechercher, accueillir et restaurer des objets de collection de la vie rurale d'autrefois;
- Entretenir, nettoyer, inventorier et mettre en valeur ses collections ;
- Participer à la valorisation de la collection du Musée de Plein Air par la communication de documents, d'archives et d'éléments historiques permettant une reconstitution fidèle de l'intérieur des bâtiments et de leurs usages, et qui à terme, participeront à la rédaction d'un plan scientifique et culturel pour le Musée de Plein Air.

Pour information, la précédente subvention était d'un montant de 105 000 € sur la période 2021 – 2023, soit 35 000 €/an pendant 3 ans. Il est proposé de maintenir le montant de la subvention en 2024 puis de l'augmenter de 5 000 € par an à compter de 2025 en raison de la participation de l'association à la valorisation de la collection du Musée, action qui contribuera à la rédaction du futur plan scientifique et culturel du musée.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de valorisation du patrimoine rural régional de l'association Monique Teneur pour une durée de 4 ans (2024-2027) ;

2) D’accorder une subvention d’un montant total de 155 000 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'association Monique Teneur ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 155 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Michel COLIN n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

CONVENTION

PASSEE ENTRE

LA METROPOLE EUROPENNE DE LILLE

ET

ASSOCIATION MONIQUE TENEUR

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

ANNEE 2024-2027

Entre :
La Métropole Européenne de Lille, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, sise 1 rue du Ballon, BP 749, 59034 Lille Cedex, représentée par son Président, Monsieur Damien CASTELAIN, agissant en application de la délibération du Conseil métropolitain n°……. du …….,

Désignée sous les termes « la MEL », d'une part

Et : L'association Monique Teneur, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé,143 rue Colbert, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, représentée par son Président, Monsieur Alain DIEVAL,

désignée sous les termes « l'Association », d'autre part,

N° SIRET 351 651 591 00031 code APE 9103Z

Vu,

- Les articles L 1611-4 et L 2121-29 du CGCT
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 art 1

PREAMBULE

Considérant : Dans le cadre de sa compétence « Valorisation du patrimoine naturel et paysager – espace naturel métropolitain » la Métropole Européenne de Lille a décidé le principe de reprise du projet du Musée de Plein Air à Villeneuve d'Ascq dont elle assure la gestion et l'animation,

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté(e) par l'association participe de cette politique,

la présente convention définit les conditions de versement de la subvention de la MEL à l'association Monique Teneur

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, conformément à son objet social, à mettre en œuvre les actions subventionnées, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions suivant comportant les obligations mentionnées à l' annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à son bon déroulement.

Dans ce cadre, l'administration contribue financièrement à ce service dans le cadre de la délibération reprise en annexe 6.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

L'Association Monique Teneur contribue à la valorisation du patrimoine rural régional. Elle participe à la mise en réseau des acteurs du patrimoine, organise des forums d'acteurs du patrimoine afin de les conseiller, de transmettre les techniques de sauvegarde du patrimoine rural régional et de favoriser l'entretien et la restauration du patrimoine, selon les spécificités propres de notre région.
L'association recherche, accueille et restaure des objets de collection de la vie rurale d'autrefois. Elle en assure l'entretien, le nettoyage, l'inventaire et leur mise en valeur.

L'Association Monique Teneur participe à la valorisation de la collection du Musée de Plein Air par la communication de documents, d'archives et éléments historiques permettant une reconstitution fidèle de l'intérieur des bâtiments d'autrefois et de leurs usages. Cette transmission d'informations, de savoirs et de connaissance historique du Musée de Plein Air et de sa collection participeront à la rédaction d'un plan scientifique et culturel pour le Musée de Plein Air.

La subvention accordée est une subvention générale de fonctionnement

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans et prendra fin à l'extinction des obligations de paiement inhérentes à la présente convention.

ARTICLE 3– MODALITES DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

Annexe 1 : Le détail du projet ou des actions subventionné(es).

Annexe 2 : le budget prévisionnel de l'association

Cette annexe détaille le cas échéant les autres financements attendus, en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

Annexe 3 : modèle de situation de trésorerie.

Annexe 4 : le modèle de compte rendu financier.

Annexe 5 : évaluation.

Annexe 6 : La délibération n°….du… portant octroi de subvention.

ARTICLE 4 – MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1 : Montant de la subvention

La MEL contribue financièrement pour un montant maximal de 35 000 euros en 2024 équivalent à 28% du budget analytique prévisionnel de l'association puis de 40 000€ en 2025-2026-2027 équivalent à 32% du budget analytique prévisionnel de l'association.

4.2 : Modalités de versement

La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

- 50% chaque début d'année
- 50% en fin d'année après présentation par l'Association des documents provisoires d'évaluation : bilan synthétique du projet ou des actions, documents comptables provisoires (notamment compte rendu financier dans le cas de financement de projet).

L'annexe 5 établissant la liste des objectifs quantitatifs et qualitatifs et les indicateurs associés permettant la mesure de leur atteinte doit pouvoir être jointe aux documents provisoires.

Les versements seront effectués au compte :

Nom du titulaire du compte : ……..
Banque : ……..
Domiciliation : ……..

……..	……..	……..	……..
Code Banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB

Le comptable assignataire est le Comptable du Trésor de la MEL.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

5.1 : Communication des pièces comptables de l'association

- Dans les 4 mois suivant le début de l'exercice comptable sur lequel court le financement alloué, la structure remettra à la MEL le budget prévisionnel actualisé définitif de l'exercice en cours (actualisation ou confirmation de l'annexe 2) ainsi que le tableau des soldes de trésorerie mensuelle : réalisée à une date déterminée par l'association et prévisionnelle sur les mois restant à courir selon l'annexe 3 ci-jointe.

- Conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à fournir à Lille Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable :

- le bilan comptable certifié
- le compte de résultat certifié
- l'annexe comptable certifiée
- le rapport du Commissaire aux comptes le cas échéant.[1]

5.2 : Communication du rapport d'activité

L'Association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, un rapport d'activité détaillant les actions concrètes menées à bien par l'association pour atteindre les objectifs fixés par l'article 1.
Ce rapport servira de base à l'évaluation prévue à l'article 10 de la présente convention.

5.3 : Communication du compte rendu financier du projet ou des actions subventionnées

L'Association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable le **compte rendu financier** des actions ou du projet signé par le Président ou toute personne habilitée. Le compte rendu financier, conformément à l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006[2], est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou des actions subventionné(es). Ce tableau est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels (tant en euros qu'en pourcentage) constatés entre le budget analytique prévisionnel du projet ou des actions et les réalisations. **Il comprendra au minimum les rubriques telles que décrites dans le tableau joint en annexe 4**. Un commentaire sur les écarts éventuellement constatés ainsi qu'une précision sur les clés de répartition utilisées pour calculer les charges indirectes sont apportés à l'appui de ce tableau.

---

1 Toute association ayant reçu annuellement une ou plusieurs subventions dont le montant global dépasse 153.000 EUR, est tenue de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant. L'association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes, ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la Métropole Européenne de Lille tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais (articles L.612-4 et D612-5 du Code de commerce).

2 Arrêté ministériel du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'Association dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros est tenue de publier dans le compte rendu financier les rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

5.4 : Communication des dates de réunions des instances de l'association

L'association pour laquelle un ou plusieurs élus MEL sont membres du conseil d'administration s'engage à communiquer les dates de réunions des instances ainsi que l'ordre du jour et les documents préparatoires à la direction opérationnelle qui y sera également invitée.

5.5 : Obligation d'information

L'association communiquera sans délai à la MEL copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ainsi que tout acte portant modification des statuts, dissolution ou procédure collective.

En cas de difficulté d'exécution, d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la MEL sans délai par une lettre recommandé avec accusé de réception.

5.6 : Communication de pièces en cas de cessation d'activité de l'association

Dans le cadre d'une procédure collective, qu'un versement de la MEL soit intervenu ou non, l'association ou, le cas échant, son mandataire judiciaire, communiquera à la MEL, dans un délai d'un mois à compter de la publication du jugement d'ouverture au BODACC, **un état détaillé des dépenses et des recettes effectuées exclusivement dans le cadre de la réalisation des objectifs de la présente convention accompagné de tout document justifiant cette réalisation qualitative et/ou quantitative**.

Dans le cadre d'une dissolution, qu'un versement de la MEL soit intervenu ou non, l'association communiquera à la MEL, dans un délai d'un mois à compter de la date du vote de la dissolution par l'assemblée générale, le procès-verbal faisant foi, ou à compter du jugement d'un Tribunal, **un état détaillé des dépenses et des recettes effectuées exclusivement dans le cadre de la réalisation des objectifs de la présente convention accompagné de tout document justifiant cette réalisation qualitative et/ou quantitative.**

Au regard de ces éléments, la MEL se réserve la possibilité d'attribuer ou non une part ou la totalité de la subvention prévue ou bien d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la MEL considérera que les obligations ne sont pas remplies. De ce fait, elle se réserve le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées et/ou de cesser tout versement.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

L'association s'engage à faire mention du soutien de LM en faisant figurer de manière lisible le logo de la Métropole Européenne de Lille dans le respect de la charte graphique, sur tous types de supports produits dans le cadre de la présente convention. Pour ce faire, l'association appliquera les recommandations techniques de la charte graphique. Pour le plan de communication et suivi évènementiel, l'association prendra l'attache de la Direction de la communication (tél. : 03.20.21.20.21).

Il est rappelé qu'en cas de non application des dispositions énoncées ci-dessus, l'article 9 « sanctions »

de la présente convention s'appliquera.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la MEL ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la MEL de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

ARTICLE 8 – CONTROLE ET CONDITIONS DU VERSEMENT

Si l'association ne fournit pas les documents prévus à l'article 5 dans les délais et, de manière générale, si l'association n'atteint pas ses objectifs, n'exécute pas ses obligations, tarde à les exécuter, ou décide unilatéralement d'en modifier les conditions, la MEL se réserve le droit, après mise en demeure restée infructueuse :

- de suspendre, en cas de versement fractionné, le paiement de la subvention jusqu'à parfaite exécution des obligations de l'association ;
- ou de réduire, en cas de versement fractionné, le montant restant à verser ;
- ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

La MEL en informera l'association par lettre recommandée en accusé réception.

ARTICLE 9 – CONTROLE DE LA MEL

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la MEL de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

A tout moment, un contrôle pourra être réalisé, éventuellement sur place, par la MEL, ou toute personne mandatée par elle, en vue de s'assurer de la réalisation de l'objet ayant motivé la subvention et/ou de vérifier l'exactitude des documents fournis.

D'une manière générale, en cas de non réalisation ou réalisation partielle de l'objet de la convention et/ou d'écart constaté entre le budget prévisionnel et les dépenses réalisées la MEL se réserve la possibilité de réduire le montant restant à verser ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

Après réalisation de l'action, une réunion d'échanges, à l'initiative de LM, entre les dirigeants de l'association et la MEL pourra être l'occasion de dresser le bilan du projet ou action, tant opérationnel que financier.

ARTICLE 10 – EVALUATION

Un bilan d'activité précisant les conditions de réalisation du projet ou des actions visé(es) à l'article 1, auxquelles la MEL a apporté son concours, est réalisé par l'Association sur un plan quantitatif comme qualitatif. Ce bilan mettra en évidence la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du projet ou des actions visé(es) au regard de l'intérêt communautaire.
En annexe 5, figure la liste des objectifs quantitatifs et qualitatifs et les indicateurs associés permettant la mesure de leur atteinte.

Ce bilan d'activité et la mesure des indicateurs seront envoyés par l'Association à la MEL en même temps que le compte-rendu financier prévu à l'article 5.1.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 12- RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 14 – VALEUR DES ANNEXES

L'ensemble des annexes jointes à la présente convention sont juridiquement opposables.

Fait à Lille en 3 exemplaires, le

L'Association	La Métropole Européenne de Lille,
Le Président ……..	Pour le Président, Le Vice-Président Délégué,

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Annexe 1 : détail du projet ou des actions subventionné(es).

L'Association Monique Teneur contribue à la valorisation du patrimoine rural régional :

- Mise en réseau des acteurs du patrimoine,
- Organisation de forums d'acteurs du patrimoine afin de les conseiller, de transmettre les techniques de sauvegarde du patrimoine rural régional et de favoriser l'entretien et la restauration du patrimoine, selon les spécificités propres de notre région.

L'association contribue à la valorisation d'objets de collection de la vie rurale d'autrefois :

- Recherche, accueil et restauration d'objets de collection de la vie rurale d'autrefois.
- Entretien, nettoyage, inventaire et leur mise en valeur.

L'Association Monique Teneur participe à la valorisation de la collection du Musée de Plein Air :

- Communication de documents, d'archives et éléments historiques permettant une reconstitution fidèle de l'intérieur des bâtiments d'autrefois et de leurs usages.
- Transmission d'informations, de savoirs et de connaissance historique du Musée de Plein Air et de sa collection qui participeront à la rédaction d'un plan scientifique et culturel pour le Musée de Plein Air.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Annexe 2 : budget prévisionnel de l'association (et budget prévisionnel global du projet ou des actions) (Eléments repris du dossier de demande)

Exercice 2024 date de début : 01/01/24 date de fin : 31/12/24

Dépenses	HT	TTC	Recettes	HT	TTC
60 - Achats	0,00	8 000,00	**Recettes propres**	0,00	4 100,00
Achat de matériel		1 500,00	Apport en fonds propres		
Achat fourniture		1 500,00	Prestations de services		
Achat de prestations de services		5 000,00	Cotisations, dons, autres à préciser		4 100,00
Mobilier informatique Papier Encre fournitures					
Matériaux, outil de restauration, entretien et réparation			(à détailler)		
61 - Services extérieurs	0,00	5 500,00	**Partenaires**	0,00	0,00
Locations (Evenementiel)		1 500,00	(à détailler)		
Documentation		2 000,00			
Assurances		2 000,00	**Subventions publiques**	0,00	87 500,00
Recherches et typologies régionales			**DRAC**		
			* production		
62 - Autres services extérieurs	0,00	24 500,00	* Etat - autres		
Honoraires artistiques		4 500,00			
Honoraires administratifs		10 550,00	**Région Hauts de France**		
Autres honoraires (Rel.Pub. Presse)		2 300,00	* Culture		50 000,00
Publicité - publications			* autres (à détailler)		
Transports, voyages et déplacements		3 000,00			
Missions et réceptions		1 000,00	**Département(s)** (à détailler)		
Frais divers de gestion		2 150,00			
Frais postaux et télécommunication		1 000,00			
entretien, recherches dans la région, échanges					
63 - Impôts et taxes	0,00	0,00			
Taxe professionnelle			**Intercommunalité(s)** Métropole Européenne de Lille		35 000,00
TVA			**Commune (s)** Villeneuve d'Ascq		2 500,00
(à détailler)					
64 - Charges de personnel	0,00	67 000,00	**Fonds européens**		
Personnel administratif et assimilé (quote part)		47 000,00			
Personnel artistique			**Autres financements**	0,00	13 200,00
(à détailler)			Mécénat, sponsoring		13 200,00
			Autres recettes (à détailler)	0,00	200,00
Personnel technique			ventes livres		200,00
Charges sociales		20 000,00			
Défraiements					
Transports					
Repas					
Hébergements					
65 - Autres charges de gestion courante (SACD, SACEM, autres à préciser....) (à détailler)					
66 - Charges financières					
67 - Charges exceptionnelles					
68 - Dotation aux amortissements					
Valorisation Personnel bénévole administrateurs, tuteurs, équipe animat		15 000,00	administrateurs, tuteurs, équipe animation, équipe graphisme et communication 10000 Mise à disposition de lieux (bureau au Musée de Plein Air, conteneur de		15 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**0,00 €**	**120 000,00 €**	**TOTAL DES RECETTES**	**0,00**	**120 000,00**

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Exercice 2025 date de début : 01/01/25 date de fin : 31/12/25

Dépenses	HT	TTC	Recettes	HT	TTC
60 - Achats	0,00	9 000,00	**Recettes propres**	0,00	4 100,00
Achat de matériel		3 500,00	Apport en fonds propres		
Achat fourniture		1 500,00	Prestations de services		
Achat de prestations de services		4 000,00	Cotisations, dons, autres à préciser		4 100,00
Mobilier informatique Papier Encre fournitures					
Matériaux, outil de restauration, entretien et réparation			(à détailler)		
61 - Services extérieurs	0,00	6 500,00	**Partenaires**	0,00	0,00
Locations (Evenementiel)		1 500,00	(à détailler)		
Documentation		3 000,00			
Assurances		2 000,00	**Subventions publiques**	0,00	92 500,00
Recherches et typologies régionales			**DRAC**		
			* production		
62 - Autres services extérieurs	0,00	24 500,00	* Etat - autres		
Honoraires artistiques		4 500,00			
Honoraires administratifs		10 050,00	**Région Hauts de France**		
Autres honoraires (Rel.Pub. Presse)		2 300,00	* Culture		50 000,00
Publicité - publications		1 500,00	* autres (à détailler)		
Transports, voyages et déplacements		3 000,00			
Missions et réceptions		1 000,00	**Département(s)** (à détailler)		
Frais divers de gestion		1 150,00			
Frais postaux et télécommunication		1 000,00			
entretien, recherches dans la région, échanges					
63 - Impôts et taxes	0,00	0,00			
Taxe professionnelle			**Intercommunalité(s)** Métropole Européenne de Lille		40 000,00
TVA			**Commune (s)** Villeneuve d'Ascq		2 500,00
(à détailler)					
64 - Charges de personnel	0,00	70 000,00	**Fonds européens**		
Personnel administratif et assimilé (quote part)		49 000,00			
Personnel artistique			**Autres financements**	0,00	13 200,00
(à détailler)			Mécénat, sponsoring		13 200,00
			Autres recettes (à détailler)	0,00	200,00
Personnel technique			ventes livres		200,00
Charges sociales		21 000,00			
Défraiements					
Transports					
Repas					
Hébergements					
65 - Autres charges de gestion courante (SACD, SACEM, autres à préciser....) (à détailler)					
66 - Charges financières					
67 - Charges exceptionnelles					
68 - Dotation aux amortissements					
Valorisation Personnel bénévole administrateurs, tuteurs, équipe animati		15 000,00			15 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**0,00 €**	**125 000,00 €**	**TOTAL DES RECETTES**	**0,00**	**125 000,00**

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Exercice 2026 date de début : 01/01/26 date de fin : 31/12/26

Dépenses	HT	TTC	Recettes	HT	TTC
60 - Achats	0,00	9 000,00	**Recettes propres**	0,00	4 100,00
Achat de matériel		3 500,00	Apport en fonds propres		
Achat fourniture		1 500,00	Prestations de services		
Achat de prestations de services		4 000,00	Cotisations, dons, autres à préciser		4 100,00
Mobilier informatique Papier Encre fournitures					
Matériaux, outil de restauration, entretien et réparation			(à détailler)		
61 - Services extérieurs	0,00	6 500,00	**Partenaires**	0,00	0,00
Locations (Evenementiel)		1 500,00	(à détailler)		
Documentation		3 000,00			
Assurances		2 000,00	**Subventions publiques**	0,00	92 500,00
Recherches et typologies régionales			**DRAC**		
			* production		
62 - Autres services extérieurs	0,00	24 500,00	* Etat - autres		
Honoraires artistiques		4 500,00			
Honoraires administratifs		10 050,00	**Région Hauts de France**		
Autres honoraires (Rel.Pub. Presse)		2 300,00	* Culture		50 000,00
Publicité - publications		1 500,00	* autres (à détailler)		
Transports, voyages et déplacements		3 000,00			
Missions et réceptions		1 000,00	**Département(s)** (à détailler)		
Frais divers de gestion		1 150,00			
Frais postaux et télécommunication		1 000,00			
entretien, recherches dans la région, échanges					
63 - Impôts et taxes	0,00	0,00			
Taxe professionnelle			**Intercommunalité(s)** Métropole Européenne de Lille		40 000,00
TVA			**Commune (s)** Villeneuve d'Ascq		2 500,00
(à détailler)					
64 - Charges de personnel	0,00	70 000,00	**Fonds européens**		
Personnel administratif et assimilé (quote part)		49 000,00			
Personnel artistique			**Autres financements**	0,00	13 200,00
(à détailler)			Mécénat, sponsoring		13 200,00
			Autres recettes (à détailler)	0,00	200,00
Personnel technique			ventes livres		200,00
Charges sociales		21 000,00			
Défraiements					
Transports					
Repas					
Hébergements					
65 - Autres charges de gestion courante (SACD, SACEM, autres à préciser....) (à détailler)					
66 - Charges financières					
67 - Charges exceptionnelles					
68 - Dotation aux amortissements					
Valorisation Personnel bénévole administrateurs, tuteurs, équipe animati		15 000,00			15 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**0,00 €**	**125 000,00 €**	**TOTAL DES RECETTES**	**0,00**	**125 000,00**

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Exercice 2027 date de début : 01/01/27 date de fin : 31/12/2

Dépenses	HT	TTC	Recettes	HT	TTC
60 - Achats	0,00	9 000,00	**Recettes propres**	0,00	4 100,00
Achat de matériel		3 500,00	Apport en fonds propres		
Achat fourniture		1 500,00	Prestations de services		
Achat de prestations de services		4 000,00	Cotisations, dons, autres à préciser		4 100,00
Mobilier informatique Papier Encre fournitures					
Matériaux, outil de restauration, entretien et réparation			(à détailler)		
61 - Services extérieurs	0,00	6 500,00	**Partenaires**	0,00	0,00
Locations (Evenementiel)		1 500,00	(à détailler)		
Documentation		3 000,00			
Assurances		2 000,00	**Subventions publiques**	0,00	92 500,00
Recherches et typologies régionales			**DRAC**		
			* production		
62 - Autres services extérieurs	0,00	24 500,00	* Etat - autres		
Honoraires artistiques		4 500,00			
Honoraires administratifs		10 050,00	**Région Hauts de France**		
Autres honoraires (Rel.Pub. Presse)		2 300,00	* Culture		50 000,00
Publicité - publications		1 500,00	* autres (à détailler)		
Transports, voyages et déplacements		3 000,00			
Missions et réceptions		1 000,00	**Département(s)** (à détailler)		
Frais divers de gestion		1 150,00			
Frais postaux et télécommunication		1 000,00			
entretien, recherches dans la région, échanges					
63 - Impôts et taxes	0,00	0,00			
Taxe professionnelle			**Intercommunalité(s)** Métropole Européenne de Lille		40 000,00
TVA			**Commune (s)** Villeneuve d'Ascq		2 500,00
(à détailler)					
64 - Charges de personnel	0,00	70 000,00	**Fonds européens**		
Personnel administratif et assimilé (quote part)		49 000,00			
Personnel artistique			**Autres financements**	0,00	13 200,00
(à détailler)			Mécénat, sponsoring		13 200,00
			Autres recettes (à détailler)	0,00	200,00
Personnel technique			ventes livres		200,00
Charges sociales		21 000,00			
Défraiements					
Transports					
Repas					
Hébergements					
65 - Autres charges de gestion courante (SACD, SACEM, autres à préciser....) (à détailler)					
66 - Charges financières					
67 - Charges exceptionnelles					
68 - Dotation aux amortissements					
Valorisation Personnel bénévole administrateurs, tuteurs, équipe animati		15 000,00			15 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**0,00 €**	**125 000,00 €**	**TOTAL DES RECETTES**	**0,00**	**125 000,00**

Annexe 3 : Modèle de situation de trésorerie

SITUATION MENSUELLE DE TRESORERIE

Exercice :

Organisme : .....

LIBELLE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DEC	TOTAL
Solde initial													
DEPENSES													
Salaires													
Charges salariales													
Loyers et charges													
Frais de communication													
Voyages et déplacements													
Entretiens, réparations													
Frais postaux et télécom													
Etudes confiées à des prestataires													
Honoraires et frais bancaires													
.....													
TOTAL (A)													
RECETTES													
Subventions : détail par financeur													
…													
…													
…													
Autres recettes :													
…													
…													
…													
TOTAL (B)													

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Annexe 4 :

COMPTE RENDU FINANCIER
À LA RÉALISATION DE LA MANIFESTATION
(Modèle CERFA suivant pour toute subvention > 50 K€)

<table>
<tr><th>CHARGES</th><th>PRODUITS</th></tr>
<tr><td>I. Charges directes affectées à la réalisation du projet ou de l’action subventionné(e).
- Ventilation entre achats de biens et de services.
- Charges de personnel.
- Charges financières (s’il y a lieu)
- Engagements à réaliser sur ressources affectées.

II. Charges indirectes.
Part des frais de fonctionnement généraux de l’organisme (y compris les frais financiers) affectés à la réalisation de l’objet de la subvention (ventilation par nature des charges indirectes)</td><td>- Ventilation par type de ressources affectées directement au projet ou à l’action subventionné(e)
- Ventilation par subventions d’exploitation
- Produits financiers affectés
- Autres produits
- Reports des ressources non utilisées d’opérations antérieures.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Evaluation des contributions volontaires en nature affectées au projet ou à l’action subventionné(e).</td></tr>
<tr><td>Secours en nature, mise à disposition de biens et services, personnel bénévole.</td><td>Bénévolat, prestations en nature, dons en nature.</td></tr>
</table>

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Compte rendu financier : bilan qualitatif de l'action réalisée

Cette fiche est à détacher et à retourner dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice ou de chaque exercice au cours duquel la subvention a été accordée[3] et un compte rendu financier global en fin d'action. Elle doit obligatoirement être établie, avant toute nouvelle demande de subvention. Vous pouvez ne renseigner que les cases grises si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.
Cette fiche peut être adaptée par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Description précise de l'action

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

[3] Cf. Arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 2 avril 2000 relatives aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse[4]

Le modèle qui suit est imposé pour toute demande > 50 K€.
Pour les demandes inférieures, un document simplifié peut être transmis par la structure.
Si votre demande concerne une subvention pluriannuelle, fournir le CRF chaque année ainsi qu'un CRF global en fin d'action.

[4] Ne pas indiquer les centimes d'euros

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation
Charges directes affectées à l'action				**Ressources directes affectées à l'action**		
60 – Achat	0	0		**70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services**		
Prestations de services						
Achats matières et fournitures				**74- Subventions d'exploitation**[16]	0	0
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		
61 - Services extérieurs	0	0				
Locations immobilières et immobilières						
Entretien et réparation				Région(s)		
Assurance						
Documentation				Département(s)		
Divers						
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI[17]		
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-		
Publicité, publication				Commune(s) :		
Déplacements, missions						
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :		
63 - Impôts et taxes	0	0				
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens		
Autres impôts et taxes						
64- Charges de personnel	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)		
Rémunération des personnels				Autres établissements publics		
Charges sociales				Aides privées		
Autres charges de personnel				**75 - Autres produits de gestion courante**		
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs		
66- Charges financières				**76 - Produits financiers**		
67- Charges exceptionnelles				**78 – Reports** ressources non utilisées d'opérations antérieures		
68- Dotation aux amortissements						
Charges indirectes affectées à l'action						
Charges fixes de fonctionnement						
Frais financiers						
Autres						
Total des charges	0	0		**Total des produits**	0	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES						
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		**87 - Contributions volontaires en nature**	0	0
Secours en nature				Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature		
Personnel bénévole				Dons en nature		
TOTAL	0	0		**TOTAL**	0	0

La subvention de € représente % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.

[15] Ne pas indiquer les centimes d'euros
[16] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'aut financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne s demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
[17] Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

7.2 Compte rendu financier de l'action : données chiffrées (à ne renseigner que pour les demandes supérieures ou égales à 50 000€)

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée[5] ?

Observations à formuler sur le compte rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom).....
représentant(e) légal(e) de l'association, ...
.....
certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le ..... à .....

Signature

[5] Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

Annexe 5 : Evaluation

Les résultats obtenus à l'occasion des actions menées au titre de la présente convention seront évalués conformément aux termes de cette annexe.

I/ Contrat d'objectifs

A/ Objectifs et réalisations opérationnels

Public	Objectifs	Réalisations

B/ Objectifs et réalisation en terme de communication

	Objectifs	Réalisations

C/ Autres objectifs

<u>Annexe 6 :</u> La délibération n°….du… portant octroi de subvention.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110436-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0223

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

EXPERIMENTATION TERRITOIRE ZERO CHOMEUR LONGUE DUREE (TZCLD) - SOUTIEN A LA SAS MOODITA - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil du 19 février 2021 portant le projet stratégique de transformation du territoire ;
Vu la loi d'expérimentation du 29 février 2016 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation "territoires zéro chômeur de longue durée" (TZCLD) et prolongée par la seconde loi du 14 décembre 2020 ;
Vu le SRDEII adopté lors de la séance plénière de la Région Hauts-de-France du 8 décembre 2022 ;
Vu la délibération 23 C 0413 du Conseil du 15 décembre 2023 relative à la convention entre la MEL et la Région Hauts-de-France, à la participation de la Métropole au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région ;
Vu l'aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.58981, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Une partie du quartier de Lille Fives a été habilitée Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée en février 2023, permettant la mise en place d'une Entreprise à But d'Emploi (EBE) nommée "Territoire d'Avenirs Fivois" (TAF).
TAF emploie à ce jour 33 personnes, résidents du territoire de Fives, et une cohorte de 20 personnes intégrera l'entreprise fin 2024. Après une longue période d'inactivité, ces personnes ont besoin d'être préparées dans leur parcours vers l'emploi et la définition d'un projet professionnel.

SAS Moodita est une structure qui propose des accompagnements sur mesure grâce à une approche pluridisciplinaire croisant analyse en ressources humaines, psychologie et autres sciences comportementales.

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-Imc100000110436-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

Ainsi, SAS Moodita propose d'accompagner une cohorte de 20 personnes afin de les préparer à intégrer l'Entreprise à But d'Emploi TAF. À noter que la structure avait mené cet accompagnement en 2022 sur d'autres sites de l'expérimentation (à Loos, Armentières et Roubaix), auprès d'une trentaine de bénéficiaires.

La MEL a déjà soutenu de la même manière l'ensemble des territoires habilités ou émergents (Loos, Tourcoing, Lille-Fives, Roubaix, Armentières) afin de préparer les personnes éloignées de l'emploi avant leur entrée en EBE.

b. Modalités du partenariat

L'entreprise SAS MOODITA propose à la MEL de venir en soutien de son programme de travail pour la période de septembre 2024 à février 2025 sur les objectifs suivants :
- Objectif 1 (durée 4 mois) : aider les bénéficiaires à identifier leurs centres d'intérêt, leur rapport au travail et au groupe, etc.);
- Objectif 2 (durée 2 mois) : aider les bénéficiaires à assurer leur intégration dans l'entreprise, en les outillant et en les accompagnant sur des difficultés (nouveau rythme, nouvelle culture d'entreprise, nouvelle équipe) qu'ils peuvent rencontrer.

Pour ce faire, le parcours d'accompagnement se déroulera en 3 phases :
- Phase 1 : l'accompagnement commence par une session de rencontres entre le bénéficiaire et le référent Moodita. Ensemble, ils identifient les besoins du bénéficiaire et déterminent le chemin à entreprendre pour avancer dans son projet professionnel. Si le projet n'est pas encore précisé, un parcours spécifique est envisagé.
- Phase 2 : mise en œuvre. De nombreuses sessions de travail individuelles et collectives sont organisées et animées par un professionnel du collectif Moodita. Ces sessions ont pour but d'aider le bénéficiaire à avancer dans son parcours en restant conforme au cadre prédéfini par l'EBE.
- Phase 3 : bilan. Cette dernière phase permet au bénéficiaire et au référent de retracer le chemin parcouru, identifier les réussites et ancrer les apprentissages. Un plan d'action sera construit avec le bénéficiaire afin qu'il puisse continuer d'avancer, même après son parcours avec Moodita.

Cette aide est allouée sur la base du règlement relatif aux aides à la formation visé plus haut pour un montant de 38 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail de SAS MOODITA pour la période de septembre 2024 à février 2025 ;

2) D’accorder une subvention d’un montant de 38 000 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec SAS MOODITA ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 38 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0223

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

EXPERIMENTATION TERRITOIRE ZERO CHOMEUR LONGUE DUREE (TZCLD) - SOUTIEN A LA SAS MOODITA - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil du 19 février 2021 portant le projet stratégique de transformation du territoire ;
Vu la loi d'expérimentation du 29 février 2016 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation "territoires zéro chômeur de longue durée" (TZCLD) et prolongée par la seconde loi du 14 décembre 2020 ;
Vu le SRDEII adopté lors de la séance plénière de la Région Hauts-de-France du 8 décembre 2022 ;
Vu la délibération 23 C 0413 du Conseil du 15 décembre 2023 relative à la convention entre la MEL et la Région Hauts-de-France, à la participation de la Métropole au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région ;
Vu l'aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.58981, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Une partie du quartier de Lille Fives a été habilitée Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée en février 2023, permettant la mise en place d'une Entreprise à But d'Emploi (EBE) nommée "Territoire d'Avenirs Fivois" (TAF).
TAF emploie à ce jour 33 personnes, résidents du territoire de Fives, et une cohorte de 20 personnes intégrera l'entreprise fin 2024. Après une longue période d'inactivité, ces personnes ont besoin d'être préparées dans leur parcours vers l'emploi et la définition d'un projet professionnel.

SAS Moodita est une structure qui propose des accompagnements sur mesure grâce à une approche pluridisciplinaire croisant analyse en ressources humaines, psychologie et autres sciences comportementales.

Ainsi, SAS Moodita propose d'accompagner une cohorte de 20 personnes afin de les préparer à intégrer l'Entreprise à But d'Emploi TAF. À noter que la structure avait mené cet accompagnement en 2022 sur d'autres sites de l'expérimentation (à Loos, Armentières et Roubaix), auprès d'une trentaine de bénéficiaires.

La MEL a déjà soutenu de la même manière l'ensemble des territoires habilités ou émergents (Loos, Tourcoing, Lille-Fives, Roubaix, Armentières) afin de préparer les personnes éloignées de l'emploi avant leur entrée en EBE.

b. Modalités du partenariat

L'entreprise SAS MOODITA propose à la MEL de venir en soutien de son programme de travail pour la période de septembre 2024 à février 2025 sur les objectifs suivants :
- Objectif 1 (durée 4 mois) : aider les bénéficiaires à identifier leurs centres d'intérêt, leur rapport au travail et au groupe, etc.);
- Objectif 2 (durée 2 mois) : aider les bénéficiaires à assurer leur intégration dans l'entreprise, en les outillant et en les accompagnant sur des difficultés (nouveau rythme, nouvelle culture d'entreprise, nouvelle équipe) qu'ils peuvent rencontrer.

Pour ce faire, le parcours d'accompagnement se déroulera en 3 phases :
- Phase 1 : l'accompagnement commence par une session de rencontres entre le bénéficiaire et le référent Moodita. Ensemble, ils identifient les besoins du bénéficiaire et déterminent le chemin à entreprendre pour avancer dans son projet professionnel. Si le projet n'est pas encore précisé, un parcours spécifique est envisagé.
- Phase 2 : mise en œuvre. De nombreuses sessions de travail individuelles et collectives sont organisées et animées par un professionnel du collectif Moodita. Ces sessions ont pour but d'aider le bénéficiaire à avancer dans son parcours en restant conforme au cadre prédéfini par l'EBE.
- Phase 3 : bilan. Cette dernière phase permet au bénéficiaire et au référent de retracer le chemin parcouru, identifier les réussites et ancrer les apprentissages. Un plan d'action sera construit avec le bénéficiaire afin qu'il puisse continuer d'avancer, même après son parcours avec Moodita.

Cette aide est allouée sur la base du règlement relatif aux aides à la formation visé plus haut pour un montant de 38 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le programme de travail de SAS MOODITA pour la période de septembre 2024 à février 2025 ;

2) D’accorder une subvention d’un montant de 38 000 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec SAS MOODITA ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 38 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110418-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0224

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LOOS - TOURCOING -

TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE (TZCLD) - DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES DE LA FABRIQUE DE L'EMPLOI - SOUTIEN AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-10 et L.1511-2 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la loi d'expérimentation du 29 février 2016 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation "territoires zéro chômeur de longue durée" (TZCLD) prolongée par la seconde loi du 14 décembre 2020 ;
Vu la délibération 21 C 0312 du Conseil métropolitain du 28 juin 2021 portant sur le renouvellement du partenariat avec l'association nationale gestionnaire du fonds d'expérimentation et soutien aux candidatures des communes du territoire dans le cadre de de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée ;
Vu la décision directe 20 DD 0363 du 5 juin 2020 autorisant l'entrée de la MEL au capital de la SCIC Fabrique de l'Emploi pour un montant de 20 000 € ;
Vu le SRDEII adopté lors de la séance plénière de la Région Hauts-de-France du 8 décembre 2022 ;
Vu la délibération 23 C 0413 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 relative à la convention entre la MEL et la Région Hauts-de-France, à la participation de la Métropole au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région ;

I. Exposé des motifs

Description des objectifs

La loi d'expérimentation du 29 février 2016 susvisée a permis à la Métropole Européenne de Lille (MEL) de devenir site d'expérimentation pour le quartier des Oliveaux à Loos et le triangle Menin-Phalempins à Tourcoing. L'entreprise à but d'emploi (EBE) « La Fabrique de l'Emploi » a ainsi été créée dans ce cadre en 2017 pour recruter sans conditions, en CDI et à temps choisi, les personnes durablement privées d'emploi et volontaires pour réaliser des activités utiles au territoire, et non concurrentielles du marché classique.

La vocation de la Fabrique de l'Emploi en tant qu'EBE est d'embaucher sans sélection, sur proposition du Comité Local pour l'Emploi de Loos et de Tourcoing, les personnes

durablement privées d'emploi afin d'effectuer des travaux utiles aux habitants, et non concurrentiels des emplois publics ou privés existants. L'EBE fonctionne ainsi comme un lieu d'emploi-formation qui vise à faire monter les salariés en compétences et à favoriser l'émergence de projets professionnels en lien avec les besoins du territoire.

Dans le cadre de l'expérimentation nationale, la Fabrique de l'emploi a pour objectif de :
- Atteindre l'exhaustivité par l'embauche des personnes mobilisables sur les 2 sites ;
- Développer le chiffre d'affaires des activités et ainsi compléter les contributions à l'emploi versées par l'État et le Département ;
- Se positionner comme levier économique d'accompagnement au développement des dynamiques nouvelles sur le territoire métropolitain.

L'établissement est aujourd'hui multi-sites avec différents bâtiments, terrains et ateliers situés à Loos et à Tourcoing. L'activité économique est répartie en 4 grands pôles : services aux habitants, agriculture et alimentation, réemploi, services support. Près de 120 personnes y occupent des emplois.

Modalités du soutien

Dans un contexte de contraction de certains de ses financements et afin de poursuivre le développement d'activités économiques vectrices d'emplois, la Fabrique de l'Emploi sollicite auprès de la MEL un soutien financier de 100 000 € pour 2024 (cela correspond à 3,3 % du budget prévisionnel).

En lien avec les orientations du Fonds d'expérimentation auprès de la Fabrique de l'Emploi, ce soutien financier exceptionnel vise à conforter le modèle économique de l'EBE et a vocation à lui permettre développer des activités viables (via du temps de travail de salariés encadrants et par la mobilisation de clients grands comptes).

À noter que cet accompagnement exceptionnel de la MEL de la Fabrique de l'Emploi s'inscrit dans un contexte où celle-ci a renforcé son organisation en matière de ressources humaines et prévoit de consolider les volets portant sur la sécurité, la qualité de vie au travail et les projets coopératifs.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de développement des activités économiques de La Fabrique de l'Emploi au titre de l'année 2024 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 100 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec La Fabrique de l'Emploi ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 100 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0224

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LOOS - TOURCOING -

TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE (TZCLD) - DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES DE LA FABRIQUE DE L'EMPLOI - SOUTIEN AU TITRE DE L'ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-10 et L.1511-2 ;
Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;
Vu la loi d'expérimentation du 29 février 2016 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation "territoires zéro chômeur de longue durée" (TZCLD) prolongée par la seconde loi du 14 décembre 2020 ;
Vu la délibération 21 C 0312 du Conseil métropolitain du 28 juin 2021 portant sur le renouvellement du partenariat avec l'association nationale gestionnaire du fonds d'expérimentation et soutien aux candidatures des communes du territoire dans le cadre de de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée ;
Vu la décision directe 20 DD 0363 du 5 juin 2020 autorisant l'entrée de la MEL au capital de la SCIC Fabrique de l'Emploi pour un montant de 20 000 € ;
Vu le SRDEII adopté lors de la séance plénière de la Région Hauts-de-France du 8 décembre 2022 ;
Vu la délibération 23 C 0413 du Conseil métropolitain du 15 décembre 2023 relative à la convention entre la MEL et la Région Hauts-de-France, à la participation de la Métropole au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région ;

I. Exposé des motifs

Description des objectifs

La loi d'expérimentation du 29 février 2016 susvisée a permis à la Métropole Européenne de Lille (MEL) de devenir site d'expérimentation pour le quartier des Oliveaux à Loos et le triangle Menin-Phalempins à Tourcoing. L'entreprise à but d'emploi (EBE) « La Fabrique de l'Emploi » a ainsi été créée dans ce cadre en 2017 pour recruter sans conditions, en CDI et à temps choisi, les personnes durablement privées d'emploi et volontaires pour réaliser des activités utiles au territoire, et non concurrentielles du marché classique.

La vocation de la Fabrique de l'Emploi en tant qu'EBE est d'embaucher sans sélection, sur proposition du Comité Local pour l'Emploi de Loos et de Tourcoing, les personnes

durablement privées d'emploi afin d'effectuer des travaux utiles aux habitants, et non concurrentiels des emplois publics ou privés existants. L'EBE fonctionne ainsi comme un lieu d'emploi-formation qui vise à faire monter les salariés en compétences et à favoriser l'émergence de projets professionnels en lien avec les besoins du territoire.

Dans le cadre de l'expérimentation nationale, la Fabrique de l'emploi a pour objectif de :
- Atteindre l'exhaustivité par l'embauche des personnes mobilisables sur les 2 sites ;
- Développer le chiffre d'affaires des activités et ainsi compléter les contributions à l'emploi versées par l'État et le Département ;
- Se positionner comme levier économique d'accompagnement au développement des dynamiques nouvelles sur le territoire métropolitain.

L'établissement est aujourd'hui multi-sites avec différents bâtiments, terrains et ateliers situés à Loos et à Tourcoing. L'activité économique est répartie en 4 grands pôles : services aux habitants, agriculture et alimentation, réemploi, services support. Près de 120 personnes y occupent des emplois.

Modalités du soutien

Dans un contexte de contraction de certains de ses financements et afin de poursuivre le développement d'activités économiques vectrices d'emplois, la Fabrique de l'Emploi sollicite auprès de la MEL un soutien financier de 100 000 € pour 2024 (cela correspond à 3,3 % du budget prévisionnel).

En lien avec les orientations du Fonds d'expérimentation auprès de la Fabrique de l'Emploi, ce soutien financier exceptionnel vise à conforter le modèle économique de l'EBE et a vocation à lui permettre développer des activités viables (via du temps de travail de salariés encadrants et par la mobilisation de clients grands comptes).

À noter que cet accompagnement exceptionnel de la MEL de la Fabrique de l'Emploi s'inscrit dans un contexte où celle-ci a renforcé son organisation en matière de ressources humaines et prévoit de consolider les volets portant sur la sécurité, la qualité de vie au travail et les projets coopératifs.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de développement des activités économiques de La Fabrique de l'Emploi au titre de l'année 2024 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 100 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec La Fabrique de l'Emploi ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 100 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110423-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0225

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

VOLET ECONOMIE ET EMPLOI DU CONTRAT DE VILLE ET DE SOLIDARITE - SOUTIEN AUX PROGRAMMES D'ACTIONS DE NQT ET ANTHEA - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) ;

Vu la délibération 24-C-0073 du Conseil métropolitain du 19 avril 2024 portant renouvellement du contrat de ville et des solidarités MEL pour les années 2024-2030.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) est compétente en matière de politique de la ville depuis la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 1er janvier 2015. Dans ce cadre, l'enjeu 2 du contrat de ville et des solidarités voté par le Conseil Métropolitain le 19 avril 2024 vise à "amplifier la politique d'accès à l'emploi".

Cet enjeu repose sur 7 priorités :
- Lever les freins à la mobilité pour tous et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité ;
- Renforcer la prise en compte des quartiers prioritaires dans le fonctionnement du SPELOF (Service Public de l'Emploi Local, de l'Orientation et de la Formation), en lien avec la mise en place de France Travail ;
- Positionner les habitants des quartiers prioritaires au cœur des actions favorisant l'emploi et le dynamisme économique ;
- Intensifier l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus vulnérables ;
- Lever les freins d'accès à l'emploi des habitants ;
- Améliorer l'adéquation entre les compétences des habitants et celles recherchées par les employeurs ;
- Promouvoir la création d'activités économiques comme outil de développement des territoires prioritaires.

À la lumière de ces orientations, il est proposé de soutenir les demandes de soutien des structures suivantes :

- Nos quartiers ont des Talents (NQT), association qui propose un programme de mentorat professionnel dédié aux jeunes diplômés (BAC+3 minimum et de moins de 30 ans) leur permettant d'être accompagnés dans leur recherche d'emploi.

- ANTHEA. A l'appui de 25 ans d'expertise dans le domaine du recrutement, ce cabinet en ressources humaines propose depuis six ans d'accompagner les publics fragilisés notamment, les NEET (Not in Education, Employment or Training).

À noter que ces actions sont en cohérence avec celles financées dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville adopté au Bureau métropolitain du 19 avril 2024.

b. Modalités du partenariat

Concernant NQT, la structure a accompagné en 2023 90 jeunes issus des quartiers prioritaires dans un parcours d'accompagnement les conduisant vers une insertion sur le marché du travail, via l'alternance, un emploi ou encore la création d'activité. Ce chiffre met en évidence une progression de près de 70 % par rapport à 2022.

Pour 2024, NQT prévoit d'accompagner 150 jeunes à raison de 10 heures par mois.
La MEL est ainsi sollicitée pour contribuer à la réalisation de cette action. À l'aune de l'augmentation des personnes qui seront accompagnées en 2024, il est proposé de soutenir NQT à hauteur de 12 000 € (contre 8 000 € en 2023), ce qui représente 3,35% de son budget total de 238 150 €, cofinancé par l'État (108 000 €), le Département du Nord (60 000 €), et les acteurs privés (40 000 €).

Concernant ANTHEA, la structure propose à la MEL, pour la première fois, de soutenir son projet d'expérimentation dans l'accompagnement des NEETS dans les quartiers prioritaires. Ce programme repose sur 2 étapes :
- un repérage des publics,
- sur cette base, un parcours d'accompagnement individualisé et construit sur plusieurs étapes : diagnostic, lever des freins périphériques, orientation qualifiée, etc.

En termes d'objectifs, ANTHEA vise pour l'année 2024 500 jeunes repérés, 300 accompagnés, 150 positionnés sur un programme d'insertion professionnelle et d'emploi. Le taux de sortie vers un emploi durable a atteint à Bordeaux, ville où l'action a été mise en œuvre, plus de 50% des personnes inscrites au programme.

ANTHEA sollicite ainsi la MEL afin de financer cette action à hauteur de 50 000 €, soit 25% du budget global du projet estimé à 200 000 € et cofinancé par la Région Hauts-de-France ainsi que le Département du Nord, chacun à hauteur de 50 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets des associations NQT et ANTHEA ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 62 000 € pour soutenir les projets repris à l'alinéa précédent, et répartis comme suit :
- 12 000 € à l'association NQT pour le projet de parrainage des jeunes diplômés des Quartiers prioritaires ;
- 50 000 € au cabinet ANTHEA pour le projet de repérage des NEET et d'accompagnement à l'emploi ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec NQT et ANTHEA ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 62 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0225

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

VOLET ECONOMIE ET EMPLOI DU CONTRAT DE VILLE ET DE SOLIDARITE - SOUTIEN AUX PROGRAMMES D'ACTIONS DE NQT ET ANTHEA - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 21 C 0056 du Conseil métropolitain du 19 février 2021, adoptant le Projet Stratégique de Transformation Économique du Territoire (PSTET) ;

Vu la délibération 24-C-0073 du Conseil métropolitain du 19 avril 2024 portant renouvellement du contrat de ville et des solidarités MEL pour les années 2024-2030.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole européenne de Lille (MEL) est compétente en matière de politique de la ville depuis la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 1er janvier 2015. Dans ce cadre, l'enjeu 2 du contrat de ville et des solidarités voté par le Conseil Métropolitain le 19 avril 2024 vise à "amplifier la politique d'accès à l'emploi".

Cet enjeu repose sur 7 priorités :
- Lever les freins à la mobilité pour tous et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité ;
- Renforcer la prise en compte des quartiers prioritaires dans le fonctionnement du SPELOF (Service Public de l'Emploi Local, de l'Orientation et de la Formation), en lien avec la mise en place de France Travail ;
- Positionner les habitants des quartiers prioritaires au cœur des actions favorisant l'emploi et le dynamisme économique ;
- Intensifier l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus vulnérables ;
- Lever les freins d'accès à l'emploi des habitants ;
- Améliorer l'adéquation entre les compétences des habitants et celles recherchées par les employeurs ;
- Promouvoir la création d'activités économiques comme outil de développement des territoires prioritaires.

À la lumière de ces orientations, il est proposé de soutenir les demandes de soutien des structures suivantes :

- Nos quartiers ont des Talents (NQT), association qui propose un programme de mentorat professionnel dédié aux jeunes diplômés (BAC+3 minimum et de moins de 30 ans) leur permettant d'être accompagnés dans leur recherche d'emploi.

- ANTHEA. A l'appui de 25 ans d'expertise dans le domaine du recrutement, ce cabinet en ressources humaines propose depuis six ans d'accompagner les publics fragilisés notamment, les NEET (Not in Education, Employment or Training).

À noter que ces actions sont en cohérence avec celles financées dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville adopté au Bureau métropolitain du 19 avril 2024.

b. Modalités du partenariat

Concernant NQT, la structure a accompagné en 2023 90 jeunes issus des quartiers prioritaires dans un parcours d'accompagnement les conduisant vers une insertion sur le marché du travail, via l'alternance, un emploi ou encore la création d'activité. Ce chiffre met en évidence une progression de près de 70 % par rapport à 2022.

Pour 2024, NQT prévoit d'accompagner 150 jeunes à raison de 10 heures par mois.
La MEL est ainsi sollicitée pour contribuer à la réalisation de cette action. À l'aune de l'augmentation des personnes qui seront accompagnées en 2024, il est proposé de soutenir NQT à hauteur de 12 000 € (contre 8 000 € en 2023), ce qui représente 3,35% de son budget total de 238 150 €, cofinancé par l'État (108 000 €), le Département du Nord (60 000 €), et les acteurs privés (40 000 €).

Concernant ANTHEA, la structure propose à la MEL, pour la première fois, de soutenir son projet d'expérimentation dans l'accompagnement des NEETS dans les quartiers prioritaires. Ce programme repose sur 2 étapes :
- un repérage des publics,
- sur cette base, un parcours d'accompagnement individualisé et construit sur plusieurs étapes : diagnostic, lever des freins périphériques, orientation qualifiée, etc.

En termes d'objectifs, ANTHEA vise pour l'année 2024 500 jeunes repérés, 300 accompagnés, 150 positionnés sur un programme d'insertion professionnelle et d'emploi. Le taux de sortie vers un emploi durable a atteint à Bordeaux, ville où l'action a été mise en œuvre, plus de 50% des personnes inscrites au programme.

ANTHEA sollicite ainsi la MEL afin de financer cette action à hauteur de 50 000 €, soit 25% du budget global du projet estimé à 200 000 € et cofinancé par la Région Hauts-de-France ainsi que le Département du Nord, chacun à hauteur de 50 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets des associations NQT et ANTHEA ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 62 000 € pour soutenir les projets repris à l'alinéa précédent, et répartis comme suit :
- 12 000 € à l'association NQT pour le projet de parrainage des jeunes diplômés des Quartiers prioritaires ;
- 50 000 € au cabinet ANTHEA pour le projet de repérage des NEET et d'accompagnement à l'emploi ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec NQT et ANTHEA ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 62 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110465-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0226

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024-2027 - ACTIONS 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et des contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les métropoles pour les années 2024-2027 ;

Vu le pacte local des solidarités 2024-2027 qui prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté initiée par le Gouvernement en 2018, prévoit la contractualisation de l'État avec les métropoles du contrat local des solidarités ;

Vu la délibération n° 24-C-0073 du Conseil en date du 19 avril 2024 portant contrat de ville et des solidarités ;

Vu la délibération n° 24-C-0208 du Conseil en date du 28 juin 2024 portant contrat local des solidarités 2024-2027.

I. Exposé des motifs

Le pacte national des solidarités, présenté le 18 septembre 2023 par la Première ministre, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté pour la période 2024 à 2027.

Il regroupe à l'échelle nationale 25 mesures et s'organise autour de quatre thématiques :

- prévenir la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits ;
- construire une transition écologique et solidaire.

Sa mise en œuvre pour la période 2024-2027 est renforcée dans les territoires à travers les pactes locaux de solidarités, à l'instar des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) signées entre 2020 et 2023. Ces nouveaux pactes locaux des solidarités s'adressent aux départements et aux métropoles et se déclinent en deux documents complémentaires :

- un pacte signé par l'ensemble des partenaires associés ;
- un contrat signé entre les deux parties prenantes, État et métropole d'un côté et État et département de l'autre, et comprenant les engagements financiers respectifs et l'ensemble des fiches actions.

Localement, l'État et la Métropole européenne de Lille (MEL) ont décidé de fusionner contrat de ville et pacte local des solidarités afin de se doter d'un outil unique et structurant de lutte contre la pauvreté. L'objectif est de gagner en lisibilité et de renforcer la coordination des outils visant à agir au bénéfice des habitants les plus vulnérables. Ce "contrat de ville et des solidarités" a été validé par la délibération du 19 avril 2024 susvisée.

Au titre du volet "solidarités" de ce nouveau contrat, l'État et la MEL s'engagent donc à travers une convention 2024-2027, dont les engagements programmatiques, financiers et évaluatifs font l'objet de la délibération n° 24-C-0208 du 28 juin 2024 susvisée.

Dans ce cadre, il est convenu de mettre en œuvre un programme prévisionnel 2024-2027 de 17 actions (cf. annexe 1), contribuant aux enjeux du contrat de ville et des solidarités et relevant des quatre axes du pacte national des solidarités, à savoir :

1. La prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
2. La sortie de la pauvreté par le retour à l'emploi pour tous ;
3. L'accès aux droits ;
4. La transition écologique et solidaire.

Le tableau financier annexé (cf. annexe 2) détaille l'ensemble des actions cofinancées par l'État et le MEL au titre de 2024 et la répartition des cofinancements à hauteur de 2 millions d'euros au total.

Au titre de la présente délibération, il est prévu de permettre la mise en œuvre de 5 de ces 17 actions pour un montant total de 437 000 € en 2024 comme suit :

- **Action 1.2 - LOJ'Jeunes** : mobiliser et accompagner les jeunes vulnérables vers et dans le logement pour un montant total de 200 000 €, dont :
  - 60 000 € versés à l'association GRAAL,
  - 63 440 € versés à l'association Home des Flandres,
  - 76 560 € versés à l'association MAJT ;

- **Action 2.4 - PHC et CVG** : remobiliser et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité pour un montant de 132 000 € versés à l'association Convergence France ;

- **Action 3.7 - Soliguide**, le guide de la solidarité en ligne à destination des habitants et professionnels pour un montant de 15 000 € versés à l'association Solinum ;

- **Action 4.16 - PANIERS** : déployer l'offre de paniers bio solidaires sur toute la métropole pour un montant de 80 000 € versés à l'association Bio Hauts-de-France ;

- **Action 4.17 - VRAC** : conforter des groupements d'achats solidaires sur toute la métropole pour un montant de 10 000 € versés à l'association VRAC Hauts-de-France.

Au titre de la présente délibération, la MEL assure le versement des cofinancements État-MEL aux structures pilotes des 5 actions pour un montant total de 353 720 €, les 83 280 € restants faisant l'objet de décisions directes au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Les 12 autres actions font ou feront l'objet de délibérations complémentaires du Bureau ou du Conseil.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions relatives aux actions avec les structures concernées pour le versement des subventions de la MEL et/ou de l'État ;

2) De verser les subventions de fonctionnement de la MEL et/ou de l'État à hauteur de 353 720 € TTC au titre des actions proposées par les associations :
   - GRAAL (30 000 € TTC),
   - Home des Flandres (48 440 € TTC),
   - MAJT (38 280 € TTC),
   - Convergence France (132 000 € TTC),
   - Solinum (15 000 € TTC),
   - Bio Hauts-de-France (80 000 € TTC),
   - VRAC Hauts-de-France (10 000 € TTC) ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 353 720 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0226

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES 2024-2027 - ACTIONS 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/168 du 27 octobre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et des contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les métropoles pour les années 2024-2027 ;

Vu le pacte local des solidarités 2024-2027 qui prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté initiée par le Gouvernement en 2018, prévoit la contractualisation de l'État avec les métropoles du contrat local des solidarités ;

Vu la délibération n° 24-C-0073 du Conseil en date du 19 avril 2024 portant contrat de ville et des solidarités ;

Vu la délibération n° 24-C-0208 du Conseil en date du 28 juin 2024 portant contrat local des solidarités 2024-2027.

I. Exposé des motifs

Le pacte national des solidarités, présenté le 18 septembre 2023 par la Première ministre, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté pour la période 2024 à 2027.

Il regroupe à l'échelle nationale 25 mesures et s'organise autour de quatre thématiques :

- prévenir la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits ;
- construire une transition écologique et solidaire.

Sa mise en œuvre pour la période 2024-2027 est renforcée dans les territoires à travers les pactes locaux de solidarités, à l'instar des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) signées entre 2020 et 2023. Ces nouveaux pactes locaux des solidarités s'adressent aux départements et aux métropoles et se déclinent en deux documents complémentaires :

- un pacte signé par l'ensemble des partenaires associés ;
- un contrat signé entre les deux parties prenantes, État et métropole d'un côté et État et département de l'autre, et comprenant les engagements financiers respectifs et l'ensemble des fiches actions.

Localement, l'État et la Métropole européenne de Lille (MEL) ont décidé de fusionner contrat de ville et pacte local des solidarités afin de se doter d'un outil unique et structurant de lutte contre la pauvreté. L'objectif est de gagner en lisibilité et de renforcer la coordination des outils visant à agir au bénéfice des habitants les plus vulnérables. Ce "contrat de ville et des solidarités" a été validé par la délibération du 19 avril 2024 susvisée.

Au titre du volet "solidarités" de ce nouveau contrat, l'État et la MEL s'engagent donc à travers une convention 2024-2027, dont les engagements programmatiques, financiers et évaluatifs font l'objet de la délibération n° 24-C-0208 du 28 juin 2024 susvisée.

Dans ce cadre, il est convenu de mettre en œuvre un programme prévisionnel 2024-2027 de 17 actions (cf. annexe 1), contribuant aux enjeux du contrat de ville et des solidarités et relevant des quatre axes du pacte national des solidarités, à savoir :

1. La prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
2. La sortie de la pauvreté par le retour à l'emploi pour tous ;
3. L'accès aux droits ;
4. La transition écologique et solidaire.

Le tableau financier annexé (cf. annexe 2) détaille l'ensemble des actions cofinancées par l'État et le MEL au titre de 2024 et la répartition des cofinancements à hauteur de 2 millions d'euros au total.

Au titre de la présente délibération, il est prévu de permettre la mise en œuvre de 5 de ces 17 actions pour un montant total de 437 000 € en 2024 comme suit :

- **Action 1.2 - LOJ'Jeunes** : mobiliser et accompagner les jeunes vulnérables vers et dans le logement pour un montant total de 200 000 €, dont :
  - 60 000 € versés à l'association GRAAL,
  - 63 440 € versés à l'association Home des Flandres,
  - 76 560 € versés à l'association MAJT ;

- **Action 2.4 - PHC et CVG** : remobiliser et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité pour un montant de 132 000 € versés à l'association Convergence France ;

- **Action 3.7 - Soliguide**, le guide de la solidarité en ligne à destination des habitants et professionnels pour un montant de 15 000 € versés à l'association Solinum ;

- **Action 4.16 - PANIERS** : déployer l'offre de paniers bio solidaires sur toute la métropole pour un montant de 80 000 € versés à l'association Bio Hauts-de-France ;

- **Action 4.17 - VRAC** : conforter des groupements d'achats solidaires sur toute la métropole pour un montant de 10 000 € versés à l'association VRAC Hauts-de-France.

Au titre de la présente délibération, la MEL assure le versement des cofinancements État-MEL aux structures pilotes des 5 actions pour un montant total de 353 720 €, les 83 280 € restants faisant l'objet de décisions directes au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Les 12 autres actions font ou feront l'objet de délibérations complémentaires du Bureau ou du Conseil.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions relatives aux actions avec les structures concernées pour le versement des subventions de la MEL et/ou de l'État ;

2) De verser les subventions de fonctionnement de la MEL et/ou de l'État à hauteur de 353 720 € TTC au titre des actions proposées par les associations :
   - GRAAL (30 000 € TTC),
   - Home des Flandres (48 440 € TTC),
   - MAJT (38 280 € TTC),
   - Convergence France (132 000 € TTC),
   - Solinum (15 000 € TTC),
   - Bio Hauts-de-France (80 000 € TTC),
   - VRAC Hauts-de-France (10 000 € TTC) ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 353 720 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES

Liberté
Égalité
Fraternité

PACTE DES SOLIDARITÉS

Agir ensemble pour faire reculer la pauvreté

Programme d'actions 2024-2027

MEL
MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

Plan d'action

AXE 1 **Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance** *Accompagner les jeunes vers l'autonomie* *Développer des actions de remobilisation pour inscrire les jeunes dans des parcours personnalisés*	1.1 – **#FIJeM** : Mobiliser le Fonds d'innovation Jeunes en Métropole au bénéfice des jeunesses les plus vulnérables		3
	1.2 – **#LOJ'Jeunes** : Mobiliser et accompagner les jeunes vulnérables vers et dans le logement		5
	1.3 – **#Logements temporaires Jeunes** : Développer des solutions innovantes pour accélérer et déployer l'offre de logements temporaires et accompagnés à destination des jeunes et étudiants en situation de précarité, de type résidence habitat jeunes		7
AXE 2 **Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous** *Créer les conditions d'un accompagnement emploi-logement-santé pour les plus vulnérables* *Droit à la mobilité pour tous*	2.4 – **#PHC et CVG** : Remobiliser et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité		9
	2.5 – **#MobiliMEL** : Lever les freins à la mobilité des plus vulnérables		12
AXE 3 **Lutter contre la grande exclusion par l'accès aux droits** *Développer les outils contribuant à la coordination de l'accès aux droits*	3.6 – **#Pour un meilleur accès aux droits** : Favoriser l'appropriation des ressources du territoire, partager les bonnes pratiques et stimuler les partenariats		14
	3.7 – **#Soliguide**, le guide de la solidarité en ligne		17
	3.8 – **#Boite à outils FALC** : Rendre accessible l'information et les démarches administratives		20
	3.9 – **#Permanences d'accès au droit du logement** : Informer et accompagner les locataires et les ménages dépourvus de logement		23
AXE 4 **Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité alimentaire* *Lutter contre la précarité énergétique*	4.10 – **#Étudiants en précarité énergétique** : Repérer et accompagner les étudiants locataires du parc privé en situation de précarité énergétique		26
	4.11 – **#Fonds d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie dans le parc privé** : Soutenir la réalisation de petits travaux non financés par les aides nationales		28
	4.12 – **#Caisses d'avance** pour les travaux des ménages modestes		31
	4.13 – **#FSL Énergie** : Prévenir et contribuer à restaurer la situation des ménages ayant, suite à des difficultés temporaires, contracté des dettes de loyer ou charges		33
	4.14 – **#Forum métropolitain** des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire		36
	4.15 – **#AMI « MEL à table »** : Favoriser un meilleur maillage des dispositifs de lutte contre la précarité		39
	4.16 – **#PANIERS** : Déployer l'offre de paniers bio solidaires sur toute la métropole		42
	4.17 – **# VRAC** : Conforter des groupements d'achats solidaires sur toute la métropole		44

Action 1.1

Axe 1	**Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance** *Accompagner les jeunes vers l'autonomie* *Développer des actions de remobilisation pour inscrire les jeunes dans des parcours personnalisés*
Action 1.1	**#Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole :** Mobiliser le Fonds d'innovation Jeunes en Métropole au bénéfice des jeunesses les plus vulnérables

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

En instituant ce Fonds au bénéfice des Jeunesses les plus vulnérables, la MEL s'inscrit dans la continuité de son action au titre de la coordination du Programme d'Investissement pour l'Avenir (2016-2021) et plus récemment de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (2020-2023), l'autorisant à soutenir des actions innovantes menées en complémentarité des compétences de chaque institution et opérateur.

Le Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole (FIJeM) s'inscrit pleinement dans cette dynamique et la MEL souhaite soutenir une meilleure visibilité de l'offre du territoire, un meilleur maillage territorial et contribuer à la fluidité des parcours des jeunes.

En articulation avec les grandes politiques publiques (Contrat de Ville, Pacte Local des Solidarités-Contrat Local des Solidarités, Schéma Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Plan Logement d'Abord… etc.), la MEL souhaite **favoriser le soutien de projets innovants et partenariaux autour du 1er axe de sa stratégie jeunesse : être solidaire et attentif envers les jeunes métropolitains et lutter contre les inégalités.**

Objectifs

La stratégie #JeM2.0 sous son axe premier se décline selon les enjeux suivants :

- Soutenir les jeunes qui font face à des difficultés ponctuelles
- Accompagner la persévérance scolaire et soutenir la continuité éducative
- Activer et promouvoir les leviers de l'insertion sociale et professionnelle

Au travers du FIJeM, de manière non exhaustive, et notamment issus par capitalisation des expérimentations menées sous pilotage de la MEL, et en lien avec le Contrat de ville et des solidarités des objectifs complémentaires peuvent être explorés :

- Lutter contre le décrochage/raccrochage scolaire secondaire et universitaire, remobilisation (confiance en soi, estime de soi), préparation du retour en formation ou à l'emploi…) ;
- Favoriser la connaissance, l'aller vers et l'adaptation des méthodes pour les différents publics ;
- Prévenir et lutter contre le harcèlement scolaire / numérique ;
- Lutter contre la précarité extrême et notamment alimentaire ;
- Soutien à l'amélioration des conditions d'accès au logement ou à l'hébergement des plus précaires.

<table>
<tr><th colspan="3">Description de l'action</th></tr>
<tr><td colspan="2">Modalités de mise en œuvre
Appel à propositions métropolitain d'actions à caractère intégré (cf. cahier des charges en annexe)</td><td>Temporalité
Date de mise en place : appel à projet lancé en avril 2024
Durée : 3 ans</td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
11-25 ans, focale 16-25 ans</td></tr>
<tr><td>Pilotage
Service Jeunesse et Vie Citoyenne MEL</td><td>Co-financeurs
MEL et État</td><td>Partenaires impliqués
Missions Locales
Clubs de prévention
Centre de formation
Éducation nationale
Associations sur l'engagement et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes...</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
Actions à visée métropolitaine hors QPV</td></tr>
<tr><th colspan="3">Suivi-évaluation</th></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
À déterminer selon actions retenues</td><td>Indicateurs d'impact
Fiche évaluative jointe à l'appel à propositions</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	200 000	200 000	400 000
2025	200 000	200 000	400 000
2026	200 000	200 000	400 000
2027	200 000	200 000	400 000
Total	800 000	800 000	1 600 000

Dépenses à préciser selon les 5 actions retenues dans le cadre du FIJeM.

Indicateurs cibles *(définis en fonction des actions retenues)*

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027

Action 1.2

Axe 1	**Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance** *Accompagner les jeunes vers l'autonomie* *Développer des actions de remobilisation pour inscrire les jeunes dans des parcours personnalisés*
Action 1.2	**#LOJ'Jeunes** : Mobiliser et accompagner les jeunes les plus vulnérables vers et dans le logement

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

La jeunesse est une période de transition et d'autonomisation. L'accès à l'autonomie passe par le départ du domicile familial ou parfois de l'institution de la protection de l'enfance, et par l'emménagement dans un logement durable. **Les difficultés d'accès ou de maintien dans le logement concernent diverses catégories de jeunes** :

- des étudiants, des actifs ;
- des jeunes issus de familles modestes ou sans soutien familial ;
- des jeunes issus du territoire ou en parcours migratoire ;
- des personnes seules, en couple ou avec enfants.

L'étude « *Les jeunes et le logement d'abord dans la MEL* » (ADULM mars 2023) confirme combien **certains facteurs de vulnérabilités peuvent constituer des obstacles à l'accès au logement stable** : ressources instables et discontinues, non solvabilisation, isolement social et familial, problématiques de santé et d'addictions. Les jeunes disposent de faibles revenus, souvent discontinus qui génèrent des difficultés à se loger et à boucler les fins de mois. De par leurs trajectoires institutionnelles, migratoires, ou encore familiales, certains jeunes disposent de moins de ressources (économiques, affectives), qui les empêchent d'accéder au logement durable.

Cette fragilité peut perdurer dans le maintien dans le logement, et cela peut se concrétiser - par exemple - par le retour fréquent de jeunes vers les Résidences habitat jeunes pour un accompagnement dans leur nouveau logement.

Objectifs

- Accompagner en amont les jeunes dans la définition de leur projet logement, pour **éviter les ruptures et assurer un accès durable** ;
- **Favoriser un accès le plus direct possible vers le logement** des jeunes en situation d'isolement, de vulnérabilité, sortants de structure d'accueil ;
- **Personnaliser l'accompagnement**, mené de façon régulière par une équipe pluridisciplinaire, et **adopter une approche globale au regard des besoins** du jeune (insertion professionnelle et sociale, accès aux soins, gestion du logement, gestion de la solitude, etc.). Articuler cet accompagnement avec les services sociaux de proximité.

<table>
<tr><th colspan="3">Description de l'action</th></tr>
<tr><td colspan="2">Modalités de mise en œuvre
- 2024 : soutien à 3 dispositifs spécifiques : « Le logement, tremplin vers l'autonomie » GRAAL, « KIALA » MAJT, « ARADuL » Home des Flandres
- 2025-2027 : lancement d'un AMI permettant le suivi consolidé, la capitalisation des enseignements, le lien avec l'expérimentation offre temporaire (cf. fiche 1.3.)</td><td>Temporalité
Date de mise en place : 2024
Durée : 2024-2027</td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
• Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
• Jeunes isolés, dont jeunes sortants de l'ASE</td></tr>
<tr><td>Pilotage
• Associations GRAAL, Home des Flandres, MAJT</td><td>Co-financeurs
• État, MEL, Département</td><td>Partenaires impliqués
• Bailleurs, SIAO, ARS, Missions locales</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
•</td></tr>
<tr><th colspan="3">Suivi-évaluation</th></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
• Nb d'orientations
• Nb de jeunes accompagnés
• Durée d'accompagnement
• Nb d'entrées en logement de transition
• Nb d'entrées en logement</td><td>Indicateurs d'impact
• Nb de jeunes pour qui l'accompagnement a levé des freins liés à l'accès aux droits, l'insertion, la santé</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	100 000	100 000	200 000
2025	100 000	100 000	200 000
2026	100 000	100 000	200 000
2027	100 000	100 000	200 000
Total	100 000	100 000	200 000

Dépenses d'ingénierie, ETP dédiés à l'accompagnement des jeunes, frais liés à l'animation d'actions collectives.

Indicateurs cibles locaux *(définis selon les dispositifs)*

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027

Action 1.3

Axe 1	**Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance** *Accompagner les jeunes vers l'autonomie* *Développer des actions de remobilisation pour inscrire les jeunes dans des parcours personnalisés*
Action 1.3	**#Logements temporaires Jeunes** : Développer des solutions innovantes pour accélérer et déployer l'offre de logements temporaires et accompagnés à destination des jeunes et étudiants en situation de précarité, de type résidence habitat jeunes

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- **Déficit d'une offre diversifiée à destination des jeunes**, identifié dans le cadre du PLH 3, notamment pour les plus vulnérables ;
- **Allongement des durées de programmation** et de réalisation des projets collectifs d'habitat pour jeunes ;
- Diagnostic patrimonial en cours portant sur les structures spécifiques de la MEL avec mise en évidence de **besoins de réhabilitation** de Résidences Habitat Jeunes.

Objectifs

- **Développer une offre de logements temporaires** pour faire face à des besoins d'accueil croissants pour les jeunes, des délais de projets allongés, des rénovations de structures ;
- **Personnaliser l'accompagnement aux besoins du jeune** en adoptant une approche globale (insertion professionnelle et sociale, accès aux soins, gestion du logement, gestion de la solitude, etc.). Articuler cet accompagnement avec les services sociaux de proximité.

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre

- Identifier les fonciers mobilisables, dans les secteurs adaptés aux besoins des jeunes et étudiants ;
- Sélectionner le ou les sites au regard des critères suivants : maitrise foncière publique, accessibilité transports en commun, viabilisation, sécurisation ;
- Définir le montage opérationnel et le modèle économique intégré investissement / fonctionnement ;
- Lancer un appel à projet en partenariat avec l'État, le Département et la CAF, pour retenir les opérateurs constructeurs et gestionnaires.

Temporalité

Date de mise en place : 2024
Durée : 2024-2027

<table>
<tr><td colspan="2">Territoire
• Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
▪ Jeunes de 18 à 25, étudiants et jeunes en situation de précarité</td></tr>
<tr><td>Pilotage
• MEL</td><td>Co-financeurs
• À définir : État, Département, FSE+</td><td>Partenaires impliqués
• URH, SIAO, URHAJ, UNAFO, bailleurs, associations gestionnaires</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
• Pas de cadre financier national relatif au logement social temporaire</td></tr>
<tr><td colspan="3">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
• à déterminer dans le cadre de l’AMI</td><td>Indicateurs d’impact
• à déterminer</td></tr>
</table>

Budget de l’action

	État	MEL	Total CLS
2024	190 000	190 000	380 000
2025	250 000	250 000	500 000
2026	250 000	250 000	500 000
2027	250 000	250 000	500 000
Total	940 000	940 000	1 880 000

Dépenses à préciser dans le cadre de l’AMI.

Indicateurs cibles locaux *(à définir courant 2024)*

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027

Action 2.4

Axe 2	**Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous** *Créer les conditions d'un accompagnement simultané emploi-logement-santé pour les plus vulnérables* *Droit à la mobilité pour tous*
Action 2.4	**#CVG et PHC** : Remobiliser et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Le programme Premières Heures en Chantier (PHC), s'adresse aux personnes en situation de grande exclusion, principalement en situation de rue ou en centre d'hébergement d'urgence, cumulant un nombre important de freins lourds à l'insertion socioprofessionnelle et des difficultés sur les champs connexes (habitat, santé, mobilité, langue…), rendant impossible l'entrée en chantier d'insertion classique. Il n'y a pas ou peu de prérequis à l'embauche au sein de PHC hormis la seule volonté de travailler. Les chantiers d'insertion porteurs (abej SOLIDARITE, EOLE, FCP, ARI), s'engagent à s'adapter aux besoins et capacités de la personne en les accompagnant de 4h à 20h par semaine.
- En cohérence, le dispositif Convergence (CVG) est un appui aux Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI), pour renforcer l'accompagnement global et accompagner plus durablement les personnes en situation de grande précarité (jusqu'à 5 ans).
- Bilan 2023 :
    - CVG : 7 ACI pour 249 salariés en file active, au 01/09/23 405 salariés accompagnés et depuis sept 2023 passage de 249 à 339 salariés en file active (déploiement abej et FCP) ;
    - PHC : 4 ACI pour 70 salariés accompagnés / an, au 01/09/23 46 salariés en parcours.

Objectifs

- Poursuivre le déploiement des programmes Convergence (CVG) et Premières heures en chantier (PHC) au regard des besoins du territoire ;
- Renforcer les relations entre acteurs de l'AHI et de l'insertion ;
- Dans une approche globale de l'accompagnement, conforter le suivi spécifique des entrées en logement ou en hébergement des ménages accompagnés en lien avec les partenaires de Logement d'abord. L'insertion devant intégrer les dimensions emploi, logement, santé etc.
- Objectifs 2024 :
    - CVG : + 2 à 4 ACI soit entre 424 et 469 salariés en file active ;
    - PHC : 4 ACI soit un total de 70 salariés en parcours (2025 : 1 ACI supplémentaire soit au total 5 ACI pour 90 à 100 salariés en parcours).

<table>
<tr><th colspan="3">Description de l'action</th></tr>
<tr><td colspan="2">Modalités de mise en œuvre
Méthodologie PHC et Convergence partagée à l'échelle nationale et mise en œuvre selon les spécificités locales
Animation et pilotage par l'équipe Convergence MEL
À noter convention SIAO – Convergence, GDT Logement</td><td>Temporalité
Date de mise en place : 2024
Durée : 2024-2027</td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
Personnes à la rue ou hébergées
Personnes en situation de précarité</td></tr>
<tr><td>Pilotage
Convergence France
L'Union - Convergence MEL</td><td>Co-financeurs
État – Département</td><td>Partenaires impliqués
SIAO + Réseau AHI
Chantiers insertion</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
Assurer les articulations entre PHC et CVG et la continuité des parcours
Étudier la faisabilité d'une extension de PHC à partir de 2025</td></tr>
<tr><th colspan="3">Suivi-évaluation</th></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
Nb de salariés en insertion accueillis dans l'année
Durée moyenne du parcours moyen en chantier des salariés sortis
Nb de salariés sortis en emploi ou formation ayant bénéficié de l'accompagnement post sortie</td><td>Indicateurs d'impact</td></tr>
</table>

Budget de l'action PHC

	État	MEL	Total
2024	66 000	66 000	132 000
2025	82 500	82 500	165 000
2026	82 500	82 500	165 000
2027	82 500	82 500	165 000
Total	313 500	313 500	627 000

Dépenses d'ingénierie, ETP dédiés au renforcement des moyens en ACI à travers des postes de TS ou CIP. Important le soutien local participe et assure le modèle économique global de CVG et PHC.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
PHC - Nb de salariés en insertion accueillis dans l'année	59	70	80	100	100
PHC - Durée moyenne du parcours moyen en chantier des salariés sortis	8 mois	10 mois	10 mois	10 mois	10 mois
PHC - Nb de salariés ayant bénéficié d'une suite de parcours en ACI CVG ou autre ACI	7	14	16	20	20
PHC – Nb de salariés ayant connu un parcours de rue	57	65	75	95	95
PHC Nb d'accompagnement santé	21	25	30	30	30
PHC Nb d'accompagnement hébergement logement	23	25	30	30	30
CVG - Nb de salariés en insertion accueillis dans l'année	558 dont 283 entrées dans l'année et 269 sorties	558	600	600	600
CVG - Durée moyenne du parcours moyen en chantier des salariés sortis	13 mois	15	15	15	15
CVG - Nb de salariés ayant bénéficié d'une suite de parcours en ACI CVG ou autre ACI	92	100	100	100	100

Action 2.5

Axe 2	**Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous** *Créer les conditions d'un accompagnement simultané emploi-logement-santé pour les plus vulnérables* *Droit à la mobilité pour tous*
Action 2.5	**#MobiliMEL** : Lever les freins à la mobilité des plus vulnérables

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

Répondre aux difficultés de mobilité constitue un enjeu majeur d'accès à l'emploi, en particulier pour les personnes les plus précaires et éloignées du marché du travail.

La grande majorité des études sur le sujet tend à démontrer que près de 30% des personnes en parcours d'insertion professionnelle renoncent à un emploi ou à une formation en raison de difficultés liées à la mobilité.

La méconnaissance des solutions de transports, une appréhension à prendre les transports en commun et à s'y repérer, la difficulté à se procurer des titres de transports, à financer son permis de conduire, ou l'acquisition d'un véhicule pour rejoindre son lieu de travail, constituent autant de véritables freins à l'emploi ou à un parcours d'insertion.

L'**accompagnement individualisé** de ces publics les plus éloignés de l'emploi dans leur mobilité par des **Conseillers en mobilité** via la plateforme MobiliMEL permet de lever ce frein et offre des perspectives positives d'accès à un emploi ou une formation, concourant ainsi à lutter contre la pauvreté.

Objectifs

- Lever les freins à la mobilité des personnes en recherche d'emploi (dont les bénéficiaires du RSA) au travers de la plateforme MobiliMEL
- https://www.mobilimel.fr/

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre

- Assurer la mise à jour du site MobiliMEL des solutions mobilité recensées
- Veiller à la promotion du site MobiliMEL auprès des demandeurs d'emploi, en lien avec France travail
- Participer aux principaux forums et salons de l'emploi
- Mettre en place des formations à l'outil pour les conseilleurs au sein des structures d'emploi

Temporalité

Date de mise en place :
Durée : 2024-2027

Territoire

- Métropole Européenne de Lille

Public cible

- Demandeurs d'emploi , bénéficiaire du RSA

Pilotage	Co-financeurs	Partenaires impliqués
• MEL	• État	• Compétences et emploi • Maisons de l'emploi
Points de vigilance éventuels		
Suivi-évaluation		
Indicateurs de réalisation • Nb de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement individuel • Nb d'offres de services intégrées dans le site internet • Nb d'entreprises sensibilisées	**Indicateurs d'impact** • Taux de mobilité des personnes accompagnées de partenaires informés et impliqués • Taux d'amélioration de la mobilité • Taux d'amélioration de l'employabilité	

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	15 000 €	15 000 €	30 000 €
2025	15 000 €	15 000 €	30 000 €
2026	15 000 €	15 000 €	30 000 €
2027	15 000 €	15 000 €	30 000 €
Total	60 000 €	60 000 €	120 000 €

Dépenses d'ingénierie.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Taux d'amélioration de la mobilité des personnes accompagnées	96%	96%	96%	96%	97%
Taux d'amélioration de l'employabilité du fait la mobilité accrue	74 %	76 %	78 %	79 %	80%

Action 3.6

Axe 3	**Lutter contre la grande exclusion par l'accès aux droits** *Développer les outils contribuant à la coordination de l'accès aux droits*
Action 3.6	**#Pour un meilleur accès aux droits** : Favoriser l'appropriation des ressources du territoire et des bonnes pratiques, stimuler les partenariats

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- En 2022, l'UDCCAS du Nord, avec le soutien de la MEL et de l'État, a réalisé une étude sur l'accès aux droits sur le territoire métropolitain. https://udccas59.fr/ressources/article/lacces-aux-droits-sur-le-territoire-de-la-mel/
- En 2023, un comité des suites (État, Département, MEL, UDCCAS du Nord, plusieurs CCAS, FAS, FAP) s'est constitué, permettant aux partenaires et institutions de continuer d'échanger sur les enjeux relatifs à l'accès aux droits, de partager les initiatives prises respectivement et de valider des axes de travail pour l'association.
- Au regard des enseignements de l'étude et à son initiative, l'UDCCAS du Nord a, notamment, lancé un appel à projets « inclusion numérique » à destination de ses adhérents (équipement en matériel, formations des cadres et travailleurs sociaux et expérimentations du coffre-fort numérique), rédigé une publication sur l'accueil dans les points d'accès aux droits sociaux sur le territoire métropolitain, finalisé sa plateforme en ligne pour ses adhérents.
- Enfin, il s'agit de favoriser l'appropriation des ressources du territoire, de valoriser les « bonnes » pratiques locales, de stimuler les partenariats : Soliguide, label S3A, réalisation de documents en FALC, conventionnement avec diverses structures afin d'optimiser l'accès aux droits, etc.

Objectifs

- Participer au développement d'une coordination de l'accueil social à l'échelle de la MEL ;
- Animer et favoriser les échanges de pratiques en matière d'accès aux droits ;
- Mobiliser les structures d'accueil social sur les sujets de l'accueil et de la prévention des expulsions ;
- Développer des outils optimisant la qualité d'accueil des publics.

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre	**Temporalité**
• Animation du comité des suites « Accès aux droits à l'échelle de la MEL » • Organisation de plusieurs actions mobilisatrices à destination des professionnels du social et des élus locaux du territoire • Accueil : échanges de bonnes pratiques, repérage des difficultés et relai aux instances concernées,	Date de mise en place : 2024 Durée : 2024-2027

<table>
<tr><td colspan="2">formation en lien avec CNFPT, contribution au nouveau SDAASP
• PEX : favoriser l'appropriation du nouveau diagnostic social et financier et de la charte départementale PEX, valoriser les dispositifs locaux de « commissions de recours ultime »
• Organisation de temps forts à destination des travailleurs sociaux métropolitains et des élu(e)s locaux et de formations (ex : surendettement avec la BdF, secret professionnel partagée, PEX)
• Contribution à la mise en œuvre de l'expérimentation « Territoire Zéro Non Recours » sur les villes de Lille et Wattrelos</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
• Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
• Professionnels de l'accès aux droits</td></tr>
<tr><td>Pilotage
• UDCCAS</td><td>Co-financeurs
• État et MEL</td><td>Partenaires impliqués
• Département, CCAS, FAS, FAP, URH</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
•</td></tr>
<tr><td colspan="3">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
• Coordination des accueils sociaux : appropriation, par les équipes de terrain, des outils créés, et notamment : outil FALC sur les structures « CCAS » et le schéma « info logement » pour les agents d'accueil. Analyse des pilotages SDAASP quant à la lutte contre le non-recours aux droits sur la MEL et élaboration des coordinations à établir sur le premier accueil social inconditionnel de proximité + d'un futur appel à projets 2025.
• Temps forts : Nb de participants aux temps forts, taux de satisfaction et retours sur les thématiques qu'ils souhaitent aborder.
• Formations : Nb de personnes formées en 2024 et taux de satisfaction.</td><td>Indicateurs d'impact
•</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	25 000	25 000	50 000
2025	30 000	30 000	60 000
2026	30 000	30 000	60 000
2027	30 000	30 000	60 000
Total	30 000	30 000	60 000

Dépenses d'ingénierie, poste de chargé de mission Précarité, frais d'animation.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027

Action 3.7

Axe 3	**Lutter contre la grande exclusion par l'accès aux droits** *Développer les outils contribuant à la coordination de l'accès aux droits*
Action 3.7	**#Soliguide** : Développer le guide de la solidarité en ligne pour les habitants et les professionnels **https://soliguide.fr/fr**

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Cette solution numérique répond aux enjeux relevés dans l'étude « *Accès aux droits à l'échelle de la MEL* » à savoir : la **mise en visibilité de l'offre de service sociale et solidaire** du territoire auprès des habitants mais aussi des professionnels sociaux. « *Créer un guide, un annuaire, coconstruit, en ligne et actualisé, synthétisant les compétences de chacun des acteurs (s'appuyer sur la démarche de Solinum par exemple »).*
- Le déploiement de Soliguide a débuté sur la MEL en 2022, dans le cadre du Plan France Relance, et un cofinancement de la DREAL des Hauts-de-France.
- Depuis 2023 des améliorations ont été apportées pour inclure la **thématique Logement/hébergement** dans la dynamique du Logement d'Abord, et le référencement des structures a été élargi à l'échelle du Département du Nord.
- À fin 2023, on dénombre 731 fiches en ligne (objectif 700) dont 252 fiches Hébergement-Logement (objectif 200) et 371 fiches en « brouillon » (objectif 250) ;
- Services les plus recherchés : Colis alimentaire (2 723 recherches), Hébergement d'urgence (2 665 recherches), distribution de repas (2 081 recherches).
- En 2024, il s'agit de se concentrer sur le terrain et la **sensibilisation des publics**, tout en continuant le travail de **cartographie** notamment en lien avec le Département du Nord afin que les Maisons Nord Solidarité puissent figurer dans le Soliguide.

Objectifs

- **Faciliter l'orientation des personnes en situation de précarité** dans le territoire grâce à un outil numérique centralisant les informations sur les différentes structures sociales de la MEL et du département du Nord dans son ensemble ;
- **Sensibiliser les acteurs** à la prise en main d'un outil numérique et à l'importance de la mise à jour des informations ;
- **Accompagner les publics vulnérables** à l'utilisation du Soliguide afin de fluidifier leurs parcours d'insertion et de faciliter leur quotidienne.

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre	**Temporalité**
• Animation du comité de pilotage réunissant État, Département, MEL, CUD, UDCCAS, FAS, CCAS	Date de mise en place : 2024 Durée : 2024 - 2027

<table>
<tr><td colspan="2">Sensibilisation à l’outil Soliguide
Accompagnement des structures au référencement de leur offre de service
Animation et suivi des deux mises à jour annuelles (Été et hiver)
Adaptation de l’outil en lien avec l’équipe nationale de Solinum</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
Métropole Européenne de Lille et Département du Nord</td><td>Public cible
Personnes en situation de précarité
Professionnels de l’action sociale et médicale</td></tr>
<tr><td>Pilotage
Solinum</td><td>Co-financeurs
État, Département, MEL, CUD, CAPH, Douaisis Agglo</td><td>Partenaires impliqués
UDCCS, FAS, CMAO, etc.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
Densité de l’offre de service du territoire
Mise à jour de l’information
Interopérabilité des plateformes Soliguide et Dora, plateforme de l’inclusion</td></tr>
<tr><td colspan="3">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
Nb de structures en ligne, dont celles relevant de la catégorie Hébergement et Logement
Nb de recherches en ligne, dont celles relevant de la catégorie Hébergement et Logement
Nombre d’actions de sensibilisation et d’acteurs sensibilisés</td><td>Indicateurs d’impact</td></tr>
</table>

Budget de l’action

	État	MEL	Total CLS
2024	7 500	7 500	96 830
2025	7 500	7 500	96 830
2026	7 500	7 500	96 830
2027	7 500	7 500	96 830
Total	30 000	30 000	387 320

Dépenses d'ingénierie, développement de l'outil sur le territoire, frais connexes d'animation et de pilotage.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de structures en ligne (cumul)	388	560	637	737	860
dont hébergement et logement (cumul)	141	254	290	330	375
Nb de recherches / an	70768	55000	60000	60000	65000
dont hébergement et logement / an	8200	6000	6600	6600	6600
Actions de sensibilisations / an	35	41	36	36	36
Acteurs sensibilisés / an	271	300	245	245	245

Action 3.8

Axe 3	**Lutter contre la grande exclusion par l'accès aux droits** *Développer les outils contribuant à la coordination de l'accès aux droits*
Action 3.8	**#Boîte à outils FALC** : Rendre accessibles l'information et les démarches administratives (Facile A Lire et à Comprendre)

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Le développement de la « Boîte à outils FALC » répond aux constats et enjeux relevés dans l'étude « *Accès aux droits à l'échelle de la MEL* » de l'UDCCAS, en particulier l'observation de **ménages exclus de l'information** pour diverses raisons (dont taux d'illettrisme, taux d'illectronisme : 7% niveau national, 13,4 % niveau MEL) et donc un risque avéré de **situations de non recours** qui restent complexes à évaluer. La co-construction de **supports d'information en Facile A Lire et à Comprendre** (FALC) étant l'une des réponses à mobiliser.
- Initiée par la Direction Habitat de la MEL fin 2022, avec le soutien du SIILAB, laboratoire d'innovation publique et en lien avec l'État, l'UDCCAS, les communes, la CMAO et l'UDAPEI Les papillons blancs du Nord, la **« Boîte à outil FALC Logement »** est aujourd'hui constituée de 8 documents d'information FALC, un glossaire de phrases types de courriers administratifs, une pictothèque FALC harmonisée etc.
- **Enjeux 2024-2027**: **sensibiliser** pour que d'autres partenaires contribuent à la « Boîte à outil FALC Logement », **évaluer** l'appropriation des documents déjà créés (par un retour des usagers et des professionnels dans une approche design des politiques publiques), continuer à rendre facile à lire et à comprendre les démarches administratives, dont celles relatives au logement, **investir le champ numérique** pour faciliter l'accessibilité numérique tant sur les sites internet que sur les plateformes de e-administration comme les Gestions Relations Usagers (GRU), pérenniser une organisation interne à la MEL « équipe projet FALC» au-delà de l'expérimentation.

Objectifs

- Sensibiliser et accompagner les acteurs métropolitains à la méthode FALC ;
- Développer et promouvoir la boîte à outils FALC Logement avec de nouveaux documents élaborés par MEL et les partenaires (UDCCAS, bailleurs etc.) ;
- Faciliter l'accessibilité numérique en adaptant les sites ou pages web dédiés au FSL, aux demandeurs de logement social, à Amelio.

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre (en 2024)	**Temporalité**
• Poursuivre le partenariat entre la MEL et l'UDAPEI ; • Organiser 2 sessions de sensibilisation ;	Date de mise en place : 2024 Durée : 2024-2027

<table>
<tr><td colspan="2">

- Produire 5 documents relatifs au logement dans le cadre du Programme local de l'Habitat, de l'Habitat privé, du Logement social (foire aux questions sur les attributions de logements sociaux, Pas à Pas pour remplir une demande de logement social EN LIGNE), de la Prévention des expulsions en lien avec UDCCAS, État et Département ;
- Adaptation des pages web et plateformes GRU dédiés au FSL, aux demandeurs de logement social et à Amélio ;
- Suivi de l'appropriation des premiers documents diffusés à partir de juin 2024.

</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">

Territoire

- Métropole Européenne de Lille

</td><td>

Public cible

- Habitants de la MEL, rencontrant des difficultés dans leurs démarches administratives, en situation de handicap, dyslexiques, âgées ou encore maîtrisant mal la langue française
- Professionnels du logement et de l'accompagnement social

</td></tr>
<tr><td>

Pilotage

- MEL

</td><td>

Co-financeurs

- État, MEL

</td><td>

Partenaires impliqués

- UDCCAS, Département du Nord, UDAPEI, communes, CCAS, etc.

</td></tr>
<tr><td colspan="3">

Points de vigilance éventuels

-

</td></tr>
<tr><td colspan="3">**Suivi-évaluation**</td></tr>
<tr><td colspan="2">

Indicateurs de réalisation

- Nb de temps de sensibilisation
- Nb de documents traduits en FALC
- Nb de pictos créés
- Nb de pages web en FALC

</td><td>

Indicateurs d'impact

- Augmentation du nombre de demandes FSL
- Meilleur retour des usagers suite aux courriers
- Nombre de clics sur les pages web FALC par rapport aux pages « classiques »
- Évaluation et retour usagers/professionnels sur les documents produits

</td></tr>
</table>

Budget de l’action

	État	MEL	Total CLS
2024	20 500	20 500	41 000
2025	20 000	20 000	40 000
2026	17 500	17 500	35 000
2027	15 000	15 000	30 000
Total	73 000	73 000	146 000

Dépenses d'ingénierie pour sensibilisation et appui aux principes du FALC, frais de communication (création graphique et de documents).

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Temps de sensibilisation	4	6	8	10	12
Documents traduits en FALC	8	13	17	21	25
Évaluations appropriation des documents	0	8	13	17	21

Action 3.9

Axe 3	**Lutter contre la grande exclusion par l'accès aux droits** *Développer les outils contribuant à la coordination de l'accès aux droits*
Action 3.9	**#Permanences d'accès au droit du logement** : informer et accompagner les locataires ou les ménages dépourvus de logement

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Des « **permanences d'accès aux droits du logement** » sont menées depuis 2015 grâce à l'implication des avocats membres de la commission droit du logement du barreau de Lille et des acteurs du logement, avec le soutien du Conseil Départemental d'Accès aux Droits (CDAD) du Nord. Le principe est de conseiller lors de la permanence et de proposer un accompagnement aux personnes confrontées à des difficultés de logement grâce à une orientation qualifiée vers les partenaires du territoires (indécence et insalubrité, procédure d'expulsion, procédures administratives, dispositif de priorisation pour l'accès au logement social). Tout dossier relatif au logement peut aussi être abordé dans le cadre de ces permanences, qu'il fasse ou non l'objet d'une procédure engagée devant le tribunal.
- Cette offre d'accompagnement socio-juridique est déclinée sur **4 lieux de permanences** plusieurs fois par mois à Lille, Roubaix et Tourcoing, représentant environ 200 situations suivies par an.
- L'enjeu opérationnel est de dépasser l'offre de conseil « classique » pour un public qui ne l'est pas, fragilisé par sa situation (sans-domicile, en procédure d'expulsion, logement indigne) et/ou certaines fragilités (ruptures familiales et sociales, isolement, problèmes de santé etc.). Ainsi **conseil juridique et traitement social de la demande formulée sont menés de concert**.

Objectifs

- **Coordonner les pratiques** et les retours d'expérience des permanences d'accès aux droits du logement ;
- **Conforter le partenariat entre les acteurs juridiques** (CDAD, Ordre des avocats du Barreau de Lille, Défenseur des droits, etc.) **et les acteurs du logement et de l'accompagnement social** (État, Département, MEL, ADIL, UDCCAS, Centres communaux d'action sociale, associations, etc.) ;
- **Promouvoir et développer les « permanences d'accès aux droits du logement » sur le territoire de la MEL** en prenant en compte les enseignements de l'étude UDCCAS « L'Accès aux droits sur le territoire de la MEL » et les opportunités éventuelles en quartier politique de la ville : élaborer des outils de communication, notamment traduits en FALC, couvrir les zones pas ou peu couvertes en termes d'accès aux droits, s'appuyer sur des lieux à « l'empreinte institutionnelle » faible.

<table>
<tr><th colspan="3">Description de l’action</th></tr>
<tr><td colspan="2">Modalités de mise en œuvre
Animer la coordination des « Permanences d’accès aux droits du logement » ;
Identifier de nouveaux lieux et mobiliser les intervenants (avocat et conseil social-logement) ;
Organiser des temps d’information liés à l’accès aux droits du logement en s’appuyant sur des temps ou des lieux d’information existants ;
Développer un ou des outils d’information traduits en FALC ;
Déployer le réseau des permanences en confortant l’offre existante et en la déployant sur 3 ou 4 nouveaux lieux.</td><td>Temporalité
Date de mise en place : 2024
Durée : 2024-2027</td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
Métropole européenne de Lille</td><td>Public cible
Ménages en situation de fragilité ayant besoin d’un conseil socio-juridique et d’un accompagnement pour l’accès ou le maintien dans le logement</td></tr>
<tr><td>Pilotage
MEL</td><td>Co-financeurs
MEL – État - CDAD</td><td>Partenaires impliqués
État, Département, MEL, CDAD, Ordre des avocats du Barreau de Lille, Défenseur des droits, ADIL, UDCCAS, CAF, CCAS, associations</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
Sécuriser le partenariat socio-juridique
Difficultés de suivre les situations des ménages dans le temps</td></tr>
<tr><th colspan="3">Suivi-évaluation</th></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
Nb de lieux de permanence ;
Nb de ménages conseillés ;
Nb de temps de coordination ;
Nb de temps d’information liés à l’accès aux droits du logement ;
Nb de documents d’information édités.</td><td>Indicateurs d’impact</td></tr>
</table>

Budget de l’action

	État	MEL	Total CLS
2024	5 000	5 000	10 000
2025	5 000	5 000	10 000
2026	5 000	5 000	10 000
2027	5 000	5 000	10 000
Total	20 000	20 000	40 000

Dépenses d'ingénierie, liée à la participation des avocats du Barreau de Lille aux permanences.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de lieux de permanences	4	5	7	7	7
Nb de ménages conseillés	200	225	275	275	275
Nb de temps de coordination	1	2	2	2	2
Nb de temps d’information liés à l’accès aux droits du logement	0	1	2	2	2
Nb de documents d’information édités	0	0	1	0	0

Action 4.10

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité énergétique*
Action 4.10	**#Étudiants en précarité énergétique** : Repérer et accompagner les étudiants locataires du parc privé en situation de précarité énergétique

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- **AMELIO** est le service public pour l'amélioration de l'habitat privé et la lutte contre la précarité énergétique porté par la MEL, en partenariat avec l'Anah, le CLER, la CAF, la Région Hauts-de-France et les communes du territoire. Il inclut le programme **SLIME** (Une solution pour agir contre la précarité énergétique) pour repérer les ménages en situation de précarité énergétique et les accompagner vers des solutions adaptées.
- Dans ce cadre, on observe des situations préoccupantes d'**étudiants en situation de non-recours,** car ils ne se sentent pas en responsabilité des travaux dans le logement, dans un rapport asymétrique avec le bailleur ou l'agence pour réclamer des travaux, et dans les situations repérées préfèrent souvent déménager en cas de problème dans le logement et n'engagent pas de démarche vis-à-vis du bailleur.
- L'enjeu est donc d'**améliorer la couverture et l'efficacité du dispositif SLIME** vers les publics exclus de fait ou en non-recours, et notamment le public des étudiants fortement représenté sur la Métropole. Ces derniers ne bénéficient pas de SLIME dans les cas fréquents où ils ne sont pas imposables en propre, car rattaché à l'avis d'imposition de leurs parents.

Objectifs

- Élargir le dispositif SLIME aux étudiants non éligibles à ce jour car rattaché fiscalement à l'avis d'imposition de leurs parents
- Mobiliser les propriétaires des logements concernés pour passer à l'action et réaliser les travaux nécessaires à l'amélioration énergétique du logement

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre

- Aller vers et repérer pour lutter contre le non recours des étudiants
- Diagnostiquer à domicile
- Orienter et accompagner les étudiants vers les solutions adaptées

Temporalité

Date de mise en place : 2024
Durée : 2024-2027

Territoire

- Métropole Européenne de Lille

Public cible

- Étudiants logés dans le parc privé

Pilotage	Co-financeurs	Partenaires impliqués
• MEL, Service Habitat	• MEL	• Université de Lille

privé	• État	• Université catholique de Lille • Associations étudiantes • CROUS
Points de vigilance éventuels •		
Suivi-évaluation		
Indicateurs de réalisation • Nb de sollicitations d'étudiants • Nb de diagnostics • Nb d'accompagnements • Nb de médiation bailleurs pour projet de r • Nb de travaux réalisés	**Indicateurs d'impact**	

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	13 000	13 000	26 000
2025	22 500	22 500	45 000
2026	30 000	30 000	60 000
2027	40 000	40 000	80 000
Total	105 500	105 500	211 000

Dépenses de prestations intellectuelles (information, conseil et accompagnement). Dépenses de fournitures (petits équipements d'économie d'énergie).

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb d'actions d'animation et d'aller vers réalisées	0	8	8	6	6
Nb de sollicitations d'étudiants	0	25	50	75	100
Nb de diagnostics	0	25	50	75	100
Nb d'accompagnements	0	12	25	37	50
Nb de médiation bailleurs pour projet de remédiation	0	6	12	17	25
Nb de travaux réalisés	0	0	6	12	17

Action 4.11

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité énergétique*
Action 4.11	**# Fonds d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie** : Soutenir la réalisation de petits travaux non financées par les aides nationales

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- **AMELIO** est le service public pour l'amélioration de l'habitat privé et la lutte contre la précarité énergétique porté par la MEL, en partenariat avec l'Anah, le CLER, la CAF, la Région Hauts-de-France et les communes du territoire.
- Malgré une large couverture de l'offre AMELIO, on observe **des besoins quant à la réalisation de petits travaux non financées par les aides nationales** : travaux de décence, mise en sécurité, pose d'aides techniques pour les personnes âgées ou handicapées, réparations locatives et performance énergétique, second œuvre de finition.
- Sur la période de mi-2018 à fin 2023, la mise en place d'un fonds métropolitain a permis le financement et la réalisation de 168 projets. **Sont éligibles** :
  - Les propriétaires occupants sous le plafond Anah de ressources très modestes,
  - Les locataires en précarité énergétique,
  - Les propriétaires bailleurs de logements indécents attestés par la grille RSD Décence ou qui doivent réaliser des travaux de mise aux normes suite à la déclaration ou l'autorisation préalable de mise en location, ou suite à injonction de travaux du maire (en application du Règlement Sanitaire Départemental) ou suite à arrêté préfectoral pris au titre de l'article 1311-4 du Code de la Santé publique,
  - Les bailleurs mettant leur logement conventionné LOC2 ou LOC3 en gestion associative sous forme d'intermédiation locative.
- Dans un contexte inflationniste, il importe de conforter les moyens de ce fonds pour **accompagner d'avantages de ménages en situation de précarité énergétique**.

Objectifs

- **Doubler la capacité d'accompagnement du fonds d'aide** aux travaux de maîtrise de l'énergie, en élargissant le partenariat avec de nouvelles associations via un appel à manifestation d'intérêt
- **Amplifier le nombre de travaux réalisés** et **élargir la cible éligible** aux étudiants nouvellement démarchés (cf. fiche 4.1).

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre	**Temporalité**
• Fonds 2024-2027 doté de 50 000 € pour une moyenne de 50 projets.	Date de mise en place : 2024 Durée : 2024-2027

<table>
<tr><td colspan="2">Convention entre MEL et associations partenaires dont le GRAAL et les Compagnons des bâtisseurs. Subvention pour les certifications de leur personnel et outillages afin d'assurer une qualité de service sans alourdir les devis.
Aide du fonds plafonnée à 50% des travaux sur une base subventionnable plafonnée de 5 000 € comprenant fournitures, main d'œuvre, monitorat technique.
Mobilisation possible de cofinancements départementaux via le dispositif Nord Énergie Habitat Solidarité (NEHS), participation des intéressés (locataires ou propriétaires) en auto-réhabilitation accompagnée ou financière.</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
Cf. public éligible ci-dessus + Étudiants logés dans le parc privé</td></tr>
<tr><td>Pilotage
MEL, Service Habitat privé</td><td>Co-financeurs
MEL
État</td><td>Partenaires impliqués
GRAAL, Compagnons des bâtisseurs
Département du Nord</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels</td></tr>
<tr><td colspan="3">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
Nombre de travaux subventionnés
dont public éligible
dont étudiants (action 4.1)</td><td>Indicateurs d'impact
Nb de travaux subventionnés
dont public étudiants
dont public éligible</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	25 000	25 000	50 000
2025	25 000	25 000	50 000
2026	25 000	25 000	50 000
2027	25 000	25 000	50 000
Total	100 000	100 000	200 000

Dépenses de subventions aux travaux de décence, mise en sécurité, pose d'aides techniques pour les personnes âgées ou handicapées, réparations locatives et performance énergétique, second œuvre de finition.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de travaux subventionnés	25	50	50	50	50
dont public étudiants	0	6	12	15	17
dont public éligible	25	44	38	35	33

Action 4.12

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité énergétique*
Action 4.12	**#Caisses d'avance** pour les travaux des ménages modestes du parc privé

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- **AMELIO** est le service public pour l'amélioration de l'habitat privé et la lutte contre la précarité énergétique porté par la MEL, en partenariat avec l'Anah, le CLER, la CAF, la Région Hauts-de-France et les communes du territoire.
  Ce réseau de conseil et d'accompagnement couvre les 98 communes de la MEL et se concrétise par des **équipes dédiées sur ses 8 sous-territoires**, composées de thermiciens chargés d'opération, travailleurs sociaux, ergothérapeutes... Ils diagnostiquent le bâti, préconisent des programmes de travaux et aident les ménages à monter les demandes de subvention à la rénovation des logements auprès de l'Anah, des collectivités territoriales et autres fondations.
- À partir de 2024, les projets de rénovation globale sont très bien financés puisque les subventions peuvent s'élever jusqu'à 90% d'un plafond subventionnel de 70 000 Euros. Mais **ces subventions sont en principe touchées à la fin des travaux**, pour des ménages dont les ressources annuelles sont plafonnées (21 805 € pour une personne seule, 44 802 € pour un couple avec 2 enfants) et peuvent donc rencontrer **de réelles difficultés à avancer le paiement des différentes factures**.
- Pour rendre effectifs les projets de travaux des ménages modestes et très modestes, les aides mobilisées doivent être complétées d'un **système de préfinancement des subventions**, sinon, les projets restent théoriques faute de trésorerie.

Objectifs

- **Constituer et assurer la gestion de caisses d'avance**, à partir d'un fonds mutualisé, pour faciliter le passage à l'acte de la rénovation globale des opérations des ménages modestes ou très modestes.
-

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre	**Temporalité**
• Étape 1 : Prolongation d'un fonds mutualisé MEL – TISSERIN au titre de la convention nationale qui lie la SACICAP à l'État et l'Anah • Étape 2 : Création des caisses d'avance pour chaque opérateur AMELIO, via des prêts à taux zéro remboursable in fine	Date de mise en place : 2024 Durée : 2024-2030

<table>
<tr><td colspan="2">• Étape 3 : Appui aux travaux et mobilisation des caisses d'avance, assurés par les opérateurs AMELIO</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
• Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
• Ménages modestes et très modestes</td></tr>
<tr><td>Pilotage
• MEL, Service Habitat privé</td><td>Co-financeurs
• MEL
• État</td><td>Partenaires impliqués
•</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
•</td></tr>
<tr><td colspan="3">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
• Nb de dossiers
• Montant moyen des dossiers
• Typologies des ménages</td><td>Indicateurs d'impact
•</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	3 000	3 000	6 000
2025	9 500	9 500	19 000
2026	14 500	14 500	29 000
2027	17 000	17 000	34 000
Total	44 000	44 000	88 000

Dépenses de prestations intellectuelles (accompagnement des ménages et gestion des dossiers de caisse d'avance par l'accompagnateur, qui paye les entreprises à la place du ménage et récupère les subventions in fine à sa place). En outre, la MEL a abondé le fonds mutualisé à hauteur de 750K€ en 2018 et reporte le remboursement de cet abondement de 2025 à 2030.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de dossiers	0	17	55	83	98
Montant moyen des travaux	0	40 000	40 000	40 000	40 000

Action 4.13

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité énergétique*
Action 4.13	**#FSL Énergie** : Prévenir et contribuer à restaurer la situation des ménages ayant, suite à des difficultés temporaires, contracté des dettes de loyer ou charges

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Le Fonds de Solidarité pour le Logement piloté par la MEL, intervient pour **prévenir la constitution d'un impayé d'énergie** (FSL énergie) :
  - **En coordonnant les partenaires du territoire pour un repérage des difficultés permettant d'aller vers les plus fragiles** et une réponse équitable aux besoins. Chaque mois la commission technique du FSL réunit les acteurs (CCAS, MNS, associations spécialisées dans le logement, bailleurs sociaux) pour envisager de manière collégiale les demandes les plus complexes, nécessitant une réponse coordonnée (aide et accompagnement, sur les volets sociaux / techniques/santé le cas échéant).
  - **En proposant au ménage des actions d'accompagnement en prévention** visant à l'informer sur la bonne utilisation des équipements électriques et gaziers afin de l'aider à maîtriser sa consommation d'énergie ;
  - **En mobilisant de manière coordonnée les dispositifs d'aide financière et d'accompagnement des ménages** pour agir à la fois sur le bâti, les usages et le suivi des consommations afin de résoudre les difficultés rencontrées par les ménages en situation de précarité énergétique en lien avec AMELIO.
- En 2020 la MEL a fait évoluer son règlement intérieur pour aider davantage de ménages, en supprimant notamment le critère de reste à vivre < 6 € qui excluait une partie des ménages. Les ménages aidés sont ainsi passés de 468 en 2019 à 1 142 en 2020 et 1 103 en 2021.
- **À titre d'expérimentation, la MEL a fait à nouveau évoluer son règlement en 2023 en augmentant le plafond des ressources de 1,5 à 2 RSA et le montant maximum d'intervention de 1 200 € sur 5 ans à 2 000 € sur 5 ans**. En effet, face à la progression des tarifs de l'énergie les factures sont plus importantes. L'augmentation du plafond d'intervention permet aux ménages d'être aidés plusieurs fois ou le cas échéant d'apurer une dette plus conséquente. Par ailleurs, l'augmentation du plafond de ressources permet d'aider les ménages entre 1,5 et 2 RSA qui sont également en difficulté pour régler leurs factures. **Ce sont ainsi 1 264 ménages qui ont été aidés en 2022 puis 1 794 en 2023**.
- Le montant total des aides aux impayés d'énergie est donc passé de 280 895 € en 2019 à 814 666 € en 2022 (+ 190 % en 3 ans) puis 1 345 437 € en 2023 (+ 65% sur 1 an). En 2024, **l'augmentation des besoins des ménages précarisés face aux factures**

d'énergie se confirment : le nombre de ménages aidés dont les ressources sont situées entre 1,5 et 2 RSA a augmenté de +65%, les bénéficiaires situés entre 1,1 et 1,5 RSA ont augmenté de +59%. Les premiers constats de 2024 questionnent la durabilité de la réponse du FSL : déjà 1 070 aides financières accordées au titre de l'énergie au 30 avril (contre 513 sur la même période de l'année 2023).

Objectifs

- **Aller vers les ménages fragilisés** face au coût de l'énergie, tant en amont (repérage, diagnostic, sensibilisation aux éco-gestes, accompagnement social/travaux), qu'en aval (subvention, accompagnement, …) des factures, en lien avec les acteurs du territoire (opérateurs, CCAS, MNS).
- **Prévenir les décrochages** menant aux expulsions de locataires ou au cumul de dettes trop élevées fragilisant de manière structurelle les ménages.
- **Mobiliser les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique, en cohérence avec l'appel à projets du Département du Nord**. Les demandes d'aide FSL ont aussi une vocation préventive dans le diagnostic posé et dans l'accompagnement proposé : les dossiers déposés permettent le repérage de situations enclenchant la mobilisation de dispositifs portés en interne comme le dispositif SLIME ou à travers un accompagnement social soutenu au titre du FSL innovation lié la question de la précarité énergétique (ex : soutien à Interfaces en 2024).
- **Poursuivre le soutien financier du FSL aux plus fragiles par le versement d'aides non remboursables** ; Maintenir l'expérimentation des nouvelles règles du FSL Énergie et un montant moyen d'intervention permettant de solutionner durablement les problématiques rencontrées par les ménages dans le paiement de leurs factures d'énergie.

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre

- Repérage de situations de ménages confrontés à de la précarité énergétique via les demandes d'aides déposées et orientation vers un dispositif adapté ;
- Coordination mensuelle des acteurs de l'aller vers, de la sensibilisation aux éco-gestes, de l'amélioration de l'habitat et de l'accompagnement social lié au logement ;
- Aide aux impayés d'énergie jusqu'à 2 000 Euros.

Temporalité

Date de mise en place : 2024
Durée : 2024-2030

Territoire

- Métropole Européenne de Lille

Public cible

- Ménages en difficulté de paiement de ses charges énergétiques

Pilotage

- MEL, UF FSL

Co-financeurs

- MEL
- État

Partenaires impliqués

- Gestionnaires énergie, opérateurs AMELIO
- CCAS Communes,

		Maisons Nord Solidarités, Opérateurs FSL, PCB, Associations caritatives et partenaire associatifs

Points de vigilance éventuels

- L'augmentation des dépenses énergétiques impacte également les aides aux impayés de loyer pour les ménages dont les charges sont internalisées dans le loyer. L'augmentation des dépenses en impayé de loyer pèse également de manière importante sur le budget du FSL.

Suivi-évaluation

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact
• Nombre de ménages aidés • Montant moyen de l'aide accordée • Montant total des aides accordées	• Nombre d'orientations / accompagnement liés à la lutte contre la précarité énergétique (prévention ou curatif) • Nombre de ménages présentant des impayés de factures • Baisse du nombre de coupures électriques ou de diminution de puissance

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	250 000	250 000	500 000
2025	164 250	164 250	328 500
2026	154 250	154 250	308 500
2027	148 000	148 000	296 000
Total	716 500	716 500	1 433 000

Dépenses aides attribuées aux ménages. Ingénierie et animation des démarches d'identification des ménages pris en charge en parallèle.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de ménages aidés	1 794	2650	2000	2000	2000
Nb d'aides accordées	1890	2800	2100	2100	2100
Montant moyen de l'aide accordée	712 €	712 €	712	712	712
Montant total des aides accordées	1 345 437 €	1 993 600€	1 495 200 €	1 495 200€	1 495 200 €

Action 4.14

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité alimentaire*
Action 4.5	**#Forum métropolitain des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire**

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Le besoin d'interconnaissances et d'échanges de bonnes pratiques entre les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire ainsi que l'établissement d'actions convergentes s'est accentué sur le territoire de la MEL depuis plusieurs années.
- Les nombreux sujets traités ou défis affrontés (approvisionnement local, éducation alimentaire, outils de transformation, place des bénéficiaires, etc.) sont communs aux acteurs au-delà de leur diversité en termes de pratiques et de publics.
- Il importe d'animer un cadre pérenne d'échanges et de mise en liens pratiques entre les acteurs sur le territoire métropolitain croisant notamment les orientations stratégiques du Projet Alimentaire Territorial de la MEL.

Objectifs

Consolider la coordination métropolitaine animée par MEL (pour assurer notamment le lien avec les communes) avec l'appui principalement de la DDETS, de la DRAAF, du CD 59 et de l'UDCCAS.

Affermir les liens avec les acteurs sur le territoire dévolu à la lutte contre la précarité alimentaire sous toutes ses facettes fort diverses et ce de la fourche à la fourchette.

Favoriser ainsi la structuration du réseau des acteurs concernés en mettant en œuvre un cadre lisible visant à atteindre les objectifs suivants :

- Favoriser l'interconnaissance,
- Partager des expériences très diverses au regard des publics visés,
- Agir sur les phénomènes de concurrence induits par les appels à projet,
- Favoriser les coopérations et agir sur le maillage du territoire,
- Réduire le non recours aux droits,
- Assurer le repérage des ménages en difficulté,
- Les actions de solidarités alimentaires.

Description de l'action

Modalités de mise en œuvre	**Temporalité**
• Rencontres bimensuelles de la coordination • Forum métropolitain des outils et dispositifs de la lutte contre la précarité alimentaire	Date de mise en place : 1ère rencontre 2024 le 30/01/24 sur le thème de l'éducation alimentaire, 2nde rencontre sur le thème de l'approvisionnement plus une série de rencontres également de 2h30 suivant les

<table>
<tr><td colspan="2">• Capitalisation et diffusion</td><td colspan="2">thèmes soulevés (démocratie alimentaire,…) + préparation d'un forum public d'une journée en début 2025</td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
• MEL</td><td colspan="2">Public cible
• Pour la coordination : acteurs historiques et nouveaux acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire (des circuits courts, de l'agriculture, acteurs sociaux…)
• Pour le forum : représentants des communes, centres sociaux, CCAS, élus métropolitains, mais aussi potentiels donateurs / fournisseurs de l'aide alimentaire</td></tr>
<tr><td>Pilotage
• MEL (ABA)</td><td>Co-financeurs
• État (CLS)</td><td colspan="2">Partenaires impliqués
• Acteurs de la coordination métropolitaine
• CD59 (sous réserve)
• DDETS
• DRAAF</td></tr>
<tr><td colspan="4">Points de vigilance éventuels
• Capitalisation du forum pour améliorer la lisibilité de l'offre et des manques en matière de lutte contre la précarité alimentaire
• Renforcer la sensibilisation et la formation des acteurs de la coordination pour contribuer à la montée en compétence de leurs salariés et bénévoles (ex : éducation alimentaire)
• Renforcer les ponts et les liens avec les centres sociaux, CCAS et communes en mobilisant les autres instances existantes – en particulier le travail à engager avec les communes sur le don de repas et/ou de fournitures alimentaires par les restaurants scolaires</td></tr>
<tr><td colspan="4">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
• Tenue des 4 réunions et CR
• Réalisation du Forum</td><td colspan="2">Indicateurs d'impact
• Profils des visiteurs du Forum
• Questionnaire d'évaluation post événement
• Capitalisation et diffusion (2025)</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total
2024	0	0	0
2025	5 000	5 000	10 000
2026	5 000	5 000	10 000
2027	5 000	5 000	10 000
Total	20 000	20 000	40 000

Dépenses de prestations intellectuelles (information, conseil et accompagnement).

Indicateurs cibles locaux (à déterminer fin 2024)

Indicateur	Situation au 31/12/2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb d'acteurs				
Diversité d'acteurs				
Nombre de rencontres				

Action 4.15

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité alimentaire*
Action 4.6	**#AMI « MEL à table »** : Favoriser un meilleur maillage des dispositifs de lutte contre la précarité

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

- Depuis 2020 et les effets du confinement, **la précarité alimentaire poursuit sa progression sur le territoire de la MEL**. Il est constaté ainsi une hausse autour de 15% à 20% des fréquentations des files d'aide alimentaire depuis 2019 ;
- La question de **la précarité des jeunes et étudiants** se pose notamment en lien avec les actions d'ores et déjà portées par les services de la MEL en la matière via la stratégie métropolitaine développée en ce sens;
- A l'inverse, les dons, notamment de la GMS, tendent à se réduire. La récupération d'invendus auprès des producteurs agricoles locaux est aujourd'hui recherchée, mais fais face à de nombreux obstacles à lever, comme la nécessité de réaliser des opérations de transformation ou de conditionnement au préalable (cf. GT approvisionnement porté par la DDETS ; Diagnostic territorial mené par la MEL dans la perspective de la mise en place d'un REGAL : Réseau d'acteurs de lutte contre le gaspillage alimentaire) ;
- Au-delà de répondre à la hausse des fréquentations, il est nécessaire de **s'assurer que l'offre de services en matière de lutte contre la précarité alimentaire couvrent l'ensemble les territoires de la métropole de manière coordonnée**. Un travail de repérage tant des besoins que de l'offre (dans sa pluralité) et de sa coordination, est indispensable afin d'**identifier d'éventuelles zones blanches**.
- Émergent des réflexions d'initiatives de type « cantines solidaires », ou encore de tarification accessible des produits de qualité, et/ou issus de l'agriculture et de l'agriculture urbaine.

Objectifs

- **Faciliter l'émergence d'initiatives contribuant à un meilleur maillage des dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire** et leur diversification en s'appuyant, entre autres, sur des dispositifs collectifs de citoyens en appui aux têtes de réseaux ;
- **Accompagner le changement de comportement alimentaire** sur le territoire métropolitain à travers la lutte contre la précarité et le gaspillage alimentaires.

Deux thématiques sont retenues pour l'expérimentation 2024 :

- la lutte contre le gaspillage alimentaire et les déchets d'emballage ainsi que de valorisation des déchets alimentaires ;
- la lutte contre la précarité alimentaire, développement de groupements d'achat et de projets de solidarité producteurs-consommateurs.

<table>
<tr><td colspan="3"></td></tr>
<tr><td colspan="3">Description de l’action</td></tr>
<tr><td colspan="2">Modalités de mise en œuvre
Appel à Manifestation d’Intérêt
Jury de sélection</td><td>Temporalité
Date de mise en place : 2ème sem.2024
Durée : une année d’expérimentation, puis évaluation avant éventuelle reconduction sur 2025-2027</td></tr>
<tr><td colspan="2">Territoire
Métropole Européenne de Lille</td><td>Public cible
Porteurs d’initiatives collectives citoyennes en faveur de la lutte contre la précarité alimentaire prioritairement de la MEL ou ayant une action importante sur le territoire de la MEL</td></tr>
<tr><td>Pilotage
MEL, service Agriculture Biodiversité Alimentation</td><td>Co-financeurs
MEL
État
CR (FRATRI)
Fondations / mécénat (sous réserve)</td><td>Partenaires impliqués
Communes (consultation en amont du jury)
DDETS</td></tr>
<tr><td colspan="3">Points de vigilance éventuels
L’AMI « MEL à table » est un dispositif multi thématiques (précarité alimentaire, gaspillage alimentaire, innovation sociale…) s’inscrivant dans le Projet Alimentaire Territorial, doté de 40 000 € sur l’ensemble de ses thématiques. Par ailleurs cet AMI est complémentaire des dispositifs d’AMI portés actuellement par la MEL autour de l’alimentation (Innover pour la transition alimentaire et Coup de fourchette pour demain).
S’agissant d’une année d’expérimentation, une évaluation à mi-parcours sera réalisée afin d’analyser les impacts de l’AMI sur les initiatives nouvelles et existantes de lutte contre la précarité alimentaire, et en particulier sur l’impulsion donnée à des projets favorisant l’accessibilité de l’offre de produits et sur l’approvisionnement de l’aide alimentaire</td></tr>
<tr><td colspan="3">Suivi-évaluation</td></tr>
<tr><td colspan="2">Indicateurs de réalisation
Règlement et dossier de candidature
Nombre de jurys et nombre de conventions établies</td><td>Indicateurs d’impact
Nb des bénéficiaires finaux touchés
Typologie des bénéficiaires finaux touchés (niveau de précarité, territoires en quartier politique de la ville ou en quartier de veille)
Quantité de produits distribués / transformés
Nb d’initiatives contribuant à la diversification de l’aide alimentaire</td></tr>
</table>

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	20 000	20 000	40 000
2025	30 000	30 000	60 000
2026	30 000	30 000	60 000
2027	30 000	30 000	60 000
Total	110 000	110 000	220 000

Dépenses de subvention pour de l'investissement matériel (hors foncier, immobilier) et dépenses de fonctionnement.

Indicateurs cibles locaux (à compléter au regard des conclusions de l'AMI)

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de projets déposés	0	8	10	12	12
Nb de communes concernées					
Nb de bénéficiaires finaux des actions concernées					

Action 4.16

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité alimentaire*
Action 4.7	**#PANIERS** : Déployer l'offre de paniers bio solidaires sur toute la métropole

Fiche-action

Présentation de l'action	
Constats et enjeux • En 2023, le dispositif PANIERS a poursuivi sa structuration avec : ○ Deux structures coordinatrices, les financeurs et producteurs qui « alimentent » le dispositif et mobilisent les 26 structures accompagnatrices et 12 partenaires locaux de la sensibilisation (28 ateliers, 290 participants) ; ○ Les structures accompagnatrices et relais qui organisent la prise de commande et la distribution et accompagnent les publics dans la démarche. • En 2023, on observe une montée en puissance du dispositif avec 8 278 paniers distribués à environ 567 foyers, contre 4 435 paniers et 300 foyers en 2022 ; • La mobilisation s'appuie sur les communes : 10 sont partie prenantes à fin 2023 (Lille, Lezennes, Villeneuve d'Ascq, Marcq en Baroeul, Wasquehal, Roubaix, Tourcoing, Halluin et Armentières) et 9 sont intéressées (Houplines, Lomme, Loos, Haubourdin, Quesnoy sur Deûle, Bondues, Comines, Lys lez Lannoy).	
Objectifs 2024-2027 • Conforter le service d'approvisionnement et de sensibilisation dans les structures / communes partenaires ; • 2024, scénario de déploiement contrôlé : déployer le dispositif PANIERS dans les groupements d'achat VRAC (avec le soutien de l'AAP Mieux Manger Pour Tous) ainsi qu'a minima 2 communes supplémentaires ; • 2025-2027 : Conforter le modèle économique de l'opération dans la perspective d'une convention pluriannuelle 2025-2027 mettant en corrélation le nombre de créations de nouveaux points de distribution avec les recettes mobilisables.	
Description de l'action	
Modalités de mise en œuvre • 3 types de paniers : petits paniers pour 1 à 2 pers. (27%), paniers standards pour 2 à 3 pers. (29%), paniers familiaux pour 4 pers. et plus (44%) ; • Prise en charge du cofinancement des paniers à hauteur de 50% ; • Choix des ateliers de sensibilisation par les bénéficiaires.	**Temporalité** Date de mise en place : 01/01/24 Durée : 31/12/24
Territoire • MEL	**Public cible** • Ménages en situation de

	précarité alimentaire

Pilotage	Co-financeurs	Partenaires impliqués
• Bio en Hauts de France et Réseau des AMAPs	• MEL, État, Département	• 26 structures accompagnatrices et 12 partenaires locaux de la sensibilisation

Points de vigilance éventuels

- Cette montée en puissance se traduit par des charges plus conséquentes pour l'association Bio en Hauts de France, avec un budget en augmentation constante du fait de l'augmentation du nombre de paniers distribués que de l'extension en terme d'ateliers et de structures concernés.
- Il importe de travailler au cours de l'année 2024 sur les financements complémentaires mobilisables, via le Contrat de Ville et auprès de trois cibles privilégiées :
  - Le Département du Nord et les communes, pour un co-financement proportionnel au nombre de bénéficiaires,
  - L'ARS et la CAF,
  - Et les fonds privés à travers le mécénat.

Suivi-évaluation

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact
• Nb de communes, structures accompagnatrices et acteurs locaux de la sensibilisation	• Nb de paniers et nombre de bénéficiaires

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	40 000€	40 000€	80 000€
2025	25 000€	25 000€	50 000€
2026	25 000€	25 000€	50 000€
2027	25 000€	25 000€	50 000€
Total	110 000 €	110 000 €	220 000€

Dépenses de subvention pour de la fourniture de biocabas, coordination du dispositif et temps d'animation.

Indicateurs cibles locaux

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nombre de paniers distribués	8 278	10 000	10 000	10 000	10 000
Nombre de structures relais	26	35	40	40	40
Typologie de structures	CCAS, AMAP, Centres	CCAS, AMAP, Centres	CCAS, AMAP, Centres	CCAS, AMAP, Centres	CCAS, AMAP, Centres

relais	sociaux…	sociaux…	sociaux…	sociaux…	sociaux…

Action 4.17

Axe 4	**Construire une transition écologique solidaire** *Lutter contre la précarité alimentaire*
Action 4.8	**VRAC** : Vers un réseau d'achat en commun, conforter des groupements d'achats solidaires sur toute la métropole

Fiche-action

Présentation de l'action

Constats et enjeux

VRAC Hauts-de-France a pour ambition de rendre accessible aux habitants des quartiers populaires une alimentation de qualité. Dans cette perspective, VRAC développe sur la MEL des groupements d'achat participatifs de produits de qualité (produits peu ou pas transformés, bio et/ou locaux), à prix accessibles, depuis février 2022.

Moins de 2 ans après l'ouverture du premier groupement d'achat sur le quartier de Pont-de-Bois à Villeneuve d'Ascq, VRAC anime, fin 2023, 7 groupements dans 6 QPV et un quartier de veille, et réunit environ 540 adhérents :

- Pont-de-bois (depuis février 2022) : 150 adhérents (x2 par rapport à N-1) ;
- Fives (depuis mars 2022) : 107 adhérents (+40 adhérents par rapport à N-1) ;
- Lille Sud (depuis mai 2022) : 120 adhérents (+70 adhérents par rapport à N-1) ;
- Roubaix Alma (ouverture octobre 2022) : 88 adhérents (+70 adhérents par rapport à N-1) ;
- Tourcoing la Bourgogne (ouverture octobre 2022) : 50 adhérents (+40 adhérents par rapport à N-1)
- Loos Oliveaux (ouverture décembre 2023) : 29 adhérents ;
- Lomme Marais (ouverture décembre 2023) : 22 adhérents.

3 grands principes directeurs :

- Multiplier les actions d'« aller vers » les habitants, selon des méthodes d'éducation populaire, non stigmatisantes, valorisant le gout, le plaisir de manger, les savoir-faire de chacun ;
- Soutenir et valoriser la transition vers un système alimentaire durable, local et démocratique ;
- Nouer des alliances avec les associations locales, les communes et les bailleurs sociaux, s'appuyer sur les dynamiques locales, agir en complémentarité avec les offres existantes dans le champ alimentaire.

Objectifs 2024-2027

1. **Augmenter le nombre d'usagers du projet VRAC sur la MEL, selon deux axes :**

- 2024 : Développement interne, via le renforcement des groupements existants :

- Augmentation du nombre d'adhérents au sein de chaque groupement d'achat existant (par la multiplication des actions de mobilisation en lien avec les bailleurs et les associations locales) ;
- Ouverture des groupements d'achat existants aux habitants des quartiers limitrophes.

- 2025 et 2026 : Développement de la couverture territoriale de VRAC :
  - Développer de nouveaux groupements d'achat sur de nouveaux quartiers :
    - Soit selon le modèle classique (groupements animés par VRAC) ;
    - Soit selon le modèle de groupements « semi - autonomes », en confiant une partie de leur animation à une association locale partenaire.
  - 2 nouveaux groupements en 2025 et 2 autres en 2026 (soit 11 groupements actifs au total sur la MEL en 2026). Identification des communes et des quartiers : travail à mener par l'association en dialogue avec les bailleurs sociaux, la MEL et les communes concernées.

2. Renforcer l'accessibilité de VRAC aux publics les plus précaires

- À partir de février/mars 2024, mise en place de la 3ème tarification, soit la vente des produits à 50% du prix producteur pour les publics précaires. Ces publics seront soit orientés par des partenaires prescripteurs dans chaque quartier, soit identifiés par VRAC parmi ses adhérents ;
- Développer les partenariats avec les acteurs de l'aide alimentaire, et notamment les épiceries sociale et solidaires, pour travailler sur la notion de parcours alimentaires (par exemple, orientation vers VRAC de publics ayant bénéficié de l'accès à une épicerie sociale pendant plusieurs mois).

3. Développer le pouvoir d'agir des adhérents VRAC dans le champ de l'alimentation

- En 2024 : Création de groupes de travail sur l'approvisionnement et l'organisation des épiceries, pour permettre aux adhérents de renforcer leur contribution aux différents niveaux du projet ;
- 2024-2025 : Élaboration participative d'un guide du bénévole chez VRAC + objectif annuel d'augmentation du nombre de bénévoles au sein de chaque groupement d'achat ;
- 2024 à 2026 : Mise en œuvre d'un programme d'animations / formations, selon des méthodes d'éducation populaire, visant à répondre aux questions posées par les adhérents dans les champs de la santé, l'environnement et le pouvoir d'achat, avec l'intervention d'experts aux côtés de VRAC.

Description de l'action		
Modalités de mise en œuvre • cf. détail objectifs 2024-2027		**Temporalité** Date de mise en place : 01/01/24 Durée : 31/12/24
Territoire • MEL		**Public cible** • Personnes et ménages en situation de précarité alimentaire
Pilotage	**Co-financeurs**	**Partenaires impliqués**

• VRAC Hauts de France	• MEL, État, communes,…	5 bailleurs sociaux engagés sur la MEL (SIA, Vilogia, 3F notre logis, LMH, Partenord Habitat)

Points de vigilance éventuels

- La réalisation du niveau d'ambition affichée appelle à un croisement avec les apports du contrat de ville ainsi qu'à une lisibilité des flux financiers des différents partenaires financiers concernés (communes, bailleurs sociaux, MEL, État) ;
- La mise en œuvre effective nécessite une implication constante avec d'autres partenaires du territoire à l'instar de ce qui prévaut désormais avec Bio en Hauts de France avec laquelle ils ont produit une candidature lauréate de l'AAP Mieux Manger pour tous et ce pour faciliter les parcours alimentaires ;
- La structure a ainsi toute sa place dans les travaux de la coordination métropolitaine des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire portée par la MEL en lien avec le Conseil départemental du Nord ainsi que les services de l'État (dont DDETS et DRAAF).

Suivi-évaluation

Indicateurs de réalisation	Indicateurs d'impact
• Nombre de communes, structures accompagnatrices et acteurs locaux de la sensibilisation	• Nombre de bénéficiaires

Budget de l'action

	État	MEL	Total CLS
2024	5 000€	5 000€	10 000€
2025	2 500€	2 500€	5 000€
2026	2 500€	2 500€	5 000€
2027	2 500€	2 500€	5 000€
Total	12 500€	12 500€	25 000€

Dépenses de subvention pour la coordination du dispositif et la consolidation des groupements d'achats.

Indicateurs cibles locaux (en cours de définition)

Indicateur	Situation au 31/12/2023	Cible 2024	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Nb de bénéficiaires	550				
Nb d'adhérents bénéficiant de la 3ème tarification					
Taux d'adhérents bénéficiant de la 3ème tarification (par rapport au nombre total					

d’adhérents)					
Volume de denrées vendues					
Volume de denrées vendues par habitant					
Nb de communes	5				
Nb de structures accompagnatrices					

Axe de la contractualisation	*Intitulé de l'action*	*Pilote*	2024				Prévisionnel 2025-2027			2024-2027	
			ETAT	MEL	TOTAL 2024 ETAT - MEL		TOTAL 2025 ETAT - MEL	TOTAL 2026 ETAT - MEL	TOTAL 2027 ETAT - MEL		
Axe 1 : Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance *Accompagner les jeunes vers l'autonomie* *Développer des actions de remobilisation pour inscrire les jeunes dans des parcours personnalisés*	1.1 – **FIJeM** : Mobiliser le Fonds d'innovation Jeunes en Métropole au bénéfice des jeunesses les plus vulnérables	MEL	200 000	200 000	400 000	20%	400 000	400 000	400 000	1 600 000	
	1.2 – **LOJ'Jeunes** : Mobiliser et accompagner les jeunes vulnérables vers et dans le logement	*GRAAL*	30 000	30 000	60 000	10%	200 000	200 000	200 000	676 560	
		Home des Flandres	31 720	31 720	63 440						
		MAJT	38 280	38 280	76 560						
	1.3 – **Logements temporaires Jeunes** : Développer des solutions innovantes pour accélérer et déployer l'offre de logements temporaires et accompagnés à destination des jeunes et étudiants en situation de précarité, de type résidence habitat jeunes	MEL	195 000	195 000	390 000	20%	500 000	500 000	500 000	1 890 000	
					990 000	**50%**	**1 100 000**	**1 100 000**	**1 100 000**	**4 290 000**	**54%**
Axe 2 : Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous *Créer les conditions d'un accompagnement simultané emploi-logement-santé pour les plus vulnérables* *Droit à la mobilité pour tous*	2.4 – **PHC et CVG** : Remobiliser et favoriser l'insertion des personnes en grande précarité	*Convergence France*	66 000	66000	132 000	7%	165 000	165 000	165 000	627 000	
	2.5 – **MobiliMEL** : Lever les freins à la mobilité des plus vulnérables	MEL	15 000	15 000	30 000	2%	30 000	30 000	30 000	120 000	
					162 000	**8%**	**195 000**	**195 000**	**195 000**	**747 000**	**9%**
Axe 3 : Lutter contre la grande exclusion par l'accès aux droits *Développer les outils contribuant à la coordination de l'accès aux droits*	3.6 – **Pour un meilleur accès aux droits** : Favoriser l'appropriation des ressources du territoire, partager les bonnes pratiques et stimuler les partenariats	MEL	25 000	25 000	50 000	3%	60 000	60 000	60 000	230 000	
	3.7 – **Soliguide**, le guide de la solidarité en ligne à destination des habitants et professionnels	*Solinum*	7 500	7 500	15 000	75%	15 000	15 000	15 000	60 000	
	3.8 – **Boite à outils FALC** : Rendre accessible l'information et les démarches administratives, notamment liés au logement	MEL	20 500	20 500	41 000	2%	40 000	35 000	30 000	146 000	
	3.9 – **Permanences d'accès au droit du logement** : Informer et accompagner les locataires et les ménages dépourvus de logement	MEL	5 000	5 000	10 000	1%	10 000	10 000	10 000	40 000	
					116 000	**6%**	**125 000**	**120 000**	**115 000**	**476 000**	**6%**
Axe 4 : Construire une transition écologique solidaire *Lutter contre la précarité alimentaire* *Lutter contre la précarité énergétique*	4.10 – **Etudiants en précarité énergétique** : Repérer et accompagner les étudiants locataires du parc privé en situation de précarité énergétique	MEL	13 100	13 100	26 200	1%	45 400	60 000	80 000	211 600	
	4.11 – **Fonds d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie dans le parc privé** : Soutenir la réalisation de petits travaux non financés par les aides nationales	MEL	25 000	25 000	50 000	3%	50 000	50 000	50 000	200 000	
	4.12 – **Caisses d'avance** pour les travaux des ménages modestes	MEL	2 900	2 900	5 800	0%	19 250	28 900	34 200	88 150	
	4.13 – **FSL énergie** : Prévenir et contribuer à restaurer la situation des ménages ayant, suite à des difficultés temporaires, contracté des dettes de loyer ou charges	MEL	250 000	250 000	500 000	25%	327 850	308 600	295 800	1 432 250	
	4.14 – **Forum métropolitain** des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire	MEL	0	0	0	0%	10 000	10 000	10 000	30 000	
	4.15 – **AMI « MEL à table »** : Favoriser un meilleur maillage des dispositifs de lutte contre la précarité alimentaire et accompagner la transition alimentaire durabe au plus près des plublics démunis	MEL	20 000	20 000	40 000	2%	60 000	60 000	60 000	220 000	
	4.16 – **PANIERS** : Déployer l'offre de paniers bio solidaires sur toute la métropole	*Bio Hauts-de-France*	40 000	40 000	80 000	4%	50 000	50 000	50 000	230 000	
	4.17 – **VRAC** : Conforter des groupements d'achats solidaires sur toute la métropole	*VRAC Hauts-de-France*	5 000	5 000	10 000	1%	5 000	5 000	5 000	25 000	
					712 000	**36%**	**567 500**	**572 500**	**585 000**	**2 437 000**	**30%**
Evaluation	Etude d'impact		10 000	10 000	20 000	1%	12 500	12 500	5 000	50 000	
					20 000	**1%**	**12 500**	**12 500**	**5 000**	**50 000**	**1%**
	TOTAL				**2 000 000**	**100%**	**2 000 000**	**2 000 000**	**2 000 000**	**8 000 000**	**100%**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110438-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0227

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

GRANDS EVENEMENTS - SOUTIEN A UN EVENEMENT METROPOLITAIN - CH'TI BIKE TOUR 2024 - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'article L. 113-2 du Code du sport autorisant l'octroi de subventions publiques aux associations et sociétés sportives œuvrant dans le cadre d'une "mission d'intérêt général" ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°7 du Conseil en date du 20 novembre 2000 relative au soutien et à la promotion d'Événements Métropolitains " ;

Vu la délibération n°01 C 321 du Conseil en date du 21 décembre 2001 précisant les critères d'attribution pour le soutien aux évènements sportifs.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

L'association Actions Vélo organise chaque année le Ch'Ti Bike Tour, un événement :

- Sportif et ludique qui permet de pratiquer quel que soit son âge ou son niveau ;
- Citoyen, en développant l'axe santé de la pratique et l'écocitoyenneté ;
- Touristique, en faisant découvrir la région et ses richesses ;
- Festif, en mettant de la convivialité sur chacun des parcours ;
- Solidaire, en reversant 1 € sur les inscriptions à des associations.

b. Modalités du partenariat

Après une 19ème édition qui a accueilli 4928 participants malgré des conditions météo incertaines, l'organisateur propose une 20ème édition anniversaire sur deux jours, les 31 août et 1er septembre 2024, qui mettra les pionniers ainsi que les champions de la région à l'honneur.

5 sites d'accueil sont identifiés :

- Le complexe Léo Lagrange à Armentières pour le Vélo Route ;
- Le parc d'Olhain dans le Pas-de-Calais pour le VTT et le Gravel ;
- Le Btwin Village à Lille pour l'Urban Rando ;
- Le Stadium à Villeneuve d'Ascq pour la Rando Verte du Stadium ;
- La Ville de Landas pour le Vélo Route et le Vélo pour Tous.

Plus de 600 km de parcours sportifs et touristiques sont aussi prévus dans les Hauts-de-France avec 4 axes majeurs de pratique.

L'association Actions Vélo sollicite une subvention auprès de la Métropole Européenne de Lille à hauteur de 16 000 euros avec un complément de 3 000 euros spécial 20 ans.

Il est proposé d'accorder un partenariat à hauteur de 19 000 euros, pour cet événement d'intérêt métropolitain au regard de son rayonnement, ses enjeux et ses parcours, dont le budget prévisionnel est de 267 000 euros et se décompose comme suit :

• Inscriptions	25 000 €
• **Aide financière des collectivités :**	
Conseil Régional	15 000 €
Conseil Régional spécial 20 ans	3 000 €
Département Nord	15 000 €
Département Nord spécial 20 ans	3 000 €
MEL	16 000 €
MEL spécial 20 ans	3 000 €
Département PdC	3 000 €
Département PdC spécial 20 ans	2 000 €
Pôle Métropolitain d'Artois	10 000 €
Ville d'Armentières	2 000 €
Ville d'Armentières spécial 20 ans	1 000 €
• Prise en charge des collectivités	60 000 €
• Partenaires privés	84 000 €
• Valorisation Bénévolat	25 000 €

Un accompagnement complémentaire en prestations de communication événementielle sera pris en charge par la MEL afin de contribuer à sa visibilité et mobiliser les métropolitains autour de cet évènement, ainsi que du prêt de signalétique par les services de la communication, valorisé à hauteur de 15 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet du Ch'ti Bike Tour 2024 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant maximal de 19 000 euros pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec Actions Vélo ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant maximal de 19 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0227

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

GRANDS EVENEMENTS - SOUTIEN A UN EVENEMENT METROPOLITAIN - CH'TI BIKE TOUR 2024 - SUBVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'article L. 113-2 du Code du sport autorisant l'octroi de subventions publiques aux associations et sociétés sportives œuvrant dans le cadre d'une "mission d'intérêt général" ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°7 du Conseil en date du 20 novembre 2000 relative au soutien et à la promotion d'Événements Métropolitains " ;

Vu la délibération n°01 C 321 du Conseil en date du 21 décembre 2001 précisant les critères d'attribution pour le soutien aux évènements sportifs.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

L'association Actions Vélo organise chaque année le Ch'Ti Bike Tour, un événement :

- Sportif et ludique qui permet de pratiquer quel que soit son âge ou son niveau ;
- Citoyen, en développant l'axe santé de la pratique et l'écocitoyenneté ;
- Touristique, en faisant découvrir la région et ses richesses ;
- Festif, en mettant de la convivialité sur chacun des parcours ;
- Solidaire, en reversant 1 € sur les inscriptions à des associations.

b. Modalités du partenariat

Après une 19ème édition qui a accueilli 4928 participants malgré des conditions météo incertaines, l'organisateur propose une 20ème édition anniversaire sur deux jours, les 31 août et 1er septembre 2024, qui mettra les pionniers ainsi que les champions de la région à l'honneur.

5 sites d'accueil sont identifiés :

- Le complexe Léo Lagrange à Armentières pour le Vélo Route ;
- Le parc d'Olhain dans le Pas-de-Calais pour le VTT et le Gravel ;
- Le Btwin Village à Lille pour l'Urban Rando ;
- Le Stadium à Villeneuve d'Ascq pour la Rando Verte du Stadium ;
- La Ville de Landas pour le Vélo Route et le Vélo pour Tous.

Plus de 600 km de parcours sportifs et touristiques sont aussi prévus dans les Hauts-de-France avec 4 axes majeurs de pratique.

L'association Actions Vélo sollicite une subvention auprès de la Métropole Européenne de Lille à hauteur de 16 000 euros avec un complément de 3 000 euros spécial 20 ans.

Il est proposé d'accorder un partenariat à hauteur de 19 000 euros, pour cet événement d'intérêt métropolitain au regard de son rayonnement, ses enjeux et ses parcours, dont le budget prévisionnel est de 267 000 euros et se décompose comme suit :

• Inscriptions	25 000 €
• **Aide financière des collectivités :**	
Conseil Régional	15 000 €
Conseil Régional spécial 20 ans	3 000 €
Département Nord	15 000 €
Département Nord spécial 20 ans	3 000 €
MEL	16 000 €
MEL spécial 20 ans	3 000 €
Département PdC	3 000 €
Département PdC spécial 20 ans	2 000 €
Pôle Métropolitain d'Artois	10 000 €
Ville d'Armentières	2 000 €
Ville d'Armentières spécial 20 ans	1 000 €
• Prise en charge des collectivités	60 000 €
• Partenaires privés	84 000 €
• Valorisation Bénévolat	25 000 €

Un accompagnement complémentaire en prestations de communication événementielle sera pris en charge par la MEL afin de contribuer à sa visibilité et mobiliser les métropolitains autour de cet évènement, ainsi que du prêt de signalétique par les services de la communication, valorisé à hauteur de 15 000 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet du Ch'ti Bike Tour 2024 ;

2) D'accorder une subvention d'un montant maximal de 19 000 euros pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec Actions Vélo ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant maximal de 19 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110424-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0228

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

POLITIQUE DE SOUTIEN ET DE PROMOTION D'EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - AFFECTATION 2024 - 4EME TRANCHE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'association ou le club s'engage à la signature de la convention à respecter le contrat d'engagement républicain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Le Groupe de Travail Sport propose de retenir les partenariats figurant dans le tableau annexé à la délibération.

Ces projets sont proposés au Bureau de la Métropole conformément aux critères d'éligibilité fixés par la délibération n° 01 C 321 du 21 décembre 2001 et conformément à l'article L 113-2 du Code du sport qui prévoit que "pour des missions d'intérêt général", les associations sportives ou les sociétés sportives peuvent recevoir des subventions publiques.

b. Modalités du partenariat

Il s'agit pour la Métropole, d'aider des évènements d'ampleur nationale et internationale mais aussi de participer activement à l'animation sportive du territoire en soutenant des évènements sportifs de niveau régional, métropolitain et de proximité, dès lors qu'ils pourront assurer une meilleure intégration de la population, et permettre au public le plus large de participer.

De plus, chaque évènement retenu a pour but de :

- Rechercher l’excellence ;
- Favoriser l’intercommunalité dans et par le sport ;
- Favoriser le travail en commun des structures sportives ;
- Favoriser l’accessibilité des publics et l’émulation sportive ;
- Prendre en compte l’innovation sportive.

L’ensemble des partenariats proposés par le Groupe de Travail Sport s’élève à un montant global maximal de 67 500 Euros.

Pour information, le Groupe de Travail se réunira 5 fois au cours de l’année. Il y aura donc 5 tranches de soutien aux associations sportives.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet "Affectation 2024 - 4e tranche" ;

2) D’accorder le versement de subvention pour un montant global maximal de 67 500 € aux associations sportive reprises en annexe ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec les associations sportives ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant maximal de 67 500 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0228

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

POLITIQUE DE SOUTIEN ET DE PROMOTION D'EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - AFFECTATION 2024 - 4EME TRANCHE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'association ou le club s'engage à la signature de la convention à respecter le contrat d'engagement républicain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Le Groupe de Travail Sport propose de retenir les partenariats figurant dans le tableau annexé à la délibération.

Ces projets sont proposés au Bureau de la Métropole conformément aux critères d'éligibilité fixés par la délibération n° 01 C 321 du 21 décembre 2001 et conformément à l'article L 113-2 du Code du sport qui prévoit que "pour des missions d'intérêt général", les associations sportives ou les sociétés sportives peuvent recevoir des subventions publiques.

b. Modalités du partenariat

Il s'agit pour la Métropole, d'aider des évènements d'ampleur nationale et internationale mais aussi de participer activement à l'animation sportive du territoire en soutenant des évènements sportifs de niveau régional, métropolitain et de proximité, dès lors qu'ils pourront assurer une meilleure intégration de la population, et permettre au public le plus large de participer.

De plus, chaque évènement retenu a pour but de :

- Rechercher l’excellence ;
- Favoriser l’intercommunalité dans et par le sport ;
- Favoriser le travail en commun des structures sportives ;
- Favoriser l’accessibilité des publics et l’émulation sportive ;
- Prendre en compte l’innovation sportive.

L’ensemble des partenariats proposés par le Groupe de Travail Sport s’élève à un montant global maximal de 67 500 Euros.

Pour information, le Groupe de Travail se réunira 5 fois au cours de l’année. Il y aura donc 5 tranches de soutien aux associations sportives.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet "Affectation 2024 - 4e tranche" ;

2) D’accorder le versement de subvention pour un montant global maximal de 67 500 € aux associations sportive reprises en annexe ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec les associations sportives ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant maximal de 67 500 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Evénements sportifs retenus - 4ème tranche 2024				
Organisateur	**Manifestation**	**Montant octroyé antérieurement**	**Date de la Manifestation**	**Proposition de partenariat**
Jogging et Athlétisme à Fretin	Les Foulées Fretinoises	**3 500 €** (en 2023)	14 juillet 2024	3 500,00 €
Comité d'Organisation des Boucles Tourquennoises	Les Boucles Tourquennoises	**2 500 €** (en 2023)	20 octobre 2024	2 500,00 €
Office Municipal des Sports de Hem	Oxyg'hem	**2 500 €** (en 2023)	9 mai 2024	2 500,00 €
Association les Foulées de Bondues	Les Foulées de Bondues	**2 500 €** (en 2023)	26 mai 2024	2 500,00 €
Jogging Club Frelinghinois	27ème Foulées de la Vallée de la Lys	**2 500 €** (en 2023)	30 juin 2024	2 500,00 €
Lille Métropole Athlétisme	Course de la Citadelle de Lille	**1 000 €** (en 2023)	22 juin 2024	1 000,00 €
LINKSPORT'UP	Conférence Sport à destination de 150 acteurs du monde économique	**1ère demande**	21 mai 2024	6 000,00 €
Club des Marcheurs Roubaisiens	Les 28 heures internationales de Roubaix à la marche	**3 500 €** (en 2023)	14 et 15 septembre 2024	2 500,00 €
Les Amis de Lille Hardelot	Lille Hardelot, le vélo comme on aime	**8 000 €** (en 2023)	2 juin 2024	8 000,00 €
Iris Tennis Club de Lambersart	Circuit National des grands tournois de l'Iris Lambersart	**1 500 €** (en 2023)	5 au 27 octobre 2024	3 000,00 €
La Roulotte Urbaine	Battle Raw Concept 2024 (Breakdance)	**1ère demande**	25 et 26 mai 2024	3 500,00 €
Entente de Patinage de Wasquehal Lille Métropole	Gala 2024	**7 000 €** (en 2023)	saison 2023/2024	7 000,00 €
Campus Lille Métropole Basket	Hexa'Games	**5 000 €** (en 2023)	15 et 16 juin 2024	5 000,00 €
Lomme Lille Métropole Handball	Vénus Cup 2024	**4 000 €** (en 2023)	23 au 25 août 2024	4 000,00 €
Lille Métropole Hockey Club	Match de préparation Olympique France/Irlande	**1ère demande**	28 juin au 5 juillet 2024	8 000,00 €
Lille Métropole Tennis de Table	Block Party du Week-end de la Glisse	**1ère demande**	29 et 30 juin 2024	6 000,00 €
			TOTAL GENERAL	**67 500,00 €**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110425-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0229

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

POLITIQUE DE SOUTIEN ET PROMOTION D'EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - SAISON SPORTIVE 2024/2025 ET COMPLEMENT DE PARTENARIATS SAISON SPORTIVE 2023/2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'association ou le club s'engage à la signature de la convention à respecter le contrat d'engagement républicain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille a compétence pour « favoriser le soutien aux clubs sportifs de haut niveau et l'émergence de clubs de niveau national » en application des délibérations-cadre du Conseil de Communauté n° 07 C du 20 novembre 2000 et n° 01 C 321 du 21 décembre 2001 et conformément à l'article L 113-2 du Code du sport qui prévoit que "pour des missions d'intérêt général", les associations sportives ou les sociétés sportives peuvent recevoir des subventions publiques.

Dans le cadre des délibérations susvisées, la Métropole Européenne de Lille a notamment décidé d'établir des partenariats solides avec les principaux clubs sportifs qui se situent au tout premier niveau national, mais également de soutenir les clubs émergents de 2ème et 3ème niveau. En favorisant cette élite, dans les principales disciplines les plus médiatisées, son ambition est de diffuser une image sportive positive et dynamique de la métropole.

b. Modalités du partenariat

Les actions élaborées par les clubs au cours de leur saison sportive s'inscrivent dans le respect des critères fixés par les délibérations précitées du Conseil de la Métropole :

- Mener une véritable politique d'animation locale ;

- Favoriser l'intercommunalité dans et par le sport ;
- Mener une politique de formation des jeunes ;
- Rechercher l'excellence ;
- Respecter les valeurs du sport, notamment encourager la lutte contre le dopage ;
- Organiser des évènements de qualité ;
- Mener un travail en commun avec d'autres structures sportives ;
- Favoriser l'accessibilité des publics et l'émulation sportive.

Ces actions répondent à des missions d'intérêt général, notamment la formation des jeunes, l'animation locale, mais également l'accessibilité au plus large public et le développement de « l'esprit sportif ».

Depuis la saison 2010/2011, le versement des subventions est calqué sur la saison sportive pour les clubs métropolitains ayant un exercice budgétaire sur deux années civiles (mai année N à juin année N+1).

Ainsi, les versements seront étalés pour ces clubs sur la saison sportive :
- 50 % à la notification de la convention ;
- 35 % en janvier de l'année N+1 ;
- 15% à la remise des justificatifs mentionnés dans les conventions.

Les Bonus sportifs au titre de la saison 2023/2024 et compléments de partenariats exceptionnels

Par délibération n°23-B-0234 et n° 23-C-0192 du 30 juin 2023, le Bureau et le Conseil Métropolitains ont autorisé le Président à signer les conventions initiales avec les clubs métropolitains.

Le Groupe de Travail Sport proposera donc de verser des bonus sportifs qui feront l'objet d'avenants aux conventions d'objectifs conclues au titre de la saison 2023/2024 sur le budget 2024 aux clubs suivants :

- 10 000 € pour l'Entente Sportive Basket Villeneuve d'Ascq (ESBVA) ;
- 10 000 € pour le LUC Water-Polo ;
- 10 000 € pour le Lille Métropole Hockey Club (LMHC) ;
- 10 000 € pour le LUC Handibasket ;
- 8 000 € pour le Tourcoing Lille Métropole (TLM) ;
- 5 000 € pour le Volley Club Marcq en Baroeul (VCMB) ;
- 5 000 € pour le Stade Villeneuvois Lille Métropole (SVLM) ;
- 5 000 € pour les Enfants de Neptune Tourcoing Lille Métropole (ENTLM) ;

Soit un montant global maximal de 63 000 €

Le Soutien exceptionnel

Le Groupe de Travail Sport propose par ailleurs de soutenir deux clubs de manière ponctuelle dans le cadre de la réalisation d'actions au titre du conventionnement et de la prise en compte de situations exceptionnelles comme suit :

- 100 000 euros pour l'Olympique Marcquois Rugby ;
- 10 000 euros pour les Enfants de Neptune Tourcoing Lille Métropole.

Ces soutiens exceptionnels feront l'objet d'un avenant à la convention d'objectifs de la saison 2023/2024, sous réserve de l'adoption du budget supplémentaire par le Conseil du même jour.

Les versements des bonus sportifs et compléments exceptionnels de partenariats sont soumis à un contrôle financier strict et conditionnés au réengagement en championnat sportif ainsi qu'au respect des modalités des conventions annuelles.

L'ensemble des partenariats proposés (voir le tableau en annexe) par le Groupe de Travail Sport pour la saison sportive 2024/2025 s'élève à un montant global maximal de 708 000 Euros.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet « Saison Sportive 2024/2025 » des clubs de haut niveau ;

2) D'accorder le versement des subventions telles que décrites en annexe pour un montant global maximal de 708 000 € pour soutenir les clubs de haut niveau ;

3) D'autoriser le versement des bonus sportifs au titre de la saison sportive 2023/2024 tels que repris dans la délibération pour un montant global maximal de 63 000 € ;

4) D'autoriser le versement des soutiens complémentaires pour un montant global de 110 000 euros sous réserve de l'adoption du budget supplémentaire par le Conseil du même jour ;

5) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions et les avenants avec les clubs de haut niveau ;

6) D'imputer les dépenses aux crédits partiellement inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0229

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

POLITIQUE DE SOUTIEN ET PROMOTION D'EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - SAISON SPORTIVE 2024/2025 ET COMPLEMENT DE PARTENARIATS SAISON SPORTIVE 2023/2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'association ou le club s'engage à la signature de la convention à respecter le contrat d'engagement républicain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille a compétence pour « favoriser le soutien aux clubs sportifs de haut niveau et l'émergence de clubs de niveau national » en application des délibérations-cadre du Conseil de Communauté n° 07 C du 20 novembre 2000 et n° 01 C 321 du 21 décembre 2001 et conformément à l'article L 113-2 du Code du sport qui prévoit que "pour des missions d'intérêt général", les associations sportives ou les sociétés sportives peuvent recevoir des subventions publiques.

Dans le cadre des délibérations susvisées, la Métropole Européenne de Lille a notamment décidé d'établir des partenariats solides avec les principaux clubs sportifs qui se situent au tout premier niveau national, mais également de soutenir les clubs émergents de 2ème et 3ème niveau. En favorisant cette élite, dans les principales disciplines les plus médiatisées, son ambition est de diffuser une image sportive positive et dynamique de la métropole.

b. Modalités du partenariat

Les actions élaborées par les clubs au cours de leur saison sportive s'inscrivent dans le respect des critères fixés par les délibérations précitées du Conseil de la Métropole :

- Mener une véritable politique d'animation locale ;

- Favoriser l'intercommunalité dans et par le sport ;
- Mener une politique de formation des jeunes ;
- Rechercher l'excellence ;
- Respecter les valeurs du sport, notamment encourager la lutte contre le dopage ;
- Organiser des évènements de qualité ;
- Mener un travail en commun avec d'autres structures sportives ;
- Favoriser l'accessibilité des publics et l'émulation sportive.

Ces actions répondent à des missions d'intérêt général, notamment la formation des jeunes, l'animation locale, mais également l'accessibilité au plus large public et le développement de « l'esprit sportif ».

Depuis la saison 2010/2011, le versement des subventions est calqué sur la saison sportive pour les clubs métropolitains ayant un exercice budgétaire sur deux années civiles (mai année N à juin année N+1).

Ainsi, les versements seront étalés pour ces clubs sur la saison sportive :
- 50 % à la notification de la convention ;
- 35 % en janvier de l'année N+1 ;
- 15% à la remise des justificatifs mentionnés dans les conventions.

Les Bonus sportifs au titre de la saison 2023/2024 et compléments de partenariats exceptionnels

Par délibération n°23-B-0234 et n° 23-C-0192 du 30 juin 2023, le Bureau et le Conseil Métropolitains ont autorisé le Président à signer les conventions initiales avec les clubs métropolitains.

Le Groupe de Travail Sport proposera donc de verser des bonus sportifs qui feront l'objet d'avenants aux conventions d'objectifs conclues au titre de la saison 2023/2024 sur le budget 2024 aux clubs suivants :

- 10 000 € pour l'Entente Sportive Basket Villeneuve d'Ascq (ESBVA) ;
- 10 000 € pour le LUC Water-Polo ;
- 10 000 € pour le Lille Métropole Hockey Club (LMHC) ;
- 10 000 € pour le LUC Handibasket ;
- 8 000 € pour le Tourcoing Lille Métropole (TLM) ;
- 5 000 € pour le Volley Club Marcq en Baroeul (VCMB) ;
- 5 000 € pour le Stade Villeneuvois Lille Métropole (SVLM) ;
- 5 000 € pour les Enfants de Neptune Tourcoing Lille Métropole (ENTLM) ;

Soit un montant global maximal de 63 000 €

Le Soutien exceptionnel

Le Groupe de Travail Sport propose par ailleurs de soutenir deux clubs de manière ponctuelle dans le cadre de la réalisation d'actions au titre du conventionnement et de la prise en compte de situations exceptionnelles comme suit :

- 100 000 euros pour l'Olympique Marcquois Rugby ;
- 10 000 euros pour les Enfants de Neptune Tourcoing Lille Métropole.

Ces soutiens exceptionnels feront l'objet d'un avenant à la convention d'objectifs de la saison 2023/2024, sous réserve de l'adoption du budget supplémentaire par le Conseil du même jour.

Les versements des bonus sportifs et compléments exceptionnels de partenariats sont soumis à un contrôle financier strict et conditionnés au réengagement en championnat sportif ainsi qu'au respect des modalités des conventions annuelles.

L'ensemble des partenariats proposés (voir le tableau en annexe) par le Groupe de Travail Sport pour la saison sportive 2024/2025 s'élève à un montant global maximal de 708 000 Euros.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet « Saison Sportive 2024/2025 » des clubs de haut niveau ;

2) D'accorder le versement des subventions telles que décrites en annexe pour un montant global maximal de 708 000 € pour soutenir les clubs de haut niveau ;

3) D'autoriser le versement des bonus sportifs au titre de la saison sportive 2023/2024 tels que repris dans la délibération pour un montant global maximal de 63 000 € ;

4) D'autoriser le versement des soutiens complémentaires pour un montant global de 110 000 euros sous réserve de l'adoption du budget supplémentaire par le Conseil du même jour ;

5) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions et les avenants avec les clubs de haut niveau ;

6) D'imputer les dépenses aux crédits partiellement inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Annexe de la délibération portant sur les partenariats des clubs de haut niveau pour la saison 2024/2025

	Saison 2023/2024		Propositions 2024/2025	
Clubs	**Niveau**	**Partenariat Championnat (Subventions)**	**Niveau**	**Partenariat Championnat (Subventions)**
Volley Club de Marcq-en-Baroeul Lille Métropole	1	150 000 €	1	150 000 €
Les Enfants de Neptune Tourcoing Lille Métropole	1	130 000 €	1	130 000 €
Lomme Lille Métropole Handball	2	90 000 €	2	90 000 €
Lille Métropole Hockey Club	1	66 000 €	1	66 000 €
LUC Water Polo Lille Métropole	1	67 000 €	1	67 000 €
Stade Villeneuvois Lille Métropole	1	90 000 €	1	90 000 €
Lille Métropole Natation	NAT	75 000 €	NAT	75 000 €
LUC Handisport (basket) Lille Métropole	1	40 000 €	2	40 000 €
TOTAL		**708 000,00 €**		**708 000,00 €**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110453-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0230

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FONDS DE CONCOURS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS - ATTRIBUTION - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu en Conseil en date du 20 novembre 2000 sur la prise de compétence relative aux « équipements et réseaux d'équipements sportifs ».

Vu la délibération-cadre n°15 C 0650 du Conseil en date du 19 juin 2015 relative au soutien à l'investissement dans les équipements sportifs aux communes pour la création ou la rénovation d'équipements qui participent à la dynamique sportive du territoire.

Vu la délibération n° 20 C 0310 du Conseil en date du 18 décembre 2020 sur les ajustements à appliquer aux fonds de concours équipements culturels, sportifs et piscines, scolaires, projets agricoles et préservation du patrimoine architectural et historique des communes.

Vu la délibération n° 22 C 0111 du Conseil en date du 29 avril 2022 qui annexe le règlement du fonds de concours des équipements sportifs.

Vu la délibération n° 24 C 0032 du Conseil en date du 9 février 2024 relative à des ajustements des modalités administratives et financières et à une harmonisation de la structure des règlements métropolitains.

I. Objectifs et modalités d'attribution

La MEL a choisi de mobiliser l'outil juridique du fonds de concours tel que défini à l'article L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales.

Les communes du territoire métropolitain peuvent solliciter ce fonds de concours pour leurs projets de rénovation, d'extension ou de création d'équipements sportifs et peuvent bénéficier d'un accompagnement financier adapté à chaque projet.
Le financement de ces projets est calculé au regard de la nature de l'équipement sportif, de son usage et de la nature des travaux réalisés.

Pour mémoire, les taux de participation de ce fonds concours sont définis comme suit :

Critères de calcul établis par la MEL Fonds de concours équipements sportifs (hors piscine)

Critères de calcul établis par la MEL	**Fonds de concours équipements sportifs (hors piscine)**
Taux de participation MEL	40% des dépenses éligibles pour les salles de sport collectif, terrains de grands jeux 30% des dépenses éligibles pour les espaces de pratiques urbaines 20% des dépenses éligibles pour les salles de sport individuel, courts de tennis, autres
Plafonnements	1 000 000 € pour les projets de création ou d'extension d'équipement

Les taux moyens présentés dans le tableau peuvent résulter d'un calcul spécifique lié à des opérations mêlant plusieurs familles d'équipements sportifs.

Dans le cadre de cette présente délibération, des communes de la MEL ont déposé des demandes de fonds de concours pour la rénovation ou la création d'équipements sportifs terrestres.

Après instruction et analyse, sur la base des pièces transmises par les communes de Mons-en-Baroeul, Lesquin, Fromelles, Houplin-Ancoisne, Bauvin, Hem, Lambersart, Santes, Lille, Lys-lez-Lannoy, Hellemmes, Linselles, les projets présentés sont éligibles au fonds de concours équipements sportifs (hors piscine).

Le tableau repris en annexe présente l'ensemble des projets par commune, leurs coûts ainsi que la participation de la MEL proposée dans le cadre du fonds de concours équipements sportifs (hors piscine).

Le montant total des fonds de concours alloués est de 2 425 289,41 €.

Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'attribuer un fonds de concours aux communes de Mons-en-Baroeul, Lesquin, Fromelles, Houplin-Ancoisne, Bauvin, Hem, Lambersart, Santes,

Lille, Lys-lez-Lannoy, Hellemmes, Linselles bénéficiaires d'un montant maximal de 2 425 289,41 € ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention qui en découle ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 2 425 289,41 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0230

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

FONDS DE CONCOURS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS - ATTRIBUTION - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu en Conseil en date du 20 novembre 2000 sur la prise de compétence relative aux « équipements et réseaux d'équipements sportifs ».

Vu la délibération-cadre n°15 C 0650 du Conseil en date du 19 juin 2015 relative au soutien à l'investissement dans les équipements sportifs aux communes pour la création ou la rénovation d'équipements qui participent à la dynamique sportive du territoire.

Vu la délibération n° 20 C 0310 du Conseil en date du 18 décembre 2020 sur les ajustements à appliquer aux fonds de concours équipements culturels, sportifs et piscines, scolaires, projets agricoles et préservation du patrimoine architectural et historique des communes.

Vu la délibération n° 22 C 0111 du Conseil en date du 29 avril 2022 qui annexe le règlement du fonds de concours des équipements sportifs.

Vu la délibération n° 24 C 0032 du Conseil en date du 9 février 2024 relative à des ajustements des modalités administratives et financières et à une harmonisation de la structure des règlements métropolitains.

I. Objectifs et modalités d'attribution

La MEL a choisi de mobiliser l'outil juridique du fonds de concours tel que défini à l'article L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales.

Les communes du territoire métropolitain peuvent solliciter ce fonds de concours pour leurs projets de rénovation, d'extension ou de création d'équipements sportifs et peuvent bénéficier d'un accompagnement financier adapté à chaque projet.
Le financement de ces projets est calculé au regard de la nature de l'équipement sportif, de son usage et de la nature des travaux réalisés.

Pour mémoire, les taux de participation de ce fonds concours sont définis comme suit :

Critères de calcul établis par la MEL Fonds de concours équipements sportifs (hors piscine)

Critères de calcul établis par la MEL	**Fonds de concours équipements sportifs (hors piscine)**
Taux de participation MEL	40% des dépenses éligibles pour les salles de sport collectif, terrains de grands jeux 30% des dépenses éligibles pour les espaces de pratiques urbaines 20% des dépenses éligibles pour les salles de sport individuel, courts de tennis, autres
Plafonnements	1 000 000 € pour les projets de création ou d'extension d'équipement

Les taux moyens présentés dans le tableau peuvent résulter d'un calcul spécifique lié à des opérations mêlant plusieurs familles d'équipements sportifs.

Dans le cadre de cette présente délibération, des communes de la MEL ont déposé des demandes de fonds de concours pour la rénovation ou la création d'équipements sportifs terrestres.

Après instruction et analyse, sur la base des pièces transmises par les communes de Mons-en-Baroeul, Lesquin, Fromelles, Houplin-Ancoisne, Bauvin, Hem, Lambersart, Santes, Lille, Lys-lez-Lannoy, Hellemmes, Linselles, les projets présentés sont éligibles au fonds de concours équipements sportifs (hors piscine).

Le tableau repris en annexe présente l'ensemble des projets par commune, leurs coûts ainsi que la participation de la MEL proposée dans le cadre du fonds de concours équipements sportifs (hors piscine).

Le montant total des fonds de concours alloués est de 2 425 289,41 €.

Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'attribuer un fonds de concours aux communes de Mons-en-Baroeul, Lesquin, Fromelles, Houplin-Ancoisne, Bauvin, Hem, Lambersart, Santes,

Lille, Lys-lez-Lannoy, Hellemmes, Linselles bénéficiaires d'un montant maximal de 2 425 289,41 € ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention qui en découle ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 2 425 289,41 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Commune	Projet	Instruction technique au regard des critères d'éligiblité Taux de participation	Montant total du projet (HT)	Montant des dépenses éligibles	Montant des subventions des co-financeurs (hors MEL)	Montant du Fonds de Concours alloué
Mons-en-Baroeul	Reconstruction des tribunes et vestiaires - Complexe Félix Peltier	40,00%	3 902 059,95 €	2 454 981,78 €	1 522 065,00 €	981 992,71 €
Lesquin	Rénovation de l'éclairage des équipements sportifs (Boulodrome-salle de musculation et salle de danse de l'espace sportif Teddy Riner)	20,00%	54 529,30 €	54 529,30 €	- €	10 905,86 €
Fromelles	Réalisation d'équipements sportifs urbains (Pumptrack -Aire de fitness)	30,00%	72 705,50 €	72 025,50 €	- €	21 607,65 €
Houplin-Ancoisne	Rénovation des terrains de tennis extéireurs - Complexe Sportif Guy Moquet	20,00%	56 515,92 €	55 835,92 €	27 918,00 €	11 167,18 €
Bauvin	Rénovation de la main courante et des parres ballons au terrain de football du stade Gosssart	40,00%	68 121,20 €	68 121,20 €	- €	27 248,48 €
Hem	Création d'une salle Multisports - Dojo	23,98%	5 894 354,29 €	5 369 820,57 €	1 612 720,00 €	1 000 000,00 €
Lambersart	Aménagement du parc Debuire (terrain de basket 3X3 et Workout)	30,00%	293 216,00 €	218 059,88 €	49 000,00 €	65 417,96 €
Santes	Pumtrack et skatepark	30,00%	533 539,14 €	501 929,16 €	50 000,00 €	150 578,75 €
Lille	Aménagement Site des Pyramides - Phase 2	30,00%	269 333,54 €	253 541,01 €	- €	76 062,30 €
Lys-lez-Lannoy	Création d'un plateau Multisports extérierur Site NADAUD - BACRO	30,00%	112 433,69 €	110 603,69 €	- €	33 181,11 €
Hellemmes	Création d'un parcous sportif Street Workout quartier de l'épine	30,00%	35 191,66 €	35 191,66 €	- €	10 557,50 €
Linselles	Pose d'un éclairage au Stade Delmotte	40,00%	99 946,20 €	99 946,20 €	26 806,40 €	36 569,90 €
					Total	**2 425 289,41 €**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110503-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0231

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SOUTIEN AUX GRANDES EXPOSITIONS 2024 - CYCLE D'EXPOSITIONS D'AUTOMNE AU MUSEE LA PISCINE AUTOUR D'EUGENE DODEIGNE ET EXPOSITION "EXPERIENCE RAPHAËL" AU PALAIS DES BEAUX-ARTS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 18-C-1072 du Conseil en date du 14 décembre 2018 portant sur le soutien aux expositions des musées et centres d'exposition du territoire métropolitain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Certaines expositions du territoire, au rayonnement exceptionnel, sont de véritables évènements culturels à part entière, vecteurs majeurs d'attractivité et de notoriété pour le territoire, déclencheurs d'une visite ou d'une découverte du territoire métropolitain pour les touristes étrangers par exemple.

Aussi, afin d'accompagner les établissements dans le développement de ces expositions majeures à fort rayonnement, et de renforcer par là-même l'attractivité culturelle du territoire, la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, a fait évoluer le dispositif d'accompagnement financier des expositions du territoire, en distinguant ces dernières selon la portée de leur rayonnement ((euro)régionale ou (inter)nationale) et en adaptant le soutien métropolitain à l'envergure du projet, au vu notamment de la fréquentation générée par l'exposition.

Deux grands musées souhaitent cette année renforcer les liens avec le public et faire rayonner la métropole en proposant des expositions exceptionnelles. Le Palais des Beaux-Arts organise une exposition intitulée "Expérience Raphaël" et le musée La Piscine prévoit à l'automne un cycle d'expositions autour de la figure d'Eugène Dodeigne (1923-2015).

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

b. Modalités du partenariat

Expérience Raphaël - Palais des Beaux-Arts - 18 octobre 2024 - 17 février 2025

Pour la première fois depuis des décennies, le Palais des Beaux-Arts présentera l'intégralité de son fonds de dessins de Raphaël (Urbino, 1483 – Rome, 1520), réétudié à cette occasion, et provenant de la collection léguée par Jean-Baptiste Wicar à sa ville natale. L'exposition sera à la fois expérientielle, immersive et éducative. Il s'agira de s'immerger dans l'œuvre graphique l'artiste, de comprendre le processus de création et le passage du dessin à la peinture. Pour ce faire, plusieurs installations numériques spécialement conçues, jalonneront le parcours de l'exposition pour aider à voir et comprendre la destination du dessin présenté. Des œuvres du XIXe siècle viendront également raconter sa vie, et d'autres du XXe viendront rappeler que Raphaël reste aujourd'hui encore une référence. Un film créé à partir d'œuvres du XIXe siècle essentiellement accueillera le visiteur dans l'atrium du musée. Autour de la rotonde dans laquelle ce film sera projeté, une frise technique, permettra aux visiteurs de tous âges, de se familiariser avec les techniques graphiques employées par Raphaël, avant de découvrir l'exposition.

L'exposition sera accompagnée de nombreuses actions de médiation dans et hors les murs avec notamment la diffusion d'un Kit nomade comprenant la présentation d'une ou plusieurs œuvres de l'exposition, la présentation et la pratique des techniques de dessin, la mise en œuvre d'une balade sonore permettant la découverte de l'univers de Raphaël et favorisant une immersion dans la vie italienne du XVIème siècle, l'aménagement d'un espace de pratique artistique libre et gratuit dédié à l'exposition au cœur du musée, dans l'atrium ainsi que de nombreux ateliers inclusifs adaptés aux différents publics.

Le Palais des Beaux-Arts est également engagé dans une démarche globale d'éco-responsabilité qui qui vise à réduire l'empreinte carbone de sa programmation.

Le budget prévisionnel de l'exposition est évalué à 1 641 636 €. Les co-financeurs identifiés sont la Région, le Ministère de la Culture et la Ville de Lille. La fréquentation est estimée à 80 000 visiteurs (dont 50 000 visiteurs payants).

Cycle d'expositions d'automne autour d'Eugène Dodeigne (1923-2015) - Musée La Piscine - 12 octobre 2024 - 12 janvier 2025

Le musée La Piscine entend faire découvrir un artiste renommé, son engagement, ses convictions et son influence artistique. Dans le même temps d'autres salles d'expositions temporaires auront pour ambition de faire la part belle à des artistes moins en vue et connus du grand public. La programmation de l'automne 2024 présentera autour de l'exposition phare d'Eugène Dodeigne des œuvres issues de fonds des collections. Deux expositions se tiendront donc en parallèle autour de Mado Jolain et de la collection Bonhomme.

Eugène Dodeigne (1923-2015)

Personnalité essentielle de la sculpture française contemporaine, à laquelle il a apporté une contribution singulière et reconnue à l'échelle internationale, E. Dodeigne est aussi une figure de proue du Groupe de Roubaix. Préparée en 2020 et n'ayant alors pas pu ouvrir au public dans le contexte de pandémie, la rétrospective enrichie et renouvelée permettra au public d'embrasser en quelques 200 œuvres - le plus important ensemble jamais rassemblé - près de 60 ans de création alliant des sculptures en pierre de Soignies, plâtre, bois, bronze et terre-cuite mais aussi dessins, peintures et éléments de mobilier.

Mado Jolain (1921-2019)

Dans le paysage de la céramique des années 1950, l'œuvre de Mado Jolain séduit par sa modernité et les jeux formels qu'elle a multipliés. En 1955, la prestigieuse galerie La Demeure, qui participe à la renaissance de la tapisserie contemporaine tout en mêlant l'objet céramique, l'expose. La vraie nature de son travail se révèle. L'élaboration et la construction de l'objet l'intéressent davantage que le décor qui va désormais tendre vers l'abstraction. Ses formes toujours utilitaires sont inédites, en témoignent ces grands plats au col pincé ou le Vase Pichet à poignée donné récemment par la famille au musée La Piscine.

Collection Bonhomme

Sera présentée autour de la collection de M. et Mme Bonhomme des œuvres consacrées au noyau du Groupe de Roubaix. Marqué par le sceau de l'expressionnisme, cet exceptionnel don consenti au musée La Piscine comprend plusieurs ensembles monographiques parmi lesquels Arthur van Hecke et Pierre Hennebelle qui font écho à l'œuvre d'Eugène Dodeigne.

Les expositions seront accompagnées d'un riche programme de médiation autour de visites et ateliers thématiques adaptés à tous les publics.

Le budget prévisionnel du cycle d'expositions est évalué à 830 000 €. Les co-financeurs identifiés sont la Région, le Ministère de la Culture et la Ville de Lille. La fréquentation est estimée à 110 000 visiteurs (dont 55 000 visiteurs payants).

Selon les critères définis par la délibération cadre de la MEL n° 18C 1072 du 14 décembre 2018, les deux dossiers présentés faisant état de budgets prévisionnels supérieurs à 800 000 € et à un nombre de visiteurs attendus (entrées payantes) supérieur à 50 000, ces expositions sont éligibles à un soutien métropolitain aux expositions à rayonnement de catégorie (inter)nationale.

Tenant compte des critères adoptés par le conseil métropolitain, le montant de la subvention de la MEL pour ce type d'exposition s'échelonne entre 75 000 € et 200 000 € en fonction des objectifs réalisés.
Ainsi, le montant global de la subvention à chaque ville sera modulable en fonction du budget réalisé (supérieur à 800 000 €) et de la fréquentation réelle de l'exposition, la

participation métropolitaine pouvant atteindre jusqu'à 200 000 € en cas de fréquentation supérieure à 50 000 entrées payantes. Aussi, il est proposé de verser la contribution métropolitaine en deux temps :

- 75 000 € en amont de l'exposition, dès la notification des conventions de partenariat entre la MEL et la Ville de Lille d'une part et entre la MEL et la Ville de Roubaix d'autre part ;
- Le solde après présentation du bilan qualitatif et financier définitif des expositions et atteinte des objectifs de fréquentation (visiteurs payants).

Aussi, au vu du soutien alloué aux expositions à rayonnement (inter)national dont les modalités ont été précisées dans la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, il est proposé d'attribuer une subvention à la Ville de Lille pour le Palais des Beaux-Arts d'une part et à la Ville de Roubaix pour le Musée de la Piscine d'autre part, d'un montant maximal de 200 000 € chacune, sur présentation des chiffres de bilan et de fréquentation réalisés.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir l'exposition "Expérience Raphaël" organisée au Palais des Beaux-Arts du 18 octobre 2024 au 17 février 2025 et le cycle d'exposition d'automne conçu autour d'Eugène Dodeigne qui se tiendra au musée La Piscine du 12 octobre 2024 au 12 janvier 2025 ;

2) D'accorder sur présentation des chiffres de bilan et de fréquentation de l'exposition, et conformément aux modalités fixées dans la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, une subvention d'un montant maximal de 200 000 € pour le Palais des Beaux-Arts - Ville de Lille ;

3) D'accorder sur présentation des chiffres de bilan et de fréquentation de l'exposition, et conformément aux modalités fixées dans la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, une subvention d'un montant maximal de 200 000 € pour le musée La Piscine - Ville de Roubaix ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions bilatérales à intervenir avec la Ville de Lille et la Ville de Roubaix ;

5) D’imputer les dépenses d’un montant de 400 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0231

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SOUTIEN AUX GRANDES EXPOSITIONS 2024 - CYCLE D'EXPOSITIONS D'AUTOMNE AU MUSEE LA PISCINE AUTOUR D'EUGENE DODEIGNE ET EXPOSITION "EXPERIENCE RAPHAËL" AU PALAIS DES BEAUX-ARTS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 18-C-1072 du Conseil en date du 14 décembre 2018 portant sur le soutien aux expositions des musées et centres d'exposition du territoire métropolitain.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Certaines expositions du territoire, au rayonnement exceptionnel, sont de véritables évènements culturels à part entière, vecteurs majeurs d'attractivité et de notoriété pour le territoire, déclencheurs d'une visite ou d'une découverte du territoire métropolitain pour les touristes étrangers par exemple.

Aussi, afin d'accompagner les établissements dans le développement de ces expositions majeures à fort rayonnement, et de renforcer par là-même l'attractivité culturelle du territoire, la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, a fait évoluer le dispositif d'accompagnement financier des expositions du territoire, en distinguant ces dernières selon la portée de leur rayonnement ((euro)régionale ou (inter)nationale) et en adaptant le soutien métropolitain à l'envergure du projet, au vu notamment de la fréquentation générée par l'exposition.

Deux grands musées souhaitent cette année renforcer les liens avec le public et faire rayonner la métropole en proposant des expositions exceptionnelles. Le Palais des Beaux-Arts organise une exposition intitulée "Expérience Raphaël" et le musée La Piscine prévoit à l'automne un cycle d'expositions autour de la figure d'Eugène Dodeigne (1923-2015).

b. Modalités du partenariat

Expérience Raphaël - Palais des Beaux-Arts - 18 octobre 2024 - 17 février 2025

Pour la première fois depuis des décennies, le Palais des Beaux-Arts présentera l'intégralité de son fonds de dessins de Raphaël (Urbino, 1483 – Rome, 1520), réétudié à cette occasion, et provenant de la collection léguée par Jean-Baptiste Wicar à sa ville natale. L'exposition sera à la fois expérientielle, immersive et éducative. Il s'agira de s'immerger dans l'œuvre graphique l'artiste, de comprendre le processus de création et le passage du dessin à la peinture. Pour ce faire, plusieurs installations numériques spécialement conçues, jalonneront le parcours de l'exposition pour aider à voir et comprendre la destination du dessin présenté. Des œuvres du XIXe siècle viendront également raconter sa vie, et d'autres du XXe viendront rappeler que Raphaël reste aujourd'hui encore une référence. Un film créé à partir d'œuvres du XIXe siècle essentiellement accueillera le visiteur dans l'atrium du musée. Autour de la rotonde dans laquelle ce film sera projeté, une frise technique, permettra aux visiteurs de tous âges, de se familiariser avec les techniques graphiques employées par Raphaël, avant de découvrir l'exposition.

L'exposition sera accompagnée de nombreuses actions de médiation dans et hors les murs avec notamment la diffusion d'un Kit nomade comprenant la présentation d'une ou plusieurs œuvres de l'exposition, la présentation et la pratique des techniques de dessin, la mise en œuvre d'une balade sonore permettant la découverte de l'univers de Raphaël et favorisant une immersion dans la vie italienne du XVIème siècle, l'aménagement d'un espace de pratique artistique libre et gratuit dédié à l'exposition au cœur du musée, dans l'atrium ainsi que de nombreux ateliers inclusifs adaptés aux différents publics.

Le Palais des Beaux-Arts est également engagé dans une démarche globale d'éco-responsabilité qui qui vise à réduire l'empreinte carbone de sa programmation.

Le budget prévisionnel de l'exposition est évalué à 1 641 636 €. Les co-financeurs identifiés sont la Région, le Ministère de la Culture et la Ville de Lille. La fréquentation est estimée à 80 000 visiteurs (dont 50 000 visiteurs payants).

Cycle d'expositions d'automne autour d'Eugène Dodeigne (1923-2015) - Musée La Piscine - 12 octobre 2024 - 12 janvier 2025

Le musée La Piscine entend faire découvrir un artiste renommé, son engagement, ses convictions et son influence artistique. Dans le même temps d'autres salles d'expositions temporaires auront pour ambition de faire la part belle à des artistes moins en vue et connus du grand public. La programmation de l'automne 2024 présentera autour de l'exposition phare d'Eugène Dodeigne des œuvres issues de fonds des collections. Deux expositions se tiendront donc en parallèle autour de Mado Jolain et de la collection Bonhomme.

Eugène Dodeigne (1923-2015)

Personnalité essentielle de la sculpture française contemporaine, à laquelle il a apporté une contribution singulière et reconnue à l'échelle internationale, E. Dodeigne est aussi une figure de proue du Groupe de Roubaix. Préparée en 2020 et n'ayant alors pas pu ouvrir au public dans le contexte de pandémie, la rétrospective enrichie et renouvelée permettra au public d'embrasser en quelques 200 œuvres - le plus important ensemble jamais rassemblé - près de 60 ans de création alliant des sculptures en pierre de Soignies, plâtre, bois, bronze et terre-cuite mais aussi dessins, peintures et éléments de mobilier.

Mado Jolain (1921-2019)

Dans le paysage de la céramique des années 1950, l'œuvre de Mado Jolain séduit par sa modernité et les jeux formels qu'elle a multipliés. En 1955, la prestigieuse galerie La Demeure, qui participe à la renaissance de la tapisserie contemporaine tout en mêlant l'objet céramique, l'expose. La vraie nature de son travail se révèle. L'élaboration et la construction de l'objet l'intéressent davantage que le décor qui va désormais tendre vers l'abstraction. Ses formes toujours utilitaires sont inédites, en témoignent ces grands plats au col pincé ou le Vase Pichet à poignée donné récemment par la famille au musée La Piscine.

Collection Bonhomme

Sera présentée autour de la collection de M. et Mme Bonhomme des œuvres consacrées au noyau du Groupe de Roubaix. Marqué par le sceau de l'expressionnisme, cet exceptionnel don consenti au musée La Piscine comprend plusieurs ensembles monographiques parmi lesquels Arthur van Hecke et Pierre Hennebelle qui font écho à l'œuvre d'Eugène Dodeigne.

Les expositions seront accompagnées d'un riche programme de médiation autour de visites et ateliers thématiques adaptés à tous les publics.

Le budget prévisionnel du cycle d'expositions est évalué à 830 000 €. Les co-financeurs identifiés sont la Région, le Ministère de la Culture et la Ville de Lille. La fréquentation est estimée à 110 000 visiteurs (dont 55 000 visiteurs payants).

Selon les critères définis par la délibération cadre de la MEL n° 18C 1072 du 14 décembre 2018, les deux dossiers présentés faisant état de budgets prévisionnels supérieurs à 800 000 € et à un nombre de visiteurs attendus (entrées payantes) supérieur à 50 000, ces expositions sont éligibles à un soutien métropolitain aux expositions à rayonnement de catégorie (inter)nationale.

Tenant compte des critères adoptés par le conseil métropolitain, le montant de la subvention de la MEL pour ce type d'exposition s'échelonne entre 75 000 € et 200 000 € en fonction des objectifs réalisés.
Ainsi, le montant global de la subvention à chaque ville sera modulable en fonction du budget réalisé (supérieur à 800 000 €) et de la fréquentation réelle de l'exposition, la

participation métropolitaine pouvant atteindre jusqu'à 200 000 € en cas de fréquentation supérieure à 50 000 entrées payantes. Aussi, il est proposé de verser la contribution métropolitaine en deux temps :

- 75 000 € en amont de l'exposition, dès la notification des conventions de partenariat entre la MEL et la Ville de Lille d'une part et entre la MEL et la Ville de Roubaix d'autre part ;
- Le solde après présentation du bilan qualitatif et financier définitif des expositions et atteinte des objectifs de fréquentation (visiteurs payants).

Aussi, au vu du soutien alloué aux expositions à rayonnement (inter)national dont les modalités ont été précisées dans la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, il est proposé d'attribuer une subvention à la Ville de Lille pour le Palais des Beaux-Arts d'une part et à la Ville de Roubaix pour le Musée de la Piscine d'autre part, d'un montant maximal de 200 000 € chacune, sur présentation des chiffres de bilan et de fréquentation réalisés.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir l'exposition "Expérience Raphaël" organisée au Palais des Beaux-Arts du 18 octobre 2024 au 17 février 2025 et le cycle d'exposition d'automne conçu autour d'Eugène Dodeigne qui se tiendra au musée La Piscine du 12 octobre 2024 au 12 janvier 2025 ;

2) D'accorder sur présentation des chiffres de bilan et de fréquentation de l'exposition, et conformément aux modalités fixées dans la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, une subvention d'un montant maximal de 200 000 € pour le Palais des Beaux-Arts - Ville de Lille ;

3) D'accorder sur présentation des chiffres de bilan et de fréquentation de l'exposition, et conformément aux modalités fixées dans la délibération cadre n° 18 C 1072 du 14 décembre 2018, une subvention d'un montant maximal de 200 000 € pour le musée La Piscine - Ville de Roubaix ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions bilatérales à intervenir avec la Ville de Lille et la Ville de Roubaix ;

5) D’imputer les dépenses d’un montant de 400 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110431-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0232

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

RESEAU DES FABRIQUES CULTURELLES - CONVENTION DE PARTENARIAT SAISON 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 03 C 0365 du 10 octobre 2003 du Conseil de Communauté fixant les grandes orientations culturelles pour l'institution dans le cadre de ses compétences "équipements et réseaux d'équipements culturels" et "soutien et promotion d'événements d'intérêt métropolitain".

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Parmi les orientations culturelles de la Métropole Européenne de Lille, figure la volonté de mettre en réseau les équipements culturels structurants appelés "les Fabriques Culturelles".

Il s'agit de créer des complémentarités et des cohérences dans l'offre culturelle proposée par chacun des équipements suivants :

- l'EPCC La Condition Publique à Roubaix,
- l'association Le Vivat, à Armentières.

Et les équipements en régie suivants :

- La Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq,
- La maison Folie Beaulieu de Lomme,
- La maison Folie de Lille Moulins,
- La maison Folie de Lille Wazemmes,
- La maison Folie le Colysée de Lambersart,
- La maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing,
- Le Nautilys de Comines,
- Les Arcades de Faches-Thumesnil,
- Le Fort de Mons de Mons-en-Barœul.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

b. Modalités du partenariat

À l'initiative de la Métropole Européenne de Lille, les Fabriques Culturelles se réunissent et se coordonnent tout au long de l'année pour élaborer des programmes d'actions et de travail en réseau pour les saisons culturelles à venir.

Les projets proposés par les Fabriques Culturelles doivent, afin d'être éligibles à un soutien de la MEL, être portés par au moins deux partenaires et correspondre à des opérations d'accompagnement d'artistes (soutien à la création, diffusion en réseau, résidences, etc.), de circulation et d'accompagnement des publics (parcours entre équipements, projets participatifs, ateliers de pratique amateur communs, etc.) ou en complémentarité dans la diffusion (programmations thématiques, mini-festivals, temps forts, etc.).

Sur la base des demandes formulées par chacun des équipements pour l'année 2024, demandes issues des réunions de concertation du réseau des Fabriques Culturelles, il est proposé de fixer à 780 000 euros le montant global de ces partenariats, dont le détail figure ci-après) :

- la Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq : 70 000 euros,
- le Fort de Mons de Mons-en-Barœul : 70 000 euros,
- la maison Folie Beaulieu de Lomme : 70 000 euros,
- la maison Folie Wazemmes de Lille : 70 000 euros,
- la maison Folie Moulins de Lille : 70 000 euros,
- la maison Folie le Colysée de Lambersart : 70 000 euros
- la maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing : 70 000 euros,
- le Nautilys de Comines : 70 000 euros,
- les Arcades de Faches-Thumesnil : 70 000 euros,
- le Vivat d'Armentières : 150 000 euros.

Une convention sera passée avec chacune des Fabriques Culturelles.

Pour les équipements en régie municipale, les montants octroyés n'excéderont pas la part des financements assurés, hors subventions, par chaque commune annuellement en faveur de leur équipement (dispositions de l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Par ailleurs, La Condition Publique, soutenue dans le cadre de la participation métropolitaine à l'EPCC en application de la délibération n° 10 C 0209 en date du 2 avril 2010, est associée aux travaux de concertation du réseau mais n'est pas subventionnée au titre de la présente délibération. Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le réseau des Fabriques Culturelles pour la saison 2024 ;

2) D'attribuer un fonds de concours à chacun des équipements en régie selon la répartition reprise au paragraphe II) de la présente délibération et d'un montant maximal de 630 000 euros au titre de l'année 2024 ;

3) D'attribuer une subvention à l'association le Vivat d'Armentières d'un montant de 150 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions qui en découlent ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 780 000€ TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Bernard HAESEBROECK n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-B-0232

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

RESEAU DES FABRIQUES CULTURELLES - CONVENTION DE PARTENARIAT SAISON 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 03 C 0365 du 10 octobre 2003 du Conseil de Communauté fixant les grandes orientations culturelles pour l'institution dans le cadre de ses compétences "équipements et réseaux d'équipements culturels" et "soutien et promotion d'événements d'intérêt métropolitain".

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Parmi les orientations culturelles de la Métropole Européenne de Lille, figure la volonté de mettre en réseau les équipements culturels structurants appelés "les Fabriques Culturelles".

Il s'agit de créer des complémentarités et des cohérences dans l'offre culturelle proposée par chacun des équipements suivants :

- l'EPCC La Condition Publique à Roubaix,
- l'association Le Vivat, à Armentières.

Et les équipements en régie suivants :

- La Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq,
- La maison Folie Beaulieu de Lomme,
- La maison Folie de Lille Moulins,
- La maison Folie de Lille Wazemmes,
- La maison Folie le Colysée de Lambersart,
- La maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing,
- Le Nautilys de Comines,
- Les Arcades de Faches-Thumesnil,
- Le Fort de Mons de Mons-en-Barœul.

b. Modalités du partenariat

À l'initiative de la Métropole Européenne de Lille, les Fabriques Culturelles se réunissent et se coordonnent tout au long de l'année pour élaborer des programmes d'actions et de travail en réseau pour les saisons culturelles à venir.

Les projets proposés par les Fabriques Culturelles doivent, afin d'être éligibles à un soutien de la MEL, être portés par au moins deux partenaires et correspondre à des opérations d'accompagnement d'artistes (soutien à la création, diffusion en réseau, résidences, etc.), de circulation et d'accompagnement des publics (parcours entre équipements, projets participatifs, ateliers de pratique amateur communs, etc.) ou en complémentarité dans la diffusion (programmations thématiques, mini-festivals, temps forts, etc.).

Sur la base des demandes formulées par chacun des équipements pour l'année 2024, demandes issues des réunions de concertation du réseau des Fabriques Culturelles, il est proposé de fixer à 780 000 euros le montant global de ces partenariats, dont le détail figure ci-après) :

- la Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq : 70 000 euros,
- le Fort de Mons de Mons-en-Barœul : 70 000 euros,
- la maison Folie Beaulieu de Lomme : 70 000 euros,
- la maison Folie Wazemmes de Lille : 70 000 euros,
- la maison Folie Moulins de Lille : 70 000 euros,
- la maison Folie le Colysée de Lambersart : 70 000 euros
- la maison Folie l'Hospice d'Havré de Tourcoing : 70 000 euros,
- le Nautilys de Comines : 70 000 euros,
- les Arcades de Faches-Thumesnil : 70 000 euros,
- le Vivat d'Armentières : 150 000 euros.

Une convention sera passée avec chacune des Fabriques Culturelles.

Pour les équipements en régie municipale, les montants octroyés n'excéderont pas la part des financements assurés, hors subventions, par chaque commune annuellement en faveur de leur équipement (dispositions de l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Par ailleurs, La Condition Publique, soutenue dans le cadre de la participation métropolitaine à l'EPCC en application de la délibération n° 10 C 0209 en date du 2 avril 2010, est associée aux travaux de concertation du réseau mais n'est pas subventionnée au titre de la présente délibération. Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le réseau des Fabriques Culturelles pour la saison 2024 ;

2) D'attribuer un fonds de concours à chacun des équipements en régie selon la répartition reprise au paragraphe II) de la présente délibération et d'un montant maximal de 630 000 euros au titre de l'année 2024 ;

3) D'attribuer une subvention à l'association le Vivat d'Armentières d'un montant de 150 000 € pour soutenir le projet repris à l'alinéa précédent ;

4) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer les conventions qui en découlent ;

5) D'imputer les dépenses d'un montant de 780 000€ TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
M. Bernard HAESEBROECK n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Réseau des Fabriques Culturelles
Synthèse des projets 2024

THEMATIQUES PARTAGEES	Fabriques partenaires	Description synthétique du projet
#DANSER	**Ferme d'en haut**	Cie Racine carré spectacle A deux mains
	Fort de Mons	9.81. Cie Racine Carré. Stage de danse et spectacle. Du 26 fev. au 1er mars.
	Vivat	Lifes Insurance - Cie Life Insurances le mardi 23 janvier Maldonne - Cie leila Ka le mardi 13 février Cercle égal demi cercle au carré -Cie Difé Kako le samedi 24 février Ware Mono - Cie Issue Park le mercredi 3 avril Shibuya - Association Cabane le samedi 9 novembre Je badine avec l'amour - Association Cliché le jeudi 14 novembre
	Nautilys	La roulotte ruche fanfare "Blitz Péritel" le 21/06
	Arcades	Luis de la Carrasca + Invitez-vous à danser (flamenco) - le 16/02
	Beaulieu	Almataha Cie Zahrbat 04/04 + Aequilibrium Camille Dewaele 29/11 + 20 ans! Jeune Théâtre du corps 01/12 + ateliers
#ACCUEILLIR	**Ferme d'en haut**	Jazz à Véd'à avec saison jazz, 8 dates dans l'année / La Rose des vents / Radio campus/Quatuor en liberté
	Fort de Mons / Arcades	Printemps du Jazz 17 et 18 mai 2024. Partenariat avec Faches. Organisé par La Boite à Jazz
	Arcades	Simone Prattico feat. Gabi Hartmann "Quarteto Brasil" + Yüma - le 10/02 Dafné Kritharas + Natasha Rogers - le 29/03 Lucas Santtana + Gérald Toto - le 05/04 Daniel Zimmermann Quartet - le 19/04 Hommage à Bud Powell avec Jacky Terrasson - le 25/05
	Beaulieu	programmation jazz blues musiques du monde annuelle 5 dates + festival Etats de blues 15 au 25/11 + Tour de chauffe Falvino 24/11
#ACCOMPAGNER	**Vivat – MF Wazemmes**	La Trouée - Cie Compost le mercredi 7 février au Vivat - date à confirmer à la maison Folie Wazemmes
	Vivat – MF Wazemmes	Corps premiers - Cie la Traversée Coproduit par le Vivat et difusé le vendredi 16 février au Vivat - A compléter par la MF Wazemmes
	Vivat / La Ferme d'en Haut	création au Vivat de Okhty en mars par le collectif Mues avec résidence. Egalement à La Ferme d'en Haut en résidence et spectacle en mars
	Vivat / La Ferme d'en Haut	Retour aux sources – Cie la langue pendue Le spectacle a bénéficié d'une coproduction du Vivat et d'une résidence longue en septembre 2023. Il a été créé sur le plateau du Vivat les 6 et 7 octobre 2023. La Ferme d'en haut de Villeneuve d'Ascq a accueilli ce spectacle à l'automne 23 + en mai 2024 avec le spectacle Le jour où j'ai rencontré John Wayne
	Vivat / Fort de Mons	Demandons l'impossible - Cie Sens ascensionnels le mardi 9 avril au Vivat - Accueilli en résidence de création et difusé par la MF de Mons-en Baroeul en 2021.
	Nautilys / Arcades / Fort de Mons / Hospice d'havré / Ferme d'en Haut / MFB Lomme	Tour de Chauffe/ avant le tour (résidences, formations, enregistrements, festival)
	Arcades / Nautilys	Sonriza - Cie Rosa Bonheur (Arcades : coproduction + résidence en 2024 / diffusion en 2025)
	Arcades / Nautilys	Birdy Melody - Perluette (Arcades : coproduction + résidence en 2024 / diffusion en 2025)
	Arcades / MF Moulins ?/ La F	Flaque, Pourvu qu'il pleuve ! - Les Ateliers de Pénélope / La Cavale (Arcades : résidences + diffusion nov. 2024) / La Ferme d'en Haut en 2025
	Réseau des fabriques culturelles	Plutot la joie - Sophie Sand. Projet commun au réseau des Fabriques culturelles. L'accompagnement se compose de résidences, apport en coproducction et difusion de son spectacle. La construction d'objets sonores présentés sous forme d'installationest une des déclinaisons du projet Les soutiens se répartissent sur les années 2022-2023-2024.
	Ferme d'en haut / Vivat / Fort	Cocon coquille de la Cie La Vache Bleue, nouvelle création au Vivat en décembre 2023/ en janvier 2024 à La Ferme d'en Haut/ Résidence Cie Balles et pattes. Diffusé au Vivat et au Fort de Mons
	Fort de Mons / Arcades	1300 grammes. 21 et 22 fevrier (coprod / résidence / diffusion)
	Hospice d'Havré / Nautilys	- Nouvelle création de la cie Détoutournoyment - résidence du 05/02 au 09/02 - diffusion à l'Hospice
	Nautilys	Nouvelle création de SIMON FACHE "Novecento, Pianiste" - résidence du 27/05 au 31/05 Nouvelle création de la roulotte ruche "Billie Bretelles"-résidence du 29/01 au 02/02 - diffusion 2025 Nouvelle création jeune public de la cie Balles et Pattes "Il était une fois"-résidence du 25/03 au 30/03 - diffusion 2025 Nouvelle création jeune public de la Cie les lucioles s'en melent - résidence du 17/06 au 21/06 - diffsuion 2025 Nouvelle création de la cie la BICAUDALE - résidence du 8/04 au 12/04 - du 12/11 au 15/11 et du 25/11 au 28/11 - diffusion 2025
	Beaulieu	compagnonnage Camille Dewaele + théâtre Boréal + Sisto Brahim Bouchelaghem
# EVEILLER	**Ferme d'en haut**	Festival Les Minuscules, exposition Prendre et surprendre, concert jeune public Kai Dina, temps fort Halloween
	Fort de Mons / Arcades/MFB	Toi Ici Moi là. Cie La bicaudale. 26 et 27 janv. Trois Quatre. Cie Canaille Rock 2 et 3 fév. Odyssées 2020. Cie du Rehault. 15 et 16 fev. Scoooootch. Cie Les nouveaux Ballets du Nord. 29 et 30 mars Simon la Gadouille. Théâtre di Prisme. 30 et 31 mai Mons fait son Cirque. Stage et spectacle. Du 22 au 26 avril
	Nautilys	- Rosie - STRAWBERRY PROD le 14/02 - L'attirail - la plaine de joie le 13/03 - Cocon Coquille les 15 et 16/04 - Mercredi c'est sport le 09/07 - Tout petit pixel - résidence du 21/10 au 31/10 - diffusion le 31/10 - Mini Strunt - spectacle concert le 20/11
	Arcades	A Deux Mains - Cie Racines Carrées - Les 18, 19 et 20/03 Brut - Les Biskotos - les 23 et 24/06 Flaque, Pourvu qu'il pleuve ! - Les Ateliers de Pénélope / La Cavale - Du 6 au 9/11
	Beaulieu	5 séances de mes premiers pas au cinéma par saison + festival Le petit Moi(s) 14 au 21/02 + programmation concerts jeune public + 10 côté coulisse par saison

# BIDOUILLER	**Ferme d'en haut**	3 temps fort dans l'année : Rencontres au vert avec Repair café, ateliers autour du faire soi même, atelier avec Zut en juin
	Fort de Mons	Samedis ça me dit à la Bibliothèque 1 samedi par mois Collection. Cie La Dame du Premier. 26 et 27 janvier Exposition Des doudous pas comme les autres. Atelier ZUT. Du 13 janv. au 17 fev.
	Vivat	Poursuite des projets de programmation partagés avec les habitant.es Les Enfants aux manettes. Ce groupe d'enfants de 8 à 10 ans a visionné des spectacles entre septembre 2023 et janvier 2024 en recevant l'accompagnement de l'équipe du Vivat et d'un groupe d'artistes. Il a choisi un spectacle qui sera programmé en novembre 2024 ans dans la saison du Vivat. Le groupe poursuivra son action la saison prochaine et d'ici là accompagnera ce premier choix en communication auprès des spectateur.trices du Vivat. Les Ados aux manettes. Ce groupe d'ados de 12 à 14 ans a visionné des spectacles entre septembre 2023 et janvier 2024 en recevant l'accompagnement de l'équipe du Vivat et d'un groupe d'artistes. Il a choisi un spectacle qui sera programmé en mars 2025 ans dans la saison du Vivat. Ces groupes poursuivront leurs actions la saison prochaine et d'ici là accompagneront leurs choix en communication auprès des spectateur.trices du Vivat.
	Colysée	Ateliers enfants/parents expositions "Bloom" et "Vivantes !"
	Nautilys	Repair café - un samedi par mois avec le Centre Social YATOUKI
	Arcades	La Fanfaronnades le 9/05 : Ateliers de lutherie sauvage / Création d'une scultpure sonore avec la Brigade des Tubes
	Beaulieu	10 ateliers par saison en lien avec la programation + 4 ateliers cinéligue + 2projets participatifs
#ÉGALITÉ FEMMES HOMMES	**Ferme d'en haut**	Spectacle seule en scène de Marie Burigat L'enfer c'est vous
	Fort de Mons	Renversante. Espace des Arts, Scène nationale Chalon-sur-Saône. 6 et 7 fev. L'atelier de construction. Cie Grand Boucan. 12 avril
	Vivat	Les histrionniques - Collectif Mee too théâtre le mardi 21 novembre (spectacle coproduit par le Vivat)
	Hospice d'Havré	
	Condition Publique	
	Colysée	Exposition "Vivantes !" exposition et programmation parrallèle 7 septembre > 8 décembre
	Beaulieu	we "être femme(s) etc" 16 et 17/03/ A droite du oui, à gauche du non Cie Zaoum 16/02
#IMAGINER	**MF Wazemmes**	
	MF Moulins	
	Ferme d'en haut	théâtre d'impro avec Lille impro/ 6 dates/an, Classique à La Ferme/ Faire la Guerre par la cie Les Ateliers de Pénélope, exposition Africa today et expo poésie
	Fort de Mons	Zoom avant. Cie In Extremis. 23 fev.
	Vivat	
	Hospice d'Havré	
	Condition Publique	
	Colysée	Thème botanique 2023/24 Exposition "Bloom" explosion végétale 20 janvier > 7 avril
	Nautilys	Projet VJING - musique électronique avec le groupe Genki-Dama (ex Tour de Chauffe) - ateliers au collège et diffusion
	Arcades	L'Officier et le Bibliothécaire - Babel Fish Cie - Les 26 et 27/01
	Beaulieu	Projet avec Amose sept 24 + Fiesta Lille3000 projet Matéo Maté 24/25 + musée ouvert 10 lèches-vitrine /saison + théâtre immersif Au Nord du Nord MetaluAchahuter 02/23 + Peuplées Collectif Errances 25/05
#DIVERSITÉS	**Ferme d'en haut**	concerts VV Brown / Yaniss Odua / Sidi Wacho /
	Fort de Mons	
	Vivat	- 1983 - Cie Nova le samedi 27 janvier : Une plongée au coeur des années 80, ses contestations politiques, ses luttes sociales anti-raciste face à la montée du Front National. - Back to reality - Cie des 7 soeurs le samedi 16 mars : l'expérience véritable de 3 soeurs qui révélent les différences auxquelles font face les personnes en situation de handicap. Avec la présence sur scène d'un comédien de la Cie anglaise Mind the Gap. - Nous quartiers libres - Collectif tout va bien le mardi 15 octobre : Compagnie composée de personnes en situation de handicap mental et psychique de l'Est de la France.
	Beaulieu	Ô Janis Hélène Palardy 02/24
#SPORTS #JO	**Ferme d'en haut**	exposition Du sport à l'oeuvre, concert Les chasses patates, ateliers impression à la main aux tampons artisanaux, à voir pour prog Ovaires the top, Eurekoi par la cie du Créach, Mercredi c'est sport par la Barbaque Cie, Fangaérobic
	Fort de Mons	Eurékoi. Cie du Créach. 12 et 13 avril
	Vivat	Les crampons (hommage à Justin Fashanu) - Cie Diptyque 5 décembre
	Colysée	Exposition Mouve 1er juin > 25 août
	Nautilys	Mercredi c'est sport - Barbaque cie
	Beaulieu	Starting block Collectif ces filles là
#ANNIVERSAIRE	**Ferme d'en haut**	20 ans anniversaire vernissage + concert
	Colysée	20 ans du Colysée 14/7 Fanfare Vetex

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110497-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0233

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTENARIAT AVEC LA FEDERATION FRANÇAISE DE RANDONNEE NORD POUR UN TOPOGUIDE « LILLE METROPOLE A PIED »

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 17 C 06 52 adoptée par le Conseil du 1er juin 2017 relative à la stratégie touristique métropolitaine, "les défis de la destination Lille 2017/2025" de la destination Lille.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Les éditions « TopoGuide » de la Fédération française de randonnée pédestre (FFRP) promeuvent des itinéraires de randonnée au regard de nombreux critères qualitatifs : paysages variés, curiosités naturelles ou historiques, condition de pérennité et de sécurité, respect des milieux traversés. Ces éditions qui font référence et qui sont diffusées dans les offices de tourisme, les librairies généralistes et magasins spécialisés sont importantes pour les destinations touristiques qui veulent notamment promouvoir des itinéraires de découverte de qualité, tant en milieu urbain qu'en milieu péri-urbain et rural.

La Fédération Française de Randonnée Nord a sollicité une subvention de la MEL pour rééditer le topoguide « Lille Métropole à pied » obsolète depuis plus de 15 ans.

Cette réédition est nécessaire car :

- la précédente édition de 2009 présente des manques importants (le Musée de la Bataille de Fromelles par exemple qui n'a ouvert qu'en 2014) ;
- des boucles de randonnées ont été modifiées depuis 2009, d'autres ont été créées, les Villes s'ouvrent davantage à la découverte à pied aux côtés des territoires ruraux ;
- la MEL revendique à présent sa dimension de nature et a engagé d'importants investissements pour conforter les mobilités douces, une dimension que cette édition viendra conforter.

Ce topoguide apportera une réponse de qualité à une demande réelle des métropolitains et des touristes à la recherche de recommandations de balades à pied.

b. Modalités du partenariat

Le partenariat de la MEL avec la Fédération Française de Randonnée Nord permettra :

- d'expertiser les chemins de randonnée existants au guide 2009 ;
- d'identifier des chemins de randonnée d'intérêt touristique ;
- de coordonner l'édition du nouveau topoguide « Lille Métropole à pied » (132 pages environ, de l'ordre de 35 sentiers) ;
- d'associer le Département du Nord pour assurer une cohérence entre son action de protection et de valorisation des sentiers dans le cadre de sa compétence "Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de randonnée" (PDIPR) et ce projet métropolitain ;
- de valoriser les randonnées sur l'application nationale @MaRando ;
- de diffuser cet ouvrage dans un réseau commercial constitué de librairies généralistes et spécialisées et vendu également en ligne.

Le coût total du projet est de 46 000 € : la MEL est sollicitée pur un soutien de 26 000 € et pour associer localement les parties prenantes concernées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de Topoguide ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 26 000 € à la Fédération Française de Randonnée Nord pour ce projet ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec le Président de la Fédération Française de Randonnée Nord ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 26 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0233

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTENARIAT AVEC LA FEDERATION FRANÇAISE DE RANDONNEE NORD POUR UN TOPOGUIDE « LILLE METROPOLE A PIED »

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 17 C 06 52 adoptée par le Conseil du 1er juin 2017 relative à la stratégie touristique métropolitaine, "les défis de la destination Lille 2017/2025" de la destination Lille.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Les éditions « TopoGuide » de la Fédération française de randonnée pédestre (FFRP) promeuvent des itinéraires de randonnée au regard de nombreux critères qualitatifs : paysages variés, curiosités naturelles ou historiques, condition de pérennité et de sécurité, respect des milieux traversés. Ces éditions qui font référence et qui sont diffusées dans les offices de tourisme, les librairies généralistes et magasins spécialisés sont importantes pour les destinations touristiques qui veulent notamment promouvoir des itinéraires de découverte de qualité, tant en milieu urbain qu'en milieu péri-urbain et rural.

La Fédération Française de Randonnée Nord a sollicité une subvention de la MEL pour rééditer le topoguide « Lille Métropole à pied » obsolète depuis plus de 15 ans.

Cette réédition est nécessaire car :

- la précédente édition de 2009 présente des manques importants (le Musée de la Bataille de Fromelles par exemple qui n'a ouvert qu'en 2014) ;
- des boucles de randonnées ont été modifiées depuis 2009, d'autres ont été créées, les Villes s'ouvrent davantage à la découverte à pied aux côtés des territoires ruraux ;
- la MEL revendique à présent sa dimension de nature et a engagé d'importants investissements pour conforter les mobilités douces, une dimension que cette édition viendra conforter.

Ce topoguide apportera une réponse de qualité à une demande réelle des métropolitains et des touristes à la recherche de recommandations de balades à pied.

b. Modalités du partenariat

Le partenariat de la MEL avec la Fédération Française de Randonnée Nord permettra :

- d'expertiser les chemins de randonnée existants au guide 2009 ;
- d'identifier des chemins de randonnée d'intérêt touristique ;
- de coordonner l'édition du nouveau topoguide « Lille Métropole à pied » (132 pages environ, de l'ordre de 35 sentiers) ;
- d'associer le Département du Nord pour assurer une cohérence entre son action de protection et de valorisation des sentiers dans le cadre de sa compétence "Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de randonnée" (PDIPR) et ce projet métropolitain ;
- de valoriser les randonnées sur l'application nationale @MaRando ;
- de diffuser cet ouvrage dans un réseau commercial constitué de librairies généralistes et spécialisées et vendu également en ligne.

Le coût total du projet est de 46 000 € : la MEL est sollicitée pur un soutien de 26 000 € et pour associer localement les parties prenantes concernées.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet de Topoguide ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 26 000 € à la Fédération Française de Randonnée Nord pour ce projet ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec le Président de la Fédération Française de Randonnée Nord ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 26 000 € TTC aux crédits à inscrire au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Annexe à la délibération YYYY du bureau métropolitain du XXX

PROJET DE CONVENTION

PASSEE ENTRE

LA MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

ET

LA FEDERATION FRANCAISE DE RANDONNE NORD

RELATIVE AU PROJET DE TOPOGUIDE

ANNÉE 2024-2025

ENTRE :
La Métropole Européenne de Lille, Établissement Public de Coopération Intercommunale, sise 2 Boulevard des Cités Unies, CS 70043, 59040 Lille Cedex, représentée par son Président, Monsieur Damien CASTELAIN, agissant en application de la délibération du Bureau métropolitain n° YYYY du XXX

Désignée sous les termes « la MEL », d'une part,

ET :
L'association Fédération Française de Randonnée Nord, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Maison Départementale du Sport - 26 rue Denis Papin - 59650 Villeneuve d'Ascq, représentée par son Président, Monsieur Alain GRIMBERT,

Désignée sous les termes « l'association », d'autre part,

N° SIRET : 44776909200027 code APE : 9312Z

VU,

- Les articles L.1611-4, L.2121-29, L. 5211 et L.5217-1 du CGCT
- L'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- L'article 1er du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques

PREAMBULE

Considérant la compétence « soutien et promotion d'évènements métropolitains » de la Métropole Européenne de Lille,

Considérant que par délibération n° 01 C325 du 21 décembre 2001, le Conseil de Communauté a défini les principes de cette compétence et les critères d'intervention de la MEL,

Considérant que l'évènement culturel ci-après présenté, d'intérêt métropolitain, participe de cette politique, la présente convention définit les conditions de versement de la subvention de la MEL à l'association Fédération Française de Randonnée Nord.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, conformément à son objet social, à mettre en œuvre la Création du Topoguide Lille Métropole à pied, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions ou l'action suivant(e) comportant les obligations mentionnées à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à son bon déroulement.

Dans ce cadre, l'administration contribue financièrement à ce service dans le cadre de la délibération reprise en annexe 7. Le coût de ce service a été déterminé conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe 2.

L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Les activités de l'association sont

- **Coordonner** l'ensemble des sentiers GR®, GR® de Pays et PR, par la création, le balisage, l'entretien et la promotion des itinéraires de randonnées
- **Développer** et diversifier la pratique de l'activité : Marche Nordique, Longe Côte®, RandoChallenges®…
- **Former** les pratiquants, animateurs dirigeants, baliseurs, collecteurs et gestionnaires
- **Contribuer** à la préservation de la nature et de l'environnement : protection des itinéraires, protection du patrimoine des sentiers...
- **Représenter** les intérêts des randonneurs et de leurs associations auprès des pouvoirs publics
- **Communiquer** et **informer** sur les actions et la vie quotidienne du comité grâce a son site internet, les lettres info mensuelles et les réseaux sociaux.

La subvention accordée est une subvention générale de fonctionnement

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre des années 2024 et 2025 et prendra fin à l'extinction des obligations de paiement inhérentes à la présente convention.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

Annexe 1 : Le détail du projet ou des actions subventionné(es).

Annexe 2 : le budget prévisionnel global du projet ou des actions, ainsi que les moyens affectés à sa (leur) réalisation, et les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1er (mise à disposition de locaux, de personnel …)).

Cette annexe détaille le cas échéant les autres financements attendus, en distinguant les apports de l'État, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

Annexe 3 : le modèle de situation de trésorerie.

Annexe 4 : le modèle de compte rendu financier.

Annexe 5 : le modèle d'évaluation.

Annexe 6 : le contrat d'engagement républicain

Annexe 7 : la délibération n° YYYY du XXX portant octroi de subvention.

Les annexes 4 et 5 seront à remettre complétées par l'association à la MEL après la réalisation du projet.

ARTICLE 4 – MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1 : Montant de la subvention

La MEL contribue financièrement pour un montant maximal de 26 000 euros équivalent à 56,52 % du budget analytique prévisionnel de l'action.

4.2 : Modalités de versement

La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

Pour les subventions comprises entre 10 K€ et 50 K€ :

- 90% à la notification de la convention

- 10% après présentation par l'association des documents provisoires d'évaluation **avant le 30 avril 2025 au plus tard** : bilan synthétique du projet ou des actions, documents comptables provisoires (notamment compte rendu financier dans le cas de financement de projet).

L'annexe 5 établissant la liste des objectifs quantitatifs et qualitatifs et les indicateurs associés permettant la mesure de leur atteinte doit pouvoir être jointe aux documents provisoires.

Les versements seront effectués au compte :

Nom du titulaire du compte : COMITE DEPT RANDONNEE PEDESTRE DU NORD
Banque : Crédit Mutuelle
Domiciliation : CCM DUNKERQUE MALO
71 RUE ROGER SALENGRO
59 123 BRAY DUNES

IBAN :	**FR76 1027 8027 4800 0457 2010 292**
BIC :	**CMCIFR2A**

Le comptable assignataire est le Comptable du Trésor de la MEL.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

5.1 : Communication des pièces comptables de l'association

- Dans les 4 mois suivant le début de l'exercice comptable sur lequel court le financement alloué, la structure remettra à la MEL le budget prévisionnel actualisé définitif de l'exercice en cours (actualisation ou confirmation de l'annexe 2) ainsi que le tableau des soldes de trésorerie mensuelle : réalisée à une date déterminée par l'association et prévisionnelle sur les mois restant à courir selon l'annexe 3 ci-jointe.

- Conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à fournir à la MEL dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable :
  - le bilan comptable certifié
  - le compte de résultat certifié
  - l'annexe comptable certifiée
  - le rapport du Commissaire aux comptes le cas échéant.[1]

5.2 : Communication du rapport d'activité

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, un rapport d'activité détaillant les actions concrètes menées à bien par l'association pour atteindre les objectifs fixés par l'article 1.
Ce rapport servira de base à l'évaluation prévue à l'article 10 de la présente convention.

[1] Toute association ayant reçu annuellement une ou plusieurs subventions dont le montant global dépasse 153.000 EUR, est tenue de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant. L'association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes, ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la Métropole Européenne de Lille tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais (articles L.612-4 et D612-5 du Code de commerce).

5.3 : Communication du compte rendu financier du projet ou des actions subventionnées

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable le **compte rendu financier** des actions ou du projet signé par le Président ou toute personne habilitée. Le compte rendu financier, conformément à l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006[2], est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou des actions subventionné(es). Ce tableau est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels (tant en euros qu'en pourcentage) constatés entre le budget analytique prévisionnel du projet ou des actions et les réalisations. **Il comprendra au minimum les rubriques telles que décrites dans le tableau joint en annexe 4**. Un commentaire sur les écarts éventuellement constatés ainsi qu'une précision sur les clés de répartition utilisées pour calculer les charges indirectes sont apportés à l'appui de ce tableau.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros est tenue de publier dans le compte rendu financier les rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

5.4 : Communication des dates de réunions des instances de l'association

L'association pour laquelle un ou plusieurs élus MEL sont membres du conseil d'administration s'engage à communiquer les dates de réunions des instances ainsi que l'ordre du jour et les documents préparatoires à la direction opérationnelle qui y sera également invitée.

5.5 : Obligation d'information

L'association communiquera sans délai à la MEL copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ainsi que tout acte portant modification des statuts, dissolution ou procédure collective.

En cas de difficulté d'exécution, d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la MEL sans délai par une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.6 : Communication de pièces en cas de cessation d'activité de l'association

Dans le cadre d'une procédure collective, qu'un versement de la MEL soit intervenu ou non, l'association ou, le cas échant, son mandataire judiciaire, communiquera à la MEL, dans un délai d'un mois à compter de la publication du jugement d'ouverture au BODACC, **un état détaillé des dépenses et des recettes effectuées exclusivement dans le cadre de la réalisation des objectifs de la présente convention accompagnée de tout document justifiant cette réalisation qualitative et/ou quantitative**.

Dans le cadre d'une dissolution, qu'un versement de la MEL soit intervenu ou non, l'association communiquera à la MEL, dans un délai d'un mois à compter de la date du vote de la dissolution par l'assemblée générale, le procès-verbal faisant foi, ou à compter du jugement d'un Tribunal, **un état détaillé des dépenses et des recettes effectuées exclusivement dans le cadre de la réalisation des objectifs de la présente convention accompagné de tout document justifiant cette réalisation qualitative et/ou quantitative.**

Au regard de ces éléments, la MEL se réserve la possibilité d'attribuer ou non une part ou la totalité de la subvention prévue ou bien d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

À défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la MEL considérera que les obligations

[2] Arrêté ministériel du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

ne sont pas remplies. De ce fait, elle se réserve le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées et/ou de cesser tout versement.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

L'association s'engage à

- faire mention du soutien de la MEL en faisant figurer de manière lisible **le logo** de la Métropole Européenne de Lille dans le respect de la **charte graphique,** sur tous types de supports produits dans le cadre de la présente convention ;
- transmettre au chargé de communication référent culture avant impression, **les supports utilisés** lors de ces événementiels ; des supports annonçant ces événementiels, lorsque ceux-ci sont organisés par l'association ;
- transmettre au service Protocole de la MEL **les invitations** pour validation ainsi que les informations relatives aux éventuels **inauguration ou lancement** (discours etc.) ;
- prendre l'attache avec le chargé de communication référent culture pour le suivi du **plan de communication** : affichage, signalétique MEL, panneaux, calicots (tél. :03.20.21.20.21).

Il est rappelé qu'en cas de non application des dispositions énoncées ci-dessus, l'article 9 « sanctions » de la présente convention s'appliquera.

Les contacts des services MEL seront transmis lors de l'envoi de la convention par mail.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la MEL ne puisse être recherchée. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la MEL de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

ARTICLE 8 – CONTROLE ET CONDITIONS DU VERSEMENT

Si l'association ne fournit pas les documents prévus à l'article 5 dans les délais et, de manière générale, si l'association n'atteint pas ses objectifs, n'exécute pas ses obligations, tarde à les exécuter, ou décide unilatéralement d'en modifier les conditions, la MEL se réserve le droit, après mise en demeure restée infructueuse :

- de suspendre, en cas de versement fractionné, le paiement de la subvention jusqu'à parfaite exécution des obligations de l'association ;
- ou de réduire, en cas de versement fractionné, le montant restant à verser ;
- ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

La MEL en informera l'association par lettre recommandée avec accusé réception.

ARTICLE 9 – CONTROLE DE LA MEL

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la MEL de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

À tout moment, un contrôle pourra être réalisé, éventuellement sur place, par la MEL, ou toute personne mandatée par elle, en vue de s'assurer de la réalisation de l'objet ayant motivé la subvention et/ou de vérifier l'exactitude des documents fournis.

D'une manière générale, en cas de non réalisation ou réalisation partielle de l'objet de la convention et/ou d'écart constaté entre le budget prévisionnel et les dépenses réalisées, la MEL se réserve la possibilité de réduire le montant restant à verser ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

Après réalisation de l'action, une réunion d'échanges, à l'initiative de la MEL, entre les dirigeants de l'association et la MEL pourra être l'occasion de dresser le bilan du projet ou action, tant opérationnel que financier.

ARTICLE 10 – EVALUATION

Un bilan d'activité précisant les conditions de réalisation du projet ou des actions visé(es) à l'article 1, auxquelles la MEL a apporté son concours, est réalisé par l'association sur un plan quantitatif comme qualitatif. Ce bilan mettra en évidence la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du projet ou des actions visé(es) au regard de l'intérêt communautaire.
En annexe 5, figure la liste des objectifs quantitatifs et qualitatifs et les indicateurs associés permettant la mesure de leur atteinte.

Ce bilan d'activité et la mesure des indicateurs seront envoyés par l'association à la MEL en même temps que le compte-rendu financier prévu à l'article 5.1.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 14 – CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

En application du décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État :

- L'association s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Elle en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet, si elle en dispose.

- L'association veille à ce que le contrat d'engagement républicain soit respecté par ses dirigeants, par ses salariés, par ses membres et par ses bénévoles. Sont imputables à l'association les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et

directement lié aux activités de l'association ou de la fondation, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

- Les engagements souscrits au titre du contrat d'engagement républicain sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat. Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du contrat commis entre la date à laquelle elle a été accordée et le terme de la période définie par l'autorité administrative en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'activité subventionnée en cas de subvention affectée. Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.

- Conditions de retrait de la subvention et de résiliation de la convention en cas de non-respect du contrat d'engagement républicain : la Métropole européenne de Lille adresse à l'association une lettre de mise en demeure. Sous 7 jours à compter de la réception du courrier susmentionné, l'association peut présenter ses observations écrites. Si le manquement à l'engagement est établi, la Métropole européenne de Lille exige le remboursement de la subvention, dans un délai de 6 mois, dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

ARTICLE 15 – VALEUR DES ANNEXES

L'ensemble des annexes jointes à la présente convention sont juridiquement opposables.

Fait à Lille en 2 exemplaires, le

Fédération Française de Randonnée Nord	La Métropole Européenne de Lille,
Le Président, Alain GRIMBERT	Pour le Président, Le Vice-président Délégué, Michel DELEPAUL

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Annexe 1 : détail de l'action subventionnée.

Nom de l'action subventionnée : Création du Topoguide Lille Métropole à pied®

Date de mise en œuvre et durée : De juin 2024 à la fin du second semestre 2025.

Description de l'action :

Création d'un Topoguide sous l'égide de la Fédération Française de Randonnée Pédestre de 132 pages valorisant une sélection de circuits de Promenade et Randonnée.

Objectifs de l'action :

Valoriser l'offre de Promenade et Randonnée pédestre sur le territoire de la MEL et de permettre une meilleure fréquentation touristique sur l'ensemble du territoire métropolitain.
Mise en tourisme de l'offre paysagère et du patrimoine.

Public(s) cible(s) :

Les touristes en séjour et les excursionnistes sur le territoire de la MEL, les métropolitains et les habitants proche de la MEL pratiquant la randonnée pédestre et la marche.

Quel(s) est/sont le(s) lieu(x) de réalisation (sauf si nouvelle action)

Une quarantaine de communes dans la MEL.

Partenaires

Département du Nord, Offices de Tourisme, Communes

Actions de communication envisagées et impact médiatique escompté

Publication via les outils de communication de FFRandonnée Nord et Nationale (réseaux sociaux, site internet, Communiqué de Presse)

Pour toute information complémentaire qui vous semblerait pertinente :

Fait le …… à ……

Signature du représentant légal (*président ou autre personne désignée par les statuts*)

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Annexe 2 : budget prévisionnel global du projet ou des actions
(Éléments repris du dossier de demande)

Exercice 2024 date de début : Juin 2024 date de fin : Juillet 2025

Budget prévisionnel de l'action			année 2024
CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS (1)	MONTANT EN EUROS
60 - Achat	7 250	**70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises**	0
Achats d'études et de prestations de services	7 250	Prestation de services	
Achats non stockés de matières et de fournitures		Vente de marchandises	
Fournitures non stockables (eau, énergie)		Produits des activités annexes	
Fourniture d'entretien et de petit équipement			
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs	0	**74- Subventions d'exploitation**	46 000
Sous traitance générale		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Locations		MEL	26 000
Entretien et réparation		Région(s):	
Assurance		-	
Documentation		-	
Divers		Département(s):	
62 - Autres services extérieurs	33 750	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	28 750	Commune(s):	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	5 000	-	
Frais postaux et de télécommunications		Organismes sociaux (à détailler) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	0	-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		Autres recettes (précisez)	
64- Charges de personnel	5 000	FFRandonnée	15 400
Rémunération des personnels,	5 000	FFRandonnée Nord	4 600
Charges sociales,		**75 - Autres produits de gestion courante**	
Autres charges de personnel		Sponsors, partenariats privés, publics	
		Mécénat	
		Dons	
		Cotisations	
		Autres	
65- Autres charges de gestion courante		**76 - Produits financiers**	
66- Charges financières		**77 - Produits exceptionnels**	
67- Charges exceptionnelles		**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
68- Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	46 000	TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS	46 000
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL DES CHARGES	46 000	TOTAL DES PRODUITS	46 000

Annexe 3 : Modèle de situation de trésorerie

SITUATION MENSUELLE DE TRESORERIE

Exercice :

Organisme : .....

LIBELLE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DEC	TOTAL
Solde initial													
DEPENSES													
Salaires													
Charges salariales													
Loyers et charges													
Frais de communication													
Voyages et déplacements													
Entretiens, réparations													
Frais postaux et télécom													
Etudes confiées à des prestataires													
Honoraires et frais bancaires													
.....													
TOTAL (A)													
RECETTES													
Subventions : détail par financeur													
…													
…													
…													
Autres recettes :													
…													
…													
…													
TOTAL (B)													

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Annexe 4 :

COMPTE RENDU FINANCIER
À LA RÉALISATION DE LA MANIFESTATION
(Modèle CERFA suivant pour toute subvention > 50 K€)

CHARGES	PRODUITS
I. Charges directes affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionné(e). - Ventilation entre achats de biens et de services. - Charges de personnel. - Charges financières (s'il y a lieu) - Engagements à réaliser sur ressources affectées. **II. Charges indirectes.** Part des frais de fonctionnement généraux de l'organisme (y compris les frais financiers) affectés à la réalisation de l'objet de la subvention (ventilation par nature des charges indirectes)	- Ventilation par type de ressources affectées directement au projet ou à l'action subventionné(e) - Ventilation par subventions d'exploitation - Produits financiers affectés - Autres produits - Reports des ressources non utilisées d'opérations antérieures.
Evaluation des contributions volontaires en nature affectées au projet ou à l'action subventionné(e).	
Secours en nature, mise à disposition de biens et services, personnel bénévole.	Bénévolat, prestations en nature, dons en nature.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Compte rendu financier : bilan qualitatif de l'action réalisée

Cette fiche est à détacher et à retourner dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice ou de chaque exercice au cours duquel la subvention a été accordée[3] et un compte rendu financier global en fin d'action. Elle doit obligatoirement être établie, avant toute nouvelle demande de subvention. Vous pouvez ne renseigner que les cases grises si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.
Cette fiche peut être adaptée par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Description précise de l'action

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

[3] Cf. Arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 2 avril 2000 relatives aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse[4]

Le modèle qui suit est imposé pour toute demande > 50 K€.
Pour les demandes inférieures, un document simplifié peut être transmis par la structure.
Si votre demande concerne une subvention pluriannuelle, fournir le CRF chaque année ainsi qu'un CRF global en fin d'action.

Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				**Ressources directes affectées à l'action**			
60 – Achat	0	0		**70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services**			
Prestations de services							
Achats matières et fournitures				**74- Subventions d'exploitation[16]**	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières							
Entretien et réparation				Région(s)			
Assurance							
Documentation				Département(s)			
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI[17]			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				**75 - Autres produits de gestion courante**			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				**76 - Produits financiers**			
67- Charges exceptionnelles				**78 – Reports** ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68- Dotation aux amortissements							
Charges indirectes affectées à l'action							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		**Total des produits**	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		**87 - Contributions volontaires en nature**	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
TOTAL	0	0		**TOTAL**	0	0	

La subvention de € représente % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.

[15] Ne pas indiquer les centimes d'euros
[16] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
[17] Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

Compte rendu financier de l'action : données chiffrées (à ne renseigner que pour les demandes supérieures ou égales à 50 000€)

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée[5] ?

Observations à formuler sur le compte rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom).....
représentant(e) légal(e) de l'association, ...
.....
certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le ..... à .....

Signature

[4] Ne pas indiquer les centimes d'euros

[5] Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

Annexe 5 : Évaluation

Les résultats obtenus à l'occasion des actions menées au titre de la présente convention seront évalués conformément aux termes de cette annexe.

I/ Contrat d'objectifs

A/ Objectifs et réalisations opérationnels

Public	Objectifs	Réalisations

B/ Objectifs et réalisation en terme de communication

	Objectifs	Réalisations

C/ Autres objectifs

Annexe 6 : Contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.
À cette fin, la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.
Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'État. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (…) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (…) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».
Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.
L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.
Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.
Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Annexe 7 : La délibération n° YYYY du XXX portant octroi de subvention

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110495-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0234

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ADHESION AU CLUB DES UTILISATEURS D'ORPHEE (CUTO) POUR LE LOGICIEL METIER METROPOLITAIN DE GESTION DES BIBLIOTHEQUES DANS LE CADRE DE LA BNM 2024-2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 22 C 0045 du Conseil en date du 25 février 2022 validant la création de la Bibliothèque Numérique Métropolitaine.

I. Exposé des motifs

Les appels à manifestation d'intérêt (AMI) lancés en 2022 et 2023 dans le cadre de la Bibliothèque Numérique Métropolitaine (BNM) ont suscité l'intérêt de plusieurs communes.

En effet, 25 se sont portées volontaires et ont répondu favorablement à l'intégration du logiciel métier métropolitain.
Un dernier AMI lancé cette année permettra l'intégration de ce projet pour les autres communes intéressées par le projet.

La mission de la MEL dans ce cadre est :

- D'accompagner les communes sur le changement de logiciel ;
- D'administrer la base commune. ;
- D'être l'interface avec le fournisseur.

L'association "le Club des Utilisateurs d'Orphée" (CUTO) regroupe les utilisateurs du logiciel métier de gestion des bibliothèques en cours de déploiement sur le territoire métropolitain.

Cette association s'emploie à :

- Faire le lien entre le fournisseur et les clients en transmettant les demandes qui sont de l'intérêt général des utilisateurs afin d'obtenir des améliorations propices à rendre le logiciel plus performant ;
- Proposer des actions de formation ou d'information ;

- Fournir à ses membres un moyen de communication officiel et direct avec les organismes traitant des questions liées à l'utilisation du logiciel.

L'adhésion de la MEL au CUTO permettrait à l'ensemble des bibliothèques ayant rejoint le SIGB métropolitain de bénéficier des prestations de l'association, participer aux activités proposées et rejoindre une communauté d'utilisateur, permettant les rencontres et échanges de bonnes pratiques sur un outil commun.

Par ailleurs, au vu de l'importance du territoire métropolitain et du nombre de bibliothèques concernées cette adhésion permettrait également à la MEL d'être force de proposition pour toute évolution du logiciel.

Il est proposé l'adhésion de la MEL au CUTO pour les années 2024 à 2026 moyennant un coût d'adhésion annuel de 500 euros TTC maximum (2024, première année d'adhésion, étant gratuite).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser les adhésions au Club des Utilisateurs d'Orphée (CUTO) pour les années 2024, 2025 et 2026 ;

2) D'autoriser le paiement de la cotisation annuelle d'un montant maximum de 500 € à compter de 2025 ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 500 € TTC maximum par an dès 2025 aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0234

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ADHESION AU CLUB DES UTILISATEURS D'ORPHEE (CUTO) POUR LE LOGICIEL METIER METROPOLITAIN DE GESTION DES BIBLIOTHEQUES DANS LE CADRE DE LA BNM 2024-2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 22 C 0045 du Conseil en date du 25 février 2022 validant la création de la Bibliothèque Numérique Métropolitaine.

I. Exposé des motifs

Les appels à manifestation d'intérêt (AMI) lancés en 2022 et 2023 dans le cadre de la Bibliothèque Numérique Métropolitaine (BNM) ont suscité l'intérêt de plusieurs communes.

En effet, 25 se sont portées volontaires et ont répondu favorablement à l'intégration du logiciel métier métropolitain.
Un dernier AMI lancé cette année permettra l'intégration de ce projet pour les autres communes intéressées par le projet.

La mission de la MEL dans ce cadre est :

- D'accompagner les communes sur le changement de logiciel ;
- D'administrer la base commune. ;
- D'être l'interface avec le fournisseur.

L'association "le Club des Utilisateurs d'Orphée" (CUTO) regroupe les utilisateurs du logiciel métier de gestion des bibliothèques en cours de déploiement sur le territoire métropolitain.

Cette association s'emploie à :

- Faire le lien entre le fournisseur et les clients en transmettant les demandes qui sont de l'intérêt général des utilisateurs afin d'obtenir des améliorations propices à rendre le logiciel plus performant ;
- Proposer des actions de formation ou d'information ;

- Fournir à ses membres un moyen de communication officiel et direct avec les organismes traitant des questions liées à l'utilisation du logiciel.

L'adhésion de la MEL au CUTO permettrait à l'ensemble des bibliothèques ayant rejoint le SIGB métropolitain de bénéficier des prestations de l'association, participer aux activités proposées et rejoindre une communauté d'utilisateur, permettant les rencontres et échanges de bonnes pratiques sur un outil commun.

Par ailleurs, au vu de l'importance du territoire métropolitain et du nombre de bibliothèques concernées cette adhésion permettrait également à la MEL d'être force de proposition pour toute évolution du logiciel.

Il est proposé l'adhésion de la MEL au CUTO pour les années 2024 à 2026 moyennant un coût d'adhésion annuel de 500 euros TTC maximum (2024, première année d'adhésion, étant gratuite).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser les adhésions au Club des Utilisateurs d'Orphée (CUTO) pour les années 2024, 2025 et 2026 ;

2) D'autoriser le paiement de la cotisation annuelle d'un montant maximum de 500 € à compter de 2025 ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 500 € TTC maximum par an dès 2025 aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Association du **C**lub des **UT**ilisateurs **O**rphée

[modifications 2022]

STATUTS

Article 1 :

Sous la dénomination de CUTO, ci-après désignée "l'Association", a été constituée le *5* septembre 1997, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, regroupant des utilisateurs, de langue française, des logiciels "ORPHEE" de gestion de bibliothèques.

Article 2 :

1 – BUTS

a - Fournir un forum à ses membres
b - Fournir à ses membres un moyen de communication direct et officiel avec :
- les développeurs, pour les problèmes relevant de leur compétence,
- d'autres associations,
- les pouvoirs publics,
- tout autre organisme public, para public ou privé traitant de problèmes liés à l'utilisation desdits moyens informatiques.

c - Mettre en commun les efforts des bibliothécaires de l'association pour la définition, le développement et l'optimisation desdits moyens informatiques.
d - Favoriser l'information de ses membres sur toutes les évolutions technologiques des traitements automatisés de l'information en bibliothèque.
e - L'association ne pourra prendre aucune décision d'ordre technique ou financier ni l'imposer aux membres

2 – MOYENS

Ces buts seront atteints par :
a - la tenue de réunions,
b - la publication des travaux de ces réunions
c - la constitution de groupes de travail sur des sujets généraux ou spécifiques à chaque application du système et choisis par les membres de l'association, utilisateurs des systèmes.
d - une ouverture et un dialogue permanent avec :
* les développeurs
* les organismes publics, para publics ou privés

- de toutes autres ressources qu'elle pourrait se procurer sans sortir de son objet.

b - Gestion des ressources

Un compte bancaire au nom de l'Association sera tenu dans une banque désignée par le Bureau. Le trésorier est autorisé à retirer de l'argent jusqu'à concurrence d'une somme fixée par le Bureau pour les dépenses normales liées au fonctionnement de l'Association. Les montants supérieurs au niveau fixé requerront une seconde signature, celle du Président.

Article 8 :

LE CONSEIL D'ADMINSTRATION ET LE BUREAU

L'Association est gérée par un Conseil d'Administration composé d'au moins dix membres, personnes physiques élues par l'Assemblée Générale pour 3 ans renouvelables par 1/3, chaque année.
Seront radiées les personnes élues au Conseil d'Administration qui n'auront pas assisté à trois réunions dans l'année sans justification.

Le Conseil d'Administration élit en son sein un Bureau composé de :

- Le (La) Président (e) de l'association assisté (e) :
- d'un (e) Secrétaire
- d'un (e) Trésorier (e)

Article 9 :

POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a - Le Conseil d'Administration est convoqué par le (la) Président(e) de l'Association. S'il n'a pas siégé pendant six mois, sa convocation est de plein droit dans les huit jours dès lors que la demande est présentée au Secrétaire par au moins deux de ses membres.

b – Il ne pourra valablement délibérer que si plus de la moitié de ses membres est simultanément présente ou représentée. Au cas où cette condition n'aurait pu être remplie à la suite de deux convocations successives du Conseil d'Administration, une réunion de l'assemblée générale serait alors convoquée à la diligence du Secrétaire.

c - Une décision n'est adoptée par le Conseil d'Administration que si elle a reçu l'approbation de la majorité des membres élus présents ou représentés. En cas d'égalité

- est appelée à statuer sur l'approbation de ces différents rapports.
- fait toutes suggestions qu'elle juge nécessaires quant à l'action à poursuivre et aux objectifs à atteindre.
- procède à l'élection du Conseil d'Administration au scrutin secret suivant les modalités fixées par l'article 8 des présents statuts.

Toutes les décisions de l'assemblée générale annuelle, autres que l'élection du Bureau, sont prises à main levée, à la majorité des membres présents.

c - L'assemblée générale extraordinaire peut apporter toutes modifications aux statuts : elle peut ordonner la dissolution de l'Association ou son affiliation à toute union d'associations.

Article 12 :

PROCES VERBAUX

Le (la) secrétaire(e) rédige les procès verbaux des réunions, des conseils d'administration et des assemblées. Ces procès verbaux seront approuvés à la réunion suivante par les membres présents.

Article 13 :

DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu, conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901, à une autre association qui présente des buts voisins.

Le 11 Mars 2022

La Secrétaire

Marie-Pierre BERNARD

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110444-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0235

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MUSEE DE LA BATAILLE DE FROMELLES - CONVENTION DE PRET D'UN OBJET - OFFICE DE TOURISME LENS-LIEVIN-HENIN-CARVIN - 'COUP D'ENVOI - LA GRANDE GUERRE ET LES SPORTS COLLECTIFS'

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

En 2024, le Musée de la Bataille de Fromelles s'associe à l'office de tourisme de Lens-Liévin-Henin-Carvin, gestionnaire du « Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette » dans le cadre de sa nouvelle exposition temporaire intitulée « COUP D'ENVOI, La Grande Guerre et les sports collectifs » qui se tiendra du 27 juin 2024 au 5 février 2025. En effet, l'Office de tourisme a sollicité le prêt d'un sifflet britannique de marque J. HUDSON & Co daté de 1915 (n° d'inventaire : 2022.5.273) conservé dans les réserves du Musée de la Bataille de Fromelles.

Cette exposition sera complémentaire à celle présentée au Musée du 26 juin 2024 au 2 février 2025 et portant sur « Soldat blessé, soldat sportif : itinéraire d'une reconstruction ». Afin de formaliser cette opération, une convention de prêt doit être signée entre la MEL et l'Office de Tourisme Lens-Liévin-Hénin-Carvin et soumise au vote du Bureau. Cette convention reprend notamment les engagements, les droits et les devoir de chaque partie concernant le prêt de cette œuvre.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'approuver et d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de prêt avec l'Office de Tourisme de Lens-Liévin-Hénin-Carvin.
Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0235

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MUSEE DE LA BATAILLE DE FROMELLES - CONVENTION DE PRET D'UN OBJET - OFFICE DE TOURISME LENS-LIEVIN-HENIN-CARVIN - 'COUP D'ENVOI - LA GRANDE GUERRE ET LES SPORTS COLLECTIFS'

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

En 2024, le Musée de la Bataille de Fromelles s'associe à l'office de tourisme de Lens-Liévin-Henin-Carvin, gestionnaire du « Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette » dans le cadre de sa nouvelle exposition temporaire intitulée « COUP D'ENVOI, La Grande Guerre et les sports collectifs » qui se tiendra du 27 juin 2024 au 5 février 2025. En effet, l'Office de tourisme a sollicité le prêt d'un sifflet britannique de marque J. HUDSON & Co daté de 1915 (n° d'inventaire : 2022.5.273) conservé dans les réserves du Musée de la Bataille de Fromelles.

Cette exposition sera complémentaire à celle présentée au Musée du 26 juin 2024 au 2 février 2025 et portant sur « Soldat blessé, soldat sportif : itinéraire d'une reconstruction ». Afin de formaliser cette opération, une convention de prêt doit être signée entre la MEL et l'Office de Tourisme Lens-Liévin-Hénin-Carvin et soumise au vote du Bureau. Cette convention reprend notamment les engagements, les droits et les devoir de chaque partie concernant le prêt de cette œuvre.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'approuver et d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention de prêt avec l'Office de Tourisme de Lens-Liévin-Hénin-Carvin.
Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CONVENTION DE PRÊT D'OBJETS AUPRÈS DU MÉMORIAL 14-18 NOTRE-DAME-DE-LORETTE, DANS LE CADRE D'UNE EXPOSITION PARTENARIALE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L3221-1,

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 410-1 et suivants,

Vu le Code civil notamment ses articles 1875 et suivants.

Vu la délibération de la Commission Permanente en date du 21 octobre 2022 autorisant le Président du Conseil départemental à signer la présente convention.

Entre

D'une part,

Musée de la Bataille de Fromelles, demeurant rue de la Basse Ville – 59249, Fromelles, propriétaire de l'objet prêté, dans le cadre de cette convention.

Désigné ci-après « le prêteur »

ET

D'autre part,

L'Office de tourisme de Lens-Liévin-Hénin-Carvin, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 16 Place Jean Jaurès 62300 à Lens, représenté par sa directrice, Madame Sophie WILHELM, pour la réalisation de l'exposition temporaire « COUP D'ENVOI, La Grande Guerre et les sports collectifs » présentée au centre d'histoire du Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette.

Désigné ci-après « l'emprunteur »

Les soussignés ensemble désignés « les parties ».

Préambule

Le Mémorial 14-18 Notre-Dame-Lorette, géré par l'Office de tourisme de Lens, organise une exposition temporaire intitulée « COUP D'ENVOI, la Grande Guerre et les sports collectifs » qui se tiendra du 27 juin 2024 au 05 janvier 2025 dans ses emprises.

Dans le cadre de cette exposition, le Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette souhaite emprunter au Musée de la Bataille de Fromelles un objet dont il a la propriété.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions du prêt d'objet, propriété de la Métropole européenne de Lille et conservé au Musée de la Bataille de Fromelles, au Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette pour la durée de l'exposition.

Article 2 : Dispositions générales

Ce prêt est destiné au Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette.

Le prêteur accepte de mettre à disposition de l'emprunteur l'objet listé dans l'inventaire, figurant en annexe 1 de la présente convention, dans le cadre de l'exposition temporaire intitulée « COUP D'ENVOI » qui se tiendra du 27 juin 2024 au 05 janvier 2025, au Centre d'histoire du Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette au 102 Rue Pasteur – 62153 Souchez.

L'ensemble des objets exposés seront acheminés par Juliette GOUESNARD au Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette. Après transport, ils feront l'objet d'un constat d'état d'entrée pour le Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette, entre le prêteur et l'emprunteur.

Une fois la fin de l'exposition temporaire après le 05 janvier 2025, ils seront conditionnés, transportés et remis au prêteur. Après le transport, les objets feront alors l'objet d'un constat d'état de sortie, fait conjointement par le prêteur et l'emprunteur.

Article 3 : Conditions de mise à disposition des objets

L'objet mis à disposition est listé dans l'annexe 1 de la présente convention.

Le prêt de l'objet prend effet à sa date de remise au Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette. Le document de prise en charge sera signé par le prêteur et l'emprunteur.

Le prêt est consenti à titre gratuit.

L'objet déposé ne sera pas inscrit sur l'inventaire général du Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette, mais sera répertorié et identifié en tant que prêt.

Article 4 : Conditions de sécurité et de conservation

L'emprunteur s'engage à prendre toutes les mesures utiles concernant la conservation, la sécurité et la mise en valeur des objets.

Les objets seront placés dans un lieu appliquant les normes requises en matière de température et d'hygrométrie.

Lors de leur exposition, ils seront protégés par des mises à distance, vitrines, ou autres dispositifs nécessaires à leurs conditions de conservation et de sécurité propre.

L'emprunteur garantit les conditions de sécurité contre le vol et l'incendie pendant leur séjour et leur transfert.

Les interventions sur les objets (restauration ou nettoyage) ne peuvent être effectuées qu'avec l'autorisation préalable du prêteur.

Article 5 : Constats d'état

Après le pointage, un constat d'état des objets sera dûment réalisé au Centre d'histoire du Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette.

Ce document sera signé par le prêteur et l'emprunteur.

Au terme de la mise à disposition au Mémorial 14-18 Notre-Dame-de-Lorette, le 05 janvier 2025, l'emprunteur s'engage à restituer les objets dans leur état initial.

Lors du retour des objets, un constat d'état sera fait par le prêteur. Si les objets sont dans le même état que l'état initial, il est donné quitus.
En cas de détérioration constatée, un devis sera établi par une personne désignée par le prêteur et adressé à l'emprunteur qui aura à sa charge l'intégralité des frais de restauration.

Article 6 : Photographies et reproduction

Pendant la durée du prêt, l'emprunteur sera autorisé à utiliser l'image des objets à des fins promotionnelles et scientifiques. Pour tout autre cas, le prêteur devra être consulté.

L'emprunteur, de ce fait, est seul responsable des demandes d'autorisation et du paiement des droits d'auteur pour la reproduction et la représentation des objets non tombées dans le domaine public, en vertu des dispositions relatives à la protection du droit d'auteur, sous réserve du respect des dispositions du Code de la propriété intellectuelle.

Article 7 : Mentions obligatoires

L'emprunteur devra faire figurer sur les cartels, notices et publications éventuelles les mentions suivantes :

- Nom de l'objet : Sifflet
- Provenance : Collection du Musée de la Bataille de Fromelles, Métropole européenne de Lille

Article 8 : Documentation

L'emprunteur remettra au prêteur, d'une part, deux exemplaires de tout catalogue et autre publication qu'il publiera sur les objets et d'autre part, une copie libre de droit de toute prise de vue photographique qu'il sera amené à effectuer, en version numérique.

Article 9 : Assurance et responsabilité

L'emprunteur s'engage à fournir au prêteur un engagement de garantie de la souscription d'une assurance « clou à clou » en valeur agrée sans franchise couvrant les risques de vol, de perte, de dégâts des eaux, d'incendie, d'événements naturels ou de tout acte de vandalisme, liés à l'exposition des objets sur le lieu de l'événement ainsi que lors du transport.

L'emprunteur assume l'entière responsabilité des objets dès leur prise en charge et jusqu'à leur restitution.

L'emprunteur informera le prêteur de toute dégradation ou perte des objets.

En cas de dégradation, de perte, de vol ou de disparition d'un ou des objets empruntés, l'emprunteur s'engage à avertir son assureur et à prendre en charge les frais de restauration ou à rembourser au prêteur la somme correspondant à la valeur de l'objet disparu.

Le cas échéant, une intervention de restauration ne pourra être réalisée que dans le cadre d'un protocole défini avec le prêteur (restaurateur, choix des techniques utilisées, réversibilité selon les normes en vigueur).

Les valeurs d'assurance sont fournies par le prêteur en annexe 2.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée de mise à disposition des objets dans le cadre de l'exposition temporaire intitulée « COUP D'ENVOI », soit à partir du 1er juin 2024.

Elle cessera ses effets lors de la remise des objets par l'emprunteur au prêteur dans un délai d'un mois après la fin prévue de l'exposition « COUP D'ENVOI », au plus tard le 31 janvier 2025.

Article 11 : Modification

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 12 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application de la présente convention. A défaut de solution amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Lens, en deux exemplaires

La Directrice de l'Office de tourisme de Lens-Liévin-Hénin-Carvin

Sophie WILHELM

Métropole européenne de Lille

Annexe 1 à la convention : inventaire de prêt

1	**Sifflet de rugby**	

Annexe 2 à la convention : valeurs d’assurance

1	**Sifflet de rugby**	**50 €**
TOTAL		**50 €**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110434-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0236

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - ROUBAIX - TOURCOING -

ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE LILLE - CONSERVATOIRES A RAYONNEMENT DEPARTEMENTAL DE ROUBAIX ET DE TOURCOING - ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 03-C-0366 du Conseil en date du 10 octobre 2003 portant sur la décision de versement d'un fonds de concours aux villes de Lille, de Roubaix et de Tourcoing au profit du fonctionnement de leurs conservatoires respectifs.

I. Objectifs et modalités d'attribution

Parmi les équipements culturels essentiels de la Métropole, figurent le Conservatoire à Rayonnement Régional de Lille et les Conservatoires à Rayonnement Départemental de Roubaix et de Tourcoing, tous trois en régie municipale.

Classés par l'État, ils participent au rayonnement et à l'excellence artistique de la Métropole notamment en formant des élèves de 3ème cycle et en offrant des parcours professionnalisant (CPES - Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur).

En fonction de leur niveau de classement, les Conservatoires doivent répondre à des contraintes concernant les disciplines et les spécialités enseignées (statut et qualification des enseignants, formation des enseignants, nombre de spécialités obligatoires à enseigner, classes à horaires aménagées en partenariat avec les collèges et les lycées, développement de réseaux, etc.) et disposer d'enseignements de niveaux supérieurs (décret n°2006-1248 du 12 octobre 2006 et arrêté du 15 décembre 2006).

Dans ce cadre, les engagements des communes sont définis de la façon suivante :

- accorder des droits équivalents à l'ensemble des étudiants issus de la Métropole et inscrits en 3ème cycle au Conservatoire à rayonnement régional ou départemental, notamment pour les frais d'inscription ;

- veiller à ce que les Conservatoires, dont elles assurent la gestion, puissent mettre en place des relations privilégiées avec les Écoles de musique de la Métropole et assurer une "mise en réseau" de l'enseignement artistique.

Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'attribuer un fonds de concours à la ville de Lille d'un montant maximal de 1 060 000 €, à la ville de Roubaix d'un montant maximal de 220 000 € et à la ville de Tourcoing d'un montant maximal de 220 000 € ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention qui en découle ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 1 500 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0236

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - ROUBAIX - TOURCOING -

ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE LILLE - CONSERVATOIRES A RAYONNEMENT DEPARTEMENTAL DE ROUBAIX ET DE TOURCOING - ANNEE 2024

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 03-C-0366 du Conseil en date du 10 octobre 2003 portant sur la décision de versement d'un fonds de concours aux villes de Lille, de Roubaix et de Tourcoing au profit du fonctionnement de leurs conservatoires respectifs.

I. Objectifs et modalités d'attribution

Parmi les équipements culturels essentiels de la Métropole, figurent le Conservatoire à Rayonnement Régional de Lille et les Conservatoires à Rayonnement Départemental de Roubaix et de Tourcoing, tous trois en régie municipale.

Classés par l'État, ils participent au rayonnement et à l'excellence artistique de la Métropole notamment en formant des élèves de 3ème cycle et en offrant des parcours professionnalisant (CPES - Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur).

En fonction de leur niveau de classement, les Conservatoires doivent répondre à des contraintes concernant les disciplines et les spécialités enseignées (statut et qualification des enseignants, formation des enseignants, nombre de spécialités obligatoires à enseigner, classes à horaires aménagées en partenariat avec les collèges et les lycées, développement de réseaux, etc.) et disposer d'enseignements de niveaux supérieurs (décret n°2006-1248 du 12 octobre 2006 et arrêté du 15 décembre 2006).

Dans ce cadre, les engagements des communes sont définis de la façon suivante :

- accorder des droits équivalents à l'ensemble des étudiants issus de la Métropole et inscrits en 3ème cycle au Conservatoire à rayonnement régional ou départemental, notamment pour les frais d'inscription ;

- veiller à ce que les Conservatoires, dont elles assurent la gestion, puissent mettre en place des relations privilégiées avec les Écoles de musique de la Métropole et assurer une "mise en réseau" de l'enseignement artistique.

Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'attribuer un fonds de concours à la ville de Lille d'un montant maximal de 1 060 000 €, à la ville de Roubaix d'un montant maximal de 220 000 € et à la ville de Tourcoing d'un montant maximal de 220 000 € ;

2) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention qui en découle ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 1 500 000 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110450-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0237

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

HAUBOURDIN -

FONDS DE CONCOURS PRESERVATION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET HISTORIQUE - ATTRIBUTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 20 C 0477 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative à la mise en place d'un plan de soutien à l'investissement aux projets de préservation du patrimoine historique et architectural ;

Vu la délibération n° 20 C 0310 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative aux ajustements à appliquer aux fonds de concours équipements culturels, sportifs et piscines, scolaires, projets agricoles et préservation du patrimoine historique et architectural des communes ;

Vu la délibération n° 24 C 0032 du Conseil en date du 9 février 2024 relative à des ajustements des modalités administratives et financières et à une harmonisation de la structure des règlements métropolitains.

I. Objectifs et modalités d'attribution

La MEL a choisi de mobiliser l'outil juridique du fonds de concours tel que défini à l'article L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales.

Les communes du territoire métropolitain peuvent solliciter ce fonds de concours pour leurs projets de rénovation des équipements relatifs à la préservation du patrimoine architectural et historique et peuvent bénéficier d'un accompagnement financier adapté à chaque projet.

Le financement de ces projets est calculé au regard de la nature de l'équipement patrimonial, de son usage et de la nature des travaux réalisés.

Pour mémoire, les taux de participation de ce fonds concours sont définis comme suit :

Critères de calcul	Fonds de concours des équipements patrimoniaux
Taux de participation MEL	50% des dépenses éligibles
Plafonnements	1 000 000 € pour un programme complet (bâtiment + parcs) 50 000 € pour des travaux de mise en valeur touristique du patrimoine restauré 20 000 € pour les objets d'art et 150 000 € pour les orgues et le patrimoine campanaire Montant minimum de travaux pour l'attribution d'une participation MEL = 20 000 €

Dans le cadre de cette présente délibération, la commune d'Haubourdin a déposé une demande de fonds de concours pour la restauration de la partie basse de l'église Saint Maclou.

Après instruction et analyse, sur la base des pièces transmises par la commune, le projet présenté est éligible au fonds de concours pour la préservation du patrimoine historique et architectural.

Le montant total des dépenses éligibles s'établit à 787 714, 64 € HT.

Le montant du fonds de concours, fixé à hauteur de 50 % du montant des dépenses éligibles, est donc de 393 857,32 €.

Calcul du fonds de concours	**Montants en euros**
Montant total du projet	787 714,64 €
Montant éligible au fonds de concours	787 714,64 €
Montant des cofinanceurs prévisionnel	€
Reste à charge de la commune	393 857,32 €
Montant maximal et prévisionnel fonds de concours MEL	393 857,32 €

Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D’attribuer un fonds de concours à nom de la commune d'Haubourdin d’un montant maximal de 393 857,32 € ;

2) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention qui en découle ;

3) D’imputer les dépenses d’un montant de 393 857,32 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0237

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

HAUBOURDIN -

FONDS DE CONCOURS PRESERVATION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET HISTORIQUE - ATTRIBUTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 20 C 0477 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative à la mise en place d'un plan de soutien à l'investissement aux projets de préservation du patrimoine historique et architectural ;

Vu la délibération n° 20 C 0310 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative aux ajustements à appliquer aux fonds de concours équipements culturels, sportifs et piscines, scolaires, projets agricoles et préservation du patrimoine historique et architectural des communes ;

Vu la délibération n° 24 C 0032 du Conseil en date du 9 février 2024 relative à des ajustements des modalités administratives et financières et à une harmonisation de la structure des règlements métropolitains.

I. Objectifs et modalités d'attribution

La MEL a choisi de mobiliser l'outil juridique du fonds de concours tel que défini à l'article L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales.

Les communes du territoire métropolitain peuvent solliciter ce fonds de concours pour leurs projets de rénovation des équipements relatifs à la préservation du patrimoine architectural et historique et peuvent bénéficier d'un accompagnement financier adapté à chaque projet.

Le financement de ces projets est calculé au regard de la nature de l'équipement patrimonial, de son usage et de la nature des travaux réalisés.

Pour mémoire, les taux de participation de ce fonds concours sont définis comme suit :

Critères de calcul	Fonds de concours des équipements patrimoniaux
Taux de participation MEL	50% des dépenses éligibles
Plafonnements	1 000 000 € pour un programme complet (bâtiment + parcs) 50 000 € pour des travaux de mise en valeur touristique du patrimoine restauré 20 000 € pour les objets d'art et 150 000 € pour les orgues et le patrimoine campanaire Montant minimum de travaux pour l'attribution d'une participation MEL = 20 000 €

Dans le cadre de cette présente délibération, la commune d'Haubourdin a déposé une demande de fonds de concours pour la restauration de la partie basse de l'église Saint Maclou.

Après instruction et analyse, sur la base des pièces transmises par la commune, le projet présenté est éligible au fonds de concours pour la préservation du patrimoine historique et architectural.

Le montant total des dépenses éligibles s'établit à 787 714, 64 € HT.

Le montant du fonds de concours, fixé à hauteur de 50 % du montant des dépenses éligibles, est donc de 393 857,32 €.

Calcul du fonds de concours	**Montants en euros**
Montant total du projet	787 714,64 €
Montant éligible au fonds de concours	787 714,64 €
Montant des cofinanceurs prévisionnel	€
Reste à charge de la commune	393 857,32 €
Montant maximal et prévisionnel fonds de concours MEL	393 857,32 €

Conformément à l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, ce montant ne pourra excéder la part de financement assurée, hors subventions, par la commune.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D’attribuer un fonds de concours à nom de la commune d'Haubourdin d’un montant maximal de 393 857,32 € ;

2) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention qui en découle ;

3) D’imputer les dépenses d’un montant de 393 857,32 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110451-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0238

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

WATTRELOS -

RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT MACLOU - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS - AVENANT N°1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Par la délibération-cadre n° 20 C 0477 du 18 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a décidé de mettre en place un plan de soutien à l'investissement aux projets de préservation du patrimoine architectural et historique consistant à soutenir financièrement les communes, par voie de fonds de concours, dans les projets de sauvegarde, restauration et mise en valeur de sites et objets d'intérêt architectural et/ou historique qui participent à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire.

La délibération n° 20 C 0310 du 18 décembre 2020 complète les dispositions énumérées dans la délibération-cadre mentionnée ci-dessus.

Par délibération n°21 B 0458 du bureau métropolitain du 15 octobre 2021, le Conseil de la Métropole a décidé d'attribuer à la commune de Wattrelos un fonds de concours d'un montant maximal de 1 000 000 € pour la restauration de la partie intérieure de l'église Saint Maclou.

I. Exposé des motifs

Suite à des aléas rencontrés dans la réalisation des travaux, la commune a sollicité la Métropole Européenne de Lille en date du 2 mai 2024 afin de proroger le délai de caducité du fonds de concours mentionné dans la convention.

En effet, conformément à l'article 5 de la convention initiale, après attribution du fonds de concours par délibération du Bureau de la Métropole Européenne de Lille, la commune bénéficiaire dispose de 2 ans à compter de la notification de la convention pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours.

La convention a été notifiée à la commune en date du 7 juin 2022, ce qui porte le délai de caducité au 7 juin 2024.

Il est proposé d'accorder à la commune de Wattrelos un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2027, pour achever les travaux liés à la restauration de l'église Saint Maclou et solliciter le versement du fonds de concours.

Pour mémoire, le montant de l'opération est de 2 550 000 € HT et le montant total des dépenses éligibles s'établit à 2 550 000 € HT.

Le montant du fonds de concours, fixé à hauteur de 50% du montant des dépenses éligibles, est plafonné à 1 000 000 €.

Pour rappel,

Calcul du fonds de concours	Montants en euros
Montant total du projet	2 550 000,00 €
Montant éligible au fonds de concours	2 550 000,00 €
Montant des cofinanceurs prévisionnel	524 000,00 €
Reste à charge de la commune	1 026 000,00 €
Montant maximal et prévisionnel fonds de concours MEL	1 000 000,00 €

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de proroger la convention signée en application de la délibération n°21 B 0458 du bureau du 15 octobre 2021 en accordant un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2027 à la commune de Wattrelos pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours ;

2) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n°1 de la convention qui en découle.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0238

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

WATTRELOS -

RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT MACLOU - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS - AVENANT N°1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Par la délibération-cadre n° 20 C 0477 du 18 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a décidé de mettre en place un plan de soutien à l'investissement aux projets de préservation du patrimoine architectural et historique consistant à soutenir financièrement les communes, par voie de fonds de concours, dans les projets de sauvegarde, restauration et mise en valeur de sites et objets d'intérêt architectural et/ou historique qui participent à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire.

La délibération n° 20 C 0310 du 18 décembre 2020 complète les dispositions énumérées dans la délibération-cadre mentionnée ci-dessus.

Par délibération n°21 B 0458 du bureau métropolitain du 15 octobre 2021, le Conseil de la Métropole a décidé d'attribuer à la commune de Wattrelos un fonds de concours d'un montant maximal de 1 000 000 € pour la restauration de la partie intérieure de l'église Saint Maclou.

I. Exposé des motifs

Suite à des aléas rencontrés dans la réalisation des travaux, la commune a sollicité la Métropole Européenne de Lille en date du 2 mai 2024 afin de proroger le délai de caducité du fonds de concours mentionné dans la convention.

En effet, conformément à l'article 5 de la convention initiale, après attribution du fonds de concours par délibération du Bureau de la Métropole Européenne de Lille, la commune bénéficiaire dispose de 2 ans à compter de la notification de la convention pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours.

La convention a été notifiée à la commune en date du 7 juin 2022, ce qui porte le délai de caducité au 7 juin 2024.

Il est proposé d'accorder à la commune de Wattrelos un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2027, pour achever les travaux liés à la restauration de l'église Saint Maclou et solliciter le versement du fonds de concours.

Pour mémoire, le montant de l'opération est de 2 550 000 € HT et le montant total des dépenses éligibles s'établit à 2 550 000 € HT.

Le montant du fonds de concours, fixé à hauteur de 50% du montant des dépenses éligibles, est plafonné à 1 000 000 €.

Pour rappel,

Calcul du fonds de concours	Montants en euros
Montant total du projet	2 550 000,00 €
Montant éligible au fonds de concours	2 550 000,00 €
Montant des cofinanceurs prévisionnel	524 000,00 €
Reste à charge de la commune	1 026 000,00 €
Montant maximal et prévisionnel fonds de concours MEL	1 000 000,00 €

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) de proroger la convention signée en application de la délibération n°21 B 0458 du bureau du 15 octobre 2021 en accordant un délai supplémentaire jusqu'au 30 juin 2027 à la commune de Wattrelos pour achever les travaux et solliciter le versement du fonds de concours ;

2) d'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n°1 de la convention qui en découle.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110487-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0239

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LA BASSEE -

PARC D'ACTIVITES NOUVEAU MONDE - SEM VILLE RENOUVELEE - ACQUISITION DES BIENS DE REPRISE EN VUE DE LA FIN DU TRAITE DE CONCESSION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 09 C 0648 du Conseil en date du 11 décembre 2009 décidant la création de la ZAC du Nouveau Monde à La Bassée ;

Vu la délibération n° 11 C 0296 du Conseil en date du 1er juillet 2011 décidant de confier l'aménagement du parc d'activités Nouveau Monde à La Bassée par voie de concession d'aménagement à la SEM Ville Renouvelée ;

Vu la délibération n° 15 C 0770 du Conseil en date du 16 octobre 2015 votant l'avenant n° 1 portant sur l'augmentation du périmètre de la concession d'aménagement et la modification du programme des équipements publics ;

Vu la délibération n° 17 C 0104 du Conseil en date du 10 février 2017 votant l'avenant n° 2 portant sur l'augmentation de la participation aux ouvrages publics de 20 000 € HT, soit 24 000 € TTC ;

Vu la délibération n° 19 C 0454 du Conseil en date du 28 juin 2019 décidant la prolongation à la concession d'une durée supplémentaire de trois années ;

Vu la délibération n° 22-C-0066 du Conseil en date du 25 février 2022 décidant la suppression de la ZAC du Nouveau Monde à La Bassée ;

I. Exposé des motifs

Le projet "Nouveau Monde" représente un site d'intérêt local, destiné à aménager 9 ha, dont la commercialisation est dédiée aux activités économiques suivantes :

- relocalisation d'une grande surface commerciale déjà implantée à La Bassée ;
- implantation de PME-PMI ;
- création d'une offre immobilière pour les TPE-PME-artisans.

Le traité de concession a été signé le 13 octobre 2011 et notifié le 17 octobre 2011 pour une durée de sept années opérationnelles et une année de clôture, soit jusqu'au 17 octobre 2019.

L'aménagement de la ZAC, supprimée en février 2022, est achevé. Le travail de rétrocession des espaces publics à la Métropole européenne de Lille (MEL) a été amorcé. Compte tenu de la fin de la concession et de la suppression de la ZAC les lots n° 1.3, n° 1.4, n° 2.3 et n° 3 qui restent à ce jour non commercialisés doivent revenir dans le patrimoine métropolitain, conformément au traité signé entre les parties.

Ces emprises, apportées gratuitement par la MEL à la concession, ont fait l'objet de travaux d'aménagement et sont aujourd'hui propriété de la SEM Ville Renouvelée. Ces biens sont concernés par les dispositions de l'article 24 puisque non encore revendus. Il convient que leur intégration dans le domaine privé de la MEL s'effectue en contrepartie du montant des dépenses d'aménagement propres à la zone engagée pour les valoriser.

Les lots non commercialisés peuvent être regroupés en trois catégories :

- lots n° 1.3 + n° 1.4 pour une surface de 1 300 m², la constructibilité de ces lots n'est pas encore confirmée et un suivi piézométrique les concernant est toujours en cours. Une partie de ces lots située en zone de parc urbain (UP) demeurera quoi qu'il en soit non constructible ;
- lot n° 2.3 pour une surface de 9 039 m², qui à ce jour est commercialisable ;
- lot n° 3 pour une surface d'environ 30 000 m². Il est historiquement réservé à l'implantation d'Intermarché et il a fait l'objet d'un suivi par la SEM Ville Renouvelée de longue date. Le permis de construire a été délivré et le porteur de projet est en attente d'un financement pour finaliser son acquisition.

Ces lots constituent des biens de reprise selon les termes du traité. Suite à l'analyse des dépenses d'aménagement évoquées ci-dessus, ils reviendront à la MEL en contrepartie d'un montant évalué à 630 000 € HT porté au bilan d'opération, soit 756 000 € TTC. L'évaluation du montant des biens de reprise se décompose comme suit :

- lots n° 1.3 et n° 1.4 : 0 € ;
- lot n° 2.3 : 144 900 € ;
- lot n° 3 : 485 100 €.

Ce montant est conforme à l'évaluation de la Direction de l'immobilier de l'État qui a été sollicitée par la MEL en date du 20 septembre 2022 et actualisé par une lettre valant avis en date du 13 mai 2024.

L'état parcellaire des biens de reprise est repris en annexe de cette délibération. Un découpage parcellaire viendra préciser les emprises à détacher de ces parcelles correspondant aux biens de retour.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De procéder à l'acquisition des biens de reprise du parc d'activité du Nouveau Monde (suivant l'état parcellaire repris en annexe) situé sur la commune de La Bassée au prix de 630 000 € HT, soit 756 000 € TTC, auxquels il faut ajouter 20 000 € de frais d'acte. Le transfert de propriété interviendra lors de la signature de l'acte authentique dressé par notaire. Le vendeur conservera la jouissance du bien jusqu'au paiement intégral du prix de la vente par la Métropole européenne de Lille entre les mains du notaire ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 776 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout acte s'y rapportant.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0239

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LA BASSEE -

PARC D'ACTIVITES NOUVEAU MONDE - SEM VILLE RENOUVELEE - ACQUISITION DES BIENS DE REPRISE EN VUE DE LA FIN DU TRAITE DE CONCESSION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 09 C 0648 du Conseil en date du 11 décembre 2009 décidant la création de la ZAC du Nouveau Monde à La Bassée ;

Vu la délibération n° 11 C 0296 du Conseil en date du 1er juillet 2011 décidant de confier l'aménagement du parc d'activités Nouveau Monde à La Bassée par voie de concession d'aménagement à la SEM Ville Renouvelée ;

Vu la délibération n° 15 C 0770 du Conseil en date du 16 octobre 2015 votant l'avenant n° 1 portant sur l'augmentation du périmètre de la concession d'aménagement et la modification du programme des équipements publics ;

Vu la délibération n° 17 C 0104 du Conseil en date du 10 février 2017 votant l'avenant n° 2 portant sur l'augmentation de la participation aux ouvrages publics de 20 000 € HT, soit 24 000 € TTC ;

Vu la délibération n° 19 C 0454 du Conseil en date du 28 juin 2019 décidant la prolongation à la concession d'une durée supplémentaire de trois années ;

Vu la délibération n° 22-C-0066 du Conseil en date du 25 février 2022 décidant la suppression de la ZAC du Nouveau Monde à La Bassée ;

I. Exposé des motifs

Le projet "Nouveau Monde" représente un site d'intérêt local, destiné à aménager 9 ha, dont la commercialisation est dédiée aux activités économiques suivantes :

- relocalisation d'une grande surface commerciale déjà implantée à La Bassée ;
- implantation de PME-PMI ;
- création d'une offre immobilière pour les TPE-PME-artisans.

Le traité de concession a été signé le 13 octobre 2011 et notifié le 17 octobre 2011 pour une durée de sept années opérationnelles et une année de clôture, soit jusqu'au 17 octobre 2019.

L'aménagement de la ZAC, supprimée en février 2022, est achevé. Le travail de rétrocession des espaces publics à la Métropole européenne de Lille (MEL) a été amorcé. Compte tenu de la fin de la concession et de la suppression de la ZAC les lots n° 1.3, n° 1.4, n° 2.3 et n° 3 qui restent à ce jour non commercialisés doivent revenir dans le patrimoine métropolitain, conformément au traité signé entre les parties.

Ces emprises, apportées gratuitement par la MEL à la concession, ont fait l'objet de travaux d'aménagement et sont aujourd'hui propriété de la SEM Ville Renouvelée. Ces biens sont concernés par les dispositions de l'article 24 puisque non encore revendus. Il convient que leur intégration dans le domaine privé de la MEL s'effectue en contrepartie du montant des dépenses d'aménagement propres à la zone engagée pour les valoriser.

Les lots non commercialisés peuvent être regroupés en trois catégories :

- lots n° 1.3 + n° 1.4 pour une surface de 1 300 m², la constructibilité de ces lots n'est pas encore confirmée et un suivi piézométrique les concernant est toujours en cours. Une partie de ces lots située en zone de parc urbain (UP) demeurera quoi qu'il en soit non constructible ;
- lot n° 2.3 pour une surface de 9 039 m², qui à ce jour est commercialisable ;
- lot n° 3 pour une surface d'environ 30 000 m². Il est historiquement réservé à l'implantation d'Intermarché et il a fait l'objet d'un suivi par la SEM Ville Renouvelée de longue date. Le permis de construire a été délivré et le porteur de projet est en attente d'un financement pour finaliser son acquisition.

Ces lots constituent des biens de reprise selon les termes du traité. Suite à l'analyse des dépenses d'aménagement évoquées ci-dessus, ils reviendront à la MEL en contrepartie d'un montant évalué à 630 000 € HT porté au bilan d'opération, soit 756 000 € TTC. L'évaluation du montant des biens de reprise se décompose comme suit :

- lots n° 1.3 et n° 1.4 : 0 € ;
- lot n° 2.3 : 144 900 € ;
- lot n° 3 : 485 100 €.

Ce montant est conforme à l'évaluation de la Direction de l'immobilier de l'État qui a été sollicitée par la MEL en date du 20 septembre 2022 et actualisé par une lettre valant avis en date du 13 mai 2024.

L'état parcellaire des biens de reprise est repris en annexe de cette délibération. Un découpage parcellaire viendra préciser les emprises à détacher de ces parcelles correspondant aux biens de retour.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De procéder à l'acquisition des biens de reprise du parc d'activité du Nouveau Monde (suivant l'état parcellaire repris en annexe) situé sur la commune de La Bassée au prix de 630 000 € HT, soit 756 000 € TTC, auxquels il faut ajouter 20 000 € de frais d'acte. Le transfert de propriété interviendra lors de la signature de l'acte authentique dressé par notaire. Le vendeur conservera la jouissance du bien jusqu'au paiement intégral du prix de la vente par la Métropole européenne de Lille entre les mains du notaire ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 776 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section investissement ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer tout acte s'y rapportant.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110447-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0240

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

ZAC SAINT SAUVEUR - LILLE METROPOLE HABITAT - ACQUISITION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3112-1;

Vu la délibération n° 15 C 0753 du Conseil en date du 16 octobre 2015 relative à la création de la Zone d'Aménagement Concerté « Saint-Sauveur » de 23 hectares localisés au Sud-Est de Lille-intramuros ;

Vu les délibérations n° 16 C 0846 et n° 16 C 1020 du 2 décembre 2016, par lesquelles le Conseil de la Métropole européenne de Lille (MEL) a reconnu d'intérêt métropolitain son projet de nouvelle piscine olympique et décidé de poursuivre les études préalables visant à sa construction, sous la maitrise d'ouvrage de la MEL, sur le site Saint-Sauveur à Lille ;

Vu la délibération n°17 C0069 du conseil du 15 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC « Saint-Sauveur » à Lille ;

Vu la délibération n° 17 C 1024 du Conseil en date du 15 décembre 2017 portant attribution de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « Saint-Sauveur » à la SPL Euralille ;

Vu le traité de concession notifié en date du 22 décembre 2017 ;

Vu les délibérations n° 18 C 1101 du 14 décembre 2018 et 23 C 0348 du 20 octobre 2023 du Conseil métropolitain relatives au marché public de performance et au financement de la piscine olympique métropolitaine ;

Vu la délibération n°23/464 du 13 octobre 2023, par laquelle le Conseil municipal de Lille actait le principe de la participation financière de la commune aux travaux de la piscine olympique métropolitaine ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 7 mai 2024 ;

I. Exposé des motifs

La délibération n° 17 C 1024 du 15 décembre 2017 attribuait la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « Saint-Sauveur » à Lille à la SPL EURALILLE pour une durée de 15 ans, à l'exclusion des trois équipements publics de superstructure dont une piscine olympique, un gymnase multisports et un groupe scolaire qui restent à la charge des collectivités.

Dans le périmètre de la ZAC, Lille Métropole Habitat est propriétaire de la parcelle cadastrée section HZ n°10 pour 7080 m², plus précisément sur le secteur du Belvédère. Cette parcelle est affectée au domaine public de Lille Métropole Habitat et constitue l'assiette foncière de la future piscine olympique métropolitaine du site Saint-Sauveur.

La future piscine du site Saint-Sauveur demeure structurante pour la réalisation du plan piscine 2 visant à résorber le déficit en équipement de natation sur le territoire métropolitain, assurer la continuité de la politique d'apprentissage à la natation et poursuivre le développement des clubs de natation, notamment de haut niveau, qui évoluent sur la métropole.

La ville de Lille a exprimé son intérêt pour l'accueil de la piscine olympique métropolitaine sur le site Sauveur et par une délibération n°23/464 du 13 octobre 2023, le Conseil municipal de Lille a confirmé ce besoin en répondant à l'appel à manifestation d'intérêt du plan piscine 2 pour la piscine sur le site Saint-Sauveur et en validant le principe de la participation financière de la commune aux travaux de la piscine olympique métropolitaine. Par délibération n°23 C 0348 du 20 octobre 2023 du Conseil métropolitain, il était acté la participation financière de la commune de Lille à cet équipement métropolitain à hauteur de 30 % du montant des travaux dans la limite de 15 000 000 €.

Pour la réalisation de la piscine olympique métropolitaine du site Saint-Sauveur, Lille Métropole Habitat a accepté le principe d'un accord pour la cession à la métropole européenne de Lille de la parcelle cadastrée section HZ n°10 au prix de 60 € HT/m² soit 424 800 € HT conformément à l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État ;

L'affectation future étant à usage public, une procédure de transfert sans déclassement prévu par l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques est envisagée.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'acquérir la parcelle à Lille, cadastrée section HZ n°10 pour 7080 m², auprès de Lille Métropole Habitat dans le cadre d'un transfert du domaine public de Lille Métropole Habitat vers le domaine public métropolitain ;

2) D'accepter le prix de 424 800 € HT, le transfert de propriété intervenant lors de la signature de l'acte authentique ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 435 000 € TTC compte tenu des frais de notaire inhérents à cette acquisition aux crédits inscrits au budget général en section investissement

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Mme Pauline SEGARD ayant voté contre.

Pour rendu exécutoire

24-B-0240

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

ZAC SAINT SAUVEUR - LILLE METROPOLE HABITAT - ACQUISITION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3112-1;

Vu la délibération n° 15 C 0753 du Conseil en date du 16 octobre 2015 relative à la création de la Zone d'Aménagement Concerté « Saint-Sauveur » de 23 hectares localisés au Sud-Est de Lille-intramuros ;

Vu les délibérations n° 16 C 0846 et n° 16 C 1020 du 2 décembre 2016, par lesquelles le Conseil de la Métropole européenne de Lille (MEL) a reconnu d'intérêt métropolitain son projet de nouvelle piscine olympique et décidé de poursuivre les études préalables visant à sa construction, sous la maitrise d'ouvrage de la MEL, sur le site Saint-Sauveur à Lille ;

Vu la délibération n°17 C0069 du conseil du 15 décembre 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC « Saint-Sauveur » à Lille ;

Vu la délibération n° 17 C 1024 du Conseil en date du 15 décembre 2017 portant attribution de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « Saint-Sauveur » à la SPL Euralille ;

Vu le traité de concession notifié en date du 22 décembre 2017 ;

Vu les délibérations n° 18 C 1101 du 14 décembre 2018 et 23 C 0348 du 20 octobre 2023 du Conseil métropolitain relatives au marché public de performance et au financement de la piscine olympique métropolitaine ;

Vu la délibération n°23/464 du 13 octobre 2023, par laquelle le Conseil municipal de Lille actait le principe de la participation financière de la commune aux travaux de la piscine olympique métropolitaine ;

Vu l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 7 mai 2024 ;

I. <u>Exposé des motifs</u>

La délibération n° 17 C 1024 du 15 décembre 2017 attribuait la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « Saint-Sauveur » à Lille à la SPL EURALILLE pour une durée de 15 ans, à l'exclusion des trois équipements publics de superstructure dont une piscine olympique, un gymnase multisports et un groupe scolaire qui restent à la charge des collectivités.

Dans le périmètre de la ZAC, Lille Métropole Habitat est propriétaire de la parcelle cadastrée section HZ n°10 pour 7080 m², plus précisément sur le secteur du Belvédère. Cette parcelle est affectée au domaine public de Lille Métropole Habitat et constitue l'assiette foncière de la future piscine olympique métropolitaine du site Saint-Sauveur.

La future piscine du site Saint-Sauveur demeure structurante pour la réalisation du plan piscine 2 visant à résorber le déficit en équipement de natation sur le territoire métropolitain, assurer la continuité de la politique d'apprentissage à la natation et poursuivre le développement des clubs de natation, notamment de haut niveau, qui évoluent sur la métropole.

La ville de Lille a exprimé son intérêt pour l'accueil de la piscine olympique métropolitaine sur le site Sauveur et par une délibération n°23/464 du 13 octobre 2023, le Conseil municipal de Lille a confirmé ce besoin en répondant à l'appel à manifestation d'intérêt du plan piscine 2 pour la piscine sur le site Saint-Sauveur et en validant le principe de la participation financière de la commune aux travaux de la piscine olympique métropolitaine. Par délibération n°23 C 0348 du 20 octobre 2023 du Conseil métropolitain, il était acté la participation financière de la commune de Lille à cet équipement métropolitain à hauteur de 30 % du montant des travaux dans la limite de 15 000 000 €.

Pour la réalisation de la piscine olympique métropolitaine du site Saint-Sauveur, Lille Métropole Habitat a accepté le principe d'un accord pour la cession à la métropole européenne de Lille de la parcelle cadastrée section HZ n°10 au prix de 60 € HT/m² soit 424 800 € HT conformément à l'avis de la Direction de l'immobilier de l'État ;

L'affectation future étant à usage public, une procédure de transfert sans déclassement prévu par l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques est envisagée.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'acquérir la parcelle à Lille, cadastrée section HZ n°10 pour 7080 m², auprès de Lille Métropole Habitat dans le cadre d'un transfert du domaine public de Lille Métropole Habitat vers le domaine public métropolitain ;

2) D'accepter le prix de 424 800 € HT, le transfert de propriété intervenant lors de la signature de l'acte authentique ;

3) D'imputer les dépenses d'un montant de 435 000 € TTC compte tenu des frais de notaire inhérents à cette acquisition aux crédits inscrits au budget général en section investissement

Résultat du vote : ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Mme Pauline SEGARD ayant voté contre.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110461-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0241

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MARQUETTE-LEZ-LILLE -

SITE BOONE COMENOR METALIMPEX - EPF HAUTS-DE-FRANCE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE PORTAGE FONCIER

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu les articles L.300-1 et L 321-1 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 19-C-0818 du 12 décembre 2019 portant sur la validation du cadre général de la démarche de projet de territoire Bords de Deûle et lançant la mission de maîtrise d'œuvre urbaine ;

Vu la délibération n°19-C-0820 du 12 décembre 2019 par laquelle le conseil métropolitain a approuvé le plan local d'urbanisme 2 (PLU 2) ;

Vu la délibération n° 20-C-0490 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative au volet territorial métropolitain du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF 2020- 2024 ;

Vu la délibération n° 22-C-0289 du 7 octobre 2022 portant sur la validation des orientations d'aménagement du plan guide ;

Vu la délibération n° 20-B-0157 du 18 décembre 2020 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre urbaine.

I. Exposé des motifs

Situé sur la commune de Marquette-Lez-Lille, le site nommé Boone/Paindavoine destiné à accueillir le nouveau cœur de ville de Marquette est un des maillons centraux du projet Bords de Deûle.

Pour rappel, le projet de territoire Bords de Deûle s'est construit autour d'une vision ambitieuse et coproduite en réponse à l'ampleur des friches qui constituent ce territoire et en lien direct avec le développement urbain et immobilier du secteur.

Ce territoire se transforme depuis plusieurs années et présente une dimension métropolitaine en raison de ses caractéristiques intrinsèques (la Deûle, le patrimoine industriel et naturel, les potentialités de développement) et des projets qui s'y développent, avec notamment l'arrivée d'une nouvelle ligne de tramway qui traversera le territoire.

Le projet consiste à faire émerger, sur le secteur composé du site Boone Comenor Metalimpex - groupe Suez (3ha) et des terrains appartenant à la MEL (5ha), un nouveau cœur de ville, véritable quartier central de la commune de Marquette comprenant un programme mixte de centralité (logements, commerces, services, équipements, et locaux d'activités…).

L'établissement Public Foncier Hauts-de-France, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial (EPIC) créé par le décret du 6 août 2021, est compétent pour réaliser toutes acquisitions foncières et immobilières dans le cadre de projets conduits par les personnes publiques et pour réaliser ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, des biens fonciers ou immobiliers acquis.

Par délibération n° 20-C-0490 du Conseil en date du 18 décembre 2020, le volet territorial à l'échelle métropolitaine du PPI 2020/2024 de l'EPF a été adopté et il convient d'en décliner l'opérationnalité par le biais d'une contractualisation sous la forme de conventions opérationnelles dont celle du site Boone/Paindavoine.

À ce titre, une convention opérationnelle de portage foncier EPF/MEL d'une durée de six ans doit être signée entre les partenaires et la délégation du droit de préemption urbain (DPU) à l'EPF doit être effectuée sur le périmètre d'intervention de ladite convention. Cette délégation du DPU fera l'objet d'une décision directe.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention opérationnelle de portage foncier du site Boone Comenor Metalimpex situé rue Pasteur sur la commune de Marquette-lez-Lille et tout acte s'y rapportant.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0241

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MARQUETTE-LEZ-LILLE -

SITE BOONE COMENOR METALIMPEX - EPF HAUTS-DE-FRANCE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE PORTAGE FONCIER

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu les articles L.300-1 et L 321-1 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 19-C-0818 du 12 décembre 2019 portant sur la validation du cadre général de la démarche de projet de territoire Bords de Deûle et lançant la mission de maîtrise d'œuvre urbaine ;

Vu la délibération n°19-C-0820 du 12 décembre 2019 par laquelle le conseil métropolitain a approuvé le plan local d'urbanisme 2 (PLU 2) ;

Vu la délibération n° 20-C-0490 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative au volet territorial métropolitain du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF 2020- 2024 ;

Vu la délibération n° 22-C-0289 du 7 octobre 2022 portant sur la validation des orientations d'aménagement du plan guide ;

Vu la délibération n° 20-B-0157 du 18 décembre 2020 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre urbaine.

I. Exposé des motifs

Situé sur la commune de Marquette-Lez-Lille, le site nommé Boone/Paindavoine destiné à accueillir le nouveau cœur de ville de Marquette est un des maillons centraux du projet Bords de Deûle.

Pour rappel, le projet de territoire Bords de Deûle s'est construit autour d'une vision ambitieuse et coproduite en réponse à l'ampleur des friches qui constituent ce territoire et en lien direct avec le développement urbain et immobilier du secteur.

Ce territoire se transforme depuis plusieurs années et présente une dimension métropolitaine en raison de ses caractéristiques intrinsèques (la Deûle, le patrimoine industriel et naturel, les potentialités de développement) et des projets qui s'y développent, avec notamment l'arrivée d'une nouvelle ligne de tramway qui traversera le territoire.

Le projet consiste à faire émerger, sur le secteur composé du site Boone Comenor Metalimpex - groupe Suez (3ha) et des terrains appartenant à la MEL (5ha), un nouveau cœur de ville, véritable quartier central de la commune de Marquette comprenant un programme mixte de centralité (logements, commerces, services, équipements, et locaux d'activités…).

L'établissement Public Foncier Hauts-de-France, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial (EPIC) créé par le décret du 6 août 2021, est compétent pour réaliser toutes acquisitions foncières et immobilières dans le cadre de projets conduits par les personnes publiques et pour réaliser ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, des biens fonciers ou immobiliers acquis.

Par délibération n° 20-C-0490 du Conseil en date du 18 décembre 2020, le volet territorial à l'échelle métropolitaine du PPI 2020/2024 de l'EPF a été adopté et il convient d'en décliner l'opérationnalité par le biais d'une contractualisation sous la forme de conventions opérationnelles dont celle du site Boone/Paindavoine.

À ce titre, une convention opérationnelle de portage foncier EPF/MEL d'une durée de six ans doit être signée entre les partenaires et la délégation du droit de préemption urbain (DPU) à l'EPF doit être effectuée sur le périmètre d'intervention de ladite convention. Cette délégation du DPU fera l'objet d'une décision directe.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer la convention opérationnelle de portage foncier du site Boone Comenor Metalimpex situé rue Pasteur sur la commune de Marquette-lez-Lille et tout acte s'y rapportant.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110428-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0242

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MOUVAUX -

SITE JEAN BART - EPF HAUTS-DE-FRANCE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE PORTAGE FONCIER - RENOUVELLEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 15 C 0122 du Conseil du 13 février 2015 ainsi que la délibération complémentaire n° 15 C 0876 du 16 octobre 2015 par laquelle la MEL a décidé de renouveler son partenariat avec l'EPF pour la période 2015-2019 et la convention cadre de partenariat signée le 21 avril 2015 ;

Vu la délibération n° 15 C 0904 du Conseil du 16 octobre 2015 relative à la convention opérationnelle de portage foncier du site Jean Bart à Mouvaux dans le cadre de la convention-cadre d'intervention foncière 2015-2019 entre l'Établissement public foncier Nord-Pas-de-Calais et la Métropole européenne de Lille ;

I. Exposé des motifs

Le site Jean Bart d'une superficie de 6 600 m² a été identifié comme prioritaire et a été intégré à l'axe 1 "Foncier Habitat et du Logement Social". Cette convention devait permettre de développer une opération d'environ 100 logements. En raison de suspicions de pollution et de la démolition à envisager, un emplacement réservé au logement (ERL) a été inscrit au plan local d'urbanisme (PLU) avec un programme de 35 % de logements locatifs.

Deux études ont été réalisées sur le site démontrant la difficulté de sortir un projet économiquement viable. La convention étant terminée depuis le 22 décembre 2020, des réunions avec la commune, la Métropole européenne de Lille (MEL) et Établissement public foncier Hauts-de-France (EPF) se sont tenues afin de définir la feuille de route pour permettre la poursuite du projet.

Le projet d'aménagement de ce site est en cours d'élaboration et nécessitera plusieurs étapes avant sa mise en œuvre. Dont une démolition totale du site pour permettre l'implantation d'un programme de logements neufs de 45 logements, dont 50 % privés, 40 % de logements sociaux et 10 % en bail réel solidaire (BRS).

Aussi, en accord avec l'EPF, il est proposé de renouveler le conventionnement pour une durée de 4 ans afin de permettre sa mise en œuvre.

La charge foncière admissible étant inférieure au prix de cession plancher, la MEL s'engage à couvrir tout reste à charge éventuel entre la charge foncière admissible de l'opérateur qui sera sélectionné et le prix de cession par l'EPF.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention opérationnelle de portage foncier du site Jean Bart à Mouvaux et tout acte s'y rapportant, pour une durée de 4 ans.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0242

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

MOUVAUX -

SITE JEAN BART - EPF HAUTS-DE-FRANCE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE PORTAGE FONCIER - RENOUVELLEMENT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 15 C 0122 du Conseil du 13 février 2015 ainsi que la délibération complémentaire n° 15 C 0876 du 16 octobre 2015 par laquelle la MEL a décidé de renouveler son partenariat avec l'EPF pour la période 2015-2019 et la convention cadre de partenariat signée le 21 avril 2015 ;

Vu la délibération n° 15 C 0904 du Conseil du 16 octobre 2015 relative à la convention opérationnelle de portage foncier du site Jean Bart à Mouvaux dans le cadre de la convention-cadre d'intervention foncière 2015-2019 entre l'Établissement public foncier Nord-Pas-de-Calais et la Métropole européenne de Lille ;

I. Exposé des motifs

Le site Jean Bart d'une superficie de 6 600 m² a été identifié comme prioritaire et a été intégré à l'axe 1 "Foncier Habitat et du Logement Social". Cette convention devait permettre de développer une opération d'environ 100 logements. En raison de suspicions de pollution et de la démolition à envisager, un emplacement réservé au logement (ERL) a été inscrit au plan local d'urbanisme (PLU) avec un programme de 35 % de logements locatifs.

Deux études ont été réalisées sur le site démontrant la difficulté de sortir un projet économiquement viable. La convention étant terminée depuis le 22 décembre 2020, des réunions avec la commune, la Métropole européenne de Lille (MEL) et Établissement public foncier Hauts-de-France (EPF) se sont tenues afin de définir la feuille de route pour permettre la poursuite du projet.

Le projet d'aménagement de ce site est en cours d'élaboration et nécessitera plusieurs étapes avant sa mise en œuvre. Dont une démolition totale du site pour permettre l'implantation d'un programme de logements neufs de 45 logements, dont 50 % privés, 40 % de logements sociaux et 10 % en bail réel solidaire (BRS).

Aussi, en accord avec l'EPF, il est proposé de renouveler le conventionnement pour une durée de 4 ans afin de permettre sa mise en œuvre.

La charge foncière admissible étant inférieure au prix de cession plancher, la MEL s'engage à couvrir tout reste à charge éventuel entre la charge foncière admissible de l'opérateur qui sera sélectionné et le prix de cession par l'EPF.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1. D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention opérationnelle de portage foncier du site Jean Bart à Mouvaux et tout acte s'y rapportant, pour une durée de 4 ans.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110505-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0243

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - HELLEMMES (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) -

SITE H2D QUEBECOR - CONVENTION OPERATIONNELLE TRIPARTITE DE PORTAGE FONCIER AVEC L'EPF ET LA COMMUNE - AVENANT N° 1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 15 C 0122 du 13 février 2015, la Métropole européenne de Lille a décidé de s'engager dans une nouvelle contractualisation de partenariat avec l'Etablissement Public Foncier Nord Pas-de-Calais pour la période 2015-2019 ;

Vu la délibération n° 18 C 0745 du Conseil en date du 19 octobre 2018 autorisant la signature d'une convention de portage foncier opérationnelle spécifique signée de façon tripartite par la Ville, l'EPF et la MEL ;

Vu la promesse synallagmatique de vente entre l'Établissement public foncier et le groupe Duval signée le 26 juillet 2023 ;

Vu l'avenant à la promesse synallagmatique de vente entre l'Établissement public foncier et le groupe Duval signé le 7 mai 2024 ;

I. Exposé des motifs

Le site Hellemmes Quebecor H2D a fait l'objet d'une convention opérationnelle tripartite de portage foncier d'une durée de 5 ans entre la commune de Lille, l'Établissement public foncier Hauts-de-France (EPF) et la Métropole européenne de Lille (MEL).

Dans le cadre de cette convention datée du 10 mai 2019, l'EPF et le Groupe Duval ont signé le 26 juillet 2023 une promesse synallagmatique de vente portant sur la cession de l'ensemble du site H2D Quebecor. Cette promesse de vente prévoyait une condition suspensive d'obtention d'un permis d'aménager exprès et définitif portant sur la totalité du bien vendu.

Le permis d'aménager a bien été accordé le 11 janvier 2024, mais il a fait l'objet d'un recours gracieux notifié en mairie le 7 mars 2024, ne permettant donc pas la levée de cette condition suspensive ni la réitération de la vente avant la date du 10 mai 2024.

Aussi, pour intégrer le délai nécessaire à la résolution du recours gracieux et d'un éventuel recours contentieux, les parties ont signé le 7 mai 2024 un avenant à la promesse synallagmatique de vente permettant de proroger le terme de cette promesse au 31 décembre 2025.

Dans ce contexte et afin permettre la cession directe du foncier porté par l'EPF à l'opérateur, il est nécessaire de prolonger également par voie d'avenant et jusqu'au 31 décembre 2025 la durée de la convention opérationnelle du site H2D Quebecor à Hellemmes (commune associée à Lille).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 à la convention opérationnelle tripartite de portage foncier entre la MEL, la commune de Lille et l'EPF Hauts-de-France sur le site "HD2 Quebecor" à Hellemmes (commune associée à Lille) et tous les actes et documents à intervenir.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0243

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - HELLEMMES (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) -

SITE H2D QUEBECOR - CONVENTION OPERATIONNELLE TRIPARTITE DE PORTAGE FONCIER AVEC L'EPF ET LA COMMUNE - AVENANT N° 1

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 15 C 0122 du 13 février 2015, la Métropole européenne de Lille a décidé de s'engager dans une nouvelle contractualisation de partenariat avec l'Etablissement Public Foncier Nord Pas-de-Calais pour la période 2015-2019 ;

Vu la délibération n° 18 C 0745 du Conseil en date du 19 octobre 2018 autorisant la signature d'une convention de portage foncier opérationnelle spécifique signée de façon tripartite par la Ville, l'EPF et la MEL ;

Vu la promesse synallagmatique de vente entre l'Établissement public foncier et le groupe Duval signée le 26 juillet 2023 ;

Vu l'avenant à la promesse synallagmatique de vente entre l'Établissement public foncier et le groupe Duval signé le 7 mai 2024 ;

I. Exposé des motifs

Le site Hellemmes Quebecor H2D a fait l'objet d'une convention opérationnelle tripartite de portage foncier d'une durée de 5 ans entre la commune de Lille, l'Établissement public foncier Hauts-de-France (EPF) et la Métropole européenne de Lille (MEL).

Dans le cadre de cette convention datée du 10 mai 2019, l'EPF et le Groupe Duval ont signé le 26 juillet 2023 une promesse synallagmatique de vente portant sur la cession de l'ensemble du site H2D Quebecor. Cette promesse de vente prévoyait une condition suspensive d'obtention d'un permis d'aménager exprès et définitif portant sur la totalité du bien vendu.

Le permis d'aménager a bien été accordé le 11 janvier 2024, mais il a fait l'objet d'un recours gracieux notifié en mairie le 7 mars 2024, ne permettant donc pas la levée de cette condition suspensive ni la réitération de la vente avant la date du 10 mai 2024.

Aussi, pour intégrer le délai nécessaire à la résolution du recours gracieux et d'un éventuel recours contentieux, les parties ont signé le 7 mai 2024 un avenant à la promesse synallagmatique de vente permettant de proroger le terme de cette promesse au 31 décembre 2025.

Dans ce contexte et afin permettre la cession directe du foncier porté par l'EPF à l'opérateur, il est nécessaire de prolonger également par voie d'avenant et jusqu'au 31 décembre 2025 la durée de la convention opérationnelle du site H2D Quebecor à Hellemmes (commune associée à Lille).

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 1 à la convention opérationnelle tripartite de portage foncier entre la MEL, la commune de Lille et l'EPF Hauts-de-France sur le site "HD2 Quebecor" à Hellemmes (commune associée à Lille) et tous les actes et documents à intervenir.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110462-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0244

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - HELLEMMES (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) - LEZENNES -

SECTEUR PORTE METROPOLITAINE - INTERVENTION FONCIERE 2020-2024 ENTRE L'EPF HAUTS-DE-FRANCE ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE PORTAGE FONCIER - AVENANT N° 3

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 20 C 0490 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative au volet territorial métropolitain du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF 2020-2024 et la signature de la convention opérationnelle du "site commercial, boulevard de Lezennes" le 24 décembre 2020 ;

Vu la délibération n° 21 B 0092 du Bureau en date du 19 mars 2021 relative à la signature de l'avenant n° 1 afin d'ajuster le montant prévisionnel de l'opération et le prix de cession cible du site ;

Vu la délibération n° 23-B-0420 du Bureau en date du 15 décembre 2023 relative à la signature de l'avenant n° 2 afin de préciser les modalités d'intervention travaux de l'EPF, ajuster le planning et le bilan financier prévisionnels de l'opération.

I. Exposé des motifs

Le 24 décembre 2020, la Métropole européenne de Lille (MEL) et l'Établissement public foncier Hauts-de-France (EPF) ont signé une convention opérationnelle d'une durée de 10 ans intitulée "Lille-Hellemmes - Site commercial boulevard de Lezennes" visant à l'acquisition et la déconstruction de bâtiments commerciaux pour la réalisation d'une zone d'activités et de voiries structurantes.

Un avenant n° 1, autorisé par la délibération n° 21 B 0092, est venu ajuster le montant prévisionnel de l'opération et le prix de cession cible du site.

Un avenant n° 2, autorisé par délibération n° 23-B-0420 est venue préciser les modalités d'intervention travaux de l'EPF, ajuster le planning et le bilan financier prévisionnels de l'opération.

La MEL et l'EPF ont été informés, début 2024, de la mise en vente d'une surface commerciale (site dit "Gifi") mitoyen du site propriété de l'EPF.

Les emprises concernées sont en mesure de conforter les futurs aménagements de la MEL qui seront engagés en 2026 et de proposer de nouveaux tènements fonciers en cœur d'agglomération à même de recevoir des activités productives.

Afin de permettre de compléter la maitrise foncière engagée sur la zone d'activités du Hellu et en accord avec l'EPF, il est proposé la signature d'un avenant n° 3 afin d'étendre le périmètre de projet, d'acquisition, de gestion et d'intervention en travaux.

L'extension du périmètre consistera à inclure le site dit "Gifi", parcelles cadastrées section AA n° 75 à Lezennes et section AP n° 292 à Hellemmes.

En cas d'acquisition par l'EPF des emprises objet de l'extension du périmètre, un nouvel avenant entre les parties viendra ajuster le cout de revient global du site et le prix de cession cible.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 3 à la convention opérationnelle de portage foncier "Site commercial, boulevard de Lezennes" à Hellemmes (commune associée à Lille) et Lezennes et tous les actes et documents à intervenir.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0244

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE - HELLEMMES (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) - LEZENNES -

SECTEUR PORTE METROPOLITAINE - INTERVENTION FONCIERE 2020-2024 ENTRE L'EPF HAUTS-DE-FRANCE ET LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - CONVENTION OPERATIONNELLE DE PORTAGE FONCIER - AVENANT N° 3

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 20 C 0490 du Conseil en date du 18 décembre 2020 relative au volet territorial métropolitain du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF 2020-2024 et la signature de la convention opérationnelle du "site commercial, boulevard de Lezennes" le 24 décembre 2020 ;

Vu la délibération n° 21 B 0092 du Bureau en date du 19 mars 2021 relative à la signature de l'avenant n° 1 afin d'ajuster le montant prévisionnel de l'opération et le prix de cession cible du site ;

Vu la délibération n° 23-B-0420 du Bureau en date du 15 décembre 2023 relative à la signature de l'avenant n° 2 afin de préciser les modalités d'intervention travaux de l'EPF, ajuster le planning et le bilan financier prévisionnels de l'opération.

I. Exposé des motifs

Le 24 décembre 2020, la Métropole européenne de Lille (MEL) et l'Établissement public foncier Hauts-de-France (EPF) ont signé une convention opérationnelle d'une durée de 10 ans intitulée "Lille-Hellemmes - Site commercial boulevard de Lezennes" visant à l'acquisition et la déconstruction de bâtiments commerciaux pour la réalisation d'une zone d'activités et de voiries structurantes.

Un avenant n° 1, autorisé par la délibération n° 21 B 0092, est venu ajuster le montant prévisionnel de l'opération et le prix de cession cible du site.

Un avenant n° 2, autorisé par délibération n° 23-B-0420 est venue préciser les modalités d'intervention travaux de l'EPF, ajuster le planning et le bilan financier prévisionnels de l'opération.

La MEL et l'EPF ont été informés, début 2024, de la mise en vente d'une surface commerciale (site dit "Gifi") mitoyen du site propriété de l'EPF.

Les emprises concernées sont en mesure de conforter les futurs aménagements de la MEL qui seront engagés en 2026 et de proposer de nouveaux tènements fonciers en cœur d'agglomération à même de recevoir des activités productives.

Afin de permettre de compléter la maitrise foncière engagée sur la zone d'activités du Hellu et en accord avec l'EPF, il est proposé la signature d'un avenant n° 3 afin d'étendre le périmètre de projet, d'acquisition, de gestion et d'intervention en travaux.

L'extension du périmètre consistera à inclure le site dit "Gifi", parcelles cadastrées section AA n° 75 à Lezennes et section AP n° 292 à Hellemmes.

En cas d'acquisition par l'EPF des emprises objet de l'extension du périmètre, un nouvel avenant entre les parties viendra ajuster le cout de revient global du site et le prix de cession cible.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant n° 3 à la convention opérationnelle de portage foncier "Site commercial, boulevard de Lezennes" à Hellemmes (commune associée à Lille) et Lezennes et tous les actes et documents à intervenir.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110496-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0245

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

12 RUE DE LA MARBRERIE - INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAITRE DANS LE PATRIMOINE METROPOLITAIN

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code civil, notamment son article 713 ;

Vu du code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 1123-1 ;

Vu la délibération n° 20 C 0437 du Conseil en date du 18 décembre 2020 portant délibération-cadre relative à la mise en œuvre de la procédure d'incorporation d'un bien sans maitre ;

Vu la délibération n° 21 C 0178 du Conseil en date du 23 avril 2021 portant attribution de la concession d'aménagement subséquente n° 2 pour la poursuite de la requalification des quartiers d'habitats anciens à Lille dans le cadre du NPRU ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 24/61 du conseil municipal de Lille en date du 2 février 2024 ;

I. Exposé des motifs

Par la délibération du 23 avril 2021 susvisée, la Métropole européenne de Lille (MEL) a confié à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession d'aménagement subséquente n°2 pour la requalification des quartiers anciens dégradés à Lille, constituant une opportunité de contribuer à la ville durable et d'en faire des lieux d'expérimentation et d'anticipation des évolutions règlementaires en matière de transition énergétique et écologique. La concession identifie le recyclage complet après acquisition de 520 logements sur le programme habitat.

Selon le code général de la propriété des personnes publiques, les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté sont considérés comme n'ayant pas de maitre.

De plus, selon le code civil, les biens qui n'ont pas de maitre appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Par délibération du conseil municipal, la commune peut renoncer à exercer ses droits au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) dont elle est membre.

Les biens sans maitre sont alors réputés appartenir à l'EPCI dans le cadre d'une procédure d'acquisition précisée dans le code général de la propriété des personnes publiques.

Il s'agit en principe d'une acquisition de plein droit. Cependant, en application du code général des collectivités territoriales, le Conseil de la métropole doit autoriser l'acquisition d'un bien sans maitre. La prise de possession est ensuite constatée par procès-verbal affiché conformément à ce même code.

Enfin, par la délibération du 18 décembre 2020 susvisée, la Métropole européenne de Lille (MEL) a validé ses modalités d'intervention au titre de la procédure d'incorporation dans le domaine métropolitain de biens sans maitre pour des projets à vocation essentiellement d'habitat.

L'immeuble bâti sis n°12 rue de la Marbrerie à Lille, cadastré section BZ n°146 pour une emprise de 23m², figure parmi les cibles constituant le périmètre du marché subséquent n° 2 de la concession d'aménagement.

Cet immeuble appartient à Monsieur CHOUAN Georges, décédé le 11 décembre 1979 à Lille, et à Madame BOTERDAEL Léonie, décédée le 5 décembre 1985 à Lille. Les défunts disposaient de la pleine propriété de cette maison en vertu d'un acte de vente en date du 29 mars et 7 avril 1952.

La commune de Lille, en lien avec la MEL, a initié la procédure d'incorporation pour cet immeuble. En effet, le décès des propriétaires date de plus de 30 ans et aucun successible ne s'étant présenté depuis, l'immeuble peut donc être qualifié de bien sans maitre. Par la délibération du 2 février 2024 susvisée, la commune de Lille a souhaité renoncer à la faculté d'incorporer l'immeuble dans son patrimoine et s'est prononcée favorablement sur l'incorporation dans le domaine métropolitain.

La Direction de l'immobilier de l'État a estimé la valeur vénale de ce bien à 58 000 €. Cette estimation est nécessaire pour les formalités de publicité foncière et l'incorporation est effectuée gratuitement pour la collectivité.

Il est proposé au Bureau de décider de l'incorporation gratuite dans le domaine métropolitain de l’immeuble sis n°12 rue de la Marbrerie à Lille, dans le cadre de la procédure de bien sans maître.

L'immeuble sera ensuite versé au crédit de la concession d'aménagement pour le recyclage des logements vacants privés dégradés ou en situation de blocage. Le partenariat avec la SPLA La Fabrique des quartiers engage celle-ci à acquérir le bien et à en assurer le portage foncier en préparation du programme de requalification.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'incorporer gratuitement dans le domaine métropolitain l'immeuble sis n°12 rue de la Marbrerie à Lille, cadastré section BZ n°146, dans le cadre de la procédure de bien sans maitre.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0245

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LILLE -

12 RUE DE LA MARBRERIE - INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAITRE DANS LE PATRIMOINE METROPOLITAIN

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code civil, notamment son article 713 ;

Vu du code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 1123-1 ;

Vu la délibération n° 20 C 0437 du Conseil en date du 18 décembre 2020 portant délibération-cadre relative à la mise en œuvre de la procédure d'incorporation d'un bien sans maitre ;

Vu la délibération n° 21 C 0178 du Conseil en date du 23 avril 2021 portant attribution de la concession d'aménagement subséquente n° 2 pour la poursuite de la requalification des quartiers d'habitats anciens à Lille dans le cadre du NPRU ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 24/61 du conseil municipal de Lille en date du 2 février 2024 ;

I. Exposé des motifs

Par la délibération du 23 avril 2021 susvisée, la Métropole européenne de Lille (MEL) a confié à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession d'aménagement subséquente n°2 pour la requalification des quartiers anciens dégradés à Lille, constituant une opportunité de contribuer à la ville durable et d'en faire des lieux d'expérimentation et d'anticipation des évolutions règlementaires en matière de transition énergétique et écologique. La concession identifie le recyclage complet après acquisition de 520 logements sur le programme habitat.

Selon le code général de la propriété des personnes publiques, les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté sont considérés comme n'ayant pas de maitre.

De plus, selon le code civil, les biens qui n'ont pas de maitre appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Par délibération du conseil municipal, la commune peut renoncer à exercer ses droits au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) dont elle est membre.

Les biens sans maitre sont alors réputés appartenir à l'EPCI dans le cadre d'une procédure d'acquisition précisée dans le code général de la propriété des personnes publiques.

Il s'agit en principe d'une acquisition de plein droit. Cependant, en application du code général des collectivités territoriales, le Conseil de la métropole doit autoriser l'acquisition d'un bien sans maitre. La prise de possession est ensuite constatée par procès-verbal affiché conformément à ce même code.

Enfin, par la délibération du 18 décembre 2020 susvisée, la Métropole européenne de Lille (MEL) a validé ses modalités d'intervention au titre de la procédure d'incorporation dans le domaine métropolitain de biens sans maitre pour des projets à vocation essentiellement d'habitat.

L'immeuble bâti sis n°12 rue de la Marbrerie à Lille, cadastré section BZ n°146 pour une emprise de 23m², figure parmi les cibles constituant le périmètre du marché subséquent n° 2 de la concession d'aménagement.

Cet immeuble appartient à Monsieur CHOUAN Georges, décédé le 11 décembre 1979 à Lille, et à Madame BOTERDAEL Léonie, décédée le 5 décembre 1985 à Lille. Les défunts disposaient de la pleine propriété de cette maison en vertu d'un acte de vente en date du 29 mars et 7 avril 1952.

La commune de Lille, en lien avec la MEL, a initié la procédure d'incorporation pour cet immeuble. En effet, le décès des propriétaires date de plus de 30 ans et aucun successible ne s'étant présenté depuis, l'immeuble peut donc être qualifié de bien sans maitre. Par la délibération du 2 février 2024 susvisée, la commune de Lille a souhaité renoncer à la faculté d'incorporer l'immeuble dans son patrimoine et s'est prononcée favorablement sur l'incorporation dans le domaine métropolitain.

La Direction de l'immobilier de l'État a estimé la valeur vénale de ce bien à 58 000 €. Cette estimation est nécessaire pour les formalités de publicité foncière et l'incorporation est effectuée gratuitement pour la collectivité.

Il est proposé au Bureau de décider de l'incorporation gratuite dans le domaine métropolitain de l’immeuble sis n°12 rue de la Marbrerie à Lille, dans le cadre de la procédure de bien sans maître.

L'immeuble sera ensuite versé au crédit de la concession d'aménagement pour le recyclage des logements vacants privés dégradés ou en situation de blocage. Le partenariat avec la SPLA La Fabrique des quartiers engage celle-ci à acquérir le bien et à en assurer le portage foncier en préparation du programme de requalification.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'incorporer gratuitement dans le domaine métropolitain l'immeuble sis n°12 rue de la Marbrerie à Lille, cadastré section BZ n°146, dans le cadre de la procédure de bien sans maitre.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110427-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0246

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PROVIN -

2B ET 4 RUE EDGAR SION - INCORPORATION DE BIENS SANS MAITRE DANS LE PATRIMOINE METROPOLITAIN

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code civil, notamment son article 713 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 1123-1 ;

Vu la délibération n° 20 C 0437 du Conseil en date du 18 décembre 2020 portant délibération-cadre relative à la mise en œuvre de la procédure d'incorporation d'un bien sans maitre ;

Vu la délibération n° 21 C 0178 du Conseil en date du 23 avril 2021 portant attribution de la concession d'aménagement subséquente n° 2 pour la poursuite de la requalification des quartiers d'habitats anciens à Lille dans le cadre du NPRU ;

Vu la délibération n° D2023-113 du conseil municipal de Provin en date du 29 novembre 2023 ;

I. Exposé des motifs

Par la délibération du 23 avril 2021 susvisée, la Métropole européenne de Lille (MEL) a confié à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession d'aménagement subséquente n° 2 pour la requalification des quartiers anciens dégradés à Lille, constituant une opportunité de contribuer à la ville durable et d'en faire des lieux d'expérimentation et d'anticipation des évolutions règlementaires en matière de transition énergétique et écologique. La concession identifie le recyclage complet après acquisition de 520 logements sur le programme habitat.

Selon le code général de la propriété des personnes publiques, les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté sont considérés comme n'ayant pas de maitre.

De plus, selon le code civil, les biens qui n'ont pas de maitre appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Par délibération du conseil municipal, la commune peut renoncer à exercer ses droits au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) dont elle est membre. Les biens sans maitre sont alors réputés appartenir à l'EPCI dans le cadre d'une procédure d'acquisition précisée dans le code général de la propriété des personnes publiques.

Il s'agit en principe d'une acquisition de plein droit. Cependant, en application du code général des collectivités territoriales, le Conseil de la métropole doit autoriser l'acquisition d'un bien sans maitre. La prise de possession est ensuite constatée par procès-verbal affiché conformément à ce même code.

Enfin, par la délibération du 18 décembre 2020 susvisée, la MEL a validé ses modalités d'intervention au titre de la procédure d'incorporation dans le domaine métropolitain de biens sans maitre pour des projets à vocation essentiellement d'habitat.

Les immeubles bâtis sis 2b et 4 rue Edgar Sion à Provin, cadastrés A 866 et 867 pour une superficie totale de 158 m² et d'une surface habitable de 40 m² chacune, figurent parmi les cibles constituant le périmètre du marché subséquent n° 2 de la concession d'aménagement.

Ces immeubles appartiennent à Madame Rosalie CROMBECQUE, décédée le 09 mars 1929 à Provin. La défunte disposait de la pleine propriété de ces maisons en vertu d'un acte de vente en date du 10 février 1927.

La commune de Provin, en lien avec la MEL, a initié la procédure d'incorporation pour ces immeubles. En effet, le décès des propriétaires date de plus de 30 ans et aucun successible ne s'est présenté depuis 1929 : les immeubles peuvent donc être qualifiés de bien sans maitre. Par la délibération du 29 novembre 2023 susvisée, la commune de Provin a souhaité renoncer à la faculté d'incorporer les immeubles dans son patrimoine et s'est prononcée favorablement sur l'incorporation dans le domaine métropolitain.

La Direction de l'immobilier de l'État a estimé la valeur vénale de ces biens à 17 000 €. Cette estimation, nécessaire pour les formalités de publicité foncière et l'incorporation, est effectuée gratuitement pour la collectivité.

Il est proposé au Bureau de décider de l'incorporation gratuite dans le domaine métropolitain de l’immeuble sis 2b et 4 rue Edgar Sion à Provin, dans le cadre de la procédure de bien sans maître.

Les immeubles seront ensuite versés au crédit de la concession d'aménagement portant sur le recyclage des logements vacants privés dégradés ou en situation de blocage. Le partenariat engagé avec la SPLA La Fabrique des quartiers amènera celle-ci à assurer le portage foncier en préparation du programme de requalification.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'incorporer gratuitement dans le domaine métropolitain les immeubles sis 2b et 4 rue Edgar Sion à Provin, cadastrés section A n° 866 et 867, dans le cadre de la procédure de bien sans maitre.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0246

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PROVIN -

2B ET 4 RUE EDGAR SION - INCORPORATION DE BIENS SANS MAITRE DANS LE PATRIMOINE METROPOLITAIN

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu le code civil, notamment son article 713 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 1123-1 ;

Vu la délibération n° 20 C 0437 du Conseil en date du 18 décembre 2020 portant délibération-cadre relative à la mise en œuvre de la procédure d'incorporation d'un bien sans maitre ;

Vu la délibération n° 21 C 0178 du Conseil en date du 23 avril 2021 portant attribution de la concession d'aménagement subséquente n° 2 pour la poursuite de la requalification des quartiers d'habitats anciens à Lille dans le cadre du NPRU ;

Vu la délibération n° D2023-113 du conseil municipal de Provin en date du 29 novembre 2023 ;

I. Exposé des motifs

Par la délibération du 23 avril 2021 susvisée, la Métropole européenne de Lille (MEL) a confié à la SPLA La Fabrique des quartiers une concession d'aménagement subséquente n° 2 pour la requalification des quartiers anciens dégradés à Lille, constituant une opportunité de contribuer à la ville durable et d'en faire des lieux d'expérimentation et d'anticipation des évolutions règlementaires en matière de transition énergétique et écologique. La concession identifie le recyclage complet après acquisition de 520 logements sur le programme habitat.

Selon le code général de la propriété des personnes publiques, les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté sont considérés comme n'ayant pas de maitre.

De plus, selon le code civil, les biens qui n'ont pas de maitre appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Par délibération du conseil municipal, la commune peut renoncer à exercer ses droits au profit de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) dont elle est membre. Les biens sans maitre sont alors réputés appartenir à l'EPCI dans le cadre d'une procédure d'acquisition précisée dans le code général de la propriété des personnes publiques.

Il s'agit en principe d'une acquisition de plein droit. Cependant, en application du code général des collectivités territoriales, le Conseil de la métropole doit autoriser l'acquisition d'un bien sans maitre. La prise de possession est ensuite constatée par procès-verbal affiché conformément à ce même code.

Enfin, par la délibération du 18 décembre 2020 susvisée, la MEL a validé ses modalités d'intervention au titre de la procédure d'incorporation dans le domaine métropolitain de biens sans maitre pour des projets à vocation essentiellement d'habitat.

Les immeubles bâtis sis 2b et 4 rue Edgar Sion à Provin, cadastrés A 866 et 867 pour une superficie totale de 158 m² et d'une surface habitable de 40 m² chacune, figurent parmi les cibles constituant le périmètre du marché subséquent n° 2 de la concession d'aménagement.

Ces immeubles appartiennent à Madame Rosalie CROMBECQUE, décédée le 09 mars 1929 à Provin. La défunte disposait de la pleine propriété de ces maisons en vertu d'un acte de vente en date du 10 février 1927.

La commune de Provin, en lien avec la MEL, a initié la procédure d'incorporation pour ces immeubles. En effet, le décès des propriétaires date de plus de 30 ans et aucun successible ne s'est présenté depuis 1929 : les immeubles peuvent donc être qualifiés de bien sans maitre. Par la délibération du 29 novembre 2023 susvisée, la commune de Provin a souhaité renoncer à la faculté d'incorporer les immeubles dans son patrimoine et s'est prononcée favorablement sur l'incorporation dans le domaine métropolitain.

La Direction de l'immobilier de l'État a estimé la valeur vénale de ces biens à 17 000 €. Cette estimation, nécessaire pour les formalités de publicité foncière et l'incorporation, est effectuée gratuitement pour la collectivité.

Il est proposé au Bureau de décider de l'incorporation gratuite dans le domaine métropolitain de l’immeuble sis 2b et 4 rue Edgar Sion à Provin, dans le cadre de la procédure de bien sans maître.

Les immeubles seront ensuite versés au crédit de la concession d'aménagement portant sur le recyclage des logements vacants privés dégradés ou en situation de blocage. Le partenariat engagé avec la SPLA La Fabrique des quartiers amènera celle-ci à assurer le portage foncier en préparation du programme de requalification.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'incorporer gratuitement dans le domaine métropolitain les immeubles sis 2b et 4 rue Edgar Sion à Provin, cadastrés section A n° 866 et 867, dans le cadre de la procédure de bien sans maitre.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110443-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0247

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

AJUSTEMENTS AUX MODALITES D'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR LES AGENTS EN CYCLE SPECIFIQUE - DIRECTION NATURE AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°21-C-0529

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 24-C-0055 du 19 avril 2024 ;

Vu la délibération n°21-C-0529 en date du 15 octobre 2021 Modalités d'organisation du temps de travail pour les agents de la MEL en cycle spécifique - Direction *Nature Agriculture et Environnement.*

I. Exposé des motifs

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter des ajustements à la délibération n°21-C-0529 en date du 15 octobre 2021 Modalités d'organisation du temps de travail pour les agents de la MEL en cycle spécifique - Direction *Nature Agriculture et Environnement.*

Le temps de travail de plusieurs services de la direction *Nature Agriculture et Environnement* nécessite la mise en place de cycles spécifiques conditionnés notamment à la saisonnalité de l'activité, aux horaires d'ouverture et de fermeture des parcs et musées et à l'accueil du public, sur une amplitude de travail élargie, mais aussi à des contraintes horaires soir et week-end très fréquentes.

La présente délibération vient ajuster l'organisation du temps de travail des agents en cycles spécifiques pour s'adapter aux changements organisationnels : le service *Mosaic* et l'équipe *Relais nature du parc de la Deûle* devenus service *Mosaic* et *Relais nature du parc de la Deûle* et pour s'adapter à l'activité des différents sites.

Sont concernés : le service *des Près du Hem* et l'équipe *École de voile*, le service *Musée de plein air* et l'équipe *Animaliers*, le service *Mosaic* et *Relais nature du parc de la Deûle*, fonctionnaires titulaires et stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé, les temps complets, temps partiels, temps non complets, catégories A,B,C.

Le service *Espaces naturels* et les unités fonctionnelles *Canal de Roubaix-Val de Marque* et *Parc de la Deûle-Val de Lys* , le service *Agriculture, biodiversité et alimentation*, l'unité fonctionnelle *Ressources, animation valorisation et l'équipe Animations* bénéficient des dispositions des cycles classiques reprises dans la délibération n°21-C- 0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

1. Durée annuelle de temps de travail

Les cycles spécifiques de temps de travail s'entendent dans le respect des garanties minimales liées au temps de travail reprises dans le règlement intérieur de la MEL.

La période de référence est l'année civile.

Les agents concernés par ces cycles spécifiques sont soumis à l'une des sujétions ouvrant droit à une réduction du temps de travail annuel.

La durée annuelle de temps de travail de 1607 heures est donc minorée à raison de 3 jours annuels au regard de la sujétion du rythme de travail lié à la saisonnalité ou de 5 jours annuels au regard de la sujétion du travail récurrent le week-end (au moins 1/3 des week-ends à l'année).

Ces jours de réduction du temps de travail annuel s'entendent en jours ouvrés et correspondent à la durée journalière du cycle spécifique concerné.

Le cycle de travail spécifique n'est pas cumulable avec l'organisation du temps de travail (OTT) sur 4,5 jours ou 9 jours sur 10.

En cas d'évènements exceptionnels l'activité peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires.

Chaque agent est tenu de respecter le cycle de travail spécifique, de déclarer son temps de travail effectif quotidien et se soumettre aux modalités de contrôle de la MEL.

2. Organisation des cycles spécifiques de travail

2.1. Organisation annualisée du cycle spécifique de travail du service *Mosaic et Relais nature du parc de la Deûle*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

Le cycle spécifique de travail des agents est fixé en considération des contraintes d'ouverture du service.

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : décembre à février sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28h à 39h du lundi au vendredi
- Moyenne saison : mars à mai et septembre à novembre sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 40h du lundi au dimanche
- Haute saison : juin à août sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 42h du lundi au dimanche

Une astreinte décisionnelle est mise en place dans le cadre du cycle spécifique de travail. L'astreinte de décision est réalisée par la ligne managériale (chef de service, chef de service adjoint).

En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité.

En période haute saison sur les mois de juillet et août, 15 jours de congés dont 10 jours de congés consécutifs maximum pourront être posés par les agents au regard de l'activité.

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.2. Organisation annualisée du cycle spécifique de travail du service *Musée de plein air*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : décembre à février sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28h à 39h du lundi au vendredi
- Moyenne saison : mars à mai et septembre à novembre sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 40h du lundi au dimanche
- Haute saison : juin à août sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 42h du lundi au dimanche

Une astreinte décisionnelle est mise en place dans le cadre du cycle spécifique de travail. L'astreinte de décision est réalisée par la ligne managériale (chef de service, chef de service adjoint).

En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité.

En période haute saison sur les mois en juillet et août, 15 jours de congés dont 10 jours de congés consécutifs maximum pourront être posés par les agents au regard de l'activité.

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.3 Organisation annualisée du cycle spécifique de travail de l'équipe *Animaliers* au sein du service *Musée de plein air*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail spécifique annualisé sur la base de 38h avec 18 jours de réduction du temps de travail.

Le cycle de temps de travail s'établit sur 3 semaines :

En période d'ouverture au public, d'avril à octobre :

- 40h de travail effectif hebdomadaire sur la base de 5 jours (2 semaines) du lundi au dimanche ;
- 33h de travail effectif sur la base de 4 jours (1 semaine weekend non compris) du lundi au vendredi.

En période de fermeture au public, de novembre à mars :

- 40h de travail effectif hebdomadaire sur la base de 5 jours (1 semaine) du lundi au vendredi ;
- 33h de travail effectif sur la base de 4 jours (1 semaine weekend compris du lundi au dimanche et 1 semaine week-end non compris du lundi au vendredi).

Une astreinte d'exploitation annuelle est mise en place dans le cadre du cycle de travail. L'astreinte d'exploitation est réalisée par le chef d'équipe et des agents animaliers (au nombre de deux à date).

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n° 21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.4. Organisation annualisée du cycle spécifique de travail du service des *Près du Hem*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : novembre à février sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28h à 39h du lundi au vendredi
- Moyenne saison : mars, septembre à octobre, sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 40h du lundi au dimanche
- Haute saison : avril à août sur la base de 4 à 6 jours travaillés de 32h à 42h du lundi au dimanche

Une astreinte décisionnelle est mise en place dans le cadre du cycle spécifique de travail. L'astreinte de décision est réalisée par la ligne managériale (chef de service, chef de service adjoint).

En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité.

En période haute saison entre juin et août seulement 10 jours de congés, soit 2 semaines maximum consécutives ou non pourront être posés par les agents au regard de l'activité.

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C- 0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.5 Organisation annualisée du cycle spécifique de travail de l'équipe *École de voile* au sein du service des *Près du Hem*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

Pour les moniteurs de voile :

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : Janvier à février, novembre à décembre sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28 h à 39 h du lundi au dimanche
- Moyenne saison : mars à mai et septembre à octobre, sur la base de 4 à 6 jours travaillés à 32h à 42h du lundi au dimanche
- Haute saison : juin à août sur la base de 4 à 6 jours travaillés de 36h à 42h du lundi au dimanche

Pour le chargé d'accueil :

L'activité est rythmée par deux saisons à l'année, qui correspondent aux périodes d'ouverture ou de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Période de fermeture au public : janvier à février, novembre à décembre sur la base de 4 jours travaillés de 28h à 32h du lundi au vendredi
- Période d'ouverture au public : mars à octobre sur la base de 5 jours travaillés de 36h à 42h du lundi au dimanche.

Pour les moniteurs de voile :

- En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité
- En période haute saison entre juin et août seulement 10 jours de congés, soit 2 semaines maximum consécutives ou non pourront être posées par les agents au regard de l'activité.

Pour le chargé d'accueil :

- En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité
- En période haute saison entre juin et août seulement 10 jours de congés, soit 2 semaines maximum consécutives ou non pourront être posées par les agents au regard de l'activité

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

Le collège des représentants de 'l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces différentes dispositions.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'acter les ajustements et nouvelles règles d'organisation du temps de travail liées aux cycles spécifiques de temps de travail ;
2) de mettre à jour le règlement intérieur de la MEL afin d'intégrer ces dispositions.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0247

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

AJUSTEMENTS AUX MODALITES D'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR LES AGENTS EN CYCLE SPECIFIQUE - DIRECTION NATURE AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°21-C-0529

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 24-C-0055 du 19 avril 2024 ;

Vu la délibération n°21-C-0529 en date du 15 octobre 2021 Modalités d'organisation du temps de travail pour les agents de la MEL en cycle spécifique - Direction *Nature Agriculture et Environnement.*

I. Exposé des motifs

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter des ajustements à la délibération n°21-C-0529 en date du 15 octobre 2021 Modalités d'organisation du temps de travail pour les agents de la MEL en cycle spécifique - Direction *Nature Agriculture et Environnement.*

Le temps de travail de plusieurs services de la direction *Nature Agriculture et Environnement* nécessite la mise en place de cycles spécifiques conditionnés notamment à la saisonnalité de l'activité, aux horaires d'ouverture et de fermeture des parcs et musées et à l'accueil du public, sur une amplitude de travail élargie, mais aussi à des contraintes horaires soir et week-end très fréquentes.

La présente délibération vient ajuster l'organisation du temps de travail des agents en cycles spécifiques pour s'adapter aux changements organisationnels : le service *Mosaic* et l'équipe *Relais nature du parc de la Deûle* devenus service *Mosaic* et *Relais nature du parc de la Deûle* et pour s'adapter à l'activité des différents sites.

Sont concernés : le service *des Près du Hem* et l'équipe *École de voile*, le service *Musée de plein air* et l'équipe *Animaliers*, le service *Mosaic* et *Relais nature du parc de la Deûle*, fonctionnaires titulaires et stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé, les temps complets, temps partiels, temps non complets, catégories A,B,C.

Le service *Espaces naturels* et les unités fonctionnelles *Canal de Roubaix-Val de Marque* et *Parc de la Deûle-Val de Lys* , le service *Agriculture, biodiversité et alimentation*, l'unité fonctionnelle *Ressources, animation valorisation et l'équipe Animations* bénéficient des dispositions des cycles classiques reprises dans la délibération n°21-C- 0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

1. Durée annuelle de temps de travail

Les cycles spécifiques de temps de travail s'entendent dans le respect des garanties minimales liées au temps de travail reprises dans le règlement intérieur de la MEL.

La période de référence est l'année civile.

Les agents concernés par ces cycles spécifiques sont soumis à l'une des sujétions ouvrant droit à une réduction du temps de travail annuel.

La durée annuelle de temps de travail de 1607 heures est donc minorée à raison de 3 jours annuels au regard de la sujétion du rythme de travail lié à la saisonnalité ou de 5 jours annuels au regard de la sujétion du travail récurrent le week-end (au moins 1/3 des week-ends à l'année).

Ces jours de réduction du temps de travail annuel s'entendent en jours ouvrés et correspondent à la durée journalière du cycle spécifique concerné.

Le cycle de travail spécifique n'est pas cumulable avec l'organisation du temps de travail (OTT) sur 4,5 jours ou 9 jours sur 10.

En cas d'évènements exceptionnels l'activité peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires.

Chaque agent est tenu de respecter le cycle de travail spécifique, de déclarer son temps de travail effectif quotidien et se soumettre aux modalités de contrôle de la MEL.

2. Organisation des cycles spécifiques de travail

2.1. Organisation annualisée du cycle spécifique de travail du service *Mosaic et Relais nature du parc de la Deûle*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

Le cycle spécifique de travail des agents est fixé en considération des contraintes d'ouverture du service.

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : décembre à février sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28h à 39h du lundi au vendredi
- Moyenne saison : mars à mai et septembre à novembre sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 40h du lundi au dimanche
- Haute saison : juin à août sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 42h du lundi au dimanche

Une astreinte décisionnelle est mise en place dans le cadre du cycle spécifique de travail. L'astreinte de décision est réalisée par la ligne managériale (chef de service, chef de service adjoint).

En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité.

En période haute saison sur les mois de juillet et août, 15 jours de congés dont 10 jours de congés consécutifs maximum pourront être posés par les agents au regard de l'activité.

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.2. Organisation annualisée du cycle spécifique de travail du service *Musée de plein air*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : décembre à février sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28h à 39h du lundi au vendredi
- Moyenne saison : mars à mai et septembre à novembre sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 40h du lundi au dimanche
- Haute saison : juin à août sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 42h du lundi au dimanche

Une astreinte décisionnelle est mise en place dans le cadre du cycle spécifique de travail. L'astreinte de décision est réalisée par la ligne managériale (chef de service, chef de service adjoint).

En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité.

En période haute saison sur les mois en juillet et août, 15 jours de congés dont 10 jours de congés consécutifs maximum pourront être posés par les agents au regard de l'activité.

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.3 Organisation annualisée du cycle spécifique de travail de l'équipe *Animaliers* au sein du service *Musée de plein air*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail spécifique annualisé sur la base de 38h avec 18 jours de réduction du temps de travail.

Le cycle de temps de travail s'établit sur 3 semaines :

En période d'ouverture au public, d'avril à octobre :

- 40h de travail effectif hebdomadaire sur la base de 5 jours (2 semaines) du lundi au dimanche ;
- 33h de travail effectif sur la base de 4 jours (1 semaine weekend non compris) du lundi au vendredi.

En période de fermeture au public, de novembre à mars :

- 40h de travail effectif hebdomadaire sur la base de 5 jours (1 semaine) du lundi au vendredi ;
- 33h de travail effectif sur la base de 4 jours (1 semaine weekend compris du lundi au dimanche et 1 semaine week-end non compris du lundi au vendredi).

Une astreinte d'exploitation annuelle est mise en place dans le cadre du cycle de travail. L'astreinte d'exploitation est réalisée par le chef d'équipe et des agents animaliers (au nombre de deux à date).

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n° 21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.4. Organisation annualisée du cycle spécifique de travail du service des *Près du Hem*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : novembre à février sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28h à 39h du lundi au vendredi
- Moyenne saison : mars, septembre à octobre, sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 32h à 40h du lundi au dimanche
- Haute saison : avril à août sur la base de 4 à 6 jours travaillés de 32h à 42h du lundi au dimanche

Une astreinte décisionnelle est mise en place dans le cadre du cycle spécifique de travail. L'astreinte de décision est réalisée par la ligne managériale (chef de service, chef de service adjoint).

En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité.

En période haute saison entre juin et août seulement 10 jours de congés, soit 2 semaines maximum consécutives ou non pourront être posés par les agents au regard de l'activité.

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C- 0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

2.5 Organisation annualisée du cycle spécifique de travail de l'équipe *École de voile* au sein du service des *Près du Hem*

Il a été acté, en considération de la nature de l'activité et des besoins de fonctionnement, un cycle de travail annualisé sur la base de 37h30 avec 15 jours de réduction du temps de travail.

Pour les moniteurs de voile :

L'activité est rythmée par trois saisons à l'année, la haute, la moyenne et la basse saison qui correspond à la période de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Basse saison : Janvier à février, novembre à décembre sur la base de 4 à 5 jours travaillés de 28 h à 39 h du lundi au dimanche
- Moyenne saison : mars à mai et septembre à octobre, sur la base de 4 à 6 jours travaillés à 32h à 42h du lundi au dimanche
- Haute saison : juin à août sur la base de 4 à 6 jours travaillés de 36h à 42h du lundi au dimanche

Pour le chargé d'accueil :

L'activité est rythmée par deux saisons à l'année, qui correspondent aux périodes d'ouverture ou de fermeture au public dont les dates sont fixées par arrêté du Président de la MEL annuellement.

- Période de fermeture au public : janvier à février, novembre à décembre sur la base de 4 jours travaillés de 28h à 32h du lundi au vendredi
- Période d'ouverture au public : mars à octobre sur la base de 5 jours travaillés de 36h à 42h du lundi au dimanche.

Pour les moniteurs de voile :

- En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité
- En période haute saison entre juin et août seulement 10 jours de congés, soit 2 semaines maximum consécutives ou non pourront être posées par les agents au regard de l'activité.

Pour le chargé d'accueil :

- En période basse saison, 10 jours de congés minimum seront imposés aux agents compte tenu de l'activité
- En période haute saison entre juin et août seulement 10 jours de congés, soit 2 semaines maximum consécutives ou non pourront être posées par les agents au regard de l'activité

Les autres dispositions relatives aux congés annuels sont reprises dans la délibération n°21-C-0385 du 28 juin 2021 portant sur l'organisation du temps de travail à la MEL.

Le collège des représentants de 'l'administration et le collège des représentants du personnel réunis en Comité social territorial ont été consultés sur ces différentes dispositions.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) d'acter les ajustements et nouvelles règles d'organisation du temps de travail liées aux cycles spécifiques de temps de travail ;
2) de mettre à jour le règlement intérieur de la MEL afin d'intégrer ces dispositions.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110502-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0248

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ADHESION DE LA MEL A L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE ET DE LA LECTURE HAUTS DE FRANCE (AR2L) POUR LA PERIODE 2024-2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

Le service Archives de la MEL dispose d'un fonds d'archives contemporaines représentant 13 kilomètres linéaires de documents et composés d'archives de différents types : papier, photographies, bandes magnétiques, bobines de films argentiques, cassettes audio et vidéo, plans, maquettes, objets.
Le service Archives a engagé une dynamique de conservation et de valorisation de ces documents qui sont les témoins des activités, du rayonnement de la MEL et de son territoire ainsi que de ses équipements et structures. Un des objectifs des Archives de la MEL consiste ainsi à faire connaître et vivre ces fonds d'archives via différents médias comme les supports écrits (publications) et les outils numériques (site internet).

L'Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France est une structure interprofessionnelle. Centre de ressources livre et lecture, elle est aussi le lieu d'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture en région.
Les domaines d'action de l'association sont divers :
- Vie littéraire (notamment les auteurs et autrices et les manifestations littéraires);
- Création et rayonnement (les maisons d'édition, les librairies, ainsi que les relations inter-régionales et internationales) ;
- Développement des pratiques (dont lecture publique) ;
- Patrimoine écrit, graphique et littéraire (dont la conservation patrimoniale).

Sur ce dernier volet, l'AR2L propose notamment la mise en valeur du patrimoine écrit en proposant des actions de valorisation collaboratives en partenariat avec les structures culturelles (médiathèques, service d'archives) de la région Hauts-de-France.

L'adhésion à l'association AR2L permettra ainsi aux Archives de la MEL de participer aux activités de l'association, notamment dans le cadre de la création d'expositions virtuelles thématiques ou l'édition d'ouvrages mettant en valeur le patrimoine

métropolitain à l'échelle régionale. L'association dispose de réseaux de diffusion permettant d'accroître la visibilité des fonds d'archives de la MEL et constitue un réseau professionnel dynamique qui pourra aussi permettre un partage de connaissance dans ce domaine métier spécialisé.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à adhérer à l'association Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France pour la période 2024-2026 et à signer toute pièce administrative afférente ;

2) D'autoriser le paiement de la cotisation annuelle pour cette même période pour un montant annuel de 180 €.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

24-B-0248

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

ADHESION DE LA MEL A L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE ET DE LA LECTURE HAUTS DE FRANCE (AR2L) POUR LA PERIODE 2024-2026

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

I. Exposé des motifs

Le service Archives de la MEL dispose d'un fonds d'archives contemporaines représentant 13 kilomètres linéaires de documents et composés d'archives de différents types : papier, photographies, bandes magnétiques, bobines de films argentiques, cassettes audio et vidéo, plans, maquettes, objets.
Le service Archives a engagé une dynamique de conservation et de valorisation de ces documents qui sont les témoins des activités, du rayonnement de la MEL et de son territoire ainsi que de ses équipements et structures. Un des objectifs des Archives de la MEL consiste ainsi à faire connaître et vivre ces fonds d'archives via différents médias comme les supports écrits (publications) et les outils numériques (site internet).

L'Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France est une structure interprofessionnelle. Centre de ressources livre et lecture, elle est aussi le lieu d'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture en région.
Les domaines d'action de l'association sont divers :
- Vie littéraire (notamment les auteurs et autrices et les manifestations littéraires);
- Création et rayonnement (les maisons d'édition, les librairies, ainsi que les relations inter-régionales et internationales) ;
- Développement des pratiques (dont lecture publique) ;
- Patrimoine écrit, graphique et littéraire (dont la conservation patrimoniale).

Sur ce dernier volet, l'AR2L propose notamment la mise en valeur du patrimoine écrit en proposant des actions de valorisation collaboratives en partenariat avec les structures culturelles (médiathèques, service d'archives) de la région Hauts-de-France.

L'adhésion à l'association AR2L permettra ainsi aux Archives de la MEL de participer aux activités de l'association, notamment dans le cadre de la création d'expositions virtuelles thématiques ou l'édition d'ouvrages mettant en valeur le patrimoine

métropolitain à l'échelle régionale. L'association dispose de réseaux de diffusion permettant d'accroître la visibilité des fonds d'archives de la MEL et constitue un réseau professionnel dynamique qui pourra aussi permettre un partage de connaissance dans ce domaine métier spécialisé.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué à adhérer à l'association Agence régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) des Hauts-de-France pour la période 2024-2026 et à signer toute pièce administrative afférente ;

2) D'autoriser le paiement de la cotisation annuelle pour cette même période pour un montant annuel de 180 €.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110492-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0249

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LOMME (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) -

PERIMETRE D'ELIGIBILITE - DISPOSITIF TRANSACTIONNEL METROPOLITAIN DIT "COMMERCES DE PROXIMITE ET TRAVAUX PUBLICS" - AVENUE DE DUNKERQUE (BOURG)

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°21-C-0540 du 15 octobre 2021, portant renouvellement du dispositif transactionnel visant à accompagner les artisans et les commerçants en amont et durant les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Le périmètre d'éligibilité à la procédure d'indemnisation est préalablement défini par les services métropolitains, validé par le Comité de pilotage « Commerces de proximité et travaux publics » (COPIL) et présenté en Comité Technique Local (CTL).
Les représentants des communes peuvent proposer des ajustements et le Maire de la commune concernée, ou son représentant, sera invité à la séance du comité de pilotage pour en débattre. Le périmètre est ensuite repris dans une délibération du Bureau métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'entériner le périmètre d'éligibilité au dispositif évoqué ci-avant. Le périmètre a été validé par le comité de pilotage du 14 mai 2024, pour les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la MEL à Lomme, Avenue de Dunkerque (Bourg).

- Nature des travaux : voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : septembre 2024,
- Durée prévisionnelle : 8 mois

Le périmètre proposé, le déroulement des travaux et les modalités de la procédure transactionnelle d'indemnisation ont été présentés lors d'un comité technique local organisé à cet effet.

Les commerçants disposeront d'un délai maximal de six mois à compter de la fin du chantier pour engager la procédure en vue d'obtenir une indemnisation.

Le périmètre d'éligibilité pour les travaux de l'Avenue de Dunkerque (Bourg) à Lomme se détaille comme suit :

- Avenue de Dunkerque : Tronçon compris entre la rue Lamartine et la rue des Fusillés
  - Côté pair du n° 832 au n° 1048
  - Côté impair du n° 725 au n°959
- N°3 Place du Maréchal Leclerc

Les commerçants/artisans situés dans le périmètre ainsi défini et répondant aux critères d'éligibilité bénéficieront du dispositif d'accompagnement défini par la délibération cadre n° 21-C-0540 du 15 octobre 2021.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'adopter le périmètre ainsi défini.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0249

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LOMME (COMMUNE ASSOCIEE A LILLE) -

PERIMETRE D'ELIGIBILITE - DISPOSITIF TRANSACTIONNEL METROPOLITAIN DIT "COMMERCES DE PROXIMITE ET TRAVAUX PUBLICS" - AVENUE DE DUNKERQUE (BOURG)

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°21-C-0540 du 15 octobre 2021, portant renouvellement du dispositif transactionnel visant à accompagner les artisans et les commerçants en amont et durant les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Le périmètre d'éligibilité à la procédure d'indemnisation est préalablement défini par les services métropolitains, validé par le Comité de pilotage « Commerces de proximité et travaux publics » (COPIL) et présenté en Comité Technique Local (CTL).
Les représentants des communes peuvent proposer des ajustements et le Maire de la commune concernée, ou son représentant, sera invité à la séance du comité de pilotage pour en débattre. Le périmètre est ensuite repris dans une délibération du Bureau métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'entériner le périmètre d'éligibilité au dispositif évoqué ci-avant. Le périmètre a été validé par le comité de pilotage du 14 mai 2024, pour les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la MEL à Lomme, Avenue de Dunkerque (Bourg).

- Nature des travaux : voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : septembre 2024,
- Durée prévisionnelle : 8 mois

Le périmètre proposé, le déroulement des travaux et les modalités de la procédure transactionnelle d'indemnisation ont été présentés lors d'un comité technique local organisé à cet effet.

Les commerçants disposeront d'un délai maximal de six mois à compter de la fin du chantier pour engager la procédure en vue d'obtenir une indemnisation.

Le périmètre d'éligibilité pour les travaux de l'Avenue de Dunkerque (Bourg) à Lomme se détaille comme suit :

- Avenue de Dunkerque : Tronçon compris entre la rue Lamartine et la rue des Fusillés
  - Côté pair du n° 832 au n° 1048
  - Côté impair du n° 725 au n°959
- N°3 Place du Maréchal Leclerc

Les commerçants/artisans situés dans le périmètre ainsi défini et répondant aux critères d'éligibilité bénéficieront du dispositif d'accompagnement défini par la délibération cadre n° 21-C-0540 du 15 octobre 2021.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'adopter le périmètre ainsi défini.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110491-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0250

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SECLIN -

PERIMETRE D'ELIGIBILITE - DISPOSITIF TRANSACTIONNEL METROPOLITAIN DIT "COMMERCES DE PROXIMITE ET TRAVAUX PUBLICS" - GIRATOIRES SUD ET NORD

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°21-C-0540 du 15 octobre 2021, portant renouvellement du dispositif transactionnel visant à accompagner les artisans et les commerçants en amont et durant les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Le périmètre d'éligibilité à la procédure d'indemnisation est préalablement défini par les services métropolitains, validé par le comité de pilotage « Commerces de proximité et travaux publics » et présenté en Comité Technique Local (CTL).
Les représentants des communes peuvent proposer des ajustements et le Maire de la commune concernée, ou son représentant, sera invité à la séance du comité de pilotage pour en débattre. Le périmètre est ensuite repris dans une délibération du Bureau métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'entériner les périmètres d'éligibilité au dispositif évoqué ci-avant. Les périmètres ont été validés par le comité de pilotage du 14 mai 2024, pour les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la MEL à Seclin, giratoires Nord et Sud.

Chantier du giratoire Nord
- Nature des travaux : voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : septembre 2024,
- Durée prévisionnelle : 5 mois,

Chantier du giratoire Sud
- Nature des travaux : voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : juin 2024
- Durée prévisionnelle : 6 mois

Les périmètres proposés, le déroulement des travaux et les modalités de la procédure transactionnelle d'indemnisation ont été présentés lors d'un comité technique local organisé à cet effet.

Les commerçants disposeront d'un délai maximal de six mois à compter de la fin du chantier concerné pour engager la procédure en vue d'obtenir une indemnisation.

Les périmètres d'éligibilité pour les travaux des giratoires Nord et Sud à SECLIN se détaillent comme suit :

- Giratoire Nord :

N° 161 Rue Maurice Bouchery

- Giratoire Sud

Rue Roger Bouvry - M 2925 Hors agglomération (dont la Ferme du Paradis)

Les commerçants/artisans situés dans l'un des périmètres ainsi définis et répondant aux critères d'éligibilité bénéficieront du dispositif d'accompagnement défini par la délibération cadre n° 21-C-0540 du 15 octobre 2021.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'adopter les périmètres ainsi définis.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0250

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SECLIN -

PERIMETRE D'ELIGIBILITE - DISPOSITIF TRANSACTIONNEL METROPOLITAIN DIT "COMMERCES DE PROXIMITE ET TRAVAUX PUBLICS" - GIRATOIRES SUD ET NORD

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°21-C-0540 du 15 octobre 2021, portant renouvellement du dispositif transactionnel visant à accompagner les artisans et les commerçants en amont et durant les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Le périmètre d'éligibilité à la procédure d'indemnisation est préalablement défini par les services métropolitains, validé par le comité de pilotage « Commerces de proximité et travaux publics » et présenté en Comité Technique Local (CTL).
Les représentants des communes peuvent proposer des ajustements et le Maire de la commune concernée, ou son représentant, sera invité à la séance du comité de pilotage pour en débattre. Le périmètre est ensuite repris dans une délibération du Bureau métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'entériner les périmètres d'éligibilité au dispositif évoqué ci-avant. Les périmètres ont été validés par le comité de pilotage du 14 mai 2024, pour les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la MEL à Seclin, giratoires Nord et Sud.

Chantier du giratoire Nord
- Nature des travaux : voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : septembre 2024,
- Durée prévisionnelle : 5 mois,

Chantier du giratoire Sud
- Nature des travaux : voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : juin 2024
- Durée prévisionnelle : 6 mois

Les périmètres proposés, le déroulement des travaux et les modalités de la procédure transactionnelle d'indemnisation ont été présentés lors d'un comité technique local organisé à cet effet.

Les commerçants disposeront d'un délai maximal de six mois à compter de la fin du chantier concerné pour engager la procédure en vue d'obtenir une indemnisation.

Les périmètres d'éligibilité pour les travaux des giratoires Nord et Sud à SECLIN se détaillent comme suit :

- Giratoire Nord :

N° 161 Rue Maurice Bouchery

- Giratoire Sud

Rue Roger Bouvry - M 2925 Hors agglomération (dont la Ferme du Paradis)

Les commerçants/artisans situés dans l'un des périmètres ainsi définis et répondant aux critères d'éligibilité bénéficieront du dispositif d'accompagnement défini par la délibération cadre n° 21-C-0540 du 15 octobre 2021.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'adopter les périmètres ainsi définis.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110448-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0251

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TOURCOING -

PERIMETRE D'ELIGIBILITE - DISPOSITIF TRANSACTIONNEL METROPOLITAIN DIT "COMMERCE DE PROXIMITE ET TRAVAUX PUBLICS" - CEINTURE VERTE TRONÇON 3

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 21-C-0540 du Conseil métropolitain du 15 octobre 2021, portant renouvellement du dispositif transactionnel visant à accompagner les artisans et les commerçants en amont et durant les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Le périmètre d'éligibilité à la procédure d'indemnisation est préalablement défini par les services métropolitains, validé par le comité de pilotage « Commerces de proximité et travaux publics » et présenté en Comité Technique Local (CTL).
Les représentants des communes peuvent proposer des ajustements et le Maire de la commune concernée, ou son représentant, sera invité à la séance du comité de pilotage pour en débattre. Le périmètre est ensuite repris dans une délibération du Bureau métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'entériner le périmètre d'éligibilité au dispositif évoqué ci-avant. Le périmètre a été validé par le comité de pilotage du 14 mai 2024, pour les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la MEL à TOURCOING, Chaussées Ferdinand Forest et Denis Papin (dénommés travaux "Ceinture verte tronçon 3").

- Nature des travaux : assainissement, eau potable, voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : juin 2024,
- Durée prévisionnelle : 24 mois

Le périmètre proposé, le déroulement des travaux et les modalités de la procédure transactionnelle d'indemnisation ont été présentés lors d'un comité technique local organisé à cet effet.

La durée du chantier étant supérieure à 12 mois, les demandeurs auront la possibilité de déposer un dossier à l'issue de deux phases/périodes de travaux :

- 8 mois après le début du chantier ;
- 16 mois après le début du chantier.

Les commerçants disposeront d'un délai maximal de six mois à compter de la fin du chantier pour engager la procédure en vue d'obtenir une indemnisation.

Le périmètre d'éligibilité pour les travaux du "Tronçon 3 de la Ceinture verte" à TOURCOING se détaille comme suit :

- Chaussée Ferdinand Forest : numéros impairs 297 à 333 et numéros pairs 296 à 392
- Chaussée Denis Papin : numéros impairs 1 à 347 et numéros pairs 2 à 392
- Rue de Roncq : numéros pairs 208 à 210
- Rue Racine : numéros impairs 9 à 209 et numéros pairs 142
- Rue du Pont Rompu : numéro 111.

Les commerçants/artisans situés dans le périmètre ainsi défini et répondant aux critères d'éligibilité bénéficieront du dispositif d'accompagnement défini par la délibération cadre n° 21-C-0540 du 15 octobre 2021.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'adopter le périmètre et les phases intermédiaires ainsi définis.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

24-B-0251

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

TOURCOING -

PERIMETRE D'ELIGIBILITE - DISPOSITIF TRANSACTIONNEL METROPOLITAIN DIT "COMMERCE DE PROXIMITE ET TRAVAUX PUBLICS" - CEINTURE VERTE TRONÇON 3

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 21-C-0540 du Conseil métropolitain du 15 octobre 2021, portant renouvellement du dispositif transactionnel visant à accompagner les artisans et les commerçants en amont et durant les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ;

I. Exposé des motifs

Le périmètre d'éligibilité à la procédure d'indemnisation est préalablement défini par les services métropolitains, validé par le comité de pilotage « Commerces de proximité et travaux publics » et présenté en Comité Technique Local (CTL).
Les représentants des communes peuvent proposer des ajustements et le Maire de la commune concernée, ou son représentant, sera invité à la séance du comité de pilotage pour en débattre. Le périmètre est ensuite repris dans une délibération du Bureau métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'entériner le périmètre d'éligibilité au dispositif évoqué ci-avant. Le périmètre a été validé par le comité de pilotage du 14 mai 2024, pour les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la MEL à TOURCOING, Chaussées Ferdinand Forest et Denis Papin (dénommés travaux "Ceinture verte tronçon 3").

- Nature des travaux : assainissement, eau potable, voirie,
- Date prévisionnelle de début des travaux : juin 2024,
- Durée prévisionnelle : 24 mois

Le périmètre proposé, le déroulement des travaux et les modalités de la procédure transactionnelle d'indemnisation ont été présentés lors d'un comité technique local organisé à cet effet.

La durée du chantier étant supérieure à 12 mois, les demandeurs auront la possibilité de déposer un dossier à l'issue de deux phases/périodes de travaux :

- 8 mois après le début du chantier ;
- 16 mois après le début du chantier.

Les commerçants disposeront d'un délai maximal de six mois à compter de la fin du chantier pour engager la procédure en vue d'obtenir une indemnisation.

Le périmètre d'éligibilité pour les travaux du "Tronçon 3 de la Ceinture verte" à TOURCOING se détaille comme suit :

- Chaussée Ferdinand Forest : numéros impairs 297 à 333 et numéros pairs 296 à 392
- Chaussée Denis Papin : numéros impairs 1 à 347 et numéros pairs 2 à 392
- Rue de Roncq : numéros pairs 208 à 210
- Rue Racine : numéros impairs 9 à 209 et numéros pairs 142
- Rue du Pont Rompu : numéro 111.

Les commerçants/artisans situés dans le périmètre ainsi défini et répondant aux critères d'éligibilité bénéficieront du dispositif d'accompagnement défini par la délibération cadre n° 21-C-0540 du 15 octobre 2021.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'adopter le périmètre et les phases intermédiaires ainsi définis.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110452-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0252

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LaM, Lille Metropole Musee d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut - Convention de mise a disposition des locaux - Avenant

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°2012 C 0063 du Conseil en date du 3 février 2012 portant sur l'adhésion à l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) LaM, Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut ;

Vu la délibération n°23 C 0210 du Conseil du 23 juin 2023 portant sur la restauration du clos-couvert et l'aménagement du parc du LaM.

I. Exposé des motifs

La MEL est propriétaire des collections et des bâtiments que le LaM occupe et gère dans le cadre des missions qu'il exerce en tant que musée de France. La MEL est de plus membre fondateur de l'EPCC LaM et a passé à ce titre, conformément aux statuts de l'EPCC, une convention de mise à disposition des locaux.

L'ensemble immobilier concerné est constitué de bâtiments, équipements et dépendances ainsi que d'un parc appartenant à la MEL et est situé au 1 allée du Musée à Villeneuve d'Ascq (parcelles cadastrales 361 de la section RA et 57 de la section MW.

La MEL a mis en œuvre un important programme de travaux sur cet équipement d'intérêt métropolitain, dont la phase 1 concentrée principalement sur le parc s'est tenue avant l'anniversaire des 40 ans de l'établissement fêtés en 2023. La phase 2 du projet déployée en 2024-2025 aura un impact très important sur le fonctionnement du musée qui sera amené à adapter son activité puis à fermer ses portes au public d'octobre 2024 à janvier 2026.

Dans ce contexte, compte tenu de l'impossibilité pour l'EPCC d'exercer son objet dans des conditions normales pendant la préparation du chantier et le chantier lui-même (du 1er février 2024 au 30 novembre 2025 inclus), il a été convenu de passer un avenant temporaire à la convention de mise à disposition des locaux, permettant l'exonération de redevance d'occupation au vu des contraintes occasionnées, pour un

montant total de recettes non perçues par la MEL de 840 191,33 € dont 773 601,80 € constitueront des recettes non perçues et 66 589,53 € feront l'objet d'un remboursement de la MEL au LaM, par l'émission d'un mandat :

- Du 01/02/24 au 3/4/2024 : exonération de 63 jours de loyer. Le loyer ayant été perçu en totalité, la MEL remboursera la somme de 66 589,53 € au LAM pour ladite période ;
- Du 04/04/24 au 30/11/25 inclus, exonération de 606 jours de loyer soit la somme de 773 601,8 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant à la convention de mise à disposition des locaux passée avec l'EPCC LaM ;

2) D'imputer la non perception pour les recettes d'un montant de 773 601,8 € aux crédits à inscrire au budget général en section fonctionnement

3) D'imputer le remboursement de loyer d'un montant de 66 589,53 € aux crédits à inscrire au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Hélène MOENECLAEY ainsi que MM. Alain CAMBIEN, Gérard CAUDRON, Michel DELEPAUL et Eric SKYRONKA n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-B-0252

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

LaM, Lille Metropole Musee d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut - Convention de mise a disposition des locaux - Avenant

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n°2012 C 0063 du Conseil en date du 3 février 2012 portant sur l'adhésion à l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) LaM, Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut ;

Vu la délibération n°23 C 0210 du Conseil du 23 juin 2023 portant sur la restauration du clos-couvert et l'aménagement du parc du LaM.

I. Exposé des motifs

La MEL est propriétaire des collections et des bâtiments que le LaM occupe et gère dans le cadre des missions qu'il exerce en tant que musée de France. La MEL est de plus membre fondateur de l'EPCC LaM et a passé à ce titre, conformément aux statuts de l'EPCC, une convention de mise à disposition des locaux.

L'ensemble immobilier concerné est constitué de bâtiments, équipements et dépendances ainsi que d'un parc appartenant à la MEL et est situé au 1 allée du Musée à Villeneuve d'Ascq (parcelles cadastrales 361 de la section RA et 57 de la section MW.

La MEL a mis en œuvre un important programme de travaux sur cet équipement d'intérêt métropolitain, dont la phase 1 concentrée principalement sur le parc s'est tenue avant l'anniversaire des 40 ans de l'établissement fêtés en 2023. La phase 2 du projet déployée en 2024-2025 aura un impact très important sur le fonctionnement du musée qui sera amené à adapter son activité puis à fermer ses portes au public d'octobre 2024 à janvier 2026.

Dans ce contexte, compte tenu de l'impossibilité pour l'EPCC d'exercer son objet dans des conditions normales pendant la préparation du chantier et le chantier lui-même (du 1er février 2024 au 30 novembre 2025 inclus), il a été convenu de passer un avenant temporaire à la convention de mise à disposition des locaux, permettant l'exonération de redevance d'occupation au vu des contraintes occasionnées, pour un

montant total de recettes non perçues par la MEL de 840 191,33 € dont 773 601,80 € constitueront des recettes non perçues et 66 589,53 € feront l'objet d'un remboursement de la MEL au LaM, par l'émission d'un mandat :

- Du 01/02/24 au 3/4/2024 : exonération de 63 jours de loyer. Le loyer ayant été perçu en totalité, la MEL remboursera la somme de 66 589,53 € au LAM pour ladite période ;
- Du 04/04/24 au 30/11/25 inclus, exonération de 606 jours de loyer soit la somme de 773 601,8 €.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer l'avenant à la convention de mise à disposition des locaux passée avec l'EPCC LaM ;

2) D'imputer la non perception pour les recettes d'un montant de 773 601,8 € aux crédits à inscrire au budget général en section fonctionnement

3) D'imputer le remboursement de loyer d'un montant de 66 589,53 € aux crédits à inscrire au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Hélène MOENECLAEY ainsi que MM. Alain CAMBIEN, Gérard CAUDRON, Michel DELEPAUL et Eric SKYRONKA n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110501-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0253

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTENARIATS CULTURELS 2024 - AFFECTATION 2EME TRANCHE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 01 C 0325 du Conseil du 21 décembre 2001 portant application de la nouvelle compétence "soutien et promotion d'événements métropolitains" et fixant le champ d'application des partenariats culturels et les critères d'éligibilité retenus ;

Vu le régime d'aide exempté n° SA.111666, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020,2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE du 30 juin 2023.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Chaque évènement retenu a pour but de :

- favoriser l'intercommunalité dans et par la culture ;
- favoriser le travail en commun des structures culturelles ;
- favoriser l'accessibilité des publics et l'émulation culturelle ;
- rechercher l'excellence ;
- favoriser la cohésion métropolitaine ;
- prendre en compte l'innovation culturelle.

L'ensemble des 30 demandes de partenariats proposées s'élève à un montant total de 516 350 €. Les descriptifs de chaque projet sont annexés à la présente délibération.

b. Modalités du partenariat

Dans le cadre de sa politique culturelle de soutien et de promotion des évènements culturels métropolitains, il est proposé de retenir les partenariats figurant dans le tableau annexé à la délibération, conformément aux critères d'éligibilité fixés par la délibération n° 01 C 0325 du 21 décembre 2001.

Il s'agit pour la Métropole européenne de Lille (MEL) de soutenir des actions concourant au rayonnement national, européen et international, mais aussi de participer activement à l'animation culturelle du territoire en soutenant des évènements de niveau régional, métropolitain et de proximité, dès lors qu'ils pourront assurer une meilleure intégration de la population et permettre au public le plus large possible de participer, afin de favoriser le vivre ensemble.

L'ensemble des partenaires s'engagent à respecter les critères d'éligibilité qui sont les suivants :

- **l'intercommunalité culturelle** : l'évènement doit se dérouler sur au moins 3 communes du territoire métropolitain et permettre le relais entre ces communes en créant un tissu culturel homogène ;
-
- **le travail en commun de structures culturelles** : l'évènement doit amener au moins 3 structures culturelles, sociales ou éducatives à collaborer à sa mise en œuvre ;
- **l'accessibilité des publics** : l'évènement doit proposer une absence de discrimination tant géographique que tarifaire, encourageant ainsi l'accès à la culture pour le plus grand nombre.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les 30 partenariats tels que décrits en annexe;

2) D'accorder une subvention des montants mentionnés aux projets listés en annexe, pour un total cumulé de subventions de 516 350 € ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec les partenaires bénéficiaires ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 516 350 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Doriane BECUE et Stéphanie DUCRET ainsi que MM. Michel DELEPAUL et Eric SKYRONKA n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0253

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

PARTENARIATS CULTURELS 2024 - AFFECTATION 2EME TRANCHE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération n° 01 C 0325 du Conseil du 21 décembre 2001 portant application de la nouvelle compétence "soutien et promotion d'événements métropolitains" et fixant le champ d'application des partenariats culturels et les critères d'éligibilité retenus ;

Vu le régime d'aide exempté n° SA.111666, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020,2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE du 30 juin 2023.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Chaque évènement retenu a pour but de :

- favoriser l'intercommunalité dans et par la culture ;
- favoriser le travail en commun des structures culturelles ;
- favoriser l'accessibilité des publics et l'émulation culturelle ;
- rechercher l'excellence ;
- favoriser la cohésion métropolitaine ;
- prendre en compte l'innovation culturelle.

L'ensemble des 30 demandes de partenariats proposées s'élève à un montant total de 516 350 €. Les descriptifs de chaque projet sont annexés à la présente délibération.

b. Modalités du partenariat

Dans le cadre de sa politique culturelle de soutien et de promotion des évènements culturels métropolitains, il est proposé de retenir les partenariats figurant dans le tableau annexé à la délibération, conformément aux critères d'éligibilité fixés par la délibération n° 01 C 0325 du 21 décembre 2001.

Il s'agit pour la Métropole européenne de Lille (MEL) de soutenir des actions concourant au rayonnement national, européen et international, mais aussi de participer activement à l'animation culturelle du territoire en soutenant des évènements de niveau régional, métropolitain et de proximité, dès lors qu'ils pourront assurer une meilleure intégration de la population et permettre au public le plus large possible de participer, afin de favoriser le vivre ensemble.

L'ensemble des partenaires s'engagent à respecter les critères d'éligibilité qui sont les suivants :

- **l'intercommunalité culturelle** : l'évènement doit se dérouler sur au moins 3 communes du territoire métropolitain et permettre le relais entre ces communes en créant un tissu culturel homogène ;
-
- **le travail en commun de structures culturelles** : l'évènement doit amener au moins 3 structures culturelles, sociales ou éducatives à collaborer à sa mise en œuvre ;
- **l'accessibilité des publics** : l'évènement doit proposer une absence de discrimination tant géographique que tarifaire, encourageant ainsi l'accès à la culture pour le plus grand nombre.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les 30 partenariats tels que décrits en annexe;

2) D'accorder une subvention des montants mentionnés aux projets listés en annexe, pour un total cumulé de subventions de 516 350 € ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec les partenaires bénéficiaires ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 516 350 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mmes Doriane BECUE et Stéphanie DUCRET ainsi que MM. Michel DELEPAUL et Eric SKYRONKA n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

PARTENARIATS CULTURELS 2ème Tranche 2024

NOM DE LA STRUCTURE	STATUT JURIDIQUE DE LA STRUCTURE	MANIFESTATION / OBJET	MONTANT ATTRIBUÉ EN 2023 *en euros*	MONTANT ATTRIBUÉ EN 2024 *en euros*
Art Point M	Association	NAME Festival	10 000	**10 000**
Art Point M	Association	Braderie de l'Art	20 000	**20 000**
Artconnexion	Association	Recettes multiples	3 000	**3 000**
Bouvines l'Aventure Continue	Association	"Le Lys et le Lion en Fête !", en avant-première du son et lumière 2025	10 000	**7 000**
Brigade d'Intervention Culturelle	Association	CrossRoads	5 000	**5 000**
Chemins du Mélantois	Association	Courses "Les chemins du Mélantois"	1 000	**500**
Cie Les Voyageurs | Le Zeppelin	Association	Noël au Théâtre	18 000	**18 000**
Clef de Soleil	Association	Festival Clef de Soleil 2024	7 500	**7 500**
Comité de la fête historique des Louches	Association	Fête historique des louches	2 000	**1 000**
Compagnie Art Track	Association	Festival Hip hop games	5 000	**5 000**
Heure Exquise !	Association	MUSICVIDÉOART !	4 000	**4 000**
IMA de Tourcoing	GIP	Exposition Fares Cachoux : Figures contemporaines	19 000	**19 000**
Institut pour la photographie des Hauts-de-France	Association	Regards sur la société	19 000	**19 000**
La Contre Allée	Association	D'un Pays l'Autre	3 000	**3 000**
Le Fil et la Guinde	Association	Sur Mesure, Festival intercommunal pour la petite enfance	2 600	**2 600**
Le Fresnoy - Studio national des arts contemporains	Association	Exposition "Panorama 26"	19 000	**19 000**
Le Gymnase CDCN Association Danse à Lille	Association	Festival Forever Young	10 000	**10 000**
Ligue d'Improvisation de Marcq-en-Baroeul	Association	Festival de Théâtre Improvisé	4 750	**4 750**

Littérature, etc.	Association	Festival "Littérature, enfances, etc."	8 000	**8 000**
Muzzix	Association	Festival Muzzix & Associés	6 000	**6 000**
Orchestre National de Lille	Association	Les Nuits d'été 2024	50 000	**50 000**
Philolille	Association	Citéphilo 2024 - 28èmes semaines européennes de la philosophie	10 000	**10 000**
Proscitec Patrimoines et Mémoires des Métiers	Association	Opération thématique "PUBLICITÉ PATRIMONIALE"	5 000	**5 000**
Rencontres Audiovisuelles	Association	Animalis Machina		**10 000**
Rose des Vents	Association	Next international arts festival 17eme édition	190 000	**190 000**
Théâtre Le Prato Pôle National Cirque	Association	Les Toiles dans la Ville - 8ème édition - phase préparatoire	50 000	**50 000**
Transport Culturel Fluvial	Association	MEL Art Canal 2024	5 000	**3 000**
Une Aventure Délicate	Association	Festival Audiovisuel régional de l'Archarnière et décentralisations	5 000	**5 000**
Ville de Lille Musée de l'Hospice Comtesse	Commune	Exposition "Charles Szymkowicz - Maudits"	19 000	**19 000**
Ville de Templemars	Commune	Salon du Polar	1 000	**2 000**
TOTAL				**516 350**

PARTENARIATS CULTURELS 2024 – 2e tranche 2024
Présentation des projets retenus pour un soutien de la Métropole Européenne de Lille

Art Point M – NAME Festival

Le NAME est un festival de musiques électroniques, qui se construit autour de son événement principal nocturne à la Condition Publique de Roubaix. On y retrouve à la fois des actions dédiées à l'émergence et aux découvertes artistiques, mais également un pôle pédagogique à destination des jeunes publics et du grand public où l'on croise les publics et les esthétiques. Plus qu'une fête, le NAME est une célébration de la culture électro et de la scène locale.
- MAIN EVENT 2 nuits électroniques à Roubaix, les 4 et 5 octobre 2024
- NAME by Day 2 soirées gratuites à la Gare Saint Sauveur de Lille, les 4 et 5 octobre 2024, dédiées à l'émergence avec les artistes repérés et accompagnés par le label Family NAME records.
- NAME in the CITY - A Roubaix et à Lille : L'ambition du NAME in the City est de donner à voir la diversité de la scène des musiques électroniques locales, à travers les lieux qui la diffusent et ses artistes. Il permet également d'apporter une offre gratuite supplémentaire autour du festival. La mission engagée en 2023 est renforcée pour 2024, avec la volonté d'intégrer plus de lieux partenaires plus en amont en imaginant avec eux des actions dédiées à leurs communautés. L'objectif est d'avoir au moins une vingtaine de lieux et d'événements.

Subvention proposée : 10 000€ (soit 2% du budget prévisionnel).

Art Point M – Braderie de l'Art

La Braderie de l'Art est née en 1991 sur une idée originale de Fanny Bouyagui.
L'idée : créer un événement atypique qui rassemble des artistes et des designers de tous horizons dans un même lieu pendant 24 heures non-stop. Tous travaillent en « live » à partir d'objets et matériaux de récupération et vendent eux-mêmes leurs pièces entre 1 et 300 euros. La Braderie de l'Art s'apparente à un immense workshop de 2000m2. À l'intérieur plus de 150 artistes et designers sélectionnés sur dossier face à un « hyper-stock » (2000m3) en provenance d'entreprises locales.
La Braderie de l'Art est une plate-forme où se croisent une multitude de process design, Low-tech et High-tech avec l'apparition au sein même de l'événement de traceurs numériques et autres imprimantes 3D. La Braderie de l'art est aussi un véritable événement de territoire, qui rassemble autour de son projet de nombreux partenaires et notamment les entreprises du label RE-COLLECTE. Le stock des matières mis à disposition pour les artistes et les designers est important dans le sens où il conditionne l'originalité et la diversité de ce qui se crée sur place. Les matières collectées sont diverses et vont du rebut de production, au surplus, au déchet de matière « pur ». On y trouve aussi des objets ou meubles, récupérés notamment grâce au partenariat engagé avec TRI-SELEC, qui met ainsi une partie de ses compétences au service de la Braderie de l'art. La Braderie de l'Art constitue ainsi une véritable célébration de ce cycle de récupération, du recyclage et de la création. Elle montre au plus grand nombre la nécessité de produire autrement.

Subvention proposée : 20 000€ (soit 11% du budget prévisionnel).

Artconnexion – Recettes multiples

Fondée en 1994, l'association artconnexion constitue un acteur majeur dans le domaine de la production et de la médiation d'art contemporain et elle explore la relation entre artistes et société. Animant le dispositif des Nouveaux Commanditaires, elle renforce depuis plusieurs années le lien entre les commandes citoyennes réalisées par ce biais et son programme d'actions.

Ainsi, l'année 2024 sera consacrée à la relation entre l'art et la nourriture, utilisant la cuisine comme un moyen d'expression artistique. Le projet Recettes multiples (titre de travail) a été imaginé dans un esprit collaboratif et ouvert aux publics désireux de partager des savoir-faire culinaires. Inversement, les artistes et les personnes invitées transmettront des savoirs techniques comme ceux de l'impression ou des savoirs théoriques. La fabrication et la notion de partage constituent les moteurs de ce projet. A travers la cuisine et les partenaires engagé·es, il s'agira d'explorer la multiculturalité de la métropole lilloise.

L'objectif est de créer un livre de recettes artistique compilant les recettes glanées. La démarche artistique du projet développe aussi des liens, à travers des partenariats multiples : réseau de professionnels (artisans, agriculteurs, etc) étudiants en art, etc. Le projet ouvre des chemins d'expérimentations multiples interrogeant aussi bien le vivant, la nature, la société de consommation que la convivialité du repas.

Subvention proposée : 3 000€ (soit 18% du budget prévisionnel).

Bouvines l'Aventure Continue - "Le Lys et le Lion en Fête !", en avant-première du son et lumière 2025

L'association « Bouvines, l'Aventure continue » souhaite proposer en 2024 un week-end médiéval festif intégrant :
- une quête en immersion amenant le public à participer à un évènement ludique dans l'univers médiéval ;
- une fête médiévale avec marchands, artisans, jeux enfants, concert et animations ;
- un accueil thématique : concert et repas médiéval ;

Ce campement médiéval comprendra différentes saynètes mêlant théâtre, danse, combat, jonglerie, cracheur de feu et musique, présentant l'ensemble du savoir-faire de l'association.
Cet événement permettra également à l'association :
- de recruter de potentiels nouveaux adhérents pour les projets à venir.

de présenter des éléments du spectacle historique qui sera présenté en 2025.

Subvention proposée : 7 000€ (soit 42 % du budget prévisionnel).

Brigade d'Intervention Culturelle – CrossRoads

L'évènement propose plus de 20 concerts en format showcase d'artistes musiques actuelles MEL, FR et international.
3 jours de convention : rencontres professionnelles, ateliers, conférences, tables rondes, repas professionnels...
Une action de sensibilisation à destination des collégiens. Une action de mobilisation de jeunes étudiants dans l'organisation de l'événement (programme Horizon).

Subvention proposée : 5 000€ (soit 3 % du budget prévisionnel).

Chemins du Mélantois – Courses « Les chemins du Mélantois »

L'action est centrée autour de la manifestation alliant sport, nature et culture. 5 courses sont organisées (10 km intercommunal / 5 km / 900 m départ à Sainghin / 900 m départ à Péronne / 1,5 km) en parallèle des Journées du Patrimoine (visite des bâtiments communaux, partenariat avec les associations du territoire).

Subvention proposée : 500€ (soit 3% du budget prévisionnel).

Cie Les Voyageurs Le Zeppelin – Noël au Théâtre

Le Zeppelin souhaite proposer la 8ème édition de son festival jeune public entre Noël et le Jour de l'An dans différents lieux de la Métropole Nord-Ouest afin d'impulser un événement familial d'envergure, représentatif de la dynamique culturelle impulsée par la Métropole lilloise.
Il propose non seulement de diffuser des œuvres importantes du spectacle vivant français et européens en rendant compte de son foisonnement, de sa diversité et de sa vitalité.
L'association souhaite créer une atmosphère chaleureuse mettant en avant le tiers-lieu en proposant la mise à disposition de livres et de jeux et en renforçant l'offre de restauration maison tout au long de la journée mais également de développer l'aspect convivial de la manifestation et ce dans tous les lieux où elle se déroule.

Subvention proposée : 18 000€ (soit 26% du budget prévisionnel).

Clef de Soleil – Festival Clef de Soleil 2024

Le Festival « Lille Clef de Soleil – Musique et Patrimoine » 2024 se tiendra du Samedi 6 Juillet au Jeudi 15 Août.
Pour le lancement de saison, Clef de Soleil organisera un week-end d'ouverture avec un concert gratuit (possiblement en extérieur) le samedi 6 et un récital de prestige le dimanche 7 juillet. Ce récital sera l'occasion d'accueillir un artiste prépondérant de la scène classique internationale. Ce concert attire chaque année plusieurs centaines de spectateurs.
L'Association Clef de Soleil organisera ensuite du 11 juillet au 15 août un concert par semaine, dans un lieu patrimonial de la ville de Lille et de sa métropole, chaque jeudi. Les concerts lillois se tiendront principalement au Conservatoire de Région, tandis qu'un concert ou deux et plusieurs répétitions publiques auront lieu dans d'autres villes de la métropole et du département.
Au fil des années, Clef de Soleil s'est imposé comme un événement incontournable de l'été dans les Hauts-de-France. Les nordistes comme les touristes de passage dans la Capitale des Flandres, toujours plus nombreux, peuvent ainsi profiter d'une manifestation musicale d'excellente qualité.
Après le succès de l'édition 2023 consacrée à l'Exode, qui a attiré plus de 1500 spectateurs, l'année 2024 aura pour titre « Hommages ». L'occasion d'honorer la mémoire de grands compositeurs (bicentenaires de la naissance de Bruckner et Smetana, centenaires de la mort de Fauré et Puccini…) mais aussi de grands amis du festival disparus récemment (Gabriel Tacchino et Alain Raës). Les plus grands noms de la scène classique seront conviés pour célébrer ces artistes : Cyprien Katsaris, le Quatour Talich, Etsuko Hirose, Vanessa Benelli-Mosell, Alexandre Paley ou encore Eliane Reyes. Comme en 2023, des levers de rideau destinés à faire connaître du public de jeunes talents seront reconduits.

Subvention proposée : 7 500€ (soit 6% du budget prévisionnel).

Comite de la fête historique des Louches – Fête historique des louches

Évènement traditionnel se déroulant le deuxième weekend d'octobre à Comines depuis 1884, la Fête des louches commémore une légende locale datant du Moyen-Âge qui raconte la façon dont un seigneur local, emprisonné dans une tour de son château, a été libéré grâce à la cuillère, frappée des armes de sa famille, qu'il avait jetée depuis son cachot. Pour commémorer cet évènement**,** l'usage de jeter des louches à l'occasion du franc-marché suivant la fête de Saint-Denis a été conservé à Comines. La Fête des louches s'inscrit ainsi dans la tradition des « villes de jet » du Nord.

L'édition 2024 sera ponctuée de plusieurs temps forts et animations (élection de la Seigneurie de Comines, marché médiéval, fête foraine, cortège des allumoirs, jet des louches des enfants, cortège historique et jet des louches traditionnel, franc marché, course cycliste et concert historique).

Subvention proposée : 1 000€ (soit 2% du budget prévisionnel).

Compagnie Art Track – Festial Hip hop games

Avec le Festival Hip hop games, la compagnie Art-Track propose de dédier un temps fort à la découverte et au soutien à l'émergence des artistes issues des cultures urbaines dans la métropole, tout en gardant une ouverture à l'internationale.
La compagnie se positionne comme opérateur structurant professionnel et mobile, spécialisé dans les cultures urbaines, capable de réunir des compétences et mobiliser des réseaux complémentaires allant de l'éducation à l'excellence artistique. L'étendue de ce champ d'actions est atout majeur pour créer des passerelles et créer une dynamique pérenne.
Initialement pensé sous la forme d'un spectacle participatif composé d'épreuves d'improvisation mettant en jeu un prix d'accompagnement chorégraphique, le HIP HOP GAMES est devenu aujourd'hui une école de pensée, qui traverse différents domaines et disciplines, de la transmission (School) au spectacle (Exhibition) en passant par la création et la diffusion (Tour).
12 ans après sa création, le concept a su conquérir son public d'artistes, de professionnels et de spectateurs, en raccourcissant les distances entre ces différents publics, faisant de tous des contributeurs essentiels à l'énergie brute qui émane des événements. Défenseur affirmé de la culture hip hop, le HHG valorise la rencontre, la prise de risque, le jeu et l'ouverture d'esprit.

Subvention proposée : 5 000€ (soit 6% du budget prévisionnel).

Heure Exquise - MUSICVIDÉOART !

Heure exquise !, centre international pour les arts vidéos, organise chaque année une programmation dédiée à la diffusion de films documentaires en lien avec la musique, avec un temps fort au mois de décembre. L'évènement est monté en partenariat avec de nombreuses structures culturelles de la métropole et se décline autour d'une thématique. Les projections de documentaires sont accompagnées d'un cycle de conférences.

En 2024, l'association développe « MusicVidéoArt ! » un cycle de documentaires autour de la période disco, en lien avec un cycle thématique LGBTQI+ de la saison culturelle d'Heure d'Exquise avec notamment un documentaire sur le producteur Nile Rodger (Diana Ross, le groupe Chic, Madonna, Inxs…).

L'association propose, de plus, que chaque conférence soit accompagnée d'un syllabus ainsi que de conseils d'écoute de titres emblématiques et de références bibliographiques. Chaque projection est par ailleurs accompagnée par un spécialiste du domaine ou par le réalisateur.

Pour mémoire, l'association réalise en parallèle un travail de production de films documentaires, qui peuvent prendre la forme de résidences-missions d'artistes, avec des publics hospitalisés et à besoins spécifiques en lien avec des structures médico-sociales du territoire départemental et métropolitain (pour 2023, les structures partenaires sont l'ANAJI - IEM du Bord de Lys, le CHU de Lille, l'IRPA à Ronchin, l'Hôpital Saint Vincent de Paul à Lille et la Clinique des 4 cantons, Villeneuve d'Ascq).

Subvention proposée : 4 000€ (soit 10% du budget prévisionnel).

IMA de Tourcoing - Exposition Farès Cachoux : Figures contemporaines

L'IMA-Tourcoing consacre sa prochaine exposition à l'artiste franco-syrien Farès Cachoux. À mi-chemin entre l'affiche, le slogan et la grande peinture, l'œuvre de Farès Cachoux relève de l'œuvre d'art engagée. De la politique à l'environnement en passant par l'analyse de nos sociétés et leurs dysfonctionnements, son regard est toujours pertinent, judicieux, incisif. Né à Homs, en Syrie, en 1976, Farès Cachoux a étudié l'ingénierie informatique à l'université d'Alep, avant de faire son master et son doctorat en art numérique et communication visuelle à Paris. Il a ensuite vécu pendant une dizaine d'années dans le Golfe, où il a travaillé pour différents musées. En 2021, il décide de se consacrer à l'art à plein temps et s'installe en France.

Dans ses œuvres, Cachoux raconte ce qu'il voit et ce qu'il pense avec un vocabulaire visuel réduit à l'essentiel. De la guerre en Syrie aux naufragés de Méditerranée, de la complexité des coutumes sociales dans le Golfe aux caricatures politiques, de la fragilité de nos sociétés démocratiques à l'épuisement de nos ressources environnementales, chacune de ses œuvres est la réduction d'un évènement, d'une situation, à sa quintessence même. Avec un style minimaliste et audacieux, des couleurs vives et des silhouettes simples, l'artiste met son travail au service de la liberté et de la dignité humaine. Artiste engagé, il sait toucher un public très large par des messages simples et transparents.

L'exposition s'inscrit dans la programmation de l'Institut du monde arabe-Tourcoing qui prendra à partir de cette saison un nouvel élan. De la politique à l'environnement, des libertés aux résistances, la part belle sera faite à la petite comme à la grande Histoire. Avec « l'Orient » comme boussole, seront accueillis des artistes en exil et mise en œuvre une programmation spécifique à destination du jeune public avec de nouveaux rendez-vous autour du cinéma, en plus des week-ends famille Yallah !

Subvention proposée : 19 000€ (soit 14% du budget prévisionnel).

Institut pour la photographie des Hauts-de-France – Regards sur la société

En 2024, l'Institut pour la photographie continue les rencontres avec les publics du territoire. Une programmation métropolitaine a été mise en place en collaboration avec les acteurs culturels, médico-sociaux et éducatifs de la MEL, afin de développer des actions auprès de différents publics, et de proposer différentes expositions.

Une programmation de deux expositions photographiques dans plusieurs villes et espaces de la Métropole aura lieu entre janvier et décembre 2024 :
- Exposition sur la thématique de la représentation des femmes d'après une sélection de huit photographes lauréats de la grande commande nationale « Radioscopie de la France » portée par la BnF, au Colysée de Lambersart (mi-septembre à Mi-décembre 2024). La sélection présente une attention particulière pour les photographes de la région et des thématiques en résonnance avec le territoire.

- Exposition « Chambre 207 » de Jean-Michel André au Tribunal de Lille et parvis de l'avenue du peuple Belge – Lille (automne 2024). Depuis 2022, l'Institut accompagne le photographe pour son projet Chambre 207, sorte d'autofiction fondée sur la reconstitution de ses souvenirs disparus après l'amnésie liée au choc de l'assassinat de son père lors de « la tuerie du Sofitel d'Avignon » en 1983. Ce récit visuel, composé d'archives et de portraits devient comme une quête de sa mémoire disparue. Un projet de correspondance photographique entre le lycée Baudelaire de Roubaix et le Lycée professionnel Privat à Arles sera réalisé par Jean-Michel André, en collaboration avec les Rencontres d'Arles. Ce projet donnera lieu à une publication conjointe.

La programmation sera conçue avec un programme de médiation adapté et s'articulera autour de temps forts associant des publics (habitants, artistes, amateurs, enfants, adolescents, professionnels du secteur culturel…) d'origines volontairement diverses.

Subvention proposée : 19 000€ (soit 25% du budget prévisionnel).

La Contre Allée – D'un Pays l'Autre

Ce festival a pour objectif de promouvoir la traduction littéraire et le métier de traducteur.
Au programme : colloques, lectures, projection cinématographique, ateliers de traduction, ateliers de sous-titrage, rencontres en librairie et en médiathèque.
L'action favorise :

- la circulation du savoir autour de la traduction et de ses pratiques ;
- la mise en réseau des structures présentes sur le territoire, qui travaillent autour de la traduction ou pouvant y trouver un intérêt dans le cadre de leurs activités ;
- la promotion de la traduction littéraire et du métier de traducteur en sensibilisant un large public - et notamment le public jeune - aux enjeux de la traduction littéraire autour de la présence des traducteurs.

Fréquentation escomptée en 2024 : environ 550 personnes le temps du festival.
En 2024, la dimension internationale de la manifestation se confirme et se prolonge puisque le festival honorera à nouveau ses partenariats transfrontaliers à Bruxelles et Tunis.

Subvention proposée : 3 000€ (soit 6% du budget prévisionnel).

Le Fil et la Guinde - Sur Mesure, Festival intercommunal pour la petite enfance

Le Fil et la Guinde propose d'organiser la 6ème édition du festival intercommunal pour la petite enfance en partenariat avec les villes de Bondues, Bousbecque, Linselles et Wervicq-Sud, et le S.I.V.U. Relais Enfance. Cet événement intercommunal consacré à la petite enfance est né en 2019 des envies de plusieurs communes engagées pour la petite enfance et convaincues du rôle de la culture dans l'éducation, la socialisation et l'éveil artistique des jeunes enfants pour pallier à un véritable manque sur le territoire. Il constitue pour le territoire un projet novateur et important qui a un impact sur les pratiques culturelles, la mobilité des publics, l'interaction entre les professionnel.le.s de la petite enfance, les élu.e.s et habitant.e.s et apportera au très jeune public une nouvelle ressource de connaissance et d'éducation.
- Programmation de spectacles vivants adaptés à la petite enfance (compagnies professionnelles régionales), à destination des structures partenaires et du tout public.
- Actions de sensibilisation et de médiation encadrées par les artistes en amont et/ou en aval des représentations.
- Temps de rencontres, d'échanges, de formations autour de l'éveil artistique des tout-petits.

Subvention proposée : 2 600€ (soit 12% du budget prévisionnel).

Le Fresnoy – Studio national des arts contemporains – Exposition « Panorama 26 »

Pôle d'excellence d'envergure nationale et internationale en matière de création artistique contemporaine, le Fresnoy propose chaque année un grand rendez-vous sous la forme de l'exposition "Panorama". Cette programmation de grande qualité permet de découvrir, chaque année, plus de cinquante œuvres inédites, dans les domaines de l'image, du son et de la création numérique, réalisées par les artistes du Fresnoy.

Pour sa 26e édition, le commissariat de l'exposition est confié à Marta Gili, commissaire d'expositions qui a précédemment dirigé le Jeu de Paume et l'Ecole Nationale de la photographie d'Arles. Un riche programme d'événements et de partenariats sera proposé au Fresnoy et hors les murs. En particulier, le MUba Eugène Leroy et la Villa Cavrois accueilleront des expositions satellites de Panorama 26. L'exposition sera accompagnée d'un catalogue.

L'exposition est, de par son ambition artistique et culturelle, destinée à un public métropolitain et eurométropolitain. La conception de la communication et des actions en direction des publics est pensée dans l'objectif de rendre attractif et accessible l'événement aux habitants de la métropole. Différents temps forts de la manifestation seront organisés à destination de tous les publics : public individuel et familial (expo-brunch, expo-kids), groupes scolaires et associatifs (Open Process, visites et ateliers), public professionnel (FOOR avec l'Université de Lille, journées professionnelles, journées d'études).

Subvention proposée : 19 000€ (soit 7% du budget prévisionnel).

Le Gymnase CDCN Association Dans à Lille – Festival Forever Young

Pour cette 20e édition, un programme de 20 propositions artistiques est concocté avec différents lieux partenaires de la région Hauts-de-France et associé à un volet d'actions pédagogiques et de médiation en lien avec les spectacles accueillis.

Les premières pistes de programmation 2024 :

- 'Les mouvements minuscules#2' - Amala Dianor - PREMIERE - à partir de 1 an
- 'Love you drink water' - Amala Dianor - à partir de 14 ans
- 'Things at the end of the world' - Alfredo Zinola - PREMIERE FRANCAISE - à partir de 12 ans
- 'Primo' - Alfredo Zinola - PREMIERE FRANCAISE - à partir de 2 ans
- 'Histoire(s) décoloniale(s) - Betty Tchomanga - PREMIERE - à partir de 12 ans
- 'Magnétique' - Amélie Poirier - PREMIERE - à partir de 3 ans
- 'Graces' - Silvia Gribaudi - à partir de 8 ans
- 'Rosa' - SIlvia Gribaudi - 'On badine avec l'amour' - Sylvain Riejou - à partir de 13 ans
- 'Des danses urbaines' - CLEA - à partir de 6 ans
- 'Dancewell' - PREMIERE - Tout public
- 'Le chaperon rouge' - Sylvain Huc - CREATION 2024 - à partir de 5 ans
- 'Qui est là ?' - Mylène Benoît - CREATION 2024 - à partir de 3 ans

'Tamanegi' - Ikue Nakagawa - à partir de 9 ans.

Subvention proposée : 10 000€ (soit 5% du budget prévisionnel).

Ligue d'Improvisation de Marcq-en-Baroeul – Festival de Théâtre Improvisé

La ligue d'improvisation de Marcq-en-Baroeul souhaite proposer une offre culturelle en Métropole dans une période de l'année festive et où les habitants se retrouvent en famille. L'évènement a pour but d'inventer de nouvelles formes de spectacle de théâtre improvisé et permettre aux spectateurs de rencontrer et de discuter avec les artistes.
Cet évènement est le seul festival de Théâtre Improvisé au Nord de Paris, voire en France.
Le 17ème anniversaire du festival proposera un évènement phare au Colisée de Roubaix, 7 ou 8 représentations seront programmées dans la Métropole dont au moins une création, ainsi qu'un stage d'improvisation à destination des comédiens amateurs.

Subvention proposée : 4 750€ (soit 22% du budget prévisionnel).

Littérature etc. - Festival "Littérature, enfances, etc."

Depuis 2013, l'association Littérature, etc. propose chaque année à l'automne, à Lille et dans toute la Métropole, un festival de littérature contemporaine alliant une programmation exigeante et des modes de rencontres inclusifs pour tous les publics autour d'une thématique. Depuis 2016, le festival s'est étendu à toute la région des Hauts-de-France avec pour objectif de proposer des rencontres de qualité en milieu rural en partenariat avec les bibliothèques, les intercommunalités et les acteurs culturels des territoires. Ce travail est reconnu à l'échelle nationale, ainsi que dans les pays frontaliers.
Pour cette 13e édition, Littérature, etc. poursuivra le travail entrepris depuis 2013, pour lutter contre la sous-représentation des autrices dans la vie littéraire, mettre en lumière des éditions et librairies indépendantes, former les professionnels, tout en ouvrant la programmation à de nouvelles langues (notamment grâce au partenariat avec le festival de traduction « D'un Pays l'autre » ou encore avec l'association Double Change).

La 13e édition, sur le thème « Enfances » proposera :
- une journée de formation à destination des professionnel-les des métiers du livre ;
- des actions dans le cadre des nuits des bibliothèques : concert-dessinés et rencontre avec une autrice de BD ;
- un week-end temps fort avec une vingtaine d'artistes programmé-es et une exposition en continue relative au thème Enfances.

2 500 visiteurs sont attendus.

Subvention proposée : 8 000€ (soit 10% du budget prévisionnel).

Muzzix – Festival Muzzix & Associés

Pour cette édition 2024, la programmation des Muzzix & Associés se construira autour de trois volets :
- **le week-end d'ouverture du festival dans le Jardin écologique** : le choix est fait d'investir un jardin de la Métropole Européenne de Lille, afin de sensibiliser un public non-initié aux musiques improvisées et expérimentales. Ce week-end totalement gratuit permettra au public de découvrir le jardin et des artistes de renommée internationale.
- **l'accueil en résidence des musiciens du projet de création européen Access** : Second temps-fort du festival, l'accueil en résidence de 6 musiciens venant de différents pays d'Europe dans le cadre du projet Access. Projet européen soutenu par Europe Creative et mené en partenariat avec

Sonoscopia (Portugal) et le festival Alternativa (Rép. Tchèque), l'objectif d'Access est la création d'une oeuvre musicale mettant en valeur un lieu non-dédié à la culture de la métropole. Ainsi, tout au long de leur semaine, les musiciens proposeront des concerts, performances et actions de sensibilisation autour de ce projet de création

- **les concerts dans les lieux partenaires de la Métropole Européenne de Lille** : une programmation riche et diversifiée sur le territoire durant les trois semaines de festival.

Ce volet de la programmation sera également l'occasion de mener des actions de sensibilisation auprès de publics scolaires ou de publics éloignés. Parmi les artistes pressentis pour intégrer la programmation des Muzzix & Associés 2024, on peut nommer le trio Abdou/Warelis/Gouban (FR/PL), le quatuor Trapeze (FR/DE), Barbara Dang (FR), le trio Wodrascka/Owczarek/Orins (FR/PL), le trio The contest of pleasures (GB/DE/FR), le trio Mutantes (MX/FR), le duo Les Marquises (BE/FR), etc (Programmation sous réserve de modification).

Subvention proposée : 6 000€ (soit 12% du budget prévisionnel).

Orchestre National de Lille - Les Nuits d'été 2024

Mini festival de musique pour célébrer la fin de saison : production et diffusion de 2 représentations d'une création exceptionnelle à l'Auditorium Jean-Claude Casadesus du Nouveau Siècle de Lille.
Thème de 2024 : opéra Bohème de Puccini
Œuvre magistral de Puccini, La Bohème devient, le temps des Nuits d'été 2024, une expérience immersive, une ode à l'émotion. L'événement vise à transcender les frontières de la musique classique et à toucher un public aussi diversifié que possible.

Subvention proposée : 50 000€ (soit 9% du budget prévisionnel).

Philolille - Citéphilo 2024 - 28èmes semaines européennes de la philosophie

L'association PhiloLille propose une manifestation annuelle intitulée « Citéphilo » à Lille, dans la métropole et dans la région. Il s'agit d'un événement populaire de philosophie, ouvert à tous, gratuit, réunissant une centaine d'invités (philosophes, cinéastes, penseurs...) et présentant une centaine de rencontres autour d'un thème, d'un.e invité.e d'honneur, et de l'actualité éditoriale en sciences humaines (15 rencontres autour du thème : 4 à 6 sur l'invité.e d'honneur ; entre 45 et 50 autour de l'actualité éditoriale ; une vingtaine de rencontres « partenariat » ; une dizaine de rencontres dans les lycées).
L'action de la 28ème édition de Citéphilo sera déterminée au cours du premier semestre 2024. L'actualité éditoriale sera, comme chaque année, au cœur de la manifestation avec une cinquantaine d'entretiens autour de livres de philosophie et sciences humaines parus dans l'année éditoriale, en présence de leurs auteurs, qui se dérouleront dans une quarantaine de lieux (commune de Lille, métropole, région Hauts-de-France).

Subvention proposée : 10 000€ (soit 4% du budget prévisionnel).

Proscitec Patrimoines et Mémoires des Métiers – Opération thématique "PUBLICITÉ PATRIMONIALE »

L'association Proscitec organise chaque année une opération d'envergure qui fédère un grand nombre de ses structures adhérentes et qui met en valeur le travail de réseau effectué au long cours par cet acteur métropolitain essentiel du patrimoine industriel. La nouvelle temporalité adoptée par l'association depuis la crise Covid en 2020 a permis à l'association de renforcer la co-construction des temps forts de l'opération, en lien avec les membres du réseau. Lancée en fin d'année, la programmation se déploie ainsi l'année suivante.

Pour l'édition 2024-2025, c'est le thème « La publicité patrimoniale – un objet de diffusion multiple » qui a été choisi et qui permettra de valoriser le patrimoine des métiers et des industries de notre territoire en mettant en avant l'évolution de la communication commerciale avec le temps, mais aussi les évolutions technologiques et sociétales à travers le prisme publicitaire. La mise en valeur de publicités emblématiques pourra être faite grâce aux archives et fonds du réseau de partenaires. Les actions menées permettront de mettre en lumière les évolutions de ces enseignes qui nous submergent depuis des décennies.

La programmation prendra la forme d'expositions physiques ou virtuelles, d'une exposition itinérante, de parcours, d'ateliers, de conférences, de circuits, de visites, de projections, d'enquêtes publiques… à destination du grand public et aussi du public jeune et familial, en déployant des évènements dans plusieurs lieux de la métropole tout en faisant rayonner l'action à l'échelle régionale.

Subvention proposée : 5 000€ (soit 2% du budget prévisionnel).

Rencontres Audiovisuelles – Animalis Machina

Les Rencontres Audiovisuelles proposent la mise en œuvre d'une exposition conçue par Franck Dion, illustrateur et réalisateur de films d'animation français présentés et distingués dans de nombreux festivals internationaux (Annecy, Sundance, Tokyo). Prenant place sur l'ensemble du rez-de-chaussée du Tri-Postal, avec une série de mapping sur volume, ce projet a été inspiré par un texte de Descartes et de sa théorie à propos des animaux machines : une théorie selon laquelle les animaux seraient dépourvus d'âme et par conséquent simplement réduits à l'état de machines très perfectionnées. L'exposition propose au visiteur une expérience immersive au cœur d'une usine imaginaire peuplée d'animaux machines.

L'installation met ainsi en scène une « usine monde » où le cauchemar côtoie le merveilleux et où la vie et le sensible surgissent de la machine de manière imprévue. Une fable où les androïdes de Blade Runner seraient remplacés par des animaux et où l'usine ressemblerait par certains endroits au château ensorcelé de La Belle et la Bête de Cocteau.

Le Musée d'Histoire Naturelle de Lille, fermé pour travaux, est un partenaire majeur de l'évènement et proposera des actions de médiation autour du sujet de la relation hommes-animaux (ateliers pour les enfants, cycle de conférences pour les adultes). Des médiateurs sont également présents sur la visite, et des visites guidées sont organisées pour les scolaires.

Subvention proposée : 10 000€ (soit 5% du budget prévisionnel).

La Rose des Vents - Next international arts festival 17eme édition

« Next international arts festival » est une manifestation transfrontalière de spectacle vivant qui se déroule chaque année depuis 2008 pendant la 2ème quinzaine de novembre, sur le territoire transfrontalier de l'Eurométropole Lille – Courtrai – Tournai et à Valenciennes ainsi que dans le reste de la Région Hauts de-France.
Le festival présente des formes artistiques contemporaines de référence ainsi que des formes innovantes issues du monde entier.
Cette manifestation est co-organisée par 5 partenaires : La Rose des vents, scène nationale Lille Métropole à Villeneuve d'Ascq, l'Espace Pasolini et le Phénix à Valenciennes , De Kortrijkse Schouwburg et Buda Kunstencentrum à Courtrai (BE). Depuis 2017, l'association loi 1901 NEXT participe également à la mise en œuvre du projet.

Les partenaires mettent en place en commun la programmation artistique dans et hors les murs, la communication bilingue, la mobilité du public (navettes gratuites, réseau de billetterie, tarifs harmonisés, surtitrages bilingues) et la médiation avec le public (Next@home, ateliers, projet Teenexters, etc) grâce à une coopération permanente animée par un coordinateur.
Le festival « Next » organise des résidences artistiques, coopère avec le réseau culturel européen et accueille des rencontres professionnelles internationales. Il collabore activement avec les acteurs de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai et de la Région Hauts-de-France (20 partenaires associés et 12 villes participantes en 2022) par le biais de coréalisations, tournées de spectacles et évènements spécifiques.

Subvention proposée : 190 000€ (soit 51% du budget prévisionnel).

Théâtre Le Prato Pôle National Cirque - Les Toiles dans la Ville - 8ème édition - phase préparatoire

Le Prato, Pôle National Cirque propose depuis 2011 et 7 éditions, le festival Les Toiles dans la Ville. Ce temps fort de visibilité pour le cirque contemporain construit et met en œuvre une programmation tout public sous chapiteau, dans l'espace public ou en salle, des actions culturelles, des rencontres artistiques et professionnelles à l'échelle métropolitaine.
Ce projet se construit grâce à l'appui de structures culturelles partenaires, à Lille sur la Métropole et en région.

Subvention proposée : 50 000€ (soit 60% du budget prévisionnel).

Transport Culturel Fluvial – MEL Art Canal 2024

Transport Culturel fluvial propose pour cette année 2024, 2 rendez-vous permettant ainsi de ré-inventer le lien entre les habitants et leur cour d'eau sur la MEL en développant et en diffusant dans trois villes de la MEL des œuvres artistiques itinérantes par la voie d'eau :

- Le bateau Cirque à Warneton sur le bateau « Marie-Alice » en juin.

La présentation d'une première étape de création « Un cachalot sur le canal » en partenariat avec la Compagnie Belge Capitain Boomer, spectacle inter- frontalier sur le thème de la protection de la nature et de la biodiversité, à l'occasion du week-end Gare d'eau 2024 (Lille-Lomme) ;

Subvention proposée : 3 000€ (soit 3% du budget prévisionnel).

Une Aventure Délicate - Festival Audiovisuel régional de l'Archarnière et décentralisations

L'association « Une aventure délicate », implantée sur la métropole, porte le festival de l'Acharnière dont la 44ème édition est prévue avant l'été 2024. En complémentarité avec les autres festivals existant sur le territoire, cet évènement a pour but de mettre en valeur la production audiovisuelle régionale et transfrontalière, issue des secteurs associatifs, professionnels et indépendants, en réunissant des réalisateurs tous genres confondus (courts métrage de fiction, documentaire, art vidéo, animation…) aux conditions et aux démarches artistiques variées, et en prêtant une attention particulière aux jeunes réalisateurs. Ce sont ainsi près d'une centaine d'œuvres de la production audiovisuelle régionale de 2023 qui seront diffusées. Une master class autour du thème de l'engagement au cinéma et une participation à un « jury jeunes » sont proposés aux élèves suivant un enseignement ou un atelier cinéma-audiovisuel et aux jeunes d'un mouvement d'éducation populaire.

Le festival en lui-même comporte deux sections :

- La compétition - qui présente un ensemble de vidéogrammes et de films qui concourent pour des prix en espèces ou en nature ;
- Le panorama – conformément à ses objectifs d'ouverture et de confrontation d'expériences, le festival présente un Panorama le plus représentatif possible de l'ensemble des œuvres réalisées dans les Hauts-de-France et les régions frontalières.

De plus, pendant le festival, une vidéothèque propose des visionnages à la demande, d'œuvres réalisées dans l'année et d'œuvres primées les années précédentes. L'association travaille également à l'édition du catalogue annuel diffusé auprès d'autres festivals, de médiathèques, salles de cinéma, diffuseurs associatifs, partenaires de l'Eurorégion et de la Suisse.

C'est ainsi une centaine d'œuvres de la production audiovisuelle eurorégionale récente dont la projection est prévue lors du festival à Lille ainsi que lors de séances baptisées « décentralisations » organisées en partenariat avec différents lieux associatifs et culturels du territoire.

Subvention proposée : 5 000€ (soit 7% du budget prévisionnel).

Ville de Lille Musée de l'Hospice Comtesse - Exposition "Charles Szymkowicz - Maudits"

L'Hospice Comtesse, musée d'art et d'histoire de Lille, valorise régulièrement les figures contemporaines, et notamment locales, à l'instar des artistes de l'Atelier de la Monnaie (Olivier, Roulland, Ben Bella…) ou plus récemment d'Ernest Pignon Ernest ou Jef Aérosol.

Après ces interventions mémorables qui ont rencontré un réel succès public, la majestueuse salle des malades va à nouveau se métamorphoser en accueillant Charles Szymkowicz, un peintre belge du néo-expressionnisme européen. Notre territoire transfrontalier, à l'histoire, aux figures et aux valeurs partagées avec la Belgique, est le lieu naturel pour l'exposition des œuvres de cet artiste. Seront ainsi présentés des portraits d'êtres proches et d'artistes qui lui sont chers – qu'il s'agisse de peintres, de sculpteurs, de compositeurs, de poètes, d'écrivains ou de philosophes.

L'exposition sera accompagnée d'un programme de médiation qui permettra la participation des publics au travers d'ateliers et de visites guidées, avec une attention toute particulière à l'attention des publics jeunes et adolescents.

Subvention proposée : 19 000€ (soit 19% du budget prévisionnel).

Ville de Templemars – Salon du Polar

Le salon du polar de Templemars a été créé en septembre 2008 pour faire connaître à tous le genre policier.
Au fil des ans, il s'est étoffé grâce à la participation d'autres auteurs nationaux et internationaux. 25 auteurs internationaux sont sélectionnés chaque année pour une journée de rencontres et dédicaces.
Depuis la crise sanitaire, un partenariat avec la gendarmerie a été établi avec la police et la Gendarmerie.
Désormais, le salon est devenu la Semaine du polar et s'étale sur cinq jours, du mardi au samedi, avec des débats, des projections de films, des démonstrations et des animations réalisées par des professionnels.
La programmation se déroulera sur l'ensemble de l'espace culturel Noël Dejonghe, avec des animations dans la Salle Blezel, les dédicaces dans la Salle Desbonnet, et un pôle Jeux de société « Polar » dans la Médiathèque, qui jouxte la Salle Desbonnet.

Subvention proposée : 2 000€ (soit 13% du budget prévisionnel).

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110467-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0254

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

CPER 2021-2027 - VOLET RECHERCHE - PROGRAMMATION 2024 - PROJET RESIST-OMICS - SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE LILLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 22 C 0128 du Conseil Métropolitain du 24 juin 2022 approuvant les engagements financiers de la MEL au titre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional du 9 décembre 2022 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023 ;

Vu la demande de subvention de l'Université de Lille réceptionnée le 12 avril 2024.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille (MEL) est signataire du Contrat de Plan État-Région 2021-2027, aux côtés de l'État et de la Région Hauts-de-France.

Dans ce cadre, au regard des priorités métropolitaines et des filières d'excellence du territoire, la MEL apporte son soutien à cinq programmes de recherche structurants : Arianes, TecSanté, Resist-Omics, Chemact et Wavetech.

Resist-Omics vise à structurer la recherche sur les maladies inflammatoires et infectieuses, en particulier autour de la résistance aux traitements et des complications associées. L'ambition est de proposer des solutions innovantes et personnalisées aux patients et de faire de la métropole un leader international en créant un Centre pluridisciplinaire Inflammation-Infection.

Ce projet est en cours de mise en œuvre. Ainsi, après deux premières phase dédiées à la structuration des équipes de recherche ainsi qu'à l'acquisition d'équipements de pointe, la programmation 2024 visera plus particulièrement à poursuivre les investissements nécessaires à la consolidation des infrastructures de recherche et plateaux techniques dédiés à chacun des programmes.

b. Modalités du partenariat

Pour rappel, la MEL s'est engagée à soutenir le projet Resist-Omics à hauteur de 2 000 000 € dans le cadre du CPER 2021-2027.
Ce projet, porté par l'Université de Lille a bénéficié d'une avance de phase de la part de la MEL à hauteur de 650 000 € lors du Conseil métropolitain du 7 octobre 2022 (délibération n° 22 C 0350) et d'une programmation complémentaire à hauteur de 420 000 € lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2023 (délibération n° 23 C 0223).

S'agissant de la programmation 2024, la MEL financera l'acquisition de deux équipements de séquençage single-cell ARN s'inscrivant dans la suite de l'acquisition des deux trieurs spectraux de la programmation 2023. Ces équipements permettront l'isolation des cellules et ainsi la réalisation des étapes de biologie moléculaire à l'échelle de chaque cellule. La MEL financera également le recrutement d'un personnel en charge de cet équipement qui requiert des connaissances spécifiques compte tenu de sa technicité.

Le coût total du projet est de 1 325 326,87 € HT. Pour cette programmation, la MEL interviendra en synergie avec la Région Hauts-de-France, qui est sollicitée à hauteur de 865 000 €. Le financement de la MEL sera de 179 700 €, soit 13,56 % du coût total.

La MEL intervient sur la base du régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023.

II. <u>Dispositif décisionnel</u>

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet CPER Resist-Omics - programmation 2024, inscrit au CPER 2021-2027 ;

2) D’accorder une subvention d’un montant de 179 700 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'Université de Lille ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 179 700 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Damien CASTELAIN et Bernard HAESEBROECK n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Pour rendu exécutoire

24-B-0254

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

CPER 2021-2027 - VOLET RECHERCHE - PROGRAMMATION 2024 - PROJET RESIST-OMICS - SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE LILLE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu les articles L1611-4 et 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 22 C 0128 du Conseil Métropolitain du 24 juin 2022 approuvant les engagements financiers de la MEL au titre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027;

Vu la communication de la Commission portant sur l'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 de la Région Hauts-de-France, adopté par le Conseil régional du 9 décembre 2022 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023 ;

Vu la demande de subvention de l'Université de Lille réceptionnée le 12 avril 2024.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

La Métropole Européenne de Lille (MEL) est signataire du Contrat de Plan État-Région 2021-2027, aux côtés de l'État et de la Région Hauts-de-France.

Dans ce cadre, au regard des priorités métropolitaines et des filières d'excellence du territoire, la MEL apporte son soutien à cinq programmes de recherche structurants : Arianes, TecSanté, Resist-Omics, Chemact et Wavetech.

Resist-Omics vise à structurer la recherche sur les maladies inflammatoires et infectieuses, en particulier autour de la résistance aux traitements et des complications associées. L'ambition est de proposer des solutions innovantes et personnalisées aux patients et de faire de la métropole un leader international en créant un Centre pluridisciplinaire Inflammation-Infection.

Ce projet est en cours de mise en œuvre. Ainsi, après deux premières phase dédiées à la structuration des équipes de recherche ainsi qu'à l'acquisition d'équipements de pointe, la programmation 2024 visera plus particulièrement à poursuivre les investissements nécessaires à la consolidation des infrastructures de recherche et plateaux techniques dédiés à chacun des programmes.

b. Modalités du partenariat

Pour rappel, la MEL s'est engagée à soutenir le projet Resist-Omics à hauteur de 2 000 000 € dans le cadre du CPER 2021-2027.
Ce projet, porté par l'Université de Lille a bénéficié d'une avance de phase de la part de la MEL à hauteur de 650 000 € lors du Conseil métropolitain du 7 octobre 2022 (délibération n° 22 C 0350) et d'une programmation complémentaire à hauteur de 420 000 € lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2023 (délibération n° 23 C 0223).

S'agissant de la programmation 2024, la MEL financera l'acquisition de deux équipements de séquençage single-cell ARN s'inscrivant dans la suite de l'acquisition des deux trieurs spectraux de la programmation 2023. Ces équipements permettront l'isolation des cellules et ainsi la réalisation des étapes de biologie moléculaire à l'échelle de chaque cellule. La MEL financera également le recrutement d'un personnel en charge de cet équipement qui requiert des connaissances spécifiques compte tenu de sa technicité.

Le coût total du projet est de 1 325 326,87 € HT. Pour cette programmation, la MEL interviendra en synergie avec la Région Hauts-de-France, qui est sollicitée à hauteur de 865 000 €. Le financement de la MEL sera de 179 700 €, soit 13,56 % du coût total.

La MEL intervient sur la base du régime cadre exempté n° SA. 111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°2023/1315 adopté par la Commission Européenne le 23 juin 2023 et publié au JOUE le 30 juin 2023.

II. <u>Dispositif décisionnel</u>

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet CPER Resist-Omics - programmation 2024, inscrit au CPER 2021-2027 ;

2) D’accorder une subvention d’un montant de 179 700 € pour soutenir le projet repris à l’alinéa précédent ;

3) D’autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention à intervenir avec l'Université de Lille ;

4) D’imputer les dépenses d’un montant de 179 700 € aux crédits inscrits au budget général en section investissement .

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
MM. Damien CASTELAIN et Bernard HAESEBROECK n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110485-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

24-B-0255

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

STRATEGIE #JEUNESENMETROPOLE2.0 - FONDS D'INNOVATION JEM : PROJETS SOUTENUS ET SUBVENTIONS ALLOUEES

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 16-C-0838 du 2 décembre 2016 opérant transfert de compétences du Département du Nord en faveur de la Métropole Européenne de Lille, de la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes ;

Vu la délibération 18-C-0497 du 15 juin 2018 instituant la première stratégie jeunesse métropolitaine, "Jeunes en Métropole" ;

Vu la délibération 23-C-0347 du 20 octobre 2023 instituant la seconde stratégie jeunesse métropolitaine "Jeunes en Métropole 2.0" ;

Vu la délibération 24-C-0073 du 19 avril 2024, adoptant le Contrat de Ville et des solidarités ;

Vu la délibération 24-C-0116 du 19 avril 2024, portant création d'un Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole.

I. Exposé des motifs

En adoptant sa stratégie "Jeunes en Métropole 2.0" en octobre 2023, la MEL a souhaité renforcer sa visibilité sur les investissements qu'elle engage pour ses jeunesses, continuer de concourir à l'amélioration des dynamiques entre les différents réseaux professionnels, en s'appuyant sur des collaborations à l'interne, avec les autres collectivités, et avec le collectif des communes mobilisées.

Par le lancement sur 3 ans d'un Fonds d'Innovation au bénéfice des Jeunesses les plus vulnérables (FIJeM), en articulation avec ses engagements dans le Contrat de Ville et des Solidarités et les autres politiques publiques métropolitaines (Schéma Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Plan Logement d'Abord, etc.), la MEL vise à favoriser le soutien de projets innovants et partenariaux pour être solidaire et attentif envers les jeunes métropolitains et lutter contre les inégalités.

Les projets proposés s'inscrivent pleinement dans l'ambition 1 de la stratégie #JeM2.0 selon les enjeux suivants : soutenir les jeunes qui font face à des difficultés ponctuelles, accompagner la persévérance scolaire et soutenir la continuité éducative ou encore activer et promouvoir les leviers de l'insertion sociale et professionnelle.

De fait, les actions recensées relèvent majoritairement de démarches de prévention du décrochage scolaire et de remobilisation par des méthodes tenant à l'aller-vers, et des accompagnements hors circuits classiques, mais en lien avec les institutions concernées, répondant aux attendus de mener à bien :

- des actions innovantes, hybrides, croisant les initiatives tenant à l'éducation, la prévention en soutenant l'insertion et la lutte contre la précarité ;
- des actions "sas" (aller-vers, rechercher les jeunes invisibles, agir dans les interstices) ;
- des actions qui touchent plusieurs territoires ;
- et qui intègrent la dimension de parcours des jeunes, principalement âgés de 16 à 25 ans.

Les initiatives lauréates au titre du FIJeM, d'un montant annuel total cumulé de 400 000 €, feront l'objet d'une inscription dans le Pacte Local des Solidarités, permettant une recette de 50% octroyé par l'État à la MEL.

Suite à l'appel à projets diffusé à la suite du Conseil Métropolitain du 19 avril, et après instruction sur la base des critères d'éligibilité du dispositif repris dans son cahier des charges, il y a lieu de soutenir les 5 actions suivantes, susceptibles de reconduction jusque 2026, selon la qualité de l'évaluation et de la portée effective des initiatives :

1. Unis-Cité (en association avec l'AFEV et Citéo) - "Le Pair à Pair dans la lutte contre le harcèlement" : actions de sensibilisation et médiation à l'égalité fille/garçon et au harcèlement (stéréotypes, consentement, discrimination empathie, compétences psychosociales, etc.) par le biais d'interventions de jeunes en service civique, en interventions ponctuelles et en résidence dans les collèges, et de médiateurs facilitateurs.

   Territoire et public cibles : Lille et communes associées, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Wattrelos, 19 collèges ciblés, 2500 jeunes et parents sensibilisés
   Coût du projet : 360 797 €
   Subvention annuelle accordée : 60 000 € dont 55 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

2. Itinéraires (en association avec les Missions Locales Lille Avenirs et Impulsions Métropole Sud) - "Mon Avenir J'Y Crois" : Du repérage des jeunes, à l'élaboration d'un programme d'accompagnement adapté à leur profil, le jeune est soutenu dans sa démarche d'insertion professionnelle (mise en situation, atelier, …) : une offre personnalisée lui est proposée en fonction de ses besoins (isolement, santé, logement, mobilité, etc.) en mobilisant les ressources mises

Acte certifié exécutoire - Télétransmision 059-200093201-20240628-lmc100000110485-DE - Envoi préfecture le 01/07/2024

à disposition par les nombreux partenaires. Il s'agit de couvrir des secteurs géographiques non pourvus par ce type de dispositif.

Territoire et public cibles : Territoires non QPV Lille et Métropole Sud, 120 jeunes de 16-21 ans
Coût du projet : 250 469 €
Subvention annuelle accordée : 60 000 € dont 50 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

3. Mission Locale Lille Avenirs (en association avec les 9 Missions Locales de la MEL Armentières, Impulsions Métropole Sud, Adélie Villeneuve d'Ascq Mons-en-Barœul, Lys-Tourcoing, Roubaix, Wattrelos-Leers, Val-de-Marque, Métropole Nord-Ouest) - "Accroche toi à ton avenir" : en décloisonnant les systèmes, en travaillant autour de l'élève, de l'étudiant et de son environnement, il est possible de prévenir et lutter contre le décrochage scolaire ou universitaire. Dans la continuité de l'obligation de formation qui s'adresse aux mineurs ayant déjà décroché, la réforme des lycées professionnels de 2023 a légitimé et structuré un cadre d'intervention pour les missions locales dans la prise en charge des lycéens décrocheurs ou en voie de décrochage. Le réseau des missions locales devient un acteur majeur auprès de l'éducation nationale sur le sujet. Il s'agit de prévenir le décrochage scolaire, universitaire et des apprentis à toutes les étapes et au plus tôt en créant les conditions de la rencontre avec les publics en risque de décrochage, renforçant les compétences extrascolaires des publics pour renforcer leur pouvoir d'agir, "dédramatisant" la réorientation vers un nouveau projet construit et choisi, offrant des espaces et temps de « détermination et de choix » aux jeunes sans projet, ouvrant les champs des possibles et en donnant les clés du monde professionnel.

   Territoire et public cibles : les lycées techniques et professionnels du territoire, 1000 lycéens pro et étudiants en Licence 1
   Coût du projet : 439 860 €
   Subvention annuelle accordée : 203 000 € dont 195 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

4. Mission Emploi Lys-Tourcoing (MELT) (en association avec les Missions Locales Roubaix, Val-de-Marque et Wattrelos-Leers, les clubs de prévention AAPI, AEP et Horizon9) - Fonds d'innovation Jeunes Vulnérables Métropole - Versant Nord Est : sur l'ensemble des actions proposées, validation de de l'expérimentation d'un dispositif de garantie Logement impayés en résidences sociales, et des chantiers éducatifs novateurs sur les métiers en tension (mécanique, cuisine, bâtiment…).

   Territoire et public cibles : 250 jeunes essentiellement des quartiers prioritaires du versant nord-est
   Coût du projet : 50 000 €

Subvention annuelle accordée : 50 000 € dont 45 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

5. Université de Lille - "Structuration et consolidation des dispositifs épiceries solidaires et aides alimentaires du territoire au bénéfice des étudiant.es de l'Établissement Public Expérimental (EPE) de l'Université de Lille" : coordination des épiceries solidaires étudiantes, déploiement d'une 5ème épicerie à Roubaix, déploiement de services civiques et contrats étudiants pour l'animation des épiceries, développement du réseau de l'aide alimentaire, et liens avec le droit commun (Plan Alimentaire Territorial MEL…), ateliers et rencontres autour du bien-être, de la santé mentale.

   Territoire et public cibles : tout étudiant de l'Université de Lille (tout site)
   Coût du projet : 378 902 €
   Subvention annuelle accordée : 57 000 € dont 55 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets décrits ci-avant retenus au titre de la programmation du Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole, et d'accorder les subventions afférentes au bénéfice de l'Université de Lille, d'Unis-Cité, d'Itinéraires, de la Mission Locale Lille Avenir, et de la Mission Emploi Lys-Tourcoing (MELT) ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 400 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

3) D'imputer les recettes d'un montant de 200 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Charlotte BRUN ainsi que MM. Damien CASTELAIN, Patrick DELEBARRE, Arnaud DESLANDES, Bernard HAESEBROECK et Sébastien LEPRETRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

24-B-0255

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

STRATEGIE #JEUNESENMETROPOLE2.0 - FONDS D'INNOVATION JEM : PROJETS SOUTENUS ET SUBVENTIONS ALLOUEES

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par les délibérations n° 23-C-0114 du 30 juin 2023 et n° 24-C-0055 du 19 avril 2024, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Vu la délibération 16-C-0838 du 2 décembre 2016 opérant transfert de compétences du Département du Nord en faveur de la Métropole Européenne de Lille, de la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes ;

Vu la délibération 18-C-0497 du 15 juin 2018 instituant la première stratégie jeunesse métropolitaine, "Jeunes en Métropole" ;

Vu la délibération 23-C-0347 du 20 octobre 2023 instituant la seconde stratégie jeunesse métropolitaine "Jeunes en Métropole 2.0" ;

Vu la délibération 24-C-0073 du 19 avril 2024, adoptant le Contrat de Ville et des solidarités ;

Vu la délibération 24-C-0116 du 19 avril 2024, portant création d'un Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole.

I. Exposé des motifs

En adoptant sa stratégie "Jeunes en Métropole 2.0" en octobre 2023, la MEL a souhaité renforcer sa visibilité sur les investissements qu'elle engage pour ses jeunesses, continuer de concourir à l'amélioration des dynamiques entre les différents réseaux professionnels, en s'appuyant sur des collaborations à l'interne, avec les autres collectivités, et avec le collectif des communes mobilisées.

Par le lancement sur 3 ans d'un Fonds d'Innovation au bénéfice des Jeunesses les plus vulnérables (FIJeM), en articulation avec ses engagements dans le Contrat de Ville et des Solidarités et les autres politiques publiques métropolitaines (Schéma Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Plan Logement d'Abord, etc.), la MEL vise à favoriser le soutien de projets innovants et partenariaux pour être solidaire et attentif envers les jeunes métropolitains et lutter contre les inégalités.

Les projets proposés s'inscrivent pleinement dans l'ambition 1 de la stratégie #JeM2.0 selon les enjeux suivants : soutenir les jeunes qui font face à des difficultés ponctuelles, accompagner la persévérance scolaire et soutenir la continuité éducative ou encore activer et promouvoir les leviers de l'insertion sociale et professionnelle.

De fait, les actions recensées relèvent majoritairement de démarches de prévention du décrochage scolaire et de remobilisation par des méthodes tenant à l'aller-vers, et des accompagnements hors circuits classiques, mais en lien avec les institutions concernées, répondant aux attendus de mener à bien :

- des actions innovantes, hybrides, croisant les initiatives tenant à l'éducation, la prévention en soutenant l'insertion et la lutte contre la précarité ;
- des actions "sas" (aller-vers, rechercher les jeunes invisibles, agir dans les interstices) ;
- des actions qui touchent plusieurs territoires ;
- et qui intègrent la dimension de parcours des jeunes, principalement âgés de 16 à 25 ans.

Les initiatives lauréates au titre du FIJeM, d'un montant annuel total cumulé de 400 000 €, feront l'objet d'une inscription dans le Pacte Local des Solidarités, permettant une recette de 50% octroyé par l'État à la MEL.

Suite à l'appel à projets diffusé à la suite du Conseil Métropolitain du 19 avril, et après instruction sur la base des critères d'éligibilité du dispositif repris dans son cahier des charges, il y a lieu de soutenir les 5 actions suivantes, susceptibles de reconduction jusque 2026, selon la qualité de l'évaluation et de la portée effective des initiatives :

1. Unis-Cité (en association avec l'AFEV et Citéo) - "Le Pair à Pair dans la lutte contre le harcèlement" : actions de sensibilisation et médiation à l'égalité fille/garçon et au harcèlement (stéréotypes, consentement, discrimination empathie, compétences psychosociales, etc.) par le biais d'interventions de jeunes en service civique, en interventions ponctuelles et en résidence dans les collèges, et de médiateurs facilitateurs.

   Territoire et public cibles : Lille et communes associées, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Wattrelos, 19 collèges ciblés, 2500 jeunes et parents sensibilisés
   Coût du projet : 360 797 €
   Subvention annuelle accordée : 60 000 € dont 55 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

2. Itinéraires (en association avec les Missions Locales Lille Avenirs et Impulsions Métropole Sud) - "Mon Avenir J'Y Crois" : Du repérage des jeunes, à l'élaboration d'un programme d'accompagnement adapté à leur profil, le jeune est soutenu dans sa démarche d'insertion professionnelle (mise en situation, atelier, …) : une offre personnalisée lui est proposée en fonction de ses besoins (isolement, santé, logement, mobilité, etc.) en mobilisant les ressources mises

à disposition par les nombreux partenaires. Il s'agit de couvrir des secteurs géographiques non pourvus par ce type de dispositif.

Territoire et public cibles : Territoires non QPV Lille et Métropole Sud, 120 jeunes de 16-21 ans
Coût du projet : 250 469 €
Subvention annuelle accordée : 60 000 € dont 50 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

3. Mission Locale Lille Avenirs (en association avec les 9 Missions Locales de la MEL Armentières, Impulsions Métropole Sud, Adélie Villeneuve d'Ascq Mons-en-Barœul, Lys-Tourcoing, Roubaix, Wattrelos-Leers, Val-de-Marque, Métropole Nord-Ouest) - "Accroche toi à ton avenir" : en décloisonnant les systèmes, en travaillant autour de l'élève, de l'étudiant et de son environnement, il est possible de prévenir et lutter contre le décrochage scolaire ou universitaire. Dans la continuité de l'obligation de formation qui s'adresse aux mineurs ayant déjà décroché, la réforme des lycées professionnels de 2023 a légitimé et structuré un cadre d'intervention pour les missions locales dans la prise en charge des lycéens décrocheurs ou en voie de décrochage. Le réseau des missions locales devient un acteur majeur auprès de l'éducation nationale sur le sujet. Il s'agit de prévenir le décrochage scolaire, universitaire et des apprentis à toutes les étapes et au plus tôt en créant les conditions de la rencontre avec les publics en risque de décrochage, renforçant les compétences extrascolaires des publics pour renforcer leur pouvoir d'agir, "dédramatisant" la réorientation vers un nouveau projet construit et choisi, offrant des espaces et temps de « détermination et de choix » aux jeunes sans projet, ouvrant les champs des possibles et en donnant les clés du monde professionnel.

   Territoire et public cibles : les lycées techniques et professionnels du territoire, 1000 lycéens pro et étudiants en Licence 1
   Coût du projet : 439 860 €
   Subvention annuelle accordée : 203 000 € dont 195 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

4. Mission Emploi Lys-Tourcoing (MELT) (en association avec les Missions Locales Roubaix, Val-de-Marque et Wattrelos-Leers, les clubs de prévention AAPI, AEP et Horizon9) - Fonds d'innovation Jeunes Vulnérables Métropole - Versant Nord Est : sur l'ensemble des actions proposées, validation de de l'expérimentation d'un dispositif de garantie Logement impayés en résidences sociales, et des chantiers éducatifs novateurs sur les métiers en tension (mécanique, cuisine, bâtiment…).

   Territoire et public cibles : 250 jeunes essentiellement des quartiers prioritaires du versant nord-est
   Coût du projet : 50 000 €

Subvention annuelle accordée : 50 000 € dont 45 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025

5. Université de Lille - "Structuration et consolidation des dispositifs épiceries solidaires et aides alimentaires du territoire au bénéfice des étudiant.es de l'Établissement Public Expérimental (EPE) de l'Université de Lille" : coordination des épiceries solidaires étudiantes, déploiement d'une 5ème épicerie à Roubaix, déploiement de services civiques et contrats étudiants pour l'animation des épiceries, développement du réseau de l'aide alimentaire, et liens avec le droit commun (Plan Alimentaire Territorial MEL…), ateliers et rencontres autour du bien-être, de la santé mentale.

   Territoire et public cibles : tout étudiant de l'Université de Lille (tout site)
   Coût du projet : 378 902 €
   Subvention annuelle accordée : 57 000 € dont 55 000 € sur exercice 2024 et le reliquat sur exercice 2025.

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir les projets décrits ci-avant retenus au titre de la programmation du Fonds d'Innovation Jeunes en Métropole, et d'accorder les subventions afférentes au bénéfice de l'Université de Lille, d'Unis-Cité, d'Itinéraires, de la Mission Locale Lille Avenir, et de la Mission Emploi Lys-Tourcoing (MELT) ;

2) D'imputer les dépenses d'un montant de 400 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

3) D'imputer les recettes d'un montant de 200 000 € TTC aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement.

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
Mme Charlotte BRUN ainsi que MM. Damien CASTELAIN, Patrick DELEBARRE, Arnaud DESLANDES, Bernard HAESEBROECK et Sébastien LEPRETRE n'ayant pas pris part au débat ni au vote.

FIJeM 2024-2026 - arbitrages du 29/05/2024														
Porteur	**Nom du projet**	**Description**	**Budget du projet**	**Subvention sollicitée**	**Acompte et total sur BP 2024**	**Solde 2024 sur BP 2025**	**Acompte 2025**	**Total 2025**	**Solde 2025 sur BP 2026**	Acompte 2026	Total 2026	Solde 2026 sur BP 2027	Montant par année scolaire
Unis-Cité	Le Pair à Pair dans la Lutte contre le Harcèlement	Actions de sensibilisation et médiation à l'égalité fille/garçon et au harcèlement (stéréotypes, consentement, discrimination empathie, compétences psychosociales,etc.) par le biais d'interventions de jeunes en service civique, en résidence dans les établissements et de médiateurs facilitateurs, contribuant à la lutte contre le décrochage scolaire	360 797 €	77 368 €	55 000 €	5 000 €	45 000 €	50 000 €	15 000 €	45 000 €	60 000 €	15 000 €	60 000 €
Itinéraires	MAJ'YC	Du repérage à l'élaboration d'un programme d'accompagnement adapté à son profil, le jeune est soutenu dans sa démarche d'insertion professionnelle (mise en situation, atelier, ...) : une offre personalisée lui est proposée en fonction de ses besoins (isolement, santé, logement, mobilité, etc.) en mobilisant les ressources mises à disposition par les nombreux partenaires mobilisés.	250 469 €	100 188 €	50 000 €	10 000 €	40 000 €	50 000 €	20 000 €	20 000 €	40 000 €	40 000 €	60 000 €
Mission Locale de Lille	Accroche toi à ton avenir	En décloisonnant les systèmes, en travaillant autour de l'élève, de l'étudiant et de l'apprenti et de leur environnement, il est possible de prévenir et lutter contre le décrochage scolaire ou universitaire. Les 9 missions locales communiquent sur leurs actions, et accompagnent les jeunes concernés pour les remobiliser dans un parcours d'insertion.	439 860 €	252 347 €	195 000 €	8 000 €	195 000 €	203 000 €	8 000 €	185 000 €	193 000 €	18 000 €	203 000 €
MELT - Mission Emploi Lys Tourcoing	Fonds d'innovation Jeunes Vulnérables Métropole Versant Nord Est	10 projets pour le territoire : Projet 1 : Fonds de garantie Logement impayés Projet 2 : Fonds de solidarité « Mise à l'abri » pour les protéger les jeunes de la rue Projet 3 : Fonds de solidarité pour répondre à l'urgence alimentaire Projet 4 : Fond de solidarité « Ouverture culturelle » Projet 5 : Favoriser la mobilité et la découverte de l'autre Projet 6 : Ateliers de langue française Projet 7 : Chantiers éducatifs sur les métiers en tension Projet 8 : Micro-projets construit et instruit avec les jeunes Projet 9 : Public sous-main de justice Projet 10 : Valoriser et faire reconnaître l'engagement des jeunes	182 000 €	182 000 €	45 000 €	5 000 €	35 000 €	40 000 €	15 000 €	35 000 €	50 000 €	15 000 €	50 000 €
Université de Lille	Structuration et consolidation des dispositifs épiceries solidaires et aides alimentaires du territoire au bénéfice des étudiant.es de l'Etablissement Public Expérimental (EPE) de l'Université de Lille	Coordination des épiceries solidaires avec le déploiement d'une 5e épicerie à Roubaix, avec la mobilisation de services civiques et contrats éudiants pour l'animation des épiceries, développement du réseau de l'aide alimentaire, organisation d'ateliers et rencontres autour du bien être, de la santé mentale.	378 902 €	62 200 €	55 000 €	2 000 €	55 000 €	57 000 €	2 000 €	55 000 €	57 000 €	2 000 €	57 000 €
		Montant total sollicité		**611 903 €**	**400 000 €**	**30 000 €**	**370 000 €**	**400 000 €**	**60 000 €**	**340 000 €**	**400 000 €**	**90 000 €**	**430 000 €**

Pour rendu exécutoire

Le Président de la Métropole Européenne de Lille
Pour le Président
Le Directeur
Le 28/06/2024
Arnaud FICOT

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
ID : 059-200093201-20240628-lmc100000110504-DE
Acte certifié exécutoire
Envoi préfecture le 01/07/2024
Retour préfecture le 01/07/2024
Publié le 01/07/2024

24-B-0256

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SCHEMA METROPOLITAIN DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE - SOUTIEN AU DISPOSITIF D'INTERVENANT SOCIAL EN GENDARMERIE (ISG) AU SEIN DE L'ASSOCIATION SOLIDARITE FEMMES ACCUEIL (SOLFA)

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Conformément à la loi MAPTAM, la Métropole Européenne de Lille (MEL) exerce la compétence d'animation des dispositifs locaux de prévention de la délinquance et a installé un Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CMSPD) en mai 2016.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Le Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CMSPD), réuni en session plénière le 9 mars 2021 a acté l'élaboration d'un nouveau Schéma de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (SMSPD) du territoire qui s'appliquera sur la période 2021-2026. Ce document stratégique illustre la volonté de la MEL d'apporter une réponse aux problématiques de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble de son territoire.

Ce Schéma a été définitivement adopté en Conseil Métropolitain du 15 octobre 2021 et comporte 7 axes :
1) Prévention de la délinquance chez les jeunes
2) Prévention des radicalisations
3) Prévention des violences faites aux personnes vulnérables
4) Prévention des addictions et des impacts liés aux trafics de stupéfiants sur l'environnement
5) Sécurité du territoire métropolitain et tranquillité publique
6) Prévention de la récidive
7) Association de la population à l'action de maintien de la tranquillité publique

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

b. Modalités du partenariat

La MEL souhaite, dans le cadre de ses compétences relatives à la prévention de la délinquance, soutenir l'action de l'intervenante sociale en Gendarmerie placée au sein de l'association SOLFA. Cette action entre dans le cadre de l'axe "prévention des violences faites aux personnes vulnérables" du SMSPD.
Les principales missions des intervenants sociaux en Gendarmerie sont fixées par un cadre national (ministère de l'Intérieur) et sont les suivantes :

- Accueil et écoute active en évaluant la nature des besoins sociaux révélée dans le cadre de l'activité des forces de l'ordre ;

- Intervention sociale de proximité selon la situation de crise, voire d'urgence. Participation au repérage précoce des situations de détresse sociale afin de prévenir une éventuelle dégradation ;

- Information et orientations spécifiques vers les services sociaux de secteur spécialisés et/ou les services de droit commun ;

- Facilitation du dialogue interinstitutionnel entre les services de sécurité publique et la sphère sociomédico-éducative ;

- Participation à l'observatoire national du dispositif en complétant régulièrement la grille statistique du ministère de l'Intérieur et en rédigeant un rapport d'activité annuel.

Les intervenants sociaux sont amenés à travailler sur des problématiques relatives aux conflits et violences intrafamiliales, à la précarité sociale et à la protection de l'enfance.

La Métropole Européenne de Lille a été sollicitée par le Groupement Départemental de Gendarmerie du Nord pour soutenir les actions d'une intervenante sociale en Gendarmerie œuvrant sur son territoire.

Cet Intervenant Social en Gendarmerie, dont le poste a été créé le 04 mai 2020, est salarié de l'association SOLFA, qui bénéficie donc de la convention MEL et son périmètre d'activité couvre la compétence de la Compagnie de gendarmerie de Lille :

- 5 brigades territoriales autonomes (BTA) en zone gendarmerie :
BTA Quesnoy sur Deûle, BTA Hallennes lez Haubourdin, BTA La Bassée, BTA Annoeullin, BTA Phalempin ;

- 1 brigade autonome en zone police : BTA Lille.

Au total, ce périmètre couvre 40 communes réparties sur 2 intercommunalités :
- La Métropole Européenne de Lille (MEL) : 32 communes ;
- La Communauté de Communes Pévèle-Carembault : 8 communes.

Il s’agit d’un poste co-financé par l’État, le Département et la MEL.

La Convention de financement d'Intervenant Social en Gendarmerie a été signée pour la première fois sur l'exercice budgétaire 2021, et renouvelée en 2022, avec une contribution MEL de 12.500€.

En 2023, le Préfet a demandé à ce que la répartition se fasse désormais par parts équilibrées entre les 3 co-financeurs, ce qui a occasionné une augmentation par rapport aux exercices précédents. Il s'agit donc d'une reconduction.

Pour 2024 la répartition, sur la base d'un montant total de 62 311 euros est la suivante :

20 700 euros pour la Métropole Européenne de Lille
20 800 euros pour le Conseil Départemental
20 811 euros pour l'État

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet exposé ci-dessus au titre du SMSPD ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 20 700 € pour soutenir l'action de l'intervenante sociale en Gendarmerie placée en son sein ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec l'Association SOLFA qui gère les aspects administratifs du suivi de l'ISG ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 20 700 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

24-B-0256

Séance du vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION DU BUREAU

SCHEMA METROPOLITAIN DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE - SOUTIEN AU DISPOSITIF D'INTERVENANT SOCIAL EN GENDARMERIE (ISG) AU SEIN DE L'ASSOCIATION SOLIDARITE FEMMES ACCUEIL (SOLFA)

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10 ;

Vu la délibération n° 22-C-0069 du Conseil en date du 29 avril 2022, modifiée par la délibération n° 23-C-0114 du 30 juin 2023, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau ;

Conformément à la loi MAPTAM, la Métropole Européenne de Lille (MEL) exerce la compétence d'animation des dispositifs locaux de prévention de la délinquance et a installé un Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CMSPD) en mai 2016.

I. Exposé des motifs

a. Description des objectifs

Le Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CMSPD), réuni en session plénière le 9 mars 2021 a acté l'élaboration d'un nouveau Schéma de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (SMSPD) du territoire qui s'appliquera sur la période 2021-2026. Ce document stratégique illustre la volonté de la MEL d'apporter une réponse aux problématiques de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble de son territoire.

Ce Schéma a été définitivement adopté en Conseil Métropolitain du 15 octobre 2021 et comporte 7 axes :
1) Prévention de la délinquance chez les jeunes
2) Prévention des radicalisations
3) Prévention des violences faites aux personnes vulnérables
4) Prévention des addictions et des impacts liés aux trafics de stupéfiants sur l'environnement
5) Sécurité du territoire métropolitain et tranquillité publique
6) Prévention de la récidive
7) Association de la population à l'action de maintien de la tranquillité publique

b. Modalités du partenariat

La MEL souhaite, dans le cadre de ses compétences relatives à la prévention de la délinquance, soutenir l'action de l'intervenante sociale en Gendarmerie placée au sein de l'association SOLFA. Cette action entre dans le cadre de l'axe "prévention des violences faites aux personnes vulnérables" du SMSPD.
Les principales missions des intervenants sociaux en Gendarmerie sont fixées par un cadre national (ministère de l'Intérieur) et sont les suivantes :

- Accueil et écoute active en évaluant la nature des besoins sociaux révélée dans le cadre de l'activité des forces de l'ordre ;

- Intervention sociale de proximité selon la situation de crise, voire d'urgence. Participation au repérage précoce des situations de détresse sociale afin de prévenir une éventuelle dégradation ;

- Information et orientations spécifiques vers les services sociaux de secteur spécialisés et/ou les services de droit commun ;

- Facilitation du dialogue interinstitutionnel entre les services de sécurité publique et la sphère sociomédico-éducative ;

- Participation à l'observatoire national du dispositif en complétant régulièrement la grille statistique du ministère de l'Intérieur et en rédigeant un rapport d'activité annuel.

Les intervenants sociaux sont amenés à travailler sur des problématiques relatives aux conflits et violences intrafamiliales, à la précarité sociale et à la protection de l'enfance.

La Métropole Européenne de Lille a été sollicitée par le Groupement Départemental de Gendarmerie du Nord pour soutenir les actions d'une intervenante sociale en Gendarmerie œuvrant sur son territoire.

Cet Intervenant Social en Gendarmerie, dont le poste a été créé le 04 mai 2020, est salarié de l'association SOLFA, qui bénéficie donc de la convention MEL et son périmètre d'activité couvre la compétence de la Compagnie de gendarmerie de Lille :

- 5 brigades territoriales autonomes (BTA) en zone gendarmerie :
BTA Quesnoy sur Deûle, BTA Hallennes lez Haubourdin, BTA La Bassée, BTA Annoeullin, BTA Phalempin ;

- 1 brigade autonome en zone police : BTA Lille.

Au total, ce périmètre couvre 40 communes réparties sur 2 intercommunalités :
- La Métropole Européenne de Lille (MEL) : 32 communes ;
- La Communauté de Communes Pévèle-Carembault : 8 communes.

Il s’agit d’un poste co-financé par l’État, le Département et la MEL.

La Convention de financement d'Intervenant Social en Gendarmerie a été signée pour la première fois sur l'exercice budgétaire 2021, et renouvelée en 2022, avec une contribution MEL de 12.500€.

En 2023, le Préfet a demandé à ce que la répartition se fasse désormais par parts équilibrées entre les 3 co-financeurs, ce qui a occasionné une augmentation par rapport aux exercices précédents. Il s'agit donc d'une reconduction.

Pour 2024 la répartition, sur la base d'un montant total de 62 311 euros est la suivante :

20 700 euros pour la Métropole Européenne de Lille
20 800 euros pour le Conseil Départemental
20 811 euros pour l'État

II. Dispositif décisionnel

Par conséquent, le Bureau de la Métropole décide :

1) De soutenir le projet exposé ci-dessus au titre du SMSPD ;

2) D'accorder une subvention d'un montant de 20 700 € pour soutenir l'action de l'intervenante sociale en Gendarmerie placée en son sein ;

3) D'autoriser le Président ou son représentant délégué à signer la convention avec l'Association SOLFA qui gère les aspects administratifs du suivi de l'ISG ;

4) D'imputer les dépenses d'un montant de 20 700 € aux crédits inscrits au budget général en section fonctionnement ;

Résultat du vote : ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CONVENTION ENTRE LA METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE ET L'ASSOCIATION SOLFA (SOLIDARITE FEMMES, ACCUEUIL)

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D'INTERVENANT SOCIAL EN GENDARMERIE

Entre les soussignés

Association SOLFA
Adresse : 96 Rue Brûle Maison
59 000 LILLE
Représentée par Monsieur MORISSET Jean-Yves
En qualité de Président

Et

Métropole Européenne de Lille (MEL)
Adresse : MEL
2, Boulevard des Cités Unies
59034 LILLE
Représentée par M. CASTELAIN Damien
En qualité de Président de la MEL agissant en application de la délibération du Bureau Métropolitain n XXXXX du XXXXX 2024

PREAMBULE :

La présente convention a pour objet d'acter le soutien de la Métropole Européenne de Lille aux actions menées par l'intervenante sociale en gendarmerie, poste rattaché à l'association SOLFA, Pôle Violences Faites aux Femmes.

La question de la prévention des violences faites aux femmes fait partie des axes du nouveau Schéma Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, adopté par la MEL, lors du Conseil Métropolitain du 15 octobre 2021 et revêt une importance capitale au regard des enjeux humains et sociétaux qui y sont liés.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, conformément à son objet social, à mettre en œuvre le projet subventionné, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées

au préambule, le programme d'actions comportant les obligations mentionnées à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à son bon déroulement.

Dans ce cadre, l'administration contribue financièrement à ce service dans le cadre de la délibération reprise en annexe.
L'administration n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Le poste d'intervenante sociale en gendarmerie dont il est question a été créé le 04/05/2020.

L'intervention de l'ISG repose sur le principe d'adhésion**.**

Son périmètre d'activité couvre la compétence de la Compagnie de gendarmerie de Lille :

→ **5 brigades territoriales autonomes (BTA) en zone gendarmerie** :
- BTA Quesnoy sur Deûle,
- BTA Hallennes lez Haubourdin,
- BTA La Bassée,
- BTA Annoeullin,
- BTA Phalempin,

→ 1 brigade autonome en zone police :
- BTA Lille

Au total, ce périmètre couvre **40 communes réparties sur 2 intercommunalités** :
- la Métropole européenne de Lille (MEL) : 32 communes,
- la Communauté de Communes Pévèle-Carembault : 8 communes.

Elle s'inscrit dans une méthodologie d'intervention qui s'articule autour de la prévention des personnes victimes, de la prévention de la délinquance, de la protection et de la répression.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024 et prendra fin à l'extinction des obligations de paiement inhérentes à la présente convention.

ARTICLE 3– MODALITES DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

Annexe 1 : Le détail du projet ou des actions subventionné(es).

Annexe 2 : le budget prévisionnel de l'association (et analytique prévisionnel global du projet ou des actions, ainsi que les moyens affectés à sa (leur) réalisation, et les

contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1er (mise à disposition de locaux, de personnel …)).

Cette annexe détaille le cas échéant les autres financements attendus, en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

Annexe 3 : modèle de situation de trésorerie.

Annexe 4 : le modèle de compte rendu financier.

Annexe 5 : évaluation.

Annexe 6 : le RIB de l'association

Annexe 7 : la délibération n° XXXXX 2024 portant octroi de subvention

ARTICLE 4 – MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1 : Montant de la subvention

La MEL contribue financièrement pour un montant maximal de 20 700 euros équivalent à 33 % du budget analytique prévisionnel de l'association d'un montant de 62 311 €.

4.2 : Modalités de versement

La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

- Pas d'échelonnement : 100 % versés à la notification.

Les versements seront effectués au compte :
Nom du titulaire du compte :
Banque :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30027	17411	00030532701	67

Domiciliation
CIC Nord Ouest Institutionnels

IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	3002	7174	1100	0305	3270	167

BIC (Bank Identifier)
CMCIFRPP

Le comptable assignataire est le Comptable du Trésor de la MEL.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

5.1 : Communication des pièces comptables de l'association

- Dans les 4 mois suivant le début de l'exercice comptable sur lequel court le financement alloué, L'Association remettra à la MEL le budget prévisionnel actualisé définitif de l'exercice en cours (actualisation ou confirmation de l'annexe 2) ainsi que le tableau des soldes de trésorerie mensuelle : réalisée à une date déterminée par l'association et prévisionnelle sur les mois restant à courir selon l'annexe 3 ci-jointe.

- Conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à fournir à Lille Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable :

- le bilan comptable certifié
- le compte de résultat certifié
- l'annexe comptable certifiée
- le rapport du Commissaire aux comptes le cas échéant.[1]

5.2 : Communication du rapport d'activité

L'Association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, un rapport d'activité détaillant les actions concrètes menées à bien par l'association pour atteindre les objectifs fixés par l'article 1.
Ce rapport servira de base à l'évaluation prévue à l'article 10 de la présente convention.

5.3 : Communication du compte rendu financier du projet ou des actions subventionnées

L'Association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable le **compte rendu financier** des actions ou du projet signé par le Président ou toute personne habilitée. Le compte rendu financier, conformément à l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006[2], est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou des actions subventionné(es). Ce tableau est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels (tant en euros qu'en pourcentage) constatés entre le budget analytique prévisionnel du projet ou des actions et les réalisations. **Il comprendra au minimum les rubriques telles que décrites dans le tableau joint en annexe 4**. Un commentaire sur les écarts éventuellement constatés ainsi qu'une précision sur les clés de répartition utilisées pour calculer les charges indirectes sont appor2ées à l'appui de ce tableau.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'Association dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité

---

[1] Toute association ayant reçu annuellement une ou plusieurs subventions dont le montant global dépasse 153.000 EUR, est tenue de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant. L'association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes, ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la Métropole Européenne de Lille tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais (articles L.612-4 et D612-5 du Code de commerce).

[2] Arrêté ministériel du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros est tenue de publier dans le compte rendu financier les rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

5.4 : Communication des dates de réunions des instances de l'association

L'association pour laquelle un ou plusieurs élus MEL sont membres du conseil d'administration s'engage à communiquer les dates de réunions des instances ainsi que l'ordre du jour et les documents préparatoires à la direction opérationnelle qui y sera également invitée.

5.5 : Obligation d'information

L'association communiquera sans délai à la MEL copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ainsi que tout acte portant modification des statuts, dissolution ou procédure collective.

En cas de difficulté d'exécution, d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la MEL sans délai par une lettre recommandé avec accusé de réception.

5.6 : Communication de pièces en cas de cessation d'activité de l'association

Dans le cadre d'une procédure collective, qu'un versement de la MEL soit intervenu ou non, l'association ou, le cas échant, son mandataire judiciaire, communiquera à la MEL, dans un délai d'un mois à compter de la publication du jugement d'ouverture au BODACC, **un état détaillé des dépenses et des recettes effectuées exclusivement dans le cadre de la réalisation des objectifs de la présente convention accompagné de tout document justifiant cette réalisation qualitative et/ou quantitative**.

Dans le cadre d'une dissolution, qu'un versement de la MEL soit intervenu ou non, l'association communiquera à la MEL, dans un délai d'un mois à compter de la date du vote de la dissolution par l'assemblée générale, le procès-verbal faisant foi, ou à compter du jugement d'un Tribunal, **un état détaillé des dépenses et des recettes effectuées exclusivement dans le cadre de la réalisation des objectifs de la présente convention accompagné de tout document justifiant cette réalisation qualitative et/ou quantitative.**

Au regard de ces éléments, la MEL se réserve la possibilité d'attribuer ou non une part ou la totalité de la subvention prévue ou bien d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.
A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la MEL considérera que les obligations ne sont pas remplies. De ce fait, elle se réserve le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées et/ou de cesser tout versement.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

L’association s'engage, en premier lieu, à faire mention du soutien de la MEL en faisant figurer de manière lisible le logo de la MEL sur tous types de supports produits dans le cadre des actions soutenues par la présente convention. Pour ce faire, L’association appliquera les recommandations techniques de la charte graphique fournie par la MEL. Ci-après sont définis les documents visés :

- les supports print : guides, brochures, plaquettes, affiches, flyers, invitations, insertions publicitaires.
- les supports web : sites internet, newsletters, emailings, application numériques, pages réseaux sociaux,
- les outils : kakémonos, oriflammes, bâches, objets et échantillons publicitaires.

L’association est indépendante dans le choix, la mise en forme et la sortie de ses supports et outils, mais elle prendra l’attache de la direction communication, (tél 03 20 21 20 21) qui s’assurera du bon respect des conditions d'utilisations de la marque ainsi que la charte graphique liée à l’apposition du logo MEL.

Concernant les supports print et les objets publicitaires, il s’agira d’informer et de transmettre à la direction communication un exemplaire de chaque document (ex : nouvelle plaquette du Bénéficiaire). Dans le cas où des applications numériques seraient créées, L’association transmettra les informations nécessaires au téléchargement de l’application ainsi que les éventuels codes d’utilisation.

L’association s’engage à faire mention du soutien métropolitain lors de ses communications orales presse et grand public sur le projet financé Elle veillera également à transmettre régulièrement ses productions en matière de presse écrite et numérique (invitations, communiqués, dossiers de presse, etc.), ainsi que les revues de presse concernant le projet.

Dans ce cadre, L’association s’engage à afficher le logo MEL de manière visible mais également à afficher son appartenance au territoire métropolitain en faisant référence à la marque territoriale « **Hello Lille** » et/ou à un label (ex : label « Lille is French Tech »). Pour ce faire, elle sollicitera la direction communication et utilisera les outils de marketing territorial proposés par la MEL sur ses supports de communication (print, web, outils numériques), en particulier lorsque la cible est exogène.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

L’Association s’engage à souscrire toutes les polices d’assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la MEL ne puisse être recherchée. L’association devra être en mesure de justifier à tout moment à la MEL de la souscription de ces polices d’assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

ARTICLE 8 – CONTROLE ET CONDITIONS DU VERSEMENT

Si l'association ne fournit pas les documents prévus à l'article 5 dans les délais et, de manière générale, si l'association n'atteint pas ses objectifs, n'exécute pas ses obligations, tarde à les exécuter, ou décide unilatéralement d'en modifier les conditions, la MEL se réserve le droit, après mise en demeure restée infructueuse :

- de suspendre, en cas de versement fractionné, le paiement de la subvention jusqu'à parfaite exécution des obligations de l'association ;
- ou de réduire, en cas de versement fractionné, le montant restant à verser ;
- ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

La MEL en informera l'association par lettre recommandée en accusé réception.

ARTICLE 9 – CONTROLE DE LA MEL

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la MEL de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

A tout moment, un contrôle pourra être réalisé, éventuellement sur place, par la MEL, ou toute personne mandatée par elle, en vue de s'assurer de la réalisation de l'objet ayant motivé la subvention et/ou de vérifier l'exactitude des documents fournis.

D'une manière générale, en cas de non réalisation ou réalisation partielle de l'objet de la convention et/ou d'écart constaté entre le budget prévisionnel et les dépenses réalisées, la MEL se réserve la possibilité de réduire le montant restant à verser ou d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention.

Après réalisation de l'action, une réunion d'échanges, à l'initiative de la MEL, entre les dirigeants de l'association et la MEL pourra être l'occasion de dresser le bilan du projet ou action, tant opérationnel que financier.

ARTICLE 10 – EVALUATION

Un bilan d'activité précisant les conditions de réalisation du projet ou des actions visé(es) à l'article 1, auxquelles la MEL a apporté son concours, est réalisé par l'Association sur un plan quantitatif comme qualitatif. Ce bilan mettra en évidence la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du projet ou des actions visé(es) au regard de l'intérêt communautaire.
En annexe 5, figure la liste des objectifs quantitatifs et qualitatifs et les indicateurs associés permettant la mesure de leur atteinte.

Ce bilan d'activité et la mesure des indicateurs seront envoyés par l'Association à la MEL en même temps que le compte-rendu financier prévu à l'article 5.1.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 12- RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 14 – VALEUR DES ANNEXES

L'ensemble des annexes jointes à la présente convention sont juridiquement opposables.

Fait à Lille en 2 exemplaires, le

Pour l'Association SOLFA	Pour la Métropole Européenne de Lille, Stéphanie DUCRET Conseillère Métropolitaine